

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1890

JX
3
A6

ARCHIVES

INTERNATIONAL

1901

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens

à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,

Membre de l'Institut de Droit international.

avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXXIII

JANVIER, FÉVRIER, MARS.

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — PARAGUAY

Traité de concession réciproque des droits de la nation la plus favorisée.

21 juillet 1887 (1).

Son Excellence le Président de la République du Paraguay, Don Patricio Escobar, au nom de la République du Paraguay, d'une part.

Et d'autre, Sa Majesté l'Empereur Allemand Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, animés du désir de conserver les relations de bonne harmonie heureusement existantes entre la République du Paraguay et l'Empire allemand, ainsi que de favoriser le trafic commercial entre les deux pays, ont résolu, jusqu'à la conclusion de conventions spéciales, d'assurer aux sujets et citoyens de chacun de ces pays dans l'autre, tous les droits dont jouissent les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée ; dans ce but,

Son Excellence le docteur Don Benjamain Aceval, Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Relations extérieures du Paraguay,

Et M. le baron Wolfram de Rotenhan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Empire allemand auprès de la République du Paraguay, autorisé à cet effet par Sa Majesté l'Empereur allemand, Roi de Prusse, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu et signé les articles suivants :

Article premier, — La paix et la bonne harmonie continueront pour toujours entre la République du Paraguay, d'une part, et l'Empire allemand avec ses Etats, de l'autre, ainsi qu'entre les sujets et citoyens des deux pays.

Art. 2. — Les représentants, agents et officiers diplomatiques, consu-

(1) *Revue du Paraguay*, mai 1889.

lares et marins de chacune des hautes parties contractantes, jouiront pour leurs personnes et leurs biens et en tout ce qui touche au commerce, à l'industrie, à la navigation et sous tout autre rapport, dans l'autre pays, de la même protection et des mêmes droits, privilèges, bénéfices, immunités et extensions actuellement concédés, ou qui seraient concédés à l'avenir aux représentants, agents et officiers diplomatiques, consulaires et marins, ainsi qu'aux sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls auront le droit, de conformité avec les lois de la haute partie contractante qui les aura nommés, de célébrer des mariages de sujets ou citoyens de cette partie, d'accord avec ses lois.

Cette résolution ne sera pas applicable aux mariages où l'un des futurs conjoints serait sujet ou citoyen du pays où le consul a sa résidence.

Art. 4. — Le présent traité sera en vigueur pour dix ans à compter du jour de la vérification de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux parties n'aurait manifesté officiellement, douze mois avant l'expiration de ce terme, son intention de faire cesser les effets de ce traité, il restera en vigueur pour un an de plus, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'un an, compté depuis la date où la renonciation aura été déclarée officiellement.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à l'Assomption ou à Buenos-Aires, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi ont été signés et scellés les originaux expédiés en langues espagnole et allemande.

Fait à l'Assomption, le 21 juillet 1887.

(L. S.) *signé* : BENJAMAIN ACEVAL.

(L. S.) *signé* : WOLFRAM VON ROTENHAN.

En conséquence : aux mêmes lieu et date, il a été aussi signé un Protocole par lesdits plénipotentiaires, dont la teneur littérale est comme suit :

PROTOCOLE

En procédant ce même jour à la signature du traité de concession réciproque des droits de la nation la plus favorisée entre la République du Paraguay et l'Empire Allemand, les soussignés plénipotentiaires des hautes parties contractantes, déclarent :

Que les stipulations dudit traité ne s'interpréteront pas en ce sens qu'elles confèrent aux sujets allemands les privilèges exceptionnels du libre échange réservés par l'article 13 du traité du 7 juin 1883 entre la République du Paraguay et l'Empereur du Brésil en faveur de la Province de Matto Grosso.

Dans le cas où ces privilèges seraient postérieurement conférés à une autre nation, il serait entendu qu'ils seraient aussi concédés à l'Empire allemand et à ses sujets.

Fait en double, expédié en langue espagnole et allemande, à l'Assomption, ce jourd'hui, le vingt-et-un juillet mil huit cent quatre-vingt-sept.

Signé : BENJAMAIN ACEVAL.

Signé : WOLFRAM VON ROTENHAN.

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Accession du grand-duché de Luxembourg et de la principauté de Monaco.

Par note du 20 juin 1888, le ministre d'état président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg a informé le conseil fédéral de l'accession de cet état à la convention internationale du 9 septembre 1886 (1) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Le 30 mai 1889, l'ambassade de France à Berne, par ordre de son gouvernement, a annoncé au conseil fédéral la décision du gouvernement de la principauté de Monaco, du 27 février dernier, portant adhésion de cet état à la même convention.

Berne, le 4 septembre 1889.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

Cette convention existe maintenant entre les états suivants : Suisse, Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Luxembourg, Monaco, Tunisie.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Modifications à la convention internationale du 3 novembre 1880 (2) concernant l'échange des colis-postaux sans déclaration de valeur.

La convention internationale du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis-postaux sans déclaration de valeur, a, ensuite d'entente entre les administrations postales intéressées, subi les modifications suivantes, dont le conseil fédéral a donné connaissance aux états de l'union par ses circulaires des 27 juillet 1886, 27 juillet 1887 et 3 septembre 1889, en conformité de l'article 17, chiffre 3, de la convention en question et de l'article 20 de la convention postale universelle, savoir :

a. L'article 9 de la convention révisée du 3 novembre 1880 est modifié comme suit :

« Art. 9. — La réexpédition, d'un pays sur un autre, des colis-postaux, par suite des changements de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis-postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les §§ 1, 2, 3, 5 et 6 de l'article 5, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres acquittés. »

b. Un paragraphe conçu comme suit est ajouté à l'article 13 de la convention révisée du 3 novembre 1880.

« Al. 2. — Toutefois, les offices des pays participant à la présente convention qui entretiennent un échange de colis-postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres offices participants à profi-

(1) V. *Archives*, 1887, IV, p. 241.

(2) V. *Archives*, 1886, II, p. 139.

ter de ces relations pour l'échange des colis-postaux avec ces derniers pays. »

c. Le deuxième alinéa du paragraphe 5 de l'article 5 de la convention révisée du 3 novembre 1880 est modifié comme suit :

« Exceptionnellement, cette surtaxe est élevée à 75 centimes pour la République Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay, la Perse, la Suède, l'Uruguay et le Vénézuéla. »

Berne, le 3 septembre 1889.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

EQUATEUR — SUISSE.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.

22 juin 1888 (1).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Son Excellence le Président de la République de l'Equateur, également animés du désir de conserver et de resserrer les liens d'amitié entre les deux pays, ainsi que d'accroître, par tous les moyens à leur disposition, les relations commerciales entre les citoyens des deux Etats, ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont nommé dans ce but pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse : Monsieur Charles-Edouard *Lardy*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris et Son Excellence le Président de la République de l'Equateur : Monsieur *Antonio Flores*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Equateur à Paris, etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Il y aura paix et amitié perpétuelle entre la Confédération suisse et la République de l'Equateur, comme aussi entre les ressortissants des deux Etats.

Art. 2. — Les deux Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement en matière de commerce et de navigation, en matière consulaire, comme aussi en matière d'établissement, et en tout ce qui concerne l'exercice des professions commerciales et industrielles, les mêmes droits et avantages qui sont ou seraient accordés à l'avenir à la nation la plus favorisée. Les faveurs que l'une des deux parties contractantes a accordées ou pourrait accorder à l'avenir à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ne pourront pas être revendiquées par l'autre Partie aussi longtemps que ces faveurs ne seront pas accordées à un Etat non limitrophe.

Il est convenu que les nationaux des deux hautes Parties contractantes ne seront pas inquiétés à raison de leurs croyances religieuses, pourvu

(1) Les ratifications du traité ci-dessus ont été échangées le 13 juillet 1889 à Paris. A teneur de l'article 5, il est entré en vigueur le 21 octobre 1889.

qu'ils respectent les lois et les usages établis. Dans tous les cas, ils auront, en cette matière, ainsi qu'en ce qui concerne les cimetières et les sépultures, le même traitement que celui de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les Parties contractantes se réservent le droit, dans la limite de leurs législations respectives, d'expulser ou, le cas échéant, de ne pas admettre les personnes qui, en raison du caractère pernicieux de leurs antécédents ou de leur conduite, doivent être considérées comme dangereuses.

Art. 4. — Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral dont ils s'engagent à respecter et exécuter loyalement la décision.

Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

Il sera exécutoire dans les deux Etats dès le centième jour après l'échange des ratifications. Le présent traité restera en vigueur pendant dix ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurerait obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans ce Traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont, sous réserve des ratifications qui viennent d'être mentionnées, signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à *Paris*, le vingt-deux juin mil huit cent quatre-vingt-huit.

(*L. S.*) (signé) LARDY.

(*L. S.*) (signé) A. FLORES.

EQUATEUR — SUISSE.

Arrangement provisoire sur l'extradition des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires.

22 juin 1888 (1).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Son Excellence le Président de la République de l'Equateur, également animés du désir de

(1) Les ratifications de l'arrangement ci-dessus ont été échangées le 13 juillet 1889 à Paris.

A teneur de l'article 2, il entre en vigueur le 21 octobre 1889.

régler provisoirement l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires civiles et pénales, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse : Monsieur Charles-Edouard *Lardy*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris, et Son Excellence le Président de la République de l'Equateur : Monsieur Antonio *Flores*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Equateur à Paris, etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier. — En attendant la conclusion, entre les Parties contractantes, d'une convention spéciale sur l'extradition des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires civiles et pénales, la Suisse jouira dans la République de l'Equateur, et celle-ci en Suisse, de tous les droits que ces Parties accordent ou accorderont en ces matières à un autre Etat non limitrophe. Il est en tout cas entendu que toute demande faite en ces matières par l'une des Parties à l'autre entraînera de plein droit la promesse de réciprocité.

Art. 2. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra. Il sera exécutoire dans les deux Etats dès le centième jour après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date de la dénonciation qui en sera faite par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 22 juin 1888.

(L. S.) (signé) LARDY.

(L. S.) (signé) A. FLORES.

Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale sur les deux traités conclus avec la république de l'Equateur le 22 juin 1888.

(Du 11 juin 1889).

Monsieur le président et messieurs,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation deux conventions diplomatiques signées à Paris le 22 juin 1888 par les plénipotentiaires respectifs de la Suisse et de la république sud-américaine de l'Equateur. Ces conventions visent :

1^o L'extradition réciproque des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires ;

2^o Les questions d'établissement, de commerce et consulaires, y compris l'institution de tribunaux d'arbitres pour trancher les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays.

Nous avons été amenés à négocier ces traités par les faits suivants :

En octobre 1883, le ministère des affaires étrangères (department of state) des Etats-Unis d'Amérique a informé la légation suisse à Washington qu'un certain nombre de citoyens suisses établis dans la république de l'Equateur avaient été obligés de requérir la protection du consul des Etats-Unis d'Amérique à Guayaquil pour ne pas être astreints au service militaire dans l'Equateur. Le ministère des affaires étrangères ajoutait que l'exemption du service militaire dans la république de l'Equateur dépendait, pour les citoyens suisses, de la

question de savoir s'il existait une convention entre la Suisse et cette république, question sur laquelle il demandait à être renseigné. Il offrait en même temps, avec la plus grande obligeance, d'interposer ses bons offices en faveur des Suisses, tout comme le gouvernement des Etats-Unis l'avait déjà fait dans d'autres circonstances et dans d'autres pays.

Nous avons chargé notre légation à Washington de déclarer, en réponse à cette ouverture, qu'il n'existait aucun traité d'établissement entre la Suisse et l'Equateur et que, par conséquent, la question du service militaire des ressortissants de l'un des Etats établis sur le territoire de l'autre n'était pas réglée conventionnellement. Mais, comme notre pays n'astreint les étrangers ni au service militaire personnel, ni au paiement des taxes d'exonération, lorsqu'il y a réciprocité, nous exprimions l'espoir que, sous ce rapport, la république équatorienne en userait de même à l'égard de la Suisse. Nous nous déclarions enfin tout disposés à conclure, le cas échéant, avec l'Equateur une convention tant sur cette matière que sur les autres points qui se rapportent à l'établissement et au commerce.

La conclusion d'un traité de cette nature resta en suspens pendant longtemps, par le motif que l'envoyé de la république équatorienne avait été rappelé de Washington et que, de leur côté, les Etats-Unis d'Amérique n'avaient plus de représentant diplomatique à Quito. Mais, lorsque, dans le courant de l'été 1885, les relations diplomatiques furent rétablies entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Equateur, l'envoyé de ce dernier pays, M. Antonio Florès, se présenta en même temps comme chargé par son gouvernement de négocier un traité avec la Suisse.

Bien que la conclusion d'un traité avec la république sud-américaine de l'Equateur fût suffisamment justifiée déjà par l'incident ci-dessus, il y avait encore, au point de vue politique et commercial, d'autres motifs qui militaient en sa faveur. Nous ne nous exagérons pas l'étendue des rapports qu'entretenaient les deux pays. Nous savons en particulier fort bien que les relations commerciales de la Suisse avec l'Equateur ne sont pas à l'heure actuelle d'une bien grande importance. Mais il n'est pas douteux que nos rapports avec ces contrées sont susceptibles de se développer en proportion de l'extension que tendent à prendre toujours plus les relations commerciales en général. Le percement de l'isthme de Panama pourrait donner à l'Equateur une importance particulière.

L'Equateur, Etat indépendant de l'Amérique méridionale, est borné au nord par les Etats-Unis de Colombie, à l'est par le Brésil, au sud par le Pérou et à l'ouest par l'Océan pacifique. La superficie est de 650,000 kilomètres carrés environ. Population évaluée à 1,500,000 âmes. Le sol est très fertile, l'industrie assez développée. Les objets d'exportation sont notamment le cacao, le coton, le café, le tabac, les bois de construction et de teinture, et sur le versant oriental des Andes le gutta-percha et autres gommés dont le commerce est partiellement entre les mains des maisons suisses du Para, tandis que l'importation embrasse certains articles de provenance suisse, les tissus de laine et de coton, la bijouterie, la mercerie, etc.

L'Equateur formait jadis, avec le Venezuela et la Nouvelle-Grenade, la république fédérative de Colombie. Il s'en détacha après diverses luttes en 1830, pour former un Etat indépendant, régi par une constitution républicaine. Le pouvoir législatif est exercé par le congrès, composé de deux sections, le Sénat et la Chambre des représentants. Un président élu pour quatre ans est à la tête du gouvernement. Les privilèges de naissance et l'esclavage sont abolis. Quito est le siège du gouvernement, 80,000 habitants environ. Au point de vue commercial, la ville et port de Guayaquil paraît être d'une certaine importance. L'Equateur possède un chemin de fer et est relié par un télégraphe de Guayaquil avec New-York. Plus de vingt pays différents sont représentés auprès de l'Equateur par des agents diplomatiques ou consulaires, parmi lesquels les Etats-Unis d'Amérique et la plupart des Etats européens.

Les traités internationaux les plus importants que l'Equateur ait conclus sont un traité de commerce avec le Pérou (1832), un traité de paix et d'amitié avec

la Nouvelle-Grenade (1832 et 1886), les traités d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique (1839), avec la France (1843 et 1888, ce dernier non encore ratifié), avec la Grande-Bretagne (1880), et avec la Belgique (1887), ainsi qu'un traité d'amitié avec l'Empire allemand (également en 1887), et enfin des conventions d'extradition avec le Brésil (1853), avec les Etats-Unis d'Amérique (1872), avec le Péron (1874) et avec la Grande-Bretagne (1880).

Comme nous l'avons dit plus haut, le gouvernement de l'Equateur s'est déclaré prêt à conclure un traité avec la Suisse. Nous n'avons fait aucune difficulté pour entamer les négociations et en charger M. Frey, qui était alors notre représentant à Washington. Nous estimions que les négociations devaient tendre aussi à régler l'extradition réciproque des malfaiteurs.

Mais de nouveaux retards vinrent entraver la marche des négociations. M. Florès, qui avait tout d'abord fixé sa résidence à New-York, partit peu de temps après pour Paris.

Au cours d'une correspondance échangée entre M. Frey, notre ministre, et M. Florès, celui-ci fit la proposition de régler aussi par voie de convention la *question des naturalisations*. Nous n'avons pas cru devoir entrer pour le moment en matière sur cette proposition. Les motifs de notre refus étaient les mêmes que ceux par lesquels nous avons déjà repoussé une offre semblable du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (F. féd. 1886, 1^r 300, lettre c).

M. Florès ayant été accrédité auprès de la République française, les négociations furent, sur le désir qu'il en avait exprimé, transférées à Paris. Nous avons chargé M. Lardy, notre ministre en France, de suivre cette affaire.

Bien que le résultat des négociations se réduise en définitive à quelques articles seulement, ces dernières n'en ont pas moins été laborieuses, ainsi qu'en fait foi le dossier joint au présent rapport. Quant à la marche des négociations, il n'y a pas un grand intérêt à l'analyser. Nous nous bornerons à n'accompagner que de quelques observations de fond les deux conventions ci-annexées.

M. Florès ayant déclaré qu'un traité d'extradition ou en général toute stipulation relative à l'extradition courrait le risque de ne pas être accepté par le corps législatif de son pays, attendu que l'Equateur ne se soucie guère de rechercher les malfaiteurs et de les extradier et encore moins de les faire revenir d'Europe pour les juger, il a fallu scinder la matière en deux conventions distinctes. En attendant, M. Florès, qui a été nommé ensuite président de la République équatorienne, s'était déclaré prêt à signer un accord garantissant à l'avenir la réciprocité en matière d'extradition et l'exécution des commissions rogatoires. Il y avait donc tout lieu de croire qu'un arrangement de cette nature serait approuvé. Mais il fut détaché du traité d'établissement, pour ne pas compromettre tout le traité par le rejet éventuel des dispositions relatives à l'extradition.

Ces quelques explications servent en même temps à définir la teneur de la première des deux conventions ci-jointes. Nous ferons encore remarquer que le principe de l'extradition est réglé de la même façon à l'article X du traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu avec la République sud-africaine le 6 novembre 1883.

Quant à la seconde convention, c'est un traité d'amitié, d'établissement et de commerce. Elle repose sur le principe d'une exacte réciprocité et du traitement de la nation la plus favorisée. On y retrouve par conséquent les stipulations consacrées à ce sujet par d'autres traités. Il y a lieu de relever, à titre de points exceptionnels, le dernier alinéa de l'article 2 et l'article 3.

Le dernier alinéa de l'article 2 dispose que les nationaux des deux pays ne seront pas inquiétés à raison de leurs croyances religieuses, pourvu qu'ils respectent les lois et les usages établis. Le traitement de la nation la plus favorisée est stipulée relativement aux cimetières et aux sépultures. Cette disposition correspond à l'article 9 du traité que l'Equateur a simultanément négocié avec la France.

Quant à l'article 3, il réserve aux deux parties le droit, dans les limites de

leur législation, d'expulser ou de ne pas admettre les personnes qui, en raison du caractère pernicieux de leurs antécédents ou de leur conduite, doivent être considérés comme dangereuses. Pris au pied de la lettre, cet article est conforme au mode de procéder que tout pays tire de sa propre souveraineté et met *aussi* en pratique. Il n'y a d'usité que le fait d'énoncer ce mode de procéder dans un traité et d'en faire ainsi un article de droit public écrit. En tout cas, le droit d'expulsion est hors de controverse. Ce qui par contre est nouveau, c'est de pouvoir refuser d'admettre un étranger. Mais, comme la législation respective des deux pays est réservée par l'article 3 et que la loi équatorienne de 1886 sur les étrangers consacre cette disposition d'une manière formelle, on ne pouvait pas se refuser à l'admettre dans le traité. Nous ajouterons que cet article 3 correspond textuellement à l'article III du traité conclu entre l'Empire allemand et l'Equateur le 28 mars 1887.

Nous avons enfin inséré à l'article 4 une clause d'arbitrage conforme à celle qui figure déjà dans d'autres traités de la Suisse et de la Belgique avec certains Etats de l'ancienne Amérique espagnole.

Immédiatement après la signature des conventions ci-jointes, M. Florès est retourné dans l'Equateur, afin d'y prendre possession de ses fonctions de président de la République. Le consul général de ce pays résidant à Paris a récemment annoncé à notre ministre en France qu'il avait reçu les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'échange des ratifications. On peut en conclure que la législature de l'Equateur a déjà approuvé les deux conventions.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

PORTUGAL

Mémoire sur l'abolition de l'esclavage et de la traite des noirs sur le territoire portugais (1).

Novembre 1889.

Le Portugal se présente devant les nations de l'Europe comme celle qui a acquis les droits les plus anciens à la gratitude universelle, par la priorité de ses découvertes, par la sincérité de ses efforts et par la grandeur de ses sacrifices. L'histoire des quatre derniers siècles démontre clairement à l'investigateur attentif et impartial l'abnégation et la dignité avec lesquelles le Portugal a su ouvrir les routes de l'Océan, découvrir des continents inconnus, propager la foi chrétienne et établir des entrepôts commerciaux des plus importants.

Dans le rapport qui précède le décret humanitaire du 10 décembre 1836, on affirme glorieusement, et nous le répétons avec satisfaction, que : « il n'y a pas un seul document dans toute la première époque de nos découvertes, qui ne prouve que le but principal et presque unique du gouvernement portugais était la civilisation des peuples au moyen de l'Evangile. Le commerce, bien qu'étant aussi un moyen civilisateur, ne fut que secondaire, et la domination fut une nécessité consécutive, non un motif. »

Ce ne fut ni le Portugal ni quelque autre nation de race blanche que ce soit, qui imagina l'état d'esclavage en Afrique. Cette odieuse institution sociale date, dans le monde entier, des temps des premiers rapprochements d'hommes, et du moment où les plus ambitieux voulurent dominer les plus faibles et les plus ignorants. Rien que dans le continent africain, selon le calcul de Mungo Park, la quantité des gens soumis à l'état d'esclavage est des trois quarts de toute la population.

Ce ne fut pas seulement le Portugal qui eut des esclaves, qui s'en servit dans ses colonies, et qui ensuite les transporta dans d'autres pays. La France, l'Espagne et l'Angleterre procédèrent de la même manière, obéissant aux idées du temps, qui les faisaient accepter un fait social exigé par les relations commerciales et politiques qu'ils prétendirent établir en d'autres pays.

Ce fut dans l'année 1429 ou 1430, après que Gil Eannes eut doublé le cap Bojador, que le pays des *Azenegues* fut découvert, et qu'un grand nombre de ces maures captifs vinrent dans le royaume.

(1) Ce mémoire est publié en français par le ministère de la marine et des colonies.

Plus tard, en 1434, il paraît, peu de temps après la découverte de la Côte de l'or, un capitaine portugais, Antonio Gonsalves, venant y débarquer, amenait avec lui quelques nègres pour les vendre à des familles maures du sud de l'Espagne. Et il n'est pas étonnant que le premier négrier fut portugais, quand ces nationaux avaient été les premiers navigateurs et les premiers à faire des découvertes le long de la côte africaine.

Ce qui paraît être aussi vrai, c'est que cet acte fut alors déjà très critiqué, et donna, cependant, origine à cette coutume, très suivie ensuite par tous les capitaines qui allaient à la Côte, d'en emmener quelques nègres esclaves des deux sexes; d'abord comme simple curiosité, et par la suite, comme article principal d'un grand et profitable trafic.

Qui plus est, on voyait des sociétés chrétiennes de la péninsule espagnole, familiarisées depuis des siècles avec la fréquentation intime des musulmans, chez lesquelles la traite des noirs était une coutume et une loi; c'est ainsi que l'usage de l'importation d'esclaves arrachés à la conquête s'implanta avec la plus grande facilité dans nos mœurs, qui d'ailleurs étaient toujours douces, et l'on remarque, que chez nous, l'esclave faisait, pour ainsi dire, partie de la famille, et adaptait sa malheureuse existence à la manière d'être de ses maîtres; il était encore esclave, mais il était déjà chrétien; il était encore esclave, mais il avait déjà monté un degré vers son affranchissement.

L'Infant D. Henrique, le plus grand propagateur des découvertes et des gloires maritimes portugaises au xv^e siècle, et un des hommes qui, par leur position, par leur savoir et par leurs inclinations, ont contribué le plus à encourager la navigation et la connaissance des mondes ignorés, n'est pas lui-même exempt du soupçon d'avoir encouragé le commerce d'esclaves maures et nègres pour le continent européen, parmi les équipages des navires qu'il envoyait explorer l'Afrique.

On doit cependant remarquer que son but principal était d'arracher les musulmans et les nègres à leur primitive dégradation spirituelle, morale et physique, en ajoutant aussi à la richesse de son pays par l'augmentation de bras à bon marché; il se flattait d'ailleurs que ces captifs étaient amplement récompensés par les avantages réels que la civilisation imprimait chez eux.

En outre, selon le témoignage des écrivains contemporains, Azurara, Diego Gomes de Cintra et Cadamosto, la violence répugnait toujours au cœur de l'Infant; et, toutes les fois que, selon les idées du temps, il devait recourir à la capture de prisonniers dans les conquêtes qu'il faisait, il recommandait paternellement aux marins d'en user avec douceur avec les indigènes et de s'abstenir de les maltraiter.

D'après l'opinion de M. R. H. Major, érudit biographe anglais de notre Prince, on doit admettre que le témoignage indépendant de trois contemporains aussi illustres est plus que suffisant pour effacer de la mémoire de ce grand homme l'imputation de cruauté attribuée à la manière dont il faisait la déportation de ces nègres.

De tels esclaves prisonniers, qu'ils fussent maures ou nègres, adoptaient facilement le christianisme; ils étaient traités avec bienveillance, et l'on ne faisait aucune différence entre eux et d'autres serviteurs nés libres en Portugal. Plus encore, ceux qui étaient enfants apprenaient des métiers; et quand, parmi ceux-ci, il y en avait qui montraient de l'aptitude à se gouverner eux-mêmes, ils étaient libérés, mariés à des femmes du pays et

recevaient une bonne dot, comme si les maîtres qui les affranchissaient fussent réellement leurs pères.

Ces maîtres reconnaissaient par leur libéralité les bons services qu'ils avaient obtenus des esclaves.

Comme preuve de la sincérité de nos intentions à faire la conquête des infidèles, nous citerons Azurara, le plus ancien chroniqueur des faits que nous rapportons, qui nota que, de 927 individus qui virent jusqu'en 1448, année dans laquelle D. Alfonso V sortit de la tutelle de son oncle, « la plus grande partie furent remis dans le Véritable Chemin du Salut. »

Il y avait des dames portugaises veuves (c'est encore Azurara qui le dit) qui traitaient les jeunes captives sur le pied d'égalité avec leurs filles, en leur laissant des biens par leurs testaments, afin qu'elles arrivassent à se marier et qu'elles fussent considérées comme libres. « Moi-même — dit-il encore — je fus invité souvent par des dames à assister au baptême ou au mariage de plusieurs de ces captives, fêtes dans lesquelles on observait le même cérémonial que s'il se fût agi d'une personne de la plus haute condition. »

L'Eglise sanctionnait nos conquêtes par la voix des Pontifes. Quand on reçut dans le royaume les premiers esclaves azenegues, l'Infant envoya à Rome, comme ambassadeur, Fernando Lopes d'Azevedo. Le pape accorda le pardon de leurs péchés à tous les chrétiens qui mourraient dans la guerre que D. Henrique faisait alors contre ces maures; Martin V lui concéda l'autorité de seigneur sur les pays qu'il découvrirait jusqu'aux Indes, et ses successeurs Eugène IV, Nicolas V et Sixte IV confirmèrent cette concession. Pendant le règne de D. Duarte, le légat du pape Eugène vint en Portugal apporter la bulle de croisade contre les infidèles. L'Infant remettait le drapeau de la croisade aux capitaines qui partaient faire des découvertes, sous le serment que, jusqu'à la mort, jamais ils ne l'abandonneraient, s'obligeant à le défendre jusqu'au dernier moment, et avec cette bannière en main, ils attaquaient les populations et capturaient les musulmans.

Malgré cela, nous devons avouer que la plus grande partie des Portugais, qui, après le glorieux Infant, allèrent à la conquête à la côte d'Afrique, partaient animés de sentiments moins élevés, et regardaient plus au lucre pécuniaire du commerce qu'au salut des âmes égarées. Ces négriers, avant d'établir des factoreries dans le pays, commencèrent par traiter directement avec les noirs influents des localités.

Les chefs noirs qui servaient ainsi d'intermédiaires dans le commerce sur le littoral africain étaient tellement satisfaits avec les couteaux, les miroirs, les verroteries et les quincailleries qui leur étaient offerts, qu'ils cherchaient à avoir toujours à la disposition des blancs l'or, l'ivoire et les esclaves que ceux-ci allaient leur acheter. Ce fut ainsi, il est certain, que commença le trafic par l'initiative des Portugais, mais les Espagnols, les Anglais et d'autres peuples européens, attirés par le gain, les suivirent bientôt.

Cependant cet infâme commerce n'aurait pas pris de bien grandes proportions, si Colomb n'eut pas découvert l'Amérique et les îles des Indes occidentales, en 1493.

Ce fut alors que le commerce d'esclaves commença à se développer davantage et c'est principalement la côte occidentale d'Afrique qui en four-

nissait à toute l'Amérique qui commençait alors sa colonisation et son exploitation.

On voit encore aujourd'hui dans la ville de Loanda, près du quai de la Douane, un siège de pierre, d'où l'évêque d'Angola bénissait les levées d'esclaves qui étaient envoyés en exil au delà de l'Atlantique.

L'Espagne, nation qui, la première, arriva à se trouver en possession de vastes territoires dans le continent américain et dans les îles adjacentes, ne pouvait manquer de rechercher aussi des bras étrangers vigoureux pour travailler ce sol nouveau, des plus fertiles, mais insalubre.

Les aborigènes, par leur constitution physique peu robuste, spécialement dans les Indes occidentales, accoutumés comme ils l'étaient uniquement à la chasse et à la pêche pour subvenir à leurs nécessités rudimentaires, ne pouvaient, en aucune façon, résister bien longtemps au rude travail que les conquérants leur imposaient, et sous le poids de ce travail forcé, des mauvais traitements et de la contagion de maladies provenant de ces diverses causes, sans parler d'autres maladies apportées de l'Europe par les blancs, commencèrent bientôt à dépérir et à s'éteindre avec une rapidité effrayante. Peu d'années après l'arrivée des Espagnols en Amérique, quelques dizaines de milliers d'Indiens étaient morts.

Un historien affirme que la population de l'île Saint-Domingue, qui, en 1508, était de 60,000 âmes, se trouvait réduite à 14,000 en 1515, et tout faisait prévoir que bientôt, la race des aborigènes Indiens s'éteindrait entièrement si l'on ne prenait pas des mesures extraordinaires, tendant à épargner leurs forces en faisant venir des bras étrangers.

En 1503, les premiers esclaves noirs arrivèrent de la côte d'Afrique, et l'on reconnut immédiatement que, non seulement un de ces noirs faisait le travail de quatre Indiens, mais encore que, au lieu de dépérir rapidement sous les violents travaux ruraux et sous ceux qu'ils faisaient dans les mines, les Africains prospéraient admirablement, et se reproduisaient avec rapidité.

Ce fut alors que le célèbre évêque Las Casas, surnommé l'Apôtre des Indiens, donna occasion à ce que la traite des noirs fut pour ainsi dire inaugurée sur une grande échelle, dans la côte occidentale d'Afrique. En effet en 1517, le bon prélat, épouvanté de voir les privations et les cruautés souffertes par les habitants aborigènes des possessions hispano-américaines, cruautés qui devaient en amener l'extermination complète, implora Charles V pour qu'il octroyât un décret ordonnant l'importation de 4,000 nègres chaque année dans les îles des Indes occidentales. L'empereur accueillit cette pétition, qui était basée sur des motifs de la philanthropie la plus sincère, et ce furent des négociants génois qui, les premiers, se chargèrent du commerce des noirs pour des colonies espagnoles.

L'Espagne, empêchée, comme elle l'était d'acquérir des territoires sur la côte occidentale d'Afrique en conséquence de la fameuse Bulle *Inter cœtera* du Pape Alexandre VI, datée du 4 mai 1493, qui lui défendait d'aller vers l'ouest du méridien passant entre les îles des Açores et les îles du Cap-Vert, ne pouvait approvisionner d'esclaves ses possessions des Indes occidentales que par l'intermédiaire de la France, du Portugal ou de l'Angleterre. Par la paix d'Utrecht, célébrée en 1713 et imposée par l'Angleterre victorieuse à l'Espagne vaincue, ce contrat fut donné aux Anglais avec Gibraltar, en les autorisant à continuer d'approvisionner les colonies espagnoles, de 144,000 esclaves, jusqu'à l'année 1748.

L'Angleterre, qui est la nation avec laquelle nous nous sommes toujours rencontrés dans les questions africaines, et surtout dans celle de la suppression de la traite des noirs, question dans laquelle, pendant ce siècle, du moins, elle a employé ses efforts les plus diligents, a pris aussi une partie active dans la direction de ce trafic aux temps où un pareil procédé n'était pas encore stigmatisé par les idées philanthropiques qui ont surgi depuis.

Sir John Hawkins, qui a été trésorier de la marine royale, fut un des principaux négociants anglais faisant le commerce d'esclaves, et le gouvernement de la Reine Elisabeth elle-même employa les navires de l'Etat au transport de noirs.

Sir John Hawkins, après avoir reconnu que l'on gagnait de grandes richesses par le transport de noirs de la Côte africaine aux Indes occidentales, se résolut à se mettre dans le commerce; il eut des associés d'une haute position, et gréa trois navires avec lesquels il partit pour Serra Leoa en 1562. Là il embarqua 309 noirs, traversa l'Atlantique et les vendit à un bon prix à l'île de Saint-Domingue.

Le succès de cette expédition appela l'attention publique; et l'année suivante, sept navires de Sa Majesté furent préparés pour un voyage semblable. Le navire chef jaugeait environ 700 tonneaux, et, par une singulière ironie du sort, il se nommait *Jésus*!

A partir de cette date, la traite des noirs gagna de la popularité en Angleterre; des négociants de Londres, de Liverpool et de Bristol s'y employèrent. Liverpool devint naturellement le port principal pour ces sortes de tentatives, et, dans les dernières années du XVIII^e siècle, il n'y avait pas moins de quatre-vingt-dix navires immatriculés pour faire ce service.

Déjà, en 1618, Jacques I^{er} avait donné l'autorisation de négocier en Guinée, à Sir James Rich, et à d'autres négociants de Londres. Une autre autorisation fut donnée par Charles I^{er}, en 1631, et enfin une troisième compagnie fut reconnue par Charles II, en 1662.

Dans cette dernière compagnie figuraient des personnages de haute position, à la tête desquels se trouvait le duc d'York, lui-même, frère du roi. Cette compagnie se chargea de fournir les Indes occidentales de 3,000 noirs chaque année.

Il est curieux de remarquer que les premières mesures tendant à restreindre la traite des noirs en Angleterre, partirent de la Jamaïque, dont l'assemblée législative promulgua deux *bills* en 1774, qui limitaient l'importation des noirs. Cependant, ces *bills* furent rejetés par le Gouvernement britannique, dont le ministre des Colonies, qui était, à cette époque, lord Dartmouth, déclara que *jamais il ne permettrait que les Colonies restreignissent ou décourageassent, sous quelque forme que ce fût, un commerce aussi avantageux pour la nation.*

La traite des noirs, faite par des Anglais, prit, en cette occasion, de si grandes proportions, que l'on calcule qu'il n'y avait pas moins de 57,000 esclaves importés alors annuellement dans les îles des Indes occidentales britanniques.

Macpherson, dans son histoire du commerce, affirme que le nombre des noirs africains, embarqués en 1768, par toutes les nations européennes, pour l'Amérique et les Indes occidentales, fut calculé à 97,000. De ce nombre, 60,000 furent transportés sur des navires anglais, 23,000 sur des

navires français, et le reste en petites portions, par d'autres nations, dont le Portugal faisait partie pour le chiffre de 1,700.

Dans les années suivantes, ce trafic devint encore plus actif, et l'on affirme que, pendant ce siècle, on n'importa pas moins de 2,130,000 nègres dans l'Amérique anglaise, en dehors de ceux qui furent transportés sur des territoires d'autres nationalités. En 1732, Liverpool, seul, retirait la recette nette de 214,617 liv. ster. pour sa part de la traite des noirs. Bristol ne devait pas lui être inférieur quand le trafic était florissant.

La participation de l'Angleterre à la traite des noirs se termina d'une façon brillante, et par un acte philanthropique de repentir honorable, elle décréta l'affranchissement de tous les esclaves dans ses possessions, en 1834, et vota avec magnanimité la somme de 20,000,000 liv. ster. pour compensation à donner aux possesseurs d'esclaves.

Parmi toutes les nations qui luttèrent, plus ou moins directement, en faveur de cette grande idée, le Portugal a, chronologiquement, la première place. Il ouvrit la voie dans l'intention de racheter ses erreurs passées, et montra aux autres peuples l'unique chemin possible vers lequel devaient tendre les efforts universels.

Voyons comment :

Par des chartes gouvernementales, du 20 mars 1570, du 11 novembre 1595, du 26 juillet 1596, du 3 juin 1605, du 30 juillet 1609, du 10 septembre 1611, nous avons condamné définitivement, au nom du droit naturel et sous de fortes pénalités, l'esclavage et le trafic des indigènes du Brésil, les proclamant *libres et égaux aux autres hommes*, soit qu'ils fussent déjà convertis à notre foi, soit qu'ils vécussent encore dans les croyances de leur sauvagerie, auxquelles nous avions cherché à les arracher par le catéchisme et par l'éducation chrétienne.

Les maures libres avaient déjà été expulsés du Portugal au x^v^e siècle, mais ce fut seulement au xvi^e siècle que, par un édit du 23 mars 1621, il fut ordonné que personne n'eût de maures captifs à Lisbonne, ni dans les pays à vingt lieues autour de la ville, ainsi que dans les autres ports de mer.

Par un autre édit, du 1^{er} juin 1641, confirmant la disposition des lois du royaume (*Ordenação*), il fut défendu, de nouveau, de conserver des esclaves maures, dont il y avait une grande quantité dans toutes les villes, les bourgs et les villages de Portugal.

Nous n'avons pas craint de compromettre notre domination, encore faible en Amérique, en prenant ces mesures humanitaires et pleines de compassion.

La plus ancienne de ces mesures, citée dans des documents promulgués par le roi D. Sébastien, indique déjà un brillant point de départ de ce que nous avons fait par la suite. Après avoir exposé dans ce document le peu de scrupule qu'on a eu en soumettant à l'esclavage des gentils du Brésil, sous quelque prétexte futile que ce fût, il est dit plus loin :

« Défends et ordonne que, dorénavant, on emploie le moyen dont
« on s'est servi jusqu'à présent dans lesdites parties du Brésil, de rendre
« esclaves les susdits gentils, ni que l'on puisse le faire par moyen ni
« manière aucune, sauf envers ceux qui auront été pris en guerre juste,
« que les Portugais auront faite auxdits gentils par mon autorité et avec
« ma permission, ou celle de mon Gouverneur en ces pays, ou bien envers
« ceux qui ont coutume d'attaquer les Portugais, ou d'autres gentils pour

« les manger ou, à moins que ce ne soient ceux appelés aymuzes et d'autres semblables.....

« Et les personnes qui auront soumis lesdits gentils par lesdits moyens licites, seront obligées d'enregistrer ces mêmes gentils, dans les deux premiers mois suivants à partir de l'époque à laquelle ils les auront soumis.....

« Et s'ils ne s'exécutent pas dans ledit espace de temps de deux mois, j'entends qu'ils perdent toute action et toute autorité sur lesdits gentils ; et que, par ce même fait, ceux-ci soient affranchis et libres. Et les gentils qui auront été soumis par quelque autre moyen, ou de quelque manière que ce soit, seront déclarés libres dans lesdits pays — et que ceux qui les auront soumis n'aient, sur eux, ni droit ni autorité.....

« Fait en la ville d'Evora, le XX^e jour du mois de mars. Gaspar de Seyxas le dressa, année de 1570, de la naissance de Notre Seigneur Jésus-Christ. Jorge da Costa le fit transcrire. »

Le Portugal fut donc la première nation qui affranchit et délivra, de l'esclavage perpétuel et héréditaire ceux qui foulaient le sol européen.

Ce ne fut qu'en 1785, de longues années après ces premières explosions de notre générosité spontanée et philanthropique, que le Dr Peckard, un des premiers partisans anglais de l'abolition de l'esclavage, proposa, encore avec une certaine hésitation, à l'Université de Cambridge, la thèse : *Anne liceat inuitos in servitutem dare?* qui produisit une énorme sensation. C'est alors qu'apparut Clarkson, qui devint l'apôtre de l'abolition, et qui, à grands frais d'arguments érudits, réussit à l'emporter, dans les débats, pour la négative, entraînant de son côté, c'est-à-dire en faveur de la sainte cause, l'esprit humanitaire, jusqu'alors endormi, de la grande et vaillante nation.

Mais, comme nous l'avons dit, le Portugal, déjà à l'avant-garde de la noble et sympathique croisade, et qui avait si bien commencé, ne pouvant demeurer stationnaire, marchait toujours à grands pas.

L'édit, du 19 février 1624, affirmait éloquentement que les mêmes doctrines, déjà décrétées pour les gentils du Brésil, étaient en vigueur dans les relations avec les Japonais, les Chinois et les gentils asiatiques ; et pour ceux du Brésil, l'esclavage fut défendu, par un édit du 1^{er} avril 1680, sans que cette détermination amenât de résultat.

Dans un temps plus rapproché, le marquis de Pombal précéda tous les grands philanthropes modernes et les ministres de l'Europe, dans ces idées si libérales en faveur des noirs, par des actes profondément réformateurs quoique absolutistes. C'est de lui que vient la loi du 6 juin 1775 abolissant l'esclavage au Brésil, loi qui, cependant, fut très imparfaitement mise en exécution.

Postérieurement, dans les dernières cinquante années surtout, personne ne nous a surpassés dans les efforts loyaux, désintéressés et des plus sincères, ni dans le sacrifice de capitaux et d'existences, pour obtenir l'abolition de l'esclavage.

Appelons l'histoire à notre aide. — Les actes officiels émanés du Gouvernement de la métropole, dans l'intention de régler, de restreindre et enfin d'éteindre la traite des noirs, et dans celle de délivrer le nègre de sa condition servile, en élevant son moral à la hauteur de celui des autres hommes, sont extrêmement importants et presque consécutifs. — Les mesures prises par nos autorités d'Outre-Mer, animées des mêmes desirs,

pour chercher à seconder les efforts du Gouvernement et à mettre en pleine exécution ses idées avancées de liberté, sont très nombreuses. — Il y a aussi d'abondants exemples de la promptitude, du désintéressement et de la valeur avec lesquels nos croiseurs en Afrique se sont généralement conduits dans l'exécution de leur rude service, malgré l'insuffisance que l'on a remarquée quelquefois de notre matériel naval.

Enfin, les témoignages spontanés d'un grand nombre de voyageurs illustres et d'autorités navales et consulaires étrangères, qui, ayant été en contact avec nous, et ayant vu comment nous procédons, rendent pleine justice à nos efforts et à nos intentions, sont nombreux et ne peuvent être suspectés sous aucun point.

Enumérons :

Ne voulant pas rétrograder au-delà du siècle passé, nous citerons les principales mesures officielles qu'employa énergiquement le Gouvernement portugais, depuis cette époque jusqu'ici surtout, pour chercher à réprimer la traite des noirs sur les côtes africaines.

L'édit du 14 octobre 1751 défendit, sous des peines sévères, de faire entrer des noirs dans des pays qui n'étaient pas du domaine portugais, où l'on présumait qu'existait la dure nécessité de la traite des noirs. Les mesures législatives se laissaient pénétrer peu à peu du sentiment de magnanimité chrétienne ; au point que l'édit du 8 mai 1718 accordait à tous les Indiens du Brésil, non-seulement la liberté, mais encore la possession de tous leurs biens.

L'édit du 7 septembre 1761 défendait de faire l'importation d'esclaves pour le royaume et pour les îles adjacentes, et d'autres résolutions modifièrent encore la barbarie de la traite des noirs, et proclamèrent libre tout africain qui débarquait sur notre territoire européen.

Le 16 janvier 1773, on publiait un autre édit déclarant donner la liberté au ventre de la mère et mettant fin à la perpétration de la captivité. Les nouveau-nés étaient considérés aptes à toutes les professions, à tous les honneurs et à toutes les dignités, sans la marque d'affranchis que la superstition des Romains avait établie dans les coutumes, et que l'union chrétienne et la Société civile rendent intolérable aujourd'hui.

L'article X du traité d'amitié et d'alliance, signé à Rio de Janeiro, le 19 février 1810, par le prince régent de Portugal et par le roi d'Angleterre Georges III, ratifié par le Portugal, le 26 du même mois, dit que le prince était entièrement convaincu de l'injustice et du mauvais effet politique du commerce des esclaves, et du grand préjudice que causait la nécessité d'introduire et de renouveler continuellement une population étrangère et factice dans ses possessions de l'Amérique du Sud pour y encourager le travail et l'industrie, et que, pour ce motif, il avait résolu de coopérer avec Sa Majesté Britannique à la cause de l'humanité et de la justice, en adoptant les moyens efficaces pour arriver graduellement à l'abolition de la traite des noirs dans toutes ses possessions.

Le traité de Vienne, du 22 janvier 1815, ratifié à Rio de Janeiro, le 8 juin, annule, par son article III, le traité du 19 février 1810 ; il renouvelle, dans les articles II et IV, la prohibition du commerce d'esclaves dans l'Afrique portugaise, excepté au sud de l'équateur, et uniquement pour approvisionner d'esclaves les possessions transatlantiques de la couronne de Portugal.

A ces actes importants, se joignit entre autres l'édit du 17 février 1817,

défendant qu'on armât des navires dans les ports du royaume pour le commerce de la traite des noirs.

Ce commerce fut mieux défini dans la convention additionnelle au traité de Vienne, datée du 28 juillet 1817, et ratifiée à Rio de Janeiro, le 8 novembre de la même année.

Par l'article V de cette convention, des instructions explicites étaient données aux commandants des navires de guerre portugais et anglais chargés d'empêcher le trafic ; et par un édit, du 26 janvier 1818, on établissait les peines à infliger à ceux qui s'emploieraient au commerce défendu d'esclaves au nord de l'équateur, les menaçant de la perte des esclaves, qui, immédiatement, seraient affranchis et sous la tutelle de l'Etat, et, en outre, de la confiscation des navires employés au commerce.

Les officiers des navires seraient exilés pour cinq ans à Mozambique, chacun d'eux paierait une amende correspondant à la solde et aux intérêts dont l'échéance arriverait pendant le voyage. En outre, les assurances sur ces navires et sur leur cargaison étaient défendues, et celles que l'on ferait seraient considérées comme nulles, et *les assureurs paieraient le triple de la prime stipulée, en cas de sinistre.*

Par le même acte, on modifiait aussi un édit, du 24 novembre 1813, relatif au trafic au sud de l'équateur, dans le but de l'atténuer, et l'on imposait également la confiscation et l'affranchissement des esclaves à ceux qui les transportaient au Brésil, avec la seule exception que ce transport serait fait sous le pavillon portugais. Exception explicable, nécessaire même, mais qui, malheureusement, avait suggéré l'abus de notre pavillon par tous les trafiquants étrangers, fait qui fut longtemps exploité contre nous, et qui produisit des erreurs déplorables en beaucoup d'esprits éclairés ; dans celui de lord Palmerston, par exemple.

Par un décret législatif, du 27 octobre 1831, l'esclavage des indiens du Brésil fut de nouveau définitivement défendu.

Dans son zèle humanitaire, le Portugal comprenait toutes ses colonies, et dans chacune d'elles il guettait l'occasion de faire briller l'émancipation à laquelle il avait employé ses efforts et son aspiration. Le 19 mai 1832, on décrétait l'abolition de l'esclavage dans les îles des Açores.

Le 19 décembre 1835, dans une ordonnance royale, déjà signée par le noble Sa da Bandeira et adressée aux Gouverneurs des provinces d'Angola, du Cap-Vert et de Saint-Thomas et du Prince, il était recommandé qu'on employât tous les moyens dont on pouvait disposer, pour la répression de la traite des noirs.

Le 10 décembre 1836, parut un décret défendant l'exportation d'esclaves, soit par mer, soit par terre, dans toutes les possessions portugaises, sans exception, qu'elles fussent situées au nord ou au sud de l'équateur. Ce décret a été, sans aucun doute, le plus généreux des progrès modernes pendant la période constitutionnelle pour entrer franchement dans la voie de l'émancipation des noirs et de la répression du trafic.

Par une ordonnance, du 17 mai 1837, et encore dans le même but, si louable, de réprimer la traite des noirs, on prescrivit aux Gouverneurs des provinces d'Afrique de ne pas consentir, dans leurs districts, qu'on arborât le pavillon portugais sur des navires étrangers et qu'on accordât des passeports à d'autres, quels qu'ils fussent, qui, contre la disposition des lois, auraient été pavoisés comme portugais en d'autres pays. Et, dans une

dépêche officielle, du 2 mars 1838, on recommandait la plus grande surveillance sur ces navires.

A cette époque, l'Angleterre travaillait activement dans ce même but qui animait le Portugal ; et une ordonnance, du 30 septembre 1839, admettait que le Gouverneur général, de la province d'Angola, acceptât la coopération du commandant des forces navales de la Grande-Bretagne pour réprimer la traite des noirs.

Le 13 février 1840, on indiquait, par une ordonnance au Gouverneur général d'Angola, le procédé à suivre quand on dénoncerait ou soupçonnerait quelque navire de nation amie ou alliée de tenter de s'employer à l'odieux trafic.

Par une ordonnance, du 22 juin 1841, et dans le but d'empêcher le trafic dans les possessions d'Afrique, on exigeait des capitaines de navires portugais, entrés dans des ports dont il n'était pas fait mention dans leurs passe-ports, de certifier qu'ils se rendraient directement à leur destination.

Comme preuve irréfutable de la spontanéité de nos efforts dans l'intention d'en finir une fois pour toutes avec l'infâme traite des noirs, et bien avant que nous eussions pensé à nous lier à l'Angleterre au moyen d'un traité qui prescrirait aux deux nations leurs devoirs rigoureux dans cette entreprise importante et humanitaire, nous citerons la dépêche officielle du 16 décembre 1841, adressée au commandant de la station navale d'Angola, ajoutée à ses instructions et signée par le major général Manoel de Vasconcellos (ensuite baron de Lazarim). Dans cette ordonnance énergique, on recommande au dit commandant de la station navale d'éviter que les navires sous ses ordres restent longtemps mouillés dans les ports, et l'on prescrit à ce commandant de la station navale de prier le gouverneur général de *prendre les mesures nécessaires pour que les susdits navires puissent être sous voiles le plus longtemps possible, leur indiquant les parages qui lui paraîtront les plus propres à établir les croisières, etc.*

Par une ordonnance du 18 juin 1842, les commandants des navires de guerre en station en Afrique, furent autorisés à prendre, en particulier, les mesures qu'ils jugeraient les plus profitables dans la poursuite des embarcations suspectes, pour réprimer la traite des noirs, indépendamment des ordres des gouverneurs. Et, par une ordonnance du 4 juillet de la même année, on expliqua l'intelligence et le but de l'ordonnance antérieure, afin de faire voir que les commandants des navires de guerre n'étaient pas entièrement indépendants des gouverneurs dans la répression de la traite des noirs.

Le 3 juillet de la même année 1841, un traité fut célébré avec le gouvernement de la Grande-Bretagne, dans lequel les deux nations stipulèrent diverses clauses d'un commun accord pour abolir la traite des noirs. Par ce même traité, et par ses annexes A, B, C, de la même date, des commissions mixtes sont formées pour juger les navires saisis comme négriers ; on établit le mode dont les navires croiseurs doivent procéder dans ce service, et l'on règle le traitement à donner aux noirs affranchis.

Le décret du 25 juillet 1842 applique toutes les peines établies par le décret du 10 décembre 1836 au crime de la traite des noirs, déclaré « piraterie » en Portugal et dans ses possessions.

Pour obvier à divers doutes qui furent suscités dans l'exécution du dit décret du 10 décembre, combiné avec le traité du 10 juin 1842, à cause de la compétence du tribunal qui devait juger les prises, une ordonnance fut

expédiée, le 10 septembre 1844, au gouverneur d'Angola, lui déclarant que toutes les prises faites par les navires de la station navale, et qui ne seraient pas rencontrées avec le pavillon portugais ou anglais (cas qui s'est présenté avec un brick brésilien, nommé *Caçador*), étaient exclues des dispositions du traité de 1842, et, avant toute autre résolution postérieure, devaient être sentenciées conformément au décret de 1836, et, conséquemment, par le juge civil.

La résolution promise ne se fit pas attendre, car quatre jours après la signature de l'ordonnance, le décret du 14 septembre 1844 était promulgué ; il créait un tribunal à Loanda pour juger en première et dernière instance toutes les prises faites en mer, en vertu du décret du 10 décembre 1836, sauf les dispositions du traité du 3 juillet 1842.

Le gouverneur général appartenait comme président à ce tribunal, puis il y avait le juge civil du district, le commissaire de l'arbitre portugais de la commission mixte, et le secrétaire de cette commission. Le président n'avait pas droit de vote, et le juge était le rapporteur des procès.

A la même date, c'est-à-dire le 14 septembre 1844, une ordonnance était expédiée aux juges civils des districts du Cap Vert, de St-Thomas, d'Angola et de Mozambique, afin qu'ils envoyassent au président du tribunal créé par cette loi, tous les procès qu'ils auraient en leur possession, et tous autres éclaircissements quelconques relatifs aux prises non encore jugées en première instance dans leurs districts.

Une ordonnance du 5 février 1847 prescrit que les prisonniers portugais condamnés par la commission mixte du Cap de Bonne-Espérance, pour avoir fait la traite des noirs, soient envoyés au gouverneur général d'Angola, avec un certificat de la sentence et de tous les autres documents y relatifs, afin d'être remis au juge criminel. Et par une ordonnance du 30 mai 1849, on altère la disposition précédente en prescrivant que les susdits soient condamnés par le juge civil de Mozambique. Les ordonnances du 10 mai 1848, et du 18 juillet de la même année, imposent toute la responsabilité de la répression de la traite des noirs, au commandant de la station navale.

Par ordonnance du 14 février 1854, on permet que, en certains cas, le commandant de la station navale britannique, et le commissaire de la commission mixte de Loanda, échangent une correspondance avec le gouverneur général d'Angola sur ce qui regarde le trafic.

Dans le décret du 13 décembre de la même année, il est statué quels sont les juges et les tribunaux auxquels il appartient, exclusivement, de reconnaître et de juger les crimes de la traite des noirs.

Tous les actes que nous avons cités avaient en vue la répression de la traite des noirs, mais aucun ne parlait encore de son abolition sur le territoire africain, où elle était encore maintenue.

Le premier pas fait afin de réaliser ce grand bienfait pour cette partie de l'humanité captive, fut le décret du 14 décembre 1854 qui réglait les droits des maîtres sur les esclaves d'outre-mer, leur permettant de s'affranchir par une indemnité donnée aux maîtres ; qui donnait la liberté à tous les esclaves appartenant à l'Etat et qui créait une assemblée dans chaque province, nommée *assemblée protectrice des esclaves et des affranchis*, et de laquelle l'évêque du diocèse était président, avec des peines infligées aux infractions, etc.

Par ce même décret, l'ordonnance du 7 février 1701 se trouve amplifiée

« fixant l'acception légitime de l'expression et de la condition d'affranchis, que l'ordonnance du 16 janvier 1773 proscrivit avec justice comme étant barbare et anti-chrétienne, dans le sens strict du droit romain ancien, mais qui a une autre acception très limitée, dans le sens libéral et civilisateur de la charte constitutionnelle. »

Dans le délai de trente jours on fait procéder à l'enregistrement de tous les esclaves existant dans les colonies portugaises et dès lors, on déclare libres ceux qui n'ont pas été enregistrés, ainsi que tous les esclaves de l'Etat. On établit le droit qu'ont les esclaves *de revendiquer leur liberté naturelle* et on leur facilite l'exercice de ce droit.

Avec ce décret, fut remise l'ordonnance du 5 mars 1855 qui en réglait l'exécution.

Le 30 octobre de la même année, 1855, une autre ordonnance fut publiée, accordant provisoirement l'approbation à une ordonnance du gouverneur général de la province d'Angola, du 7 octobre 1853, et à un règlement auquel elle se réfère, pour réprimer les châtimens excessifs que les maîtres avaient coutume de faire infliger à leurs esclaves.

Comme preuve que le gouvernement portugais ne se limitait pas à poursuivre les étrangers qui s'adonnaient à la traite des noirs, nous avons la loi du 27 juin 1856, confirmant le décret du 13 décembre 1854, sur la compétence pour la déclaration du crime, et sur le jugement des autorités et d'autres fonctionnaires impliqués dans le trafic.

Le 30 du même mois de juin, une autre loi fut promulguée confirmant le décret du 14 décembre 1854, qui accordait la liberté aux esclaves appartenant à l'Etat, amplifiant cette disposition et rendant libres aussi les esclaves appartenant aux chambres municipales et aux Miséricordes (maisons d'asile pour les enfants-trouvés).

La loi du 5 juillet 1856 abolit l'état d'esclavage dans le district d'Ambriz et sur les territoires de Molemo et de Cabinda, dans la province d'Angola, et elle détermine les délais pour l'exécution de cette mesure.

Le 25 juillet de la même année on abolit également l'esclavage à Macao.

Dans la même année, 1856, paraît l'ordonnance du 14 août chargeant le tribunal intitulé Conseil d'outre-mer, de dresser un projet de décret contre les individus qui seraient trouvés à bord de navires négriers, sous le titre de passagers et qui feraient le commerce d'esclaves.

Nous trouvons encore dans la même année 1856, le décret du 15 décembre, centralisant au ministère l'expédition de toutes les affaires relatives à la traite, et les services des assemblées protectrices des esclaves et des affranchis. Et, le 29 du même mois, on dressait une ordonnance approuvant l'idée de provoquer l'action de liberté, en faveur des nègres importés à St-Thomas, et à l'île du Prince, après que cette importation avait été défendue par le décret de 1836, et suscitant le principe du décret du 14 décembre 1854 qui dit : que la liberté se présume, mais que l'esclavage doit être prouvé.

Une autre ordonnance du 31 décembre règle une partie du décret du 14 décembre 1854, et elle facilite et recommande la rémission des esclaves jusqu'à l'âge de cinq ans, par le baptême.

L'ordonnance du 10 janvier 1857 commande aux autorités de la province d'Angola d'accomplir et de faire accomplir les lois qui défendent la traite dans les ports étrangers. Une autre ordonnance de la même date

approuve la saisie de sommes importantes, faite par le juge civil de Benguela, et qui provenaient d'une négociation de traite d'esclaves.

Le 10 mars de la même année, paraît une ordonnance par laquelle l'état d'esclavage était aboli de fait pendant qu'il ne le serait pas de droit, dans l'île St-Vincent du Cap Vert, par la défense d'accorder des passeports à des noirs esclaves, pour la dite île.

Le 6 novembre de la même année 1857, dans une ordonnance suscitée par une représentation de l'assemblée protectrice des esclaves et des affranchis de la province d'Angola, sa majesté prescrit d'énumérer ce qui a été fait d'utile à l'affranchissement des noirs ; elle montre l'impossibilité de compléter promptement cette grande œuvre, faute de moyens pour indemniser de suite les maîtres dont les esclaves ont été émancipés ; elle fait de grandes promesses pour un prochain avenir, et elle incite les représentants à faire de leur côté ce qu'ils pourront dans le but désiré.

Après tant d'éloquents déterminations, si pressantes et si énergiques, dirigées vers le même but pendant une si longue période d'années, et à mesure que l'agriculture se développait dans nos colonies africaines, employant facilement des milliers de bras indigènes, sans les inconvénients répugnants de l'expatriation violente, la fureur odieuse des négriers se calma naturellement ; et le gouvernement portugais, et toute l'humanité voyaient poindre l'aurore de l'époque de tranquillité qui a brillé et qui se consolide peu à peu à l'aide d'autres mesures civilisatrices.

Les marchés américains ayant été fermés à l'importation des esclaves, cela contribua aussi puissamment à l'extinction du trafic. Cette extinction est, heureusement, complète dans les provinces de la Côte occidentale, et presque sur la Côte orientale, où, cependant, on fait encore un petit commerce d'esclaves, non plus sur des navires de haut bord pour des pays éloignés, mais seulement sur de petites embarcations côtières arabes. Ce commerce illicite se fait pour les îles Comores, où la population n'est pas surabondante, et où ce sont de petits princes mahométans qui gouvernent et qui regardent l'esclavage comme une institution religieuse et traditionnelle ; et aussi pour l'île de Madagascar où l'indolence des *Sakalaves* rend nécessaire aux *Hovas* l'importation de bras africains pour les services ruraux et domestiques, et les industries, telles que : l'élevage des bœufs, la coupe de l'ébène et l'extraction du caoutchouc pour l'exportation.

Espérons que l'efficace influence civilisatrice d'une nation puissante et aussi illustre que l'est la France, que sa domination éclairée dans ces parages éloignés, réussiront bientôt à en extirper un mal si grand.

Ce misérable trafic clandestin et subreptice a ses principaux centres aujourd'hui entre le port d'Angoche, au nord, et celui de Macuse, au sud. Le sol accidenté de la côte ; et l'existence de fleuves nombreux ensablés et remplis d'écueils, tels que le Moina, le Laridi, le Quizungo, le Tejungo, le Mazemba et le Licungo, rendent difficile, ou même impossible, la surveillance et le contrôle exercés par des navires de haut bord. On a besoin pour les rendre effectifs (ce à quoi pense, du reste, le gouvernement portugais), de faire de petites embarcations à vapeur de construction convenable, et en nombre suffisant, qui puissent, fréquemment, pénétrer dans l'embouchure de ces fleuves, et examiner sévèrement ce qui s'y passe. Par ce moyen, et avec l'établissement successif d'autorités portugaises sur les points convenables le long de la côte, les vestiges qui existent encore du

trafic d'esclaves dans cette région, diminueront, graduellement, jusqu'à leur extinction totale.

On ne fait absolument aucun trafic au sud de Quilimane, non seulement parce que le caractère des habitants ne s'y prête pas, et parce que les ports principaux sont occupés et surveillés, mais encore parce que les difficultés bien plus grandes de navigation vers les points mentionnés plus haut, empêchent d'employer de petites embarcations.

Au nord de Mozambique, les facilités sont plus grandes, en ce qui regarde la distance à parcourir, et l'excellence et le nombre des ports d'abri. Cependant, il n'est pas probable que le trafic se fasse aujourd'hui dans cette partie de notre littoral, à cause de la surveillance des plus actives qu'y ont exercée les navires de notre division navale, depuis l'occupation de la baie de Tungue, et principalement depuis le blocus auquel ils sont employés.

Malgré les meilleures conditions dans lesquelles la civilisation africaine paraissait entrer, le gouvernement portugais ne cessait de chercher à exterminer, par tous les moyens et avec la même tenacité, ces petits restes de la traite des noirs qui se faisait encore de temps en temps et comme isolément.

Une ordonnance du 19 février 1858 prescrivait au gouverneur général de Mozambique la répression de cet indigne commerce pour les dites îles Comores et de Madagascar, et, en cas de prise des embarcations, les nègres esclaves devaient aussitôt être considérés comme affranchis.

Ce fut en cette même année, 1858, que parut le décret humanitaire et si libéral par lequel était définitivement fixé le délai de vingt ans pour l'abolition complète de l'état d'esclavage dans tous les territoires de la monarchie portugaise ; décret qui fut promulgué le 29 avril, jour anniversaire de l'octroi de la charte constitutionnelle.

Dans ce décret on faisait la promesse que les propriétaires d'esclaves seraient indemnisés par l'Etat, le jour de son exécution et dans la forme sur laquelle une loi spéciale devait statuer.

Par ordonnance du 25 juillet 1859, on suscita l'observance des instructions données aux commandants des bâtiments qui croisaient en Afrique, sur la capture de navires suspects de trafic lorsqu'ils appartenaient à des nations avec lesquelles le Portugal n'avait pas de traité sur cet objet.

Une ordonnance du 8 janvier 1864, relative à la marche d'un procès instruit à Benguella pour crime de traite des noirs, en 1855, prescrit la continuation du dit procès, « parce qu'il n'est pas possible de laisser sans « la punition juste un crime qui est une si grande offense envers l'humanité, et qui est imprescriptible, conformément aux lois, car il n'est pas « question d'un crime ordinaire de contrebande, mais bien de traite des « noirs, qui est un crime d'une espèce toute différente ».

Une autre ordonnance du 28 octobre de la même année déclare que « la « concession de donner des cautions lorsqu'il s'agit du crime de traite des « noirs, crime puni par une peine majeure, étant une violation flagrante « de la loi, Sa Majesté veut que l'on répète les instructions déjà données « par le procureur royal pour l'intervention de tous les recours qui s'opposent à l'admission de cautions en matière de semblables crimes ».

Le 31 mai 1858, on donnait au gouverneur général de Mozambique des instructions à l'égard de l'usage barbare et illégal qu'avaient les noirs de

vendre leur propre personne et celle de leurs domestiques et des membres de leur famille.

Par décret du 25 février 1869, époque à laquelle le marquis de Sá de Bandeira était président du conseil des ministres, et le notable académicien José Maria Latino Coelho, ministre de la marine, l'esclavage est enfin aboli dans toutes les colonies portugaises et les esclaves existant alors passent à la condition d'affranchis, aux termes du décret de 1854. Cette clause devait désormais cesser d'exister en 1878. Conformément au susdit décret, les services auxquels les esclaves en question étaient obligés, appartenaient alors aux personnes chez lesquelles ils avaient été à l'état de servitude le même jour.

Par une convention luso-britannique du 18 juillet 1871, le traité du 3 juillet 1842 fut, en partie, révoqué, les commissions mixtes furent annulées, et leur juridiction, en cas de traite des noirs, devait alors être exercée par les tribunaux ordinaires des deux parties contractantes.

Enfin, le 29 avril 1875, la loi qui annule entièrement, dans l'espace d'un an, la condition servile dans les provinces d'outre-mer, et qui en fixe la juste et convenable exécution, fut promulguée.

Cette loi, qui est assez développée et explicite, contient cinq chapitres et trente-neuf articles.

Dans le chapitre premier, on explique la condition de liberté accordée aux affranchis et la tutelle à laquelle ils restent soumis. Dans chacune des provinces africaines, Angola, Mozambique et Saint-Thomas, on crée une charge de curateur général des serviteurs et des colons, charge qui sera exercée par un magistrat ayant les attributions de procureur de la couronne dans les colonies, et auquel il appartient de veiller à l'exécution de la loi, en protégeant les noirs contre quelques violences que ce soient.

Dans le chapitre II, il est traité des contrats pour la contribution de travail des individus soumis à la tutelle publique.

Dans le chapitre III, il s'agit des contrats pour la contribution de service et la colonisation en dehors de la province respective.

Le chapitre IV regarde le vagabondage et ses punitions. Enfin, dans le chapitre V, on règle la forme des indemnités par l'Etat, pour la libération.

L'effet de cette loi et du règlement respectif décrété le 20 décembre 1875, fut appliqué, par anticipation, à la province de Saint-Thomas et du Prince par une loi du 3 février 1876.

La grande œuvre de civilisation généreuse que le Portugal s'était imposée spontanément à lui-même, et à laquelle il coopéra loyalement et avec dévouement, de concert avec l'Angleterre, fut ainsi conclue d'une manière brillante et humanitaire, mais non sans de lourds sacrifices qui déterminèrent une période de transition difficile.

Tous les indigènes d'Afrique étaient donc définitivement émancipés devant nos lois, et ils passaient à jouir des mêmes droits, des mêmes avantages et des mêmes privilèges que les enfants de la métropole. La nation qui avait entrepris si brillamment sa rude tâche humanitaire, et qui avait inscrit dans ses codes l'égalité de toutes les races devant la loi, venait d'accomplir cette tâche, à la satisfaction de sa propre conscience.

Nous avons démontré par des documents que l'Angleterre, qui travaille activement et énergiquement à la suppression de la traite des noirs, depuis 1842, a mis à l'œuvre tous ses efforts; cependant ils n'ont pas toujours réussi à obtenir le résultat désiré, et ce fait très naturel met en évidence

les difficultés avec lesquelles les autres nations ont eu aussi à lutter, et l'impossibilité d'arriver à ce but civilisateur sans beaucoup de temps et beaucoup de peine.

En 1873, sir Bartle Frere fut envoyé à Zanzibar avec les navires *Enchantress* et *Britton* pour négocier avec le sultan de Zanzibar, Sayd Bargash, un traité pour la prohibition de l'exportation d'esclaves de cette côte en Arabie et en Perse. Le sultan acquiesça aux exigences de la Grande-Bretagne, non autant (musulman qu'il était) par une inclination naturelle et une conviction sincère de la nécessité d'une telle démarche, que par la pression sous laquelle il s'est trouvé, pression qui devint effective par les instances constantes et vigoureuses de sir John Kirk, résident politique après le départ de sir Bartle Frere.

Le vaisseau de guerre *London* fut envoyé stationner dans le port de Zanzibar, où l'on organisa une escadrille nombreuse de chaloupes à vapeur et à voiles, auxquelles le vaisseau servait de dépôt pour les hommes, le matériel et les vivres, avec un grand atelier de machines pour les réparations qu'il pourrait y avoir à faire. On commença à croiser avec vigilance et avec la plus grande activité, non seulement le long de cette partie de la côte africaine, mais aussi le long des îles de Zanzibar et de Pemba, et ce service dura huit ans. Pendant cette période, un grand nombre d'embarcations négrières furent, en effet, capturées et détruites, mais non sans effusion de sang, et même, dans une de ces rencontres, le 3 décembre 1881, le commandant du stationnaire *London*, capitaine de vaisseau *Brownrigg*, fut tué. Néanmoins les résultats réels et palpables de cette persécution tenace contre les négriers furent peu importants (selon quelques-uns) pour le but qu'on se proposait, et l'on croit qu'ils n'ont pas été en rapport avec le sacrifice qu'on a fait.

M. H. O'Neill, ex-consul anglais à Mozambique, dans un mémoire sur la traite des noirs, publié en 1883, affirme que la provision d'esclaves sur le marché de Zanzibar n'a pas diminué, par cela même que le prix courant, loin d'augmenter (comme ce serait naturel après la chasse faite aux négriers et la recherche plus grande de la marchandise) en est resté sensiblement le même. Cette affirmation qu'il n'y a pas eu augmentation de prix, au lieu de prouver que l'offre de la marchandise n'a pas diminué, peut se tourner peut-être en éloge évident sur la réalité et la tenacité des efforts des autorités portugaises et anglaises qui découragèrent ceux qui trafiquent.

En 1883, l'Angleterre résolut de changer de système : elle annula la station navale de Zanzibar, désarma et vendit les embarcations et même le navire de guerre stationnaire, et elle établit des vice-consuls sur divers points du littoral, à Linde, à Quiloa, à Mombaça et à Lamu ; ces vice-consuls étaient subordonnés au consul général résident politique à Zanzibar ; elle obligea la compagnie de navigation « British India » à toucher tous les mois à ces ports, pour les relier au consul général et au câble sous-marin, et elle plaça un agent dans la région de Nyassa.

Les résultats presque nuls de cette politique nouvelle sont aussi, aujourd'hui, évidents, après une expérience de six ans à peu près, et après la grande résistance que les Anglais ont rencontrée quelquefois au Nyassa.

Actuellement les choses paraissent être entrées dans une phase nouvelle. L'Angleterre et l'Allemagne exercent une surveillance plus efficace sur la côte qui est sous la domination du sultan de Zanzibar, depuis Vitu jusqu'au Rovuma, et établissent dans l'intérieur du pays, où chacune de ces nations

exerce son influence, des missions pacifiques et religieuses, qui devront faire diminuer peu à peu les expéditions des négriers, et introduire l'agriculture et la civilisation.

Le Portugal, de son côté, vient de fonder une mission civilisatrice pleine d'espérance à M'ponda sur le lac Nyassa, à laquelle un grand nombre des chefs circonvoisins sont venus faire acte de vasselage, qu'ils ont ratifié à Quilimane. La présence fréquente d'autorités portugaises, l'influence religieuse et civilisatrice des missionnaires catholiques, qui maintenant doivent y être établis par un accord entre le gouvernement portugais et le cardinal Lavigerie, ne peuvent manquer d'exercer une action bienfaisante et efficace, en y combattant le trafic à son origine. On va établir une résidence du côté de Ibo près du puissant chef Mataka, de façon que le lac se trouve ainsi presque entouré par des agents européens, et l'intérieur des terres intermédiaires bien surveillé jusqu'à la mer.

Il est donc bien évident que, si les efforts du Portugal pour supprimer la traite des noirs sur nos territoires de l'Afrique Orientale n'ont pas été complètement couronnés de succès, il en est de même pour l'Angleterre, qui est animée des mêmes désirs humanitaires, qui dispose de moyens d'action bien plus complets et mieux organisés, et qui travaille sur un territoire comme celui qui est sous la domination du sultan, souverain sur lequel elle a exercé une haute influence.

Et pour confirmer encore mieux que l'Angleterre n'a pas encore réussi à détruire l'esclavage ni la traite des noirs en d'autres pays où elle exerce aussi une influence et même une souveraineté politique, nous citerons parmi les premiers, l'Egypte, où l'occupation militaire anglaise existe depuis plusieurs années, et où, malgré cela, il y a encore un marché d'esclaves, dans lequel le vice-roi lui-même, les grands et les opulents recrutent des hommes pour les travaux ruraux, des eunuques pour leurs gardes et des femmes pour leurs harems ! Nous citerons aussi le grand empire de l'Inde britannique, où il y a des esclaves, les bayadères qui ne peuvent pas se marier, et sont destinées à la plus vile prostitution, et enfin les parias ; toutes formes variées de l'esclavage.

L'Etat libre du Congo n'a pas réussi non plus à supprimer l'esclavage sur son territoire ; des milliers de noirs s'y vendent encore, et d'autres sont tués dans des chasses inhumaines.

Les circonstances obligent de pactiser avec Tipo Tib, qui domine jusqu'à Stanley Falls, où il exerce une action exclusive que l'on critiquait sévèrement, il y a peu de temps, dans un article du célèbre voyageur anglais Verney Lovett Cameron, intitulé *Slavery in Africa* et publié dans la *National Review* d'octobre 1888.

On ne doit donc pas être surpris que le Portugal n'ait pas encore réussi à extirper l'esclavage des indigènes et l'infâme traite des noirs de ses vastes territoires de l'Afrique orientale, et il n'y a motif à quelque espèce d'observation que ce soit. D'autres nations également humanitaires, et quelques-unes plus puissantes, ont été impuissantes jusqu'ici pour en finir avec cette monstruosité sur les territoires où elles exercent une souveraineté, ou dans lesquels elles ont une influence réelle.

Les mesures employées dans nos colonies par les gouvernements respectifs et par d'autres autorités, notamment par tout le vaillant personnel des différentes stations navales, ont toujours été des plus sincères et pleines de zèle, malgré l'étendue de pays où elles s'exercent, et elles y ont produit

es résultats les plus sensibles, quelquefois aux dépens d'existences précieuses de marins, de soldats et d'officiers, dans des combats sanguinaires et ignorés avec les négriers.

Cependant ces revers n'ont refroidi en rien le dévouement du Portugal ; au contraire, ils ont plutôt stimulé sa valeur patriotique et humanitaire, traditionnelle et prouvée.

Dans la province d'Angola (nous le disons déjà dans une autre partie de cet écrit) — la traite des noirs est, depuis bien longtemps, finie, ce n'est pas seulement parce qu'il n'y a pas de marchés pour l'exportation des noirs, mais aussi, parce que toute cette côte est parfaitement étudiée, pleine de factoreries et de populations où le commerce licite est florissant, et qu'elle est minutieusement surveillée par nos navires, qui y font la police, et par l'autorité du pays. L'agriculture dans l'intérieur et l'extension graduelle de notre influence, ont mis fin aux derniers vestiges de l'infâme commerce, au lieu desquels on voit une vitalité active, bien dirigée, et des plus laborieuses, qui civilise et développe ce grand pays.

Les colonies d'indigènes de Madère et d'autres peuples blancs établies en certains points salubres de l'intérieur, l'ouverture de plusieurs voies de communication entre le littoral et les terres de l'intérieur, et dernièrement l'établissement d'un grand réseau de chemin de fer pour Ambaca, réseau qui, bientôt, sera suivi de plusieurs autres, dont l'étude est déjà faite, ont été le coup de grâce pour les anciennes coutumes barbares des peuples de ce côté de l'Afrique.

Au contraire, les circonstances sont bien différentes dans une grande partie de la côte orientale, où l'islamisme, avec tout son cortège d'habitudes rétrogrades, sensuelles et anti-civilisatrices, augmente et s'étend du nord à l'ouest et au sud, en nous forçant d'employer des moyens de répression bien plus complexes et bien plus coûteux.

Le voisinage prochain des îles de l'Archipel des Comores, de Madagascar et de Zanzibar, la connaissance moins parfaite des nombreux ports qui découpent ce rivage d'une si grande étendue, où se cachent facilement les embarcations légères servant au trafic au milieu des dédales de mangliers inextricables et mortifères, ont retardé l'extinction complète de la traite des noirs qui, parfois, parvient à déjouer nos efforts, et à transporter ces tristes cargaisons de chair humaine à leur destination.

Les limites restreintes de cette brève étude ne nous permettent pas de raconter minutieusement toutes les tragédies dans lesquelles les Portugais ont figuré avec l'abnégation la plus héroïque pour réprimer ces audacieuses expéditions des négriers sur la côte orientale d'Afrique ; nous en citerons seulement quelques-unes de celles qui ont été des plus notables, dans les dernières années, et qui prouvent surabondamment comment les braves marins de Portugal savent toujours se conduire.

Le 15 janvier 1875, à Mozambique, on sut qu'il y avait des embarcations prêtes à faire un chargement d'esclaves à Quivolane où elles débarquaient des armes et de la poudre en contrebande. Le 16, la canonnière *Tete* commandée par l'enseigne de vaisseau Joao Maria da Costa se rendit là ; mais l'expédition n'eut pas un heureux résultat ; trois hommes tombèrent sous le feu des négriers, et le 18 elle rentrait à Mozambique. Le 19, la canonnière *Tete* partit de nouveau accompagnée de la canonnière *Sena* et du yacht *Inhamissengo* avec des troupes. Le 20, des bruits effrayants coururent à Mozambique, à l'égard de l'expédition ; et comme il n'y avait plus

de navires portugais disponibles, le commandant Le Hunt Ward de la corvette anglaise, la *Thétis*, mouillée alors dans le port, s'offrit pour aller à Quivolane, où il se rendit en effet le 21, emmenant à bord un officier portugais, mais l'expédition portugaise rentrait à Mozambique le même soir, sans avoir eu besoin du secours des anglais. Huit grands boutres et deux chaloupes avaient été détruits, de plus le village avait été incendié.

Le 20 août 1882, la canonnière *Mandovi* sous le commandement du lieutenant de vaisseau Joao A. Botto, partit pour l'Infusse dans le but de capturer ou de détruire une embarcation de négriers que l'on disait s'y trouver ; on y envoya une embarcation avec douze hommes et deux élèves de la marine, ils furent enveloppés et poussés vers la barre sur les brisants, quatre hommes et les deux officiers furent noyés. Il paraît que l'embarcation négrière était déjà sortie de l'Infusse à l'arrivée de la canonnière.

Au mois d'août 1886, le lieutenant de vaisseau Antonio S. d'Oliveira, capitaine des ports de Mozambique, fut envoyé croiser sur la côte du sud de Mozambique dans un boutre que l'on avait frété, et avec l'ordre de visiter aussi quelques-uns des fleuves que l'on présumait être ravagés par les trafiquants d'esclaves, principalement le *Tejunga*. Cette embarcation avait à bord un détachement de vingt hommes bien armés, et tous les moyens possibles de résistance. Le lieutenant Simeao d'Oliveira relâcha à Angoce, il explora le fleuve *Moma*, et depuis, jamais on n'eut de ses nouvelles ; le bruit sinistre courut qu'il avait été assassiné, ainsi que ses compagnons, sur un autre fleuve plus au sud.

Dans les derniers temps on a donné une impulsion vigoureuse au service hydrographique, dans le but de faire bien connaître le littoral sinueux de la province de Mozambique, et de donner un accès plus facile aux navires qui vont croiser dans ces parages. Il en est résulté divers plans élaborés d'une façon plus ou moins complète, dont quelques-uns sont imprimés, ou en voie de l'être bientôt, par la Commission de Cartographie du Ministère de la Marine.

Nous allons mentionner les principaux :

— Baie de Tungue ; — plan du port intérieur et du village de Palma, mise en place de bouées provisoires ; le tout fait en 1887 par les officiers de la canonnière *Quanza*. — Ce travail n'est pas encore imprimé.

— Baie de Nakala, au fond et au S. O. de celle de Fernao Velloso, reconnue rapidement par les officiers de la canonnière *D. Muria Anna* en 1870 ; plan levé en 1886 par le commandant Joao Coutinho du yacht *Lurio*. — N'est pas encore imprimé.

— Baie du Mocambo, plan topographique minutieux de ses rives, et étude hydrographique de ses eaux ; travail fait en 1888 par le chef du Département des Travaux publics, Fransisco Leotte. — Il va être imprimé.

— Fleuve Muite dans le delta d'Infusse (un des points où le trafic florissait encore il y a peu d'années) et plan de la côte depuis la pointe Bajona jusqu'au sud de Moginquale, levé par le commandant Joao Coutinho du yacht *Lurio*. — Il est imprimé.

— Fleuve Moginquale, d'où la dernière embarcation négrière est sortie

le 19 octobre 1885 ; plan levé par le commandant Joao Coutinho du yacht *Tungue*. — Il est imprimé.

— Fleuve d'Andoche, ébauche des deux entrées et mise en place de quelques bouées provisoires et de quelques balises. — Ce travail n'est pas encore imprimé.

— Fleuve Mazemba ou Inmane, à sept milles à l'ouest de Tejungo, avec lequel il communique par l'intérieur ; reconnu en 1885 par le vapeur *Auxiliar* et levé en 1887 par les officiers des navires *Douro* et *Auxiliar*. — Cette carte n'est pas imprimée encore.

— Fleuve Macuze, reconnu en 1883 par le capitaine de corvette de la marine portugaise Augusto de Castilho à bord du vapeur anglais *Somtseu*, et levé rapidement en 1885 par cet officier. — Il n'est pas imprimé.

— Fleuve Linde, levé en 1885 par les officiers de la canonnière *Rio Lima* sous le commandement du capitaine de corvette Augusto de Castilho depuis la barre jusqu'à l'établissement de Micahune. — Il va être imprimé.

— Barre de l'Inhamissengo, l'une des bouches du delta du Zambèze ; levé en 1869 par l'enseigne de vaisseau portugais Augusto de Castilho à bord du yacht *Rendera*, et corrigé en 1873, 1883 et 1885 par le même officier, sur d'autres navires. — Cette carte est imprimée par l'Amirauté anglaise.

— Fleuve Punge, dont l'embouchure se trouve près de celle du Buzi, dans la baie de Massanzane ; plan levé en 1885 par le commandant lieutenant de vaisseau Emygdio Fronteira de la canonnière *Quanza*. — Il est imprimé par la Commission de Cartographie et par l'Amirauté anglaise.

— Fleuve Inhampura ou Linpopo ; reconnaissance de son embouchure faite en 1880 par les officiers des canonnières *Douro* et *Mandovi* sous le commandement des lieutenants de vaisseau Alves Branco et J. M. da Silva. — Il n'est pas imprimé.

Pour faciliter encore la navigation de la côte de la province de Mozambique, et l'accès dans ses ports, le Gouvernement a employé les moyens les plus efficaces dans les dix-huit années dernières, et il est parvenu à introduire de précieuses améliorations dans le plus grand nombre.

Ne prétendant pas énumérer toutes ces améliorations dans ce travail restreint, ni rendre compte de toutes les bouées, balises, etc., qui ont été placées dans la plus grande partie des ports fréquentés par la navigation côtière, nous ne citerons que rapidement les phares qui ornent déjà aujourd'hui ce long littoral tant battu par des vents orageux, et où règnent des courants si rapides et si variables.

— Un phare à lumière fixe blanche fut allumé pour la première fois le 8 novembre 1871, à la pointe de Tangelane, sur la rive gauche et à l'embouchure du fleuve des Bons Signaux ou de Quilimane.

— Le 21 août 1872, on plaça un autre phare égal au précédent sur la hauteur du Burra, au sud et en dehors de la barre du port d'Inhambane.

— Un autre phare fut placé et allumé le 8 décembre 1873, à la pointe de Mujaca de l'île de Ibo ; il indique l'accès dans ce port, et, comme ceux de Inhambane, du cap Delgado et de Mozambique, sert aussi de point de repère à la navigation qui fait sa route le long de la côte sans demander nos ports, et qui veut vérifier sa position.

— Le 8 décembre 1875, on a allumé un phare à lumière fixe rouge, à la pointe Chingune au nord de l'île de Gilhuane, pour montrer l'accès au mouillage extérieur du port de la capitale du District de Sofala, et cette

lumière rouge fut changée pour une blanche, qui est plus visible, le premier janvier 1877.

— En décembre 1876, on alluma un phare à lumière fixe blanche sur l'île de Saint-Georges, à l'entrée du port de Mozambique, pour faciliter l'entrée du port extérieur de Mozambique, et l'on en établit un autre dans la péninsule de Cabaceira, pour montrer le chemin vers le mouillage intérieur.

— Le 6 juin 1877, un phare à lumière fixe blanche fut allumé à la pointe Rouge ou de Machaquene, dans la baie de Lourenço Marques, pour indiquer le chemin à ceux qui cherchent le mouillage dans le cours intérieur du fleuve do Santo Espirito, en face de la ville.

— Le 1^{er} janvier 1888, l'éclairage du port de Mozambique a subi une transformation : on y a bien conservé le phare de l'île Saint-Georges, mais on y a placé aussi deux fanaux d'alignement à lumière verte établis sur la forteresse de Saint-Sébastien, et deux autres à lumière rouge, l'un dans la péninsule de Cabaceira, sur l'emplacement de l'ancien, et l'autre en bas, sur la partie baignée par la mer qui s'étend en face de lui. Par ce système, qui est parfait et complet, l'accès du port de Mozambique est devenu des plus faciles le jour comme la nuit, même pour les navires qui demandent le port sans pilote.

— Enfin le 1^{er} janvier 1889, on alluma un phare à lumière fixe blanche, sur le cap Delgado, dans la partie nord de la baie de Tungue, pour indiquer la route vers cette baie, et pour servir de point de repère de la navigation sur l'Océan.

Pour venir en aide avantageusement à nos bâtiments en croisière du côté de la terre, où ils exercent un travail infatigable, il était indispensable d'occuper militairement quelques-uns des principaux points de la côte où le trafic était florissant, comme aussi quelques autres points intérieurs ayant une mauvaise réputation, et de chercher par ce moyen à y établir notre bienfaisante et vigoureuse influence, à éviter les embarquements clandestins, et à donner graduellement aux populations des habitudes d'ordre et de moralité, les pratiques de l'agriculture et du commerce licite.

Ce fut dans ce but qu'on occupa Infusse, en 1880, en envoyant à Villa Pia (jusque-là village de Mascate), un détachement du régiment de chasseurs n° 1, commandé par un officier, tous casernés dans une petite fortification provisoire, sur la rive gauche du fleuve Muite.

Un commandement militaire, nommé commandement militaire de Matibana, fut créé en 1884 ; il est subordonné directement au commandement des terres fermes du Mussoril, et destiné principalement à surveiller de près l'attitude et les propensions du cheik de cette région.

Dans la même année, on a créé un poste militaire et un commandement militaire dans la baie de Mocimbua, au nord de Ibo.

Dans le mois d'août 1885, le port de Sangage fut occupé, on y établit un petit poste militaire et un poste fiscal, sur la rive droite du fleuve Santo Antonio, et près de son embouchure, dépendant tous les deux du Gouvernement du district d'Angoche.

Un poste militaire et un poste douanier furent créés, dans la baie de Tungue, en février 1886, après l'occupation pacifique de la rive droite du fleuve Menigane. Et, en mars 1887, après la réoccupation à main armée

de la partie nord de cette baie, ce commandement militaire et ce poste fiscal furent transférés au village arabe de Meningane qui était détruit, et sur les débris duquel le nouveau village de Palma fut fondé.

Selon ce que dit Sir John Kirk, en 1880, *la baie de Tungue est située admirablement comme point de départ de la traite des noirs dans la mousson de N. E., et elle arrivera fatalement à être utilisée pour ce commerce dans le cas où elle appartiendra de nouveau à la nation portugaise*. Mais nous pouvons répondre simplement par des faits, à une telle affirmation gratuite :

Depuis la capture d'une embarcation négrière, le 14 janvier 1886, dans les eaux du fleuve Meningane, par la corvette *Briton* de Sa Majesté Britannique, avant notre réoccupation définitive, jamais on n'y avait fait, jusqu'aujourd'hui, quelque autre embarquement que ce soit de nègres à l'état d'esclaves.

En décembre 1886, le fleuve Moginquale fut occupé ; le plan hydrographique en a été levé, et un commandement militaire, dépendant directement du Gouvernement de Mozambique et auquel le poste d'Infusse fut subordonné, fut établi sur la colline de Namiepe qui domine parfaitement le fleuve et son entrée ainsi qu'un horizon très étendu dans l'intérieur des terres.

Dans les commencements de l'année 1887, le commandement militaire d'Arangua, créé par un décret de 1884, fut installé à l'embouchure du fleuve *Pungue*, à l'endroit de la rive gauche, appelé Beira. Ce commandement qui, d'après ce décret, devait dépendre du Gouvernement du district de Manica, devint temporairement une dépendance du district de Sofala, comme étant plus près des secours et des moyens d'action du Gouverneur respectif, que celui de Manica.

En octobre 1887, on résolut de créer un poste avec un commandement militaire dans le Boror, terres intérieures au nord et à l'ouest du district de Quilimane, non-seulement pour faire la police des populations foraines, d'Ingode et d'Erara, où affluent les tribus des environs du Nyassa, pour y échanger de l'ivoire, mais aussi, pour éviter un petit trafic clandestin que ces tribus avaient l'habitude de faire, plutôt par la rudesse innée de leurs coutumes barbares, qu'avec une notion exacte de l'acte qu'elles pratiquaient.

L'effet de l'établissement de ce poste militaire contre la traite des noirs faite par des caravanes de l'intérieur a été complètement décisif. Le consul anglais Hawes affirme au marquis de Salisbury, dans une dépêche officielle du 25 février 1887, écrite à Zomba, près du lac Nyassa, que le trafic d'esclaves paraît être entièrement terminé à Lunas, emplacement du territoire de Boror où s'est établie l'autorité portugaise et où le nouveau village appelé si heureusement « Liberdade », a été fondé. Aujourd'hui, les caravanes qui viennent à Quilimane, par ce chemin, y apporter de l'ivoire, ne consistent qu'en un nombre suffisant de porteurs pour y transporter cet ivoire et en remporter les marchandises reçues en échange, et en quelques femmes, concubines des hommes qui dirigent les caravanes. M. Hawes ajoute que cela est dû indubitablement à la surveillance des autorités portugaises qui y sont installées.

La conscience nous affirme que, depuis de longues années, les Gouvernements portugais ont fait des efforts énergiques et spontanés pour réprimer le trafic dans toutes les possessions où l'on voit flotter le drapeau bico-

lore. Entreprise difficile, certainement ! quand il s'agit d'extirper d'anciens usages invétérés par l'habitude, par l'impunité et, principalement, par l'exigence impérieuse de certaines circonstances économiques auxquelles nous nous reporterons bientôt, qui sont particulières aux provinces d'Outre-Mer.

Si ces vérités pouvaient être révoquées en doute, nous les renforcerions en signalant les sommes considérables employées à l'augmentation des industries coloniales, dans le but de donner de l'essor au commerce, et de rendre saines et attrayantes les villes du littoral africain. Aux accusations malveillantes des étrangers nous opposerions le dévouement d'un grand nombre de fonctionnaires, dont les uns ont ruiné leur santé, et les autres ont perdu la vie dans ces climats inhospitaliers ; nous opposerions enfin l'activité avec laquelle nous avons toujours cherché à offrir au cultivateur et au commerçant un placement avantageux pour leurs capitaux, les arrachant ainsi au trafic immoral mais lucratif de la traite des noirs.

On sait que la surveillance constante des ports et des fleuves suspects dépendait de la présence assidue de navires de guerre sur ces points inhospitaliers. — Qu'ont fait nos Gouvernements ? — ils ont augmenté, autant que possible, nos forces navales dans la mesure des moyens dont ils peuvent disposer, et cela non-seulement quant au nombre des bâtiments de guerre, mais aussi quant à celui des équipages, qui, faute de commodités, étaient souvent décimés par les fièvres.

Ces efforts, si tenaces, de la part du Portugal, ont été reconnus très souvent dans les régions officielles par les témoignages dignes de foi de hauts fonctionnaires étrangers. Il serait curieux et utile d'avoir la liste complète de tous ces témoignages, dont quelques-uns sont éloquentes et chaleureux, par lesquels la bonne foi des étrangers a récompensé notre pénible tâche ; mais, ne voulant pas étendre par trop ce document, nous nous limiterons à prendre au hasard, en glanant dans une moisson si abondante.

Prenant comme point de départ le traité du 3 juillet 1842, entre le Portugal et la Grande-Bretagne, nous remarquerons que déjà, le 18 novembre 1844, le commodore Jones, commandant la station navale britannique sur la côte occidentale d'Afrique à bord de la frégate *Pénélope* dans l'île de l'Ascension, louait, auprès de l'amirauté anglaise, la bonne foi et le zèle avec lesquels le Gouverneur d'Angola et les officiers de la province s'efforçaient de maintenir l'esprit et la lettre des traités sur l'abolition de la traite des noirs ; et il signalait alors, spécialement, le capitaine de frégate Cunha, chef de la station navale, qui, pour sa part, venait de capturer une barque de négriers chargée de 800 esclaves.

Le 23 janvier 1845, Lord Aberdeen, chef du cabinet de Saint-James, écrit au ministre de la Grande-Bretagne, à Lisbonne, confirmant la satisfaction avec laquelle l'Angleterre voit le zèle des Portugais à accomplir les traités pour l'extinction du trafic. Lord Howard, ministre d'Angleterre à Lisbonne, signale les mêmes sentiments dans sa dépêche officielle du 15 mai 1845, à notre Gouvernement, quant à l'efficacité des efforts des Gouverneurs d'Angola et de Mozambique, ce dernier étant secondé par le Gouverneur de Quilimane. Les plus incrédules peuvent voir, par là, l'harmonie avec laquelle les autorités du Gouvernement portugais opéraient dans la partie occidentale et dans la partie orientale du grand continent.

Mais nos travaux énergiques ne s'arrêtèrent pas et ne faiblirent pas. Par

une dépêche officielle, du 29 mars 1875, Lord Derby ordonnait au ministre britannique, à Lisbonne, de féliciter notre Gouvernement sur le succès des opérations des forces navales portugaises contre les négriers à Quivolane ; et il faisait de même, le 31 mars de ladite année, pour le décret qui détruisait les derniers vestiges de l'esclavage dans l'archipel du Cap-Vert.

D'accord avec les forces navales anglaises, nos forces navales réalisèrent plus d'une fois des expéditions combinées, dans le but de poursuivre les négriers sur les fleuves et dans les cours d'eau sinueux de la côte de Mozambique. Nous citerons seulement celle qui eut lieu, au mois d'août 1875, sur les fleuves Moma et Quizungu, quoique nous puissions en citer des dizaines où la cordialité la plus intime et la plus efficace, entre les officiers des deux nations, s'est toujours manifestée.

La conviction que nos Gouvernements ne savaient pas (par sentiment d'honneur même), se ralentir dans le but ferme d'extirper le trafic, prenait déjà de la consistance, se généralisait dans tous les esprits.

Les mesures adoptées par le Portugal, sur toute la côte d'Afrique, peuvent, ce nous semble, se résumer ainsi qu'il suit :

1^o Renforcer (comme on l'a toujours fait, quand c'était possible), les détachements des stations navales.

2^o Améliorer (comme, en effet, on les a améliorés en beaucoup de points, depuis vingt ans), les casernements des divers centres de troupes, condition essentielle pour entretenir la santé des garnisons.

3^o Introduire l'usage des barques à fond plat, mues à vapeur et bien armées, pour la navigation difficile et la police des fleuves et des ports pleins d'écueils, fréquentés par les embarcations négrières. — Les embarcations qui se trouvaient dans ce cas sont : les canonnières *Tete* et *Sena* qui ont parcouru le Zambèze, et ont fait d'actives croisières sur la côte de Mozambique, depuis 1873 jusqu'en 1880. Les deux chaloupes en acier qui ont été envoyées, en 1880, au Zambèze, mais qui ne furent employées qu'à faire la police des environs du port de Mozambique ; et enfin les trois petits vapeurs *Cuama*, *Cherim* et *Marave*, envoyés il y a peu de mois, et qui sont destinés à la navigation du Zambèze, du Chiré et du lac Nyassa.

4^o Surveiller (comme on le fait toujours quand c'est possible), certains points où les trafiquants trouvent plus facilement un abri au milieu de mangliers inextricables.

Malgré des notes discordantes et injustes, nous voyons, avec plaisir, que les témoignages d'étrangers, louant l'efficacité de nos efforts, ont continué à affluer dans tous les temps.

La façon dont le général José Guedes de Carvalho et Menezes se conduisit, comme Gouverneur de Mozambique, dans l'exécution des ordres émanés du Gouvernement de la Métropole, pour donner la chasse aux négriers, fut digne de remarque. Dans une dépêche officielle, du 16 juin 1876, que le major Frédéric Elton, intelligent et infortuné ex-consul anglais à Mozambique, adressait à son gouvernement, il résumait, en peu de mots, dans un chapitre sur la répression du trafic, la gérance du Gouverneur général, affirmant que les services rendus par ce fonctionnaire avaient été remarquables, et que lorsqu'il avait quitté l'administration de la province, il avait laissé à son successeur le chemin ouvert pour obtenir la prompte abolition du trafic des nègres dirigés sur l'île de Madagascar.

Tous ces efforts furent reconnus supérieurement par le Gouvernement de lord Derby, dans une dépêche officielle, du 23 octobre 1876, au ministre anglais, à Lisbonne.

Les services des officiers de marine, Joao Carlos Adriaio et José d'Almeida d'Avila, tous deux chargés du commandement de la station navale de Mozambique, à différentes époques, ne furent pas moins appréciés par le cabinet de la Grande-Bretagne, ainsi que le constatent les dépêches officielles de lord Derby, adressées à lord Lytton, le 15 septembre 1875, et à M. Morier, le 21 février 1877.

Les services rendus par le gouverneur général de Mozambique sont singulièrement vantés dans une autre dépêche du 31 mars 1877 du gouvernement anglais à son ministre à Lisbonne, dans une autre du 24 avril, et dans une autre du 25 juin ; de plus, dans une dépêche officielle bien expressive du consul Elton, déjà cité, adressée au gouverneur de Mozambique le 27 juin de la même année, ce fonctionnaire consulaire rend le témoignage le plus positif aux mesures constantes adoptées par les Portugais au profit de la grande idée humanitaire.

Il y a une autre dépêche du 4 janvier 1878 dans le même esprit, adressée par lord Derby au ministre plénipotentiaire anglais à Lisbonne, à l'égard de la bonne attitude du nouveau gouverneur général Francisco Maria da Cunha, une seconde fut communiquée au gouvernement anglais par l'amiral Corbett, fondée sur des renseignements officiels du commandant Ommanney, de la canonnière le *Linx*.

Le vaste littoral portugais de l'orient africain (en raison de circonstances orographiques spéciales et du voisinage de pays musulmans où la condition servile est une institution légale) a été le lieu où la tache infamante de la traite des noirs a coûté le plus à enlever de nos mœurs. Ces plages, ces fleuves et ces bras de mer peu profonds, dont un grand nombre pénètrent en serpentant dans les terres intérieures, ont été bien des fois le théâtre de véritables prouesses ignorées, pratiquées par nos hommes de mer.

Outre les faits auxquels les documents diplomatiques cités plus haut font allusion et dans lesquels on met en évidence des hauts faits de fonctionnaires portugais, il y a une dépêche officielle du 9 avril 1878 dans laquelle le commandant anglais W. U. C. Selby, du navire de guerre la *Vestal*, rapporte la façon courageuse avec laquelle l'enseigne de vaisseau José Maria da Silva s'est conduit dans une attaque combinée entre le navire portugais le *Tete* et le sien contre des négriers, dans la baie de Mozambique, expédition qui obtint une mention des plus flatteuses du marquis de Salisbury dans une de ses dépêches au ministre anglais en Portugal, datée du 24 juin suivant.

Le consul anglais à Mocambo, H. O'Neill, témoin de la manière pleine de zèle avec laquelle les autorités portugaises procèdent dans cette vaste province, disait dans une dépêche du 17 juillet 1880, adressée au comte Grauville, et se reportant à notre nouvelle occupation d'Infusse, que les mesures prises par le gouverneur Sarmiento soumettaient le district à une surveillance permanente, et il assurait que l'abolition du trafic y dépendait de cette surveillance exercée par les autorités installées sur ces territoires ; et que les conditions de ce trafic étaient complètement modifiées, attendu que les négriers ne pouvaient plus espérer la protection ni l'aide que les chefs indigènes, aujourd'hui soumis ou expulsés, leur avaient données, jusqu'à-là.

Ces actes méritèrent encore de nouvelles louanges à notre zèle dans une dépêche du 18 septembre 1880, que M. Lister, sous-secrétaire d'Etat, adressait audit consul, et dans laquelle il est fait mention de l'énergie et du succès des mesures adoptées par les Portugais dans le delta du Quivoulane et dans l'occupation d'Infusse. On cite les capitaines Luiz Joaquim Vieira Braga (déjà mort), et Antonio Candido Vidal de Souza, comme ayant été des auxiliaires puissants dans ces expéditions.

Il y a aussi de justes appréciations à notre égard dans le rapport adressé à son Gouvernement par le même consul O'Neill, le 3 novembre 1883, où, après avoir parlé de l'esclavage rural, limité et doux, qui existe encore dans le nord de la province de Mozambique, où l'on cultive le sésame, il dit ceci : « J'espère que mes paroles à l'égard du commerce d'importation » et d'exportation qui se fait sur la côte du nord de cette Province ne peuvent signifier insouciance de la part des autorités portugaises qui y résident. Je tiens comme certain que le gouverneur d'Ibo désire la représentation du trafic aussi sincèrement que quelque autorité anglaise que ce soit. »

Les faits éclatants de nos militaires et de nos matelots parlent plus haut encore que ces témoignages impartiaux, dignes de foi, et pour cela même précieux. Ces officiers, ces pauvres soldats, ces simples matelots, relégués dans les profondeurs de solitudes inhospitalières, il faut voir comment ils luttent avec les maladies locales produites par l'empoisonnement paludéen ; il faut les voir s'escrimer sans relâche contre la fureur des ondes et contre la résistance armée des négriers. Le fait est qu'ils savent confirmer, grâce à leur conduite inébranlable, la réputation de courage dont jouissent les hommes de guerre portugais. On se souvient (nous venons d'en parler plus haut) de la perte de deux officiers et de quatre marins de la canonnière *Mandovi* engloutis par un coup de mer lors de leur poursuite de négriers à la barre d'Infusse, au mois d'août 1882 ; cette perte déplorable a mérité à notre gouvernement les compliments de condoléance du gouvernement anglais exprimés dans une dépêche du 2 novembre, du comte Granville à M. Baring, chargé d'affaires à Lisbonne.

Le consul anglais O'Neill, dans une dépêche officielle qu'il adressait à son ministre, comte de Rosebery, le 25 juillet 1886, faisait les éloges les plus spontanés et les plus grands du gouverneur général de Mozambique Auguste de Castilho et du capitaine des ports, lieutenant de vaisseau, Antonio Simeao d'Oliveira, pour la discrétion, l'adresse et la décision avec lesquelles avait été conçue, dirigée et exécutée une expédition anti-esclavagiste, commandée par Simeao d'Oliveira en personne, dans une chaloupe armée, au fleuve Mafeda et au sud de la pointe Bajona, expédition qui eut pour résultat la destruction de l'embarcation négrière *Nussura*, qui s'était absentée clandestinement du port de Mozambique quelques jours auparavant, laissant ses papiers chez le capitaine du port. Le dit O'Neill parvint à obtenir des renseignements particuliers qui confirmaient pleinement les assertions officielles publiées dans le bulletin du gouvernement général de la province.

Tout ce que nous venons de dire, extrait superficiellement et au hasard des sources les plus authentiques des chancelleries nationales et étrangères, prouve à l'évidence l'attitude sage et humanitaire prise par le gouvernement portugais, depuis de bien longues années, dans la noble inten-

tion d'en finir avec le trafic des esclaves dans les possessions portugaises. La résistance qu'a éprouvée ce gouvernement pour arriver à voir ses efforts couronnés de succès, prouve aussi, une fois de plus, qu'il ne suffit pas d'établir des lois ; il faut les appliquer et les réglementer. Il ne suffit pas qu'un principe sensé s'implante dans les codes d'un pays ; il est indispensable que les coutumes nationales se modifient pour pouvoir l'accepter, et que les circonstances locales le favorisent.

Plusieurs causes s'opposèrent à l'idée lumineuse et grande de l'abolition de l'esclavage et de l'extinction de la traite des noirs. Parmi ces causes, les unes étaient négatives et d'autres positives, toutes très efficaces, et tellement efficaces qu'elles ont retardé jusqu'à aujourd'hui l'affranchissement complet des noirs, en dépit des efforts combinés du bon sens et de la charité chrétienne.

Il est fait ailleurs allusion à certaines circonstances d'économie agricole des noirs qui, en plusieurs endroits, rendaient l'abolition difficile, quoiqu'elle soit si justement préconisée par les philanthropes. En effet, qui ne voit pas que les planteurs n'auraient jamais pu mettre à exécution le défrichement et l'exploitation de la plus petite parcelle de terrain dans ces climats brûlants et malsains, sans la conquête faite de vive force ? Elle paraissait donc tristement nécessaire, cette soumission de milliers de travailleurs, arrachés ainsi d'une manière barbare à la paix et à l'immobilité de la vie dans les déserts, cette soumission de nègres, dont la nature paresseuse et sobre se contente des aliments les plus grossiers.

Ce fut là, sans doute, une triste et dure nécessité pour les anciens colons, moins éclairés que ceux d'aujourd'hui, et qui, par leurs relations avec les musulmans, pendant des siècles, dans la péninsule, étaient habitués à accepter l'esclavage comme une institution légale.

Et cependant, comme les dates le démontrent triomphalement, l'idée de la liberté pour ces malheureux enchaînés par la cupidité d'autrui, entra de bien bonne heure dans l'esprit des législateurs portugais.

Si ce n'étaient quelques trafiquants, intéressés directement dans les bénéfices d'un tel commerce, personne, parmi les gens de bon sens, n'oserait se risquer à défendre une absurdité aussi inique. Il suffit ici d'affirmer que les stations officielles portugaises s'efforcent, depuis des siècles déjà, d'arracher de notre noble pays cette lèpre qui l'humilie.

Ce n'est, pour ainsi dire, que depuis 1834 que l'on a commencé à penser plus systématiquement à nos colonies, et seulement depuis trente ou vingt ans avec plus d'insistance. Parmi les causes physiques qui ont contribué à retarder notre œuvre de civilisation africaine, figure en premier lieu l'insalubrité incontestable du climat dans une zone plus ou moins large du littoral, et de là vient la difficulté d'attirer les capitaux en Afrique.

Les colonies africaines des autres nations sont en prospérité, tels que le Cap de Bonne-Espérance, l'Algérie et même le Natal et les républiques néo-Hollandaises de l'intérieur du continent, et cela à cause des climats tempérés et salubres dont elles jouissent.

Il est possible que dans la zone tropicale de l'Afrique où presque toutes nos colonies sont situées, nous ayons peu fait ; mais ce qui n'est pas moins certain, c'est que aucune autre nation civilisatrice n'y aurait mieux réussi que nous, qui possédons à un haut degré une facilité d'acclimatation reconnue même par beaucoup d'étrangers.

Mais revenons au sujet principal qui nous occupe.

Il y a des causes bien variées de la décadence que l'on remarque effectivement (et qui ne pouvait manquer d'être remarquée) dans la traite des noirs en de certaines régions des possessions portugaises où malheureusement elle subsiste encore.

Examinons-en quelques-unes ;

1° L'augmentation des industries honnêtes le long de la côte, grâce à la multiplicité des moyens de communication maritime.

2° La diminution sensible du commerce et de l'exploitation de l'ivoire, et l'augmentation de la récolte du caoutchouc dans l'intérieur.

3° L'augmentation graduelle et toujours croissante de commerces licites dans l'intérieur.

4° La présence beaucoup plus grande qu'autrefois d'Européens dans des déserts inaccessibles jadis aux communications avec des gens civilisés.

5° L'amélioration rapide dans les moyens de communication et de publicité, soit par les bâtiments à vapeur, soit par les télégraphes.

6° Le grand nombre de points occupés par des factoreries le long des côtes, et la police qui y est mieux exercée.

7° L'influence bienfaisante et civilisatrice des missionnaires dans l'intérieur.

Quant à la province de Mozambique spécialement, il y a encore d'autres motifs, savoir : La diminution dans la recherche de la marchandise depuis le décret du gouvernement hova à l'égard de l'émancipation, le protectorat français sur les îles Comores et la promesse, faite récemment par le sultan de Zanzibar, de libérer bientôt tous les esclaves dans ses Etats.

Nous allons nous étendre davantage à l'égard de cette province qui est l'un des joyaux de la couronne, et examinons l'importance de ses côtes, principalement dans la partie du centre que les négriers préféraient pour leur exploitation indigne, en raison de la proximité de marchés plus avantageux.

Dans une communication du consul anglais Elton qu'il faisait à son gouvernement en 1876, déjà il reconnaît une diminution considérable de cet abominable commerce, dans des endroits où il existait encore l'année précédente, malgré les efforts du gouvernement général et du gouvernement central.

Dans le cours de cette année-là, le commandant Thomas le Hunt Ward de la corvette anglaise la *Thétis* (nous citons avec intention ces dépositions qui ne peuvent être soupçonnées) déclarait à son Gouvernement que, ayant croisé pendant six mois consécutifs sur les côtes de Madagascar, on y avait capturé une seule embarcation d'esclaves pendant ce laps de temps, et que deux seulement avaient réussi à s'échapper ; et il reconnaissait une diminution notable du trafic le long de la côte portugaise de Mozambique.

La vérité est que, depuis ces déclarations, quelques cas (mais rares) sont dénoncés au Gouverneur général de Mozambique et qu'ils étaient pratiqués par des Arabes ; mais cela n'est que la confirmation de la règle générale ; ce sont des exceptions qui servent, pour aussi dire, à maintenir les autorités navales sur le qui-vive.

Ce même Consul Elton, dans un rapport envoyé à son Ministre au mois d'août 1876, déclare, d'après ses observations personnelles, que les visites de canonnières portugaises sur divers points de la côte, et la destruction de quelques embarcations négrières faite par ces canonnières et par les croiseurs anglais, avaient eu le meilleur résultat. L'attitude du Gouverneur

José Guedes qui venait en aide à ces expéditions, fut reconnue par lord Derby, et il en fit l'éloge dans une note du 11 octobre 1876, adressée au Ministre anglais à Lisbonne.

Dans un autre rapport du même Frédéric Elton, Consul anglais à Mozambique, adressé à lord Derby le 3 janvier 1877 à l'égard de la traite des noirs, il est dit que c'est avec plaisir qu'il voit que, pendant son absence de Mozambique, beaucoup d'Arabes et de noirs musulmans mal notés ont disparu de Quivolane et d'Infusse, s'étant vus obligés, à ce qu'il paraissait, d'abandonner le trafic, qui devenait impossible en face des obstacles élevés par la politique portugaise et britannique.

Sir John Kirk, agent politique de l'Angleterre près le Sultan de Zanzibar, dans une dépêche officielle du 7 février 1878, rend compte de la prise d'une embarcation négrière à Myanteraato (Madagascar), embarcation qui paraissait être sortie du fleuve de Moïna ou de ses environs, et il avoue que cette prise est l'unique que l'on ait réalisée depuis bien longtemps dans le canal de Mozambique. Il dit encore qu'il y avait plus de deux ans que la station navale portugaise n'avait jamais manqué de maintenir un ou plusieurs navires dans ces parages. « Il y a donc raison de penser — ajoute sir John — que le trafic y est considérablement diminué ».

Le Consul O'Neill, que nous avons déjà cité, faisait la même déclaration dans une dépêche en date du 21 octobre 1879, adressée au marquis de Salisbury à propos d'une expédition portugaise et anglaise, combinée et projetée à Infusse et à Quivolane ; et, selon lui, cette diminution du trafic est due à l'influence de l'esprit de la loi portugaise qui a supprimé la traite des noirs, et aux secours prêtés par le Gouverneur général de Mozambique.

Le contre-amiral Corbett est encore plus explicite dans ses expressions quand il écrit à l'Amirauté, le 31 août 1879 à bord de sa frégate l'*Euryalus*, mouillée à Aden, et qu'il dit que, d'après ce qu'il a vu, en personne, la traite des noirs était, pour ainsi dire, moribonde dans le canal de Mozambique (*in a moribund condition*), réduite, comme elle l'était, à l'état de contrebande insignifiante (*a peltifogging contraband*).

Le Consul O'Neill reconnaît encore une fois les mêmes résultats avantageux quand, le 13 décembre 1879 et le 2 décembre 1880, il dit au marquis de Salisbury que l'on remarque une diminution notable dans le nombre des esclaves conduits à la côte, diminution qui, cependant, doit être attribuée, si l'on veut être impartial, à la rareté graduelle de l'ivoire, par conséquent, à la diminution des expéditions de caravanes commerciales à la recherche de ce produit.

Ce chapitre pourrait encore s'enrichir de plusieurs témoignages dignes de foi, qui confirmeraient cette vérité irrécusable, savoir : la diminution graduelle et constante du trafic, justement sur le point où on l'exerçait le plus effrontément. Le célèbre sir Bartle Frere, commissionné expressément par son Gouvernement pour aller étudier la question de la traite des noirs à la côte orientale d'Afrique, et convaincre le Sultan de Zanzibar d'y coopérer avec l'Angleterre, évaluait, en 1873, à dix mille esclaves l'exportation qui s'en faisait annuellement rien que de la côte portugaise. Dans le commencement de l'année 1876, le Consul Elton l'évalue à 7 ou 8,000, et ce calcul est appuyé par le commandant Le Hunt, Ward. Le même Elton la réduit à 1,600 en janvier 1877. Néanmoins cette différence sensible était due (nous ne devons pas le cacher), à des causes exceptionnelles, car en juillet de la

même année 1877, ce Consul mentionne une nouvelle augmentation, qui est confirmée par le commandant Selby, du navire la *Vestal*. Et, encore en juillet 1879, un autre officier de la croisière anglaise, le commandant Tracey du navire le *Wild Swan*, avoue qu'il y avait déjà peu de trafic, ou même aucun.

Enfin, l'amiral Jones, écrivant à l'Amirauté anglaise le 24 septembre 1880 à bord de la frégate l'*Euryalus* mouillée à Trincomalee, dans l'île de Ceylan, après avoir été dans la croisière de la côte orientale, s'exprime ainsi :

« La proclamation de l'état de liberté faite par le Portugal, et la déclaration de l'illégalité de la traite des noirs dans ses possessions, ont aidé beaucoup le Gouvernement anglais à en faire la suppression. Aussi voyons-nous que ce commerce se fait en petites parties de l'intérieur pour le littoral, comparativement à ce qui s'en faisait sur une grande échelle, il y a peu d'années. Ce trafic se trouve donc réduit aujourd'hui à environ 3,000 esclaves, de 20,000 qu'il était auparavant ».

Ces assertions authentiques citées ici sont des preuves concluantes de la vérité ; mais il y en a encore d'autres et beaucoup d'autres.

Écoutons la façon énergique et positive avec laquelle des écrivains et de hauts employés anglais répondent en personne et spontanément aux insinuations malveillantes de certain fonctionnaire ou certain voyageur malveillant ou mal informé.

Dans une lettre du Dr Stewart au Consul Elton, datée de Livingstonia (Lac Nyassa) 30 novembre 1876. on repousse quelques-unes des assertions du voyageur Young, et il y est dit :

« Je ne crois pas que 19 milliers d'esclaves, et rien qui en approche, soient transportés annuellement sur le lac ; il n'y a même aucun endroit où l'on puisse rencontrer des milliers de squelettes, ainsi que veut bien le dire M. Young ».

Le Consul anglais à Loanda, Hopkins, qui est à même de parler sur ce sujet en parfaite connaissance, oppose sa logique aux affirmations du voyageur Cameron ; et écrivant au comte Derby, le 6 janvier 1877, entre autres choses en faveur de notre défense, il dit ce qui suit :

« Cameron rapporte aussi que pendant son séjour dans le Bihé, il sut que des vapeurs abordaient à Mossamedes pour la traite des noirs. Quant à moi, j'ai visité Mossamedes et j'ai su qu'on n'y voyait rien de semblable depuis bien des années. Le dernier embarquement eut lieu dans la baie Farta à quelques milles au sud de Benguella en 1863 ou 1864 ; mais l'exportation d'esclaves cessa entièrement d'exister à Benguella par l'activité des croiseurs sur la côte de Cuba, et parce que les autorités espagnoles s'emparaient des esclaves dès le moment où ils débarquaient dans l'île. Il y a à Mossamedes un Gouverneur et un état-major d'officiers, ainsi qu'un détachement de marins et de soldats, de sorte que la traite des noirs y est devenue impossible aujourd'hui ».

Dans une dépêche officielle du 13 février 1877, de M. Morier, Ministre anglais à Lisbonne, adressée à son Ministre des Affaires étrangères le comte Derby, après avoir parlé de l'indignation de la Presse de Lisbonne contre des accusations imméritées faites par le voyageur Cameron à Paris et dans d'autres pays, il dit qu'il comprend bien l'irritation de Cameron, quand il signale des actes scandaleux pratiqués en Afrique par quelques Portugais, et il ajoute impartialement, d'autre part, qu'il est inutile de nier

que la croisade publique levée par Cameron contre la présence des Portugais en Afrique, est calculée dans le but de faire le plus grand tort aux seuls moyens vraiment disponibles et efficaces pour mettre fin aux abus mêmes qu'il dénonçait, et qui consistent dans la coopération active des deux Gouvernements.

Dans une autre dépêche très longue, du même Ministre anglais à Lisbonne, adressée encore au comte Derby, le 27 février 1877, et dans laquelle il est rendu compte de l'impression désagréable causée au Parlement portugais par lesdits voyageurs Cameron et Young, ce diplomate termine en disant :

« Je ne puis manquer de remarquer la situation désagréable où cette légation se trouva par le langage attribué au lieutenant Young. L'expédition dirigée par cet officier a été recommandée avec le plus grand empressement, par mon prédécesseur, aux soins et à la protection du Gouvernement portugais. Toutes les franchises et toutes les exemptions de douane ont été accordées à ladite expédition ; et non-seulement les plus petites plaintes sur le manque d'accomplissement des Conventions n'ont pas été reçues dans cette légation, mais encore les employés du lieutenant Young remercièrent le Gouvernement portugais des facilités procurées à ce Monsieur, et de toutes les politesses dont il a été l'objet toutes les fois qu'il a traversé des territoires portugais. Et maintenant, il se plaint d'avoir rencontré des obstacles à ses relations avec les autorités de Quilimane, et d'avoir eu à payer 26 pour cent sur toutes les marchandises de la mission ».

Enfin M. Stanley, le voyageur si connu, le 11 mai 1878, après sa traversée en Afrique, écrit de Londres au secrétaire de la Société Anti-Esclavagiste américaine, en ces termes :

« Les provinces portugaises sont gouvernées par des hommes que je tiens comme étant animés d'une haine aussi sincère contre la traite des noirs, que l'a montré quelque philanthrope anglais ou américain que ce soit. Ce serait vraiment une entreprise des plus risquées pour un négrier quelconque, que de tenter de faire revivre aujourd'hui le trafic d'esclaves sur le territoire portugais, soit par mer, soit par terre. On ne peut nier qu'il se fasse quelque trafic sur les frontières des colonies de Portugal par des sujets portugais, quand ils parviennent à échapper à la surveillance des autorités ; toutefois, il est indispensable de bien faire la différence qui existe entre les Portugais africains et les Portugais européens ».

Une chose que les étrangers doivent avouer, c'est la douceur de notre régime colonial envers les esclaves que nous possédions. Il y a peu de nations qui puissent se vanter d'avoir accepté, avec une aussi grande cordialité, la libération de tant de milliers de sujets, et d'avoir traité ces malheureux avec plus d'humanité lorsqu'ils étaient soumis par la loi aux caprices de leurs maîtres.

Il y a eu des exceptions, c'est évident ; et les cas de férocité brutale et lâche étaient nombreux ; mais la règle générale était la mansuétude presque paternelle des propriétaires envers les esclaves.

La sollicitude avec laquelle les propriétaires d'Angola préparèrent la transition de l'état de servilité à celui de liberté dès 1874, fut un spectacle consolant, d'après ce que dit M. Carnegie, Consul anglais par intérim à Loanda, homme digne de foi.

Dans sa dépêche officielle du 29 avril 1876, ce fonctionnaire informe son

Gouvernement que les craintes de perturbation de l'ordre, dans l'île de Saint-Thomas, en conséquence de la loi du 3 février, s'étaient évanouies, et que l'attitude des propriétaires était pacifique. Les esclaves devinrent de simples serviteurs comme les autres, quels qu'ils soient.

Pour éviter l'agitation que pouvait amener une transition trop violente, les propriétaires de terrains à Loanda avaient introduit la liberté du travail dans leurs plantations, donnant à chaque petit travailleur un lot de terrain, avec la permission de le cultiver, moyen par lequel (fait observer ledit Consul), ces propriétaires étaient « parvenus à assimiler la position de leurs esclaves à celle des travailleurs libres, au point qu'il n'existait déjà plus « alors de différence entre eux ». Ce fait (qu'on le remarque bien) se passait en avril 1876, et ce n'est qu'au 17 juillet suivant que le décret d'abolition définitive de l'esclavage dans cette province devait être effectif à Loanda.

On voit par là, et d'après le témoignage impartial et digne de foi d'un agent anglais, combien le caractère du peuple portugais est humain et bienveillant, et (à part les exceptions) comme l'abolition de l'infâme trafic fut acceptée de bon gré.

Il est vrai que dans une autre de ses dépêches, le même Consul, qui se trouvait à Loanda le 17 juillet 1876, dit qu'il s'étonnait qu'un acte administratif si important, qui allait accorder la liberté à des milliers et milliers d'individus, ne fût pas solennisé par la plus petite démonstration de fête, ni de la part des autorités, ni de celle des particuliers. Il attribue ce manque d'enthousiasme et cette apathie, qui l'ont tant étonné, à l'incrédulité, chez les esclaves, de voir leur situation individuelle s'améliorer par là.

Cette indifférence, en présence d'un événement si remarquable, aurait peut-être encore une autre explication plus flatteuse pour notre caractère bienveillant et charitable. Et en effet (c'est encore le document d'un étranger que nous allons citer), le Consul anglais à Loanda, Hopkins, eu s'adressant au comte Derby le 31 juillet 1875, accuse réception de la loi portugaise du 29 avril, qui proclame l'abolition de l'esclavage comme devant avoir lieu dans le cours d'un an, loi qui est spécifiée dans le décret du 25 février 1869, et il dit qu'elle a été publiée dans le Bulletin d'Angola, ainsi que la nomination d'une Commission pour proposer la manière dont les maîtres seraient indemnisés.

Il ajoute, comme déjà l'a confirmé son compatriote Carnegie, cité plus haut, que le décret du 29 avril n'a pas causé la moindre sensation à ceux qui y étaient intéressés : il y eut même des noirs qui considéraient la nouvelle loi avec un sentiment de méfiance dans la crainte qu'elle ne vint les priver de la protection de leurs maîtres « auxquels ils sont générale-
« ment très dévoués, et par lesquels ils sont bien traités ».

On conclut de là que les maîtres portugais possesseurs d'esclaves, en règle générale, n'étaient pas des tyrans, et que la liberté s'infiltra graduellement et doucement dans les coutumes de tous, sans choc ni transition violente, et, par conséquent, sans que la réalisation complète en causât le moindre étonnement.

Après l'abolition de l'esclavage, tout se passa sur le même pied, et sans que les serviteurs noirs se plaignissent de leurs patrons. C'est ce que l'on peut remarquer dans toutes nos possessions d'Afrique, et qui confirme le

bon naturel, l'indulgence et la douceur des Portugais dans leurs relations avec les indigènes, qu'ils ont conquis et qu'ils cherchent à civiliser.

Un autre Consul anglais à Loanda, W.-G. Lennon Hunt, écrivait au marquis de Salisbury le 2 septembre 1878, à propos d'une visite qu'il avait faite aux îles de Saint-Thomas et du Prince, où l'on fait le transport de colons travailleurs ruraux venant de la province d'Angola (ce qui a été critiqué si injustement), qu'il croyait être de son devoir de mentionner que les colons sont bien traités et bien nourris à Saint-Thomas. Il détruisait ainsi l'impression qui s'est manifestée dans l'île, et s'est propagée au dehors contre la réputation des cultivateurs, sans que souvent quelqu'un se présentât qui pût le démentir d'une façon autorisée.

Sur le même sujet, M. Morier, se reportant au règlement du 21 novembre pour les contrats de serviteurs et de colons dans les possessions portugaises, dit au marquis de Salisbury, le 24 décembre 1878, que l'acte ci-dessus est inspiré par des sentiments d'humanité envers le nègre, et d'équité envers le patron ; deux conditions qui se combinent difficilement avec un bon résultat.

En réponse à cette communication, le marquis de Salisbury affirme à M. Morier, le 22 février 1879, que le gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît bien volontiers notre coopération au grand but de l'affranchissement des noirs, qui préoccupe constamment les deux gouvernements par les larges mesures libérales qui, jusqu'à cette époque, ont caractérisé la politique coloniale portugaise.

Plus tard, M. A Cohen, consul anglais à Loanda, dans une dépêche officielle du 20 mars 1880, en parlant d'une visite à l'île Saint-Thomas pour voir les travailleurs qu'on y avait importés de la côte, dément aussi l'accusation gratuite qu'on nous a faite que ces travailleurs étaient maltraités par leurs patrons, et il affirme que les autorités locales veillent avec soin à éviter des abus.

Ce consul est encore plus explicite, lorsque, s'adressant au comte Granville, le 16 juillet 1882, il dit qu'à Saint-Thomas, les colons sont bien nourris et bien traités en cas de maladie, et qu'ils ont de bons lits ; que les infirmeries y sont bonnes et bien pourvues de médicaments, et que les médecins qui sont nommés par le gouvernement, et payés par les planteurs, visitent chaque propriété de leur circonscription deux fois par mois, ou plus, si c'est nécessaire. Il affirme le zèle que les autorités mettent dans leurs fonctions, et rend justice au soin avec lequel elles veillent à ce que les travailleurs reçoivent leur salaire chaque mois ; il dit aussi que toute plainte de mauvais traitement faite contre les patrons est vérifiée minutieusement ; et, si par hasard on reconnaît que le noir a raison, le patron est puni, soit par la prohibition d'engager d'autres serviteurs, soit par le changement des plaignants mêmes dans d'autres propriétés.

En cette occasion, le Portugal déclarait son protectorat sur le territoire de Dahomé, et concluait, avec le roi de ce pays, un traité en vertu duquel il lui était permis de racheter un certain nombre de noirs parmi ceux qui étaient condamnés à être immolés dans les fêtes nationales, fêtes sanguiinaires qui se faisaient périodiquement ; ce rachat se faisait moyennant une annuité pécuniaire payée au roi par notre gouvernement. Ce roi de Dahomé s'engageait ainsi à abolir cette coutume ancienne et barbare, et les noirs

que nous sauvions allaient servir, comme travailleurs engagés, dans l'agriculture de l'île Saint-Thomas.

Le marquis de Salisbury engageait à ce sujet le ministre anglais, M. Petre, le 23 novembre 1885, d'exprimer au gouvernement de Portugal, la sympathie avec laquelle le gouvernement de Sa Majesté Britannique appréciait les efforts humains que nous faisons ; ajoutant que si l'exécution d'un semblable traité était accompagnée des précautions nécessaires, comme il est convaincu qu'elle le sera de la part du Portugal, afin d'éviter les abus possibles venant d'employés subalternes, et si l'on protège largement le libre arbitre des noirs sauvés de la mort, on aura obtenu un bienfait signalé pour un peuple exposé traditionnellement à de cruelles souffrances, sous la main d'un potentat despotique, qui ne voyait dans ces hécatombes qu'une des prérogatives indispensables à la conservation de son prestige.

Nous ne résistons pas au désir de citer encore une fois l'opinion autorisée de l'honorable ex-consul anglais à Mozambique M. H. O'Neill, qu'il a manifestée en défense de nos autorités coloniales, qui furent si souvent calomniées.

En avril 1888, le gouvernement anglais eut connaissance que l'émigration inaugurée récemment à Inhambane pour l'île de la Réunion avait toutes les apparences de l'odieuse traite des noirs qui avait déjà cessé. Notre gouvernement fut aussitôt interpellé à Lisbonne à cet égard par le ministre d'Angleterre ; le gouverneur général le fut à son tour par le gouvernement, et le consul O'Neill qui, en cette occasion avait fait un voyage de Mozambique à Inhambane et à Lourenço Marques, et de qui l'on pouvait présumer que la nouvelle fût partie pour l'Angleterre, fut interpellé par le gouverneur général. Dans la réponse écrite qu'il donna au gouverneur, il affirme cependant que, d'après ce qu'il a entendu et vu à Inhambane, lorsqu'il allait à Lourenço Marques et qu'il en revenait, il est suffisamment prouvé que les autorités locales faisaient tous les efforts possibles pour qu'on exécutât exactement les règlements en vigueur pour l'émigration et pour le transport des colons, et que le gouverneur spécialement se montrait empressé à assurer un bon traitement et de bons logements aux émigrants pendant le voyage.

Il est certain, et nous ne pouvons pas le nier, qu'il existe encore quelques vestiges de trafic clandestin dans certains points moins surveillés que les autres, sur la côte de Mozambique ; et il n'est pas moins certain que ce sont les chasses faites par les négriers très avant dans l'intérieur de l'Afrique, qui alimentent ce commerce par des envois qu'ils en font au littoral. Une partie de ces levées d'esclaves est absorbée par le service rural dans les plantations de certains indigènes, hors de la vue des autorités portugaises, et l'autre partie est exportée. Il est juste, que pour ne pas alarmer les philanthropes, et en faveur de la vérité, on constate, que la condition des esclaves qui restent ainsi sur la côte, est loin d'être ordinairement dure et cruelle, car les noirs se plient facilement à de nouvelles habitudes ; ils se créent une nouvelle famille, et vivent satisfaits. Dans un rapport sur ce sujet que le consul O'Neill a adressé au comte Granville le 3 novembre 1880, il parle de l'existence de ce petit esclavage rural dans les nombreuses et florissantes *machambas* de sésames, surtout entre le Lurio et Ibo ; mais il ajoute que les esclaves y sont généralement bien traités par leurs maîtres, qui sont des noirs comme eux ; que lui-même, le

consul, a offert à un grand nombre d'entre eux de les emmener affranchis à Ibo, où ils resteraient absolument libres, et que toujours ils ont refusé cette offre sans hésitation ni contrainte, disant que dans Ibo ils devraient travailler pour obtenir un maigre salaire, avec lequel ils se nourriraient difficilement, tandis que là ils vivaient heureux avec leurs femmes et leurs enfants, et ne travaillaient pas plus que leurs forces ne le leur permettaient, en ayant leur subsistance toujours garantie.

Il ne faut pas penser que nous prétendions ici faire l'apologie de l'esclavage ; ce que nous voulons seulement, c'est effacer ou atténuer, autant que possible, un ancien affront qu'on nous a fait, et aussi l'infamie (exagérée avec une intention marquée) d'un mal social que le Portugal a été le premier à combattre avec sincérité, énergie, bon vouloir, et efficacité reconnue.

Les sujets que nous venons d'esquisser dans ce travail pourraient bien être encore développés sous plusieurs rapports. Cependant, pour ne pas étendre outre mesure un ouvrage comme celui-ci, qui tend à peine à remettre en lumière quelques notions historiques par trop oubliées, avouons-le, nous nous bornerons à ce qui vient d'être dit.

Nous avons commencé par montrer que l'esclavage en Afrique n'est rien moins qu'une institution portugaise.

Nous avons reconnu l'influence des coutumes traditionnelles des peuples de l'ancien monde sur la manière d'être des Sociétés de la Péninsule.

Nous avons prouvé que les navigateurs portugais du xv^e et du xvi^e siècle n'ont fait qu'accepter, en quelque sorte, les usages qui leur étaient imposés, et par l'interprétation encore confuse du droit des gens, et par les conventions de l'affermissement de leurs conquêtes, aussi bien que par les avantages du développement de la domination spirituelle du régime chrétien.

Nous avons démontré, ce nous semble, qu'à l'ombre de la Croix, que nos navigateurs et nos conquérants plantaient sur des plages inconnues, aux dépens de toute sorte de sacrifices héroïques, l'esclavage, si rude ailleurs, a pris chez nous une manière d'être, qui en adoucissait la cruauté, et qui, pour ainsi dire, en émoussait le tranchant, en le tournant graduellement au bénéfice des esclaves.

L'esclave, sous l'influence bienfaisante de la famille portugaise, se convertissait bien vite en un serviteur très souvent dévoué, et se voyait admis, à son insu, ou malgré lui, au banquet de la civilisation européenne.

Nous avons tâché de prouver toutes ces assertions par des faits historiques irrécusables ; et nous avons enfin, par la bouche des étrangers eux-mêmes, produit la démonstration officielle des efforts que le gouvernement portugais, dans l'étroite mesure de ses moyens, a mis en œuvre pour en finir, une fois pour toutes, avec l'institution anti-chrétienne de l'esclavage en Afrique et en Asie.

Nous avons parlé franchement et loyalement.

Il ne nous reste qu'à en appeler au témoignage des Nations les plus éclairées de l'Europe contemporaine. Il ne nous reste plus qu'à réclamer pour notre pays, qui a pris dès longtemps une initiative dévouée dans la voie des découvertes géographiques, la place marquante qui lui appartient

de droit dans ce chapitre glorieux et touchant de la civilisation du monde : *l'abolition de la traite*.

Lisbonne, novembre 1889.

Relation incomplète des embarcations employées à la traite des noirs et qui furent capturées dans les 50 dernières années par les croiseurs et les autorités coloniales portugaises.

Prises faites dans l'archipel du Cap-Vert et dans la Guinée.

* La goëlette espagnole *Esther* ou *D. Maria II*, prise à Bissao par le Gouverneur général du Cap-Vert, Joaquim Pereira Mariubo, pour l'avoir trouvée sans ses papiers légaux et naviguant sous pavillon portugais — fut jugée de bonne prise. (Dépêche n° 32, dudit Gouverneur, du 5 avril 1837.)

La goëlette américaine *Fang Buttler*.

La goëlette portugaise *Roberta*.

La goëlette portugaise *Constituição*.

Ces trois goëlettes, qui furent jugées comme de bonnes prises, furent capturées comme naviguant avec des papiers illégaux. (Dépêche du Gouverneur général respectif, du 16 septembre 1837.)

La goëlette portugaise *Nova Constituição*, capturée le 6 septembre 1840, par l'élève de marine de la goëlette de guerre *Boa Vista*, Domingos Hilario da Fonseca Ferreira, pour avoir été rencontrée ayant un équipage espagnol et un capitaine portugais avec de faux papiers écrits en espagnol et en italien. — Elle fut jugée une bonne prise. (Dépêche du Gouverneur, du 22 septembre 1840.)

Prises faites aux îles Saint-Thomas et du Prince.

La goëlette brésilienne *D. Clara*, prise par le commandant du brick *Tejo*. Francisco A. Gonçalves Cardoso ; ce bâtiment était abandonné par le capitaine et l'équipage. (Dépêche du susdit officier, du 18 décembre 1839.)

La goëlette portugaise *Aguia*.

La goëlette portugaise *Nova Magdalena*.

Capturées par le commandant du brick *Tejo*, F.-A. Gonçalves Cardoso. (Dépêche dudit officier, du 13 mars 1840.)

La chaloupe anglaise *Red Rover*, prise par les autorités de la province. Fut jugée une bonne prise, le 18 avril 1844.

La goëlette *Nympha Catalina*, prise par les autorités de la province. (Dépêche du Gouverneur respectif, du 1^{er} et 3 juin 1844.)

Prises faites à Angola.

17 mars 1839. — Le brick portugais *Maria Virginia*, pris par le commandant du brick de guerre *Fayal*, Francisco d'Assis e Silva. L'équipage qui voulut se soulever après la prise, fut absous, mais le navire fut jugé de bonne prise.

29 mai 1839. — La goëlette portugaise *Paquete Portuguez* (antérieurement *Maria Francisca*), prise à Ambriz par le commandant de la corvette *Urania*.

6 février 1840. — Le brick portugais *Caçador*, arrêté par le commandant de la corvette *8 de Julho*, en conséquence d'un coup de canon tiré du navire sur le canot conduisant un officier anglais qui allait l'enregistrer. Le capitaine fut emmené prisonnier à Lisbonne.

30 juillet 1840. — La patache portugaise *Nereida*, prise par le commandant du brick *Tejo*, Francisco A. Gonçalves Cardoso, et jugée de bonne prise.

3 janvier 1842. — La goëlette brésilienne *Virtuosa Maria Aldina*, prise à Benguella, par le commandant de la corvette *8 de Julho*.

27 avril 1842. — Le brick brésilien *Rosa*, pris au mouillage de Loanda, avec une chaloupe contenant 68 esclaves.

... Sumaca brésilienne *Amizade*, prise à Benguella par le commandant de la corvette 8 de *Julho*.

... La goëlette portugaise *Nympha*, prise près de Chyola, par le commandant de la corvette *Urania*, au moment où elle recevait 292 esclaves. Elle fut jugée de bonne prise.

... Sumaca brésilienne *Maria Rosa*, prise par le commandant Mendes, de la goëlette *Conselho*.

... Sumaca portugaise *Rio Temega*, fut prise, mais absoute.

... Brick portugais *S. Manoel Augusto*. — Six chaloupes contenant des esclaves furent prises par le commandant en second de la corvette 8 de *Julho*, au moment où le brick sortait du port de Benguella.

18 mai 1844. — Une chaloupe du pays, prise à l'endroit dit Buraco.

27 mai 1844. — Le brick brésilien *Caçador*, pris avec un grand nombre d'esclaves, à l'embouchure du fleuve Dande, par l'élève de marine Luiz Domingos, commandant la chaloupe n° 47.

24 juin 1844. — Un brick-goëlette, sans nom, pris par le caporal Joao Pedro de Freitas, commandant la chaloupe 24, à l'embouchure du Dande.

11 septembre 1844. — Le brick brésilien *Jupiter*, incendié au lieu dit Buraco, lorsqu'il était poursuivi par une chaloupe de la station navale. — Neuf chaloupes, une embarcation du pays, un canot et 95 esclaves furent pris en cette occasion.

25 décembre 1844. — Le brick brésilien *Bom Sucesso*, pris par une chaloupe de la station navale, à un endroit d'avitaillement de noirs qu'on avait établi près du cap Ledo (côte de Guissama).

2 janvier 1845. — Le brick-goëlette brésilien *Despique da Inveja*, pris par la goëlette *Nimpha*, à l'embouchure du Coanza.

21 janvier 1845. — Une petite chaloupe, appartenant à un trafiquant négrier de Benguella, nommé Jacomo Filipe Torres, qui était destinée à porter des lettres d'ordres de ce négrier à des avitaillements de noirs qu'il avait à Quicombo et à Rio Tapado ; cette chaloupe fut prise par la corvette *Relampago* et fut condamnée par la Commission mixte, le 12 mars.

31 janvier 1845. — La patache brésilienne, *Canario*, prise par une chaloupe de la corvette *Relampago*, à Quicombo ; elle fut jugée de bonne prise, le 12 mars.

4 mai 1845. — Une chaloupe non pontée, grée en goëlette (sans nom ni pavillon), prise entre les endroits de *Sombreiro* et Benguella Velha, avec 92 esclaves à son bord, par la goëlette *Nympha*, commandant l'enseigne de vaisseau Joao Baptista Garçao ; elle fut jugée de bonne prise.

15 mai 1845. — Deux navires négriers, les bricks brésiliens *Constante Amizade* et *Lealdade* furent pris par la corvette *Relampago*, sous le commandement du capitaine de corvette Rodovalho, à l'embouchure du fleuve Quanza, et furent jugés de bonnes prises.

22 mai 1845. — Le brick-goëlette brésilien *Cacique*, pris par la corvette *Relampago*, dans la petite baie au nord du cap Ledo et qui fut jugé de bonne prise.

6 juin 1845. — La goëlette *Gago*, prise sur le fleuve Quanza, par une chaloupe de la station navale.

8 juin 1845. — La *Primavera*, grand et remarquable trois-mâts, barque brésilienne, pris par la corvette *Relampago* ; la barque fut incendiée par les négriers, le lendemain matin, après être parvenus à débarquer les esclaves.

4 août 1845. — La patache brésilienne, *Favorita*, qui était mouillée dans un endroit caché, appelé Laacho ; elle fut incendiée par les négriers, pour ne pas se rendre à la corvette *Relampago*.

27 octobre 1845. — Le brick-marchand anglais, *Lady Sale* ; il fut pris par la goëlette de guerre *Constituição*, dans la rade d'Anhriz et fut condamné par la Commission mixte, le 26 novembre de la même année.

... 1845. — Un brick brésilien (sans nom), pris par le trois-mâts barque, *Real Principe D. Pedro*, près de l'embouchure du Quanza.

... 1845. — Une chaloupe, équipée en goëlette (sans nom ni nationalité), prise par le trois-mâts barque, *Real Principe D. Pedro*.

17 février 1846. — Sumaca brésilienne, *Boa Uniao*, prise près d'Ambriz, par la corvette *Urania*, et jugée de bonne prise.

10 avril 1846. — Sumaca brésilienne, *Lealdade*, prise par la corvette *Relampago*, en face d'Ambrizette.

11 avril 1846. — La patache brésilienne, *Espirito Santo*, prise par la corvette *Relampago*, en face d'Ambrizette.

23 mai 1846. — La patache brésilienne, *Felicidade*, prise par la corvette *Relampago*, près d'Ambriz.

19 août et 19 septembre 1846. — La goëlette *Nympha*, sous le commandement du lieutenant Roberto Theodorico da Costa e Silva, étant en service de croisière, dans la section de la côte comprise entre Ambriz et Mafuca, détruisit totalement un magnifique brick et un navire à deux mâts, qui, tous les deux, faisaient la contrebande d'esclaves.

30 octobre 1846. — Sumaca brésilienne, *Flor de Campos*, prise par le brick-goëlette, *Tamega*, à la sortie de Benguella, ayant à bord 195 esclaves.

8 juillet 1847. — Une chaloupe portugaise (sans nom), prise près du Mossulo, par la chaloupe n° 5 de la station navale.

27 juillet 1847. — Sumaca brésilienne, *Bom fim*, prise près de Benguella Velha, par la goëlette *Nympha*.

8 août 1847. — Sumaca brésilienne paquebot, *Itagoahy*, prise par le lieutenant de vaisseau Filippa Augusto Escrivanis, commandant la corvette *Relampago*, très près d'Ambriz.

1^{er} septembre 1847. — Un brick, de construction portugaise, nommé *Portuense*, avant d'être nationalisé brésilien, et qui prit ensuite le nom de *Carvalho*, pris par l'élève de marine, Francisco Teixeira da Silva, commandant de la chaloupe *Principe Real*, entre l'embouchure du Dande et Mossulo.

17 septembre 1847. — Sumaca brésilienne, *Nova Trindade*, prise par la chaloupe *Principe Real*, avec la chaloupe 13, entre le Dande et Mossulo, au moment où ladite Sumaca faisait la chasse à la goëlette *Constituição*.

20 décembre 1847. — La patache *Amor da Patria*, poursuivie par la corvette *Relampago*, à Ameriz, et qui fut brûlée parce que la corvette ne pouvait l'accompagner.

24 janvier 1848. — Une goëlette, de construction américaine, qui disait se nommer *Emília* : elle fut poursuivie par le brick de guerre, *Mondego*, lorsqu'elle demandait la baie de Loacho, et le commandant du brick la fit ensuite brûler, son équipage s'étant enfui et la goëlette s'étant échouée.

20 février 1848. — Une chaloupe avec vingt esclaves, capturée par la goëlette *Nympha*, au sud de Loanda.

24 février 1848. — La chaloupe portugaise, *Fortuna*, prise à Benguella Velha, par la goëlette *Nympha*.

27 février 1848. — La patache brésilienne, *Aurora*, prise à Benguella Velha, par la goëlette *Nympha*.

6 avril 1848. — Le brick abandonné, *Dois Amigos* (sans pavillon), pris à l'embouchure du Corimba, par la corvette *Relampago*.

16 mai 1848. — Un brick-goëlette brésilien, *Voador*, pris près de Novo Redondo, par le yacht de guerre *Quinze de Agosto*.

21 mai 1849. — Une galère (dont on ne put obtenir ni le nom ni la nationalité), prise par deux chaloupes de la goëlette *Nympha*, cette goëlette se trouvant dans l'impossibilité d'aborder Benguella.

17 juin 1850. — Goëlette en construction dans le Dande, nommée *Rival* ; elle fut prise et amenée à Loanda et escortée par le yacht *Quinze de Agosto*.

... Octobre 1850. — Destruction de sept barques destinées au trafic, près de Benguella. (Dépêche n° 26, du commandant de la corvette *Oito de Julho*, Manoel T. da Silva Cordeiro.)

13 mars 1853. — Une baraque, servant à la traite des noirs, à la pointe de

Landana, au nord de Cabinda, brûlée par les officiers du brick *Serra do Pilar*. (Dépêche n° 42, du 19 avril.)

20 novembre 1854. — Un négrier, pris à Equimina, et 194 esclaves libérés. (Dépêche n° 82, du commandant Joao M. da Silva Rodovalho.)

... Février 1856. — Une chaloupe, nommée *Rival*, prise dans la baie Farta ; on a su qu'elle transportait des esclaves pour un point de la côte où ils embarquaient. (Dépêche n° 147, du 15 février.)

18 février 1856. — Un brick, sans ses papiers, sous pavillon américain, pris à Benguella Velha, par le brick *Serra do Pilar*, sous le commandement de J. M. da Silva Rodovalho. (Dépêche n° 148.)

20 octobre 1856. — Une grande chaloupe, chargée de vivres, que l'on soupçonnait être pour quelque navire négrier, fut prise sur le fleuve Loge, par le commandant de la goëlette *Conde do Tojal*. (Dépêche n° 196, du 5 novembre.)

18 juillet 1857. — Le trois-mâts barque, *Velha Annita*, sous pavillon espagnol, mais sans ses papiers, et présentant tous les agencements nécessaires pour être employée à la traite des noirs. Prise près de Benguella Velha, par la goëlette *Cabo Verde*, commandant Alvaro J. de Sousa S. de Andrea. — Le négrier José Pedro da Cunha, qui s'occupait du chargement de ladite barque, fut pris aussi. (Dépêche du commandant de la corvette *Goa*, V. V. da Costa L. Pinho, n° 23, du 22 juillet.)

Prises faites à Mozambique

13 juillet 1840. — Le brick portugais, *Importador*, pris par la Direction de la douane de Mozambique ; fut jugé de bonne prise.

27 juillet 1840. — Une galère, sous pavillon portugais, *D. Maria II*, prise par la Direction de la douane de Mozambique et jugée de bonne prise (ce navire fut nommé, plus tard, *Relampago*, et, ensuite, *Real Principe D. Pedro*).

31 juillet 1840. — Une galère, sous pavillon portugais, *D. Maria da Gloria*, prise par la Direction de la douane et jugée de bonne prise ; elle fut remise au Gouvernement espagnol après qu'il eut déposé la moitié de la valeur du navire.

14 novembre 1840. — Le brick portugais, *Fortuna de Africa*, pris par Thomaz José Neves, Gouverneur de Quilimane ; le brick fut condamné et vendu à Mozambique.

25 mars 1841. — Le brick, *D. Manuel de Portugal*, pris à Lourenço Marques, par Frederico Bonifay, commandant du trois-mâts barque, *Real Principe D. Pedro*.

23 juin 1841. — La patache portugaise *Paquete da Madeira*, prise à Lourenço Marques, par Frederico Bonifay, commandant du trois-mâts barque *Real Principe D. Pedro*.

28 mai 1842. — Boute portugais, *Mossumgario*, pris par la Douane de Mozambique.

17 juin 1842. — Polaque brésilienne, *Ignez*, prise à Quilimane, par le brick de guerre *Gentil Libertador*.

14 novembre 1842. — Boute portugais, *Nagar*, pris par la Douane de Mozambique.

... août 1843. — Le brick, *Monte-Videu*, sans pavillon, mais que l'on croit être brésilien, pris par le brick *D. Joao de Castro*, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau Joao Francisco Regio de Lima ; il fut pris dans des brisants qui défendent l'entrée de l'île Macaloé.

7 septembre 1843. — Quatre boutres, pris par deux embarcations du brick, *Villa Flor*, dans la baie de Pemba.

... 1843. — Une galiote hollandaise (sans nom), prise par l'enseigne de vaisseau, Caetano Roberto da Silva, commandant le trois-mâts barque, *Andorinha*, dans la baie de Ferna Vellozo.

23 novembre 1845. — Les équipages, d'une embarcation et d'une chaloupe appartenant au brick *Villa Flor*, brûlèrent un boutre dans la baie de Pemba.

28 février 1846. — Un brick, sans nom et sans pavillon, pris dans le port de Lourenço Marques, par le Gouverneur.

3 mars 1847. — Le brick américain, *Commerce of Providence*, pris par le brick *D. Joao de Castro*, en venant de Quilimane à Mozambique.

24 mars 1847. — La polaque sarde, *S. Francisco II*, arrêtée et visitée comme suspecte, par la goëlette *Infante D. Henrique*, à l'embouchure du fleuve d'Angoche.

8 mai 1848. — Le boutre arabe, *Rlexar*, pris par le yacht *Mador*, entre Mozambique et le cap Delgado (baie de Tugue).

7 juillet 1857. — Un boutre arabe, ayant 20 esclaves à bord, pris dans le port de Chicoma, par le yacht *19 de maio*. (Bulletin de Mozambique, n° 29, de 1857.)

31 décembre 1859. — Un boutre arabe, *Fatal Ker*, capitaine Abdala Munid, pris par l'élève de marine Sebastiao José Gonçalves; un autre boutre, auquel on faisait la chasse, est parvenu à s'évader. (Dépêche du commandant de la station n° 10.)

25 février 1860. — Le boutre *Ganima*, pris à Chicoma, par l'élève de marine Sebastiao José Gonçalves. (Idem, n° 23.)

14 août 1860. — Le boutre arabe, *Zagalle*, pris dans la baie de Pemba; pour la prise de ce boutre et de deux autres qui purent s'échapper, les équipages des navires de guerre eurent à soutenir une lutte terrible avec le Sultan d'Angoche. (Idem, nos 71 et 72.)

... Janvier 1862. — Le boutre arabe, *Sabala*, pris par le Gouverneur de Ibo, ayant à bord neuf esclaves. Il a été condamné. (Dépêche du Gouverneur général, n° 29.)

... Janvier 1865. — Deux boutres brûlés dans la baie de Conducia, par le commandant de la goëlette *Barao de Lazarim*, Antonio Duarte Pedroso. (Dépêche n° 13.)

... Janvier 1865. — Le boutre arabe, *Toba*, pris avec 160 esclaves à bord, par la chaloupe *Andorinha*. Jugé de bonne prise. (Dépêches du Gouverneur général, nos 33, 40 et 149.)

17 janvier 1865. — Un boutre, ayant à bord 61 esclaves dont 7 étaient morts de soif, pris par le vapeur *Maria Anna*, faisant route de la baie Simao au Cap de Bonne-Espérance pour Mozambique. (Dépêches du commandant de la station navale, n° 19 et du Gouverneur général, n° 43.)

... Mars 1866. — Le commandant du vapeur *Barao de Lazarim*, soutenant le feu avec des trafiquants, brûle deux boutres sur le fleuve de Santo Antonio. (Dépêches de la station navale, n° 16, et du Gouverneur général, n° 43.)

17 mars 1867. — Le commandant de la goëlette *Barao de Lazarim*, Antonio Duarte Pedroso, brûle trois boutres dans la baie de Mocambo. (Dépêche de la station navale, n° 49.)

... décembre 1867. — Une chaloupe de la corvette *Infante D. Joao*, commandant Joao E. de Oliveira, prend, sur la côte, deux boutres n'ayant pas leurs papiers légaux et avec des marchandises en plus de ce qui était porté sur le manifeste. (Idem, n° 122.)

18 mars 1872. — Un boutre brûlé à Mocambo, par le commandant du vapeur *Maria Anna*, Joao Theodoro de Oliveira. (Idem, n° 39.)

17 juillet 1872. — Un boutre brûlé sur le fleuve Monape, par le commandant du vapeur *Maria Anna*. (Idem, n° 77.)

... Janvier 1875. — Le vapeur *Tele* ayant été à Quivolane pour y vérifier une dénonciation faite à l'égard d'un embarquement d'esclaves, souffrit des pertes de vies et de matériel qui l'obligèrent à retourner à Mozambique. Etant sorti de nouveau pour aller au même point, ce vapeur, accompagné par le *Sena* et par le yacht *Inhamissengo*, dont les équipages étaient renforcés de 80 hommes d'un régiment de chasseurs, huit grands boutres et deux chaloupes furent brûlés, et le village négrier détruit. L'enseigne de vaisseau, Joao Maria da Costa, commandait en chef. (Dépêche du commandant du vapeur *Quilimane*, Joao C. Adriano, n° 60, et du Gouverneur général, nos 11 et 35.)

... mars 1875. — Deux boutres pris. (Dépêche du Gouverneur général n° 66.)

... avril 1875. — Le boutre français, *Sulamoty*, pris par le vapeur *Sena*, dans la baie de Mocambo, et jugé de bonne prise. (Dépêche du Gouverneur général, nos 116 et 160.)

... juin 1875. — Le boutre français, *Rosalie*, pris près de l'île de Goa. (Dépêches du Gouverneur général, n° 156, et de la station navale, n° 98.)

... juillet 1875. — Le bateau *Dois Irmaos*, pris par le vapeur *Tete*. (Dépêche de la station navale, n° 11.)

... septembre 1875. — Opérations combinées de la corvette anglaise la *Thetis* et du vapeur portugais *Sena*. La *Thetis* prend un boutre et un grand nombre d'esclaves, et le *Sena* emmène, de Quissimajulo à Mozambique, une embarcation que les Arabes avaient prise à un négrier et qu'ils destinaient à un chargement d'esclaves. (Dépêches du Gouverneur général, n° 250, et de la station navale, n° 41.)

16 juin 1876. — Un boutre, pris à Kissira Hondo, par le vapeur *Sena*, jugé de bonne prise. (Dépêches du Gouverneur général, n° 162, et de la station navale, nos 21 et 24.)

... août 1876. — Pris, à Mozambique, divers hommes d'équipage d'un boutre, dans lequel le français Lablan, planteur à Nossi-bé, embarquait des esclaves. (Dépêche du Gouverneur général, n° 208.)

... juin 1877. — Un boutre et une chaloupe, pris sur le fleuve Quissimajulo, par le commandant du vapeur *Tete*, Carlos A. de Magalhaes e Silva. (Dépêche de la station navale, n° 41.)

... décembre 1877. — Un boutre, sans équipage, mais disposé pour embarquement d'esclaves, pris sur le fleuve Bruji, par le commandant du vapeur *Sena*. (Idem, n° 97.)

... avril 1878. — Une maison en paille fut brûlée sur les rives du Calajulo, et une chaloupe fut prise pour vérifier si la matricule n'en était pas viciée; cette expédition fut faite par la station navale avec le concours de la corvette anglaise *Vestal*, dont le commandant avait donné avis d'avoir reconnu que l'on préparait l'embarquement de 200 esclaves sur ce point. individus qui ne pouvaient tenir dans la barque incendiée. (Dépêche de la station navale, n° 34.)

13 mai 1878. — Une femme noire et deux enfants sont remis à l'autorité; cette femme disait qu'ils avaient été vendus pour être exportés à Mozambique. (Dépêche, idem, n° 42.)

... décembre 1878. — Pris un boutre, dans le Mojinquale, et un maure qui faisait l'engagement d'esclaves et qui avait en son pouvoir deux enfants qu'il destinait, avec d'autres, au chargement de deux boutres. (Dépêches du Gouverneur général, nos 298 et 308.)

... décembre 1878. — Le boutre *Salama*, pris à Angoche. (Idem, n° 300.)

... septembre 1879. — Un boutre, sans les papiers ni pavillon, pris dans le port de Mozambique, par les autorités, et que l'équipage avait abandonné. (Dépêche du consul anglais, à Mozambique, à son Gouvernement, du 12 septembre 1879.)

... mai 1880. — Un boutre et 21 Arabes, pris au cap Delgado. (Dépêche n° 106, et télégramme du 13 mai, du Gouverneur général.)

... mai 1880. — Un négrier, capturé à Chicoma, et dans la maison duquel on trouva six noirs ayant les pieds dans des ceps; près de cette maison, il y avait un dépôt de 100 esclaves que les gardes avaient abandonnés. — Quelques négriers, qui conduisaient, à Infusse, neuf noirs ayant la chaîne au cou, furent pris. — Pris aussi un autre négrier, ayant en son pouvoir trois ou quatre esclaves. (Dépêche n° 115, et télégramme du Gouverneur général, du 13 et 18 mai.)

... mai 1880. — Mucusse Omar, trafiquant d'esclaves, fut pris, et aussi trois boutres avec 200 esclaves. (Télégramme du Gouverneur général, du 3 mai, et dépêche n° 144.)

12 février 1882. — Un boutre qui, soupçonné de faire la traite des noirs, avait été pris par la chaloupe *Afonso Henriques*, dans les environs de la pointe

Bajona, et n'ayant ni pavillon ni papiers, fut condamné. (Dépêche du consul anglais, à son Gouvernement, du 12 février 1882.)

... août 1882. — Les efforts employés pour capturer une barque de négrier, qui était mouillée à Infusse, échouèrent ; la baleinière de la canonnière *Mandovi*, ayant chaviré, deux élèves de marine et cinq matelots furent victimes de cet événement. (Dépêche de la station navale, n° 74.)

... janvier 1885. — Un boutre, qui était tout équipé pour la traite des noirs, dans l'estuaire du fleuve Moginquale, fut pris par l'enseigne de vaisseau Emygdio A. Caceres Fronteira, de l'équipage de la canonnière *Quanza*. (Idem, n° 13.)

31 janvier 1885. — Quelques paillotes du village de Fucó, sur le bord du fleuve Macupe, où se trouvaient un grand nombre d'instruments destinés à la traite des noirs, furent brûlés par ordre de l'enseigne de vaisseau Fronteira. (Idem, n° 22.)

... octobre 1886. — Une expédition fut organisée pour aller explorer le fleuve Tejungo où l'on assurait que, outre la contrebande de marchandises, on faisait la traite des noirs ; non-seulement le commandant de l'expédition, A. Simeao de Oliveira disparut, ainsi que les hommes qui l'accompagnaient, mais aussi le boutre portugais qui le transportait. (Dépêches du Gouverneur général, n° 273, de 1886, et 2, de 1887.)

... août 1888. — Une expédition fut organisée, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau, Filipe Nunes, pour aller à Kinga et à Sangage, où l'on disait y avoir un boutre faisant la traite des noirs. Il fut en effet trouvé, mais déjà brûlé, et l'on sut, depuis, que les Arabes y avaient mis le feu aussitôt qu'ils avaient soupçonné le débarquement. (Dépêche de la Division navale, n° 252.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ETATS-UNIS

Message du Président Harrison au Congrès.

Washington, 3 décembre 1889.

Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

Il y a, dans l'administration du gouvernement, peu d'actes sur lesquels, même temporairement, le secret soit gardé par ceux qui sont chargés de la conduite des affaires publiques. Toutes les mesures prises sont suivies par un peuple intelligent et vigilant. La situation de l'Union est connue jour par jour, et les opinions relatives à la législation nécessaire trouvent, pour s'exprimer, une voix moins en retard que celle qui parle dans ces communications annuelles du président au Congrès.

La bonne volonté et la cordialité ont caractérisé nos relations et notre correspondance avec les autres gouvernements, et l'année qui finit laisse sans solution peu de questions internationales importantes. Il ne semble pas exister d'obstacle qui puisse retarder longtemps l'étude des questions encore pendantes et leur règlement sur une base satisfaisante et honorable. Les rapports de notre gouvernement avec les autres Etats ont été et doivent toujours être empreints de franchise et de sincérité, nos desseins avoués et nos moyens dépourvus d'intrigues. Cette façon de faire a, dans le passé, produit une riche moisson, et c'est notre devoir, en tant que nation, de maintenir l'héritage de bonne réputation que nous a garanti un siècle de droiture vis-à-vis des gouvernements étrangers.

Il y a une haute signification et un sujet de nous féliciter grandement, dans le fait que la première année du second siècle de notre existence constitutionnelle trouve, comme hôtes honorés, à l'intérieur de nos frontières, les représentants de tous les Etats indépendants de l'Amérique du Nord et du Sud, réunis dans une conférence amicale relative aux meilleurs moyens de perpétuer et d'étendre les relations d'intérêts et d'amitié réciproques qui existent entre eux. L'occasion ainsi offerte de développer les relations internationales et la prospérité croissante des Etats représentés, tournera au bien réciproque de tous, je ne puis me permettre d'en douter. Notre peuple attendra avec intérêt et confiance les résultats qui naîtront de la réunion si heureuse d'intérêts alliés et, en grande partie, identiques.

Une autre conférence internationale, qui a de grandes chances de succès, s'est réunie récemment et tient actuellement ses sessions dans cette capitale. L'invitation fut adressée par le gouvernement, d'après l'acte du Congrès du 9 juillet 1888, à toutes les nations maritimes, d'envoyer des délégués pour étudier la révision des règles et des règlements applicables à la navigation et pour adopter un système uniforme de signaux maritimes. La réponse à cette invitation a été très chaude et très cordiale. Des délégués de vingt-six nations sont présents à la Conférence, et ils ont abordé leurs utiles travaux avec un grand zèle et une appréciation évidente de leur importance.

Dans cet ordre d'idées, on peut remarquer que toutes les nations de l'hémisphère oriental, à une seule exception, ont député à Washington des envoyés extraordinaires et des ministres plénipotentiaires, c'est-à-dire des représentants du rang le plus élevé, d'après la hiérarchie de notre gouvernement. Les Etats-Unis, au contraire, envoient des représentants de rang inférieur à quelques-unes des Républiques nos sœurs. Notre représentant dans le Paraguay et dans l'Uruguay est un ministre-résident, tandis qu'en Bolivie nous envoyons un Ministre Résident et Consul général. En raison de l'importance de nos relations avec les Etats du système américain, nos agents diplomatiques dans ces pays devraient être du rang uniforme d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Certaines missions furent ainsi élevées par le dernier Congrès avec succès, et je conseille l'achèvement de la réforme ainsi commencée, en y comprenant aussi Hawaï et Haïti, en raison de leurs rapports avec le système politique américain.

Je conseille aussi que des dispositions soient prises en temps opportun pour étendre aux îles Hawaï l'invitation d'être représentées à la conférence internationale qui siège actuellement dans cette capitale.

Nos relations avec la Chine reçoivent l'attention que méritent leur importance et l'intérêt qui s'y attache. Un traité avait été négocié par mon prédécesseur pour la restriction ultérieure et plus complète encore de l'immigration des travailleurs chinois; ce traité a échoué. En outre, la législation, relative aux questions chinoises, de la dernière session du Congrès a laissé pendantes diverses affaires que le Congrès aura à considérer dans l'esprit de sagesse et de justice qui doit caractériser les relations de deux grandes puissances amies. Nos intérêts compromis exigent l'exclusion d'une classe de travailleurs que l'expérience a démontré être incompatibles avec notre société. Mais, tout en prenant les mesures qui auront pour but de donner satisfaction à cette nécessité, nous devons reconnaître aux ressortissants de cette nation qui résident légalement dans notre pays, tous les droits à un traitement juste et humain.

La mise en vigueur du *Chinese Exclusion Act* a rencontré de grandes difficultés sur la frontière du nord-ouest. Les Chinois débarquent à Victoria et de là franchissent à leur aise notre frontière, que les fonctionnaires des douanes ne peuvent pas, sur une si longue étendue, garder efficacement avec les forces dont ils disposent. En conséquence, le secrétaire du Trésor a autorisé l'emploi de fonctionnaires supplémentaires, chargés spécialement de cette besogne. Nous ferons tous nos efforts pour faire respecter la loi. Le gouvernement du Dominion lève une taxe de capitacion de 50 dollars par Chinois débarqué; et quand ces personnes, en fraude de nos lois, franchissent notre frontière et sont arrêtées sur notre territoire, nos

fonctionnaires sont dans l'embarras de savoir qu'en faire, les autorités du Dominion refusant de les laisser rentrer s'ils ne paient la taxe une seconde fois. Nous nous efforcerons d'arriver à une entente pour supprimer cette difficulté.

L'état actuel des affaires en ce qui concerne les îles Samoa est encourageant.

La conférence tenue dans cette ville-ci dans l'été de 1887, entre les représentants des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, ayant été ajournée par suite de la divergence de vues persistante qui apparut au cours de leurs délibérations, les événements ultérieurs qui se passèrent dans les îles, donnèrent naissance à des questions d'un caractère sérieux. Le 4 février dernier, le ministre allemand dans cette capitale, au nom de son gouvernement, proposa une reprise de la conférence à Berlin. Cette proposition fut acceptée, comme le Congrès en fut informé en février dernier.

En conséquence de l'entente qui s'était ainsi faite, des commissaires furent désignés par moi, de l'avis et avec le consentement du Sénat, et se rendirent à Berlin, où la conférence fut reprise. Les délibérations durèrent quelques semaines et se terminèrent par la conclusion d'un traité qui sera soumis à l'approbation du Sénat. J'ai la confiance que les efforts faits pour arriver au règlement de cette question amèneront le rétablissement permanent de la loi et de l'ordre aux Samoa, sur la base du maintien des droits et des intérêts des indigènes, aussi bien que des puissances contractantes.

Le gouvernement du Dominion de Canada a fait un effort visible, pendant la saison qui vient de prendre fin, pour appliquer les lois et règlements relatifs aux pêcheries, en évitant autant que possible les occasions de frottements, et les représentations pleines de modération de notre gouvernement à l'occasion de rigueurs excessives ou d'interprétations trop sévères, ont amené des mesures d'adoucissement temporaires. On peut croire que la reconnaissance de nos justes droits, aux termes des traités existants et en vertu de la législation établie simultanément par les deux pays voisins, ne sera pas longtemps retardée, et que toutes les causes actuelles de différend pourront être aplanies équitablement.

Je conseille que des mesures soient prises, par suite d'un accord international, pour fixer d'une façon visible les eaux frontières entre les Etats-Unis et le Canada, dans les chenaux qui joignent les grands lacs. La ligne conventionnelle, tracée dans cette région par la Commission topographique de la frontière du nord-ouest, il y a des années, n'est pas facilement applicable dans tous les cas au règlement des questions juridiques.

Une extension juste et acceptable de la liste des infractions pour lesquelles l'extradition peut être demandée et accordée, est très désirable entre notre nation et la Grande-Bretagne. Le territoire de l'un des deux pays ne devrait pas devenir un sûr refuge pour les coupables de l'autre, par suite de lacunes faciles à éviter. Un nouveau traité sur ce sujet entre les deux puissances, a été récemment négocié et sera bientôt soumis au Sénat.

Une affaire semblable est actuellement pendante entre le Portugal et

nous. Le chemin de fer de la baie Delagoa, en Afrique, fut construit en vertu d'une concession donnée par le Portugal à un citoyen américain. Quand il fut presque achevé, le chemin de fer fut saisi par les agents du gouvernement portugais. Des protestations formelles ont été faites par notre ministre à Lisbonne, et aucun effort convenable ne sera épargné pour amener une réparation convenable.

En conséquence de la charte accordée par le Congrès aux termes de son contrat avec le gouvernement de Nicaragua, la Compagnie du Canal interocéanique a commencé la construction de l'importante voie d'eau entre les deux océans, construction qu'elle s'était proposée en s'organisant. De graves complications semblèrent pendant un temps menaçantes, en présence d'un prétendu conflit de juridiction entre le Nicaragua et Costa-Rica, au sujet des privilèges accessoires à concéder par la République de Costa-Rica pour la construction de travaux de la rivière San Juan, dont la rive droite est territoire de Costa-Rica. Je suis heureux de pouvoir annoncer qu'un arrangement amical est intervenu entre les deux nations. Notre gouvernement s'est tenu prêt à amener, par tous les moyens convenables, le règlement de toutes les questions qui pourraient apporter des obstacles à l'achèvement d'un travail d'une importance si considérable pour le commerce de notre pays, et, en vérité, pour les intérêts commerciaux du monde.

Les bons sentiments traditionnels entre notre pays et la République française, se sont affirmés une fois de plus dans la participation de notre gouvernement et de notre peuple à l'Exposition internationale qui s'est tenue à Paris l'été dernier. Le succès de nos exposants a été flatteur. Le rapport de la commission sera soumis au Congrès en temps convenable.

Notre gouvernement a accepté, sous des réserves convenables relativement à sa politique en territoires étrangers, l'invitation du gouvernement de Belgique, de prendre part à un Congrès international, qui s'est ouvert à Bruxelles le 16 novembre, dans le but de prendre des mesures propres à favoriser la repression de la traite des esclaves en Afrique et à empêcher le transport par mer des esclaves. L'intérêt que nous avons à l'extinction de ce crime de lèse-humanité dans les régions où il subsiste encore, a été augmenté par les résultats de l'émancipation dans nos propres frontières.

C'est une source de grande satisfaction pour moi, que les troubles intérieurs d'Haïti aient eu enfin une issue heureuse, et qu'un gouvernement d'apparence stable ait été constitué. Il a été dûment reconnu par les Etats-Unis.

Une commission mixte siège actuellement dans cette capitale, pour le règlement des réclamations, depuis longtemps adressées à la République du Vénézuéla, et on espère qu'un arrangement satisfaisant sera bientôt conclu. Notre gouvernement n'a pas hésité à exprimer son vif désir de voir la discussion de délimitation actuelle, pendante entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla, réglée à l'amiable et dans une stricte conformité aux droits historiques des deux pays.

La récente révolution du Brésil, en faveur de la forme républicaine du gouvernement, est un événement d'un grand intérêt pour les Etats-Unis. Notre ministre à Rio-Janeiro a, sur le champ, reçu pour instructions de maintenir les relations diplomatiques amicales avec le gouvernement provisoire, et les représentants brésiliens dans notre capitale ont reçu pour instructions du gouvernement provisoire de continuer leurs fonctions. Nos relations amicales avec le Brésil n'ont donc souffert aucune interruption.

Notre ministre a, en outre, eu pour instruction de faire, au nom de notre gouvernement, une reconnaissance formelle et cordiale de la nouvelle République, aussitôt que la majorité du peuple du Brésil aura signifié son assentiment à son établissement et à son maintien.

Le rapport du secrétaire du Trésor sur l'année fiscale qui finit au 30 juin 1889, a déjà été préparé et sera distribué au Congrès. Il présente, avec une parfaite clarté, les opérations fiscales du gouvernement; c'est de ce rapport que j'extrais les faits ci-après :

Les recettes totales, provenant de toutes les sources, se sont élevées à 387,050,058,84 dollars, qui se répartissent comme suit :

Douanes	233.832.741 69
Revenu intérieur,	130.881.513 92
Divers	32.335.803 23

Les dépenses ordinaires pour la même période ont été de 281,996,615 60 dollars, et les dépenses totales, compris l'amortissement, de 329,579,929 25. L'excédent des recettes sur les dépenses est donc, même après prélèvement des fonds d'amortissement, de 57,479,129 59 dollars.

Pour l'année fiscale courante, le revenu total, soit déjà encaissé, soit estimé, s'élève à 385 millions, et les dépenses ordinaires à 293 millions; si l'on y joint les dépenses d'amortissement, le total est de 341,321,116 99; ce qui laisse encore un surplus estimé à 43,678,883 01.

Il a été consacré au rachat des rentes, pendant l'année fiscale écoulée, en outre des opérations régulières d'amortissement : 90,456,172 35 dollars; et durant le premier trimestre de l'année courante : 37,838,937 77; toutes sommes qui ont été portées au crédit du fonds d'amortissement. Le surplus, pour l'année courante, estimé à 43 millions de dollars, s'augmentera plutôt qu'il ne diminuera, quand les opérations en cours auront été portées aux écritures.

L'existence d'un surplus si considérable, surplus actuel ou surplus prévu, doit attirer l'attention immédiate du Congrès. Et le Congrès doit viser à restreindre, d'aussi près qu'il le pourra, les recettes du Trésor aux besoins du gouvernement. La perception de sommes que n'exigent pas les besoins publics, impose aux populations un fardeau inutile, et la présence d'un excédent si vaste, dans les caves du Trésor, est un élément de trouble dans la conduite des affaires privées. Elle a nécessité, pour le remettre dans la circulation, l'usage d'expédients d'un caractère très contestable. Nous ne devrions pas lever des impôts dans le but de racheter d'avance nos titres de rentes au delà des besoins du fonds d'amortissement; mais toutes les fois qu'il existe, dans le Trésor, un excédent sans emploi, c'est là l'usage qu'il faut en faire, puisqu'il n'y a aucun moyen légal de rendre l'argent à la circulation et que le profit que retire le gouvernement offre encore un avantage matériel.

Je recommande une révision de nos tarifs douaniers, à la fois au point de vue de leur fonctionnement administratif et de leurs dispositions financières. Sur le premier point, il y a une opinion presque unanime, et l'on arrivera, probablement sans difficulté, à s'entendre sur les maux et inconvénients auxquels il faut remédier, comme aussi sur les meilleures méthodes à employer pour cela. L'uniformité d'évaluation dans tous nos ports est chose essentielle ; il faut prendre des mesures efficaces pour y parvenir. Il est également nécessaire que l'on trouve promptement tout ce qui touche aux classifications et aux tarifs applicables.

Au contraire, la préparation d'un nouveau tarif douanier est chose très délicate, à raison de son action directe sur les affaires du pays, et très difficile, à raison des grandes différences d'opinion sur les divers objectifs qu'on peut raisonnablement se proposer en renonçant à ce genre de mesures législatives. Quelques troubles peuvent, il est vrai, résulter pour les affaires du pays, du seul fait que le Congrès s'occupe de pareilles questions ; mais cet effet fâcheux n'est que temporaire et sera bientôt réduit à peu de chose par de promptes décisions, surtout étant donné que le pays a l'assurance que les changements jugés nécessaires n'auront pas pour effet d'ôter à nos industries nationales une juste et raisonnable protection.

C'est qu'en effet, tout en corrigeant les inégalités de la loi, il faut maintenir le principe de la protection et l'appliquer équitablement aux produits de notre agriculture comme à ceux de notre industrie. Ces droits, nécessairement, ont d'autres effets que ceux qu'ils ont pour le Trésor public. Nous ne pouvons limiter ces effets en ne considérant que le seul Trésor. Ils ont des relations directes avec la production nationale, le travail, les salaires, l'indépendance commerciale de notre pays, et le législateur, sage et patriote, doit élargir le champ de sa vision pour les embrasser toutes.

Il faut que nous réduisions nos revenus ; mais cette réduction peut se faire, j'en suis convaincu, sans qu'un fardeau moindre apparaisse comme plus onéreux que n'était un fardeau plus lourd, ce qui se produirait si des entraves et des impossibilités étaient, par les procédés mêmes employés pour cette réduction, mises en travers du capital et du travail. La liste des objets entrant en franchise peut être accrue sans danger à la condition de n'y faire figurer que des articles qui ne font pas aux nôtres, à ceux que l'industrie et le travail du pays peuvent fournir, une injuste concurrence. La suppression des droits intérieurs sur le tabac soulagerait un important produit agricole d'un fardeau qui ne lui avait été imposé que parce que le revenu des douanes était insuffisant. Et, d'autre part, si l'on arrive à prendre des précautions efficaces contre la fraude, les spiritueux employés dans les arts et manufactures pourraient être déchargés de l'impôt, ce qui offrirait aussi un procédé de réduction du surplus ne donnant lieu à aucune objection.

Jugés d'après les systèmes actuels, nous sommes, en fait, sans défenses côtières. Beaucoup de nos fortifications augmenteraient plutôt qu'elles ne diminueraient les périls de leurs garnisons, si elles avaient à subir le feu de canons perfectionnés, et il en est peu qui soient établies de façon à donner tout son effet à la portée plus considérable des canons que nous fabriquons actuellement pour la défense de nos côtes. Cette question générale a été à l'étude dans le Congrès il y a quelques années, et le vote de sommes destinées à la construction de grands canons rayés, vote qui eut lieu l'an der-

nier, était, j'en suis sûr, l'indication d'un projet de construction d'ouvrages convenables où pussent être installés ces canons. Un vote de fonds donnés maintenant dans cette intention n'amènerait pas l'exécution de travaux que nous serions incapables de garnir de canons d'un réel service.

La sécurité de nos villes de la côte contre une attaque ennemie ne devrait pas non plus dépendre des dispositions amicales des autres nations. Il devrait y avoir une seconde ligne entièrement sous notre surveillance. Je vous recommande d'une façon très pressante l'ouverture, pendant cette session, de crédits destinés à la construction de travaux de cette nature dans nos ports les plus exposés.

J'approuve la proposition du Secrétaire de la guerre tendant à ce que des dispositions soient prises pour faire camper des compagnies de la garde nationale dans nos ouvrages de la côte chaque année pendant un temps déterminé, et pour les habituer à l'usage des gros canons. Je recommande aussi à la considération du Congrès son opinion qu'une augmentation de notre artillerie est chose désirable.

La question d'une propriété littéraire internationale a été fréquemment recommandée à l'attention du Congrès par mes prédécesseurs. Le vote d'une loi sur ce point serait au plus haut point sage et juste.

Nos lois sur la naturalisation devraient être révisées de façon à permettre de faire une enquête sur le caractère moral et les bonnes dispositions pour notre gouvernement, des personnes qui réclament la citoyenneté plus complètement. On ne peut atteindre ce but qu'en faisant un contrôle plus sévère des requêtes, en fixant des époques pour recevoir ces demandes, et en réclamant la présence d'une personne qui représentera le gouvernement dans l'enquête. Ceux qui sont les ennemis avoués de l'ordre social, ou qui abordent sur nos côtes pour augmenter l'influence néfaste et étendre les pratiques funestes d'une association qui brave nos lois, devraient se voir refuser non pas seulement les droits de citoyens, mais même un domicile.

Le rapport du Secrétaire de l'intérieur fait connaître les négociations du gouvernement avec les tribus indiennes.

De substantiels progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'éducation des jeunes Indiens en âge d'aller à l'école et la distribution de terres aux adultes. Il faut regretter que l'on n'ait pas plus tôt inauguré chez nous la politique qui consiste à ne plus entretenir de relations avec les tribus en bloc et à traiter l'Indien comme un individu. De larges réserves, occupées en commun, et le maintien de l'autorité des chefs et des principaux de la tribu ont enlevé à l'individu toute initiative en vue de se constituer une épargne, et les annuités que nous leur payons ont déterminé un mouvement réel vers un état de paupérisme déterminé.

Il importe que les stipulations des traités que nous avons conclus avec eux soient strictement observées et que nos lois soient conçues pour le mieux des intérêts d'une population ignorante et sans ressort. Leurs Réserves sont actuellement entourées ordinairement de campements de populations blanches. Il n'est pas admissible que nous chassions de nouveau l'Indien vers la barbarie ; nous devons, au contraire, par tous les moyens en notre pouvoir, l'amener à un état où il puisse se suffire à lui-

même et agir en citoyen responsable. Les adultes, la première chose à en faire est de les mettre à l'agriculture et les enfants à l'école.

Une seconde conférence a commencé le 6 novembre entre la Commission et les Cherokees ; elle n'a pas jusqu'ici donné de résultats et l'on ne pense pas qu'elle en puisse donner immédiatement. Le syndicat pour l'élevage, qui occupe, à l'heure présente, leur territoire, est évidemment, pour partie, responsable des difficultés que nous rencontrons de ce côté. Le vaste territoire agricole qui constitue ce que l'on appelle le *Cherokee Outlet*, ne doit pas et ne peut pas être occupé pour y faire de l'élevage, à l'avantage de quelques-uns, au préjudice de l'intérêt public et de l'intérêt des Indiens eux-mêmes. Les Etats-Unis ont certains droits sur ces terres. Ces droits, nous n'en userons pas de façon oppressive ; mais il est inadmissible que ceux qui, par tolérance, occupent ces terres, s'interposent pour entraver les desseins sages et bienveillants du gouvernement. Je ne puis que croire que les avantages de nos propositions à la nation Cherokee en échange de leur plein abandon de ces terres, avantages plus grands quand on les compare à d'autres propositions qui leur sont faites d'autre part, n'arrivent pas à les déterminer à une solution favorable.

« Aujourd'hui, la loi accorde une pension à chaque soldat ou marin qui a été enrôlé au service des Etats-Unis pendant la guerre civile, et qui souffre actuellement d'une maladie ou d'une blessure dont l'origine est attribuable au service et à la fonction. Ces deux conditions nécessaires, c'est-à-dire l'inscription aux rôles militaires et l'incapacité de travail, sont ordinairement faciles à prouver ; mais la troisième, — l'origine de la blessure, — est souvent difficile et, dans beaucoup de cas intéressants, impossible à prouver. Je ne mets pas en doute qu'un très grand nombre de ceux qui ont enduré la rigueur de nos plus sanglantes et plus dures campagnes sont, maintenant, incapables de travail par suite de maladies qui sont, d'une façon certaine mais impossible à prouver, imputables au service. Il y a, outre ceux-ci, une autre catégorie intéressante. Elle se compose d'hommes ayant servi trois, quatre années pleines et même pour quelques-uns, vétérans réengagés, qui sont sortis sains et saufs des hasards de la guerre et des périls de la maladie, qu'on a toujours vus, prêts à tout événement, qui se sont trouvés à toutes les affaires de leur corps et qui, licenciés en pleine santé, ont cependant, depuis la fin de la guerre, combattant avec le même esprit d'indomptable indépendance dans les combats de la vie civile, succombé sous les coups de la maladie ou de la fortune contraire.

Je n'ignore pas que le rôle des pensions entraîne déjà chaque année une lourde dépense ; toutefois, cela ne me détourne pas de recommander au Congrès d'accorder des pensions à ceux des marins et soldats de la guerre civile qui, ayant reçu leur congé après avoir durant cette guerre honorablement et efficacement accompli leur service, n'ont aujourd'hui d'autres ressources que leur travail et, par suite de maladie ou de mauvaises chances, sont hors d'état de gagner leur vie. Beaucoup de ceux qui, à ces titres, auraient droit à des secours, vivent aujourd'hui de charités publiques ; or, à mon sens, l'honneur du pays ne permet pas qu'ils continuent à figurer, indistinctement, à côté des pauvres, sur la liste des secours locaux : il faut des allocations spéciales et généreusement accordées par la nation à ceux qui l'ont servie si vaillamment et avec tant de désintéressement. Le

pays, j'en suis convaincu, approuvera avec générosité les mesures que nous prendrons en ce sens. Et je suis également convaincu que les survivants de l'armée et de la marine de l'Union éprouveront un sentiment de reconnaissance et de soulagement quand ils sauront qu'on a pris soin de façon convenable de cette classe digne et malheureuse de leurs anciens camarades.

Le 4 mars dernier, la Commission du service civil ne comptait qu'un seul membre. Les vacances furent comblées le 7 mai, et, depuis lors, les Commissaires se sont mis avec diligence, quoique en nombre disproportionné, à exécuter la loi. Je les ai assurés qu'une aide cordiale leur serait apportée dans la mise à exécution fidèle et impartiale de la loi et des règles et règlements adoptés pour renforcer celle-ci.

Jusqu'ici le livre des éligibles a été fermé à tous, si ce n'est que des certificats furent faits à la requête des fonctionnaires qui l'ordonnaient. Cette réserve fut la source de beaucoup de soupçons et d'accusations de favoritisme dans l'application de la loi. Ce qui est secret est toujours suspecté; ce qui se fait à découvert peut être jugé. La commission, à la pleine approbation de tous ses membres, a actuellement ouvert au public la liste des éligibles. Les listes d'éligibles pour les bureaux de postes classés et pour les bureaux de douanes sont maintenant établies, aux yeux du public, dans les bureaux respectifs, comme le sont aussi les certificats de nominations.

Le but de la loi du Service civil était d'exclure absolument, relativement aux nominations faites en vertu de cette loi, toute autre considération que celle du mérite attesté par les examens. L'affaire se traite d'après la théorie que et les bureaux qui examinent et les fonctionnaires qui comment ignorent absolument tout ce qui se rapporte aux vues politiques et aux relations de toutes les personnes qui figurent sur les listes du Service civil. Il n'est pas, cependant, exagéré de dire que certaines investigations récentes du Congrès ont un peu ébranlé la confiance du Congrès dans l'impartialité des propositions pour la nomination.

Mon prédécesseur, le 4 janvier 1889, par un ordre exécutif qui devait produire effet le 15 mars, soumit le service postal des chemins-de fer à la loi du Service civil. Des dispositions ont été prises pour que cet ordre entrât plus tôt en vigueur dans tout cas où une liste des éligibles serait obtenue plus tôt. Le 11 mars 1889, M. Lyman, alors membre unique de la commission, s'adressa à moi et m'écrivit qu'on ne pourrait pas avoir la liste des éligibles avant le 1^{er} mai, et me demanda de reculer jusqu'à cette époque l'entrée en vigueur de cet ordre, en vertu de la même disposition contenue dans le premier ordre relatif aux Etats dans lesquels une liste d'éligibles serait obtenue plus tôt.

Par suite de la révision des règlements, de la nouvelle classification et de l'adjonction du service postal des chemins de fer, le travail de la commission a été considérablement augmenté, et le nombre actuel des secrétaires se trouve disproportionné. Je recommande d'accorder les secrétaires supplémentaires réclamés par la Commission.

Je recommande le vote de crédits pour la création d'un service postal maritime, au moyen de bateaux américains, entre nos ports et ceux de

l'Amérique centrale et méridionale, de la Chine, du Japon et des îles importantes des deux océans, pourvu que ces crédits soient remboursés en services rendus et encouragent l'établissement et, dans une certaine mesure, le succès de lignes américaines en face des lignes rivales qu'elles doivent rencontrer. Les États américains situés au sud des nôtres s'associeront cordialement à notre entreprise, en établissant et en maintenant de semblables lignes de steamers à destination de leurs ports principaux. Cela ne fait pour moi aucun doute.

Nous devrions aussi voter des crédits pour nous constituer une réserve navale, qui consistera en bâtiments marchands de construction américaine, d'un tonnage et d'une vitesse spécifiés, que leurs propriétaires consentiront à mettre à la disposition du gouvernement, pour être, en cas de besoin, armés comme croiseurs. L'Angleterre a adopté cette politique, et aujourd'hui elle peut, si cela devenait nécessaire, compter parmi ses croiseurs quelques-uns des steamers les plus rapides du monde. Une surveillance convenable de la construction de ces bâtiments rendrait facile plus tard leur transformation en navires de guerre.

Je me fais, en général, l'avocat d'une politique d'économie dans nos dépenses publiques ; mais c'est un abus de langage que d'employer ce mot pour désigner une politique qui interdit une dépense dont le but est de développer notre commerce étranger. L'extension et l'amélioration de notre marine marchande ; la création de communications postales rapides et régulières entre les ports des autres pays et les nôtres, et l'affectation de bâtiments marchands américains rapides et puissants à des fonctions de navires de guerre en cas d'hostilités sont des questions du plus haut intérêt pour le pays.

La participation croissante de notre peuple à l'industrie des transports, les marchés nouveaux et grandissants qui seront ouverts aux produits de nos fermes et de nos factoreries, et l'emploi toujours plus complet et meilleur de nos machines, toutes choses qui résulteront d'un développement libéral de notre commerce étranger, assurent la plus large diffusion possible à tous les États et à tout notre peuple. Tout cela est très propice à l'inauguration actuelle d'une politique libérale et progressiste sur ce point, et nous devrions y entrer avec promptitude et décision.

Les lois que j'ai proposées, je le crois sincèrement, développeront la paix et l'honneur de notre pays et la prospérité et la sécurité du peuple. J'appelle l'attention diligente et sérieuse du Congrès sur l'étude de ces mesures et de telles autres qui pourront être présentées, et qui auront en vue le même grand objectif.

Benjamin HARRISON.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

AMÉRIQUE CENTRALE.

Projet d'union entre les Républiques de l'Amérique centrale

Dans la séance du 25 septembre du Congrès des délégués, du Costa-Rica, du Guatémala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador, réuni à San-Salvador, le représentant du Guatémala a présenté un projet d'union, dont suit l'analyse :

Les délégués déclarent qu'ils ont pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs pour faire tout ce qu'il conviendra pour réaliser l'idéal du patriotisme centre-américain ; c'est pourquoi ils proclament l'unité des peuples sous la dénomination de République de Centre-Amérique qui sera régie par un exécutif national.

Il y a encore, exprime l'auteur du projet, des résistances à vaincre, des intérêts locaux à respecter, des esprits à éclairer et, pour que l'œuvre n'encoure pas le sort de beaucoup d'autres très nobles dans leur but, il est déclaré que l'union convenue est provisoire. Elle doit être un travail de préparation, d'acheminement vers l'union définitive.

L'union proclamée ne produira pour le moment d'autres effets que la création d'un pouvoir exécutif national chargé principalement d'unifier la représentation extérieure de façon que les Etats soient tenus comme une seule entité aux yeux des autres peuples.

C'est ainsi que le service diplomatique et consulaire sera fait au nom de la République de Centre-Amérique et les fonctionnaires qui rempliront ces postes seront désignés indistinctement entre les individus des divers Etats.

Ainsi donc, il se dégage de ceci et il est statué d'ailleurs que les Etats ne renoncent pas à leur autonomie et indépendance dans la gestion de leurs affaires étrangères.

Le Pouvoir exécutif national qui sera créé sera revêtu de toutes les facultés lui permettant de poursuivre efficacement l'unification définitive en unifiant les intérêts.

Aussitôt que sera installé le gouvernement de Centre-Amérique, les Etats feront une loi expresse protégeant et garantissant la propagande en faveur de l'Union, soit à la tribune, soit dans la presse, et qui fomenta la création d'associations qui soient le noyau où viendront se grouper tous les partisans de l'Union.

Le pacte se basant sur la considération que les rapports commerciaux sont le plus puissant lien des peuples, dispose que les gouvernements du Salvador et du Guatémala sont invités à jeter un pont sur le Rio Paz, pour servir leurs échanges. Dès que le nouveau gouvernement commencera à fonctionner, la correspondance manuscrite de ou pour les Etats ne paiera plus que 2 centavos sur le poids minimum que reconnaissent les tarifs ; il sera accordé une prime de 60,000 dollars à la Compagnie qui établira le service de quatre vapeurs de 500 tonnes au moins pour le commerce de cabotage entre les ports du Centre-

Amérique et ceux d'Acapulco et de Panama ; l'Exécutif national s'entendra avec la *Pacific Mail* pour la réduction des frets et passages ; il provoquera la construction de chemins de fer d'un bout à l'autre de l'isthme : il prendra l'initiative d'expositions centre-américaines qui stimulent le commerce, les industries et les relations intérieures.

En outre, sera libre entre les Etats le trafic des produits naturels ou manufacturés avec des matières premières originaires du Centre-Amérique, à moins que, dans le pays où l'on voudra les introduire, ce ne soient des articles de commerce illicite, ou que le gouvernement exploite pour son propre compte.

Pour compléter les attributions du nouveau pouvoir exécutif national, celui-ci est chargé non seulement d'accréditer et de recevoir des agents diplomatiques et consulaires et de conclure des traités ou conventions intéressant l'Amérique centrale tout entière, mais encore il a le droit et l'obligation de résoudre comme arbitre les différends qui surgiraient entre les Etats ; de pourvoir à la défense et à l'intégrité du territoire et à l'indépendance de la République, auquel effet les Etats concourront avec les forces et les ressources que l'exécutif national leur assignera ; et nommer les commissions qui élaboreront les codes de Centre-Amérique qui unifieront l'administration publique dans toutes ses branches.

La période de la présidence de la République de Centre-Amérique durera un an. Ce pouvoir sera exercé par un des chefs des cinq Etats que le sort désignera et qui sera remplacé, dans l'ordre rigoureusement fixé d'avance, par les autres chefs des Etats.

Il y aura un corps consultatif composé de cinq conseillers, nommés un pour chaque Etat. Leurs fonctions dureront aussi un an et le vote de la majorité de ce corps sera indispensable pour la validité des actes de l'Exécutif.

La diète centre-américaine continuera à se réunir tous les ans ; mais, à partir de 1890, les délégués seront au nombre de 15, trois pour chaque Etat ; l'un étant le représentant du chef de l'Etat, et deux délégués du congrès respectif.

Le 15 septembre 1890 sera inauguré de fait le gouvernement général.

A partir de cette date, les Républiques renonceront à cette dénomination pour s'appeler *Etats de la République de Centre-Amérique*, au nom de laquelle seront autorisés tous les documents et actes officiels de chaque Etat, et l'on rétablira l'ancien drapeau centre-américain.

Ce drapeau sera l'enseigne du nouveau gouvernement dans les Etats étrangers. Les Etats l'adopteront aussi.

Ils pourront mettre au centre comme signe distinctif leur écusson particulier.

L'on suppose que, dans les dix années qui suivront le 15 septembre 1890, l'idée aura jeté des racines dans les esprits les plus réfractaires et, au cas où la majorité des Centre-Américains manifesterait le désir de rendre définitive l'union provisoire, l'Exécutif général convoquera une assemblée constituante composée de vingt-cinq représentants pour chaque Etat.

Si ce mouvement d'opinion ne s'était pas produit dans l'intervalle de dix années, cette convocation se fera sans faute le 15 septembre 1900.

Si le acte n'était pas ratifié à l'unanimité, mais que la majorité des Etats l'approuvât, les Etats seront unis sous la dénomination de « *Republica Mayor de Centro-América* »

L'Assemblée a nommé une commission chargée de l'examen des stipulations de ce projet.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

En quittant le ministère des affaires étrangères pour passer à celui de l'intérieur, M. Quirno Costa a adressé, dans le courant de novembre, au Congrès

argentin un rapport qui contient une revue rétrospective des travaux de ce ministère sous son administration.

Parmi les questions dont M. Quirno Costa a eu à s'occuper pendant qu'il était aux Affaires étrangères, il convient de citer d'abord :

Le Congrès sud-américain de droit international privé, qui s'est tenu à Montévidéo. Ce congrès a réalisé d'importants travaux ; il a rédigé notamment des traités de droit civil, pénal et commercial, des conventions sur la propriété littéraire et artistique, sur les marques de fabrique, sur l'exercice des professions libérales, etc (1).

Le ministre, en rendant compte des résultats de ce congrès s'exprime ainsi :

Tels sont les résultats de l'Assemblée internationale de Montévidéo. Si ces travaux méritent l'approbation des nations qui s'y sont fait représenter, il est certain que les relations civiles, commerciales et d'un autre ordre de ces pays, seront plus faciles et se développeront. Ce sera un honneur pour ces nations de présenter aux autres un corps de législation en harmonie avec les progrès du siècle et avec les principes les plus progressistes des sciences juridiques.

La convention sanitaire, signée avec les autorités de l'empire du Brésil et ratifiée récemment, a été également un des actes de l'administration de M. Quirno Costa féconds en heureux résultats pour la République.

Il a été créé, dans la capitale, un musée de produits argentins, qui renferme déjà 3,872 échantillons.

C'est aussi pendant la même période qu'ont été organisés les bureaux d'information et de propagande qui ont contribué puissamment au développement de l'immigration.

Il suffit, pour se rendre compte de l'importance que ces bureaux ont prise, de jeter un coup d'œil sur le mouvement qu'ils ont eu pendant le cours de l'année dernière ; ils ont reçu, en effet, 50,047 lettres. Ils en ont écrit 46,246, et ont visé 44,356 documents d'immigrants.

Le ministre aborde ensuite la question de l'immigration en elle-même. Après avoir déclaré que le nombre des nouveau-venus atteindra cette année 300,000, il dit :

J'estime que l'immigration que nous recevrons cette année atteindra celle des Etats-Unis. J'ai des renseignements qui me permettent d'affirmer que durant le premier trimestre nous avons dépassé ce pays de cinq mille immigrants par mois.

Au point de vue des relations extérieures, M. Quirno Costa a réglé la question des frontières avec la Bolivie, et celle des frontières brésiliennes.

BRÉSIL

Des dépêches en date du 15 novembre de Rio-de-Janeiro ont annoncé qu'une insurrection venait d'éclater dans cette ville, ayant pour objet le renversement du gouvernement et la proclamation de la République.

L'armée a appuyé le mouvement.

Le ministère a donné sa démission.

Un gouvernement provisoire a été constitué, sous la présidence du maréchal de camp Manuel Diodoro da Fonseca, ministre sans portefeuille.

Le nouveau gouvernement a adressé au peuple brésilien un manifeste ainsi conçu :

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 277, et IV, p. 183.

Citoyens,

Le peuple, l'armée, la marine, les provinces viennent de décréter la chute de la dynastie impériale et la suppression du régime monarchique.

Cette résolution patriotique a été suivie de la formation d'un gouvernement provisoire qui a pour mission première de garantir le maintien de l'ordre, de la liberté et des droits de chacun.

Ce gouvernement, qui durera jusqu'à la nomination d'un gouvernement définitif, n'est composé que d'agents temporaires. L'autorité dont ceux-ci sont revêtus a pour objet la défense de l'intégrité du pays et de la tranquillité publique.

Le gouvernement provisoire promet d'employer tous les moyens en son pouvoir pour garantir la sécurité de la vie et de la propriété de tous les habitants du Brésil, qu'ils soient indigènes ou étrangers. Il respectera les opinions politiques individuelles en tant qu'elles ne seront pas en conflit avec les modifications nécessitées par le bien du pays, de l'armée et de la marine.

Le fonctionnement de la justice et des administrations civiles et militaires suivra son cours conformément à l'organisation actuelle.

Les fonctionnaires seront maintenus dans leurs positions.

La suppression du Sénat et du Conseil d'Etat a été décidée, ainsi que la dissolution de la Chambre des députés.

Le gouvernement provisoire reconnaît et confirme tous les engagements souscrits par le gouvernement précédent et tous les traités passés avec les puissances étrangères. Il assume les charges de la dette publique extérieure et intérieure, en un mot toutes les obligations légalement contractées.

Le manifeste est signé Diodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire.

Un décret, établissant la république, porte que les provinces du Brésil, réunies par le lien fédéral, constituent les Etats-Unis du Brésil. Chaque Etat nommera son gouvernement local et enverra son représentant au Congrès, qui réglera prochainement toutes les questions constitutionnelles.

Le gouverneur de chaque Etat devra prendre toutes les mesures nécessaires en vue de maintenir l'ordre et de protéger les citoyens.

En attendant, les relations à l'intérieur et à l'extérieur seront traitées par le gouvernement provisoire.

Les dernières nouvelles représentent la république comme reconnue successivement dans toutes les provinces.

L'Empereur, qui était à Pétropolis, a répondu en ces termes à la notification qui lui a été faite par le gouvernement provisoire au sujet de la proclamation de la république :

Après avoir pris connaissance de l'adresse qui m'a été remise le 17 novembre, à trois heures de l'après-midi, j'ai résolu de m'incliner devant les circonstances et de partir demain pour l'Europe avec toute ma famille.

Après avoir quitté ce pays, que j'affectionne et auquel je me suis efforcé, comme chef de l'Etat, de donner des preuves de ma sollicitude et de mon dévouement pendant près d'un demi-siècle, je garderai toujours des sentiments bienveillants pour le Brésil, et je ferai des vœux pour sa prospérité.

Signé : DOM PEDRO D'ALCANTARA.

L'Empereur a été embarqué pour l'Europe avec sa famille; son premier ministre, le vicomte de Ouro Preto, a été également exilé.

Le ministre du Brésil à Paris a reçu la dépêche suivante :

Rio-de-Janeiro, le 23 novembre.

Toutes les provinces ont adhéré, sans résistance ni protestation, à la république provisoire et au gouvernement provisoire.

Les gouvernements des Etats s'organisent rapidement.

Un décret du gouvernement provisoire accorde le droit de vote à toute personne sachant lire et écrire.

L'archevêque primat du Brésil a donné aujourd'hui sa bénédiction au gouvernement de la République.

Signé: RUY BARBOSA,
Ministre des finances.

Les provinces brésiliennes transformées en Etats fédérés sont au nombre de dix-neuf. Les plus importantes comme population sont les Etats de Pernambuco, avec 1,015,000 habitants; de Bahia, avec 1,635,000 habitants; de Sao-Paolo, avec 1,039,000 habitants; de Minas-Geraes, avec 2,439,000 habitants. Ces chiffres sont ceux du recensement de 1883.

D'après ce dénombrement, la population totale de l'Empire brésilien était alors de 13 millions d'habitants, dont 600,000 indiens encore sauvages. Mais l'immigration européenne, à elle seule, a amené au Brésil, depuis cette époque, plus de 200,000 personnes.

La population actuelle ne saurait être inférieure à 14 millions, dont un tiers seulement sont de race européenne pure, et 2 millions sont d'anciens esclaves récemment affranchis.

BULGARIE

L'ouverture du Sobranié a eu lieu, le 3 novembre, par le prince, qui a prononcé le discours suivant :

Messieurs les Députés,

Je m'estime heureux que le premier acte souverain, après mon retour du court voyage que j'ai fait à l'étranger, — voyage qui a donné une éclatante preuve de la consolidation, dans ma patrie bien-aimée, de la cause nationale et des principes que je représente, — soit de vous revoir et de vous souhaiter la bienvenue dans la capitale.

Messieurs les Députés,

L'ouverture de la session actuelle a une importance toute particulière pour moi et pour notre pays. En effet, depuis que la Bulgarie existe comme Etat, c'est la première fois que le Souverain ouvre la troisième session régulière de la même Assemblée Nationale.

Cet événement, seul, est une preuve indéniable de la marche régulière et du bon ordre qui règnent dans le pays, du progrès constant et du contentement de mon Peuple bien-aimé.

Depuis que vous m'avez appelé à régir vos destinées, le relèvement, le progrès du pays, sous tous les rapports, sont devenus tellement évidents, que la Bulgarie a conquis les sympathies du monde civilisé et a mérité les éloges d'un des plus vaillants et des plus sages Monarques et de plusieurs hommes d'Etat éminents de l'Europe. Ces éloges et ces encouragements aideront certainement au triomphe définitif de notre juste cause.

Je constate, avec plaisir, que notre Etat entretient les meilleures relations avec les Pays voisins et autres Etats amis. Je suis convaincu qu'avec le concours de mon Gouvernement, ces rapports s'amélioreront et s'affermiront de jour en jour.

Le discours termine par l'énumération des travaux d'utilité publique qui seront exécutés dans le courant de cette année et au nombre desquels se trouvent les études pour les ports de Bourgas et de Varna et pour le chemin de fer de Kaspiéchan-Tirnowo Sofia-Kustendil.

Dans la séance du 11 novembre, le Sobranié a discuté la réponse au discours du trône; voici le résumé de cette discussion d'après la *Revue de l'Orient* :

Un orateur de l'opposition, M. Tzatcheff, a combattu le projet de la Commission ; il a affirmé que la Bulgarie n'était guère pacifiée, qu'on y subissait un régime de terreur ; puis, il a déclaré que les hommes d'Etat qui décernent aujourd'hui des éloges à la Bulgarie, étaient les ennemis de ce pays et il a demandé que l'adresse exprimât le désir d'une réconciliation avec la Russie.

M. Stamboloff a répondu à ce discours par un exposé de sa politique.

Il déclare que la situation, que traversait la Bulgarie, a exigé une attitude sévère, car il fallait rétablir l'autorité gouvernementale qui avait été compromise sous ses prédécesseurs. Mais si le gouvernement a sévi contre certains individus, ceux-ci ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, car le gouvernement n'a point sévi contre les citoyens honnêtes et paisibles. Il a poursuivi ceux qui, sur l'instigation d'un Etat étranger, ont voulu compromettre l'ordre public. C'était là mon devoir envers la patrie ; ayant juré fidélité au Prince et à la Patrie, j'avais le devoir de poursuivre ceux qui intriguaient contre le pays.

J'ai fait escorter, par des gendarmes, les évêques, car ces Messieurs, qui étaient convoqués en Synode, ne s'occupaient guère de leurs affaires, mais de choses qui ne les regardaient pas. Au lieu de vaquer aux affaires spirituelles de leurs ouailles, ils faisaient de la haute politique. Naturellement, le gouvernement ne pouvait tolérer cela, et il invita les évêques à se dissoudre. Mais ces Messieurs, se croyant placés au-dessus des lois, résistèrent. Alors le gouvernement les fit escorter chez eux.

Et je procéderai de la même manière quand une autre corporation, par exemple celle des juges de cassation, au lieu de s'occuper des affaires qui lui incombent, s'avisera de faire de la haute politique, de se mettre en rapport avec un Etat étranger et de se soulever contre la couronne.

Je repousserai toute tentative de ce genre, car c'est mon devoir, et le gouvernement ne permettra à personne d'intriguer contre la couronne et la patrie. (*Vifs applaudissements.*)

En ce qui concerne la politique extérieure, M. Tzatcheff a émis des insinuations qui ne sont nullement fondées ; la cause bulgare a beaucoup gagné et sera réglée au profit de la Bulgarie. Nous n'avons pas de raisons pour chercher à nous réconcilier avec la Russie, car il n'y a pas de sacrifices assez grands qui pourraient contenter cette puissance. Elle ne serait contente que si nous voulions renoncer à notre Prince et à notre Patrie, et je ne conseillerai jamais une pareille résignation. Je préfère mourir dans la défense de mon pays qu'en le voir subjugué par l'étranger. (*Vifs applaudissements.*)

L'orateur de l'opposition prétend que les Puissances qui nous accordent aujourd'hui leur sympathie ont été nos adversaires. C'est vrai, mais il faut se rendre compte des motifs qui ont inspiré leur attitude d'autrefois.

Lorsque la Russie faisait la guerre de 1877, en vue de réaliser certains projets, ces Puissances pensaient que la Bulgarie ne serait jamais autre chose qu'une province russe. Elles demandèrent le démembrement de la Bulgarie, car elles entendaient, par là, réduire le territoire russe.

Quelques années après, elles changèrent d'avis. Qu'arriva-t-il lors de la réunion des deux Bulgaries ? Les rôles et les opinions se trouvèrent complètement intervertis.

La Russie se déclara contre l'union. Nous dûmes nous en remettre à nos propres forces. Nous implorâmes la grâce du Tsar, mais ce fut en vain. Au lieu de nous soutenir, la Russie expulsa le prince Alexandre. Le peuple le ramena. Alors le Tsar lui enjoignit l'ordre d'avoir à quitter le pays, mais il assura que les Bulgares seraient libres de choisir le Prince qu'ils voudraient.

Après cette promesse solennelle, nous consentîmes à laisser partir le prince Alexandre. Mais à peine était-il parti que les Russes violèrent leur parole et déléguèrent le général Kaulbars pour bouleverser notre pays. Alors nous nous décidâmes à défendre notre patrie.

Lorsque les autres puissances constatèrent que nous étions déterminés à défen-

dre notre pays, que nous n'étions pas une province russe et que nous voulions être libres, lorsqu'ils virent que — notre nouveau prince élu — le pays s'adonnait à la vie paisible, aux travaux du progrès — les puissances modifièrent leur opinion d'autrefois. Elles virent que la nation bulgare méritait l'attention et la sympathie. Elles nous soutiennent et méritent notre gratitude. Elles nous avaient démembrés, croyant que nous serions une province russe ; elles nous défendent et ont des sympathies pour nous, voyant que nous voulons être un Etat et non pas une province russe, tandis que la Russie est hostile à la Bulgarie, à notre prince et combat notre union.

Le discours de M. Stamboloff a été vivement applaudi.

— Voici le texte de l'adresse adoptée par le Sobranié, d'après *la Bulgarie* :

Altesse Royale,

Après votre retour du voyage, récemment fait en Europe, — voyage qui a fourni la preuve la plus tangible de la consolidation, dans notre chère Patrie, de la sainte œuvre créée par la Nation, — nous, Représentants nationaux, nous sommes heureux de revoir, au milieu de nous, notre Souverain bien-aimé, qui défend, avec tant de vaillance et d'abnégation, les intérêts de la Patrie.

Monseigneur,

Nous sommes profondément pénétrés de l'importance du fait que c'est la première fois, depuis que la Bulgarie existe comme Etat, que la Représentation Nationale voit l'achèvement régulier de la période législative et l'ouverture de la dernière session du Sobranié par le Chef de l'Etat. Ce résultat est dû à l'amour et au dévouement de la Nation pour son Souverain, ainsi qu'à l'ordre, à la tranquillité et au contentement qui règnent dans le pays. Et la Représentation Nationale a, encore une fois, la satisfaction de constater, Altesse Royale, que, depuis le jour de votre avènement au trône de Bulgarie, le pays a réalisé des progrès et la patrie a obtenu d'évidents succès sous tous les rapports. Nous croyons remplir un devoir sacré en nous rendant auprès de vous, Monseigneur, interprètes de la joie extrême que la Nation a ressentie en apprenant que l'œuvre pour laquelle elle a fait tant de sacrifices, a mérité les sympathies du monde civilisé et donné lieu à des éloges exprimés solennellement par un des plus vaillants et des plus sages Monarques, ainsi que par maints hommes d'Etat éminents. Nous apprécions hautement ces échos encourageants pour nous, et nous croyons fermement qu'après les preuves de prudence et de maturité qu'ont déjà données le Souverain et son Peuple, l'œuvre accomplie par la Nation recevra enfin la sanction internationale nécessaire, qui lui est due à si juste titre. Pour arriver à ce résultat, nous aimons à espérer que notre Suzerain, en se basant sur les droits que lui confèrent les traités internationaux, fera les premières démarches pour la reconnaissance de l'Elu National et qu'il s'attirera ainsi les sympathies et resserrera les liens qui existent entre lui et la nation bulgare.

La Représentation Nationale exprime sa satisfaction des bonnes relations que notre Pays entretient avec les Etats voisins et les Puissances amies ; elle espère que, sous la sage direction de Votre Altesse Royale et de Son Gouvernement, ces relations se consolideront et s'amélioreront de jour en jour.

La Représentation Nationale est heureuse de constater les travaux et les efforts que Votre Altesse Royale et son Gouvernement déploient, tant pour le progrès moral et matériel du pays, que pour répondre aux besoins de l'armée, qui pourra ainsi se maintenir à la hauteur de sa mission.

Altesse Royale,

L'Assemblée Nationale étudiera, avec la plus grande attention, et votera les projets de loi et les propositions que lui présentera le gouvernement de Votre Altesse Royale, et elle s'efforcera de justifier la confiance de la Nation.

CHINE

D'après un Livre Jaune, publié récemment par le ministère Impérial de Pékin, la population de la Chine est inférieure, d'environ 100 millions d'habitants, au chiffre admis, jusqu'à présent, par la statistique européenne. La population de l'Empire chinois était, en 1887, de 302,088,114 habitants, et, en 1888, de 303,241,969. Il y a donc eu, dans l'espace d'un an, une augmentation de plus de 1 million d'habitants.

ÉQUATEUR

Un décret aurait été rendu, récemment, pour prohiber l'immigration chinoise. En voici les dispositions, d'après la *Revue Sud-Américaine*, du 8 décembre :

L'immigration chinoise est interdite sur le territoire de la République.

Sont exclus de cette mesure :

1° Les agents diplomatiques, commissaires et employés du Gouvernement chinois ;

2° Les voyageurs chinois, de passage à l'Equateur, munis d'un permis de séjour de 30 jours, renouvelable en cas de stricte nécessité ;

3° Les Chinois qui se seraient dirigés sur l'Equateur, venant d'un pays étranger, avant que le décret prohibitif soit connu dans ce pays ;

4° Les Chinois absents qui, ayant des propriétés dans l'Equateur, peuvent y rentrer librement.

ÉTATS-UNIS

Le Congrès des trois Amériques, qui se tient à Washington, a ouvert définitivement ses travaux, le 18 novembre, à la suite du voyage des délégués à travers les Etats-Unis. M. Blaine occupait la présidence, qui lui avait été d'abord contestée. Les Représentants de toutes les Nations américaines étaient présents, sauf ceux du Brésil qui, en raison de la révolution survenue dans leur pays, ont cru devoir s'abstenir.

Une Commission est chargée de recevoir les lettres de créance des délégués. On a nommé deux secrétaires, l'un pour la langue anglaise, l'autre pour la langue espagnole.

Une Commission nommée à cet effet, dans la session préliminaire, a recommandé la nomination de seize Commissions chargées d'étudier les divers points du programme. Le rapport de cette Commission doit être discuté à une prochaine séance.

Le 20 novembre a eu lieu la seconde séance.

La Commission d'organisation a proposé que les votes eussent lieu par nations, et non par délégués, que les séances fussent secrètes. On a longtemps discuté, mais on n'a rien résolu.

Le sort a désigné le délégué qui remplacera le Président, en cas d'empêchement. C'est le délégué d'Haiti qui a été ainsi nommé.

Les délégués brésiliens. MM. Valente et Mendonça, ont assisté à la séance du Congrès, du 21 novembre.

M. Valente a expliqué que lui et son collègue n'avaient pu, pour les raisons que l'on sait, prendre part aux séances précédentes, mais qu'ils revenaient munis de leurs lettres de créance.

M. Henderson, délégué des Etats-Unis, a proposé une motion portant que le Congrès souhaitait la bienvenue aux Etats-Unis du Brésil, dans la famille des Républiques américaines.

M. Sortado, de la Colombie, a fait remarquer qu'une déclaration de ce genre équivaldrait à une reconnaissance du nouveau Gouvernement brésilien, ce que

les délégués du Congrès ne sauraient faire, tant qu'ils n'ont pas reçu d'instructions de leurs Gouvernements respectifs.

MM. Castellanos, du Salvador, Nin, de l'Uruguay, Romero, du Mexique, Carnegie, des Etats-Unis, ont appuyé cette manière de voir, qui a été finalement adoptée.

GRANDE-BRETAGNE

Le Banquet du Lord-Maire

Le 9 novembre, a eu lieu le banquet offert, suivant l'usage, par le lord-maire nouvellement élu aux membres du cabinet et à de nombreux invités.

Le lord-maire a ouvert la série des toasts en buvant à la marine et à l'armée de terre britanniques.

Répondant à ce toast, lord George Hamilton, premier lord de l'Amirauté, a parlé des précieux enseignements qu'ont donnés les dernières grandes manœuvres navales. Le ministre de la guerre, M. Stanhope s'est, de son côté, étendu sur les réformes accomplies par le présent gouvernement dans l'organisation de l'armée; il a particulièrement insisté sur les vastes progrès que la milice a réalisés et qui ont augmenté, dans une proportion considérable, sa valeur comme force militaire.

Lord Salisbury, répondant ensuite à un toast porté aux membres du cabinet, a prononcé un grand discours, dont voici les parties saillantes :

Je suis heureux, a dit le chef du cabinet, de pouvoir vous féliciter, mon lord-maire, de commencer vos fonctions à un moment où la prospérité qui a été si longtemps éloignée de nous, commence à nous revenir, ainsi que l'accroissement de la richesse de votre industrie. Nous pouvons aujourd'hui améliorer nos prix, accroître nos exportations; nos manufactures sont plus actives; en un mot, nous pouvons nous dire qu'après une longue nuit, enfin la lumière se montre de nouveau et que la prospérité que nos pères ont connue, revient encore une fois à nous.

Il y a certainement dans cette brillante perspective une ombre momentanée. Certaines difficultés existent entre les deux grands facteurs de notre prospérité, entre le capital et le travail, et ces difficultés tous les hommes patriotes doivent les regretter. Loin de moi la pensée de prononcer une parole portant un jugement quelconque sur les controverses qui ont été soulevées et qui demandent une connaissance plus approfondie que celle que je puis avoir. Mais, sans pencher d'un côté ou d'un autre, sans prétendre que ceux-ci ont tort qui demandent et que ceux-là ont tort qui refusent, il m'est permis de dire que tous ceux qui sont engagés dans un conflit de ce genre acceptent une bien lourde et bien terrible responsabilité.

Nous vivons à une époque d'ardentes et actives compétitions — compétitions dans les grands centres de notre pays, compétitions avec les grands centres des autres pays.

La prospérité et le succès, qui ne semblent pas dus seulement à des conditions physiques, mais qui tiennent en quelque sorte aux habitudes et à la tradition, sont terriblement exposés. Si un obstacle sérieux se présentait à l'œuvre lente et tranquille de ce mécanisme industriel à l'aide duquel notre grande suprématie commerciale a été maintenue jusqu'à ce jour, les intérêts vitaux du pays seraient en danger.

Parlant des affaires d'Irlande, lord Salisbury a demandé à son auditoire de considérer comme fantaisiste la nouvelle qu'une fraction quelconque du gouvernement ou de ceux qui soutiennent le gouvernement, puisse avoir la moindre

idée de changer la politique qu'ils ont suivie jusqu'à présent à l'égard de ce pays.

Le gouvernement considère comme son plus impérieux devoir de rétablir la prospérité en Irlande, et, pour atteindre ce but, il faut faire respecter les contrats et la liberté des contractants.

Abordant ensuite la politique extérieure, lord Salisbury a déclaré que toutes les nations montrent une généreuse rivalité dans l'œuvre de la civilisation de l'Afrique, et l'Angleterre n'a pas été la dernière à agir dans ce sens. La conférence antiesclavagiste qui se réunira à Bruxelles indique un mouvement dans l'opinion publique ; toutes les nations peuvent s'unir pour combattre l'esclavage.

Après avoir rappelé la récente visite du prince de Galles en Egypte, le chef du cabinet s'est exprimé en ces termes :

Le prince a pu constater les progrès énormes accomplis en Egypte depuis que l'Angleterre est venue au secours de ce pays. On a mis de l'ordre dans les finances, on a rendu les impôts moins lourds, l'armée égyptienne a été réorganisée.

Deux fois, les troupes égyptiennes ont repoussé les mahdistes, mais avec l'aide des généraux, des officiers et des soldats de l'Angleterre. Il n'est pas certain que, sans cette aide, pareil résultat eût été obtenu.

Le danger existe toujours. La puissance du khalife est grande encore sur le vaste territoire de l'Afrique centrale. Nous ne le savons que trop ; ses succès sur Emin-Pacha ne sont pas si loin de nous, et il ne perdra aucune occasion de porter plus loin au sein même de l'Egypte les désastreuses batailles qu'il a déjà gagnées à Sinkat et à Khartoum.

Il est nécessaire que nous rappelions ici qu'il y a des gens qui nous disent que le moment est venu, tout en sauvegardant nos intérêts, d'évacuer l'Egypte. Nous avons entrepris de mettre l'Egypte à même de faire elle-même ses affaires, de se défendre contre les ennemis du dehors ou du dedans, mais le moment n'est pas encore venu de livrer l'Egypte à elle-même ; il viendra dans un moment plus ou moins long. En attendant, notre politique ne changera pas.

J'ai peu de choses à vous dire de l'Europe. Les difficultés qui existent en Crète et qui ressemblent plus à un combat de factions qu'à une insurrection, sont, je suis heureux de le constater, en bonne voie d'arrangement.

Quant à notre politique, elle est bien connue du monde entier. Cette politique est avant tout basée sur le respect des traités, c'est-à-dire sur le maintien de la paix. Des bruits ont couru que la politique britannique s'était liée par certains engagements. Ce ne sont là que des bruits.

Nous voulons le maintien de la situation telle qu'elle est en Europe et dans la Méditerranée. S'il est un changement qui pourrait compromettre la paix, c'est bien celui qui consisterait à agrandir le territoire d'une puissance européenne aux dépens d'une autre. Un tel changement aurait la guerre pour résultat. Nous voulons tous éviter une pareille catastrophe.

Si la paix européenne est troublée, elle le sera grâce à l'influence néfaste de ces sentiments de jalousie qu'on appelle aspirations nationales. Pour le moment, je crois que les chances de paix sont plus grandes que jamais.

Affaires de Crète.

Le gouvernement anglais vient de publier un Livre Bleu sur les affaires de Crète. La correspondance diplomatique s'étend du 9 janvier 1888 au 29 août 1889. La plupart des dépêches ont été échangées par câble entre le marquis de Salisbury, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople et le consul anglais en Crète.

Une dépêche circulaire du gouvernement grec du 5 août se plaint de la conduite des autorités turques en présence des troubles de Crète.

Le gouvernement d'Athènes ne pouvait pas envisager tranquillement la perspective d'avoir à nourrir 50,000 à 60,000 réfugiés crétois ; il a donc fait un appel aux grandes puissances d'envoyer immédiatement en Crète des forces navales suffisantes pour rétablir l'ordre et assurer le respect des propriétés et la sécurité des habitants. A défaut de cette action, il serait impossible au gouvernement hellénique de s'abstenir, lui-même, de prendre des mesures énergiques.

La circulaire ajoutait que toute la flotte grecque s'apprêtait à se rendre en Crète avec les troupes nécessaires pour être débarquées.

Le comte Kalnoky, en recevant cette circulaire, a exprimé l'opinion que les propositions grecques ne sont pas pratiques, mais il est prêt à adhérer à tout plan des puissances directement intéressées.

Le comte Kalnoky a été quelque peu inquiet du ton de la communication de M. Tricoupis ; il craignait que tout événement fâcheux en Crète ne provoquât la guerre qu'il est de l'intérêt général de l'Europe d'éviter ; cependant l'Autriche-Hongrie ne s'intéresse qu'à un degré secondaire aux affaires crétoises.

Lord Salisbury, dans une dépêche à sir Robert Morier, déclare qu'il a informé le ministre hellénique que le gouvernement anglais, d'accord avec ses alliés, porterait la plus sérieuse attention à sa circulaire, et qu'il reconnaissait parfaitement la gravité des événements de Crète. Mais en même temps, le marquis de Salisbury informait le cabinet grec que le gouvernement anglais ne saurait admettre que ces événements pussent justifier une intervention effective de la part de la Grèce. En même temps, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople était invité à faire connaître à la Porte que le gouvernement anglais avait l'espoir que la Turquie ne perdrait pas de temps pour rétablir l'ordre et donner satisfaction aux griefs, qu'ils émanent soit des chrétiens, soit des musulmans ; qu'il était imprudent de mettre des armes aux mains des paysans indisCIPLINÉS, chrétiens ou turcs, et que l'ordre était rétabli par les troupes régulières.

M. Crispi télégraphia à Berlin, à Vienne et à Londres, afin que l'harmonie complète existât dans l'action des puissances européennes en Orient. Pour sa part, il ne pouvait pas voir, dans les événements, un motif quelconque pour justifier des préparatifs de la part de la Grèce, dont il considérait l'attitude comme injustifiée. Le gouvernement allemand conseilla à la Porte, par l'intermédiaire de l'ambassadeur ottoman à Berlin, de rétablir immédiatement l'ordre avec ses troupes seules, et il déclara qu'il ne saurait favoriser les prétentions de la Grèce. M. de Giers informa sir Robert Morier qu'il avait adressé des remontrances énergiques au gouvernement hellénique. Il fit remarquer que l'action proposée par la Grèce ne saurait être acceptée par aucune des puissances. M. de Giers télégraphia aussi à l'ambassadeur de Russie à Constantinople que, tout en reconnaissant les droits de la Turquie, le gouvernement russe insistait pour que la Porte remplit les devoirs correspondant à ces droits, en rétablissant immédiatement l'ordre avec les égards commandés par l'humanité avec une égale justice pour tous les habitants de la Crète.

M. Spuller informa Lord Lytton, le 10 août, qu'il avait exprimé au cabinet grec l'extrême étonnement que lui a causé la circulaire de M. Tricoupis, circulaire dont le ton ne s'accordait pas avec le langage antérieurement tenu par le ministre des affaires étrangères de Grèce.

M. Spuller fit ressortir l'importance qu'il y avait à ne pas obliger le Sultan à traiter comme un mouvement national ce qui n'était, en réalité, qu'une révolte contre les fonctionnaires locaux. Le gouvernement français regardait comme impossible l'intervention des puissances sans une enquête et un concert préalables, et il estimait que la Grèce agirait à ses risques et périls si elle entreprenait une action isolée. M. Spuller ne pouvait non plus admettre, sans une enquête locale et indépendante, les vues traitées dans la circulaire, et le gouvernement français n'agirait pas sans en conférer au préalable avec les autres puissances.

Lord Salisbury, le 12 août, exprima à l'ambassadeur de Turquie l'espoir que

la Porte ne perdrait pas de temps pour donner satisfaction aux griefs justifiés que les Crétois pourraient avoir.

Le marquis de Salisbury refusa de prendre l'engagement que l'Angleterre empêcherait par la force l'intervention de la Grèce.

M. de Giers, dans une conversation avec sir Robert Morier, suggéra l'idée de faire agir de concert le corps consulaire à la Canée, mais le consul d'Angleterre en Crète télégraphia, le 10 août, à Lord Salisbury pour déconseiller une telle action. Il déclarait que les griefs des musulmans étaient aussi grands que ceux des chrétiens. Le 25 août, il télégraphia pour signaler une amélioration dans la situation, devenue, disait-il, satisfaisante.

GRÈCE

La Chambre des députés, dans sa séance du 11 novembre, a discuté l'interpellation sur les affaires de Crète.

M. Delyannis critique la note adressée aux puissances, si elle est telle que l'ont publiée les journaux. Il relève les contradictions de cette note. Il dit que la situation en Crète est anormale. La Porte ne peut à elle seule rétablir l'ordre. C'est pourquoi il demande aux puissances d'intervenir. Autrement, le gouvernement devrait agir ; pourtant M. Tricoupis a donné le conseil aux Crétois de se soumettre, et aidé les Turcs à occuper le pays. De plus, il a défendu d'exporter des armes. Les intérêts helléniques, mal défendus dans ces conditions, forcent l'opposition à prendre la parole.

M. Tricoupis répond que le gouvernement est seul responsable de ses actes et que personne n'a le droit de les interpréter. Il est faux qu'il ait défendu d'exporter des munitions ; il a refusé seulement les munitions appartenant à l'Etat. Il a conseillé aux Crétois la modération : il ne pouvait et ne devait pas donner un autre conseil en présence de la situation de l'Europe.

Le gouvernement grec est seul juge des questions intéressant l'hellénisme en Orient, et il lui appartient de dire ou d'agir, selon que les circonstances commandent telle ou telle résolution. M. Tricoupis déclare que le cabinet n'entend pas déposer à la Chambre les pièces diplomatiques relatives à la question. Il demande en terminant un vote de confiance.

Incidentement, M. Tricoupis a parlé des dispositions toujours peu bienveillantes de la Porte chaque fois qu'est soulevée une question intéressant la Grèce. Le gouvernement, au surplus, continuera les préparatifs et la réorganisation des finances du pays pour trouver un terrain solide lorsqu'il croira opportun d'intervenir.

— Le prince héritier de Grèce a remercié par lettre, en son nom et en celui de la princesse sa femme, le magistrat et le conseil municipal de Berlin qui le avaient félicités à l'occasion de leur mariage.

Le prince dit qu'il se souviendra toujours avec joie des beaux jours qu'il a passés dans la capitale de l'Allemagne, lorsqu'il lui fut permis de prendre part aux exercices de l'armée allemande et d'admirer l'ordre parfait de l'administration municipale, et qu'enfin le Tout-Puissant lui accorda la grâce de jeter les bases de son futur honneur domestique. Jamais, dit-il, il ne cessera, non plus que la princesse, de partager les joies comme les souffrances qui seront départies à la population berlinoise.

Cette lettre a donné lieu à un incident à la Chambre des députés de Grèce.

Dans la séance du 26 novembre, M. Missyrlis, député de l'opposition, a interpellé le gouvernement sur la réponse du prince héritier aux félicitations de la municipalité de Berlin et sur la responsabilité du ministère à cet égard.

M. Tricoupis a répondu que le prince, n'ayant aucune fonction officielle, est

libre d'écrire sans que la responsabilité légale du ministère soit engagée. Sans doute le cabinet assume la responsabilité morale des actes de la famille royale; mais, dans le cas actuel, la dépêche du prince était un simple acte de courtoisie paraphrasant presque textuellement les vœux et les félicitations de la municipalité de Berlin, sans portée politique et sans intention blessante pour la France.

Si, dans les mêmes circonstances, le conseil municipal de Paris avait adressé des souhaits au duc de Saxe, il aurait reçu la même réponse, car la famille royale connaît et partage les sentiments de reconnaissance du pays à l'égard de la France.

M. Delyannis a engagé ses amis à trouver les explications du ministère satisfaisantes.

L'incident été clos.

ITALIE

Le roi a ouvert, le 25 novembre, la session parlementaire de 1889-1890.

Dans son discours, le roi commence par exprimer un sentiment d'orgueil, que tous les Italiens doivent partager, en voyant que l'œuvre de l'unité et de la liberté de l'Italie s'est consolidée au point de ne plus craindre ni embûches, ni danger.

L'Italie a fait en trente ans ce qui a été le travail d'un siècle pour d'autres nations.

Mon père a donné l'indépendance à la patrie. J'ai pu, avec votre concours, donner l'égalité à tous les citoyens.

Aujourd'hui, tout le monde contribue à l'administration de l'Etat, le complet exercice de la vie publique ayant été accordé à toutes les classes de la société et la sincérité du vote étant garantie.

Nous pouvons saluer avec joie les nouvelles représentations des communes des provinces, car elles sont populaires.

L'application de la nouvelle loi communale et provinciale a prouvé qu'il peut y avoir en Italie des divergences particulières, mais que le peuple est uni. Il a confiance dans les institutions et il est unanime dans le culte de la patrie.

Vous allez procéder d'accord à l'étude des problèmes sociaux que personne ne saurait désormais oublier et à l'égard desquels tout retard deviendrait une faute.

Je fais consister la gloire de mon règne surtout dans le bien-être des petits, afin que la plus grande gloire de l'Italie découle du consentement de tous.

Le roi a ensuite annoncé la présentation de divers projets de loi, notamment sur la réforme des institutions de bienfaisance, la protection de la vie des ouvriers dans leur travail, l'amélioration du sort des instituteurs, l'unification de l'enseignement dans les écoles primaires, la simplification et l'économie dans l'administration de l'Etat, etc. . .

L'Italie sort de la crise dont l'agriculture et le commerce ont souffert pendant des années. Pour leur laisser le temps de se remettre complètement, le gouvernement ne vous demandera pas de nouveaux impôts.

Quand le budget de l'Etat se sera relevé par l'augmentation naturelle des revenus publics, l'accroissement de la richesse générale suggérera spontanément les contributions éventuelles qu'elle pourra être appelée à subir sans trop de peine; ce qui n'aurait lieu que dans le cas où la légère différence entre les recettes et les dépenses se maintiendrait, différence que, d'accord avec le gouvernement, vous saurez faire cesser.

Voici la partie du discours du Trône relative à la politique étrangère :

Dans l'émulation de l'activité universelle, vous avez favorisé la production

italienne, mais sa protection ne doit pas s'inspirer de défiances et de soupçons. Il ne faut pas, sans profit pour les peuples, empêcher les réformes qui, en abaissant les frontières, rendent plus facile l'échange des produits et plus amicales les relations internationales.

Maintenant que vous avez solidement établi le développement de l'industrie, le gouvernement vous proposera d'abolir les tarifs différentiels entre l'Italie et la France, que vous avez approuvés dans une période de transition, mais qui, s'ils étaient maintenus, empêcheraient de progresser vers un régime commercial plus libéral, quoique garanti. Et mon gouvernement ne s'y refusera pas, s'il est secondé.

Par ces mesures, par la pratique constante d'une politique aussi juste que digne, nous visons à ce repos des esprits qui répond au caractère serein du peuple italien et est la garantie la plus solide de la paix.

La paix paraît assurée à l'Europe aujourd'hui plus que jamais, grâce au conseil des grandes puissances, à mon œuvre et à celle de mes alliés.

Les questions qui peuvent la troubler ne sont pas toutes résolues. Nous continuerons donc, avec un soin vigilant, mais sans trop charger le budget, à pourvoir aux besoins de l'armée et de la marine, qui sont les remparts de notre unité et sont, avec notre droit, les interprètes éloquentes de nos intérêts dans le monde.

Mais j'ai la confiance qu'on ne devra pas, grâce à la sagesse des gouvernements et à la prudence des peuples, employer les armes préparées par tous.

Nous les déposerons en Afrique où le succès qui favorise ceux qui savent le mériter, a souri à notre politique au point que de vastes possessions nous sont assurées : une large sphère d'action est désormais ouverte à notre influence.

Des arrangements internationaux qu'on discute avec notre participation, nous procureront, espérons-le, la gloire de servir efficacement la cause de l'humanité dans un continent où la barbarie, sous sa forme la plus cruelle, l'offense encore.

En attendant, nous ferons une propagande de civilisation dans nos nouvelles frontières et auprès du souverain et des populations qui ont confiance dans notre loyale amitié, et, comme dans les temps glorieux où le général italien élargissait les frontières du monde connu, tous profiteront de notre œuvre.

C'est ainsi que j'entends, avec mon gouvernement et vous, faire bénir le nom de la nouvelle Italie.

— Le gouvernement italien a notifié aux puissances signataires de l'acte général de la conférence de Berlin qu'il a, le 15 novembre, assumé le protectorat des parties du littoral oriental de l'Afrique, depuis la limite du sultanat d'Oppia jusqu'à Kismaju, au delà de l'Equateur.

La limite nord du nouveau protectorat italien, au 2^e degré 1/2, coïncide avec la limite sud du sultanat d'Oppia, déjà placé sous le protectorat italien en vertu de la notification du 16 mai dernier.

— Le ministère de l'agriculture et du commerce a publié une statistique détaillée de l'émigration italienne pendant l'année 1888.

Il résulte de ce document que 290,936 individus ont émigré en 1888, contre 215,665 en 1887 et 167,829 en 1886. Durant les deux dernières années, l'émigration a donc augmenté de plus de 120,000 individus. Suivant le rapport, la plus grande partie ont émigré à cause de la misère, des impôts excessifs, des mauvaises récoltes et de la crise agraire. Un grand nombre d'émigrants sont partis sans aucune ressource. Plusieurs ont même été forcés de vendre leur chaudière et leur bétail pour pouvoir partir.

La plus grande partie des émigrants se rendent à la Plata, aux Etats-Unis et au Brésil.

Le rapport insiste sur la nécessité de prendre des mesures pour enrayer le mouvement d'émigration et pour entraver l'action des agences d'émigration,

fort nombreuses en Italie. Dans ce but, le ministère a préparé un projet de loi relatif à la colonisation intérieure de l'Italie.

ROUMANIE

Une crise ministérielle a éclaté, à la suite de laquelle le Président du Conseil, M. Catargi, a donné sa démission. Le Roi a chargé le général Mano de former un Cabinet, dans lequel celui-ci a la présidence du Conseil et le ministère de l'Intérieur; M. Alexandre Lahovary continue à être chargé des Affaires étrangères.

Les Chambres roumaines sont rentrées en session, le 27 novembre.

Le message royal, lu à cette occasion, dit que le pays, fatigué des luttes politiques, réclame de ses Représentants un travail éclairé, afin de consolider la prospérité de la situation financière et de prendre les mesures propres à assurer l'accomplissement de la mission bienfaisante des services publics.

Ces sentiments ont déjà été constatés par le Roi, lors de son dernier voyage dans les différentes parties du pays. Le Roi a été touché de la chaleureuse réception qui lui a été faite, ainsi qu'au prince héritier pendant son voyage. Cet accueil a resserré davantage les liens déjà anciens qui unissent la dynastie au pays.

Le message se félicite des bons rapports avec toutes les puissances, dont la confiance dans la Roumanie est basée sur la conduite prudente de son Gouvernement. Il constate, avec bonheur, le succès des efforts unanimes des puissances en vue du maintien de la paix.

La situation financière du pays est excellente. Le budget du dernier exercice se solde par un excédent. Les prévisions pour le service actuel sont également bonnes.

Les mesures prises pour consolider la circulation fiduciaire ont assuré la disparition de l'agio et contribué à la situation favorable du trésor public.

Le message annonce divers projets de loi, parmi lesquels figurent la réforme du système des impôts, la réorganisation du crédit agricole, la création d'entrepôts dans les principales villes du royaume, la création d'une gendarmerie, l'organisation judiciaire et l'inamovibilité des fonctions judiciaires les plus importantes.

Le Gouvernement proposera aussi des lois destinées à compléter l'organisation de l'armée, à développer son instruction et à continuer les travaux de fortification.

Les travaux de construction d'un pont sur le Danube commenceront au printemps prochain.

SUISSE

Le projet de budget fédéral suisse, pour 1890, vient d'être publié.

Les recettes présumées s'élèvent à 72,532,300 fr., au lieu de 61,506,000 fr., au budget de 1889. Les dépenses sont devisées à 85,538,300 fr., au lieu de 61,000,000 au budget de 1889. Le déficit prévu est donc de 13,006,000 fr., qui se réduit à un déficit résultant des dépenses ordinaires de 4,271,000 fr., si, on retranche 5,734,600 fr. pour le nouveau fusil, et 3,000,000 fr. pour la nouvelle poudre.

Parmi les autres fortes dépenses ou augmentations de dépenses, il faut noter 3,000,000 fr. pour les fortifications du Gothard, 875,000 fr. pour le service de l'emprunt de 1889, et des augmentations de 1,013,483 fr. sur les dépenses du Département de l'Intérieur, de 51,893 fr. sur celles des écoles de recrues d'infanterie, de 200,000 fr. pour l'équipement du landsturm, de 87,500 fr. pour

l'achat de chevaux, de 193,953 fr. pour le dépôt central de remonte, de 154,560 fr. pour les cours de remonte, de 393,249 fr. pour la régie des chevaux, de 182,428 fr. pour le Département de l'Industrie et de l'Agriculture, et 1,603,200 fr. pour celui des Postes et des Chemins de fer.

— La lettre que la Chancellerie fédérale a adressée, le 12 novembre, à M. Charles Messing, à Zurich, sur l'ordre du Conseil fédéral, pour lui communiquer la décision de ce dernier de repousser sa demande tendant à être autorisé à arborer le pavillon suisse sur mer, est conçue, en substance, comme suit :

« Même en faisant abstraction complète de ce que la participation de capitaux suisses ne suffit pas, par elle-même, à justifier l'exhibition du drapeau suisse et qu'il faudrait pour cela la preuve que le propriétaire du navire est de nationalité suisse, l'exécution de l'idée, soulevée par vous, de l'introduction du drapeau suisse dans les transports maritimes, qui est naturellement la condition de l'autorisation de hisser ce pavillon dans le cas particulier, vient se heurter à des objections si nombreuses et si graves qu'il ne peut être fait droit à votre demande, pour le moment, du moins ; ces scrupules ont aussi été le motif pour lequel il n'a pas été donné suite à la proposition dont le Conseil fédéral avait été nanti, en 1864, absolument dans le même sens que votre demande.

« Les obstacles sont de deux natures : les uns proviennent de notre position comme pays méditerranéen, les autres ont un caractère international.

« En ce qui concerne les premiers, la création d'une marine marchande suisse — et il y en aurait, en fait, une, si, avec la permission des autorités, le pavillon suisse était arboré sur le mât d'un vaisseau quelconque — nécessiterait la création d'une législation maritime ; ou bien plutôt, inversement, une codification de ce genre devrait être préalablement adoptée, avant qu'on puisse parler d'une marine marchande dans le sens du droit des gens. Or, pour le moment, les autorités fédérales n'ont aucune compétence pour légiférer sur cette matière ; on ne pourrait créer cette compétence que par une révision de la constitution fédérale. Au surplus, abstraction faite de cette considération, l'élaboration des lois et règlements nécessaires au sujet du droit commercial maritime, des assurances maritimes, de l'état-civil, des crimes et délits commis à bord du vaisseau, etc., exigerait des années, pendant lesquelles il ne pourrait aucunement être question d'accorder l'autorisation d'arborer le pavillon suisse.

« Quant aux difficultés d'ordre international, il n'existe pas, il est vrai, de motifs de droit qui s'opposent à l'usage du pavillon suisse. La Suisse a, incontestablement, le droit d'utiliser la mer et de la sillonner de ses navires, en arborant le pavillon national. Toutefois, l'exercice de ce droit est dépendant de la bonne volonté des puissances étrangères, par le défaut de côtes et d'un port d'attache. Cet état de dépendance entraverait, au plus haut point, l'exercice de sa juridiction civile et pénale, et sans diminuer en rien sa responsabilité pour l'abus du pavillon, il opposerait des obstacles presque insurmontables à la répression et à la punition d'abus de ce genre ».

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les Armoiries de la Confédération suisse.

(Du 12 novembre 1889).

Monsieur le Président et Messieurs,

Les investigations auxquelles nous avons fait procéder par les Archives fédérales au sujet des Armoiries de la Confédération, pour nous conformer à votre postulat du 24 juin de l'année courante, ont fourni à peu près le même résultat que les recherches officielles entreprises dans le temps par M. le Dr Stanz, armoiriste et peintre sur verre, en vue d'établir le cycle des armoiries destinées à orner les fenêtres de la salle du Conseil des Etats, et compilées dans une brochure imprimée.

Ces recherches, basées sur des documents authentiques, s'accordent à établir

que l'usage de la croix blanche à titre d'insigne collectif des confédérés dans leurs expéditions guerrières et dans d'autres occasions remonte loin, mais que les Armoiries fédérales proprement dites, avec la croix blanche comme symbole, n'ont surgi que pendant le siècle actuel.

Dans l'ancien temps, lorsque la Confédération comme telle ne possédait pas encore d'Armoiries, celles de l'ensemble étaient représentées par un groupe formé des armes de tous les cantons confédérés. On trouve de ces groupes sur des sceaux, des médailles, des tableaux, etc., d'ancienne date. Le premier exemple de ce genre est le sceau du Tribunal de Thurgovie de l'an 1500, exécuté ensuite d'un arrêté de la diète et représentant — outre les anciennes Armoiries du pays (le lion de Kyburg), qui occupent le milieu du sceau — les Armoiries réunies des cantons confédérés régnaux. La grande médaille d'or pesant 300 couronnes, exécutée en 1547 par le célèbre estampeur Jean Stampfer sur l'ordre de la diète et offerte en cadeau de baptême à une princesse française, rentre aussi dans cette catégorie. L'avers de la médaille renferme, conformément aux instructions de la diète, les Armoiries des 13 cantons rangées par ordre historique, tandis que le revers nous montre les Armoiries de leurs alliés de Saint-Gall, abbaye et ville, des Grisons, du Valais, de Mulhouse, de Rottweil et de Bienne, groupées autour d'une croix entrelacée de feuillage. Le même estampeur a exécuté, en mémoire de la fondation de la Confédération suisse, une médaille portant d'un côté le serment de Grütli, de l'autre une croix entourée par un double cercle formé des Armoiries des treize cantons confédérés et de leurs sept alliés. Le premier de ces ouvrages de Stampfer a servi de modèle à une autre médaille de baptême, celle que les quatre villes réformées de Zurich, de Berne, de Bâle et de Schaffhouse ont fait exécuter, en 1592, en leur qualité de marraines d'un fils du baron Jean-Philippe de Hohensax. Au centre et entourée par les Armoiries des quatre villes se trouve également une croix. Les sceaux, encore conservés des régiments suisses au service de France, sont composés d'une façon analogue et portent, outre les fleurs de lis françaises, les Armoiries des treize cantons. — Ce ne sont là que quelques exemples tels qu'on en rencontre fréquemment dans l'ancien temps. Disons encore qu'il a même été question, une fois, de frapper des monnaies aux Armoiries des cantons confédérés réunis; c'était en 1524, lorsque la diète avait autorisé la ville et bailliage de Lauis (Lugano) à frapper certaines monnaies. Toutefois, ce projet ne s'est pas réalisé, vu que la frappe n'a pas eu lieu du tout.

En consultant les délibérations des diètes fédérales, on peut constater en plusieurs endroits que, déjà à une époque très reculée, les confédérés ont fait usage de la croix comme insigne collectif dans leurs expéditions guerrières, sans doute à titre de symbole religieux et chrétien. Le premier document qui en fait mention est le recès de la diète de Lucerne, du 22 juin 1444, où les confédérés, dans une lettre aux princes électoraux du saint empire romain, se défendent contre l'accusation dont ils sont l'objet et suivant laquelle, dans cette guerre (dite de Zurich), ils auraient porté sur la poitrine un autre insigne militaire qu'au « dos », et où ils contestent « d'avoir jamais changé leurs insignes ». On sait, par d'autres documents de cette époque, que cet insigne était la croix blanche; on le sait notamment par la chanson diffamatoire bien connue faite par les Autrichiens à l'adresse des confédérés, et leur reprochant d'avoir, pendant la bataille sur la Sihl, trompé l'ennemi en portant deux espèces de croix, une rouge et une blanche. Voici le passage renfermé à cet égard dans la Chronique de Tschudi, II. 390.

« Als mit den schnoden Schwitzzoren,
« Davon ich üch singen will,
« Si trugend zweierlei Crützeren,
« Ze Zürich an der Sil,
« Hinden wiss und vorrem rot,
« Das bracht die frommen Zürcher
« In semlich grosse Not ».

(Les Suisses, dont vous entretient ma chanson, portaient deux sortes de croix à Zurich sur la Sihl, une rouge devant et une blanche derrière, ce qui causa une grande détresse aux pieux Zurichois).

La diète, réunie le 9 août 1480 à Lucerne, prescrivit entre autres ce qui suit concernant l'envoi de 6,000 soldats au service de la France. Chacun se rangera sous la bannière de sa ville ou de son canton, « mais chaque bannière devra porter une croix blanche, c'est une mesure qui a toujours été pour le bien des confédérés ». L'arrêté de la diète du 6 juin 1507, en vertu duquel les confédérés accordèrent 6,000 hommes au Roi des Romains, est analogue; l'article 12 en est ainsi conçu. Les soldats suivront les bannières de nos villes et cantons, portant la croix blanche comme insigne, « comme il a toujours été d'usage ». Le recès de Lucerne, du 1^{er} janvier 1522, s'exprime comme suit à l'égard des soldats insubordonnés qui sont accourus au secours du Pape et ont aidé à conquérir le duché de Milan : ils seront punis comme ils le méritent, d'autant plus « qu'ils ont porté la croix rouge, ce que les confédérés n'ont jamais fait jusqu'ici ».

Après la réformation, les cinq cantons catholiques réunis en Conférence séparée à Lucerne, le 16 avril 1529, délibérèrent au sujet de l'insigne à adopter pour les catholiques et décidèrent de conserver l'ancien, savoir la croix blanche, qui serait en outre traversée par une clé ou par un nœud blanc. A la diète du 13 avril 1535, à Baden, les Délégués de Zurich racontent que, deux ou trois jours avant Pâques, leurs supérieurs ont appris que les cinq cantons font de grands préparatifs de guerre, vu que plusieurs font coudre des nœuds à leurs croix, tandis que d'autres transportent des cuirasses, préparent leurs piques devant leurs maisons, etc. En 1540, lorsque les confédérés étaient accourus au secours de la ville de Rottweil, leur alliée, dans son différend avec Christophe de Landenberg, la diète, réunie le 17 novembre à Baden, a édicté pour ces troupes auxiliaires une ordonnance spéciale prescrivant entre autres « qu'il sera confectionné pour les troupes de 1^{re} levée un drapeau rouge avec une croix blanche droite (verticale) ; aussitôt que les confédérés seront arrivés avec leurs insignes et leurs hommes, ce drapeau sera mis de côté et déposé au château de Baden ; puis chacun se rangera sous les drapeaux de ses supérieurs, etc. C'est la première fois qu'il est fait usage d'un drapeau fédéral avec croix blanche sur fond rouge, sans insignes cantonaux et dont la forme est exactement précisée, et c'est à cette époque que remonte l'adoption de la croix fédérale. Nous trouvons à cet égard, dans le recès de la diète des cinq cantons catholiques, du 30 janvier 1553, le passage suivant : les Zurichois ont écrit aux Schwytzois qu'ils ont essayé les pièces de 10 schellings portant d'un côté une tête et de l'autre un écusson « avec la croix fédérale » et qu'ils ont trouvé que cette pièce ne valait que 3 batz suisses. — Toutefois, vu le peu de cohésion entre les divers Etats confédérés, on n'a pas adopté d'Armoiries proprement dites, ni de sceau spécial pour la Confédération dans son ensemble, avant sa décadence, en 1798. Ce n'est qu'à cette époque, après l'établissement de la République helvétique unitaire, que les couleurs fédérales, c'est-à-dire les Armoiries et le sceau de la Confédération, ont fait pour la première fois l'objet de prescriptions législatives. Le 14 avril 1798, les Conseils législatifs désignèrent les couleurs verte, rouge et jaune pour la cocarde nationale helvétique et, le 12 mai, il fut prescrit ce qui suit quant au sceau d'Etat : le symbole du sceau de la République helvétique doit être Guillaume Tell, auquel son enfant présente la pomme percée de la flèche. La légende en sera : République helvétique. Mais ces Armoiries et ce Sceau disparurent déjà en 1803, en même temps que l'Etat unitaire, et furent remplacés par d'autres. Le 3 juillet de la même année, la diète réinstituée par l'acte de médiation de Bonaparte décida, sur la proposition du landammann de la Suisse, que le Sceau fédéral représenterait un vieux Suisse en costume national, la main droite appuyée sur un écusson, la gauche armée d'une lance. L'écusson devait porter au centre les mots de *XIX cantons*, et autour ceux de *Confédération suisse*, sous l'effigie le millésime de 1803. On ne possède aucune prescription exacte sur les couleurs officielles du pays datant de l'époque de la

médiation, mais il est connu que les couleurs rouge et blanche de l'ancienne Confédération furent derechef mises en usage.

Après la chute de son auteur, c'est-à-dire de l'Empereur Napoléon, l'acte de médiation dut faire place à une nouvelle constitution de la Confédération suisse, dont on modifia entre autres le Sceau et les Armoiries; l'ancienne croix fédérale blanche sur fond rouge fut derechef réintégrée dans ses droits. Voici les indications renfermées à ce sujet dans le recès de la diète de 1814/15 :

A. 1814, 16 mai. *Du Sceau fédéral*. — La Commission de révision a jugé nécessaire de fixer pour la Confédération un Sceau dont les actes faits en son nom doivent être revêtus. Elle estime qu'il faut désigner comme tel l'insigne des vieux Suisses et propose donc pour l'article 41 (du projet de constitution) la teneur suivante :

« Art. 41. — Le Sceau de la Confédération sera l'insigne des anciens « Suisses : une croix blanche alézée, sur fond rouge, entourée des mots : « Confédération suisse ».

Dix-sept cantons se prononcèrent pour l'adoption de cet article sous réserve de ratification : *Fribourg* en prit note pour rapport ; *Berne* se réserva de prendre une décision plus tard. Le 27 mai, *Uri* demanda que l'on conservât sur le Sceau Guillaume Tell tenant l'écusson (vol. 1, page 104, lettres ss).

B. 1815, 4 juillet *Sceau de la Confédération*. — Le Sceau qui a servi jusqu'à présent n'étant plus approprié aux nouveaux rapports de la Confédération, la Commission diplomatique (de révision) a songé à le remplacer et a fait confectionner un Sceau désignant l'union actuelle des cantons ; deux modèles y relatifs ont été soumis par elle à la diète en date du 4 juillet.

Après examen, la préférence a été donnée au projet décrit ci-dessous :

« Le Sceau contient, dans son milieu, l'écusson fédéral de gueules à la croix « blanche, comme Armoiries de la Confédération ; tout autour, une simple « décoration gothique de forme ronde ; en légende les mots *Confédération « suisse* avec le millésime MDCCCXV ; dans la bordure, les Armoiries des « vingt-deux cantons en champs circulaires et disposés selon l'ordre de rang « fédéral ; le tout entouré d'un simple cordon de feuilles superposées » (Vol. III, p. 120).

Cet arrêté de la diète, qui déterminait par voie législative le Sceau et les Armoiries de la Confédération, est encore en vigueur aujourd'hui, vu qu'il n'a pas été modifié depuis lors. Il ne saurait donc subsister aucun doute sur la nature des Armoiries de la Confédération ; elles se composent d'une croix blanche sur fond rouge. Quant à leur forme exacte, le texte de l'arrêté permet de l'interpréter différemment. Nulle part il n'est prescrit que la croix doit être droite et alézée, ni quelles proportions doivent avoir ses branches. C'est cette omission qui a donné lieu aux controverses et fait naître, jusqu'à un certain point, l'incertitude et la confusion dans cette affaire.

Même dans la pratique officielle, l'arrêté relatif aux Armoiries n'a pas été exécuté d'une façon uniforme. Dès le début, on était d'accord à admettre que la croix devait être droite, à branches d'égale longueur et alézée, c'est-à-dire ne touchant pas les bords de l'écusson : en revanche, les avis différaient d'autant plus sur les proportions de ses quatre branches. Tandis que les Sceaux officiels fabriqués en 1815 ou peu après, en exécution de la décision de la diète, de même que les monnaies des cantons concordataires frappées dans les années 1826 et suivantes, représentent les branches de la croix exactement d'un sixième plus longues que larges, on vit plus tard surgir l'idée que la croix devait se composer de cinq carrés d'égale dimension, et l'usage, y compris l'usage officiel, a adopté peu à peu cette manière de voir vulgaire, jusqu'à ce que l'ouvrage précité de M. le Dr Stanz, un connaisseur distingué, vint derechef l'ébranler et susciter une vive controverse à ce sujet.

Le projet d'arrêté ci-dessous, qui a pour but de déterminer les Armoiries de la Confédération de façon telle qu'il n'existe plus aucun doute à cet égard, est basé sur leur origine primitive, d'après laquelle la croix de nos Armoiries

représente non pas une figure mathématique, mais bien le symbole chrétien de la croix et en même temps l'insigne des anciens confédérés.

Quant à l'écusson, dont la forme reproduite sur les nouveaux écus de 5 francs suisses a été tellement critiquée par les journaux et a provoqué indirectement votre postulat, il ne convient absolument pas d'en déterminer la forme officielle une fois pour toutes. Quoique l'écusson constitue une partie essentielle de toutes les armoiries, sa forme n'en reste pas moins entièrement accessoire et indifférente, et dépend tout à fait des goûts de l'époque et des exigences pratiques de chaque cas particulier. C'est pourquoi nous n'avons prévu aucune prescription à cet égard dans le projet d'arrêté.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Lettre de Son Éminence le Cardinal Lavigerie, faisant hommage à Sa Majesté le Roi Léopold II des Documents sur la fondation de l'Œuvre anti-esclavagiste, publiés à l'occasion de la Conférence de Bruxelles (1).

8 novembre 1889.

Sire,

Dans le désir de faciliter, pour ma faible part, les travaux de la Conférence qui va se réunir, à Bruxelles, sous la haute présidence de Votre Majesté, j'ai eu la pensée de réunir en un volume les documents divers qui se rapportent à la fondation et aux premiers actes de l'Œuvre Anti-esclavagiste.

J'aurais voulu pouvoir aller faire, moi-même, hommage de ce volume à Votre Majesté et La prier de m'autoriser à l'offrir ensuite aux hommes éminents qui vont représenter, auprès d'Elle, dans cette circonstance mémorable, les Puissances signataires du traité de Berlin. Retenu en Afrique, et ne pouvant accomplir personnellement ce devoir, j'en ai chargé M^{re} Brincat, évêque d'Adrumète et mon auxiliaire pour le diocèse de Carthage.

J'ose recommander ce vénérable Prélat à Votre haute bienveillance.

Je demande seulement la permission à Votre Majesté et aux honorables Membres de la Conférence, afin d'éviter des recherches longues et inutiles à ceux qui voudraient se faire une exacte idée des sujets traités dans ce volume, de résumer brièvement, dans la présente lettre qui lui servira ainsi d'introduction, les principales pensées que j'y ai développées sous une forme différente.

Cela me semble nécessaire pour guider le lecteur parmi les pièces nombreuses auxquelles je n'ai donné d'autre ordre que celui de la date de leur publication première.

C'est ce que je vais entreprendre, en exposant succinctement ce qui ressort de ces documents, savoir :

1^o Ce qui a été fait, jusqu'ici, pour la fondation de l'Œuvre Antiesclavagiste ;

2^o Ce que cette Œuvre demande au monde chrétien pour atteindre le but qu'elle se propose ;

3^o Ce qu'elle peut elle-même offrir aux Puissances, pour les aider dans leur noble entreprise.

Je n'aborderai pas toutefois ce sujet, Sire, sans Vous exprimer, au nom de l'Afrique dont je suis le plus vieux pasteur, la profonde reconnaissance dont elle est pénétrée pour Votre Majesté. La postérité placera, parmi nous, le nom de Léopold II à la tête de ceux des bienfaiteurs les plus insignes de l'humanité, pour l'initiative souveraine, la persévérance, les sacrifices mis par Lui au service d'une telle cause.

C'est à Votre Majesté que l'intérieur de notre continent devra sa résurrection à la vie. C'est à Bruxelles qu'elle a réuni, il y a douze années, les hommes les plus capables, par leurs lumières, leur influence au sein de leurs nations respectives, l'élévation de leurs sentiments et de leurs

(1) Ces documents forment un beau volume publié par les soins de l'Œuvre antiesclavagiste dont le siège est à Paris, rue du Regard, n^o 11.

pensées, de Lui donner un utile concours. C'est Elle qui a proclamé hautement, devant les Membres de l'Association Internationale Africaine, « éminemment civilisatrice et chrétienne, l'idée d'abolir l'esclavage en « Afrique, de percer les ténèbres qui enveloppent encore cette partie du « monde, d'y verser les trésors de la civilisation, d'ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'ait point pénétré ».

C'est Elle qui a déclaré que « l'esclavage qui se maintient encore sur « une notable partie du continent africain, constitue une plaie que tous les « amis de la vraie civilisation doivent désirer voir disparaître » ; et que « l'Association Internationale doit mettre un terme au trafic odieux de la « traite, qui fait rougir notre époque ».

L'Œuvre Anti-esclavagiste que j'ai eu l'honneur de prêcher et d'établir, en Europe, d'après la mission et avec les bénédictions de Notre Saint-Père le Pape Léon XIII, s'est inspirée des mêmes sentiments d'humanité généreuse. Se plaçant en dehors de tout intérêt et de toute pensée politiques, elle a fait partout connaître Vos nobles paroles.

C'est à ce titre que j'ose, aujourd'hui, m'adresser à Votre Majesté, pour Lui exprimer, une fois de plus, l'admiration et la gratitude dont nous sommes pénétrés pour Elle.

J'ai la confiance, Sire, que vous daignerez nous continuer, en retour, la bienveillance royale dont nous trouvons une marque nouvelle dans la réunion d'une Conférence Internationale que nous avons, dès le premier jour, vivement désirée (1).

(1) Voici ce que je disais, moi-même, sur ce sujet, à Londres, dans la Conférence que j'avais l'honneur de faire à Princess'-Hall, le 31 juillet 1887, sous la présidence de lord Granville et en présence des Membres de L'Anti-Slavery-Society :

« C'est, sans contredit, aux Gouvernements de l'Europe que l'obligation de sauver « l'Afrique est tout d'abord imposée (*Applaudissements*). Il faudrait qu'ils en aient la « volonté. Et pourquoi ne l'auraient-ils pas ? Est-il une œuvre plus noble, plus généreuse ? « Sur quelles questions peuvent-ils plus honorablement se consulter et s'entendre, que « sur la cessation de si effroyables maux ? (*Applaudissements*). On parle souvent de leurs « alliances, et les peuples, dont aucun, au fond, ne veut la guerre, semblent n'y voir que « le prélude des luttes où ils vont s'entr'égorger. Il en faudrait donc revenir à l'amère « ironie de notre Montesquieu, lorsqu'il disait, il y a plus d'un siècle, en parlant de l'esclavage colonial : « De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains ; « car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes « d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en « faveur de la miséricorde et de la pitié ? » (*Applaudissements*).

J'ajoute que les Membres de l'Anti-Slavery-Society, par l'organe de leur Président, M. Buxton, se sont faits, auprès du Parlement anglais, les interprètes de ce vœu qui reçoit sa réalisation à Bruxelles, et qu'à la suite de mon discours, le meeting de Londres avait pris une résolution publique ainsi conçue :

« Le temps est maintenant arrivé où toutes les nations de l'Europe, qui, au Congrès de « Vienne, en 1815, et à la Conférence de Vérone, en 1822, ont pris une série de résolutions condamnant sévèrement le commerce des esclaves, doivent prendre des mesures « sérieuses pour en arriver à un effet pratique. Comme les brigands arabes dont les dévastations sanguinaires dépeuplent, en ce moment, l'Afrique, ne sont ni sujets à des lois, « ni sous une autorité responsable, il appartient aux Gouvernements de l'Europe d'assurer leur disparition de tous les territoires où ils ont eux-mêmes quelque pouvoir. Ce « meeting se propose également de faire instance auprès du Gouvernement de Sa Majesté, « pour que, de concert avec les pouvoirs européens qui réclament, en ce moment, une possession ou une influence territoriale en Afrique, il adopte telles mesures qui puissent « assurer l'abolition de l'affreux commerce des esclaves, qui est encore maintenant pratiqué par ces ennemis de la race humaine ».

Ce même vœu d'une entente entre les Puissances, je l'avais exprimé, quelques semaines après, en écrivant ce qui suit, de Bruxelles, à Son Excellence le Prince de Bismarck, dans une lettre qui a été communiquée au Parlement allemand :

« Mais, en dehors de la mesure particulière aux territoires de l'Empire il y aurait,

I

Ce qui a été fait, jusqu'ici, pour la fondation de l'Œuvre
Antiesclavagiste.

La première parole solennellement et officiellement dite, en Europe, en faveur de l'abolition de la traite africaine, l'a été à Bruxelles, comme je viens de le rappeler, dès le début même de l'Association Internationale. C'est au Congrès de Berlin qu'elle a trouvé, plus tard, son écho, de la part de toutes les Puissances signataires de l'Acte Général, et c'est ainsi que l'attention des peuples civilisés a été appelée sur cette grave question.

Mais, jusque-là, tout se tenait encore dans les régions officielles.

Les premiers explorateurs, et particulièrement Livingstone et Stanley, avaient commencé, il est vrai, par leurs révélations, à faire pénétrer dans les Sociétés savantes et les Chancelleries le sentiment d'horreur et de pitié, que devaient exciter les maux de notre Afrique. Les Missionnaires, témoins, à leur tour, de tant d'infamies, n'ont pas tardé, par leurs lettres, à déchirer tous les voiles. Je recevais, en particulier, depuis dix années, de la région des Grands Lacs et des confins du Soudan, les récits les plus effroyables, et je sentais croître, chaque jour, mon désir de venir en aide à tant de maux. J'ai, depuis, publiquement cité ces témoignages, dans mes Conférences de Paris, de Londres et de Bruxelles. Elles faisaient, sans doute, frémir tous les cœurs, mais elles avaient d'abord profondément percé le mien.

Dans le même temps, Stanley faisait connaître des faits non moins horribles, dans l'ouvrage où il racontait, avec un si poignant intérêt, son second voyage d'exploration sur le Congo.

Ces récits que m'apportait chaque courrier de l'intérieur, et les faits dont j'étais le témoin, ne me laissaient plus de repos. Il me semblait qu'en qualité d'Evêque et de successeur de saint Cyprien qui s'est illustré, dans l'histoire, par sa pitié pour les captifs africains en faveur desquels il faisait vendre jusqu'aux vases sacrés de ses églises ; en qualité de chef de l'héroïque Société de Missionnaires catholiques, qui, la première, avait pénétré dans les profondeurs de la région des Lacs, j'avais le devoir de chercher à mettre un terme à ces cruautés.

Mais comment un homme seul, un vieillard pouvait-il faire partager ses sentiments à l'Europe ?

Dans une telle angoisse, je me rappelai naturellement celui qui est le père et le protecteur de tous ceux qui pleurent et qui souffrent. Le Souverain Pontife Léon XIII préparait, en ce moment même, une Encyclique relative à l'abolition de l'esclavage dans le Brésil. J'eus la pensée de lui exposer l'état de notre continent partout opprimé par la traite. Je lui écrivis avec les sentiments qu'inspire un cœur d'Evêque et de Pasteur (1).

« Prince, lui disais-je, une action générale à exercer, de concert avec tous les Etats de l'Europe, qui ont été représentés au Congrès de Berlin et ont contribué à l'Acte fondamental qui est la loi commune des nouvelles provinces africaines. Ces Etats se sont, en effet, formellement engagés à détruire l'esclavage et à en punir les auteurs.

« J'ai cité, dans ma Conférence de Sainte-Gudule, les articles sixième et neuvième de l'Acte fondamental, qui règlent ces questions.

« Une action commune de l'Europe est nécessaire pour tenir un tel engagement et empêcher que l'esclavage, aboli d'un côté, ne se porte d'un autre et ne ravage des régions nouvelles. J'ose vous supplier, comme Pasteur, au nom de tant de populations infortunées, de vouloir bien amener, comme signataire de l'Acte fondamental de Berlin, avec les autres Puissances intéressées, un accord qui réglerait cette situation ».

(1) Voir cette Lettre ci-après.

Instruit de ces horreurs, le Saint-Père n'hésita pas un instant, et sa voix magnanime retentit, tout d'un coup, comme un tonnerre, pour faire connaître aux catholiques de l'univers entier la situation qui lui était ainsi révélée, et l'obligation, pour le monde chrétien, de s'unir pour y mettre un terme.

C'était au mois de mai 1888.

J'arrivais moi-même à Rome, avec mes Missionnaires et une petite troupe de noirs délivrés de l'esclavage. J'ignorais encore alors les desseins du Saint-Père. La publication de son Encyclique les manifesta bientôt. Dans une audience solennelle, accordée à l'occasion du cinquantième anniversaire de son Sacerdoce, Léon XIII renouvela ses exhortations, et, pensant qu'en ma qualité du plus ancien des Evêques africains, j'étais plus naturellement désigné pour un tel ministère, Il daigna me choisir publiquement pour prêcher une nouvelle et pacifique croisade en faveur des noirs.

Je sentis vivement l'honneur de ce choix paternel. J'aurais pu, sans doute, m'excuser sur mon âge, sur mes fatigues, sur le danger qu'allait courir ma propre vie ; mais je ne m'en crus pas le droit, estimant qu'il est des occasions où un homme, un vieillard qui va finir, doit savoir se sacrifier pour remplir un devoir.

C'est dans ces sentiments que je partis pour visiter successivement les principales contrées de l'Europe, parlant publiquement dans les unes, remplaçant, dans les autres, mes discours par des lettres, lorsque je succombais à la fatigue ou que je pensais ma présence personnelle moins utile pour le succès.

C'est par la France que je commençai.

Indépendamment de mon désir d'y prêcher publiquement notre Œuvre, je pensais que, quoique n'appartenant pas, en ma qualité d'Archevêque de Carthage, dont le siège est hors de France, au clergé français proprement dit, il était de haute convenance d'avoir l'assentiment des chefs du Gouvernement de mon pays, avant d'entreprendre une mission aussi peu ordinaire. Je crois devoir leur rendre ici publiquement cet hommage. Ils me manifestèrent toutes leurs sympathies pour une telle cause qui était celle de la liberté et de la justice. M. le Président de la République, que j'eus l'honneur de voir personnellement, ainsi que les deux Ministres (1) que concernait cette affaire, me dit noblement qu'en me parlant ainsi, il ne faisait que suivre les constantes traditions de la République française.

De France, je me rendis en Angleterre, où les sympathies ne furent pas moins vives, et de là successivement en Belgique, en Hollande et en Italie.

C'est ainsi qu'après plus de huit mois de prédications ou de communications ininterrompues, les esprits me semblèrent suffisamment préparés pour l'organisation d'une Œuvre Antiesclavagiste.

La première et la plus grave difficulté qui se présentait, pour une telle organisation, était la diversité des intérêts et des vues politiques qui devaient se rencontrer, relativement à l'Afrique, parmi les diverses nations de l'Europe. Dès le commencement de ce siècle, notre continent avait été l'objet, de la part des peuples civilisés, de tentatives généreuses pour introduire la lumière dans ces régions barbares. Il n'y avait qu'un moyen pratique d'y réussir, celui d'en assumer la direction et, par consé-

(1) MM. Goblet, Ministre des Affaires étrangères, et Ferrouillat, Ministre de la Justice et des Cultes.

quent, la souveraineté ou le protectorat. C'est ce qu'avaient fait déjà l'Espagne, le Portugal et, successivement, l'Angleterre, la France, ce que firent enfin, après le Congrès de Berlin, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie.

Mais si les Gouvernements européens ont fait ainsi et se disposent à faire des sacrifices considérables, ils doivent s'en réserver les bénéfices futurs. De là naissent des intérêts dont il faut tenir compte et qui préoccupent à bon droit les Gouvernements et les peuples. Il était donc difficile de songer, sans s'exposer à des rivalités et des compétitions fâcheuses, dans le sein même de l'Œuvre, à former un Comité ou Conseil unique qui aurait compris des représentants de tous les peuples, comme cela se pratique pour d'autres œuvres de foi ou de bienfaisance.

Mes propres réflexions et les conseils des hommes les plus graves n'ont fait que me confirmer dans cette pensée, et, avec l'approbation du Saint-Père, l'Œuvre Antiesclavagiste a été constituée par nationalités distinctes. Les Conseils nationaux, créés dans les capitales des différents pays de l'Europe, sont donc indépendants les uns des autres ; c'est dans leurs nations respectives qu'ils cherchent et trouvent chacun leurs ressources. C'est aussi exclusivement au profit de l'influence de leurs nations propres, qu'ils les emploient, en Afrique, lorsqu'elles y sont établies.

C'est ainsi que nos différents Comités ont été constitués successivement (1) et qu'une émulation féconde a été appelée à remplacer les tiraillements ou les jalousies que l'on aurait pu craindre, parmi eux.

Ce qui reste commun entre ces Sociétés distinctes, c'est la pensée de l'abolition de la traite africaine et de l'esclavage, qui a donné naissance à l'Œuvre elle-même ; pensée de civilisation et de solidarité fraternelle, qui entretient et conserve les liens de sympathie entre les Comités divers, et qui s'incarne extérieurement dans celui qui a prêché et qui continue de prêcher la croisade nouvelle, aidé du Coadjuteur distingué (2), désigné pour partager sa charge, dans une mission devenue trop lourde pour un seul.

Mais, si les Comités nationaux sont ainsi séparés, pour l'action, soit en Europe, soit en Afrique, ils ne se sont pas interdit la faculté de se réunir et de s'entendre. Ils ont pensé, au contraire, qu'il pouvait être avantageux, pour le succès de l'action commune, d'avoir, dans certaines circonstances spéciales, des assemblées où leurs délégués pourraient mettre à l'étude les questions qui les intéressent tous également.

C'est la pensée que j'avais eue, au commencement de cette année, lorsqu'on ignorait encore que l'initiative de l'Angleterre allait provoquer la réunion d'une Conférence des Puissances. Je m'étais alors proposé de réunir, à Bruxelles, un Congrès libre de notre Œuvre, composé de délégués

(1) En Angleterre, l'*Anti-Slavery-Society* existait déjà glorieusement, sous la présidence d'honneur de Son Altesse Royale le Prince de Galles.

En France, notre Œuvre s'est constituée sous la présidence de M. Keller, député, et de M. Jules Simon, sénateur ;

En Allemagne, sous la présidence d'honneur de S. G. l'Archevêque de Cologne et la présidence de M. Sieger ;

En Italie, sous la présidence de S. E. le Prince Rospigliosi ;

En Belgique, sous la présidence de M. le Général Jacmart ;

En Portugal, sous la présidence S. A. R. le Duc d'Oporto ;

En Autriche, sous la présidence du Prince de Wrede ;

En Espagne, sous la présidence de M. Canovas del Castillo.

Elle s'organise, en ce moment, en Hollande, en Suisse, en Amérique.

(2) Mgr Brincat, Evêque d'Adramète et Auxiliaire de Carthage.

des Conseils existants. Plus tard, j'ai cru devoir désigner Lucerne pour cette réunion, lorsqu'il est devenu certain que la Conférence aurait lieu et se réunirait en Belgique. Il m'a semblé que c'était là un acte de déférence naturelle, dû à Sa Majesté le Roi Léopold et à une si haute assemblée. Enfin le Congrès libre de notre Œuvre (1), lui-même, a, pour une raison de convenance semblable, été, depuis, prorogé jusqu'après la conclusion de la Conférence Internationale.

Tenu auparavant, il aurait pu, sans doute, étudier utilement et préparer la solution de certaines questions délicates; mais il aurait paru vouloir exercer aussi, par le moyen de l'opinion publique, une pression anticipée sur les délibérations des Puissances.

Voilà, comme on le verra, dans le détail, par les pièces contenues dans le volume dont je fais hommage au Roi et à la Conférence, la marche qu'a suivie et le point où en est arrivée l'organisation de notre Œuvre.

Je dois faire connaître maintenant, en quelques mots, ce qu'elle demande au monde chrétien.

II

Ce que l'Œuvre Antiesclavagiste demande au monde chrétien pour atteindre le but qu'elle se propose.

L'Œuvre Antiesclavagiste s'est constituée, comme on vient de le voir, en dehors de toute influence et de toute vue politiques. Tout en restant profondément respectueuse des pouvoirs établis et des droits légitimes, elle s'est placée exclusivement sur le terrain de l'humanité et de la religion. Elle ne se propose aucune action ayant un caractère ou des intérêts différents. Elle est née, comme on l'a vu, dans le cœur d'un vieil Evêque, témoin, ainsi que ses Missionnaires, des atrocités que l'esclavage multipliait, chaque jour, dans l'intérieur de l'Afrique. Elle a été encouragée et comme sacrée, à son origine, par le Père commun de toutes les nations

(1) Ce Congrès n'a pas eu lieu, au mois d'août, pour des raisons que j'ai déjà publiquement fait connaître.

Au moment même où je venais d'écrire, à Marseille, la lettre par laquelle j'annonçais la première pensée de ce Congrès, j'ai été frappé d'un coup grave qui pouvait m'enlever la vie. Les huit mois de prédications et de voyages, que je venais d'affronter, m'avaient réduit à un état de fatigue extrême. Tant que ma mission n'était pas terminée, le sentiment du devoir à remplir me soutenait encore. Mais, à Marseille, après ma dernière Conférence, la crise que j'avais prévue, dès l'origine, se déclara, et, le matin du 15 janvier, je me réveillai presque privé de mouvement. Le 24 février suivant, j'eus à Biskra une rechute plus grave encore que la première attaque. Enfin, à Lucerne, une dernière crise m'a réduit à une complète impuissance, et c'est la raison principale pour laquelle j'ai cru devoir proroger le Congrès.

Il y en a une seconde, c'est que j'ai vu s'éveiller, dans un certain nombre d'esprits, les préoccupations politiques auxquelles j'ai fait allusion plus haut. Je n'ai pas pensé que je pusse laisser l'Œuvre s'engager dans une voie si contraire à son véritable esprit. J'ai cru également qu'il ne pouvait me convenir de créer peut-être ainsi, à la Conférence des Puissances, des difficultés de nature délicate, comme le sont toujours celles où les intérêts et les préjugés sont directement en jeu.

Enfin la France était engagée déjà dans une période électorale importante, et les hommes les plus éminents qui nous avaient promis leur concours, me déclaraient qu'ils n'espéraient plus pouvoir se rendre au milieu de nous.

En présence de ces difficultés multiples, je fis savoir aux Membres de notre Œuvre que la réunion serait prorogée, et j'ai réglé, plus tard, qu'elle n'aurait lieu qu'après la Conférence des Puissances, pour n'être plus arrêtée par des difficultés qui auront pu être déjà résolues à Bruxelles, et pour connaître suffisamment les décisions de la Conférence, de façon à pouvoir, sans crainte, prendre les résolutions pratiques qui doivent assurer le succès de son action bienfaisante.

catholiques, qui ne se propose non plus, comme on l'a vu par ses paroles, qu'un but de charité et de justice. Je ne pense pas commettre une indiscretion en disant que, pour éviter toute fausse interprétation à cet égard, Il est allé jusqu'à refuser, avec un entier désintéressement, un territoire considérable sur lequel ne s'exerce encore aucune influence européenne et qu'un Souverain catholique proposait d'assurer au Saint-Siège.

Tel est le caractère propre de l'Œuvre Antiesclavagiste. C'est ce que je n'ai cessé de répéter, toutes les fois que j'en ai trouvé l'occasion, dans les chaires catholiques.

Mais, encore sur ce terrain de l'humanité et de la religion, que veut obtenir et que demande au monde chrétien l'Œuvre Antiesclavagiste ? C'est ce qu'il importe d'expliquer clairement, afin de faire tomber les idées fausses qui ont pu ou pourraient être exploitées contre elle.

But ultérieur et définitif de l'Œuvre. — Le but ultérieur et définitif de l'Œuvre est l'abolition de l'esclavage, à tous ses degrés, sur le territoire africain. Or, l'esclavage règne, dans notre Afrique, sous des formes diverses : la traite avec sa chasse et ses marchés publics, l'esclavage indigène et traditionnel ; il y existe même sous le nom de liberté, car les *travailleurs libres* ne sont souvent que de véritables esclaves, capturés par la violence et soumis au joug. La seule différence est qu'ils ne le sont que pour un temps, au lieu de l'être pour toujours.

Je ne pense pas qu'il soit possible, en ce moment, de procéder du même pas vis-à-vis de ces trois sortes d'esclavage.

L'esclavage indigène. — En se proposant l'abolition totale de cet esclavage et en la proposant à tous ses adhérents, l'Œuvre Antiesclavagiste ne fait autre chose que se conformer au droit naturel et aux préceptes de la loi religieuse qui proclame l'esclavage contraire au droit de la nature et au droit divin : « *Contra quod est a Deo et a natura institutum* », a dit le grand Léon XIII. Or, ce droit ne souffre ni exception, ni dispense ; la prohibition est absolue pour tout homme qui respecte la raison, la justice et la foi.

Mais, en proclamant ce principe et en poursuivant son application, l'Œuvre Antiesclavagiste ne veut pas demander une chose impossible ou nuisible. Or, vouloir abolir l'esclavage africain, d'un seul coup, par la force, car on ne peut le faire que par ce seul moyen, c'est vouloir une œuvre irréalisable : toutes les armées, tous les trésors de l'Europe ne suffiraient pas à l'obtenir. De plus, l'état social actuel de l'Afrique indigène étant fondé sur l'esclavage, depuis des siècles, tout se trouverait jeté dans le chaos, si on abolissait ainsi, en un jour, une organisation lamentable, sans doute, mais cependant préférable au chaos.

Ce que la Société Antiesclavagiste propose, en conséquence, aux peuples chrétiens, d'après le programme de son fondateur, c'est d'amener *graduellement* cette solution nécessaire, et, pour cela, d'employer les forces morales et matérielles dont dispose le monde civilisé, pour supprimer d'abord, peu à peu, les excès les plus odieux de l'esclavage indigène et en arriver ensuite à l'abolir totalement. C'est ce que j'ai demandé nettement, à Rome même, dans la Conférence que j'ai faite au « Gesù », donnant pour exemple l'Eglise, dans ce qu'elle a fait, il y a des siècles, pour l'abolition de

l'esclavage antique, et, plus récemment, pour celle de l'esclavage colonial (1).

« L'esclavage, tel qu'il existe chez les noirs, n'est, ai-je dit alors, qu'un tissu de cruautés et d'infamies. Il n'y a pas de maître plus barbare pour l'esclave que le maître noir. Il s'arroe le droit de lui infliger tous les supplices. J'ai fait frémir, du haut de la chaire de Sainte-Gudule, les Belges qui m'entouraient, en leur citant des traits d'atrocités commises dans le Congo. Je leur ai parlé, d'après les affirmations de témoins de leur nation, de noirs tués, à la mort de leur maître, et ensevelis avec lui, de femmes esclaves brûlées vives pour satisfaire un caprice ou une vanité féroce, d'infortunés auxquels un chef sans entrailles faisait couper les mains, afin de rendre plus doux le son de ses tambours frappés par de simples moignons. J'ai cité d'autres exemples non moins odieux... » Et j'ai ajouté :

« Sans doute, même dans cet ordre d'excès, on ne peut tout empêcher d'un seul coup ; mais je n'hésite pas à dire qu'on doit, du moins, poser les principes et manifester, par des exemples, la volonté d'en finir, un jour. Aucune Puissance européenne n'hésitera plus, bientôt, j'en ai la confiance, à faire ce que la France a fait, dès le premier jour, au Sénégal et en Algérie : interdire, en droit, sous des peines sévères, en attendant qu'on puisse les appliquer, en fait, l'homicide ou la mutilation des esclaves, le rapt des faibles par les forts, la chasse aux noirs, pour en faire ce que, par une cruelle ironie, on a nommé *travailleurs libres* ».

Et ailleurs :

« C'est ce qu'a fait l'Eglise, pour l'abolition de l'esclavage antique parmi les Chrétiens, laissant au temps, au progrès des mœurs et des lumières, le soin de mûrir une question si grave et de la résoudre au moment venu. Mais, tout en laissant durer ce qui est, pour ne pas compromettre, par la précipitation, le succès de la cause elle-même, il faut s'opposer résolument à l'extension du mal ».

Voilà ce que notre Œuvre désire voir adopter, en principe, pour ce qui concerne l'esclavage indigène : son abolition graduelle et la prompte suppression de ses atrocités.

De la nécessité de l'abolition de la traite, et de son augmentation actuelle sur plusieurs points de l'Empire turc. — Il n'y a aucun doute sur la question de la traite. Elle est abolie, en droit, parmi les nations chrétiennes, et mise sur le pied de la piraterie. En fait, sauf les empires mahométans du Soudan et celui du Maroc, les nations musulmanes se sont également engagées à l'abolir. Le texte des Congrès de Vienne et de Vérone, qui ont fait entrer cette disposition dans le droit public international, est connu de tous. Inutile de le citer ici. Celui de l'Acte général de Berlin suffit, d'ailleurs, pour ne plus laisser place à aucune hésitation de la part de la Conférence de Bruxelles.

« Toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires, dit-il à son article sixième, s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence, et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalité ni de culte, toutes

(1) Voir cette Conférence dans le volume des *Documents*.

« les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables, « créées et organisées à ces fins. . . . ».

L'article neuvième est plus explicite encore, quant à l'obligation d'abolir la traite des esclaves :

« Conformément, dit-il, aux principes du droit des gens, tels qu'ils sont « reconnus par les Puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à « la traite devant être également considérées comme interdites, les Puissances « ces qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou une « influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo, « déclarent que ces territoires ne pour ont servir de marché, ni de voie de « transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune « de ces Puissances s'engage à « employer tous les moyens en son pouvoir « pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent ».

Il faut ajouter que, si les nations chrétiennes ont aujourd'hui rompu, à cet égard, avec les dernières traditions du passé et n'acceptent plus chez elles ni la vente, ni le transport, ni même la présence des esclaves capturés par la traite, il n'en est pas de même, malgré des textes aussi clairs, des nations musulmanes.

Je dois faire, cependant, ici, une distinction entre l'esclavage, tel qu'il existe chez les musulmans, où il a un véritable caractère de douceur, et celui qui a existé autrefois dans l'antiquité païenne, et même dans nos colonies. Je le sais, pour en être, depuis longtemps, le témoin, et je l'ai dit publiquement jusque dans nos églises. Je tiens, en effet, à rendre complète et ouverte justice à une population dont je ne suis pas le pasteur, il est vrai, mais avec laquelle je me trouve en rapports, en Orient et en Afrique, depuis de longues années, dont je n'ai jamais reçu que des marques de bienveillance, et à qui j'ai donné, lorsque je l'ai pu, des marques sincères et nombreuses d'attachement et de charité.

« Chez les musulmans, ai-je dit à Rome, dans la chaire du « Gésù », « l'esclavage a un caractère de douceur et, si j'osais le dire, de famille, qui ne « ressemble ni aux horreurs de l'esclavage des noirs dans l'intérieur de l'Afrique « que ni même à celles qui se voyaient dans les colonies d'Amérique, il y a « seulement quelques années. Chez les colons du Nouveau-Monde, l'esclavage était dur, quelquefois féroce. Dans les familles de l'empire ottoman, « il a un tout autre caractère qu'il tient des prescriptions du Coran et de « ses principaux commentateurs. Aussi voit-on souvent les esclaves, même « lorsqu'ils le peuvent, comme en Algérie et en Tunisie, ne vouloir pas « quitter leurs maîtres. Leur travail est modéré, les traitements moins « sévères qu'ils ne le sont, pour les ouvriers, dans la plupart des villes « d'Europe, l'attachement entre maîtres et esclaves plus grand que, dans « d'autres contrées, entre maîtres et serviteurs, l'union, l'adoption légales « fréquentes. »

Mais, quoique l'esclavage soit doux et tolérable chez les Musulmans, au moins dans l'Empire turc et dans l'Egypte, car on n'en saurait dire autant du Soudan et du Maroc, il est certain qu'il donne lieu, en Afrique, à des cruautés et à des horreurs sans nombre, en maintenant la traite et la chasse à l'homme.

Voici ce que j'en ai dit, dans la même Conférence de Rome, après avoir parlé de la douceur relative de l'esclavage musulman :

« Si tel est l'esclavage chez les Turcs, pourquoi l'interdire ? Les noirs y sont, à coup sûr, plus heureux que dans leur Afrique.

« Je répondrai par un simple exemple.

« Un des membres les plus honorables de l'Institut de France, M. Antoine d'Abbadie, le compagnon, dans l'exploration de l'Abyssinie, l'ami de l'illustre cardinal Massaja, rapporte ainsi la réponse indignée d'un Noir à l'Arabe qui venait de l'acquiescer.

« Il avait été la victime, selon un horrible et fréquent usage, d'une mutilation cruelle : on le destinait aux harems, où on les vend, dans cet état, cinq fois plus qu'un esclave ordinaire. Or cet homme maudissait publiquement son acheteur, pour l'avoir réduit à cet odieux état. Le musulman se défendait, disant que c'était la première fois qu'il le voyait ; mais le nègre, avec sa colère, lui répondait, aux applaudissements de tous : « C'est toi seul qui es le coupable, parce que, si ceux qui m'ont ainsi traité n'avaient pas su que tu te trouverais là, pour m'acheter, un jour, afin de garder tes femmes, jamais le fer n'aurait touché mon corps ! »

« C'est là ce que je dis de l'esclavage, même le plus doux et le plus facile. Si les brigands esclavagistes, si les cheikhs du Soudan ne savaient pas qu'ils trouveront, dans les Etats musulmans, des acheteurs pour leurs esclaves, ils n'auraient ni la pensée de poursuivre les nègres infortunés, ni la cruauté de brûler leurs villages, ni l'infamie d'en massacrer souvent des centaines pour en vendre quelques-uns (1). »

J'ajoute qu'aujourd'hui, et par suite de la suppression de l'esclavage des blancs (2), habitants du Caucase et de l'Asie, due à l'initiative persévérante de la Russie, ou de ceux capturés autrefois, par les pirates, dans le bassin de la Méditerranée, les esclaves noirs et, par conséquent, la traite africaine ont augmenté, depuis plus d'un demi-siècle, et, sur certains points, augmentent encore.

J'en ai fourni souvent les preuves, par les récits des explorateurs et des Missionnaires, par les chiffres effroyables qu'ils ont cités, et enfin, pour une époque plus voisine encore, car il s'agit de l'année dernière 1888, par les témoignages officiels des agents anglais, chargés de la surveillance de l'esclavage, dans la Turquie, l'Égypte, la mer Rouge et l'Océan Indien.

Voici quelques-uns de ces témoignages, tels qu'ils sont reproduits dans le *Blue Book* anglais de 1888.

J'en aurais pu donner d'autres semblables et plus récents encore ; je me contente de ceux-ci.

Qu'on lise d'abord l'extrait suivant d'une *lettre du colonel Schæffer à M. Baring*.

(1) Voir la Conférence de Rome dans le volume des *Documents*.

(2) C'est la raison que S. A. le Khédive d'Égypte donnait lui-même à M. Schæffer qui en parle ainsi dans le *Blue-Book* :

« Pour éviter d'être découverts, dit le colonel, soit par crainte du châtiment, soit par crainte d'amende pécuniaire, les marchands devraient être contraints à de telles précautions que l'importation devint une impossibilité. « La raison qui rend cela absolument nécessaire m'en a été donnée par le Khédive. » M'entretenant à ce sujet avec Sa Hautesse, lorsque je pris congé d'Elle pour aller remplir ma mission à Souakim. Elle me dit qu'Elle avait appris de très bonne source qu'à Constantinople les esclaves circassiens arrivaient en très petit nombre, parce que, depuis la dernière guerre avec la Russie, le peu de districts où les Circassiens étaient encore sous le gouvernement des Turcs, ont été annexés par la Puissance moscovite. « En conséquence, les esclaves noirs sont recherchés comme domestiques (*). »

(*) *Blue Book* de 1883, p. 126.

Le Caire, 24 janvier 1887.

« Dans le rapport ci-annexé, j'ai établi que le commerce des esclaves à Djeddah se faisait encore maintenant » et avait pris une extension qu'il « n'avait jamais eue jusqu'ici. »

« Je n'ai pas parlé par oui-dire mais par une conviction personnelle, acquise sur les lieux, à Djeddah. Lorsque j'arrivai dans cette ville, comme le paquebot s'y arrêta huit heures, je résolus de profiter de cette circonstance pour voir comment les choses se passaient là, et j'envoyai un de mes officiers voir s'il pourrait acheter un esclave. Il demanda, comme par hasard, au batelier qui l'avait conduit à terre, quel était l'endroit où il trouverait le plus facilement à acheter un esclave. Le batelier lui offrit de le conduire aux maisons du principal marchand. Lorsqu'il fut connu qu'il désirait un esclave, plusieurs personnes vinrent à lui dans la rue et lui offrirent de le conduire dans quelques autres maisons. Il entra ainsi dans dix-huit maisons de marchands, où il trouva des esclaves nègres et abyssins, au nombre de six à quatorze dans chaque maison. Pour montrer comment tout cela se faisait ouvertement, il me suffira de dire qu'il était accompagné par un officier égyptien, en uniforme, et par un sergent-major de mon département, également en uniforme. Il m'aurait été également très facile d'entrer dans ces maisons ; mais je préférerai ne pas le faire, car, si j'avais été reconnu, on aurait probablement fait quelque désordre, sous prétexte qu'un chrétien entrait dans une maison musulmane (1). »

Plus loin :

« Les esclaves sont introduits avec la complicité des autorités qui reçoivent, je m'en suis assuré, un dollar par tête. Les marchands ont un nombre considérable d'esclaves, » et on n'en a jamais vu, jusqu'ici, une « pareille abondance sur le marché de Djeddah. » Les prix sont aussi bons, variant de 60 à 300 dollars, et davantage encore, dans certains cas.

« Un certain nombre de ces esclaves demeurent à Djeddah, après leur vente ; mais un plus grand nombre « vont à la Mecque d'où ils sont conduits, avec les caravanes de pèlerins, en Perse, à Bagdad et en Syrie (2). »

La même constatation est faite dans une lettre de M. Razzack, faisant fonctions de Consul à Djeddah. Il écrit, le 27 juillet 1887 :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que jamais la traite n'a cessé dans le Hedjaz, et que les fluctuations de son activité ont été en proportion des facilités d'importation ou de la surveillance exercée par les autorités égyptiennes ou les croiseurs anglais, de l'un et l'autre côté (de la mer Rouge).

« Tant que les hostilités ont continué dans le Soudan, très peu d'esclaves noirs ont été importés ici, et il y a eu une grande hausse de prix, tant sur les Abyssins que sur les Gallas et plus particulièrement sur les noirs ; mais, en dernier lieu et depuis la fin de la guerre du Soudan, « la traite » a repris et l'extension de ce trafic a été, de temps en temps, signalée « au Foreign Office par ce consulat. »

« Les autorités des deux côtes de la mer Rouge semblent être sans force suffisante, l'une, pour prévenir le départ, l'autre, pour s'opposer au débar-

(1) *Blue Book* de 1888, p. 125.

(2) *Blue Book* de 1888.

quement des groupes d'esclaves, sur leurs côtes respectives. « Ce que le « gouvernement égyptien, avec son organisation spéciale, et aidé par les « Anglais, trouve impossible, les autorités de l'Hedjaz, avec une police et « des forces régulières vraiment insuffisantes pour tenir le pays sur une « aussi grande étendue de côtes, le trouvent encore plus difficile à « arrêter. »

« Autrefois les esclavagistes avaient l'habitude de partir des criques et des abris qui sont au nord de Souakim ; mais, maintenant, ils trouvent plus commode de prendre la mer des côtes voisines de Massaouah, et, depuis quelque temps, toutes les fois qu'une cargaison arrive, on en parle comme venant de cette ville.

« Les dahous arabes ne viennent jamais dans le port même de Djeddah, et jamais, non plus, les esclaves ne sont débarqués à Djeddah. Depuis qu'ils y ont été saisis quelquefois, ils prennent terre dans quelque lieu convenable de la côte, au-dessus ou au-dessous de Djeddah, près de quelque village bédouin où les esclaves, dès qu'ils sont débarqués, sont pris et transportés, à travers le pays, en petits groupes jusqu'à la Mecque, ou introduits en contrebande dans Djeddah.

« Les esclaves ne sont pas, en effet, vendus dans un marché ouvert ; ils le sont dans des maisons privées où chacun peut aller et les acheter à volonté. « Ces sortes de marchés secrets ne sont pas interdits par les autorités. »

« Très peu d'esclaves, si même il y en a de ceux qui sont amenés ici, sont emportés ensuite par la voie de mer ; mais les caravanes de terre, qui viennent de Syrie, du Nedjed et de la Perse, particulièrement de ces deux dernières contrées, en ramènent un nombre considérable (1). »

Dans le *Memorandum* dont le colonel Schæffer parle au commencement de sa lettre, il s'exprime d'une manière identique :

« Conformément à mes instructions, dit-il, je partis pour Souakim, le 4 mai. A mon arrivée à Djeddah, je pus me convaincre facilement « que le « commerce des esclaves y augmente dans une proportion alarmante, et « cela tout récemment. »

« Aussi longtemps que les hostilités du Soudan n'ont pas été terminées et que les tribus du Kordofan étaient sous les armes avec le Mahdi et son successeur, elles avaient peu de temps pour s'occuper de la chasse aux esclaves et de leur vente ; mais, maintenant que ces tribus sont retournées dans leurs propres districts, elles ont, de nouveau, repris le commerce des esclaves, entraînés par les gros profits.

« La clef de cette situation est entre les mains des autorités turques, et si elles ne peuvent arriver à remplir les engagements pris dans la convention conclue entre le Sultan et le Gouvernement britannique, « rien ne « peut arrêter le présent commerce qui est, tous les jours, en progrès (2). »

Une lettre de M. Portal au marquis de Salisbury n'hésite pas à affirmer, de même, l'augmentation du nombre des esclaves :

« 11 juillet 1887.

« Que l'importation des esclaves noirs dans la Turquie se soit considérablement augmentée, c'est l'opinion d'un grand nombre de ceux qui « sont plus en état de se former une idée exacte, » et la preuve de ce fait

(1) *Blue Book*, de 1888, p. 213, 214.

(2) *Blue Book* de 1888, p. 126, 127, 128, 129.

se trouve dans le cas qui a été récemment porté à ma connaissance par un gentleman qui a longtemps résidé à Smyrne, et dont les renseignements peuvent, je crois, être considérés comme certains. Il m'informe que, récemment, une cargaison complète d'esclaves noirs a été débarquée à Smyrne, d'un vaisseau voyageant sous pavillon turc et venant de Tripoli (1). »

L'importation des esclaves de la Tripolitaine en Crète est attestée par la lettre suivante de l'ambassadeur de Constantinople à Saïd-Pacha :

« Constantinople, le 30 mai 1887.

« Monsieur le Ministre,

« Je suis informé qu'en dépit de tous les efforts faits, en Crète, par les autorités civiles et militaires, dans le but de mettre un terme au commerce des esclaves, « ce trafic prohibé en est venu au point que les bateaux à « vapeur de la Compagnie mahsoussé emportent maintenant un grand « nombre d'esclaves, dans chacun de leurs voyages, des côtes de l'Afrique », et c'est là une preuve évidente que ces esclaves sont introduits secrètement dans cette île et dans les autres ports de l'empire ottoman.

Signé : W.-A. WHITE (2). »

Ce que demande l'Œuvre Antiesclavagiste, c'est que les Puissances chrétiennes qui, seules, ont pour cela l'autorité suffisante, reprennent, après un accord commun, leur action auprès des Puissances musulmanes, et qu'elles commencent d'abord par celles qui n'ont pas encore consenti à l'abolition de la traite dans leurs Etats.

Je leur signale, en particulier, le Maroc qui place, pour ainsi dire, le spectacle de tant d'infamie à la portée des yeux européens. La Société Antiesclavagiste de Londres s'est honorée, aux yeux de tous, en adressant, à défaut des gouvernements, une pétition, à cet égard, au Sultan même du Maroc. Il était impossible de s'exprimer d'une manière plus touchante et plus persuasive :

« Il est vrai, disaient les signataires de cette pièce, que l'existence de l'esclavage est reconnue par Mahomet, mais seulement pour les captifs pris dans la guerre, et le prophète enjoint strictement de bien traiter tous les esclaves, de même qu'il recommande, comme un acte spécialement agréable au Ciel, celui de les rendre à la liberté. Le Coran n'approuve pas non plus la séparation du mari d'avec la femme, ou des enfants d'avec leurs parents, comme cela se fait maintenant ouvertement dans les marchés du Maroc. Enfin, la mutilation des enfants pour les harems, telle qu'elle se fait, d'une manière si fréquente, dans les domaines de Votre Hauteesse, est un crime contre Dieu et la nature humaine, que le Coran prohibe. »

Malheureusement cette pétition, si modérée qu'elle fût dans la forme, n'a point été accueillie, comme le prouve le passage suivant du rapport de Sir William Green, que publie aussi le *Blue Book* :

« Dans une audience du Sultan, en date du 30 avril 1888, écrit Sir William Green, je lui parlai de l'adresse de l'*Anti-Slavery-Society*, que M. Donald Mackenzie lui a fait présenter par Cid Emfadel Gharneet. Sa Majesté schérifienne répondit que les Maures traitent leurs esclaves tout différemment des autres peuples, et qu'en conséquence l'institution de l'esclavage au Maroc n'a besoin ni de réforme, ni de changement. »

(1) *Blue Book* de 1888, p. 132.

(2) *Blue Book* de 1888, p. 193.

Mais Sir William Green ajoute :

« Malgré l'observation que les esclaves semblent être heureux et contents, je crois qu'il est juste d'ajouter que l'esclavage a son noir côté dans le Maroc et que le bonheur des esclaves y dépend uniquement du caractère des maîtres dans les mains desquels le sort les a fait tomber (1). »

Le *Blue Book* nous explique, du reste, par un renseignement atroce, l'initiative miséricordieuse de l'*Anti-Slavery-Society*. Voici ce que nous y lisons :

« A Messfoua se trouve un vaste établissement destiné à la préparation des eunuques pour le sérail de Sa Majesté schérifienne. Je remarquai une grande quantité d'enfants nègres, dont la plupart avaient l'air extrêmement malade, et, le soir, je demandai aux Maures qui étaient venus me voir dans ma tente, la raison de leur état de souffrance, si l'on devait l'attribuer au climat ou à l'eau ; mais je ne pus en obtenir aucune réponse. Quand ils se furent retirés, je fus informé confidentiellement que c'était parce que là étaient préparés les eunuques pour le Sultan, et que, si le Caïd apprenait que ce secret avait été divulgué, la vie du révélateur serait sacrifiée. Je fus aussi informé que, sur trente de ces enfants opérés, il en meurt au moins vingt-huit. C'est une chose horrible et révoltante (2). »

Est-il possible de ne pas s'indigner à une semblable révélation, et toutes les Puissances pourraient-elles n'être pas disposées à renouveler, si on leur en faisait la proposition, la démarche qu'a tentée pour arrêter une telle ignominie, une simple Société antiesclavagiste ? Ce qui fait, sans doute, hésiter plusieurs d'entre elles pour demander qu'on mette fin, au Maroc, à cette infâme coutume, c'est la crainte de se mettre isolément en avant, les premières. Mais si elles agissaient toutes de concert, comme elles le peuvent à la Conférence, par un sentiment d'humanité, supérieur à de telles vues d'intérêt, elles ne sauraient manquer de réussir.

Ce qui est aussi nécessaire que la conclusion de traités nouveaux avec les Puissances musulmanes, restées, jusqu'ici, en dehors du mouvement antiesclavagiste, c'est d'obtenir l'exacte observation des traités déjà conclus avec la plupart des autres. Je viens de montrer comment ces traités sont partout eludés ; j'ajoute, d'après le témoignage même des agents anglais, chargés de leur surveillance, qu'il est impossible qu'avec les forces dont elle dispose, la Turquie puisse, en réalité, les faire observer.

C'est ce qui est formellement constaté dans la lettre, citée plus haut, du colonel Schæffer à M. Baring :

« Les autorités des deux côtes de la mer Rouge semblent être sans force suffisante, dit-il, l'une pour prévenir le départ, l'autre pour s'opposer au débarquement des groupes d'esclaves, sur leurs côtes respectives. » Ce que le Gouvernement égyptien, avec son organisation spéciale, et aidé par les Anglais, trouve impossible, les autorités de l'Hedjaz, avec une police et des forces régulières vraiment insuffisantes pour tenir le pays, sur une aussi grande étendue de côtes, le trouvent encore plus difficile à arrêter ».

Ce qu'il faudrait donc, ce serait aider, moralement et matériellement, dans la mesure du possible, les Etats musulmans qui ont des traités avec les Puissances européennes, à s'opposer au passage et à la vente publique

(1) *Blue Book* de 1883, p. 174.

(2) *Blue Book* de 1888, p. 173.

des esclaves procurés par la traite. On ne peut en empêcher la continuation qu'en opposant des barrières, sur terre, par l'entretien de petits corps armés suffisants pour mettre obstacle au passage des caravanes, comme le demandait Gordon pour l'Egypte, et comme je l'ai proposé, moi-même, en Belgique, pour le Haut-Congo, et, sur mer, par des croisières pour arrêter les boutres chargés de la marchandise impie.

Il ne peut me convenir d'entrer, ici, dans de plus longs détails ; les Puissances seules savent ce qu'elles peuvent faire, pratiquement, à cet égard, et aussi quelle organisation elles doivent adopter pour sauvegarder leurs intérêts et leur dignité réciproque.

Protection assurée aux Œuvres de la Société antiesclavagiste. — Je n'ajouterai plus qu'un mot, en terminant ce paragraphe. L'Œuvre antiesclavagiste demande que, conformément au texte précis de l'Acte Général de Berlin, aide et protection soient toujours accordées par les Puissances, aux œuvres qu'elle entreprend, et au personnel qu'elle emploie, quels que soient leur nationalité et leur caractère, religieux, scientifique, ou charitable, pour arriver à l'abolition de l'esclavage et, plus tard, à la restauration d'un ordre social régulier dans l'intérieur de l'Afrique.

III

Ce que l'Œuvre Antiesclavagiste peut, elle-même, offrir aux Puissances, pour les aider dans leur noble entreprise.

Après avoir exposé brièvement ce que l'Œuvre demande au monde chrétien pour l'extinction graduelle de l'esclavage et surtout pour l'abolition de la traite, j'ai à dire ce qu'elle se propose pour aider les Puissances dans cette grande et difficile tâche.

Il faut, d'abord, tenir compte de ce fait, que tous les États de l'Europe et de l'Amérique, signataires du traité de Berlin, sont des Etats constitutionnels. Il ne dépend donc point exclusivement de leurs gouvernements de prendre les mesures qui leur paraîtraient nécessaires ou utiles pour réaliser leurs desseins.

On ne peut ensuite se dissimuler qu'il n'y faille des sacrifices considérables d'argent et même d'hommes, sinon comme nombre, pour ces derniers, du moins comme valeur, car on n'y peut employer que des hommes d'élite. Or, il est à craindre, qu'au point de vue légal, il ne se présente des difficultés sérieuses pour l'envoi de troupes régulières dans les territoires africains qui ne sont point encore constitutionnellement réunis aux Etats européens.

Nous avons vu déjà se produire des résistances à cet égard, et l'opinion se prononcer avec assez de force pour que l'on n'ait pu obtenir, des Parlements, la participation du budget national et des troupes de l'Etat aux dépenses et à l'action militaires.

Pour aider les Puissances à triompher de ces difficultés, l'Œuvre Antiesclavagiste se propose :

- 1° D'agir sur l'opinion publique ;
- 2° De solliciter et de recueillir des ressources financières parmi ses adhérents ;
- 3° D'encourager les engagements de volontaires.

Action sur l'opinion publique. — L'Œuvre Antiesclavagiste a cherché,

dès son origine, à agir sur l'opinion, par les prédications de son fondateur. Il ne s'est point proposé d'autre but, en effet, que celui d'émouvoir les esprits, en leur prouvant, par le témoignage d'hommes dignes de foi, explorateurs et missionnaires, l'affreuse situation des noirs et les abominations de la traite.

Mais ces prédications n'ont pas été seules à éclairer les esprits et à toucher les cœurs. Des Conférences nombreuses ont été faites, dans le même but, par d'autres membres considérables de l'Œuvre, en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne. D'importants articles ont été publiés dans les Revues, dans les journaux. Il n'est pas jusqu'à des femmes qui n'aient pris une part active à cette campagne littéraire. Je les y avais, moi-même, publiquement engagées, à Londres, à Paris, à Rome, à Bruxelles.

« Vous aussi, leur disais-je dans l'église du *Gesù*, je vous convie à notre croisade. Vous y réussirez mieux que personne, parce que votre puissance est dans votre cœur. Vous êtes mères, vous êtes sœurs ; vous comprenez mieux, dès lors, les souffrances des mères, des sœurs, des enfants de noire Afrique. Ce sont des femmes qui, par leurs aumônes, par leurs paroles, par leurs écrits, par leurs romans mêmes, ont contribué à sceller, en Amérique et en Angleterre, la pierre du sépulcre sur l'esclavage colonial ; qu'elles trouvent des imitatrices parmi vous ! »

Je dois le dire avec reconnaissance, ma prière a été entendue. Plusieurs voix de nobles femmes se sont déjà élevées en faveur des noirs. Plusieurs autres se disposent à plaider leur cause.

Pour encourager un tel mouvement, j'ai proposé à l'un de nos Comités, celui qui est le plus naturellement désigné pour une telle œuvre, l'ouverture de concours littéraires pour la composition d'ouvrages destinés à éclairer, à émouvoir, à entraîner les âmes. Je sais l'importance qu'ont eue, il y a un demi-siècle, en Angleterre, en Amérique et en France, les œuvres composées dans le but d'amener la suppression de l'esclavage colonial.

Je n'attends que la conclusion des travaux de la Conférence de Bruxelles, où tant de lumières vont se trouver réunies et où tant de pensées utiles vont être certainement proposées, pour ouvrir le premier concours. J'ai reçu, dans ce but, une somme de vingt mille francs, pour récompenser l'ouvrage le plus capable d'émouvoir l'Europe sur la question de l'esclavage africain.

Enfin, comme je l'ai dit plus haut, j'ai cru sage de retarder jusqu'après la clôture des travaux de la Conférence, quoique j'eusse eu, tout d'abord, une pensée différente, la réunion d'un Congrès libre de notre Œuvre. Je compte, si rien ne s'y oppose, le convoquer au printemps prochain, comme je l'ai annoncé déjà, non pas pour prendre des délibérations différentes de celles des Puissances, mais pour rechercher les meilleurs moyens pratiques d'en assurer et d'en hâter l'exécution. Les Membres de la Conférence auront délibéré dans la plénitude de leur liberté. Le Congrès de notre Société n'aura d'autre prétention que de servir d'écho pratique à leurs délibérations.

Ressources financières à recueillir. — L'organisation de l'Œuvre, par nationalités distinctes, lui permet de faire appel, à la fois, aux sentiments qui entraînent le mieux le cœur de l'homme et lui font consentir les plus généreux sacrifices : la religion, l'humanité, le patriotisme.

La religion, en prêchant aux hommes la charité et la pitié chrétiennes et en leur promettant les récompenses d'En-Haut pour le bien accompli envers ceux qui souffrent ici-bas, est, comme l'expérience le prouve, le plus puissant mobile pour obtenir le concours des masses. Je ne puis m'empêcher d'ajouter que, pour notre Œuvre, les cœurs des chrétiens y seront d'autant plus efficacement disposés que l'exemple leur en a été donné par Léon XIII.

Malgré la situation où il se trouve, par suite de la perte de son pouvoir temporel, ce grand Pape a tenu à faire une large part, dans ses ressources amoindries, à l'Œuvre Antiesclavagiste. Il a voulu doter les Comités qui se sont créés au moment de la fondation de notre Œuvre. Il a daigné me transmettre, dans ce but, une somme de trois cent mille francs, qui a été partagée, par moi, en son nom, entre les Comités existant alors, sans distinction de nationalité ni même de culte : l'Angleterre a obtenu la même part que la Belgique, l'Allemagne et la France ; et lorsque le nombre des Sociétés nationales s'est ensuite augmenté, chacune d'elles a, du moins, reçu, comme un témoignage de bienveillance paternelle, une portion de ce qui restait encore du don pontifical.

Rien ne pouvait mieux disposer les chrétiens, pasteurs et fidèles, à favoriser la réalisation des mesures adoptées par la Conférence, dès que les résolutions de celle-ci seront fixées et clairement connues. Si l'on attend encore, c'est que l'on veut d'abord savoir le but qu'elle se propose d'atteindre, et, par suite, l'importance des ressources à réaliser. Mais il n'y a pas, j'en ai la certitude, un Evêque, un Prêtre catholique, qui, dans la mesure de son pouvoir, ne réponde alors à un semblable appel ; pas un fidèle, digne de ce nom, qui ne donne généreusement son offrande.

Dans ma première course apostolique en Europe, il y a un an, je n'ai voulu faire, moi-même, personnellement, aucune quête. Tout au contraire, j'ai tenu à laisser, à côté du don royal du Saint-Père, l'obole de ma pauvreté. Je l'ai fait en Belgique, à Londres, à Naples, à Paris, partout où mes ressources me l'ont permis, afin de pouvoir répondre ce que répondait saint Paul aux outrages qui ne manquent jamais, dans des conditions semblables, de la part de ceux qui accusent les quêteurs de venir enlever leur or : « Même chez vous... disait-il, je n'ai été à charge à personne, « car, pour ce qui me manquait, nos frères y ont pourvu, et en toutes « choses j'ai évité de vous être à charge (1). »

Les quêtes dans les églises et dans les temples ne s'adressent qu'à la foi religieuse ; mais, comme je l'ai dit, ce n'est pas à la seule foi religieuse que notre Œuvre a voulu s'adresser. A Rome, j'ai proclamé qu'elle ne fait pas moins appel aux sentiments d'humanité, que la nature a inscrits dans le cœur de tous.

« Les lois de la nature ne regardent pas seulement les chrétiens ; elles intéressent tous les hommes.

« Voilà pourquoi je fais appel à tous, sans distinction de nationalités, ni de partis, ni de confessions religieuses. Je ne m'adresse pas seulement à la foi, je m'adresse à la raison, à la justice, au respect, à l'amour de la liberté, « ce bien suprême de l'homme », comme l'a dit encore Notre Pontife. Sans doute, je plaide aujourd'hui cette cause dans un temple et devant les autels ; mais je suis prêt à la plaider partout. Je l'ai plaidée,

dans *Princes's Hall*, devant les protestants d'Angleterre, dans les salons, devant les philosophes, devant les impies, et toujours j'ai trouvé dans les cœurs l'écho de ce sentiment du poète antique :

Homo sum, et nihil a me humani alienum puto.

« Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger.

« C'est un cri qui est parti de Rome, et qui, lui aussi, a son écho dans tout l'univers. Je suis homme, l'injustice envers d'autres hommes révolte mon cœur. Je suis homme, l'oppression indigne ma nature. Je suis homme, les cruautés contre un si grand nombre de mes semblables ne m'inspirent que de l'horreur. Je suis homme, et ce que je voudrais que l'on fit pour me rendre la liberté, l'honneur, les liens sacrés de la famille, je veux le faire pour rendre aux fils de cette race infortunée la famille, l'honneur, la liberté. »

Enfin, à l'humanité vient se joindre naturellement, dans notre Œuvre, par suite de notre organisation en Sociétés nationales, le plus noble, le plus saint des amours d'ici-bas, l'amour de la patrie. On m'a accusé d'avoir trop élargi le cercle des sentiments auxquels je fais ainsi appel. Quelques-uns auraient voulu ne m'entendre parler que d'une seule patrie, leur patrie propre. Ils me l'ont reproché, quelquefois, avec amertume. Mais une Œuvre comme la nôtre doit intéresser tous les hommes, et l'on n'y saurait mieux réussir qu'en offrant à chacun d'eux le moyen, en servant l'honneur et les intérêts de son propre pays, de servir ceux de l'humanité toute entière.

Voilà ce que fait notre Société, exhortant le Belge à servir les intérêts et l'honneur de sa Belgique dans les territoires Africains qui sont dévolus à son Roi ; l'Anglais, les intérêts et l'honneur de l'Angleterre ; l'Espagnol, ceux de l'Espagne ; le Portugais, ceux du Portugal ; l'Allemand, ceux de l'Allemagne ; le Français, les intérêts et l'honneur de la France ; et leur montrant à tous comment, par l'union de ce double amour de l'humanité et de la patrie, ils se placent dans une région supérieure aux querelles et aux jalousies intéressées. Mais ici, ce ne sont pas seulement les prédicateurs et les pasteurs des âmes qui sont appelés à prendre la parole. Ce sont les hommes de cœur, à quelque nationalité et à quelque religion qu'ils appartiennent, qui se groupent pour réunir les souscriptions spontanément consenties. C'est ce qu'ils ont fait dans les divers Comités organisés en Europe, où l'on a vu souvent les catholiques, les protestants, les israélites, les libres-penseurs prendre part à la même œuvre de justice.

Mais, me demandera-t-on peut-être, quelles sommes peut-on espérer retirer de ces sources diverses ?

Tant qu'une entreprise spéciale ne sera point enfin résolue et même commencée en Afrique, il faut le dire nettement, ces sommes seront insuffisantes et dérisoires. A Paris, en effet, nous avons à peine dépassé cinq cent mille francs, dans l'espace d'une année ; en Belgique, malgré le zèle ardent de quelques-uns, on n'a pas non plus, je crois, dépassé ce chiffre ; en Allemagne, en Italie, en Suisse, en Hollande, le total exact des sommes recueillies m'est encore inconnu. Je le répète, néanmoins, on ne peut juger, par ce premier résultat, des résultats définitifs. Jusqu'à ce que l'on sache à quoi cet argent, conservé encore aujourd'hui par les Comités respectifs, sera définitivement employé (et l'on ne pourra le savoir qu'après les résolutions de la Conférence), on attendra, on hésitera, et on n'en

viendra aux sacrifices vraiment méritoires, comme nous en avons eu déjà des exemples (1), que si le but proposé excite l'intérêt, l'enthousiasme, par son utilité ou son héroïsme.

Engagements de volontaires. — L'argent n'est pas la seule nécessité de la future croisade contre la traite. Il y faut encore les volontaires. Je me hâte de le dire, cependant, cette croisade ne peut et ne doit être qu'une croisade pacifique. Organiser de toutes pièces une expédition armée, pour faire des conquêtes ou livrer des batailles, est une pensée qui ne peut trouver de partisans parmi les hommes sages et au courant des choses africaines. Il faut une force, des soldats, non pour livrer des combats, mais uniquement pour maintenir l'ordre, pour interdire aux brigands l'usage des armes, pour fermer les routes aux caravanes d'esclaves. Si j'eusse osé dire le mot, dès le premier jour, c'est une gendarmerie sacrée que j'aurais demandée pour l'intérieur de l'Afrique. J'ai reculé devant le sentiment qu'un tel nom aurait inspiré à quelques-uns, et j'ai simplement parlé de volontaires.

On a répondu, sur l'heure, à cet appel. Le nombre même n'a point manqué. En Belgique, il s'en est, m'assure-t-on, présenté sept cents; en France, le chiffre est encore bien plus considérable. Mais les Commissions choisies pour prononcer sur les admissions définitives ont tenu à n'admettre que les hommes qui offraient toutes les garanties désirables d'abnégation, de force, de courage, de moralité. Aussi, sur tant de centaines d'hommes, n'ont-elles cru pouvoir inscrire, en France, par exemple, que cinquante volontaires, à peine.

La seule chose réalisable, en effet, est de former, pour aller dans l'intérieur de l'Afrique, non pas des armées européennes, comme on se l'est figuré, mais seulement les cadres européens de troupes indigènes qui seraient composées de noirs déjà gagnés à notre cause. C'est la seule méthode pratique de résoudre les questions délicates de nombre, de dépense et de mortalité toujours considérable parmi les blancs, dans l'intérieur africain. Je ne le sais que trop, par expérience. En dix années, j'ai perdu ou dû rappeler en Europe, comme menacés d'une mort prochaine, près des trois quarts de mes missionnaires. Dans les expéditions, au contraire, qui ne comptaient à leur tête que deux ou trois Européens, ou même un seul, comme Stanley, les chefs d'élite qui avaient présenté les conditions nécessaires pour une mission aussi héroïque ont survécu, et les noirs qui les accompagnaient ont trouvé, dans leur force de résistance et surtout dans leur habitude de climat, une garantie contre les désastres dont une armée de blancs aurait été victime.

Une épreuve mémorable en a été faite, dans des conditions que je crois pouvoir citer, comme exemple, aux Puissances qui croiraient devoir entrer dans cette voie.

Un ancien officier de zouaves pontificaux s'est proposé à nous, il y a dix ans, avant que les Puissances ne se fussent encore partagé, au Congrès de Berlin, les zones de souveraineté et d'influence, pour accompagner mes missionnaires jusqu'au delà des Grands Lacs. Il se nomme Joubert. Je ne

(1) Un donateur de Marseille nous a remis, en une seule fois, 80,000 francs que nous avons transmis au Comité de Paris. Si nous sommes bien renseignés, le Comité de Belgique a reçu d'une noble dame, modèle de générosité et de saint enthousiasme, 33,000 francs de dons.

crains pas d'écrire, ici, ce nom, dût sa modestie en souffrir, s'il l'apprend, un jour. C'est un héros d'intrépidité, de dévouement, de vertu surhumaine. Il a supporté, sans faiblir un jour, toutes les souffrances : il partait à un âge qui semblait devoir lui annoncer de tristes épreuves et peut-être une catastrophe ; il a, aujourd'hui, plus de quarante ans ; son moral, le sentiment de la noble mission qu'il accomplissait l'ont soutenu contre tout. Avec un budget annuel qui n'a jamais dépassé dix mille francs, pour lui et ses soldats, cet homme admirable a constitué une petite armée de trois cents noirs, pour laquelle nous avons pu lui envoyer des armes ; ses hommes ont été choisis parmi les néophytes de nos missionnaires. Il les a, seul, formés à la discipline, à l'obéissance, au combat, et, avec eux, il a maintenu la tranquillité et la paix dans un grand territoire dont il est aujourd'hui comme le père. C'est à lui que les indigènes portent leurs différends ; c'est auprès de lui qu'ils se réfugient, lorsqu'ils sont menacés par les bandes esclavagistes. Il les sauve des divisions intestines et des attaques du dehors.

Il a fait plus. Pour donner un exemple, il a voulu, comme il me l'a écrit, il y a trois ans, avec la simplicité de l'héroïsme, après s'être abaissé jusqu'à la pauvre race noire, l'élever jusqu'à lui, en lui demandant la compagnie de sa vie. J'ai frémi d'abord, en lisant sa lettre une première fois ; j'ai versé des larmes d'attendrissement, en la relisant ensuite, devant un acte d'une telle grandeur morale, si simplement et si noblement accompli.

Des hommes pareils sont rares, sans doute, mais cependant il en existe. Ils se sont adressés à nos Comités, à moi-même, non seulement en France, mais en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Amérique, en Italie, en Espagne, dans tous les pays chrétiens. Si donc les gouvernements européens voulaient employer une force pacifique et moralisatrice, pour arriver à arrêter, un jour, les horreurs dont l'Afrique est souillée, et s'il leur était interdit, par des lois spéciales, d'employer leurs troupes régulières dans l'intérieur du Continent noir, il leur serait facile et il serait beaucoup plus efficace de former des cadres composés de tels volontaires qui, de concert avec les missionnaires, pourraient former des troupes indigènes, en état de les seconder.

C'est tout ce que je dirai à cet égard, m'abstenant de réfuter les idées fausses que l'ignorance et, quelquefois peut-être, la malignité ont cru pouvoir me prêter sur quelque parole mal interprétée. Il ne saurait, en effet, être question, pour supprimer actuellement la traite, ni d'une armée de zouaves, pour les raisons que je viens de dire, ni de l'Ordre de Malte ou de tout autre Ordre militaire, parce qu'il n'en existe point, aujourd'hui, qui soit capable d'entreprendre une mission semblable. Or, pour en former un, il faut, comme le savent ceux qui s'occupent des questions religieuses, de longues et nombreuses années. Si donc on le constituait à l'heure présente, tout au plus pourrait-on l'employer, dans un quart de siècle, à réorganiser la Société africaine qui, avec la suppression progressive de l'esclavage, va perdre peu à peu son organisme embryonnaire. Elle devra, dès lors, en recevoir un nouveau, pour lequel une congrégation religieuse et militaire pourrait donner un très utile concours.

Je m'arrête, Sire ; car, si je continuais, cette lettre deviendrait elle-même un volume, et je serais obligé d'en écrire une seconde pour résumer la première, afin de ne pas abuser de la bienveillance de Votre Majesté et de respecter un temps doublement précieux pour nous par l'usage qu'Elle se

propose d'en faire. Je me borne donc, en ce moment, à Lui recommander, une fois de plus, en terminant, notre œuvre de foi, de civilisation et d'humanité, ou plutôt je m'estime heureux d'applaudir à la réalisation des nobles desseins qu'Elle a formés, dans ce but, et qui trouveront, je n'en doute pas, un appui décisif dans les hommes éminents qui vont se réunir sous Ses auspices.

Votre Majesté peut leur donner l'assurance que leurs travaux seront suivis, avec une vive sympathie, par tous les membres de notre Œuvre, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, et que tous se feront, à mon exemple, j'en ai la confiance, un honneur de procurer, dans la mesure de leur pouvoir, l'exécution des mesures qu'inspirera à la Conférence de Bruxelles l'amour de la justice et de l'humanité.

C'est dans ces sentiments que j'ai l'honneur de rester et de me dire, avec un profond et respectueux dévouement, de Votre Majesté, Sire, le très humble et très obéissant serviteur.

† CHARLES CARDINAL LAVIGERIE,
Archevêque de Carthage, Primat d'Afrique.

Carthage, le 8 novembre 1889.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Ce Congrès s'est tenu à Paris du 12 au 17 août.

Voici les résolutions votées par lui :

Droit intérieur.

§ 1^{er}. — QUESTIONS GÉNÉRALES.

I. — Les Sociétés anonymes ou en commandite par actions ne doivent pas être soumises à l'autorisation préalable, quel que soit leur objet.

II. — Il y a lieu d'établir une réglementation légale pour la constitution et le fonctionnement des Sociétés par actions, et de prescrire l'organisation d'une large publicité, notamment à l'aide d'un organe spécial contenant la publication intégrale des statuts sociaux et des actes modificatifs.

III. — On doit considérer comme commerciale toute société anonyme ou en commandite par actions.

§ 2. — CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.

IV. — La loi doit prescrire la publication des statuts avant la souscription des actions.

V. — La loi ne doit pas fixer le nombre minimum des actionnaires. Elle doit déterminer la valeur minima des actions, exiger la souscription totale du capital social, permettre le versement partiel de ce capital sur chaque action.

Pour assurer le caractère sérieux des souscriptions et des versements, il y a lieu de prescrire le versement dans une caisse publique.

VI. — La loi doit prescrire des formalités pour la vérification des souscriptions et des apports. Les apports en nature doivent être vérifiés par des experts choisis par le tribunal. Il en est adressé rapport à l'assemblée. Le rapport sera rendu public.

VII. — La mise au porteur des actions ne doit pas être autorisée avant la libération complète. Tout souscripteur ou cessionnaire intermédiaire qui a cédé son titre doit rester tenu un certain temps (deux ans par exemple) après la cession régulièrement constatée.

VIII. — La nullité ne doit pas être la sanction légale de la violation des

règles de constitution de la Société. La responsabilité pénale et civile des fondateurs et administrateurs doit être la conséquence de la violation des règles constitutives de la Société.

IX. — La loi doit consacrer la légitimité des parts de fondateurs. — Les parts de fondateurs doivent être soumises à cette règle unique qu'elles ne peuvent donner droit à la copropriété de l'actif social et doivent simplement conférer un droit de partage des bénéfices.

X. — La loi doit autoriser la création d'actions privilégiées. L'émission doit être soumise aux règles édictées pour la constitution de la Société. On peut laisser aux parties la liberté de déterminer les avantages spéciaux conférés aux porteurs de ces actions.

XI. — On ne doit admettre en aucun cas d'émission d'actions au-dessous du pair. On ne doit admettre d'émission d'actions au-dessus du pair que pendant la durée de la Société et à charge de mettre l'excédent à la réserve.

§ 3. — FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ.

XII. — L'augmentation du capital social doit être soumise aux mêmes conditions que la constitution de la Société. L'émission d'actions nouvelles doit être prohibée tant que les actions antérieurement émises ne sont pas entièrement libérées.

XIII. — La loi doit permettre aux statuts de fixer le nombre d'actions nécessaire pour être admis aux assemblées générales. Nonobstant toutes clauses contraires des statuts, les actionnaires pourront grouper leurs actions pour parvenir au nombre d'actions exigé.

XIV. — La loi doit déterminer qu'un certain nombre d'actionnaires réunis sont en droit d'exiger la convocation d'une assemblée générale.

XV. — L'assemblée générale des actionnaires peut, sauf dispositions contraires, apporter aux statuts des modifications, sans pouvoir changer l'objet matériel ou la forme de la Société.

XVI. — Il doit être interdit aux Sociétés d'acheter leurs propres actions sauf dans les cas suivants :

1^o Lorsque l'achat est fait pour un amortissement prévu par les statuts ou voté par l'assemblée générale, et effectué au moyen de bénéfices ou de réserves extra-statutaires.

2^o Lorsque, le rachat se faisant en vue d'une réduction du capital social, toutes les conditions et formalités prescrites pour cette réduction ont été remplies.

Les titres d'actions ainsi achetés par une Société doivent être annulés.

Il y a lieu d'interdire aux Sociétés de faire des avances sur leurs actions et d'en faire l'objet de reports.

XVII. — En principe, la Société ne peut distribuer des intérêts aux actionnaires que sur les bénéfices réalisés.

Mais les statuts peuvent spécifier, que dans la période de premier établissement, dont ils déterminent la durée, des intérêts de 3 0/0 au maximum pourront être distribués aux actionnaires.

Le total des intérêts touchés par les actionnaires pendant la période du premier établissement ne pourra jamais représenter plus de 15 0/0 du capital.

En cas de liquidation ou de faillite, les actionnaires n'auront aucune action pour réclamer le paiement des intérêts distribués en l'absence de bénéfices.

XVIII. — Il n'y a pas lieu de limiter le droit pour les Sociétés d'émettre des obligations.

Une Société peut émettre des obligations avant la libération des actions.

Les obligations peuvent être remboursables à un taux supérieur à celui de l'émission.

Les obligations peuvent n'être pas toutes soumises au même type, lorsqu'elles appartiennent à des émissions diverses.

XIX. — La loi ne doit pas organiser des assemblées générales d'obligataires ayant le pouvoir de délibérer sur des intérêts communs. Mais il y a lieu de

donner aux obligataires le droit de participer aux assemblées d'actionnaires avec faculté d'émettre des avis.

XX. — Le liquidateur peut exiger des associés le paiement des sommes qu'ils se sont engagés à verser dans la Société et qui paraissent nécessaires au paiement des dettes et des frais de liquidation. On doit établir l'égalité entre tous les actionnaires, et aucun ne peut être tenu à des versements supérieurs à ceux des autres.

Droit international.

XXI. — Toute Société a une nationalité.

La nationalité d'une Société par actions sera déterminée par la loi du lieu où elle aura été constituée et où elle aura fixé son siège social.

Le siège social d'une Société ne peut être que dans le pays où elle aura été constituée.

XXII. — Les questions relatives à la constitution d'une Société, à son fonctionnement et à la responsabilité de ses organes, doivent être résolues d'après la loi nationale de cette Société.

Les règles sur l'émission d'actions ou d'obligations, doivent s'appliquer dans un pays, quelle que soit la nationalité de la Société qui fait appel au public.

Le même principe doit être admis en ce qui concerne la négociation publique.

XXIII. — Une Société par actions régulièrement constituée dans un pays doit pouvoir contracter et agir en justice, et faire des opérations sans être astreinte à observer des conditions particulières.

XXIV. — Les formalités de publicité doivent être remplies par les Sociétés étrangères qui veulent établir des agences ou succursales dans un pays.

Les personnes préposées à la gestion de ces agences ou succursales, doivent être soumises à la même responsabilité envers les tiers, que si elles géraient une Société du pays.

XXV. — Dans le cas où des conditions seraient exigées d'une Société étrangère pour être admise à contracter et à agir en justice dans un pays, l'inobservation de ces conditions ne devrait pas entraîner la nullité des opérations.

XXVI. — Là où des Sociétés sont, à raison de la nature de leurs opérations, soumises à un régime spécial, il serait naturel de soumettre à ce régime les agences ou succursales des Sociétés étrangères, sous la même sanction que celles qui sont applicables aux Sociétés du pays.

Résolutions additionnelles.

XXVII. — La loi doit déterminer les conditions de capacité et d'indépendance des commissaires vérificateurs des comptes.

XXVIII. — La loi doit autoriser un certain nombre d'actionnaires représentant une notable partie du capital social de solliciter la nomination d'experts comptables chargés de vérifier les comptes.

XXIX. — Lorsque des actions ou obligations d'une Société étrangère sont susceptibles d'amortissement, elle devra assurer dans le pays la publication des tableaux authentiques d'amortissement dans ses agences, succursales ou bureaux.

XXX. — Dans le cas où les Sociétés ont continué à payer les intérêts ou dividendes des actions, obligations ou tous autres titres remboursables par suite d'un tirage au sort, elles ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement, nonobstant toute convention contraire.

CONGRÈS GÉODÉSIQUE INTERNATIONAL

L'ouverture de ce Congrès a eu lieu, le 3 octobre, au Ministère des affaires étrangères. A cette occasion M. Spuller, Ministre des Affaires étrangères, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Je remplis un des devoirs de ma charge auquel j'attache le plus haut prix, en adressant, au nom de M. le Président de la République et de mes collègues du Gouvernement, le salut de la France aux Membres de l'Association internationale géodésique convoqués à Paris pour tenir leur neuvième conférence générale et poursuivre, au milieu des splendeurs de l'Exposition universelle du Centenaire de 1789, les recherches et les travaux qui se rattachent à leur belle et grande entreprise.

Déjà, en 1875, vous vous êtes rencontrés ici, et cette maison ne vous est pas inconnue. Partout où l'Association internationale géodésique a tenu ses Congrès, elle a reçu l'accueil empressé et respectueux qui est dû aux mérites et aux services éminents des savants illustres et dévoués qu'elle s'honore de compter dans ses rangs. La France, si renommée dès la plus lointaine antiquité pour son hospitalité tout ensemble curieuse, cordiale et fidèle, ne pouvait manquer envers vous à des traditions dont elle est fière ; et comme vous avez choisi vous-mêmes notre glorieuse ville pour être, en cette année mémorable, le lieu préféré de vos études nouvelles et de vos discussions paisibles, c'est nous qui avons à vous remercier du libre hommage que vous avez ainsi rendu à la majesté du principe électif, toujours si cher aux savants et sur lequel reposent désormais les institutions nécessaires et définitives de la nation française.

Votre Association, Messieurs, grandit et se développe. Nous sommes en présence de délégués qui appartiennent à vingt-deux États de l'ancien et du nouveau monde. C'est ainsi que, depuis trois années seulement, élargissant les bases de votre organisation, vous avez dépassé les limites du continent européen et admis parmi vous avec une satisfaction marquée les représentants des petites et des grandes nations d'outre-Manche et de l'autre côté de l'Atlantique. Rien ne prouve mieux l'importante utilité de vos travaux et l'intérêt universel qu'ils excitent. Non-seulement les savants de tous les pays désirent y prendre part, mais, parmi les savants eux-mêmes, on voit réunis et confondus les civils et les militaires qui rivalisent à l'envi d'émulation, de zèle et d'efforts pour reculer les bases d'une science qui embrasse tant d'objets divers, depuis les plus hautes spéculations de l'astronomie jusqu'aux humbles opérations de l'arpenteur, tout en prêtant son concours à la physique, à la chimie, à la géographie, à la météorologie et jusqu'à l'art redoutable de la guerre, afin d'étendre nos connaissances générales et en particulier la connaissance de la planète que nous habitons, siège trop souvent ingrat de nos tristesses, de nos douleurs, de nos misérables querelles, mais aussi théâtre glorieux de l'activité humaine, de ses travaux, de ses découvertes et de ses triomphes, où il serait si bon et si doux pour les peuples et les hommes de vivre en frères.

Nul ne sait mieux que vous, Messieurs, combien votre œuvre est excellente ni quelles sont les raisons élevées du dévouement que cette œuvre inspire. A s'en tenir au sommet des choses, c'est une œuvre de science pure. Mais qui ne sait aujourd'hui, après tant d'observations multipliées et d'applications aussi heureuses que variées, que les vérités de l'ordre scientifique profitent nécessairement tôt ou tard par leurs applications mêmes à l'industrie générale et privée, aux besoins pratiques, aux usages de la vie de tous les jours ? Qui ne sait surtout que la recherche de la vérité, faite uniquement en vue de la vérité elle-même, est le plus digne effort comme le plus noble tourment de l'homme, et que c'est à ce signe que l'on reconnaît les natures comme les civilisations supérieures ?

Ces grandes idées, sujet ordinaire de vos méditations, n'étaient pas inutiles à rappeler en ce jour et à cette place, dans ce pays de France où l'on a vu l'unde

nos plus grands Ministres, l'illustre Colbert, proposer au Roi Louis XIV d'établir l'Académie des Sciences, qui a été vraiment la mère et maîtresse de la science géodésique, pour aider non-seulement au développement des Sciences, mais encore au développement de l'industrie et du commerce par l'application des découvertes scientifiques ; où l'on voit encore notre Institut national appeler dans son sein tous ceux qui travaillent aux créations et aux inventions de notre espèce dans toutes les directions de l'esprit humain et leur assigner les premiers rangs dans notre société moderne, ainsi qu'en pourraient témoigner le chef éminent de l'Etat français, M. Carnot, que ses études professionnelles ont rendu capable de suivre et au besoin d'éclairer vos discussions, et mon cher et illustre ami, M. de Freycinet, Ministre de la guerre, votre digne collègue à l'Académie des Sciences, cet ingénieur hors de pair, qui fait profiter la grande administration qu'il dirige de tous les fruits de la plus savante éducation technique.

J'ai plaisir à rappeler les liens qui unissent l'Association internationale géodésique à notre Académie des Sciences qui a été, je le répète, la véritable initiatrice de votre science et dont l'autorité est si grande dans tout le monde savant. Cette autorité, Messieurs, vous venez de la reconnaître une fois de plus et de la consacrer par une de ces inspirations touchantes auxquelles notre généreux pays est si sensible. N'est-ce pas d'accord avec vous que le président de votre Comité permanent, le général Ibanez, marquis de Mulhacen, dont la collaboration dévouée vous est assurée depuis plus de trente-cinq ans et qui devait cette année présider à vos travaux, s'est effacé volontairement pour laisser cet honneur à M. Hervé Fayot, le doyen des astronomes français, qui tient une si grande place parmi vous habitués à le considérer comme un de vos maîtres, et qui ne m'en voudra certainement pas si je rappelle, à côté de son nom respecté, le nom regretté d'un autre savant français dont la démocratie française déplore la perte, le général Perrier, un des hommes en qui votre Association se plaisait à reconnaître la science la plus profonde unie au plus grand dévouement ?

Ce sont là, Messieurs, des noms dignes de vos prédécesseurs, des Cassini, des Méchain, des Delambre, des Biot, des Arago. La France a sa juste et glorieuse part dans l'histoire de la géodésie. Mais c'est un des traits de notre siècle que d'universaliser ce qui doit profiter au genre humain. Les Gouvernements s'honorent et s'illustrent en travaillant à ces œuvres d'intérêt général qui dépassent leurs frontières et s'étendent par delà les limites de la vie contemporaine. Ils remplissent leur rôle, tout nouveau peut-être, mais désormais irrévocable, d'initiateurs féconds de toutes les entreprises de progrès et de civilisation, de tout ce qui peut contribuer au bien-être matériel, à l'élévation morale, à la paix parmi les hommes, de tout ce qui doit rapprocher les nations et les peuples trop enclins à se diviser.

La République française, Messieurs, a l'ambition de justifier pour sa part les trois mots mis en exergue sur l'une de vos médailles, celle que votre piété reconnaissante a consacrée à la mémoire du général de Baeyer : *Nationum sodalium excitavit*.

Je vous souhaite la bienvenue en son nom et vous invite à vaquer à vos travaux.

DISCOURS DE M. IBANEZ.

Monsieur le Ministre,

Je saisis avec empressement l'occasion qui se présente à moi, pendant les minutes durant lesquelles je dois encore occuper ce fauteuil, comme président de la Commission permanente, pour prononcer quelques paroles de réponse au discours de Votre Excellence et remercier le Gouvernement français de l'accueil sympathique et bienveillant qu'il vient de faire à l'Association géodésique internationale.

Ce n'est pas la première fois que celle-ci siège à Paris, comme Votre

Excellence vient de le dire. Déjà en 1875, peu de temps après l'entrée de la France dans cette vaste Association qui embrasse maintenant le globe entier, son organe permanent, que j'avais comme aujourd'hui l'honneur de présider, grâce à la bienveillance de mes collègues, a tenu ici-même sa session annuelle; mais, dans l'occasion présente, c'est la conférence générale, composée de délégués de tous les Gouvernements, qui se réunit périodiquement, d'après une disposition réglementaire prescrivant des sessions triennales de cette conférence.

Le Gouvernement français, ainsi que les savants géodésiens et les astronomes de ce pays, continuant la tradition de leurs illustres devanciers, ont puissamment protégé et encouragé notre vaste institution, à laquelle on est redevable, non-seulement d'innombrables déterminations scientifiques dans les domaines de l'astronomie, de la géodésie et de la physique, mais aussi de l'accomplissement de grands travaux de jonction astronomique et géodésique réalisés d'observatoire à observatoire d'un même pays, de nation à nation, de continent à continent. Qu'ils reçoivent tous, Gouvernements et savants, les remerciements les plus chaleureux de la part de l'Association, et, en particulier, la mémoire de l'infatigable géodésien et académicien français le général Perrier, dont la voix ne résonnera plus dans nos assemblées, et qui a disparu peu de temps après le savant astronome autrichien von Oppolzer, vice-président de la Commission permanente, mort quelques semaines seulement après la dernière conférence générale!

Je suis heureux de pouvoir saluer l'achèvement des observations de la nouvelle méridienne de France, qui permettra d'entreprendre prochainement le calcul du plus grand arc de méridien qui ait été jusqu'à présent tracé sur le globe, embrassant 28 degrés environ, depuis le nord de l'Ecosse jusqu'au Sahara algérien, grande opération que l'on doit aux géodésiens anglais, français et espagnols, et à laquelle a collaboré, dans tous ses grades, depuis celui de lieutenant jusqu'à celui de général inclusivement, l'inoubliable et regretté Perrier.

Le Gouvernement français et, en son nom, le même général, ont également apporté à la géodésie la mesure d'un arc de parallèle de dix degrés d'amplitude, en Algérie, qui pourra être utilisé pour la future détermination de la forme et des dimensions terrestres.

Le rôle prépondérant joué en géodésie par la mesure de l'intensité de la pesanteur n'a pas été négligé dans le programme des travaux du Service géographique de l'armée française. Au contraire, ces sortes de déterminations ont été vigoureusement poussées en y apportant de notables perfectionnements, aussi bien dans les instruments dont il a fallu se servir que dans les méthodes de mesure de l'intensité absolue et de l'intensité relative de la pesanteur.

Dans le domaine de l'altimétrie, le Gouvernement français a fait un grand pas scientifique dont nous lui sommes vivement reconnaissants, en créant la Commission du nivellement général de la France, vaste entreprise dont il n'est pas besoin de faire ressortir l'immense utilité, et qui apporte à l'œuvre géodésique internationale l'indispensable connaissance des territoires par rapport au niveau des mers.

Pour continuer à suivre les habitudes de notre Association, je dois encore, avant de terminer, proposer à la Conférence générale, au nom de la Commission permanente, les personnes qui doivent diriger nos débats durant cette session.

Je propose donc, avec l'assurance d'être l'interprète des sentiments et des désirs de tous, comme président M. Faye, Membre de l'Institut de France, président du Bureau des longitudes, et comme vice-présidents MM. Fœrster et Van de Sande-Bachhuyzen, l'un et l'autre directeurs d'observatoires astronomiques.

DISCOURS DE M. FAYE.

Messieurs,

Si je me permets d'empiéter un peu sur le temps réservé à vos travaux dans le cours de cette session, c'est pour remplir un devoir de convenance, celui de

mettre en communication plus intime qu'une simple réunion dans une même salle les représentants des divers Etats et les personnages que les Membres français ont priés d'assister à vos séances.

Votre Association compte des représentants de presque tous les pays civilisés que je cite par ordre alphabétique :

L'Autriche-Hongrie, la Bavière, la Belgique, le Chili, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, la ville libre de Hambourg, la Hesse-Darmstadt, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Roumanie, la Russie, la Saxe, la Serbie, la Suède, la Suisse, le Wurtemberg.

En parcourant la liste des délégués de tous les pays, vous serez frappés d'y voir figurer au même titre l'élément civil et l'élément militaire. C'est que, sur notre terrain, ces deux éléments, ordinairement disparates, sont animés du même esprit et tendent au même but. Vos travaux fournissent la base sur laquelle s'appuient ceux du génie civil aussi bien que ceux du génie militaire. Que l'on fasse marcher des armées ou qu'il s'agisse de tracer des routes, des canaux, des chemins de fer, il ne suffit plus d'une connaissance superficielle du sol. Il faut aujourd'hui des cartes d'une exactitude rigoureuse sur lesquelles l'ingénieur puisse baser ses avant-projets sans même aller sur le terrain et sans avoir pourtant à redouter aucun mécompte. Tout doit se faire vite aujourd'hui, sans tâtonnement, sans dépense inutile de force ou de temps. Ces cartes, la géodésie seule peut les donner, grâce à ses triangulations à grande envergure, grâce à ses méthodes et à ses instruments aussi précis que ceux des astronomes.

C'est pourquoi fut institué en France, au dernier siècle, le corps militaire des ingénieurs géographes, auquel ont succédé des officiers choisis dans l'état-major. C'est par eux qu'a été construite et achevée cette carte de France, qu'on n'a pu montrer dans nos expositions qu'en lui donnant un espace assez grand pour y bâtir une maison. L'état-major, à son tour, a été remplacé par un service spécial qui achève en ce moment la description géométrique de l'Algérie, désormais aussi bien connue que les pays du centre même de l'Europe. Cette carte sert à tout, aux opérations militaires aussi bien qu'aux travaux publics, destinés à mettre en valeur cette riche terre d'Afrique.

Certes, il y a eu autrefois de belles œuvres en ce genre qui ont été accomplies sans la participation de l'armée. Nous ne saurions assez admirer, en France, les entreprises ordonnées et dirigées par les Membres de l'Académie et du Bureau des longitudes. Mais quand il s'agit des travaux énormes qu'on entreprend aujourd'hui, l'armée seule, par ses savants officiers aidés d'un personnel pour ainsi dire indéfini, peut les mener à bonne fin.

Nous l'avons bien vu lorsqu'il s'est agi de joindre l'Afrique française à la Péninsule espagnole par d'immenses triangles jetés par-dessus la Méditerranée entre les sommets des montagnes algériennes et la cime la plus élevée de l'Espagne, le Mulhacen. Cette mémorable opération fut confiée aux deux armées d'Espagne et de France; vous en avez suivi les péripéties avec un vif intérêt. Il s'agissait de savoir si nous étions là en face de difficultés inabordables et si le génie humain en viendrait à bout. L'opération a réussi, au prix de quels labeurs, vous le savez, Messieurs, mieux que personne. Désormais la grande chaîne de triangles qui traverse l'Ecosse, l'Angleterre, la France, l'Espagne, a franchi la mer, et traverse l'Algérie jusqu'à l'infranchissable Sahara. Et pourquoi le grand désert serait-il infranchissable ? Peut-être un jour nos armes et notre science en auront raison. Je vous rappelle ici, Messieurs, de grands événements, l'honneur de notre époque. Lorsque l'Espagne a voulu couronner, par une haute récompense, les éminents services que l'honoré président de cette Association a rendus à la Science et à son pays, elle lui a conféré le titre nobiliaire de Mulhacen, comme naguère les Russes décoraient le général qui avait le premier franchi les Balkans, du titre de Sabalkanski.

Or il se trouve que vos travaux géodésiques touchent à la science pure par plus d'un côté. Le seul moyen d'étudier directement le globe terrestre, d'en déterminer la figure et surtout les dimensions, c'est précisément d'y mesurer de grands arcs de méridiens et de parallèles, par les mêmes procédés que nous appliquons journellement à la construction ou au perfectionnement de nos cartes. Il suffit, pour utiliser scientifiquement les immenses travaux dont l'Europe est déjà couverte, et qui s'étend progressivement au globe entier, de déterminer par des observations célestes les points que la géodésie a déjà fixés. C'est ainsi que vous êtes parvenus à mesurer le globe terrestre à quelques toises près, à prouver que sa figure générale est restée, malgré les révolutions géologiques, celle d'un ellipsoïde de révolution dont vous avez déterminé l'aplatissement et à calculer en chaque lieu l'intensité de la pesanteur.

Ces résultats grandioses intéressent à la fois la géométrie, la mécanique générale, la physique terrestre aussi bien que les travaux publics, civils ou militaires, la grande navigation, et par là l'industrie et le commerce.

La liste de nos invités a été dressée à l'image même de notre Association. Vous y retrouverez d'un côté des généraux, des marins, des ingénieurs, de l'autre des géomètres et des astronomes voués à l'étude de la mécanique du ciel, qui se relie si intimement à celle de la terre.

Les délégués de la France ont d'abord voulu rendre hommage à deux corps qui ont eu un grand rôle dans l'histoire de la géodésie, à savoir l'Académie des Sciences et le Bureau des longitudes. Nous avons aussi invité les astronomes de nos principaux observatoires. Vous, Messieurs, vous vous êtes chargés d'inviter le créateur et le directeur de celui de Nice. Nous nous sommes adressés aussi à d'honorables représentants de nos Ministères d'où ressortissent nos travaux et nos entreprises, l'instruction publique, la guerre, la marine, les travaux publics, sans oublier ce Ministère qui nous a si bien et si gracieusement accueillis. A eux, jamais la Science n'a fait appel en vain.

Même invitation a été adressée à de savants ingénieurs, à des publicistes scientifiques, à quelques personnalités étrangères parmi lesquelles vous me permettrez de citer un nom qui vous est connu et sympathique, l'amiral brésilien de Teffé.

Messieurs, en terminant, je remercie au nom des délégués de la France nos éminents invités qui ont bien voulu venir ici, à notre prière, témoigner à nos collègues de l'Association géodésique l'intérêt qu'ils portent à ses travaux et montrer qu'ils en apprécient l'importance pour la conquête définitive du domaine qui est offert à l'humanité à la condition qu'elle saura l'occuper.

— Voici quelques renseignements sur cette Association qui a pris une grande importance :

En 1864 fut institué à Berlin un Bureau géodésique dirigé par le général Baeyer. L'utilité de cet établissement scientifique détermina la Saxe d'abord, puis la Bavière, l'Autriche, enfin la Russie et l'Italie à participer aux travaux qu'il poursuivait, et ainsi se trouva fondée l'Association géodésique internationale, dont l'action fut limitée d'abord aux pays de l'Europe centrale.

Cette Association élit chaque année son président, choisi à tour de rôle parmi les délégués des nations participantes.

En 1872, le Gouvernement français accepta les ouvertures qui lui étaient faites par M. Fliegeli, président (autrichien) de l'Association, et, sur l'avis de l'Académie des Sciences et du Bureau des longitudes, délégua au Congrès de l'Association MM. Faye et Villarceau. Le dépôt de la guerre y était représenté par M. Perrier et l'un de ses collègues.

L'Association n'avait pas de budget propre, ses ressources étaient limitées aux 5,000 marks fournis par le Gouvernement prussien. Cette situation a suggéré la pensée, dont M. Hirsch, le délégué suisse, s'est fait l'interprète en 1885, de convertir l'Association en une institution internationale, assurée d'un budget à elle, que les puissances participantes s'engagent à lui servir durant un temps déterminé.

Ce budget s'élèvera à 20,000 francs par an, payables pendant dix années consécutives à partir de 1887, savoir : par les Etats d'une population inférieure à 5 millions d'habitants, 300 francs par an ; de 5 à 10 millions, 500 francs ; de 10 à 20 millions, 1,000 francs ; au-dessus de 20 millions, 2,250 francs.

Cette organisation nouvelle a été adoptée par les délégués de toutes les puissances et formulée dans une Convention spéciale signée par tous les délégués des puissances participantes.

L'Association n'a pas toujours eu le même nom :

A l'origine, elle avait pris le titre d'Association internationale pour la mesure des degrés dans l'Europe centrale ; en 1867, elle prenait celui d'Association géodésique pour la mesure des degrés en Europe, et, en 1886, après s'être réorganisée avec un caractère plus officiel, elle se dénommait Association internationale géodésique.

Les délégués des divers Etats sont choisis parmi les sommités scientifiques, les directeurs d'observatoire et les états-majors des Instituts géographiques militaires.

Voici les noms des principaux délégués :

Autriche-Hongrie. — MM. le chevalier de Kalmar, R. von Sterneek, docteur W. Tinter, docteur E. Weiss.

Belgique. — Lieutenant-colonel Hennequin.

Danemark. — Colonel von Zacharia.

Espagne. — Son Excellence M. Ibanez, marquis de Mulhacen.

France. — MM. Faye, président de la Commission française ; colonel Derré-cagaix ; Tisserand, de l'Institut ; Bouquet de la Grye, de l'Institut ; lieutenant-colonel Bassot ; commandant Defforges, Ch. Lallemand.

Grèce. — M. Carusso.

Hambourg. — M. G. Rumker.

Hesse-Darmstadt. — M. le docteur Nell.

Italie. — MM. le major général Ferraro, de Stefanis, Betocchi, Celoria.

Pays-Bas. — MM. le docteur van de Sande Backhuysen, docteur J. Bosscha, van Diesen, Oudemans, Scholz.

Prusse. — MM. le docteur W. Forster, Helmert, Schreiber, Morsbach, docteur Albrecht.

Roumanie. — M. Folcoiano.

Serbie. — M. Andonowitch.

Suisse. — M. le docteur A. Hirsch, secrétaire perpétuel de l'Association.

Les Etats-Unis d'Amérique ont envoyé leur adhésion, ainsi que le Mexique et le Japon. On compte sur l'adhésion prochaine du Brésil.

Conférence internationale des poids et mesures

Le 23 septembre, elle s'est réunie, sous la présidence de M. Des Cloizeaux, président de l'Académie des sciences.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, a ouvert la séance en prononçant le discours suivant :

Messieurs,

Le gouvernement de la République a pensé qu'à la veille de la réunion depuis longtemps attendue et dans laquelle la commission internationale du mètre est appelée à mettre en quelque sorte la dernière main à la grande entreprise scientifique qu'elle a été chargée d'accomplir, il était de son devoir de saluer au nom de la France les illustres savants accourus de tous les points du globe pour travailler en commun à une œuvre de civilisation générale dont la chère patrie française a le droit de revendiquer non sans fierté la glorieuse initiative

Cette initiative a été reconnue sans difficultés, à diverses reprises, depuis un siècle, par les savants de tous les pays ; mais, elle a été consacrée, si j'ose le dire, par la commission internationale du mètre, quand elle a décidé que la présidence de ses réunions appartiendrait au président de l'Académie des sciences de notre Institut national, et quand, pour répondre à cette désignation flatteuse, la France a décidé de mettre à la disposition du bureau permanent de la commission internationale pour ses travaux, ses recherches et ses expériences, le local du pavillon de Breteuil, dans le parc de Saint-Cloud. Cette demeure est la vôtre, messieurs, et c'est là que demain vous vous réunirez. Aujourd'hui, vous êtes dans la maison de la France, et permettez-moi de rappeler ici la mémoire d'un homme qui a laissé dans ce ministère, avec des traces profondes de sa rare intelligence des choses de la diplomatie, des enseignements toujours dignes d'être médités, mais dont le souvenir reste intimement lié à vos travaux, je veux parler de M. Talleyrand, auteur du premier rapport adressé à l'immortelle Assemblée constituante sur l'unification nécessaire des poids et mesures, point de départ de l'établissement du système métrique. Vous voyez par là, messieurs, que nos relations avec vous datent de loin. On peut même dire que vous êtes sortis d'ici. En tout cas, votre œuvre, votre mission toute de paix, d'harmonie, de rapprochement entre les peuples ont ici leur asile naturel, et c'est ici au nom de ces grandes idées, dont vous êtes les représentants, que j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue.

Votre tâche si utile, si profitable au genre humain, a été traversée par bien des vicissitudes depuis cent ans. Comme toutes les grandes choses de ce monde, elle a coûté bien des peines, des efforts, des sacrifices, sans parler des difficultés, des dangers, des fatigues, des tribulations de tous genres auxquels ont été exposés les deux grands astronomes français Delambre et Méchain, dont les travaux sont la base de tous les vôtres. Je suis sûr d'être votre interprète, en leur rendant en ce jour un suprême hommage. Qui ne se souvient avec émotion des périls auxquels Méchain a si généreusement exposé sa vie ? Le général Morin, qui a été si longtemps votre digne collègue, a écrit à ce sujet quelques lignes que vous serez justement fiers d'entendre : « Pour braver avec le calme nécessaire des dangers semblables à ceux que courut Méchain, il ne suffit pas d'être dévoué à la science et à ses devoirs, il faut avoir sur ses sens un empire qui vous preserve de cette espèce de vertige, à l'abri duquel ne sont pas toujours les soldats les plus intrépides. Tel qui, sans broncher, a cent fois affronté les boulets est au contraire surpris par cette faiblesse insurmontable en présence du vide que lui offre l'espace. » C'est un soldat qui parle, messieurs, veuillez l'écouter encore quand il ajoute : « La science a donc aussi ses héros, plus heureux que ceux de la guerre, ne laissent après eux que des œuvres utiles à l'humanité et non des ruines et des haines vengeresses ».

Mais l'œuvre de l'établissement du système métrique était, est encore d'un si grand intérêt, d'une importance si positive que tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis un siècle, à part ceux qui par une pente naturelle se laissaient entraîner vers la rétrogradation, n'ont pas cessé de la poursuivre. Je me bornerai à rappeler, après la première loi votée par l'Assemblée nationale de 1790 et sanctionnée par le roi Louis XVI, la loi de la Convention nationale, du 18 germinal an III, relative aux poids et mesures et déterminant la nomenclature ; la loi votée par les conseils des Cinq-Cents et des Anciens sous le gouvernement du Directoire de la République, et promulguée par les consuls de la République, fixant définitivement la valeur du mètre et du kilogramme ; la loi capitale et décisive, votée sous le gouvernement du roi Louis-Philippe en 1837, qui a rendu le système métrique obligatoire à partir de 1840.

Toutefois, rien n'a autant contribué à la juste faveur, à la popularité même dont jouit ce système si profondément rationnel que les expositions universelles internationales, et c'est un des plus heureux résultats de ces grandes assises du travail et du génie des peuples. Elles ont eu pour effet, par la vue des objets eux-mêmes, par l'examen des formes si simples des trois types du système

métrique décimal, de familiariser le public innombrable qui les visite avec ces éléments et de faire ressortir toute la supériorité de leur usage sur celui des autres systèmes plus ou moins compliqués des divers pays.

Dès 1851, à la première exposition universelle de la Grande-Bretagne, notre Conservatoire des arts et métiers, qui est placé sous la haute direction du ministre du commerce, avait envoyé sa collection complète de poids et mesures métriques décimales, les unes de précision, les autres usuelles. A la vue de cette exposition, il se manifesta parmi les hommes de science, les ingénieurs, les industriels de tous les pays, un sentiment presque unanime de l'utilité et même de la nécessité d'adopter un système uniforme de poids et mesures. Ce sentiment fut traduit avec la plus grande force par le professeur Leone Levi, de la Société royale de Londres, dans un rapport rédigé à la suite de l'exposition universelle de Paris en 1855. « La première manifestation du besoin d'un système décimal universel de poids et mesures se produisit à l'exposition internationale de 1851, lorsqu'on se trouva en présence de l'immense variété de produits envoyés de toutes les contrées du monde et dont la valeur, ainsi que les quantités, étaient rapportées à toutes sortes d'étalons de mesures. Ce ne fut cependant qu'à la clôture du congrès international de statistique, tenu à Paris en 1855, qu'en vue du développement des relations internationales sociales, industrielles ou scientifiques, et sur la proposition d'un autre membre de la société royale de Londres, M. James Yates, digne héritier et continuateur des traditions de M. Airy, le célèbre astronome royal de la Grande-Bretagne si hautement et si impartialement admirateur des œuvres scientifiques des assemblées françaises de la Révolution, eut lieu une réunion spéciale dans laquelle fut décidée la formation d'une association internationale pour poursuivre l'adoption d'un système décimal de poids, de mesures et de monnaies. »

Telles sont vos origines, messieurs. Il ne peut vous déplaire qu'on y remonte en votre présence ; on rencontre, chemin faisant, des noms et des œuvres qui font honneur à ce large esprit de concorde internationale dont vous n'avez pas cessé un seul jour d'être animés.

C'est ainsi qu'à l'exposition universelle de l'industrie à Paris, en 1855, environ deux cents commissaires ou membres du jury, dont une partie étaient sujets de la Grande-Bretagne, prenaient les conclusions mémorables que voici : « Nous, commissaires et membres du jury, nous considérons comme un devoir de recommander énergiquement à l'attention de nos gouvernements respectifs et des hommes éclairés amis de la civilisation et partisans de la paix et de l'harmonie dans le monde, l'adoption d'un système uniforme de poids et mesures, basé sur la numération décimale pour les multiples et les sous-multiples, ainsi que pour les éléments des différentes unités.

En 1862, à Londres, dans une seconde exposition universelle internationale due à l'initiative de l'Angleterre, on vit des mesures métriques exposées par des ingénieurs italiens. Le mouvement de l'opinion était lancé ; du monde savant il était passé dans le monde de l'industrie et du négoce, et de là dans le grand public. Ce mouvement se manifesta avec une intensité croissante, lors de l'exposition française de 1867 à Paris. La plupart des pays représentés à l'exposition constituèrent un comité des poids et mesures et des monnaies, sous la présidence du vénérable M. Mathieu, membre de l'Institut de France, dont le nom est resté cher à la science et à la démocratie de notre pays. Ce comité, sur le rapport de l'illustre M. Jacobi, président de l'académie des sciences de Saint-Petersbourg, dont vous déplorez encore la perte, adopta, entre autres propositions, la suivante, qui est d'une autorité irrécusable : « Le système métrique est parfaitement propre à être universellement adopté, en raison des principes scientifiques sur lesquels il est établi, de l'homogénéité qui règne dans toutes ses parties, de sa simplicité et de la facilité de ses applications dans les sciences, dans les arts, dans l'industrie et le commerce ».

A partir de cette époque, on voit les choses avancer. La conférence géodésique internationale apporte à l'œuvre de l'universalisation du système métrique un concours puissant ; M. Hirsch, votre éminent secrétaire, est encore là pour en

témoigner. En 1869, la France, toujours fidèle au rôle civilisateur qu'elle joue dans le monde, n'avait plus qu'à donner satisfaction à des vœux si honorables pour son génie et ses traditions. Le gouvernement impérial le comprit. Une commission avait été constituée l'année précédente pour aviser aux moyens de donner satisfaction aux désirs des savants et des gouvernements étrangers, tout conservant à la France la part d'action et d'initiative qui lui appartient. Cette commission avait décidé qu'une copie légale serait faite par un mètre à traits du mètre à bout des Archives, et que cette copie serait effectuée par une commission française à laquelle seraient appelés des commissaires désignés par les puissances étrangères. « Lors de la création de la grande commission scientifique chargée de l'immense travail que ses membres, parfois au péril de leur vie et au milieu des orages du temps, ont accompli avec tant de dévouement et d'abnégation, la Convention nationale avait appelé à s'associer à tous leurs travaux les délégués des nations étrangères alors en relations avec la France ». Ainsi s'exprimait le ministre du commerce d'alors, M. Alfred Leroux, dans son rapport à l'empereur, et le ministre des affaires étrangères, le prince de La Tour d'Auvergne, dans une circulaire aux agents diplomatiques de la France, transmettait les vœux de nos savants aux gouvernements étrangers.

En 1870, une première réunion avait lieu, au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, dans laquelle figuraient, pour la première fois, les délégués de la grande République des Etats-Unis du Nord de l'Amérique, ainsi que ceux des Républiques américaines du Sud. Les délibérations commençaient ; elles furent interrompues par les événements qui survinrent à cette époque de douloureuse mémoire, mais reprises dès que la paix fut rétablie, et finalement elles ont abouti à la Convention de 1875, qui a constitué votre commission, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui et dont vous allez dans quelques jours exécuter les prescriptions.

Grâces soient rendues, messieurs, à tous ceux qui ont collaboré à votre œuvre. La mort, hélas ! nous a enlevé les plus savants, les plus méritants, mais non les plus dévoués, car tous vous avez un dévouement égal au service de cette entreprise si haute et si honorable. Vous me permettrez cependant de remercier en votre nom votre digne président, M. le général Ibanez, marquis de Mulhacen, et de donner un souvenir de pieux respect à M. le docteur Broch, qui a tant travaillé à Breteuil et qui est parti avant d'avoir vu tout le bien qu'il a fait.

Ce bien, messieurs, va être rendu public.

Aux termes de la convention diplomatique de 1875, vous avez à reconnaître les prototypes des poids et des mesures, et à vous les distribuer après les avoir approuvés et adoptés.

Cette distribution coïncide avec notre grande Exposition internationale universelle de 1889. Nous nous félicitons hautement de cette heureuse coïncidence, l'œuvre de la généralisation du système métrique ayant toujours marché de pair, pour ainsi dire, avec le développement des expositions universelles. Ne trouvez-vous pas qu'il est bien que votre tâche principale s'achève au milieu de toutes ces splendeurs qui viennent d'étonner le monde et qui attestent les progrès de la science appliquée à l'industrie dans toutes les parties de l'univers ?

Messieurs, au nom de M. le Président de la République, de concert avec M. le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, commissaire général de l'Exposition universelle, qui est représenté à cette réunion par un des hauts fonctionnaires de son département, j'ai l'honneur insigne de vous inviter à vaquer à vos travaux dans ce Paris si magnifique, dans cette France toujours si hospitalière. Votre œuvre touche à sa fin. Elle est digne de vous, de la science et de l'humanité.

Quant à la République, elle reste fidèle à sa mission, à sa tradition, en vous offrant l'accueil qui est dû à vos mérites, à vos services.

C'est nous, républicains de 1889, qui menons à bien l'œuvre des républicains de 1799, et ce n'est ni sans émotion ni sans fierté que, sous l'inspiration du génie de la France, nous reprenons la devise gravée sur la médaille commémo-

rative de l'établissement du système métrique et que nous disons aux nations, en leur offrant par votre intermédiaire la mesure commune de toutes choses :

A tous les temps ! à tous les peuples !

La séance a été terminée par une allocution de M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, et par un salut de bienvenue adressé aux savants étrangers présents, par M. des Cloizeaux, président de l'Académie des sciences.

M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, a pris la parole en ces termes :

Monsieur le ministre,

Les circonstances faisant de moi le plus ancien des chefs de mission diplomatique appelés à prendre part à cette conférence, permettez-moi, au nom de tous mes collègues et au mien, de vous exprimer toute notre reconnaissance pour les paroles de bienvenue que vous venez de nous adresser.

C'est avec une satisfaction particulière que les Etats signataires de la convention de 1875 ont appris l'heureux achèvement de la première partie de l'œuvre commune. Il résulte des documents qui viennent de nous être distribués que le bureau international va répartir, entre les divers Etats intéressés, des prototypes du mètre et du kilogramme absolument identiques, on peut le dire, aux étalons des promoteurs du système métrique et en même temps absolument identiques entre eux.

Ce résultat est profondément réjouissant pour la science. Il constitue, d'autre part, le meilleur monument de la reconnaissance que nos divers gouvernements doivent au comité international des poids et mesures et au savant personnel du bureau international de Sèvres.

La France, initiatrice du système métrique, la France qui depuis quatorze ans a donné une si courtoise hospitalité au bureau permanent, scientifique et international du mètre, à la satisfaction, en jetant un regard sur ces douze dernières années, de constater que le système métrique auquel Laplace, Lavoisier, Borda, Delambre, Méchain et tant d'autres de ses glorieux enfants ont attaché leur nom immortel, la France, dis-je, à la satisfaction de constater que le système métrique a été rendu facultatif en Angleterre, aux Etats-Unis d'Amérique, et que le représentant du lointain empire du Japon siège au milieu de nous.

Les délégués aujourd'hui réunis représentent un ensemble de près de 400 millions d'hommes qui, consciemment ou inconsciemment, jouissent, au point de vue scientifique et même au point de vue des affaires commerciales, des bienfaits de ce système métrique et qui en font remonter l'honneur à la France, en même temps qu'ils sont heureux d'apporter une part de leur gratitude au comité et au bureau international qui ont mis la dernière main à l'œuvre entreprise il y a près d'un siècle.

Représentant d'un petit pays auquel a été dévolu l'honneur insigne d'être le siège de plusieurs bureaux internationaux, celui des télégraphes, celui des postes, celui de la propriété littéraire et artistique, celui de la propriété industrielle et bientôt, je l'espère, celui des transports par chemins de fer, il m'est particulièrement agréable de constater ici les succès d'un autre bureau international placé sous les auspices de la France et de faire remonter cette gratitude au gouvernement même de la République française, auquel je prie, avec tous mes collègues, Son Excellence M. Spuller de vouloir bien faire part de nos sentiments.

L'article 4 de la convention du 20 mai 1875 ayant attribué la présidence de notre conférence à M. le président, en exercice, de l'Académie des sciences de Paris, je dois considérer comme un témoignage tout particulier des sentiments du Gouvernement français, ce fait que M. le ministre des affaires étrangères a tenu à honorer de sa présence l'ouverture de nos travaux et je le prie d'accepter l'expression personnelle de notre gratitude.

Je suis heureux de saluer, en même temps, en la personne de M. Des

Cloizeaux, président de l'académie des sciences de Paris, le chef de nos délibérations et de rendre hommage, en sa présence, à cet Institut de France dont il personnifie si brillamment les services et les lumières.

M. Des Cloizeaux, président, s'est alors exprimé en ces termes :

Messieurs,

Je viens à mon tour vous souhaiter la bienvenue au nom des savants français.

Nous touchons à la fin de la grande entreprise scientifique dont la commission géodésique, le bureau des longitudes, l'académie impériale des sciences de Saint-Petersbourg et l'académie des sciences de Paris ont pris l'initiative. Elle a été menée à bien, grâce au concours d'illustres savants. Malheureusement, un trop grand nombre ont disparu avant d'avoir vu le couronnement de l'œuvre à laquelle ils ont participé.

Depuis vingt ans, j'ai suivi avec intérêt les diverses opérations de la commission internationale qui touchaient par plusieurs points aux études dont je me suis occupé toute ma vie.

Toutefois, mon incompetence m'effraie et j'ai besoin de réclamer votre indulgence qui, je l'espère, ne me fera pas défaut. Je suis pourtant heureux et fier que les suffrages de mes confrères de l'Académie des sciences m'aient appelé à présider la conférence générale des poids et mesures.

Je n'ai pas à retracer devant vous l'histoire complète des travaux accomplis ; mais je ne doute pas qu'au résumé succinct indiquant les diverses phases traversées par les opérations successives et le tableau des publications qui en conserveront le souvenir ne soit accueilli avec faveur. Ce résumé facilitera en effet les recherches relatives aux importantes questions de métrologie.

Pour aujourd'hui, je me contenterai de vous rappeler en quelques mots l'histoire des efforts qui ont été faits par la commission internationale, pour arriver à l'unification des poids et mesures poursuivie depuis un siècle.

Saluons avant tout les morts illustres qui ont laissé un si grand vide dans cette commission dont les travaux commencèrent en 1872, avec le concours de trente-sept membres étrangers et de dix membres français, et où vingt-neuf gouvernements étaient représentés. Parmi ceux qui en faisaient partie, nous avons à regretter, dans la section étrangère : MM. de Jacobi, Herr, Popolzer, de Jolly, Mons, Housschen, Cl. Gay, Michel Chevalier, Stamkard, J. Henry, Miller, R. P. Secchi, don Pedro Galvez, Mariano de Balcarco, Dr Elisea Acosta, Aguiar, don Matheo Margarino Cervantès, M. Rici, Broch, Govi.

Dans la section française, encore plus éprouvée : Laugier, Delaunay, Mathieu, Le Verrier, général Morin, Henri Sainte-Claire Deville, Dumas, Tresca, Boussingault, Hervé Mangon, Debray. Grâce à l'esprit de concorde qui animait ces hommes éminents venus de diverses parties du monde civilisé, les résolutions proposées relativement aux bases de la confection et de la vérification des étalons internationaux ont presque toujours été décidées à l'unanimité. Telles furent les décisions prises pour le métal à employer, pour la forme à donner au mètre et pour les procédés de vérification.

Entre les gouvernements signataires, intervint une convention pour la création d'un bureau international qui fut installé à Breteuil et chargé de toutes les comparaisons métrologiques.

Ses travaux ont été dirigés par un comité permanent, présidé par M. le général Ibanez de Ibero, marquis de Mulhacen.

De son côté, la commission française, avec le concours du comité international, est restée chargée de la confection du kilogramme et du tracé des règles prototypes qui forment les étalons en platine iridié au dixième.

Parmi les opérations faites à cette occasion, on peut citer la copie, par des observations optiques, du mètre des Archives et sa transformation en mètre à traits ; la forme si ingénieuse des règles en X, proposée par Tresca ; les comparateurs renfermés dans des chambres à température constante et les procédés optiques employés pour la mesure des dilatations.

En même temps, le bureau international se livrait aux recherches les plus approfondies pour donner la plus grande précision possible aux résultats qui intéressaient la métrologie.

Ces résultats ont été obtenus par des savants de différents pays, sous l'habile direction du sympathique directeur M. Broch, dont nous déplorons la perte récente.

Le comité international n'a qu'à se féliciter du succès des opérations qui, pendant près de vingt années, ont exigé des efforts considérables et qui ont contribué à la fondation de la science métrologique.

L'heureuse conclusion que j'ai à vous annoncer, messieurs, est la distribution très prochaine aux représentants des puissances signataires, des trente règles prototypes et des quarante kilogrammes remis au comité international par la commission française.

Permettez-moi, en terminant, de me réjouir avec vous des magnifiques résultats dus à vos longs travaux qui, en fixant sur une base certaine l'uniformité des poids et mesures doivent profiter à l'humanité tout entière.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} décembre. — *Un précurseur*. Dupont-White, par E. de Laveleye (Exposé fort intéressant des idées de Dupont-White sur le rôle de l'Etat). — *La réforme de l'orthographe française*, par Michel Bréal. — *Les grands Comités parlementaires : l'expérience de 1848*, par Albert de la Berge (à propos de divers projets soumis à la Chambre des députés). — *Deux livres sur l'Alsace*, par G. Valbert. (Il s'agit du bel ouvrage sur l'Alsace, par Ch. Grad et de la *question d'Alsace*, par J. Heimweh.

15. — *Etudes diplomatiques. Fin du Ministère d'Argenson*. — *Affaires d'Espagne et d'Italie, projet de Confédération italienne*, par le duc de Broglie. — *Amsterdam et la Hollande vers 1630*, par Em. Michel. — *Les Facultés françaises en 1889 : La situation matérielle*, par Louis Liard.

La Nouvelle Revue.

1^{er} décembre. — *Esquisse d'une politique rationnelle*, par Courcelle-Seneuil. — *La diplomatie, les Consuls et le commerce français*, par Z. Marcas. — *Conférence antiesclavagiste de Bruxelles : les Eunuques, par un civilisé*.

15. — *Nos hôtes de 1889*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Esquisse d'une politique rationnelle* (fin), par Courcelle-Seneuil. (Conclusion : un grand pouvoir est réservé à l'intérieur aux Gouvernements et, dans le monde, aux peuples qui prendront la justice pour but.) — *Deux mois de ministère à Lilliput*, par F.-T. Perrens (à propos de la correspondance de Gino Capponi). — *La diplomatie, les Consuls et le commerce français* (fin), par Z. Marcas. (Selon l'auteur, pour que notre représentation à l'étranger remplisse bien son rôle et fournisse le maximum d'assistance aux intérêts français, il n'y a presque rien à détruire, peu à dépenser et cependant beaucoup à faire.)

Le Correspondant.

10 novembre. — *Le Christianisme au Tonkin*, par Pierre de L'Huys. — *Les premières populations de l'Europe*, par le marquis de Nadaillac. — *Les commencements de la Révolution française : les États du Dauphiné*, par Et. Lamy.

25. — *Le Congrès de Bruxelles. L'esclavage africain*, par P. Le Roy. — *Les femmes de la Révolution*, par M. de Lescure.

10 décembre. — *Les résultats de l'Exposition*, par A. Morillon. — *Les lettres du duc d'Orléans*, par Oscar de Vallée. — *Les Yankees chez eux*, par A. de Chenclos.

25. — *Les commencements de la Révolution française : les élections aux Etats-Généraux*, par Et. Lamy.

L'Irlande et l'Angleterre depuis l'acte d'Union jusqu'à nos jours,
par Fr. de Pressensé, 1 vol. in-8. — Paris, Plon et Nourrit, éditeurs.

Nous ne pouvons donner une meilleure idée de l'intérêt de ce livre qu'en empruntant au journal *le Temps* un remarquable compte-rendu de M. André Lebon.

I

Il est difficile de rencontrer un ouvrage où soient réunies, au même point que dans le volume de M. Francis de Pressensé, toutes les qualités fondamentales que doit présenter l'histoire parlementaire : une érudition abondante et sûre, un style précis, courant et simple, une vivacité du meilleur goût dans le tracé de quelques silhouettes d'hommes publics, une large entente des questions politiques, une sympathie profonde et communicative pour le sujet traité.

Il y a bien, de-ci de-là, quelques taches légères. Les unes proviennent d'un excès dans la recherche de l'exactitude : ainsi, l'auteur traduit *speaker* par « orateur », en parlant du président de la Chambre des communes, ou *whip* par « questeur », au lieu de s'en tenir simplement à l'expression anglaise, qui n'a point d'analogue en notre langue. D'autres sont dues à une vue peut-être un peu trop sentimentale des choses. M. de Pressensé juge plus excusables qu'ils ne le sont en réalité certains méfaits des Irlandais. Mais l'œuvre n'en est nullement déparée pour si peu : elle est solide et chaleureuse ; elle est sincère et véridique. « J'ai entrepris cette étude, nous dit l'auteur lui-même, avec un préjugé favorable à la suprématie anglaise et une prévention défavorable contre l'autonomie irlandaise ; je l'achève pleinement acquis au principe de l'indépendance limitée ou du *Home Rule*. »

Voilà pour la sincérité ! Quant à la véracité, M. Balfour, secrétaire d'Etat, peu tendre pour l'Irlande, l'a reconnue implicitement, malgré qu'il en ait, dans son discours du 3 février, à Dublin ; il n'a trouvé d'autre argument topique à opposer à M. de Pressensé que celui-ci : toutes les nations européennes se sont formées en convenant d'oublier ce qui doit être oublié et de se rappeler ce qui mérite de l'être. Opinion de philosophe ou d'historien désabusé, sans doute, mais qui est d'un fort maigre secours pour le politique chargé d'effacer des souvenirs tenaces et d'apaiser des passions séculaires.

Il ne saurait s'agir de refaire, après et avec notre auteur, l'histoire des rapports de l'Irlande avec l'Angleterre dans le cours de ce siècle, ni d'entrer dans le détail de l'union, de l'émancipation des catholiques, des réformes agraires ou du mouvement séparatiste. Le drame, plusieurs fois centenaire, qui se joue sur les deux rives du canal de Saint-George a été trop souvent et trop complètement étudié ici même pour qu'il soit utile d'y revenir. Mais la belle monographie de M. de Pressensé suggère des réflexions d'ordre général ; elle dévoile des procédés et des méthodes politiques si étrangères à nos idées et à nos mœurs françaises, qu'il y a quelque intérêt à les noter au passage pour montrer comment, dans le monde politique anglais, une agitation naît, s'étend, s'organise, s'incorpore, enfin, dans un chef de parti jusqu'au moment où, satisfaction étant donnée par les pouvoirs publics, elle s'évanouit pour faire place à une agitation nouvelle que le même sort attend.

Ce spectacle, où le génie anglais est éclairé d'une lumière parfois singulièrement crue, est d'autant plus instructif que nous avons affaire à celui des problèmes politiques qui a peut-être soulevé le plus de passions, et les plus violentes, par delà le détroit : bigotisme, chauvinisme, égoïsme de classes, intérêts

pécuniaires et haines de races, toutes les forces morales de la nation anglaise ont été successivement ou simultanément actionnées par la question d'Irlande. Ce sont, disait en 1844 des habitants de l'île-sœur le chancelier Lyndhurst, ce sont « des étrangers par le sang, par la langue, par la religion ».

« Il n'y a pas de nation irlandaise, affirmait, il y a quelques mois, un libéral unioniste, et il n'y en a jamais eu; l'Irlande n'était qu'une expression géographique lorsqu'elle a été conquise; ce qu'elle possède d'unité lui a été donné par l'Angleterre; si on lui accordait une nationalité, ce serait une création d'industrie purement anglaise. »

Cela dit pour indiquer seulement à quel degré d'exagération la malheureuse Irlande a poussé les champions de l'impérialisme britannique. Si les instincts pratiques du peuple anglais ont pu résister à de telles excitations et dominer tant d'ardeur, il faut vraiment qu'ils soient robustes. C'est ce qui est arrivé néanmoins, c'est ce qui se produit à cette heure même sous nos yeux, en dépit d'apparences contraires. Par quelle magie et à quelles conditions? On va le voir.

II

Tout dans les mœurs publiques anglaises, est si concret, si empirique, si insaisissable, qu'on risque de les travestir par l'effort d'abstraction que l'on fait en essayant d'en esquisser les traits généraux. Il faudrait, pour ne point s'égarer, pouvoir suivre pas à pas dans le volume de M. de Pressensé les vicissitudes dont chacune des grandes lois dont l'Irlande a été l'objet, les conversions subites dans un sens ou dans l'autre de tous les grands acteurs mêlés à leur préparation, depuis sir Robert Peel jusqu'à M. Gladstone, depuis lord Beaconsfield jusqu'à M. Chamberlain. Je n'en retiendrai cependant que deux exemples, qui se sont produits à cinquante ans d'intervalle; ils suffiront, je pense, à montrer la méthode des hommes d'Etat anglais.

Nous sommes au début du siècle. L'union est un fait accompli; mais l'émancipation des catholiques, promise naguère par Pitt, n'est pas réalisée: les protestants s'en effraient, le roi craint de perdre son âme s'il y souscrit jamais. Peel est, en 1812, nommé secrétaire pour l'Irlande: conservateur par sa naissance et ses alliances, libéral par tempérament, il se distingue, avec tout son parti, par son ardeur à servir la cause des orangistes. L'émancipation a en lui un adversaire résolu: il frappe l'agitation religieuse en Irlande à ses débuts; il la poursuit encore en 1825, en soutenant de sa parole et en couvrant de sa responsabilité les mesures de coercition à l'usage des amis d'O'Connell.

La majorité de la Chambre des communes, excitée par les whigs, est déjà acquise à la réforme, que Peel résiste encore: il dédaigne les votes réitérés de la Chambre et s'en remet aux Lords du soin d'en annuler l'effet. Reinté dans l'opposition en 1827, il maintient que l'éligibilité des catholiques au Parlement serait absolument incompatible avec les principes fondamentaux de la Constitution. Revenu au pouvoir un peu plus tard, il s'entête, il résiste toujours, s'appuyant sur les Lords et sur le roi. L'agitation grandit cependant en Irlande; elle sort des limites de la légalité stricte: un inéligible, un catholique, O'Connell en personne, est élu député dans un scrutin partiel. C'est précisément dans ce fait plus aisé à réprimer que tant d'autres que Peel voit une révélation concluante, le véritable état des esprits.

« La vraie difficulté, a-t-il écrit plus tard sur cet incident, la vraie difficulté n'est pas dans la violation de la loi; elle est tout entière dans l'exercice nouveau des franchises constitutionnelles, dans l'usage de droits reconnus et protégés par la loi... en vue d'un but défini, dans la constitution d'une force qui prétend être une force morale, qui n'en vise pas moins à usurper l'une après l'autre les fonctions du gouvernement régulier, à paralyser son autorité et à acquérir finalement une puissance qui rendrait irrésistible la demande de l'égalité civile et politique. » La constatation faite, l'alternative bien et dûment posée entre l'émancipation et la guerre civile, pourquoi reculer davantage?

Après quelques hésitations, ce fut Peel lui-même qui, en 1829, proposa,

défendit et fit voter l'Acte d'émancipation ; il y réussit contre son propre parti, qui se cabrait sous son fouet, contre les Lords, contre le roi Georges IV, lesquels réussirent seulement à lui imposer quelques transactions secondaires.

Presque identique, bien qu'encore inachevée, a été la carrière de M. Gladstone. C'est le sort de toutes les questions politiques de n'être jamais closes ou de renaître sous une forme nouvelle, à peine les croit-on résolues. Quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, l'homme d'Etat est astreint aux mêmes devoirs, aux mêmes incertitudes que le marin : l'œil fixé sur une étoile si le ciel est pur, sur sa boussole qui lui donne une direction générale, il doit prendre le vent et louver : il ne peut que rarement suivre la ligne directe.

L'émancipation des catholiques n'avait pas fermé la question d'Irlande ; tardive et peu sincère, suivant le mot de lord Melbourne, elle avait été entachée de compromissions qui altéraient son caractère et neutralisaient par avance les effets que ses auteurs en avaient espérés. Pour excuser la création des nouveaux éligibles, Peel avait cru devoir supprimer bon nombre d'anciens électeurs, auxquels la grande réforme de 1832 ne rendit pas le droit de vote. L'Irlande souffrait encore : dans sa religion, d'avoir à payer des dîmes pour l'entretien de l'Eglise anglicane ; dans ses intérêts matériels, de voir drainer sa fortune au dehors par des propriétaires absents pour la plupart ; dans son indépendance, enfin, de ne pouvoir exercer aucun contrôle efficace, aucune autorité sur l'administration dont elle était dotée. « Une population affamée, une aristocratie non résidente, une Eglise étrangère, le plus faible pouvoir exécutif du monde, voilà toute la question irlandaise », disait M. Disraëli en 1844. C'était plus qu'il n'en fallait, à coup sûr, pour que l'agitation fût à l'état chronique dans la verte Erin et devint aiguë chaque fois qu'il se rencontrerait un homme expert à la manier.

Le mal signalé par M. Disraëli, c'est M. Gladstone qui, aux diverses époques de sa vie, a tenté d'y apporter des remèdes, non pas, comme on pourrait le croire, en vertu d'une idée préconçue, d'un vaste plan d'ensemble dont il n'aurait révélé chaque partie qu'au moment de l'action, mais suivant les nécessités accidentelles, au jour le jour, selon qu'il éprouvait le besoin, soit de déplacer un obstacle disposé sur sa route par des mains étrangères, soit de renforcer et de retremper son parti en lui amenant des contingents alliés et en lui infusant des idées neuves.

L'histoire de ses variations serait inépuisable : il a déclaré lamentable et désastreuse la pensée de supprimer les Eglises d'Etat, et c'est lui qui a déposé celle d'Irlande en 1869 ; il a combattu la fixité de tenure en 1870 et a travaillé à l'établir par la loi agraire de 1881 ; il s'est opposé au *Home Rule*, il a traqué ses partisans jusqu'en 1885, et presque à l'improviste, il en a proposé l'adoption en 1886 : le tout entrecoupé de lois d'exception et agrémenté d'état de siège et de mesures de rigueur comme s'il était un simple conservateur-borne.

Aucun de ses actes cependant ne lui a été suggéré par des considérations théoriques, ou, pour mieux dire, l'acte est venu d'abord, la théorie ensuite. En 1869, il fallait répondre à une renaissance de l'agitation catholique ; en 1881, à la ligue agraire, née de la crise économique ; en 1886, M. Gladstone devait compter avec un groupement parlementaire décidé à arrêter la fortune du cabinet libéral, à enrayner même le fonctionnement de la machine politique tout entière, si on ne lui donnait satisfaction. Ce groupe avait mis son concours aux enchères entre libéraux et conservateurs ; des deux côtés on avait accueilli ses ouvertures, M. Gladstone avait su se rendre adjudicataire de l'entreprise, lorsque la désertion de quelques-uns de ses amis du premier degré vint le précipiter du pouvoir. Les élections générales qui s'ensuivirent rendirent les conservateurs assez forts pour qu'ils pussent se priver du coûteux appui de la fraction irlandaise. On en est là.

III

On aurait donc grand tort de se représenter les luttes parlementaires qui se

livrent à Westminster, les appels adressés à l'opinion dans les banquets d'inter-session, les discours enflammés prononcés en temps d'élections générales comme le choc retentissant et quelquefois épique de deux corps de doctrine nettement définis et nécessairement opposés. La vie politique anglaise se réduit à des termes beaucoup plus simples, à une condition infiniment plus humaine. Les principes ne sont point de ce monde, du monde anglais moins que de tout autre. Si toutes les nations se ressemblent par le peu d'action qu'elles ont sur les faits, elles se distinguent par l'inégale influence qu'elles exercent sur les esprits ; en Angleterre, cette influence est à peu près nulle. « Ce pays-ci est, par excellence, la patrie du relatif », écrivait jadis Louis Blanc.

L'entrée en scène d'une démocratie dès longtemps accoutumée par les classes dirigeantes à compter avec les faits n'a pas modifié et ne modifiera sans doute pas la vérité de ce jugement. Les partis se différencient par leur personnel, et non par leurs idées ; comme doctrine, ils n'ont qu'un patrimoine, lequel leur est commun : c'est de rechercher l'intérêt du moment. A peine si l'observateur très attentif pourrait distinguer un peu plus d'esprit d'entreprise chez les uns, un peu moins chez les autres, de quoi justifier leurs dénominations respectives de libéraux, de radicaux et de conservateurs ; mais la nuance est si minime, qu'on la peut négliger. Les mêmes idées professées à des époques différentes par des hommes de noms divers, quelquefois adoptées soudain par ceux qui, la veille, professaient le contraire, voilà le fond de la politique anglaise. La fameuse balance des pouvoirs comme la douce et tranquille alternance de deux politiques adverses, sont des inventions de la chaire ; la vérité est plus médiocre ; ce sont des syndicats de famille, des clientèles, des clans si l'on veut, qui se succèdent au gouvernement, suivant le gré des électeurs.

Les électeurs, il faut les conquérir ; de là précisément, chez les chefs de parti, l'application constante à discerner l'intérêt du moment pour en faire la plateforme d'une agitation populaire, et par « intérêt du moment » je n'entends pas les préoccupations exclusives d'ambition personnelle, — elles existent là comme ailleurs, mais sont dominées par une préoccupation plus haute, — je veux dire les besoins vrais ou faux, moraux ou matériels, du peuple pour les façonner en instruments de règne. En France, notre rigorisme intellectuel nous conduit à appliquer à la politique le plus grossier et le plus maladroit des hégélianismes : un parti pose une thèse, un autre l'antithèse, et tous deux s'en remettent à une révolution, qui les renvoie dos à dos du soin de réaliser la synthèse. L'esprit contingent des anglais suit de tout autres lois. « Il faut, a dit M. Disraëli dans un jour de franchise, il faut faire par la politique tous les changements qu'une révolution accomplirait par la force » (1).

Mais il n'en faut point faire d'oiseux, point qui ne soient réclamés par une pression du dehors, c'est-à-dire de l'opinion publique. Tout l'art consiste donc à sonder l'opinion pour connaître ses vœux, à les épouser en temps utile, pour enlever à l'adversaire et la charge et le bénéfice d'en assurer l'accomplissement.

Ici, on doit le reconnaître, l'homme d'Etat anglais dispose de moyens incomparables : de grands journaux, livres de toutes attaches, un goût invétéré chez les populations de prendre part aux agitations politiques ; des associations fortement organisées, patronant l'homme public qui sert leurs vues plutôt qu'elles ne s'enchaînent à sa tutelle ; une facilité merveilleuse pour recueillir les ressources pécuniaires indispensables à la propagande et que, riches ou pauvres fournissent à l'envi (2), autant d'instruments d'une exactitude presque scientifique pour mesurer, en quelque sorte, le débit d'un courant d'opinions, savoir l'usage qu'on en peut faire, fixer le moment précis où il doit être utilisé. L'initiative parlant le plus souvent d'en bas, l'homme public est merveilleusement

(1) Pressensé, p. 244.

(2) Il ne faut pas croire que la grande aristocratie seule serve de banquier aux partis : en 1824, l'Association catholique irlandaise faisait 50,000 fr. de recettes par mois avec des souscriptions à deux sous ; en 1883, le peuple irlandais a offert un million à M. Parnell à titre de récompense nationale.

renseigné sur l'état des esprits; il n'a qu'à attendre, pour prendre la barre, l'instant où les intérêts s'étant spontanément groupés, il suffit d'une grande voix pour entraîner les masses, mêler l'idée du juste à celle de l'utile et persuader à son pays que « lorsque la lumière est faite, lorsque l'heure a sonné, un délai de justice est un déni de justice ».

De là des usages, des conventions de la vie politique anglaise bien faites pour nous surprendre. Westminster n'est pas le véritable centre du mouvement politique; les discours qu'on y échange s'adressent bien moins aux auditeurs qui n'en ont cure — les Anglais l'ont constaté dès longtemps — qu'à l'opinion publique; les votes qui s'y émettent ont bien moins pour objet de faire échec à une proposition donnée ou d'en faire adopter une autre, que de permettre aux partis de prendre position vis-à-vis du pays.

L'opposition tiendrait à déshonneur de paralyser la volonté du parti au pouvoir; elle s'attache, au contraire, à faire sortir tout son effet au dernier verdict du pays, jusqu'à l'en fatiguer; si elle s'attaque au ministère, ce n'est pas en vue du vote parlementaire, mais de la prochaine consultation électorale; elle ne cède pas aux fantaisies de séance qui renversent les ministres sans laisser d'indications précises sur la manière dont il faut choisir leurs successeurs; si quelques défections se produisent dans les rangs de la majorité, elle ne montre pas de hâte à se saisir du pouvoir plutôt que d'être capable d'en user; elle laisse partir en congé quelques-uns de ses membres, pour ne pas détruire avant l'heure l'équilibre respectif des partis. Elle fait le « jeu », en un mot, et n'essaye vraiment de vaincre à Westminster que lorsqu'une dissolution semble possible d'où elle sortira majorité parlementaire. Mais alors, tout lui est bon; attaque de front, embuscade ou coalition.

De là encore, chez les individus des habitudes d'esprit peu répandues chez nous : les solutions partielles, expérimentales, n'ont rien qui les rebute, l'unité législative rien qui les captive; les mesures d'exception ne les effraient point, et ils mettent une exquise candeur à les justifier. « Un acte de coercition, a dit M. Bright, n'est tyrannique qu'entre les mains des tyrans ». Enfin, les changements d'opinion — qu'on appellerait ailleurs palinodies — sont règle commune en Angleterre; nul ne s'en étonne, nul n'en ferait un reproche à personne... Je me trompe : M. Disraeli a tiré gloire et profit d'avoir été traité de « girouette » par lord Salisbury. M. Gladstone seul a quelquefois pâti de ses contradictions.

IV

Le passé est un gage presque certain pour l'Irlande qu'elle verra triompher ses revendications dans un avenir peut-être assez proche et qu'elle sera restaurée dans l'autonomie législative dont elle a été dépossédée en 1800 par des moyens que lord Castlereagh lui-même taxait d'« ignominieux ». Les hommes publics anglais qui résistent encore sont trop pratiques pour s'obstiner à lutter indéfiniment contre le courant d'opinions que de récents incidents, tels que l'effondrement des accusations formulées contre M. Parnell, sont venus grossir. Tous en effet, conservateurs ou libéraux, néo-tories ou radicaux, préfèrent s'assouplir aux mouvements de l'opinion que de compromettre la liberté en la laissant se discréditer par impuissance; tous traitent la politique comme on fait de la pallologie externe : ils usent d'abord de procédés dilatoires, puis de révulsifs, puis, enfin, si le mal ne cède pas, ils recourent à la chirurgie.

Ils ont temporisé par la coercition et les demi-satisfactions concédées à l'Irlande; ils ont tenté la diversion en essayant d'occuper le public par la réforme, radicalement accomplie par des conservateurs, du gouvernement local dans les comtés anglais; demain, s'il est nécessaire, c'est-à-dire si l'agitation persiste, comme on n'en peut douter, demain, ils feront l'amputation. Qui sait si l'obstructionniste Parnell ne sera pas acclamé comme *leader* par la grande majorité des électeurs anglais, après avoir fait preuve en ces temps derniers de toutes les qualités chères à ce peuple : une implacable énergie, un imperturbable sang-froid, un coup d'œil et une décision de stratège de premier rang?

Qui sait même s'il n'est pas écrit aux livres des destins que l'opérateur doit être le draconien M. Balfour ? De nombreux précédents lui serviraient d'excuse ; la philosophie et la science lui viendraient également en aide, au besoin, en lui permettant de plaider que la nature, ce grand et permanent modèle de la conservation, ne se conserve en définitive que par une constante création et un perpétuel renouveau.

Avouons, d'ailleurs, que le mouvement autonomiste, qui jusqu'ici n'est point séparatiste (comment le serait-il ?), n'a rien d'effrayant en soi. J'entends bien que l'autonomie de demain ne sera plus celle d'hier : elle profitait jadis exclusivement aux protestants d'Irlande, longtemps seuls électeurs et jusqu'au bout seuls éligibles ; elle bénéficiera désormais aux catholiques, d'ores et déjà affranchis. Elle était comme la politique anglaise tout entière, à l'époque, le monopole de la noblesse foncière ; elle sera, la démocratie étant depuis lors montée sur les marches du trône, l'apanage commun de tous les petits tenanciers. En quoi l'Irlande subira le sort des Etats de l'Europe.

Mais, dit-on, quelles difficultés insurmontables à régler convenablement les rapports de l'île sœur avec la métropole, à tracer la compétence respective des Parlements de Londres et de Dublin, les matières qu'ils devront régler en commun, celles où ils seront souverains, au contraire ? Les rapports de la Suède avec la Norvège, ceux de l'Autriche avec la Hongrie, ceux de la Hongrie avec la Croatie, d'autres encore, fournissent plus d'un exemple qui se peut imiter.

Il y a, il est vrai, les intérêts des landlords, qui sont la clef de voûte du système en vigueur et n'entendent point être abandonnés sans défense à une majorité indigène dont la seule ambition serait de les exproprier. Mais la question se simplifie chaque jour par les sacrifices que le législateur a dû leur imposer pour faire face aux besoins les plus pressants des fermiers : restrictions apportées aux évictions, diminution par voie judiciaire du taux des fermages, etc. Le droit de propriété du landlord est déjà amoindri ; on a parlé de le racheter ; le jour où l'on en voudra venir là, il suffira de recourir à quelque une des combinaisons variées qui ont servi, en différents pays, à supprimer les droits féodaux ou à consolider entre les mains des tenanciers tout ou partie des terres qu'ils possédaient à titre plus ou moins précaire. Affaire de temps et d'expédients, qui se peut résoudre sans que les Iles Britanniques cessent de constituer une même communauté politique.

Je ne sais, au surplus, si je m'abuse, mais, si paradoxal que puisse paraître l'appréciation de prime abord, il semble qu'après l'immense fusion unitaire que la Révolution française a déterminée, soit entre les diverses branches d'une nationalité, soit entre les diverses classes sociales d'un même Etat, un mouvement contraire commence à se dessiner dans le sens de ce que l'on nommait, sous la Terreur, le fédéralisme.

Les effets de cette réaction — je prends ce mot dans son sens philosophique — les effets sont multiples : ici, des groupes d'intérêts, corporations ouvrières, chambres de commerce, etc., demandent une représentation propre au sein des Assemblées ; là, on décentralise l'enseignement, cherchant à créer des corps universitaires autonomes et concurrents ; plus loin, c'est une province entière qui se réclame d'un lointain passé pour faire subir à son souverain un sacre spécial, gage de son indépendance législative ; en France même, l'on a pu, sans provoquer la tempête, parler de reconstituer les anciennes provinces.

Partout, l'esprit public est en éveil sur l'espèce d'apoplexie qui menace l'Etat ; partout perce le sentiment, encore mal défini, que, si l'unité nationale a des exigences, elle n'implique ni l'uniformité de législation en toutes matières ni l'absorption complète d'une fraction ou plus remuante ou plus retardataire de la communauté dans un organisme politique dont le fonctionnement est ou trop lent ou trop précipité à son gré.

Décentralisation, autonomie locale, fédéralisme, sont trois nuances d'une même idée ; l'histoire de l'Irlande depuis un siècle, l'expérience qu'elle se prépare à faire, sont, à ce point de vue encore, particulièrement suggestives et méritent la plus sérieuse attention.

Etat de la France en 1789, par Paul Boiteau, deuxième édition, ornée du portrait de l'auteur, avec une notice de M. Léon Roquet et des annotations de M. Grassoreille, archiviste. Un beau volume in-8°, Paris, 1889, librairie Guillaumin.

Il y a environ trente ans que le savant et regretté Boiteau publiait ce livre qui constitue un inventaire exact et complet de l'ancien régime, le dernier chapitre des histoires de la vieille France et la préface des histoires de la France nouvelle. Le succès en fut vite assuré parce que, grâce à de longues recherches, l'auteur avait su y condenser les renseignements les plus complets sur les rouages de l'ancienne administration.

M. Boiteau passe en revue l'état des terres et des personnes sous l'ancien régime, les divisions administratives, les assemblées provinciales, le gouvernement central ; puis, la maison du roi, l'ordre du clergé, le tiers-état, l'armée, l'administration de la justice et les institutions financières de la France.

Les intérêts économiques n'ont pas été oubliés : l'agriculture et ses récoltes, le travail industriel et son organisation qui alors était, comme on sait, très compliquée, sont passés en revue, comme le commerce, les colonies et le reste ; on peut dire que rien d'essentiel n'a été omis. Nous signalerons le dernier chapitre intitulé *la France future* et qui est fort curieux ; il indique les noms, âge et conditions de la plupart de ceux qui, dans tous les rangs de la Société, devaient être les agents de la nouvelle histoire.

M. Boiteau avait projeté de faire une nouvelle édition de son livre et avait réuni des notes dans ce dessein, mais la mort l'a emporté trop tôt. On a donc reproduit la première édition, tout en ajoutant des renseignements complémentaires d'après les nombreux travaux publiés dans ces dernières années. Nous pensons qu'on a fait une chose utile en mettant à la disposition des travailleurs ce livre depuis longtemps épuisé ; il garde son originalité au milieu de toutes les publications dont l'anniversaire de 1789 a été l'occasion, et qui ont, plus ou moins, pour objet, le développement d'une thèse politique. Boiteau n'avait pas l'impartialité qui résulte de l'indifférence et de la froideur ; c'était un fils enthousiaste de la Révolution. Il n'en a pas moins fait œuvre de science exacte et précise, un peu sèche par endroits, mais toujours consciencieuse.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arçis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

BELGIQUE — SUISSE

Traité de commerce

(3 juillet 1889)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : Monsieur le conseiller fédéral Numa Droz, chef du département fédéral des affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi des Belges : Son Excellence Monsieur Joseph Jooris, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse, commandeur de l'ordre de Léopold, grand-cordon des ordres d'Isabelle la Catholique, de la couronne de Roumanie, de St-Grégoire le Grand, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre les états et possessions des deux hautes parties contractantes ; les Suisses en Belgique et les Belges en Suisse jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des états et posses-

sions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits états et possessions.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 3. — Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 4. — Le gouvernement fédéral garantit que dans aucun cas les produits belges ne seront assujettis par les administrations cantonales ou communales à des droits de consommation ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays.

Art. 5. — Les voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison établie en Belgique seront traités, quant à la patente, comme les commis-voyageurs nationaux.

Il en sera de même pour les voyageurs de commerce voyageant en Belgique pour le compte d'une maison établie en Suisse. Toutefois, ces voyageurs pourront opter pour une patente fixe de vingt francs, centimes additionnels compris.

Art. 6. — Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Suisse par des commis-voyageurs de maisons belges, ou en Belgique par des commis-voyageurs de maisons suisses, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en Suisse et en Belgique et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Art. 7. — Aucune des deux parties contractantes ne pourra exiger pour l'importation, l'entrepôt ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre, des droits plus élevés que ceux qui sont ou qui pourront être imposés sur les produits similaires de tout autre pays étranger.

Les deux parties contractantes jouiront de plein droit et réciproquement de toute faveur en matière d'établissement, d'impôt, de commerce ou de douane accordée ou à accorder par l'une d'elles à une troisième puissance.

Art. 8. — Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux états seront réciproquement exemptes de tout droit de transit.

Le transit de la poudre à tirer, des armes et des munitions de guerre, pourra être interdit ou soumis à des autorisations spéciales.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne le transit.

Aucune des deux parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf les prohibitions ou restrictions temporaires qu'elles jugeraient nécessaire d'éta-

blir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épidémies ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. 10. — Les déclarations en douane doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 11. — A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le net réel, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 12. — L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un et de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 13. — Les stipulations du présent traité seront exécutoires dans les deux états dès le quinzième jour après l'échange des ratifications. Le traité restera en vigueur jusqu'au 1^{er} février 1892. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant cette date, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord, dans ce traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 14. — Le présent traité sera soumis à l'assentiment des chambres législatives de la Suisse et de la Belgique, et les ratifications en seront échangées à Berne dans les six mois à dater de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le traité et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicata à Berne, le 3 juillet 1889.

(L. S.) Signé : DROZ.

(L. S.) — J. JOORIS.

Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant le traité de commerce conclu avec la Belgique le 3 juillet 1889.

(Du 29 octobre 1889.)

Monsieur le président et messieurs,

Après l'adoption par l'assemblée fédérale, le 28 juin 1878, d'un nouveau tarif des péages fédéraux, le Conseil fédéral s'est vu dans le cas de dénoncer le traité

d'établissement et de commerce conclu avec la Belgique le 11 septembre 1862, attendu que par une disposition dudit traité, la Suisse s'était engagée à ne pas élever, à l'égard de la Belgique, pendant la durée de ce dernier, les droits d'entrée, de sortie et de transit tels qu'ils étaient établis dans le tarif des péages fédéraux alors en vigueur; ensuite de cette dénonciation, le traité expirait le 18 novembre 1879. Par échange de notes des 11/16 novembre de la même année, la Suisse a conclu avec le Gouvernement belge un arrangement stipulant que jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité, les deux Etats se traiteront réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les matières réglées par la convention de 1862.

Au commencement de 1880, la France revisa une partie de ses traités, puis conclut avec la Belgique, le 31 octobre 1881, un nouveau traité de commerce; en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, la Suisse bénéficia dès lors de toutes les concessions que la Belgique avait accordées à son voisin du sud, en tant toutefois qu'elles ne se rapportaient pas spécialement au trafic frontalière. Par ce traité, furent liées la majeure partie des positions du tarif belge, modéré en soi, ainsi que, notamment, les droits pour tous les principaux articles de l'exportation suisse en Belgique, tels que, par exemple, les montres, la bijouterie, les soieries, les tresses de paille, les couleurs dérivées du goudron, pour lesquels la franchise de droit fut stipulée, et en outre pour les tissus de coton et de soie, les rubans de soie et de mi-soie, les broderies, les fromages, les machines, etc. Le tableau, que nous donnons ci-après, de ces principaux articles d'exportation de la Suisse en Belgique, fournit des indications détaillées sur leur valeur et sur les droits d'entrée belges.

Depuis l'époque où ce traité a été conclu, le Gouvernement belge a, par diverses décisions datant de 1883, 1885 et 1887, apporté d'importantes modifications à son tarif douanier, la plupart dans le sens d'une élévation des droits, mais ces modifications concernaient exclusivement des articles ne rentrant pas dans le nombre de ceux que la Suisse exporte.

Des difficultés s'étant élevées sur l'interprétation de la déclaration provisoire de l'année 1879 en ce qui concerne le service militaire des Suisses établis en Belgique, il était désirable de conclure un nouveau traité d'établissement; un tel traité a été lié le 4 juin 1887 et approuvé par vous dans votre session d'été de la même année (1).

A l'occasion de la conclusion de ce traité, le Gouvernement belge a exprimé le désir qu'en ce qui touche les relations commerciales entre les deux pays, l'arrangement provisoire de 1879 fût aussi remplacé par un nouveau traité, et il a fait remettre au Conseil fédéral, par sa légation à Berne, le projet d'un traité basé sur la clause de la nation la plus favorisée en se déclarant prêt à entrer en négociations sur ce projet. Le Conseil fédéral était d'autant plus engagé à répondre au désir du Gouvernement belge que celui-ci avait exprimé des doutes sur la validité de l'arrangement provisoire de 1879, parce que cet acte n'avait pas été ratifié par les autorités législatives des deux pays.

Ensuite de la circonstance que le Gouvernement belge proposait la conclusion d'un traité simplement basé sur la clause de la nation la plus favorisée et comme le système de ces traités ne jouit des sympathies ni du commerce suisse, ni des autorités, la question s'est posée à nous de savoir s'il n'y avait pas lieu d'exiger de la Belgique un tarif contre des concessions correspondantes. Après avoir examiné cette question d'une manière approfondie, nous l'avons résolue négativement et cela pour des motifs tirés en partie des faits que nous avons déjà indiqués ci-dessus. Abstraction faite de la circonstance que la plupart des droits belges sont liés dans le traité franco-belge de 1881, on est arrivé à l'opinion que les rapports commerciaux entre les deux pays ne sont pas de nature à justifier les pertes que les réductions de droits leur feraient éprouver à l'un et à l'autre. Relativement aux principaux produits d'exportation de la Suisse, il ne faut pas oublier que, sauf les montres qui, nous l'avons déjà dit, sont

(1) V. ce Traité, *Archives*, 1888, III, p. 129.

admises en franchise, nous n'importons en Belgique aucun article qui n'y soit importé en quantités infiniment plus considérables par d'autres pays tels que l'Allemagne, l'Angleterre, la France, etc., pays qui, en définitive, auraient profité des concessions obtenues par la Suisse. D'un autre côté et en considération des négociations que nous devons ouvrir avec d'autres Etats, il n'était nullement dans l'intérêt de la Suisse de consentir, déjà auparavant, à telle ou telle réduction de tarif.

Ces raisons principales nous ont donc engagés à renoncer d'emblée à conclure avec la Belgique un traité accompagné d'un tarif.

Les préavis donnés par le Vorort de l'union suisse du commerce et de l'industrie, et par le Comité-Directeur du « Gewerbeverein » suisse sur le projet de traité s'exprimaient en général d'une manière favorable, bien que le courant qui règne dans les cercles commerciaux et industriels de la Suisse contre le système des traités basés sur la clause de la nation la plus favorisée, se fût aussi fait sentir dans cette occasion. Ici et là, on émit des vœux pour que tels ou tels droits du tarif belge fussent réduits, mais eu égard aux raisons plus haut indiquées, ces vœux ne purent être pris en considération.

Basés sur les préavis susmentionnés, ainsi que sur un rapport du consulat général suisse à Bruxelles, nous avons donné au Gouvernement belge, en février 1888, une réponse conçue, dans l'essentiel, en termes affirmatifs. Les modifications que nous avons proposé au Gouvernement belge d'apporter au projet touchaient, en première ligne, la question des taxes des voyageurs de commerce. Le projet stipulait que les voyageurs de commerce des deux parties contractantes seraient traités, quant à la patente, comme les voyageurs de la nation la plus favorisée. Or, les voyageurs de commerce français étant, par une disposition de notre traité avec la France, complètement affranchis de taxes de ce genre, tandis que les voyageurs de commerce suisses doivent, sous certaines conditions, payer des taxes dans quelques cantons confédérés, on a inséré dans le traité les dispositions de son article 5 par suite desquelles il devient impossible que les voyageurs belges soient traités plus favorablement que les nationaux. Le règlement de la question des taxes de patentes a exigé beaucoup de temps, attendu que, d'une part, la Belgique désirait être renseignée d'une manière précise sur les taxes de patente et de colportage perçues dans chacun des cantons suisses et que le Conseil fédéral tenait à être informé avec non moins de précision sur l'importance des centimes additionnels prélevés en Belgique indépendamment des taxes ordinaires de patentes.

Le projet stipulait en outre l'interdiction du transit des *contrefaçons*. Nous avons craint que cette prescription ne donnât lieu à des contestations douanières comme cela s'est passé dans l'un de nos Etats voisins. En conséquence, nous avons proposé et le Gouvernement belge a accepté la suppression de ladite prescription.

Un autre point contesté a été celui de la durée du traité. Le projet proposait 10 ans. Mais en raison de ce que notre traité avec la France, ainsi que tous les principaux traités de commerce non-seulement de la Suisse, mais aussi des pays étrangers, expirent en 1892, le Conseil fédéral n'a pu se ranger à la proposition de donner au traité avec la Belgique une durée se prolongeant au-delà de cette époque.

Telles sont les divergences qui existaient et sur lesquelles un accord est intervenu.

Les relations entre la Suisse et la Belgique ne sont, relativement, pas très importantes. Déduction faite des métaux précieux à l'état brut ou monnayé, le trafic dans le commerce spécial s'est élevé aux chiffres suivants dans les dernières années, d'après les relevés de la statistique suisse :

	Exportation en Belgique :			Importation de Belgique :	
	1885	11,0 millions de francs.		25,8 millions de francs.	
	1886	10,6 — — — — —		25,5 — — — — —	
	1887	10,3 — — — — —		25,7 — — — — —	
	1888	10,9 — — — — —		27,9 — — — — —	

A l'égard de l'importation de Belgique, il est à remarquer que les chiffres ci-dessus comprennent des quantités très importantes de marchandises importées des pays d'outre-mer en Suisse via Belgique. Les articles de cette catégorie se distinguent très facilement d'après leur nature même; citons le pétrole et autres huiles minérales, le café, le coton en laine, la laine brute, les céréales, le thé, les épices, le saindoux, la viande en boîtes, etc. La valeur des produits ainsi importés sous le nom belge varie entre 7 et 11 millions de francs.

Le chiffre de l'exportation suisse en Belgique se répartit sur les principaux articles suivants :

	Droit belge. Par q.	Valeur en 1,000 francs. 1886. 1887. 1887.
Montres de poche	Exemptes F. (*)	2445 2710 2671
Tissus de soie et de mi-soie.	300. — (1) F.	768 1069 1267
Cuir et peaux, bruts.	Exempts.	617 729 1007
Fromages.	10. — F.	590 857 873
Broderies	10 0/0 F.	850 673 631
Tissus de coton	(2) F.	417 466 486
Soie	Exempte F.	422 343 563
Cigares et cigarettes.	300. —	121 221 355
Machines	4. — (3) F.	324 318 212
Chocolat	45. —	121 188 247
Couleurs dérivées du goudron.	Exemptes F.	99 118 223
Bijouterie.	Exempte F.	212 192 196
Rubans de soie et de mi-soie.	300. — (1) F.	114 148 142

L'importation de Belgique en Suisse se résume dans les postes principaux ci-après :

	Valeur en 1,000 francs. 1886. 1887. 1888.
Produits chimiques (dont pour environ fr. 500,000 de stéarine).	1840 1453 1632
Cuir.	1974 2057 1502
Tissus de lin et de chanvre	1902 1656 1679
Fils de lin et de chanvre.	849 919 934
Tissus de laine.	1019 739 852
Fils de laine	955 751 1319
Houille et briquettes	758 1733 1867
Fer, à l'état de première fabrication.	945 1073 1282
Ouvrages en fer.	312 234 507
Zinc.	374 483 541
Verres à vitres.	574 469 448
Huiles grasses	718 629 753
Racines de chicorée desséchées, figues torréfiées.	479 519 386
Poissons frais.	153 246 284

Voici quelques détails sur le texte des divers articles du traité :

Par l'article 1^{er}, les deux Etats s'assurent réciproquement, en matière de commerce et de navigation, les mêmes droits et faveurs dont jouissent ou jouiront les nationaux.

L'article 2 reconnaît aux Compagnies ou autres associations commerciales, industrielles ou financières existantes ou qui seront créées dans la suite, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les Tribunaux.

(*) F = lié dans le traité franco-belge.

(1) Ou 10 0/0, au choix de l'importateur.

(2) Divers droits, selon le poids et le nombre de fils. Ecrus fr. 50 — 300; blanchis, sur-taxe de 15 0/0; teints fr. 75 — 325; imprimés 15 0/0 de la valeur; non dénommés 10 0/0 de la valeur.

(3) Fonte, fr. 2.

Les articles 3 et 4 se rapportent aux *droits internes*. Pour les marchandises importées de l'autre Etat, ces droits doivent être les mêmes que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale; ils ne peuvent être augmentés que des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Article 5. — *Voyageurs de commerce*. Le texte de cet article diffère de celui des articles correspondants renfermés dans les traités conclus antérieurement à 1888. Les voyageurs de commerce belges ne peuvent, dans aucun cas, être traités en Suisse plus favorablement que les voyageurs nationaux, et les cantons qui font payer aux indigènes des taxes de patentes pourront dorénavant soumettre aux mêmes taxes les voyageurs de commerce belges. Quant aux voyageurs de commerce suisses voyageant en Belgique, ils sont placés sur le même pied que les voyageurs belges, mais ils peuvent opter pour une patente fixe de fr. 20, centimes additionnels compris. La même taxe est convenue dans le traité de commerce franco-belge pour les voyageurs de commerce français.

L'article 6 stipule que les marchandises servant d'*échantillons* sont admises en franchise.

L'article 7 pose le principe du traitement réciproque sur le pied de *la nation la plus favorisée* en matière d'établissement, d'impôt, de commerce et de douane.

L'article 8 stipule la franchise de droits pour les marchandises en *transit*, à l'exception des armes et munitions de guerre au sujet du transit desquelles il est fait certaines réserves.

Par l'article 9 chacune des deux parties contractantes s'engage à ne soumettre l'autre à aucune *prohibition* d'importation, d'exportation ou de transit, sauf en temps de guerre ou pour des motifs sanitaires.

Les articles 10 et 11 renferment les prescriptions relatives aux *déclarations en douane*.

L'article 12 affranchit les importateurs de *machines* et *mécaniques* de l'obligation de produire à la douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Article 13. — Les stipulations de cet article fixant la *durée du traité* jusqu'au 1^{er} février 1892 et un délai de dénonciation d'une année, correspondent à celles renfermées sur les mêmes points dans nos autres nouveaux traités.

Le présent traité n'apportera aucune modification importante dans les relations commerciales des deux pays; son but principal est de consolider ces relations.

Nous le recommandons en conséquence à votre approbation, et nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Berne, le 29 octobre 1889.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération :
HAMMER.

Le Chancelier de la Confédération :
RINGIER.

BELGIQUE — FRANCE

Déclaration relative à l'extradition

(14 novembre 1889 (1))

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges,

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 1^{er} février 1889

Considérant qu'une loi du 28 juin 1889 a autorisé le gouvernement royal à porter à trois semaines pour tous les pays d'Europe le délai fixé par l'art. 5 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions ;

Considérant que les deux gouvernements sont d'accord sur l'intérêt qu'il y aurait à étendre en effet de quinze jours à trois semaines la durée de la détention provisoire en cas de demande d'extradition par l'un des Etats contractants,

Conviennt de substituer à l'art. 7 de la convention d'extradition du 15 août 1874 la disposition suivante :

« L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai de trois semaines après son arrestation, il ne reçoit pas notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention. »

En foi de quoi, les soussignés, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 14 novembre 1889.

(L. S.) Signé : E. SPULLER.
(L. S.) — BEYENS.

GRANDE-BRETAGNE — TURQUIE

Convention pour la répression de la Traite

(25 janvier 1880 (1))

S. M. l'empereur des Ottomans et S. M. la reine du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, étant animés mutuellement du désir sincère de coopérer à la cessation du trafic des esclaves d'Afrique, ont résolu de conclure une Convention avec l'intention d'atteindre cet objet. Dans ce but, ils ont nommé comme leurs Plénipotentiaires :

S. M. l'empereur des Ottomans : Sawas-Pacha, son ministre des affaires étrangères ;

Et S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : le très honorable sir Austin Henry Layard, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté, près la Sublime-Porte.

Lesquels se sont communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, et ont convenu et arrêté les articles suivants :

Article premier. — S. M. l'empereur des Ottomans, renouvelant d'une manière absolue la défense du trafic des nègres, s'engage à prohiber l'importation des esclaves d'Afrique dans toutes les parties de

(1) Nous publions cette Convention, malgré sa date déjà ancienne, parce que la discussion des questions relatives à la Traite lui donne un intérêt d'actualité. Elle est visée dans l'art. 8 de la loi ottomane récemment promulguée pour la répression du trafic des esclaves noirs et reproduite ci-après.

Cf. la Convention analogue anglo-égyptienne du 4 août 1877, *Archives*, 1877, III, p. 322.

l'empire ottoman ou ses dépendances, leur passage à travers le territoire ottoman par mer et à punir, suivant les dispositions prévues par la loi ottomane et conformément aux dispositions du firman de l'année 1273, toute personne ou personnes justiciables des tribunaux ottomans qui se trouveraient mêlés soit directement, soit indirectement au trafic des noirs. Sa Majesté s'engage aussi à interdire l'exportation d'esclaves noirs du territoire ottoman à l'étranger, sauf le cas où ils auraient à accompagner leurs maîtres ou maîtresses en qualité de domestiques attachés à leurs personnes. Dans ce cas, chaque esclave, homme ou femme, sera muni d'un certificat constatant son âge ainsi que tout autre signe distinctif et mentionnant tout particulièrement en quelle qualité il accompagne son maître ou sa maîtresse. Dans le cas où il ne serait pas muni de pareils certificats, il serait affranchi et ceux qui tenteraient de l'exporter seraient passibles de punition. Tous les noirs affranchis qui quitteront l'empire ottoman recevront des autorités ottomanes des passeports constatant qu'ils sont affranchis et libres et qu'ils disposent de leur personne sans restriction ou réserve.

Art. 2. — Toute personne ou personnes non sujettes ottomanes qui peuvent être mêlées au trafic des noirs soit directement, soit indirectement dans les limites de l'empire ottoman ou à bord d'un navire ottoman seront saisies, ainsi que leurs complices, si elles en ont, pour subir leur jugement conformément aux lois du pays; elles seront accompagnées des procès-verbaux dressés par l'autorité supérieure ottomane de l'endroit où le trafic aura été constaté et de tous les autres éléments de conviction fournis par la susdite autorité, destinés à servir de preuves lors du procès des inculpés, en tant que ces lois admettent de pareilles preuves.

Tous les noirs trouvés en la possession de marchands d'esclaves seront affranchis et on agira à leur égard conformément aux dispositions de l'art. 3 de la présente Convention.

Art. 3. — Prenant en considération l'impossibilité de renvoyer dans leurs foyers les esclaves d'Afrique qui seraient capturés des marchands d'esclaves et affranchis sans les exposer au risque de périr de fatigue et de faim ou de tomber de nouveau sous le joug de l'esclavage, le gouvernement ottoman s'engage à prendre les mesures convenables pour assurer la liberté des noirs qui viendraient à être capturés et à veiller à ce qu'ils soient convenablement soignés.

Art. 4. — Sa Majesté impériale s'engage à poursuivre comme criminelles toutes les personnes qui se trouveraient compromises dans les actes de mutilation ou de trafic d'enfants. Si ces personnes sont justiciables des tribunaux ottomans, elles seront livrées aux tribunaux ottomans et punies suivant la loi ottomane. Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où le criminel n'est pas sujet ottoman et où le crime n'a pas été perpétré sur le territoire ottoman, elles seront consignées entre les mains du tribunal compétent qui agira à leur égard suivant les lois du pays dont elles relèvent. Elles seront accompagnées des procès-verbaux et autres éléments de conviction, comme il est dit dans l'article 2.

Art. 5. — Dans le but d'effectuer d'une manière réelle la suppression du trafic des nègres dans la mer Rouge, Sa Majesté l'empereur des Ottomans consent à ce que les croiseurs anglais soumettent à la visite et

aux recherches, et, s'il est nécessaire, à la détention pour en faire la remise à l'autorité ottomane la plus proche ou la plus compétente, ou bien à qui de droit, conformément à l'article 4, et lui faire subir son jugement, tout navire ottoman qui se trouverait impliqué dans le trafic des noirs, comme aussi tout navire ottoman qui pourrait à juste titre être suspect d'être destiné à opérer ce trafic ou qui l'aurait exercé dans le cours du voyage où il a été rencontré.

Ce droit de visite et de détention pourra être exercé dans la mer Rouge, dans le golfe d'Aden, sur la côte arabique, dans le golfe Persique, sur la côte orientale de l'Afrique, ainsi que dans toutes les eaux maritimes ottomanes, même en l'absence d'autorités constituées. Tout navire qui serait détenu par un croiseur anglais à teneur des dispositions de cette Convention, sera consigné ainsi que son chargement et son équipage à l'autorité ottomane la plus proche ou la plus compétente, ou bien à qui de droit, conformément à l'art. 4, pour qu'il soit procédé à son jugement.

Dans le cas où l'on aurait lieu de croire que des navires sous pavillon ottoman rencontrés dans les ports ou eaux ottomans ont des noirs à bord dans le but d'en faire le commerce, ou bien des navires dont on se serait servi pour le trafic des noirs durant le dernier voyage qu'ils auraient accompli, sur la dénonciation faite par le commandant ou tout autre officier commissionné d'un croiseur anglais ou par un fonctionnaire consulaire britannique, les autorités ottomanes opéreront immédiatement des recherches. Tous les esclaves trouvés à bord de ces navires seront mis en liberté et affranchis; le navire, le capitaine, les officiers et tous ceux qui seront convaincus d'avoir été de connivence avec eux seront consignés aux autorités compétentes ottomanes, qui agiront à leur égard à teneur des dispositions de la loi ottomane concernant la suppression du trafic des nègres.

Tous les esclaves d'Afrique capturés par un croiseur anglais à bord d'un navire ottoman seront placés à la disposition des autorités ottomanes, et, dans le cas où il n'y aurait pas d'autorité ottomane à proximité, aux autorités les plus rapprochées, à l'effet de les proclamer libres. Le navire et son chargement seront consignés, pour être jugés, à l'autorité ottomane la plus proche ou la plus compétente, ou à qui de droit, conformément aux prescriptions de l'art. 4.

S. M. la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande consent, de son côté, à ce que tous les navires naviguant sous pavillon anglais dans la mer Rouge, le golfe d'Aden, sur la côte arabique, dans le golfe Persique et sur la côte orientale d'Afrique ou dans les eaux de l'empire ottoman et de ses dépendances, qui se trouveraient mêlés dans le trafic des nègres, comme aussi tout navire qui pourrait à juste titre être suspecté d'être destiné à opérer ce trafic ou qui l'aurait exercé dans le cours de son voyage où il a été rencontré soient visités, saisis et détenus par les autorités ou les croiseurs ottomans; mais il est entendu que ces navires et leurs chargements ainsi que leurs équipages seront consignés à l'autorité britannique la plus proche pour subir leur jugement.

Les esclaves capturés seront mis en liberté par les autorités ottomanes et resteront à leur disposition.

Si le tribunal compétent décide que la saisie, la détention ou la poursuite n'étaient pas fondées et justifiées, le gouvernement dont dépend le

croiseur qui a opéré la capture payera au gouvernement auquel appartient la prise une indemnité adaptée à la circonstance.

Il est expressément et formellement entendu que les stipulations précédentes ne s'appliquent pas aux bâtiments de guerre des deux Etats, qui ne peuvent en aucun cas et sous aucun prétexte être visités.

Art. 6. — Dans le but d'éviter que les croiseurs anglais chargés de la suppression du commerce des esclaves ne s'ingèrent indûment dans les navires ottomans dont les équipages seraient formés en totalité ou en partie d'esclaves d'Afrique, il est convenu par le présent acte que tout navire ottoman équipé en totalité ou en partie par des esclaves d'Afrique devra être muni de papiers constatant le voyage ou service auquel il est affecté ainsi que le nombre et la description des esclaves qui se trouvent à bord. Si le nombre d'esclaves d'Afrique qui se trouveraient à bord était plus considérable que celui autorisé par les papiers de bord, le navire sera susceptible d'être détenu et renvoyé par-devant un tribunal compétent pour y être jugé.

Art. 7. — S. M. l'empereur des Ottomans s'engage à prendre les mesures et à donner les ordres nécessaires afin que la présente Convention soit rigoureusement exécutée.

Art. 8. — La présente Convention entrera en vigueur six mois après le jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Constantinople, ce jourd'hui, le vingt-cinq janvier mil huit cent quatre-vingt.

Signé : SAWAS, A.-H. LAYARD.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

ÉTATS-UNIS — FRANCE

CORRESPONDANCE

RELATIVE A LA SITUATION, AU POINT DE VUE DU SERVICE MILITAIRE, DES FRANÇAIS QUI
SE FONT NATURALISER AUX ÉTATS-UNIS

(1884-1888) (1)

M. Vignaud, chargé d'affaires des Etats-Unis, à M. Frelinghuysen.

Paris, 13 novembre 1884 (reçue le 28).

Monsieur,

Les citoyens américains d'origine française, qui n'ont pas satisfait en France à leurs devoirs militaires, sont fort étonnés, quand ils viennent visiter leur ancienne patrie, de se voir recherchés, malgré leur passeport américain et les papiers constatant leur nationalité, pour s'être soustraits au service militaire, et d'être en conséquence victimes de nombreux désagréments, quelquefois même d'un traitement brutal. Ils font immédiatement appel à la protection de la légation, et quand on leur apprend que l'action de celle-ci est en pareil cas très limitée et presque toujours subordonnée au bon vouloir des autorités françaises, ils se plaignent amèrement de ne pas être soutenus, alors qu'ils avaient lieu de supposer que leur nationalité acquise les garantirait contre des recherches de cette nature, et ils sont prêts d'accuser notre gouvernement de négligence coupable dans un de ses devoirs les plus sacrés — la protection de ses citoyens d'adoption, voyageant ou résidant à l'étranger.

Ces plaintes, quoique très naturelles dans ces circonstances, viennent d'une méprise sur les droits que les citoyens naturalisés peuvent légitimement réclamer de leur gouvernement d'adoption, et sur les devoirs que ce gouvernement assume vis-à-vis d'eux.

Dans le but d'éclairer ce sujet, je m'efforcerai d'établir ici les bases de la conduite du gouvernement français dans le cas dont il s'agit.

(1) Cette correspondance a été communiquée au Sénat des Etats-Unis par un message du président en date du 8 mai 1888.

La nationalité d'origine en France n'est pas rattachée au lieu de la naissance, mais à la parenté ; c'est un privilège acquis par héritage et transmis de la même manière. Tout français porte avec lui sa nationalité partout où il va, et il la transmet à ses enfants en quelque lieu qu'ils soient nés. L'enfant d'un français né à l'étranger est français ; l'enfant d'un étranger né en France n'est pas français.

Ce principe entraîne certaines conséquences logiques. Quand la nationalité dépend du lieu de naissance, elle peut être facilement transférée ; en choisissant une autre patrie, une personne se place dans les mêmes rapports envers son pays d'adoption qu'elle avait avec son pays natal.

L'expatriation dans ce cas conduit à un transfert d'allégeance. Mais quand la nationalité est conférée par le sang, l'expatriation n'entraîne pas nécessairement un changement d'allégeance, parce que les conditions originaires restent ce qu'elles étaient. Dans ce cas, chacun porte avec soi ce qui lui donne le caractère national ; dans le cas précédent, il le laisse derrière soi.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que les pays soutenant comme la France, que l'indigénat de naissance est un privilège inhérent au sang, soient plus ou moins prévenus en faveur de la doctrine qui veut qu'une personne ne puisse pas répudier son caractère national de son propre mouvement, c'est-à-dire sans le consentement de son gouvernement. Telle a été la doctrine en France pendant bien des années, et quoiqu'elle ait maintenant perdu bien de sa rigidité dans sa portée pratique, elle est encore maintenant, en principe, appliquée dans une certaine mesure.

Aucune loi ne reconnaît à un français le droit de s'expatrier et de rejeter son allégeance. Il ne peut le faire légalement que s'il obtient le consentement de son gouvernement. Il peut perdre son caractère national, néanmoins, en faisant un certain nombre de choses qui sont décrites dans le code. Chercher ou accepter la naturalisation étrangère est une de ces choses. Un français d'origine qui transfère son allégeance à un autre pays fait un acte par lequel il dépouille tout droit à se réclamer de la nationalité française et pour lequel il peut souffrir plus ou moins. Contrairement à tout autre citoyen étranger, par exemple, il ne peut résider en France sans l'autorisation du gouvernement français. De même, à la différence de tout autre citoyen étranger, il ne peut porter les armes contre la France sans encourir la peine de mort.

Un français naturalisé à l'étranger sans le consentement de son gouvernement ou avec son consentement, cesse par conséquent d'être français. Cela ne peut être mis en doute. Mais les conséquences de cet acte peuvent être toutes différentes pour lui dans les deux cas. S'il s'est assuré de la permission de changer son allégeance, rien ne lui est réclamé quand il rentre en France ; s'il ne l'a pas fait, trois choses peuvent lui arriver :

1^o La validité de la naturalisation peut être contestée dans ses rapports avec la loi française et dans les effets qu'elle peut produire en France.

Ainsi, le changement de nationalité doit avoir eu lieu par l'action libre de la partie qui prétend avoir fait le changement. S'il résulte de l'annexion ou de la conquête d'un territoire, il peut être annulé. De même, si la naturalisation a été conférée à un mineur ou à une femme mariée n'ayant pas l'autorisation de son mari. « Si le fait d'acquérir une

autre nationalité, dit la Cour de Lyon (arrêt du 19 octobre 1855), « est soumis aux lois du pays où cette nationalité est obtenue, la perte de la nationalité première ne dépend que du pays auquel appartient la partie naturalisée. »

2° La naturalisation, quoique tenue pour valable en France, peut cependant être déclarée inefficace à certains points de vue spéciaux, ce qui arrive quand le changement de nationalité a été cherché et obtenu dans le but d'échapper à l'application d'une loi. Dans ce cas, la naturalisation ne tiendrait pas contre cette loi *particulière*. « La naturalisation recherchée exclusivement dans le but de violer une loi française, dit le Tribunal de la Seine en 1877, ne prévaut pas contre les intérêts d'ordre public et privé, que cette même loi est faite pour protéger. » Mais elle tient dans toute autre circonstance. Par exemple, un Français ayant profité de l'extraordinaire facilité que donnent les lois suisses de naturalisation pour devenir citoyen suisse, sans même quitter la France, dans le but évident d'obtenir un divorce, le Tribunal a décidé que sa naturalisation ne serait pas reconnue, en tant qu'elle l'autorisait à divorcer préalablement, quoi qu'elle fût bonne pour tout autre but.

3° La naturalisation peut être regardée en France comme parfaitement valable, mais seulement à partir du moment où elle a été légalement obtenue, et sans aucun effet rétroactif. Ainsi, un français qui se fait naturaliser au loin, est regardé comme étranger, mais doit rendre compte de s'être soustrait aux lois militaires de France, parce que cette atteinte à la loi a nécessairement précédé le changement de nationalité, lequel, d'après la théorie française, ne doit pas être reconnu s'il est fait avant la majorité.

Ayant ainsi brièvement expliqué les principes et la théorie de la législation française, en ce qui concerne le changement d'allégeance de citoyens français, j'établirai maintenant ce qu'est la pratique dans des cas semblables.

Le fils de tout français est inscrit, à son lieu de naissance, s'il est né en France, ou au lieu de résidence de sa famille, s'il est né à l'étranger, comme passible du service militaire. Cet enregistrement forme dans chaque commune une liste de recrutement, dressée tous les ans par le maire, qui l'envoie ensuite à la préfecture du département où elle forme avec toutes les autres listes semblables une liste générale, comprenant tous les hommes appartenant au département, nés vingt ans auparavant. Le moment venu, chaque personne inscrite sur cette liste est appelée à se présenter à un endroit désigné. Si elle réside à l'étranger, cette convocation lui est envoyée par son consul ou par ses parents et amis résidant en France. Si elle manque de se rendre à l'appel, elle est considérée comme coupable du délit particulier connu dans la loi française sous le nom de « délit d'insoumission », son nom et son signalement sont donnés à la police avec ordre de l'arrêter partout où elle la trouvera.

Un français naturalisé à l'étranger est certain d'être arrêté quand il vient en France, si son nom est inscrit sur la liste de recrutement de sa commune ou de son département, et il est certain d'être signalé à cet effet, s'il n'a pas fait son service militaire, ou s'il n'a pas été régulièrement exempté de ce service pour quelque cause particulière. S'il

n'oppose pas de résistance, il est généralement traité doucement, autrement on lui met les menottes et il est traité rudement. La police le met entre les mains des autorités militaires du département, où on l'accuse d'être un *insoumis* et où un conseil de guerre procède à le juger de ce chef. Il fait valoir qu'il a renoncé à sa nationalité d'origine, qu'il est maintenant un étranger, — généralement un citoyen américain ou suisse, — que comme tel, il n'est pas soumis au service militaire en France. A cette défense, le conseil de guerre répond d'ordinaire qu'il n'est pas compétent pour se prononcer sur des questions de nationalité, que ces questions appartiennent à la juridiction civile, à laquelle l'inculpé doit recourir, et il suspend son action jusqu'à ce qu'il soit informé du résultat de ce recours. Pendant la durée de l'instance civile, l'inculpé est, en règle, laissé provisoirement en liberté. S'il est emprisonné et que le fait soit porté à la connaissance de la légation, une requête adressée au ministère des affaires étrangères, au ministère de la guerre, ou au général-commandant le département, s'il y a urgence, fait généralement qu'il est relâché sur parole.

Le cas est porté devant le tribunal civil par une sommation faite au préfet du département qui est responsable de la préparation de la liste de recrutement, d'avoir à rayer de cette liste le nom de l'inculpé. Les preuves documentaires nécessaires sont un passeport américain et un certificat de naturalisation accompagné d'un certificat en français de la légation américaine à Paris, donnant le contenu des papiers de naturalisation, et garantissant leur authenticité. Si le demandeur est par hasard né aux Etats-Unis, il doit aussi produire un acte constatant sa naissance, écrit en français ou traduit par un traducteur juré et dûment légalisé, soit par le consul français aux Etats-Unis, soit par notre légation.

Si son père a acquis la nationalité américaine, il est très bon qu'il produise en outre un certificat de la naturalisation de son père.

Sur la production de ces preuves, les tribunaux français rendent un jugement, déclarant que le demandeur, ayant cessé d'être citoyen français, ne peut pas être tenu de faire son service militaire dans l'armée française, qui, en vertu de la loi, est entièrement composée de Français. Le demandeur retourne alors au conseil de guerre où son nom est définitivement rayé des cadres militaires. Le conseil le juge néanmoins pour le délit d'insoumission commis avant qu'il ait pu légalement répudier son allégeance d'origine. Si trois années se sont écoulées depuis le jour où il a été complètement naturalisé, il bénéficie de la prescription et il est renvoyé de l'accusation. Si il n'y a pas trois ans depuis la naturalisation, il tombe sous le coup de la loi punissant l'insoumission, et il est condamné à une amende ou à quelques semaines ou mois de prison, peut-être aux deux, suivant les circonstances.

Si le prévenu n'a résidé que quelques années à l'étranger, s'il n'a retiré ses papiers de naturalisation que peu de temps avant de revenir à son pays natal ; si, enfin, il paraît avoir quitté la France et renoncé à sa nationalité d'origine, dans le seul but d'éviter le service militaire, la sentence est aussi sévère qu'elle peut l'être. Si, au contraire, le prévenu a habité longtemps l'étranger, s'il y a des raisons de croire qu'il s'est réellement expatrié et est devenu de bonne foi, et avec de bonnes intentions, citoyen d'un autre pays, la condamnation est aussi légère que pos-

sible ; parfois il n'y en a pas du tout et le défendeur est renvoyé des fins de la plainte sans amende ni prison.

Qu'il soit ou non puni, le prévenu, une fois relâché par les autorités militaires, n'est pas au bout de ses ennuis. Il a maintenant affaire aux autorités civiles qui, dans leurs procédés vis-à-vis de lui, sont guidées par les mêmes sentiments que les conseils de guerre. Si on pense qu'il est citoyen étranger *bona fide*, on ne s'occupe pas de lui ; si on le soupçonne d'avoir acquis la naturalisation étrangère pour échapper au service militaire, il est aussitôt expulsé de France.

Je dois dire que, neuf fois sur dix, un arrêté d'expulsion attend le Français naturalisé à l'étranger qui se risque à rentrer en France avant d'avoir fait son service militaire. L'intervention de la légation en pareil cas est inutile. Le gouvernement français est très susceptible sur ce point, et ne veut écouter aucune requête tendant à permettre à quelqu'un qui a évité le service militaire, en se mettant sous la protection d'un drapeau étranger, de venir sans être inquiété en France et de sembler défier la loi militaire française au milieu de ceux qui sont rigoureusement tenus de lui obéir. Nous avons parfois obtenu un court prolongement du délai donné pour quitter la France. Nous n'avons jamais obtenu la révocation d'un ordre d'expulsion donné dans ces circonstances. Je peux citer comme exemple le cas de Lacazette.

Lacazette était un citoyen américain d'origine française, qui après avoir obtenu la radiation de son nom de la liste de recrutement française, reçut l'ordre de quitter la France avant une date fixée. Lacazette étant en mauvaise santé, M. Morton demanda à sa requête, qu'il lui fût permis de retarder son départ de cinq mois ; le gouvernement français répondit que la demande ne pouvait pas être accordée, parce qu'il y avait des objections à la présence de Lacazette dans son pays d'origine (V. l'annexe I).

Dans l'espoir d'éviter à quelques-uns de nos concitoyens d'origine française l'ennui, les frais, l'humiliation d'avoir à paraître devant les conseils de guerre et les tribunaux civils pour établir leurs droits, nous avons tenté dans plusieurs cas de notifier au gouvernement français, que des individus nés aux Etats-Unis, ou y ayant été naturalisés, étaient citoyens américains, et demandé que leurs noms fussent rayés des cadres militaires français ; mais le gouvernement français refuse d'accepter de telles notifications, et répond invariablement que ceux qui sont revendiqués par la France comme citoyens nés Français ne peuvent être libérés des obligations militaires qui leur sont imposées qu'en obtenant du Gouvernement français l'autorisation de changer de nationalité, ou en obtenant d'un tribunal français un jugement déclarant qu'ils ont perdu leur nationalité.

Deux cas récents, ceux d'Aubry et de Jacob, sont deux exemples probants de l'attitude prise par le Gouvernement français, quand on lui adresse des demandes de la nature de celles dont nous venons de parler. Aubry était un jeune Français naturalisé à New-York en 1882. M. Morton envoya au Ministre des Affaires Etrangères un duplicata de son certificat de naturalisation, en demandant qu'il fût communiqué aux autorités militaires, de manière à ce qu'il ne fût pas inquiété par elles. M. Challe-mel-Lacour renvoya le certificat avec la simple mention que, Aubry

n'ayant pas demandé l'autorisation de changer de nationalité, le ministre de la guerre ne pouvait pas rayer son nom des contrôles militaires français (V. annexe 2).

Le cas de Jacob, un des plus extraordinaires dont on se souvienne dans cette légation, est encore plus frappant.

Jacob était né citoyen Américain, mais son père était Français au moment de sa naissance. Etant venu en France, il fut incorporé dans l'armée. La légation fit des observations et demanda qu'il fût libéré. Le gouvernement français répondit qu'il n'avait aucune autorité pour le faire, qu'en France toutes les questions de nationalité devaient être réglées par les tribunaux, et que Jacob n'avait d'autre ressource que d'en appeler à leur décision. Il ne le fit pas, et après avoir fait son temps de service, il retourna en Amérique, s'adressa au *Département*, pour prendre des mesures afin de faire rayer définitivement son nom des contrôles de l'armée française. Le Gouvernement français refusa de le faire, se basant sur ce que Jacob, étant fils d'un Français, était également Français, quoique né aux Etats-Unis, ne pouvait en conséquence être libéré de ses obligations militaires envers la France que si un jugement d'un tribunal déclarait qu'il avait perdu son caractère français, ou que s'il acquérait la nationalité américaine, après avoir obtenu de la France la permission de le faire, permission que le ministre de la guerre était prêt à donner. (V. la note de M. Waddington au général Noyes, annexe à la dépêche de M. Morton, n° 494, une note de M. Ferry à M. Morton, dépêche n° 555 imprimée dans les « *Foreign Relations* » 1884, p. 139-148).

En fait, la légation est impuissante pendant tout le cours des procédures dirigées contre un citoyen naturalisé américain, d'origine française, qui ne s'est pas soumis aux lois militaires françaises. Nous ne pouvons l'empêcher d'être arrêté à son arrivée en France; nous ne pouvons empêcher son procès pour insoumission; nous ne pouvons empêcher qu'il soit puni d'amende et d'emprisonnement, et finalement nous ne pouvons empêcher son expulsion.

Presque la seule chose que nous puissions faire est de veiller à ce que, sous aucun prétexte, un citoyen américain ne puisse être obligé à faire un service militaire dans l'armée française; mais ceci est une chose qui se présente rarement, parce qu'elle est contraire à la loi française.

Y a-t-il un remède à cet état de choses? J'ai peur que non, parce que je ne crois pas que le Gouvernement français consente à conclure un arrangement ou en vienne à une entente formelle dont les dispositions contiendraient des indications précises sur ce que les Français désireux de se soustraire au service militaire en France, ont à faire pour atteindre leur but. L'incertitude actuelle fait naître des craintes qui empêchent beaucoup de personnes de recourir à un changement d'allégeance pour éviter le service militaire. Quelque chose devrait néanmoins être tenté pour protéger les citoyens américains d'origine française contre les vexations auxquelles ils sont exposés quand ils reviennent en France. La règle posée par le Gouvernement français qu'en France il n'appartient qu'aux tribunaux de trancher les questions de statut personnel et par conséquent de nationalité, est incontestablement juste en principe; mais elle ne semble pas pouvoir être maintenue, quand la question à résoudre est de savoir si le service militaire est dû ou non.

Les tribunaux sont institués pour trancher des questions douteuses ou contestées. Quand le Gouvernement des Etats-Unis déclare qu'un homme est citoyen américain, la question est tranchée; en le revendiquant, nous donnons au gouvernement français la meilleure de toutes les preuves de sa nationalité étrangère. En pareil cas, il ne reste rien d'incertain, rien qui puisse être contesté; rien sur quoi un tribunal ait à se prononcer. Si le gouvernement français prétendait que des naturalisations de ce genre, quoique valables à l'étranger, ne sauraient être reconnues en France, le cas serait différent, car il y aurait un but en soumettant ces naturalisations aux tribunaux; mais aucun droit de ce genre n'est revendiqué, ne peut être revendiqué, parce que le Français qui déclare qu'il est devenu citoyen d'un autre pays, et qui est reconnu comme tel par ce pays, est, aux yeux mêmes de la loi française, un étranger. La formalité qui consiste à obliger ceux qui réclament l'exemption du service militaire, à prouver leur nationalité étrangère devant un tribunal, est par conséquent une formalité inutile et vide de sens.

Le Gouvernement français n'a pas besoin du jugement d'un tribunal pour exempter du service militaire le Français qui rejette son allégeance d'origine. La loi dit que le Français qui a commis cet acte, n'est plus apte à faire son service militaire. Le devoir du Gouvernement est évidemment de veiller à ce que la loi soit exécutée et, quand il le veut, il le fait. Les maires des communes où les listes locales de recrutement sont préparées, le préfet du département où ces listes sont réunies en une seule, le général commandant auquel cette liste définitive est envoyée et le ministre de la guerre, ont chacun l'autorité et le pouvoir de rayer les noms de ceux qui sont impropres au service militaire. Sans aller plus loin que cette légation, je trouve la preuve de l'exercice de ce pouvoir. En 1883, un Français d'origine, M. John B. Faichat, qui avait acquis la nationalité américaine, vint en France où il fut arrêté et mis en prison pendant quelques jours. Au reçu de la preuve de sa nationalité américaine, le général commandant le département donna ordre de le libérer, et il fut relâché sans avoir à paraître devant aucun tribunal. (V. la dépêche, n° 561, de M. Morton, imprimée aux « *Foreign Relations* » 1884, p. 174).

Demandierions-nous au Gouvernement français de dispenser de ces formalités gênantes, coûteuses et inutiles, qui veulent qu'on en appelle aux tribunaux pour établir la nationalité d'Américains d'origine française, qui est déjà établie aussi bien qu'elle peut l'être par leurs papiers? Nous ne demanderions rien de contraire aux lois existantes, ou rien que le Gouvernement français n'ait pas déjà occasionnellement accordé. Ceci est si vrai que, en 1866, M. Drouyn de Lhuys a lui-même suggéré à M. Bigelow qu'un Français naturalisé aux Etats-Unis, passible du service militaire en France, devrait s'adresser immédiatement au maire de l'endroit où il était inscrit sur les listes de recrutement et demander, après avoir produit la preuve de sa naturalisation, que son nom en fût rayé. (V. « *Diplomatic Correspondance* », 1866, 1^{re} Partie, p. 301).

Comme le Gouvernement français ne peut pas appliquer la loi punissant « l'insoumission ou la désobéissance » à ceux qui sont naturalisés depuis plus de trois ans, parce qu'ils sont protégés par la prescription, et comme il ne renoncera certainement pas à l'application de cette loi,

toutes les fois que cela sera possible, nous pourrions demander que ceux là seulement qui sont évidemment couverts par la prescription, fussent affranchis de l'obligation de recourir aux tribunaux pour éviter le service militaire.

Pour arriver à ce but, un certificat, quelque peu semblable à celui délivré par le Gouvernement Britannique à ses sujets nés en France (V. annexe 3), pourrait être donné, soit par le ministère, soit par la légation, aux Américains d'origine française le demandant, qui sont naturalisés depuis au moins trois ans. Le certificat établirait ce fait et les maires et préfets seraient invités, comme ils le sont maintenant en ce qui concerne les sujets anglais, nés en France, à ne pas inscrire sur les listes de recrutement, ou à rayer de ces listes les noms de ceux qui produiraient ce certificat.

Je n'ai aucune raison de croire que le Gouvernement français consentirait à cet arrangement ; je crains même qu'il ne le veuille pas, mais comme c'est un arrangement loyal et raisonnable, et comme cela délivrerait beaucoup de nos concitoyens d'adoption d'ennuis inutiles, je crois qu'il devrait être proposé et si le ministère autorise la légation à tenter un effort dans cette direction, je ne doute pas que M. Morton ne le fasse volontiers.

Pour le moment, je me résous à proposer que des citoyens américains naturalisés d'origine française, qui n'ont pas satisfait aux lois militaires de France, devraient être prévenus d'une manière quelconque des difficultés et des vexations qui les attendent dans leur mère-patrie, s'ils viennent à y retourner, et informés des démarches à faire pour éviter ou diminuer ces difficultés.

Croyant que cette dépêche peut être utile en ce sens, et m'excusant pour sa longueur inusitée,

J'ai, etc.

Henry VIGNAUD.

ANNEXE I

M. de Freycinet à M. Morton.

Paris, le 5 juin 1882.

Monsieur,

Le 10 avril dernier, j'ai eu l'honneur de recevoir une lettre de vous, au sujet de Eugène Lacazette, citoyen américain naturalisé qui, comme tel, après avoir obtenu la radiation de son nom de la liste de recrutement, a reçu l'ordre de quitter la France avant le 17 juillet. Ce jeune homme exprimait le désir d'être autorisé, pour raison de santé, à retarder son départ de cinq mois.

J'ai promptement communiqué cette requête au ministre de l'intérieur. Après une enquête minutieuse, M. René Goblet m'a informé que, en raison des circonstances qui ont marqué la libération de M. Lacazette et des inconvénients qu'entraînait sa présence dans son pays d'origine, il ne paraissait pas possible de l'autoriser à demeurer sur le territoire pour un terme plus éloigné que celui qui lui était assigné.

Je ne puis que vous exprimer, en ce qui me concerne, mes regrets de ne pouvoir déférer aux recommandations que vous m'avez envoyées avec la pétition de la partie intéressée.

Veuillez accepter, etc.

DE FREYCINET.

ANNEXÉ II

M. Billot à M. Morton.

Paris, 7 juin 1884.

Monsieur,

Le 1^{er} octobre dernier, vous avez fait parvenir à M. Challengel-Lacour, pour être transmis aux autorités militaires, le duplicata de l'acte ci-inclus de la Cour suprême de New-York, daté du 17 juillet 1882, accordant la naturalisation américaine à M. Julien Aubry, né le 3 février 1856, à Cirey (Meurthe-et-Moselle), jeune soldat de la classe 1876.

Le ministre de la guerre, auquel mon prédécesseur n'a pas manqué de transmettre ce document, m'informe que, ainsi qu'il résulte des renseignements obtenus du garde des sceaux, M. Aubry n'a adressé au ministre de la justice aucune demande pour être autorisé à acquérir une nationalité étrangère.

Dans ces circonstances, sa radiation des listes de notre armée ne peut être accordée. Néanmoins, ce soldat ayant fait son temps de service, dans le cas où il ferait maintenant une semblable demande au ministre de la justice, avec le désir de régulariser sa situation, le ministre de la guerre serait disposé à l'appuyer d'une manière favorable.

Je me hâte de vous en informer.

Recevez, etc.

BILLOT.

ANNEXE III

**Certificat délivré aux sujets anglais nés en France d'un père
qui y est également né.**

Je certifie par ceci, que A. B. m'a prouvé : *primo*, que sa nationalité d'origine est celle de sujet anglais de naissance, son grand-père paternel, C. D., ayant été citoyen anglais de naissance ; *secundo*, que le dit A. B. conserve encore cette nationalité.

Signé par un des secrétaires d'Etat.

Signature légalisée par le représentant diplomatique ou consulaire Français.

M. Palmer à M. Bayard.

Pleasanton, comté d'Alameda (Californie). 12 octobre 1886 (reçue le 21 octobre).

Monsieur,

Un nommé Jean Arbios, originaire de France, vint en Amérique avant 1877, laissant, derrière lui en France, un fils mineur, appelé Jean-Pierre Arbios. Jean Arbios, le père, fut naturalisé le 16 mai 1882. Son fils, Jean-Pierre Arbios, vint à San-Francisco (Californie), le 29 octobre 1881 et y resta jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il retourna en France et fut immédiatement incorporé dans le service militaire de la République. Comme il résulte des faits ci-dessus, le fils résidait aux Etats-Unis au moment de la naturalisation du père et était à cette époque, âgé de moins de vingt et un ans, ledit Jean-Pierre Arbios étant né dans la commune d'Eysus (département des Basses-Pyrénées), le 18 juillet 1863. Il était par conséquent, quand son père fut naturalisé (le 16 mai 1882), âgé de moins de vingt ans, et il est citoyen des Etats-Unis, d'après la section 2172 des « Statuts révisés ».

La situation présente, telle que la décrit son père, en français, est :

« Jean-Pierre Arbios, soldat au 100^e de ligne, 1^{re} compagnie, 4^e bataillon, département des Landes, République de France. »

Comme ledit Jean-Pierre Arbios a évidemment changé de patrie, son père désire qu'il soit déchargé du service militaire de France, de manière à ce qu'il puisse retourner aux Etats-Unis comme il le désire.

Voulez-vous adresser la demande convenable au Gouvernement français? Si vous avez besoin d'autres preuves, veuillez me faire savoir ce qui sera nécessaire en dehors de la copie certifiée du certificat de naturalisation du père que j'inclus ici.

Respectueusement votre,

J.-R. PALMER,

Avocat de Jean Arbios, Pleasanton, comté d'Alameda (Californie).

M. Bayard à M. Mac Lane.

Ministère d'Etat.

Washington, le 25 octobre 1886.

Monsieur,

Je vous transmets ci-inclus la demande de M. Jean Arbios, citoyen Américain, Français de naissance, pour la libération de son fils, Jean-Pierre Arbios, de l'armée Française. Il apparaît que le père a été naturalisé le 16 mai 1882, époque où son fils, qui habitait alors les Etats-Unis, n'avait pas tout-à-fait vingt ans, étant né le 18 juillet 1863. Le fils a continué de demeurer en ce pays jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il rentra en France et fut immédiatement incorporé dans l'armée française. Comme le fils, M. Jean-Pierre Arbios, est incontestablement citoyen américain, d'après la section 2172 des « Statuts révisés », je vous serais reconnaissant d'appeler sur ce cas l'attention du ministère des affaires étrangères et de demander que les autorités compétentes reçoivent comme instruction de le libérer du service militaire Français.

Je suis, etc.

T.-F. BAYARD.

M. Bayard à M. Palmer.

Ministère d'Etat

Washington, le 25 octobre 1886.

Monsieur,

Votre lettre du 12 courant, concernant la demande de M. Jean Arbios pour la libération de son fils de l'armée française, a été reçue.

Copie de votre lettre a été communiquée à M. Mac Lane, notre ministre à Paris, avec instruction d'attirer l'attention du Gouvernement français sur ce cas et d'obtenir du service militaire de France l'élargissement du jeune homme.

Comme il est possible que des preuves de l'âge de M. Jean-Pierre Arbios et des autres faits de la cause soient demandées, je vous serais reconnaissant de me les fournir sous la forme d'un affidavit aussitôt que possible.

Je suis, etc.

T.-F. BAYARD.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Légation des Etats-Unis. Paris, le 11 novembre 1886 (reçue le 23 novembre)

Monsieur,

Votre dépêche du 25 octobre me priant de demander la libération de

l'armée Française de Pierre Arbios, Français de naissance, qui a acquis la nationalité américaine par la naturalisation de son père, a été reçue et vos instructions ont été exécutées. Il est évident pour moi, néanmoins, que la demande ne sera pas accordée. Les lois de la France et sa politique bien définie par rapport à la nationalité Française empêchent d'espérer que, dans cette occasion, son Gouvernement se départira de son principe habituel. Ce qu'est ce principe exactement, et sur quel terrain il est basé est parfaitement expliqué dans la dépêche de M. Vignaud, du 13 novembre 1884, à laquelle je vous renvoie, comme étant un exposé très exact et très soigné de tout le sujet. J'ajouterai seulement que des cas similaires à l'un de ceux pris en considération ont été l'occasion de controverses longues et irritantes entre les Gouvernements Français et Suisse et que le premier n'a jamais adhéré au principe que des enfants mineurs pouvaient perdre leur caractère national par la naturalisation de leurs pères, même quand ces enfants étaient nés dans le pays où leurs pères avaient été naturalisés. Le gouvernement suisse se rallia aux vues françaises sur la question, et en 1879, il conclut avec la France une Convention qui établit que les enfants mineurs de français naturalisés citoyens suisses, seraient considérés comme français à moins qu'ils ne choisissent la nationalité suisse dans l'année suivant leur majorité. A défaut de cette option, qui, comme vous l'observerez, ne peut avoir lieu que pendant un temps donné, ils ont à demeurer français, qu'ils soient nés en Suisse ou ailleurs.

Des cas de ce genre qui sont fréquents en Suisse, ont rarement lieu avec nous. Il n'y a par conséquent aucune raison de chercher avec la France un arrangement similaire à celui qui a été conclu avec le gouvernement suisse, même si nous étions prêts à admettre qu'un sujet né américain pourrait être légalement revendiqué par un gouvernement étranger, ce que, je pense, aucun gouvernement n'admettra jamais.

Quoi qu'il en soit, un arrangement pourrait être fait avec la France pour protéger nos concitoyens d'origine française contre les vexations auxquelles ils sont sujets en visitant leur mère-patrie. L'expérience de cette légation montre que le gouvernement français fait une distinction entre ceux qui ont renoncé à leur nationalité pour éviter le service militaire en France, et ceux qui ont acquis de bonne foi la nationalité américaine. Ces derniers sont ordinairement traités avec plus de douceur que les autres, et peut-être pourraient-ils être dispensés complètement de la procédure ennuyeuse et coûteuse expliquée tout au long par la dépêche de M. Vignaud, d'entamer une action civile devant un Tribunal français et de comparaître devant un conseil de guerre pour établir leur nationalité américaine, et pour voir leur nom rayé des contrôles militaires français.

Un nouvel examen de la dépêche de M. Vignaud m'a donné le désir de faire un tel effort, s'il a votre approbation.

J'ai, etc.

ROBERT-M. MAC-LANE.

M. Palmer à M. Bayard.

Pleasanton, le 4 décembre 1886 (reçue le 13 décembre).

Cher Monsieur,
J'inclus l'affictavit demandé par votre lettre du 25 octobre dernier,

accompagné d'une copie de l'acte de naissance de Jean-Pierre Arbios, pièces qui, j'espère, seront suffisantes.

Respectueusement vôtre,

J.-R. PALMER.

ÉTATS-UNIS
DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

ÉTAT DE CALIFORNIE,
COMTÉ D'ALAMEDA

Le 4 décembre 1886, devant moi, John R. Palmer, notaire public dans et pour ledit comté d'Alameda, dûment commissionné et assermenté, et agissant comme tel, a paru Jean Arbios, de moi bien connu pour être la personne qu'il se dit être, lequel ayant d'abord dûment prêté serment d'après la loi entre mes mains, dépose et dit qu'il est né dans la commune d'Eysus, département des Basses-Pyrénées, le 4 juillet 1832; qu'il est venu aux États-Unis, débarquant à San-Francisco (Californie), le 9 mars 1861; qu'il est devenu citoyen des États-Unis par naturalisation, le 16 mai 1882; qu'à la date de sa naturalisation, son fils, Jean-Pierre Arbios, résidait avec lui à sa résidence dans le comté d'Alameda, Etat de Californie, et était à cette époque âgé de moins de vingt-un ans, étant né dans la commune d'Eysus, département des Basses-Pyrénées, le 18 juillet 1863; que l'âge dudit Jean-Pierre apparaîtra plus clairement de l'acte d'enregistrement de sa naissance, dûment certifié, ci-annexé.

Que, quand l'attestant a quitté la France pour l'Amérique, il a laissé son dit fils en France, et son fils est venu ensuite à San-Francisco le 22 octobre 1881, et est resté avec l'attestant, son père, jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il est retourné en France et a été enrôlé dans le service militaire de cette République; que l'attestant estime que son dit fils est citoyen des États-Unis d'Amérique et a par conséquent droit à sa libération dudit service; que la visite de son dit fils en France en 1885 était d'une nature purement temporaire; il entendait en effet retourner en Amérique aussitôt que les affaires de l'attestant, à lui confiées, seraient achevées. Et l'attestant n'a rien ajouté d'autre.

Jean ARBIOS.

Signé et serment prêté devant moi ce 4 décembre 1886.

(*Secau*).

JOHN R. PALMER.
Notaire public.

Suit l'extrait du registre de l'Etat-civil de la commune d'Eysus — naissances de 1863. — (Il constate que Jean-Pierre Arbios est né le 18 juillet 1863).

M. Bayard à M. Mac Lane.

Ministère d'Etat.

Washington, le 30 avril 1887.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 14 courant contenant une réponse du ministère des affaires étrangères, disant que le nom de Jean-Pierre Arbios ne pouvait pas être rayé des listes militaires, avant la production par lui d'un jugement des tribunaux civils reconnaissant sa nationalité étrangère. Je remarque de même que vous déclarez qu'un recours dans ce but à la justice serait inutile, parce que dans tous les cas de ce genre portés à la connaissance de votre légation, les tribunaux français ont décidé que le fils mineur d'un Français ne peut pas perdre sa nationalité d'origine par le fait de son père, et vous vous réferez aux dépêches, n^{os} 494 et 555, de M. Morton concernant A. P. Jacob, qui contiennent une réponse du ministère des Affaires étrangères dans le même sens. Le cas présent est même moins favorable : le fils est né en France, et n'a vécu que

4 ans aux Etats-Unis en qualité de citoyen américain, d'après la section 2,172 des « *Statuts Révisés* », mineur et demeurant aux Etats-Unis au moment de la naturalisation de son père, ayant quitté la France à l'âge de dix-huit ans, ayant profité de la naturalisation de son père, et étant retourné en France à l'âge de vingt-trois ans, où il fut sur le champ arrêté et enrôlé dans l'armée. Dans votre numéro 391, vous parlez néanmoins de la possibilité qu'aurait une personne dans la situation d'Arbios d'adresser une demande directement au Gouvernement français pour obtenir la permission de changer de nationalité. Vous jugerez vous-même s'il lui sera de quelque utilité d'adopter cette voie, de tenter, au cas où sa demande serait accordée, d'obtenir un permis d'absence, ou un congé de l'armée française pour faire les démarches, son temps de quatre ans de service n'expirant qu'en juillet 1889. Il se peut que le ministre de la guerre ne consente pas à appuyer une semblable pétition auprès du ministre de la justice, Arbios n'ayant pas, comme Jacob, dans le cas duquel il l'a fait, accompli son plein service dans l'armée.

Il est à remarquer que dans la dépêche, n° 665, de M. Vignaud, il établit que : « Le Gouvernement français n'a pas besoin du jugement d'un tribunal pour exempter du service militaire le Français qui a rejeté son allégeance d'origine. . . . Les maires des communes. . . , le préfet du département. . . et le général commandant ont chacun l'autorité et le pouvoir de rayer le nom de ceux qui sont déchargés du service militaire ». Il cite le cas de John B. Foichat qui fut libéré sans avoir eu à paraître devant aucun tribunal. Il ne paraît pas établi que le fait qu'Arbios est actuellement soldat dans les rangs, fasse une différence quelconque en ce qui concerne les pouvoirs de ces fonctionnaires. Le ministre des Affaires étrangères déclare que le ministre de la guerre l'informe que le nom d'Arbios ne peut pas être rayé de la liste sans la décision des tribunaux civils, ce qui paraît indiquer qu'il n'avait aucun pouvoir pour le libérer, cette libération étant basée sur une question de nationalité, quoiqu'il pût l'ordonner comme une grâce, si le cas était considérée comme le méritant.

Je vous laisse décider s'il est convenable et efficace de faire un nouvel appel au Gouvernement français dans ce cas.

Je suis, etc.

T. F. BAYARD.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Légation des Etats-Unis.

Paris, 18 mai 1887 (reçue le 31 mai).

Monsieur,

J'envoi, ci-inclus, une copie et une traduction d'une note reçue de M. Flourens en réponse à une demande faite par moi, en faveur de M. Giraud, *alias* Girard, conformément à votre instruction, n° 196, du 2 février 1887. John F. Giraud qui est né en France de parents français fut inscrit sur la liste de recrutement de sa commune en 1872. La même année, il émigra aux Etats-Unis. Deux ans après, il fut appelé à faire son service militaire, et étant absent, fut déclaré en état d'insoumission. Le 28 avril 1886, Giraud fut naturalisé à Saint-Louis sous le nom de Girard. Deux jours après, le 1^{er} mai, il se procura un passeport du Ministère d'Etat, et partit pour la France où il arriva le 29 mai. Le 10 juin, il fut

arrêté sous l'accusation de s'être soustrait aux lois militaires. Après un emprisonnement de vingt-quatre heures, il fut relâché, mais invité à rester dans la commune jusqu'à ce que son cas pût être jugé. Il attendit quarante-cinq jours et repartit alors pour les Etats-Unis, où par l'intermédiaire de ses avocats. M^{es} Hatton et Ruggles de Wichite (Kansas), il déposa au Ministère d'Etat une demande en dommages et intérêts contre la France.

D'après ce que raconte M. Giraud, son billet de retour et son argent lui furent pris quand il fut arrêté, et il eut à déposer 2,000 francs pour obtenir sa liberté provisoire. Il ajoute qu'il a quitté la France après avoir attendu quarante-cinq jours, parce qu'il ne pouvait être absent plus longtemps, et parce qu'il était incapable d'obtenir pendant ce temps ni satisfaction, ni réponse à ses demandes, ni la restitution de son argent, de son billet et de son passeport.

D'après le récit des autorités françaises, Giraud a volontairement déposé son billet de retour comme garantie de sa présence dans le département jusqu'au moment du jugement, et s'enfuit ensuite en Belgique pour éviter des poursuites à un autre chef, sans réclamer son billet. Quant aux 2,000 francs que Giraud dit avoir également déposés aux mains des autorités françaises, elles nient expressément le fait. M. Flourens résume l'affaire en émettant de nouveau la doctrine que la naturalisation à l'étranger ne relève pas le Français des obligations militaires, auxquelles il était tenu vis-à-vis de la France antérieurement à sa naturalisation, et il déclare que Giraud, dont il considère l'arrestation comme légitime, a été traité avec indulgence. Il renvoie le passeport et les papiers de naturalisation de Giraud qui sont joints ci-inclus.

Dans son attestation, M. Giraud déclare que, en réponse à un télégramme de sa légation, il en reçut un disant qu'une lettre suivrait, laquelle lettre il n'a jamais reçue. Elle était écrite par M. Vignaud et adressée à M. Girard à la prison militaire du Puy. Girard était, à cette époque, le seul nom sous lequel Giraud était connu à cette légation. Cette lettre, qui informait et avisait M. Giraud des démarches qu'il avait à faire, revint quelques jours après à la légation avec la mention « inconnu ».

J'ai, etc.

ROBERT MAC LANE.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, 24 janvier 1888 (reçue le 7 février).

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus, copie d'une note adressée à M. Flourens, le 11 courant, concernant la question irritante de la protection de citoyens américains, d'origine française, dont on exige le service militaire quand ils viennent en France.

Comme vous en avez été instruit par une correspondance antérieure avec cette légation, il y a en ce moment deux citoyens américains de parents français, servant dans l'armée française : Pierre Arbios, de Californie, et John Truchier, de Nevada. S'il n'y en a pas un troisième (Albert F. Gendrot), c'est qu'il s'est échappé après avoir été arrêté. Vous êtes également instruit qu'e, quand cette légation demande la libération d'un Américain de cette catégorie, le gouvernement français veut que la

preuve de sa nationalité étrangère soit faite devant une cour de justice, et il admet que, si cette preuve est faite, l'homme a droit à sa libération.

Dans ma note à M. Flourens, je maintiens que, quand le gouvernement des Etats-Unis revendique un individu comme étant citoyen américain naturalisé, la preuve du fait est établie, et je refuse d'aller devant un tribunal quelconque pour donner une preuve qui est déjà entre les mains du gouvernement, et qu'il est libre d'accepter, s'il a la volonté de le faire. J'ai, en conséquence, renouvelé formellement ma demande pour la libération des deux Américains naturalisés qui sont actuellement dans l'armée française ; et j'ai demandé à faire relever de toute obligation militaire les individus nés citoyens américains et revendiqués comme français, demandant pour ces derniers les mêmes droits de nationalité que ceux concédés par le gouvernement français aux Américains naturalisés.

Ma note se termine par une tentative pour convaincre M. Flourens de la nécessité d'en venir à quelque arrangement équitable concernant les cas de ce genre, et je me suis engagé à considérer avec bienveillance toute proposition qu'il pourrait être disposé à faire pour atteindre ce but.

Les conversations que j'ai eues avec lui sur ce sujet et les informations données à la légation par le Foreign Office, m'ont amené à croire qu'un arrangement quelconque pourrait être fait. Quant à la manière d'établir la naturalisation de ceux qui sont revendiqués comme Américains, M. Flourens m'a concédé qu'il pourrait y avoir, pour faire connaître au ministère de la guerre qu'un homme qui prétend avoir renoncé à sa qualité de Français, l'a réellement fait, un autre moyen que celui d'en appeler aux tribunaux ; mais il déclare que dans des cas de ce genre le gouvernement devait avoir beaucoup d'égards à l'opinion du ministre de la guerre.

Relativement aux Américains de naissance, dont les pères étaient Français, M. Flourens ne s'est aucunement montré disposé à céder ; le principe régnant en France, me dit-il, était que la nationalité tenait à la parenté et non au lieu de la naissance. Je n'ai pas insisté sur ce point, parce que je suis convaincu que, s'il fait une concession quelconque concernant les Français naturalisés Américains, il devra aussi concéder quelque chose concernant les individus nés citoyens américains de parenté française.

Une prompt réponse à ma communication, il ne faut pas attendre
J'ai, etc.

ROBERT MAC LANE.

**Le Ministre des Etats-Unis au Ministre des Affaires étrangères
(M. Flourens)**

Paris, 11 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

Je viens de prendre connaissance de la communication que vous avez adressée à M. Vignaud, le 28 décembre dernier, en réponse à sa demande réitérée qu'Albert Gendrot, citoyen naturalisé des Etats-Unis, fût reconnu en cette qualité. Votre Excellence refuse de le faire et me renvoie aux tribunaux.

J'avais espéré que, eu égard aux circonstances de la cause, le Gouver-

nement de la République aurait répondu à cette demande dans un esprit plus libéral et je ne saurais cacher à Votre Excellence que sa décision me laisse un profond regret.

Je pourrais en rester là ; mon Gouvernement aurait alors le pénible devoir d'aviser les Américains d'origine française qu'il est impuissant à empêcher qu'ils soient arrêtés et contraints au service militaire, s'ils reviennent en France, et que seuls, parmi les Américains de naissance, ceux qui ont un père français ne trouvent point sur le territoire de la République française, la protection qu'on accorde partout ailleurs à tous les citoyens Américains. Mais, je me dois à moi-même, je dois au Gouvernement de la République avec lequel j'ai à cœur d'entretenir les plus cordiales relations, de faire un nouvel effort pour ramener Votre Excellence à d'autres sentiments ou tout au moins pour appeler son attention sur l'attitude prise vis-à-vis des Etats-Unis.

Aussi bien, il est nécessaire que nos situations respectives soient nettement définies en cette matière. Gendrot n'est pas le seul Américain contraint au service militaire en France. Pierre Arbios et John Truchier, dont cette Légation vous a déjà entretenu, sont dans le même cas et, puisque Votre Excellence m'en offre l'occasion, je me propose d'examiner avec elle la question du traitement que subissent en France les Américains de cette classe.

Il n'est pas possible que des Gouvernements amis et éclairés comme le sont les nôtres soient obligés à toute une correspondance chaque fois qu'un Américain d'origine française auquel vous réclamez le service militaire se hasarde à venir en France. Il doit y avoir moyen de régler d'une manière équitable la situation de ceux qui se trouvent dans ce cas et si vous voulez bien apporter à la recherche de ce moyen l'esprit de conciliation que j'y apporte moi-même, je suis certain que nous arriverons à une entente qui est devenue nécessaire.

Celui qui est né d'un père Français aux Etats-Unis, ou le Français qui y a émigré jeune et qui s'y est fait naturaliser, ne peut revenir en France sans y être aussitôt arrêté, emprisonné et quelquefois assez durement traité pour ne pas avoir répondu à l'appel de la classe dans laquelle il a été compris, le plus souvent à son insu. En vain, il proteste et produit ses papiers ; on ne l'écoute pas, on ne tient compte ni de son passeport délivré par une nation amie, ni de son acte de naturalisation dûment visé à cette Légation et on le traduit devant un Conseil de guerre qui ne lui laisse d'autre alternative que de se soumettre aux exigences du service militaire d'un pays qui n'est point le sien ou de se pourvoir devant un tribunal civil pour faire établir son extranéité.

Réduit à cette extrémité et n'ayant le plus souvent ni les moyens, ni les connaissances nécessaires pour saisir la justice, cet Américain subit la violence qui lui est faite et se laisse conduire au régiment ; une ressource lui reste cependant. Venu en France sur la foi d'un passeport lui promettant la protection de son Gouvernement et celle des pays amis, il fait appel à son représentant diplomatique à Paris, qui, après s'être renseigné et s'être convaincu qu'il a affaire à un de ses nationaux dont les droits et les titres sont incontestables, vous demande sa radiation des contrôles militaires français.

Malheureusement, Votre Excellence écarte toujours cette demande en se fondant sur cette considération que les questions d'état, c'est-à-dire

du statut personnel, ne sont pas du ressort de l'administration mais de celui de l'ordre judiciaire.

Ainsi, par exemple, le 9 novembre 1886, je demandais la décharge de Pierre Arbios, Français d'origine, devenu Américain et qui, malgré cette qualité, a été incorporé dans l'armée le 5 mai dernier (1887). Je formulais une demande semblable en faveur de John Truchier et, le 25 octobre, je vous demandais la même chose pour Albert Gendrot. Le cas des deux premiers est à peu près identique ; l'un et l'autre ont émigré aux Etats-Unis étant mineurs ; l'un et l'autre s'y sont établis d'une manière permanente et y ont régulièrement acquis la qualité d'Américains, quoique par des voies différentes ; Arbios, par le fait de la naturalisation de son père ; Truchier, par naturalisation directe. Quant à Gendrot, il est né Américain, comme je le suis moi-même, mais son père est Français. Venus en France munis de tous leurs papiers et dans le but de n'y faire qu'un séjour temporaire, ils ont été arrêtés, emprisonnés et traduits devant l'autorité militaire qui les a envoyés tous les trois à l'armée ; Arbios au 100^e régiment, Fruchier au 7^e, où ils sont encore ; Gendrot à un autre corps.

Aux réclamations que je vous adressais relativement à ces trois Américains, Votre Excellence me fit de la part du Ministre de la Guerre la réponse que j'indiquais tout à l'heure, à savoir qu'il fallait s'adresser aux tribunaux. Cette réponse étant celle qui m'est faite invariablement dans les cas de ce genre, je prie Votre Excellence de vouloir bien s'y arrêter avec moi.

Votre Excellence n'a pu vouloir me dire que le Gouvernement de la République est incompétent à décider si un individu est ou n'est pas Français, car si toutes les questions d'état ne sont pas du ressort de l'administration, celles qui se rapportent à la nationalité sont particulièrement de ce ressort, surtout lorsqu'elles sont soulevées entre deux Gouvernements. Qu'un particulier qui réclame la qualité d'étranger devant l'autorité militaire soit requis de faire la preuve de cette qualité devant l'autorité judiciaire, rien de plus naturel. Les militaires ne sont point d'ordinaire des jurisconsultes et ils peuvent ne pas être en position d'apprécier la valeur des preuves d'extranéité qui leur sont produites. Mais, lorsque c'est un gouvernement qui fait la réclamation et qu'il l'adresse au Gouvernement de la République, ce mode de procéder ne s'explique plus. Outre qu'un Gouvernement pourrait trouver blessant qu'on lui demande d'établir judiciairement le fait qu'il avance, le caractère même du fait en question est tel qu'il n'est pas possible de l'établir par une preuve plus directe que l'affirmation de ce Gouvernement. Lorsque le Gouvernement des Etats-Unis déclare que Pierre Arbios, John Truchier et Albert Gendrot sont des citoyens américains et qu'il les réclame comme tels, la preuve de leur extranéité est faite d'une manière complète, elle est faite d'une manière absolue. Un tribunal français ne peut ni contester cette preuve ni y rien ajouter, parce qu'il est de principe que le Gouvernement qui accorde la naturalisation est seul juge des conditions auxquelles il le fait. Remarquez, je vous prie, que je ne conteste pas le principe également vrai que chaque Gouvernement est seul juge des conditions auxquelles se perd le caractère national ; j'admets donc parfaitement que le Gouvernement de la République me fasse l'une ou l'autre de ces deux réponses ; Arbios, Truchier et Gen-

drot restent pour nous des Français malgré leur qualité d'Américains ; ou encore Arbios, Truchier et Gendrot doivent le service militaire en France, quoiqu'ils ne soient plus Français. Mais, vous ne me faites ni l'une ni l'autre de ces deux réponses ; vous me dites, au contraire, très clairement, qu'il suffit de faire la preuve de l'extranéité de ces trois hommes pour qu'ils soient libérés du service militaire. Cette preuve étant faite, je me demande pourquoi Votre Excellence me renvoie à un tribunal et veut m'obliger à une procédure inutile dans l'espèce. La législation, que je sache, n'impose pas cette procédure. Aucune loi ne force l'administration de la guerre à exiger que celui qui réclame la qualité d'étranger produise telle ou telle preuve spéciale de son extranéité. Il faut que l'extranéité soit établie et établie à la satisfaction de l'administration de la guerre, je l'admets parfaitement, mais il ne s'ensuit pas que cette preuve ne puisse être faite autrement que par la production d'un jugement d'un tribunal civil français. Le Ministre de la guerre dit, il est vrai, qu'il ne peut pas faire autrement ; mais c'est là certainement une manière de parler. Le Ministre veut dire que c'est la règle qu'il a posée pour couvrir sa responsabilité et qu'il ne croit pas devoir s'en écarter. Ce qu'il veut, ce qu'il est en droit d'exiger, c'est que l'exception qu'on lui oppose soit justifiée et s'il renvoie celui qui la soulève à la justice civile, c'est que, dans la plupart des cas, c'est un moyen commode et efficace de couvrir sa responsabilité ; mais il peut faire autrement et il fait autrement. Et il n'y a pas que lui qui ait cette autorité. Le général commandant le corps auquel on a incorporé le soldat étranger peut ordonner sa libération et cela se fait ; le Conseil de guerre devant lequel l'intéressé est traduit peut le faire de même et l'a fait.

Il ne s'agit donc, pour l'autorité militaire supérieure, que d'avoir la certitude que celui qui excipe de son extranéité pour refuser le service militaire est réellement étranger. Or cette certitude est acquise quand le gouvernement de la République se trouve en présence d'une demande officielle d'un autre gouvernement réclamant un de ses nationaux. A une demande de ce genre, on peut répondre, comme je l'ai dit, que la personne réclamée conserve malgré tout sa nationalité originelle ou encore que son extranéité ne la dispense pas du service militaire, mais, encore une fois, on ne saurait dire que la preuve de l'extranéité reste à faire, puisque cette demande même en est une preuve évidente.

Oserai-je ajouter que non seulement rien n'oblige l'administration de la guerre à prendre l'attitude qu'elle prend, mais que la loi semble au contraire en dicter une autre ?

En effet, la loi dit : « Nul n'est admis dans les troupes françaises, s'il n'est Français ». Il y a là une obligation péremptoire qui ne souffre pas d'exception et vous ne pouvez trouver mauvais que mon Gouvernement en réclame le bénéfice. Le cas d'Arbios, comme ceux de Truchier et de Gendrot, tombe précisément sous le coup de cette loi. Depuis le 9 novembre 1886 pour le premier, depuis le 5 mai 1887 pour le second et depuis le 25 octobre pour le troisième, il est à la connaissance certaine et officielle du Gouvernement de la République que ces trois hommes sont étrangers, et cependant, malgré les réclamations amicales mais formelles et précises du Gouvernement Américain, deux d'entre eux sont maintenus dans les rangs de l'armée nationale française, où leur présence est à la fois contraire au principe qui veut que le drapeau de la France ne

soit défendu que par des Français et contraire à la dignité des Etats-Unis qui voient leur souveraineté méconnue dans la personne de ces deux Américains, contraints au service d'un pays qui leur est étranger.

Peut-être me direz-vous que ce n'est pas seulement pour faire la preuve de son extranéité, que l'on renvoie à la juridiction civile celui qui se réclame d'un autre gouvernement, mais que c'est aussi pour déterminer si, aux yeux du pays d'origine, il a pu légalement perdre sa nationalité originelle.

C'est là une proposition que je ne contesterai point, car elle a son fondement dans le principe que je rappelais tout à l'heure, que le pays d'origine est seul juge des conditions auxquelles son national perd ce caractère. Mais remarquez bien que, pour des Gouvernements comme les nôtres, qui n'admettent pas la pérennité du lien national, cette règle ne trouve son application que dans un seul cas : celui où la liberté et la volonté de l'individu réclamé comme étranger n'auraient point été respectées. De même, en effet, qu'on n'admet pas dans les pays d'institutions libres qu'un homme puisse être retenu malgré lui et pour toujours dans les liens de la nationalité au sein de laquelle le hasard l'a fait naître, on ne saurait admettre que ce même homme pût être dépouillé de sa nationalité originaire et revêtu d'une autre sans son consentement. Dans les cas de ce genre, le refus du pays d'origine de reconnaître la naturalisation ainsi conférée devient un devoir.

Prenons deux cas hypothétiques : Un fils de Français, qui est né en France et qui est devenu Américain, étant mineur, par le fait de la naturalisation de son père, revendique la nationalité originelle de ce père. Les Etats-Unis le réclament comme américain ; vous refusez de lui reconnaître cette qualité.

Un fils de Français, né aux Etats-Unis, revendique la nationalité du pays de sa naissance. Vous le réclamez comme Français : les Etats-Unis vous le refusent.

Voilà deux cas dans lesquels le pays de la nationalité primitive est juge des conditions dans lesquelles la nouvelle nationalité a été acquise. Dans les deux cas, il n'y a pas eu consentement de la part de la partie intéressée et par conséquent l'élément essentiel à la validité de tout contrat manque. Le fils de Français qui est né en France et qui est devenu Américain, étant mineur, par le fait de son père, n'ayant pas été consulté, doit rester libre de conserver sa nationalité française originelle, s'il le juge à propos. Il en est de même, s'il est né aux Etats-Unis, le hasard de sa naissance sur le sol américain ne peut le lier indéfiniment à l'Amérique et il doit conserver la liberté de s'en tenir à la nationalité de son père, s'il la réclame.

La proposition contraire est nécessairement tout aussi vraie. Si ce fils de Français sanctionne plus tard avec connaissance de cause le changement de nationalité fait par son père ou s'il accepte l'allégeance naturelle due au pays où l'on est né, tant qu'on ne l'a pas formellement rejeté, rien ne doit entraver sa liberté.

Quand le naturalisé Américain ou le naturel Américain appartenant à cette catégorie revendique son extranéité d'accord avec le gouvernement dont il se réclame, l'élément nécessaire à la validité des contrats — la liberté — est présent ; il y a consentement, adhésion, acquiescement et dès lors le pays d'origine ne peut réclamer qu'en se fondant sur le prin-

cipe de la pérennité du lien national, c'est-à-dire en niant l'un de ces droits inaliénables que la Révolution Française et la Révolution Américaine ont à jamais consacrés : celui que possède tout homme de choisir une autre patrie là où il trouve les conditions de son bonheur et de sa prospérité. Je n'appréhende pas que vous preniez une telle attitude. Le pays qui a emprunté aux Américains la Déclaration des droits de l'homme pour en faire un flambeau, ne peut pas venir leur dire aujourd'hui qu'il ne reconnaît pas la validité du titre par lequel un Français est devenu Américain de son plein gré.

Je sais bien qu'il existe un ancien décret frappant de certaines pénalités les Français qui se dénationalisent sans l'autorisation du Gouvernement ; mais ce décret laisse néanmoins subsister la naturalisation ainsi acquise et par conséquent il n'est point applicable ici.

Ainsi, bien qu'il soit parfaitement vrai que le pays d'origine est seul juge des conditions auxquelles son national perd cette qualité, le tribunal auquel Votre Excellence me renvoie pour faire établir l'extranéité des Américains que je réclame comme tels, ne peut ni refuser de leur reconnaître cette qualité, puisque le principe de la pérennité du lien national ne m'est pas opposé et que la naturalisation acquise en pays étranger par un Français même sans l'autorisation de son Gouvernement subsiste quand même.

Il est donc vrai de dire, ainsi que je le faisais tout à l'heure, qu'en me renvoyant aux tribunaux, comme Votre Excellence le fait chaque fois que je porte devant elle une réclamation de ce genre, le Gouvernement de la République m'impose une procédure, inutile dans l'espèce, que la loi ne rend pas obligatoire et à laquelle je ne saurais me prêter, parce qu'elle pourrait avoir des conséquences regrettables.

Supposons, en effet, que je prenne cette voie et que le tribunal auquel je m'adresserai, juge que la preuve n'est point faite de la naturalisation américaine de celui que je réclame ; quelle sera alors la situation de nos gouvernements respectifs ? Le mien devra ou accepter qu'on lui dise que son affirmation ne suffit pas pour établir la validité d'un titre de naturalisation, alors qu'il déclare que c'est lui-même qui le donne et qu'il le tient pour valide ; ou rejeter formellement une telle prétention.

Le vôtre devra ou défendre cette exorbitante prétention ou désavouer le tribunal qui aura eu l'imprudence de l'émettre. Pour ma part, je n'exposerai pas mon gouvernement à se trouver dans une telle situation et je décline respectueusement la responsabilité de l'engager dans une voie qui pourrait y conduire.

Le Gouvernement des Etats-Unis est fondé à attendre de celui de la République Française un traitement plus équitable, plus amical, plus libéral et surtout plus en rapport avec les grands principes politiques qu'ils représentent l'un et l'autre dans le monde.

Les égards que les nations policées se doivent entre elles autant que leur intérêt réciproque ne commandent-ils pas le respect de la naturalisation accordée par l'une d'elles ?

Pourquoi retenir malgré lui celui qui, de sa propre volonté, a rompu les liens qui l'unissaient à sa patrie originelle pour en former d'autres ? Celui-là, tant qu'il conservera sa nouvelle nationalité, ne peut faire au regard du pays d'origine ni un bon citoyen, ni un bon soldat. Le contraire au service militaire, c'est violer dans sa personne l'un des droits impres-

criptibles de l'homme et c'est tenir peu compte de ce que l'on doit à la nation qui l'a accueilli.

J'ose espérer que Votre Excellence prendra en sérieuse considération les amicales représentations que je viens de faire et qu'appréciant comme ils doivent l'être les droits et les devoirs qui incombent respectivement à nos deux gouvernements dans la circonstance présente, Elle accordera aux Etats-Unis ce que j'ai de nouveau l'honneur de lui demander :

1^o La décharge de Pierre Arbios et de John Truchier, citoyens Américains indûment retenus aujourd'hui sous le drapeau français, l'un au 100^e régiment d'infanterie, l'autre au 7^e;

2^o La radiation des contrôles militaires du nom d'Albert Gendrot, naturel Américain, revêtu de la qualité de Français à son insu et malgré lui. Votre Excellence mettrait un terme aux réclamations de cette nature que je suis appelé fréquemment à lui faire, si elle voulait bien s'entendre avec moi sur la voie à suivre pour faire régulariser la situation des ex-Français devenus Américains.

On pourrait, par exemple, fixer un délai après lequel les Français qui ont obtenu la qualité d'Américains ne seraient point inquiétés, s'ils rentraient en France, et déterminer quel genre de pièces ils auraient à produire pour établir leur extranéité. Je suis disposé à recevoir favorablement toute suggestion qui pourrait m'être faite à cet égard et Votre Excellence peut être assurée que je me prêterai à tout arrangement qui sauvegarderait les droits et la dignité de nos deux gouvernements et que je ne tenterai jamais de couvrir de la protection des Etats-Unis des gens qui n'y auraient point un droit légitimement acquis. Mon Gouvernement, pas plus que moi, n'a aucune sympathie pour ces mauvais citoyens qui rejettent leur nationalité uniquement pour échapper aux justes charges qu'elle entraîne et qui ne font pas de meilleurs Américains qu'ils n'étaient de bons Français.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ROBERT MAC LANE.

M. Bayard à M. Mac Lane.

Washington, le 15 février 1888.

Monsieur,

J'ai sous les yeux votre dépêche du 24 janvier 1888, contenant votre note du 11 janvier 1888 à M. Flourens, et je suis heureux de reconnaître le zèle et l'habileté dont cette note fait preuve.

Vos remarques dans cette note portent sur trois situations distinctes en fait : 1^o Celle d'individus nés citoyens des Etats-Unis, non de parenté française ; 2^o Celle de citoyens nés aux Etats-Unis de parents français ; 3^o Celle de citoyens naturalisés des Etats-Unis, qui sont nés en France.

Quant à la première catégorie, aucune question de devoir militaire en France ne peut s'élever, à moins qu'ils ne deviennent volontairement citoyens français par expatriation.

Quant à la seconde catégorie (citoyens nés aux Etats-Unis de parents français), la règle est que, tant que ces personnes demeurent aux Etats-Unis, elles sont citoyens des Etats-Unis, mais que, si elles sont en

France et que là, arrivées à l'âge de vingt-et-un ans, elles choisissent la nationalité française, elles perdent tout droit à la protection des Etats-Unis.

Il a été à maintes reprises soutenu par nous, comme vous le savez, que, quand un citoyen ainsi né aux Etats-Unis atteint l'âge de vingt-et-un ans dans un pays étranger, le moyen d'exprimer le choix qu'il a fait d'être citoyen des Etats-Unis est de revenir promptement aux Etats-Unis. La même distinction est appliquée aux enfants nés à l'étranger de citoyens des Etats-Unis. Il y a dans les deux cas ce qu'on appelle la double allégeance ; d'après le droit des gens, la nationalité de ces personnes doit être déterminée par leur choix personnel d'une nationalité à leur majorité, lequel choix est rendu évident par leur présence dans leur pays préféré. Si de telles personnes, après avoir opté pour les Etats-Unis et avoir élu domicile ici, vont en France pour une visite transitoire, il sera de votre devoir de les protéger comme citoyens des Etats-Unis.

Quant à la troisième catégorie (citoyens français de naissance qui sont naturalisés dans les Etats-Unis), à laquelle votre note se rapporte principalement, j'ai simplement à dire que le Département maintient le point de vue admis par vous, c'est-à-dire que la présentation par le *Département* d'un certificat de naturalisation à un gouvernement étranger constitue la preuve de la naturalisation fondée sur le jugement d'un tribunal national légalisé par le pouvoir exécutif. C'est un principe bien établi que les jugements dûment rendus par un tribunal compétent, dûment légalisés par le pouvoir exécutif, produisent leurs effets partout ; il en est surtout ainsi des jugements de naturalisation qui touchent de si près à la politique et à l'honneur nationaux. Aussi le département a-t-il toujours soutenu que, s'il était disposé, sur la demande d'un gouvernement étranger, à prescrire une enquête sur la régularité d'un jugement de naturalisation, et s'il ne se permettait jamais d'accorder une protection basée sur un décret de naturalisation reconnu frauduleux, il ne reconnaissant pas le droit de discuter la validité de celui-ci à un gouvernement ou à un tribunal étranger ; c'est aux Etats-Unis seuls qu'il appartient d'apprécier cette validité.

Dans le cas où la validité de la naturalisation est admise, le naturalisé est-il passible, à son retour en France, de certaines peines pour des délits ou infractions dont il avait à répondre avant de quitter la France ? C'est une question subordonnée à maintes circonstances qu'il n'est pas nécessaire de discuter ici et qu'on ne peut décider que pour chaque cas en particulier.

Il sera, par conséquent, de votre devoir de faire savoir à M. Flourens, que le gouvernement des Etats-Unis maintient qu'un décret de naturalisation accordé par lui à un citoyen français ne peut pas être attaqué par le gouvernement français, pas plus par le pouvoir exécutif que par le pouvoir judiciaire, et que, s'il est allégué qu'il ait été prononcé à la légère, la manière d'y recourir est de s'adresser à ce ministère-ci.

Vous direz également que si l'obligation à un service militaire forcé des citoyens dont vous parlez est basée sur la supposition qu'ils ne sont pas citoyens des Etats-Unis, ce ministère demande une libération immédiate et une compensation convenable des pertes qu'ils ont subies à cause de cette détention.

Une autre considération qui pourrait être mise en avant auprès du gouvernement français, se rapportant à ce sujet, est la grande importance que ce ministère attache à une procédure sommaire dans ces cas. Il ne peut être admis que des citoyens américains qui ne sont accusés d'aucun crime, soient maintenus en état d'arrestation, même pendant un seul jour, après que les preuves de leur nationalité ont été présentées. Dans des cas semblables, le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas admettre que l'on doive se soumettre aux délais judiciaires ordinaires. La justice qu'il réclame actuellement, le gouvernement des Etats-Unis, lorsque les gouvernements étrangers ont fait appel à lui dans des circonstances semblables, l'a toujours promptement accordée.

Dans notre dernière guerre civile, quand le gouvernement des Etats-Unis fut obligé d'user de tous les moyens pour abattre l'insurrection qui menaçait son système, et que, dans l'application de ses lois de conscription, il fut obligé d'examiner la situation d'une foule d'étrangers résidant sur son territoire, il n'y a pas un seul exemple qu'un étranger ait été obligé au service militaire, quand son gouvernement a demandé sa libération. Il y a bien peu de citoyens naturalisés aux Etats-Unis d'origine française. Avec ses immenses ressources, la France ne peut pas dire qu'elle ait besoin de leur aide comme soldats.

De plus, le commerce entre la France et les Etats-Unis, en tant qu'il s'agit de marchandises françaises, est surtout exercé par des marchands d'origine française, naturalisés aux Etats-Unis, qui ont l'habitude d'aller fréquemment en France pour leurs affaires, dans le but d'avoir des ordres de commerçants français. Ces mêmes hommes seront cependant, si le principe contre lequel je proteste est appliqué, empêchés de faire en France ces voyages que leurs talents particuliers rendaient cependant si profitables, tant pour la France que pour les Etats-Unis. Par conséquent, je ne peux que croire que la France, qui accepte aussi pleinement que le font les Etats-Unis, ces principes de liberté dont le droit d'expatriation fait partie, ne voudra pas, en considération de ses relations passées et présentes avec les Etats-Unis, prendre une position contraire à ces principes de liberté, aux intérêts commerciaux des deux pays, à la courtoisie internationale et à un système sur lequel le gouvernement des Etats-Unis est basé.

Vous irez chez le ministre des affaires étrangères, lui lirez cette dépêche, et s'il le désire, vous lui en laisserez copie.

Je suis, etc.

T.-J. BAYARD.

M. Bayard à M. Stewart.

Washington, le 24 février 1868.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 18 courant, contenant une communication adressée à vous et à votre collègue, le sénateur Jones, conjointement, par le gouverneur de l'Etat de Nevada, relativement au cas de John Truchier, citoyen naturalisé des Etats-Unis, français de naissance, qui, en retournant en France pour voir ses parents, il y a quelque quatorze mois, fut incorporé dans l'armée française.

Le cas ayant été porté à la connaissance de mon Département par la

lettre du gouverneur Stevenson, du 24 mars, les papiers par lui soumis comprenant copie certifiée du décret de la Cour compétente naturalisant M. Truchier, furent envoyés au ministre des Etats-Unis à Paris, avec des instructions, à l'effet de faire libérer M. Truchier du service militaire, si possible.

Le 20 octobre dernier, n'ayant rien reçu de M. Mac Lane sur ce sujet, et en présence de la lettre du gouverneur Stevenson du 11 octobre, j'ai fait appel à la légation de Paris, pour rendre compte de son action sur les lieux et du résultat, et j'ai reçu une réponse de notre ministre, datée du 4 novembre 1887, établissant que, comme d'habitude dans des cas semblables, le gouvernement français avait refusé de prendre aucune décision dans la question, par la raison qu'un français qui prétend avoir acquis une nationalité étrangère ne peut pas être rayé des contrôles militaires avant d'avoir produit un jugement d'un tribunal français reconnaissant qu'il a perdu sa nationalité d'origine.

Le cas de M. Truchier appartient à une catégorie qui, depuis quelques années, est le sujet de discussions avec le gouvernement Français. La nature de la prétention française en cette question est décrite par M. Vignaud, alors chargé d'affaires *ad interim*, dans une dépêche n° 665, du 13 novembre 1884, imprimée dans le volume des *Foreign relations* de cette même année, pages 176-182.

Le ministre des Etats-Unis à Paris s'est récemment, sous la sanction et avec l'approbation de mon Département, adressé au gouvernement français. Il s'est placé sur ce terrain que, suivant une doctrine souvent énoncée par le gouvernement des Etats-Unis, un certificat de naturalisation a une validité universelle en tant que preuve suffisante du décret judiciaire qu'il constate, et que sa validité ne saurait être mise en question par le gouvernement français, du fait de ses fonctionnaires judiciaires ou exécutifs, et que, si l'on prétend que ce décret de naturalisation a été imprudemment rendu, le moyen d'y remédier est d'employer la voie diplomatique.

Qu'un individu de cette catégorie, dans le cas où la validité de la naturalisation est admise, soit sujet à une pénalité quelconque en retournant en France, pour délit ou manquement à des devoirs dont il pouvait être tenu avant son départ de France, c'est une question dépendant de plusieurs conditions, qui ne peut être résolue que par rapport à chaque cas particulier qui se présente. Dans le cas de M. Truchier, l'occasion d'examiner et de discuter de telles conditions ne s'est pas présentée. Dans sa période initiale et la plus importante, la controverse actuelle lui est absolument applicable et M. Mac Lane est averti d'avoir à s'en préoccuper spécialement et, si cela est nécessaire, de s'en servir comme d'un précédent pour le règlement des affaires de même nature.

T.-F. BAYARD.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 2 mars 1888 (reçue le 13 mars).

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 15 février relativement à des citoyens américains de parenté française, contraints de faire leur service militaire en France, et j'ai obéi à vos instructions en rendant visite à M. Flourens

et en lui laissant copie de votre dépêche qu'il a promis de lire attentivement.

J'ai appuyé sur la remarque faite par vous, à savoir que, si un citoyen des Etats-Unis est sujet à être obligé au service militaire sur le fondement qu'il n'est pas citoyen américain, il doit être relâché et compensation doit lui être donnée pour les pertes qu'il peut avoir subies à cause de sa détention.

Les deux citoyens américains, néanmoins, actuellement dans l'armée française, Arbios et Truchier, ne sont pas gardés sur le fait qu'ils ne sont « pas » citoyens américains, mais sur le fait que la déclaration de mon Gouvernement ou la mienne à cet effet n'est pas suffisante, aucune autre preuve de ce fait ne satisfaisant les autorités françaises qu'un jugement d'un tribunal français. Par conséquent, pratiquement, une question se mêle à l'autre. Cependant, votre dépêche est susceptible de cette interprétation que votre demande d'une libération immédiate est limitée à la seule éventualité que leur maintien au service soit basé sur la supposition qu'ils ne sont pas citoyens américains.

Ma dépêche à M. Flourens, dont je vous ai envoyé copie, n'avait d'autre but que de protester contre la prétention du Gouvernement français de m'obliger ou d'obliger les parties intéressées à aller devant un tribunal pour fournir la preuve d'un fait qui est déjà établi par ma déclaration officielle. Je suis pleinement soutenu dans cette position par votre dépêche, mais on peut douter qu'elle soit assez forte pour m'autoriser à demander la libération immédiate d'Arbios et de Truchier, dont la nationalité est soumise à une décision judiciaire.

En tous cas, je crains que M. Flourens n'interprète ainsi votre dépêche et c'est pour cette raison et pour éviter la possibilité de vous embarrasser, que j'appelle votre attention sur la distinction faite ici et aussi sur cet autre fait que ces deux hommes qui sont maintenant dans le service militaire français, seront gardés là jusqu'à ce qu'ils soient libérés par un tribunal français sur leur propre demande.

Je n'ai aucune observation à faire quant à la première catégorie examinée dans votre dépêche, celle de citoyens américains qui ne sont pas de parenté française; je n'ai pas non plus invité M. Flourens à considérer ce point, puisque dans de tels cas, comme vous l'observerez, aucune question de service militaire en France ne peut s'élever.

J'ai, etc.

ROBERT MAC LANE.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 7 mars 1888 (reçue le 19 mars).

Monsieur,

Conformément à la demande exprimée dans votre dépêche du 24 février, je vous envoie des copies de ma note, demandant la libération de John Truchier, et de la réponse de M. Flourens, avec une traduction de celle-ci.

Vous remarquerez que cette réponse est presque mot pour mot identique à celle faite dans le cas d'Arbios, dont une copie et une traduction vous ont été transmises avec ma dépêche du 14 avril 1887. Plusieurs autres dépêches du ministère français, rédigées dans le même sens, peuvent être trouvées dans la correspondance de notre légation concer-

nant les citoyens américains d'origine française, appelés à faire leur service militaire en France, le tout ayant été dûment envoyé et commenté par cette légation.

Je suis d'accord avec vous que le cas de Truchier est un de ceux qui sont le plus propres à faire trancher la question du droit qu'ont les citoyens américains, de parenté française, de venir en France sans être contraints au service militaire. La question a été simplement et loyalement posée au gouvernement français dans ma note du 11 janvier, à laquelle aucune réponse n'a encore été faite, et dans laquelle, comme vous pouvez voir en vous y référant, j'ai formellement demandé la libération de Truchier et d'Arbios.

La copie de votre dépêche, n° 298 (1), que j'ai laissée à M. Flourens, a, je l'espère, donné plus de force à mon argumentation ; mais pour les raisons établies dans ma dépêche n° 560, je ne me suis pas senti autorisé à faire une nouvelle demande pour la libération de ces deux hommes ; jusqu'à ce que j'aie reçu une réponse à ma demande du 11 janvier, je ne crois pas qu'il soit bon d'insister sur ce point.

J'ai, etc.

ROBERT MAC LANE.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 23 mars 1888 (reçue le 2 avril).

Monsieur,

Me reportant de nouveau à votre dépêche du 24 février, contenant pour mon information copie d'une lettre à vous adressée par le sénateur William M. Stewart avec ses annexes, « le tout concernant le cas de M. Truchier, citoyen américain, contraint au service dans les armées de France » joint à une copie de votre réponse à la lettre de M. Stewart, j'ai à noter que, le 15 février, j'ai envoyé à M. Flourens une note personnelle, l'informant que vous aviez encore appelé mon attention sur le cas de M. Truchier, que vous croyiez propre à faire trancher le principe en discussion entre les deux gouvernements, et que j'étais allé le voir la veille pour le prier en personne de me donner, dès que cela lui serait possible, une réponse à ma note du 11 janvier.

Quoique je vous aie annoncé que je ne discuterais plus cette question avec lui jusqu'à ce que je fusse en possession de sa réponse à cette note, j'ai changé d'avis, pressentant que ceci serait retardé plus longtemps que je ne m'y attendais.

Avant-hier, étant le jour ordinaire de réception du corps diplomatique au ministère des Affaires étrangères, j'y fus encore et j'appelai l'attention du ministre sur l'importance d'en finir promptement avec le cas de Truchier, et j'insistai vivement auprès de lui pour la libération immédiate de Truchier et d'Arbios du service militaire, affirmant qu'ils étaient citoyens américains, et qu'il ne devraient pas être maintenus dans l'armée pendant que les deux gouvernements étaient engagés dans la discussion de principes généraux.

M. Flourens me promit en réponse de recommander la libération de Truchier ; mais il se reporta de nouveau à la difficulté qu'il avait rencontrée en raison des règlements qui avaient été établis par le minis-

(1) V. plus haut la dépêche du 15 février 1888.

rière de la guerre, soumettant ces cas aux tribunaux civils, et qui sont en vigueur depuis longtemps, et maintenus encore contre tous soldats de l'armée française, qui se disaient sujets ou citoyens de quelque autre pays. Il promet ensuite de porter le cas à l'attention du conseil des ministres à une date prochaine.

ROBERT MAC LANE.

M. Bayard à M. Stewart.

Washington, le 29 mars 1883.

Monsieur,

Me reportant à votre lettre du 18 du mois dernier, relativement au cas de M. John Truchier, citoyen américain qui a été contraint au service militaire de France, j'ai l'honneur de ci-inclure pour votre information une copie d'une récente dépêche (1) de M. Mac Lane, notre ministre à Paris, dans laquelle il rend compte des mesures qu'il a prises en vue d'obtenir la libération de Truchier de l'armée française.

J'ai, etc.

T. F. BAYARD.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 27 avril 1888 (reçue le 8 mai).

Monsieur,

Avec ma dépêche du 24 janvier dernier, j'ai envoyé copie d'une note remise au ministère français des Affaires étrangères protestant contre le traitement auquel des citoyens américains, d'origine française, étaient soumis en France, lorsqu'ils visitaient ce pays, s'ils avaient manqué à faire leur service militaire, et insistant pour qu'ils fussent reconnus et traités comme citoyens américains, toutes les fois que j'aurais officiellement certifié qu'ils avaient cette qualité. En même temps, j'ai formellement demandé la libération de toute obligation militaire de trois citoyens américains de cette catégorie : John Arbios et John Truchier, actuellement dans l'armée française, et Gendrot sommé de faire le même service (mais qui était retourné aux Etats-Unis, s'étant heureusement échappé).

Ce matin, j'ai reçu une réponse à cette note, copie et traduction de laquelle sont jointes ci-inclus.

Après avoir déclaré que le gouvernement français ne se permettrait pas de douter de la validité d'un acte de naturalisation délivré par les Etats-Unis, M. Goblet remarque que, d'autre part, il appartient au gouvernement d'origine de vérifier si le Français qui a obtenu la naturalisation à l'étranger, est libre de toute obligation vis-à-vis de la mère-patrie.

Abandonnant toutefois la discussion de ce point, mais réservant expressément son opinion, M. Goblet m'informe que le ministre de la guerre a accordé comme une faveur — « *à titre gracieux* » — de laisser Arbios et Truchier partir en congé, ce qui, en pratique, équivaut à une libération, sauf qu'il est toujours maintenu, malgré ma déclaration officielle à cet effet, que leur nationalité américaine n'est pas encore établie. Arbios et Truchier sont, en conséquence, encore considérés

1) Pour l'annexe voir la dépêche du 1^{er} mai 1888

comme français, et quoique des ordres aient été donnés afin de les libérer de leurs obligations militaires actuelles, ils sont encore théoriquement (technically) passibles du service militaire dans la réserve.

Quant à la manière de régler définitivement entre nous toutes les questions de ce genre, M. Goblet dit que le ministre de la guerre et lui-même sont prêts à prendre en considération toute suggestion que je pourrais avoir à faire relativement à ce sujet. Je me propose, en conséquence, d'envoyer à M. Goblet une communication lui expliquant comment je comprends que cette question peut être réglée, mais avant de ce faire je vous ferai connaître ma manière de voir, et je vous demanderai si vous avez quelques objections ou suggestions à faire.

ROBERT MAC LANE.

**Le Ministre des affaires étrangères de France à M. R. M. Mac Lane,
Ministre des Etats-Unis, à Paris**

Paris, le 26^m avril 1888.

Monsieur,

Mon département a soumis à un examen attentif, de concert avec celui de la Guerre, les considérations exposées dans votre communication du 11 janvier, relative aux nommés Truchier, Arbios et Gendrot, les deux premiers, nés en France et naturalisés ultérieurement aux Etats-Unis, le troisième né dans ce pays d'un père français, dont vous avez demandé la libération du service sous nos drapeaux.

Le département de la Guerre avait tout d'abord exprimé l'opinion que ces individus devaient répondre devant la justice française du délit d'insoumission relevé à leur charge et que, d'un autre côté, la réclamation dont ils étaient l'objet soulevait une question d'état que les tribunaux civils avaient seuls qualité pour trancher.

Répudiant sur le dernier point cette manière de voir, vous vous attachez à établir que « lorsque le gouvernement des Etats-Unis déclare « que ces individus sont citoyens Américains et qu'il les réclame comme « tels, la preuve de leur extranéité est faite d'une manière complète, « absolue, qu'un tribunal français ne peut ni contester cette preuve ni y « rien ajouter, parce qu'il est de principe que le gouvernement qui « accorde la naturalisation est seul juge des conditions auxquelles il « le fait. »

Permettez-moi de vous faire observer qu'il n'est jamais entré dans la pensée de l'autorité française de discuter la valeur du titre en vertu duquel un Français de naissance est devenu Américain. Mais vous reconnaissez avec moi que, si le gouvernement des Etats-Unis est, en effet, seul juge des conditions auxquelles il accorde la naturalisation à un étranger, il appartient, d'autre part, au gouvernement dont cet étranger est ressortissant, et à lui seul également, d'apprécier si ledit étranger est en règle avec la loi de son pays d'origine ; car, si le consentement est, ainsi que vous le remarquez fort justement, un élément indispensable à la validité du contrat qui confère la nationalité, d'autres conditions peuvent être également exigées. De là les conflits si fréquents, vous le savez, qui se produisent, en ces matières, non seulement entre Etats ayant des législations différentes, mais aussi entre ceux qui ont des lois identiques. De nombreux exemples pourraient être cités à l'appui.

Quoi qu'il en soit, et faisant toutes réserves sur la question de principe,

mon collègue, M. le Ministre de la guerre, consent, à titre gracieux, à placer en position de congé jusqu'à l'époque de l'expiration du service d'activité auquel ils sont tenus :

1° Le sieur Truchier, insoumis de la classe de 1874, incorporé le 22 janvier 1887 au 7^e régiment d'infanterie, après avoir subi la peine de 8 jours d'emprisonnement ;

2° Le sieur Arbios, condamné également comme insoumis de la classe de 1883 et incorporé au 100^e régiment d'infanterie depuis le 29 septembre 1886.

Des instructions en conséquence, ont été transmises aux généraux commandant les 16^e et 17^e corps d'armée.

Quant à l'entente qui pourrait être établie entre les deux gouvernements pour régler d'une façon générale les situations de la nature de celles sur lesquelles vous avez appelé mon attention, nous sommes, M. le Ministre de la guerre et moi, tout disposés à examiner les propositions qui nous seraient présentées à ce sujet.

Agréez, etc.

Signé : GOBLET.

Extrait du Message du président² Cleveland

(Décembre 1888).

Question des naturalisations.

L'accroissement rapide de l'émigration dans notre pays et des facilités modernes des voyages, ont engendré des abus dans l'usage des privilèges accordés par nos généreuses lois de naturalisation, abus qui nécessitent une sérieuse révision des lois. La manière facile et exempte de garantie avec laquelle on peut obtenir actuellement des certificats de nationalité Américaine, a conduit un trop grand nombre d'étrangers à se débarasser de tout devoir envers leur pays d'origine et, d'un autre côté, à se soustraire, par une résidence à l'étranger, à toute obligation et à toute contribution au service de leur patrie d'adoption.

Néanmoins, tout en évitant d'accomplir leurs devoirs de citoyens aux Etats-Unis, ceux-ci font promptement appel à la protection du gouvernement fédéral et réclament son intervention en leur faveur. Des complications internationales d'une sérieuse importance résultent de cet état de choses et la correspondance du département d'Etat révèle le grand nombre et la complexité des questions qui ont été ainsi soulevées.

Nos lois réglementant la délivrance de passeports devraient être sérieusement révisées, et la création d'un bureau central d'enregistrement dans la capitale est de nouveau vivement recommandée. De cette manière, les détails de chaque cas particulier de naturalisation aux Etats-Unis seraient conservés, l'on découvrirait ainsi de nombreux cas de citoyenneté frauduleuse et d'injustes responsabilités seraient écartées.

Pour compléter l'étude de l'intéressante question soulevée par la correspondance qui précède, nous croyons utile de donner des extraits d'une correspondance antérieurement échangée sur le même sujet, que nous empruntons au *Commentaire* de Lawrence sur les ouvrages de Wheaton (tome 3, p. 261 et suiv.).

Dans une note adressée à M. Calhoun, chargé d'affaires, en réponse à celle qui lui avait été adressée le 25 novembre 1859, d'après les instructions de M. Cass, par M. Mason, ministre américain à Paris, le comte Walewski disait : « Si le Français, avant d'émigrer et de se faire naturaliser dans un pays étranger, n'a pas en effet satisfait à l'obligation du service militaire, il est évident qu'il pourra être poursuivi à ce sujet à son retour en France, lors même que son retour ne serait qu'accidentel. Il aurait pu, en outre, être condamné en son absence, par contumace, et sa présence en France imposerait à l'autorité publique, aussi bien qu'à lui-même, le devoir de purger cette contumace. » M. Faulkner, ministre des Etats-Unis à Paris, dit, en s'adressant le 7 avril 1860 à M. Thouvenel, au sujet d'un citoyen naturalisé (Michel Zeiter) qui se trouvait dans le cas mentionné : « Notre doctrine est qu'on ne peut exiger le service militaire de l'émigrant naturalisé à son retour dans son pays de naissance, alors que cette obligation ne lui a pas été demandée de fait, antérieurement à son émigration. Il ne suffit pas d'être sujet, en perspective, au service dans l'armée. L'obligation à des devoirs contingents, dépendant du temps, du tirage au sort et d'événements à venir, n'est pas reconnue. Il faudrait, pour le soumettre à une pareille responsabilité, qu'il y eût le cas de désertion réelle ou de refus d'entrer dans l'armée, après avoir été désigné par le sort à servir le gouvernement auquel il était soumis à l'époque. »

En France, les cas de cette nature, au lieu d'être comme en Prusse, du ressort administratif, sont de la compétence de la judicature.

M. Faulkner envoya à M. Cass, le 16 juin 1860, la copie du jugement du tribunal de première instance de Wissembourg (Bas-Rhin), dans l'affaire de l'individu cité. « On verra par ce jugement, dit-il, que le tribunal l'a libéré de toutes obligations ultérieures dans l'armée française. En vous référant à ce jugement, vous verrez que cette libération a été basée distinctement sur un des arguments mis en avant dans ma communication à M. Thouvenel, du 2 avril, savoir qu'étant devenu citoyen naturalisé des Etats-Unis, il avait cessé d'être français, et n'étant plus, par conséquent, sujet de la France, il ne pouvait être tenu au service militaire pour son compte. La Cour ayant ajourné l'affaire, afin que Zeiter pût se procurer l'attestation du consul des Etats-Unis à Paris, certifiant qu'il avait acquis le caractère de citoyen américain, décida, le 2 juin 1860, qu'il avait, en acquérant une nationalité étrangère, perdu sa qualité de Français. »

Dans une note du 19 décembre 1866, adressée à M. Bigelow, à l'égard d'un autre Français naturalisé citoyen Américain, le marquis de Moustier dit :

« Le maréchal Randon vient de m'informer que des ordres ont été donnés au général commandant la 6^e division militaire, pour que ledit Hirsch soit mis provisoirement en liberté, à condition qu'il se présentera immédiatement devant le tribunal compétent chargé de prononcer sur sa

nationalité. Le gouvernement de l'Empereur a déjà eu occasion d'expliquer à la Légation des Etats-Unis que, attendu que la loi a formellement délégué aux tribunaux la décision des questions de nationalité, l'administration ne pouvait intervenir sur ce point. »

Enfin nous devons faire remarquer que la situation est changée par suite de la loi française du 26 juin 1889 *sur la nationalité*, d'après laquelle, *si un Français est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français*. V. cette loi, *Archives*, 1889, III, p. 85 et suiv.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

TURQUIE

Loi pour la répression du Trafic des esclaves noirs

(30 décembre 1889)

Article premier. — Le commerce, l'entrée et le passage des esclaves noirs dans l'Empire ottoman et ses dépendances sont prohibés.

Art. 2. — Sont exceptés de cette prohibition les esclaves noirs se rendant, en qualité de domestiques, à l'étranger, avec leurs maîtres et maîtresses, et ceux qui sont employés comme matelots sur des navires de commerce. Les maîtres ou maîtresses des esclaves auront, toutefois, à exhiber un certificat indiquant l'âge et le signalement de ceux-ci et déclarant en quelle qualité ils les accompagnent. L'âge, la qualité et le signalement des esclaves employés comme matelots à bord des navires de commerce seront également consignés dans les rôles de l'équipage de ces navires.

Art. 3. — Faute de tels certificats ou inscriptions sur les rôles d'équipage, les esclaves seront considérés libres; le tribunal ou, en l'absence de celui-ci, le gouvernement local leur délivrera des certificats d'affranchissement. Leurs propriétaires, à moins de prouver le contraire, seront considérés comme faisant la traite.

Art. 4. — Les esclaves affranchis se rendant de l'Empire ottoman à l'étranger, recevront un passeport les déclarant libres. Seulement, dans les documents officiels qui seront délivrés pour les esclaves accompagnant, comme il est dit dans l'art. 2, leurs propriétaires, l'âge, le signalement et la qualité seront indiqués.

Art. 5. — Les personnes qui, contrairement à la prohibition indiquée dans l'art. 1^{er}, feraient directement ou indirectement le commerce des esclaves, celles qui aideront les premières dans ce commerce et les capitaines transportant des esclaves, seront, la première fois, condamnés à un an de prison et, en cas de récidive, cette peine sera doublée. Les esclaves se trouvant entre leurs mains seront confisqués et, ainsi qu'il est dit dans l'article 3, des certificats d'affranchissement leur seront délivrés.

Art. 6. — Si parmi les esclaves trouvés il y a des enfants et des adolescents, les individus faisant la traite de ceux-ci ainsi que ceux qui en auraient brisé les membres ou se seraient rendus coupables d'autres

procédés défendus par la loi, seront passibles, outre les pénalités prévues dans l'article 5, des peines édictées par le code pénal.

Art. 7. — Si, dans une partie quelconque de l'Empire, il se produit des crimes désignés dans l'article 6, tels que bris de membres et autres, ou traite d'enfants nègres, les fonctionnaires civils de la localité où ces crimes seraient commis, arrêteront, dans la limite de leur juridiction, les gens qui se seront rendus coupables de ces faits, dresseront procès-verbal de l'enquête préliminaire et l'enverront, accompagné d'autres documents et avec les individus arrêtés, au tribunal compétent.

Art. 8. — En vertu du traité intervenu entre le gouvernement impérial ottoman et le gouvernement anglais, en date du 11 Rebi-ul-Akhir 1297 (1), les navires de guerre des deux Etats arrêteront, et confisqueront avec tout leur contenu tout bateau, qu'il porte le pavillon ottoman ou anglais, transportant des esclaves nègres. Si les bateaux arrêtés par les navires ottomans sont anglais, ils seront livrés au gouvernement anglais, afin que les dispositions légales soient exécutées et que les récompenses promises soient données. Par contre, les bateaux ottomans capturés par les navires respectifs des deux gouvernements contractants seront livrés au gouvernement ottoman et les récompenses seront également données.

Art. 9. — Lorsqu'un navire portant des esclaves sera capturé et remis au gouvernement ottoman, le propriétaire, et si celui-ci se trouve dans un autre pays, le capitaine du navire sera condamné par voie judiciaire au paiement d'une amende de cinq livres turques pour chaque esclave. Cette somme sera donnée en récompense aux officiers et à l'équipage du navire qui aura opéré la capture. Les frais de justice seront perçus séparément. Si le propriétaire ou le capitaine du navire capturé refuse de payer ces amendes et frais, une partie ou en cas d'insuffisance, la totalité des objets, autres que la cargaison, appartenant au navire — et en cas de besoin ce navire même — seront vendus aux enchères publiques par le tribunal. Après avoir prélevé sur le prix de la vente du navire les frais judiciaires et les récompenses, le restant sera remis au propriétaire du navire. Les jugements concernant la vente de ces objets ou des navires resteront sans appel.

Art. 10. — Dans les procès relatifs à la traite des esclaves noirs, les procureurs généraux s'acquitteront de la tâche qui leur est attribuée par la loi et le capitaine du navire qui aura capturé le bateau portant des esclaves comparaitra comme partie civile.

Rendu le 22 Rebi-ul-Akhir 1307.

TURQUIE

Firman impérial pour la Crète.

(23 novembre/7 décembre 1889.)

Mon illustre Muchir Chakir pacha, commandant militaire et lieutenant du gouvernement général de Crète, etc.

(1) V. plus haut, p. 136, cette Convention qui est du 25 janvier 1880.

Par le présent haut firman impérial qu'il te soit connu que le progrès du bien-être et de la félicité de l'île et la consolidation de la tranquillité de tous les habitants, forment l'objet de ma grande sollicitude et de mon désir. Il a fallu, pour obtenir ce but principal, prendre des mesures capitales par lesquelles le budget de l'île fût réglé, et assurer convenablement l'ordre public et la tranquillité. Quoique, par les concessions données le 28 Ramazan 1284, le 5 Zilcadé 1293 et le 3 Zilcadé 1304, le gouvernement du pays ait été soumis à des règlements spéciaux, néanmoins les luttes de parti qui ont eu lieu depuis quelque temps dans l'île ont paralysé le bon usage de ces concessions et on a totalement oublié tous les soins pour le bien-être du pays. Chaque parti a tâché de faire usage de ses propres forces pour nuire aux adversaires, en commençant à servir les passions et le but personnel, au lieu de faire progresser le bonheur du pays. De là, il est résulté des faits regrettables et des dommages pour l'île et ses habitants. La gendarmerie locale, qui avait soin de l'ordre public, a fait cause commune avec les perturbateurs. Par suite, il a fallu que le gouvernement impérial s'imposât des peines et des sacrifices pour l'envoi de mon armée impériale, chargée de faire cesser les troubles et de conserver l'ordre public et la tranquillité.

L'équilibre du budget a été détruit par la création d'emplois et par des dépenses assumées au-delà des besoins réels, en sorte que, pour obtenir l'équilibre, on a dû contracter un emprunt de 60,000 Lt. et durant les trois dernières années, 20,000 Lt. ont été encore fournies par ma caisse impériale; 2,500 Lt. ont été envoyées comme secours et la moitié des recettes des douanes, montant à Lt. 14,000 par an, a été abandonnée en vue de favoriser le bonheur des habitants et la prospérité de l'île. En attendant, les finances de l'île n'ont pu être préservées de cet état anormal et défectueux. Par conséquent, il a été jugé nécessaire de confier au gouvernement général du pays quelques obligations et de faire des modifications, reconnues indispensables, à la teneur des susdits firmans, en vue de la réglementation et de l'amélioration de l'ordre public et des finances, de l'assurance de la tranquillité, de l'augmentation de la richesse et du bonheur du pays.

1^o Le gouvernement politique de l'île est confié, conformément audit firman à un gouverneur nommé, comme précédemment, par moi, et le commandement des forces militaires de l'île, avec la garde de mes forteresses impériales, dans l'île, à un haut commandement militaire.

Le gouvernement civil de l'île est séparé du gouvernement militaire.

Mais il est réservé à mon ordre impérial de confier, selon les circonstances, le gouvernement civil de l'île au gouverneur militaire.

Lorsque le gouverneur général sera musulman, le conseiller du gouverneur général devra être chrétien. Par contre, lorsque le gouverneur général sera chrétien, le conseiller du gouvernement devra être musulman.

Le conseiller du gouvernement de l'île sera choisi parmi les hauts fonctionnaires de mon gouvernement et nommé sur mon ordre impérial. Il aura le devoir de soumettre, au besoin, au gouverneur général, ses vues sur tout ce qui regarde la direction du pays, de prendre connaissance des documents de service, et de montrer au gouverneur général ceux qui sont importants et nécessitent son approbation et de prendre, d'accord avec le

gouverneur général, les mesures nécessaires. Il est chargé de le représenter pendant son absence et de prendre part, comme membre ordinaire, au conseil administratif de l'île. Les adjoints des gouverneurs et des caïmans doivent également prendre part aux conseils des provinces, en qualité de membres honoraires.

2° Les services du gouverneur général n'auront pas dorénavant un terme fixe. Quant à ce qui concerne les autres fonctionnaires de l'île, de tout rang, ils ne seront pas sujets à une destitution ou à un changement, s'il n'est pas prouvé qu'ils ont commis quelque méfait justifiant leur destitution, — et en tant qu'il sera prouvé qu'ils sont jugés incapables d'exécuter le service qui leur est confié.

Pour le choix des fonctionnaires du pays, on devra toujours préférer ceux qui connaissent la langue turque.

Les appointements des fonctionnaires publics ayant été réduits depuis quelque temps à un degré qui n'est pas en rapport avec l'importance de leurs attributions, il faut que l'assemblée générale procède à une augmentation de ces appointements. En même temps auront lieu les réformes nécessaires pour la réorganisation des provinces et des communes. Les décisions de l'assemblée générale doivent être soumises, comme à l'ordinaire, par le gouverneur général, à ma Sublime-Porte, qui fera le nécessaire et donnera des ordres qui seront transmis au gouverneur général.

3° Le nombre des députés à l'assemblée nationale fixé par les susdits firmans, étant disproportionné, eu égard à la population de l'île, et comme il se produit des dépenses supérieures aux besoins réels, d'où il résulte que le mode de l'élection a besoin d'être modifié, le nombre des représentants à l'assemblée nationale doit être réduit à cinquante-sept, dont trente-cinq chrétiens et vingt-deux musulmans, selon la proportion qui existe actuellement entre les deux éléments.

L'élection des représentants doit être faite par province et par groupe de cinq électeurs pris dans chaque commune, qui se réuniront au siège de leur district.

Le conseil général administratif fixera combien de députés devront être élus par chaque province, par rapport à la population et combien parmi eux-là seront chrétiens ou musulmans, suivant la proportion des deux éléments dans chaque province.

Toutes ces dispositions seront réglées par le conseil administratif général de l'île, dans la session de sa première année et ensuite il sera voté par l'assemblée générale une loi spéciale régissant la matière.

Comme il est prescrit par le firman de 1885, sera maintenu le système de la majorité des deux tiers des membres de l'assemblée, pour la validation du vote de tout nouveau projet et la modification des lois sur les affaires que provoquent les intérêts absolus du pays, ayant une relation avec le service intérieur de l'île. Ces décisions doivent être soumises à la ratification de ma Sublime-Porte.

4° Le gouverneur général, président de l'assemblée générale, est tenu de diriger les débats de la Chambre et de rejeter les propositions qui seront soumises aux débats et qui se rapporteront à des questions échappant à la juridiction de l'assemblée.

5° Il ne sera pas permis de choisir comme électeurs ceux qui ne sont pas propriétaires, ou qui ne sont pas sujets ottomans, ou qui ne seront pas âgés de vingt-cinq ans révolus. Ne seront pas élus membres de l'assemblée générale les habitants âgés de moins de trente ans ou ceux occupant des fonctions publiques ou administratives quelconques.

6° Les juges seront élus comme précédemment. Leurs listes seront envoyées au ministère de la justice pour la ratification. Les présidents des tribunaux et les procureurs, par suite de l'importance de leurs attributions, seront nommés sur mon ordre impérial et à vie. Ils ne seront pas destitués, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il existe des raisons légales. La participation dans les luttes des partis sera considérée comme une raison de destitution. Puisqu'il est nécessaire d'améliorer le service judiciaire conformément aux besoins du pays, il est nécessaire de discuter et de régler dans le pays les modifications nécessaires et de demander à cet effet l'autorisation préalable de ma Sublime-Porte.

7° Quoique, conformément à l'article XII du firman de 1295, il ait été donné aux indigènes la préférence dans le choix et la formation du corps de gendarmerie, comme il est dit plus haut, néanmoins, comme il en est résulté un préjudice au lieu d'un avantage, ce corps sera fourni, selon les circonstances, indistinctement par les habitants des autres provinces de l'Empire. Il sera seulement permis de recruter les simples gendarmes parmi les indigènes.

8° Les recettes, qui étaient consacrées à l'administration du pays, appartiendront comme auparavant au gouvernement local. La moitié de l'excédent, qui était réservée par les firmans au Trésor impérial, est laissée également à l'administration du pays, pour être employée aux œuvres d'amélioration et à l'instruction publique.

Les recettes des douanes, qui étaient mises à la disposition de l'entretien, en partie, de mon armée impériale résidant dans l'île pour le maintien et la tranquillité publique, seront affectées à la caisse impériale, complètement, selon les prescriptions des firmans impériaux de 1284 et 1296. Comme la dime des huiles, formant la partie essentielle des revenus de l'île, n'atteint son plein rendement que toutes les deux années, d'où il résulte que les prévisions ne sont pas toujours conformes aux résultats, ce qui amène un déficit dans les comptes définitifs, on prendra pour base des évaluations les recettes de six années à la fois, dont trois de bonne récolte et trois de médiocre, suivant une répartition entre les habitants du pays. Pour l'application de ce système d'une manière juste, l'assemblée générale doit décréter et régler les dépenses conformément aux recettes.

Quant au mode de dresser le budget, il sera inscrit dans la colonne des dépenses, d'abord les appointements des fonctionnaires, puis les divers frais des différentes branches du service public et la contre-valeur de la dime des villages *vakoufs*, en y ajoutant les dépenses indispensables et, la balance établie, il sera conservé un surplus qui sera employé pour les nouvelles dépenses rendues nécessaires en vue de travaux d'utilité publique, d'œuvres de bienfaisance et d'instruction publique.

Dans le cas où ce surplus ne suffira pas pour l'exécution de ces dernières

œuvres, dont l'exécution serait cependant reconnue indispensable, l'assemblée générale devra trouver de nouvelles ressources en imposant des taxes sur les moutons et les chèvres. Les Crétois se trouvent exempts du service militaire et de l'exonération et on ne perçoit pas dans l'île les taxes sur les métiers, ni l'impôt sur la propriété, comme cela se pratique dans les autres parties de l'Empire. Ainsi, les dépenses ordinaires ne surpasseront plus les crédits et il ne se présentera plus d'obstacle au service général. Il sera demandé l'autorisation de ma Sublime-Porte pour le prélèvement sur ces nouvelles ressources, des crédits nécessaires aux œuvres d'utilité publique en vue et aux autres institutions.

9° Puisque la réglementation des villes et des bourgs dépend de la contribution des communes, si les droits affectés à celles-ci ne sont pas suffisants, comme, par exemple, les taxes sur les contrats de louage, sur les édifices, sur le pétrole et sur les abattoirs, l'assemblée générale a le droit de créer une nouvelle taxe communale et de trouver d'autres ressources qui doivent assurer le service convenable des communes.

10° Les privilèges conférés par les firmans antérieurs et qui seront conformes aux prescriptions du présent firman seront conservés.

Une amnistie est accordée aux accusés de crimes et de délits politiques. Cette mesure ne s'étend ni aux individus déjà condamnés par les cours martiales, ni aux chefs de l'insurrection, ni aux criminels de droit commun.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Dans la séance du 24 janvier, le Reichstag a discuté, en troisième lecture, le projet de loi contre les socialistes.

M. Bebel (socialiste) prononce un long discours contre le projet de loi.

Il expose que la loi contre les socialistes n'a jamais été qu'une loi d'exception, bien qu'elle ait été appliquée avec moins de rigueur dans les dernières années.

M. Herrfurth, ministre de l'Intérieur, s'attache à réfuter les assertions de M. Bebel.

La loi contre les socialistes a été repoussée, en troisième lecture, par 169 voix contre 98.

Les conservateurs ont voté contre la loi, qu'ils considèrent comme inefficace sans le paragraphe autorisant l'expulsion.

M. de Bötticher donne ensuite lecture du décret prononçant la clôture de la session, et il a invité la Chambre à se rendre, à six heures, à la salle Blanche du château pour entendre lecture du message impérial.

Le discours de l'Empereur, qui a clôturé la session du Reichstag, est conçu en ces termes :

« Les trois années qui viennent de s'écouler constituent, dans l'histoire de l'empire, une période tellement importante que je ressens le besoin de proclamer, du haut du trône, les résultats qui ont été atteints grâce à l'action commune du Reichstag et des Gouvernements confédérés. L'empire a été durement frappé par la mort de mon grand-père, ainsi que par celle de mon père ; mais le sentiment monarchique et la fidélité du peuple se sont pleinement révélés à cette occasion.

« Je l'en remercie, comme empereur.

« Le Reichstag mérite de la reconnaissance pour avoir contribué à rendre pacifique le double changement de règne. En aidant à accroître la puissance militaire de l'Empire, il a permis à l'Allemagne de conserver, dans le Conseil des peuples, l'influence qui lui est due et qu'elle emploiera toujours, dans l'intérêt de la paix et de la civilisation.

« L'accroissement des prérogatives, dont jouissent les corporations ouvrières, permettra aux travailleurs d'augmenter leur bien-être.

« Je salue, avec une satisfaction toute particulière, la mise à exécution des promesses contenues dans le message de 1881, notamment le vote de la loi sur l'assurance des ouvriers contre les accidents et l'invalidité, qui a permis d'assurer l'avenir des classes nécessiteuses et qui ne manquera pas d'exercer une heureuse influence sur le maintien de la paix intérieure de la patrie. Sans doute, il

reste beaucoup à faire encore sur ce terrain. Mais je suis convaincu que le peuple n'oubliera pas ce qui a été fait.

« Sur ces fondations, on va pouvoir poursuivre l'œuvre d'édification en vue de faire naître parmi les classes laborieuses la conviction que nous sommes pénétrés de bon vouloir pour leurs intérêts légitimes, et que l'amélioration de leur sort ne pourra se réaliser que par des moyens pacifiques et légaux.

« J'espère et je souhaite vivement que le prochain Reichstag sera en mesure, d'accord avec les Gouvernements confédérés, de réaliser, sous une forme pratique, les améliorations désirables à ce sujet.

« Je considère comme un de mes devoirs les plus sérieux et les plus élevés, de contribuer à la réalisation de ces espérances ; en supprimant la contribution aux caisses de veuves et d'orphelins, on a rendu aux fonctionnaires un service important, quoiqu'il ne suffise peut-être pas à satisfaire tous les désirs justifiés des fonctionnaires d'ordre inférieur.

« Le Reichstag, par ses votes, a donné aux Gouvernements confédérés l'assurance, accueillie avec reconnaissance, que le sort des employés, inférieurs et moyens, de l'Etat, sera bientôt amélioré. Au nom des Gouvernements confédérés, je vous remercie de vos travaux, accomplis avec fidélité et dévouement ; je souhaite que la Patrie continue à se développer pacifiquement, et que la reconnaissance de la population, qui en résultera, vienne récompenser l'activité du Reichstag. »

PRUSSE

L'ouverture de la session du Landtag prussien a eu lieu le 15 janvier.

M. de Boetticher, ministre d'Etat, a donné lecture du discours du trône.

Le discours débute par des remerciements adressés, au nom de l'Empereur et de l'Impératrice, aux différentes provinces qui ont donné récemment des preuves de leur fidélité et de leur dévouement. Il exprime, en termes chaleureux, le deuil profond causé par la perte de l'impératrice Augusta, qui a donné tant de preuves de son amour pour le prochain.

Les autres passages du discours sont ainsi conçus :

« Les finances de l'Empire sont de nouveau dans un état satisfaisant. Il ne faut cependant pas s'attendre à un excédent de recettes aussi considérable pour l'année prochaine, attendu qu'on ne prévoit pas une diminution des dépenses ; au contraire, il faut s'attendre à voir les contributions matriculaires s'accroître dans une mesure considérable.

« La situation favorable de cette année ne supprime pas l'obligation de diminuer, autant que possible, les charges de l'avenir par l'extinction des dettes et d'user d'une prudence, de plus en plus grande, dans la création de nouvelles dettes.

« Le Gouvernement proposera au Landtag une augmentation des traitements des fonctionnaires, en particulier de ceux qui occupent les postes inférieurs et moyens.

« Il y a lieu, en outre, de prévoir de nouvelles dépenses pour les établissements artistiques, scientifiques et agricoles et pour les voies de communication.

« Le budget va être immédiatement soumis aux Chambres. Un projet de loi tendant à réformer le système d'impôts, est en voie de préparation. Ce projet élargit le cadre du projet de loi présenté l'an dernier, en ce sens que la réforme de l'impôt sur le revenu et le transfert de l'impôt de prestation aux administrations communales seront réunis et opérés simultanément. Le Gouvernement proposera, en outre, le rachat de quelques lignes de chemins de fer appartenant à des compagnies, et présentera un projet de loi tendant à étendre et à améliorer le réseau des chemins de fer de l'Etat.

« La récolte de l'année dernière n'a pas été bonne ; mais, grâce aux institutions douanières de l'Empire, le Gouvernement espère que cet événement fâcheux n'aura pas de conséquences durables pour l'agriculture. »

Le discours du trône annonce, en outre, la présentation d'un projet de loi réglementant l'acquisition des propriétés agricoles. Il fait ressortir que les grèves ont nui à la prospérité du commerce, mais que le roi a eu la satisfaction de voir les patrons tenir compte des plaintes, souvent fondées, des ouvriers, et espère que les grèves ne se reproduiront plus.

Le discours du trône constate, à ce sujet, que le Gouvernement consacre son attention à toutes les plaintes et réclamations, mais prend, d'un autre côté, des mesures pour empêcher, d'une façon efficace, toute perturbation de la tranquillité et de l'ordre publics.

Il est dit, en outre, dans le discours du trône, que les lois concernant l'assurance contre la maladie, les accidents et les infirmités, jointes aux efforts faits pour augmenter les salaires, permettent de penser que les ouvriers doivent considérer leur situation comme mieux garantie qu'elle ne l'était précédemment.

Le discours annonce la présentation de projets réglant le tarif des frais de justice et l'exécution de la loi concernant les dégâts causés par les inondations.

Vient ensuite le passage dans lequel il est dit que l'Empereur et Roi a la joie de constater que l'Allemagne entretient de bonnes relations avec toutes les Puissances étrangères.

AMÉRIQUE DU SUD

CONGRÈS DE DROIT INTERNATIONAL SUD-AMÉRICAIN

Suite (1)

Traité pour la protection de la propriété littéraire et artistique.

Article premier. — Les Etats signataires s'engagent à reconnaître et à protéger les droits de propriété littéraire et artistique conformément aux stipulations du présent traité.

Art. 2. — L'auteur de toute œuvre littéraire ou artistique et ses successeurs jouiront, dans les Etats signataires, des droits que leur accordera la loi de l'Etat où aura eu lieu la première publication ou production de cette œuvre.

Art. 3. — Le droit de propriété d'une œuvre littéraire artistique comprend, pour l'auteur, la faculté d'en disposer, de la publier et de l'aliéner, de la traduire ou d'en autoriser la traduction, et de la reproduire sous n'importe quelle forme.

Art. 4. — Aucun Etat ne sera obligé de reconnaître le droit de propriété littéraire ou artistique pour une durée plus longue que celle fixée pour les auteurs qui y obtiennent directement ce droit.

Cette durée pourra être limitée à celle accordée dans le pays d'origine, si elle était moindre.

Art. 5. — L'expression « Œuvres littéraires ou artistiques » comprend les livres, les brochures et n'importe quels autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales et les œuvres chorégraphiques, les compositions musicales avec ou sans paroles, les dessins, les pein-

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 277, et IV, p. 183.

tures, les sculptures, les gravures, les œuvres photographiques, les lithographies, les cartes géographiques, plans, croquis et travaux plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture, ou aux sciences en général, et enfin toute production du domaine littéraire et artistique qui puisse être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Art. 6. — Les traducteurs des ouvrages sur lesquels le droit de propriété garanti n'existerait pas, ou serait éteint, jouiront, à l'égard de leurs traductions, du droit déclaré dans l'article 3, mais ils ne pourront s'opposer à la publication d'autres traductions du même ouvrage.

Art. 7. — Les articles de journaux pourront être reproduits, pourvu que la publication d'où ils sont tirés soit citée. Sont exceptés les articles traitant d'art et de science et dont la reproduction auraient été défendue expressément par les auteurs.

Art. 8. — Peuvent être publiés dans la presse périodique, sans nécessité d'aucune autorisation, les discours prononcés ou lus dans les assemblées délibérantes, devant les tribunaux de justice, ou dans les réunions publiques.

Art. 9. — Sont considérées comme reproductions illicites, les appropriations indirectes non autorisées d'une œuvre littéraire ou artistique et désignées sous des noms divers tels que : adaptations, arrangements, etc., lorsqu'elles ne sont que des reproductions de cette œuvre, sans présenter le caractère d'œuvres originales.

Art. 10. — Les droits d'auteur seront reconnus, sauf preuve du contraire, en faveur des personnes dont les noms ou pseudonymes seront indiqués dans l'œuvre littéraire ou artistique.

Si les auteurs veulent réserver le secret de leur nom, les éditeurs doivent faire connaître que c'est à eux qu'appartiennent les droits d'auteur.

Art. 11. — Les responsabilités qu'encourront ceux qui usurperont le droit de propriété littéraire et artistique seront établies et jugées devant les tribunaux, et régies par les lois du pays où la fraude aura été commise.

Art. 12. — La reconnaissance du droit de propriété des œuvres littéraires ou artistiques ne prive pas les Etats signataires de la faculté de prohiber, d'accord avec leurs lois, la reproduction, publication, circulation, représentation et exposition de celles des œuvres qui seraient considérées comme contraires à la morale ou aux bonnes mœurs.

Art. 13. — Il n'est pas indispensable pour la mise en vigueur de ce traité que la ratification de la part des nations signataires en soit simultanée. Celle qui l'approuvera le notifiera aux gouvernements des Républiques Argentine et de l'Uruguay, pour qu'elles le portent à la connaissance des autres nations contractantes.

Ce procédé tiendra lieu d'échange de ratifications.

Art. 14. — L'échange effectué dans la forme indiquée à l'article précédent, le présent traité restera en vigueur pour un temps indéfini.

Art. 15. — Si une des nations signataires croit utile de se délier du traité, ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres ; mais elle ne sera déliée que deux ans après la dénonciation, terme dans lequel on tâchera d'arriver à un nouvel accord.

Art. 16. — L'article 13 peut être étendu aux nations qui, n'ayant pas pris part au congrès, voudraient adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des nations mentionnées le signent et scellent en sept exemplaires, à Montévidéo, le 11 janvier 1889.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

L'immigration étrangère.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Estanislao Zeballos, a adressé aux administrations, aux directions, aux sociétés de colonies, aux centres, aux entreprises et aux établissements agricoles et industriels, la circulaire suivante :

Buenos-Aires, 26 septembre 1889.

Monsieur,

S. E. M. le Président de la République a manifesté, dans diverses occasions solennelles, le ferme dessein de pousser de préférence au développement de l'industrie nationale sous toutes ses formes, d'accord avec les principes libéraux de la politique économique que poursuit la République.

Sans tomber dans les erreurs et les violences d'un système protectionniste absolu et prohibitif en matière douanière, l'administration nationale a de nombreux et efficaces moyens de stimuler énergiquement le travail et d'agrandir les sources de production, au moment où il convient de faire intervenir les produits à l'appui du crédit de la République dans la balance des échanges internationaux.

La production croît déjà dans toutes les régions de notre territoire... La division de la terre qui multiplie le nombre des propriétaires, l'augmentation de l'immigration et des capitaux accumulés par les profits ou obtenus par le crédit réel et personnel, agissent de toutes parts, activant l'œuvre de transformation du sol et de la vie économique du pays.

Le Pouvoir Exécutif suit attentivement l'évolution de ces grandes forces et connaissant les causes qui, à des moments donnés, viennent stériliser une partie des fruits qu'elles sont appelées à produire, il vient prévenir, autant que possible, l'action de ces faits négatifs.

La récolte nationale de 1888-89, en effet, a été défavorablement influencée par des causes qui subsistent et qu'il faut combattre.

Les laines, qui représentent une valeur de 43,000,000 liv. ster. m/n, sur notre marché, n'ont pas été facilement recueillies, dans la saison passée, par le manque de bras.

Cette branche de la production nationale a souffert par cela même la charge très onéreuse du prix de la tonte, qui s'est élevé tout à coup, outre le renchérissement des articles importés par la consommation indispensable pendant les récoltes et la hausse des tarifs de chemins de fer dans la proportion de celle de l'or ; il en résulte une dépression de la précieuse production de cet article, dans la proportion d'environ 6,000,000 liv. ster. m/n.

Encore moins favorisées ont été les forces productrices de l'agriculture, pendant la récolte de l'été de 1888 et de l'automne de l'année courante.

De très vastes et florissantes plantations de blé, d'avoine, de lin, d'orge, de luzerne, etc., flattaient nos espérances, en octobre 1888, de la perspective d'une récolte surabondante. Malgré les pluies même de l'équinoxe qui occasionnèrent la perte des premières coupes de luzerne, l'état des céréales restait satisfaisant. Au moment des récoltes, le manque de bras se fit sentir ; la majorité des producteurs dut poursuivre l'opération des récoltes avec lenteur. C'est alors que survinrent, à la fin de décembre et au commencement de janvier, des pluies qui détruisirent le tiers, peut-être la moitié de ces récoltes.

Ainsi s'explique le phénomène de l'insuffisance actuelle des céréales pour la

consommation et le fait que de Buenos-Aires s'expédient des chargements de blé pour les besoins d'une partie de la province de Santa-Fé.

Si le Département national d'immigration avait disposé, au moment opportun, de 50,000 journaliers, ces récoltes étaient sauvées.

La même insuffisance de bras a produit des effets identiques sur les maïs qui avaient été semés sur une plus grande échelle que jamais et assuraient une récolte rémunératrice. Cependant, la récolte commencée en mars s'est prolongée jusqu'en septembre et s'est faite dans de mauvaises conditions, faute de travailleurs.

Toutes les pertes souffertes ainsi en produits de l'élevage et de l'agriculture peuvent être évaluées à environ 20,000,000 liv. ster. m/n.

Cette lamentable expérience a conduit M. le Président de la République à se préoccuper d'assurer la récolte prochaine qui commence en octobre avec la soie et les coupes de luzerne, se continue en décembre et janvier, avec le blé, le lin, l'avoine et se prolongera jusque dans les mois suivants avec le maïs, la vigne, les légumineuses, etc., et se terminera par la canne à sucre, le mani et autres produits subtropicaux des provinces du Nord, du Chaco et des Missions.

En conséquence, usant des ressources de lois sanctionnées par le Congrès, M. le Président de la République a décidé qu'il serait adopté des mesures efficaces afin d'attirer de grandes masses de journaliers européens ; et pour stimuler au-dedans de la République un appel décisif de l'immigration, il a mis par décret de cette date, à la disposition du travail, de l'industrie et de l'agriculture, une partie des passages subsidiaires qui se distribuaient en Europe, dans le but que les intéressés dans la production puissent appeler directement d'ici les familles, amis et compatriotes de leurs ouvriers et employés capables et honnêtes, assurant ainsi d'avance le nombre de bras nécessaire pour leurs récoltes et leurs travaux.

L'institution du passage subsidiaire inspire des soupçons non fondés. On peut se tromper dans son application, mais en soi-même elle est efficace et féconde quand une prudence scrupuleuse la dirige. Le Chili, le Brésil et toutes les colonies australiennes l'ont incorporée à leur système administratif et si les États-Unis ne la comptent pas parmi leurs moyens d'action, c'est en raison de leur rapprochement de l'Europe.

Ce système est d'ailleurs appuyé par l'expérience de la République Argentine. Dès 1881, en effet, les colons de Santa-Fé, riches et entreprenants, conseillaient aux pouvoirs publics de défrayer, sous garantie, le passage de nombreuses familles européennes qu'ils avaient appelées. Le soussigné qui, à cette époque, avait parcouru et étudié les principales colonies, fut de ceux qui étaient convaincus de la nécessité de la mesure et il la soutint devant le Congrès national, dans les sessions de 1881 et 1882.

Le soussigné disait alors dans son discours :

« La colonisation particulière, qui a le plus attiré mon attention, Monsieur le Président, et qui m'étonne encore, est celle que pratique le colon même qui arrive au pays dans l'indigence, pupille du Gouvernement national dans les premiers moments, sans autres ressources que ses aptitudes et sa bonne volonté. Cet homme, établi dans les colonies Esperanza ou San Carlos, par exemple, devient riche en six ans et se transforme en colonisateur, cessant d'être colon. »

Ces colons, qui ont acquis de nouvelles terres dans les colonies formées hors des limites peuplées, ont besoin de faire venir d'Europe des gens de confiance, pour les intéresser dans la culture de leurs nouvelles propriétés, tandis qu'eux-mêmes dirigent les affaires dans les centres les plus importants. Il se trouve que, si ces colons ont un capital pour acquérir la terre et la cultiver, ils ne l'ont pas pour avancer à leurs parents ou amis le montant du passage, et ils le sollicitent alors des bureaux d'immigration.

Cette catégorie d'immigration est celle qui accrédite le pays, parce que la meilleure propagande qui se puisse faire en Europe est celle des immigrants eux-mêmes qui y font connaître leur succès et appellent leurs familles, amis et

voisins. De plus, cet immigrant n'a pas besoin du secours et des faveurs de l'Etat, ceux qui l'ont appelé le prenant au sortir du vapeur, le conduisant aux colonies et le convertissant rapidement en un élément d'ordre et de progrès.

Un premier essai, dans ce sens, fut fait en 1882, dans la proportion d'une somme insignifiante de 50,000 liv. ster. m/n, et elle donna de si heureux résultats que les colons en réclamèrent l'organisation sur une grande échelle, en y intéressant la Banque Nationale.

Cette institution accueillit le système et avança les passages subsidiaires pour une valeur de 1,000,000 liv. ster., avec la garantie des colons qui les sollicitaient. Un seul, M. Guillaume Lehmann, signa des lettres garantissant une valeur de 200,000 liv. ster. m/n, et ainsi les colonies de Santa-Fé atteignirent cette vigoureuse expansion qui, au bout de sept années, les a fait déborder sur Cordoba, Santiago et le Chaco, tandis que la Banque nationale recouvrait toutes ses avances.

En présence de ces faits, cet établissement conseilla la sanction de lois générales dans ce sens et c'est alors que furent adoptées les dispositions actuellement en vigueur et appliquées par ce ministère.

L'observation a enseigné, d'autre part, que plus de 10,000 immigrants arrivent annuellement avec le passage que leur envoient d'ici leurs parents et amis, pour leur propre compte et comme avance. C'est là le système de l'immigration provoquée par l'immigration même et c'est le procédé le plus recommandable pour obtenir, en temps opportun, pour notre prochaine récolte, des travailleurs qui, avec les économies mêmes réalisées sur leurs hauts salaires, se convertiront ensuite en colons.

M. le Président de la République fait donc appel, dans cet ordre d'idées, à votre patriotique association afin qu'elle fasse, dans les centres de production, la propagande utile pour assurer la réalisation de ces vues. A cet effet, il a résolu de mettre à la disposition du travail et des producteurs, 30,000 passages subsidiaires.

Les passages seront accordés par le Département général d'immigration, conformément au décret du 13 novembre 1887.

Ils seront distribués de préférence en Suède et en Norvège d'où émigrent, chaque année, pour les Etats-Unis, 80,000 agriculteurs sobres, moraux et robustes.

Cette population n'attend que des facilités et la connaissance de notre pays pour y venir, de préférence aux Etats-Unis où il y a pléthore de population et où des mesures restrictives ont été adoptées contre l'immigration.

Il convient d'employer également ces passages à amener des Danois, dont la colonie du Tandil, dans la province de Buenos-Aires, est un exemple de travail et de prospérité et a déjà formé un petit courant d'immigration propre, avec l'avance des passages que les colons font à leurs familles. Ensuite aux Hollandais, appelés à influencer puissamment sur les industries agricoles et particulièrement pastorales; puis aux agriculteurs anglais du pays de Galles et autres régions du sud de l'Angleterre et de l'Ecosse; aux Allemands qui ont exercé une influence notable sur le perfectionnement de nos races laitières; aux Castillans et travailleurs des autres provinces espagnoles limitrophes, puisque les Basques et les Galiciens se dirigent vers notre pays avec leurs éléments propres; aux Portugais de la péninsule et des îles, qui, par le succès qu'ils ont obtenu dans leurs colonies tropicales, sont la race qui se recommande le plus pour peupler le Chaco; aux agriculteurs belges, suisses, autrichiens, hongrois et français, qui commencent à se diriger en grandes caravanes vers la République Argentine.

Enfin, il en sera aussi distribué aux agriculteurs italiens qui ont aidé en grand nombre les Argentins à défendre leur sol et l'ontensemencé dans toutes les directions, qui ont bâti presque toutes nos villes et jouissent généralement d'un bien-être qui leur permet d'avancer le passage aux leurs.

D'accord avec ces faits, les passages seront accordés seulement aux agricul

teurs et à certaines professions spéciales nécessaires pour le développement de quelques industries établies.

Il m'est agréable d'espérer que vous et l'institution que vous dirigez prendrez un patriotique intérêt à provoquer, parmi les éleveurs, agriculteurs, industriels et autres producteurs, le mouvement nécessaire pour assurer les fins de la mesure que je viens d'exposer et dont la rapide exécution profitera, indiscutablement, aux intérêts particuliers et à la richesse de la nation.

Je profite de cette occasion, etc., etc.

ESTANISLAO S. ZEBALLOS.

Cette circulaire est suivie d'un décret ainsi conçu :

Conformément à cette circulaire et considérant qu'une partie des récoltes de l'année dernière a été perdue, ou que ces récoltes et la tonte des laines ont été onéreuses par suite du manque de bras ; que le pouvoir exécutif doit protéger la production nationale ; que le manque de bras, avec les mêmes inconvénients, s'annonce à la veille de la prochaine récolte ; que, par la loi, le pouvoir exécutif a été autorisé à garantir jusqu'à la somme de 7,000,000 liv. ster. m/n, pour les passages subsidiaires que l'inspecteur général des bureaux officiels d'information a été chargé de distribuer en Europe ; que, jusqu'à la présente date, une partie seulement de ces passages a été utilisée ; qu'il y a nécessité urgente à provoquer la venue des agriculteurs pour assurer les récoltes et servir l'industrie nationale ; que le choix de l'élément immigratoire peut se faire efficacement par les émigrants établis dans le pays et appelant leurs familles, amis et voisins en leur remettant leurs passages subsidiaires ; que l'expérience de ce système, essayé sur une grande échelle par la colonisation prospère et libre de Santa-Fé, avec l'appui de la Banque Nationale, a été pleinement satisfaisante, et que ladite banque, après avoir amené des milliers de colons, a recouvré facilement ses avances,

Le Président de la République décide et décrète :

Article premier. — Il sera fait savoir à l'inspecteur général des bureaux d'information en Europe, que le pouvoir exécutif a résolu de réserver la distribution de 30,000 passages subsidiaires pour être répartis dans la République par le commissariat général d'immigration.

Art. 2. — Ces passages seront mis à la disposition des éleveurs, des agriculteurs, des industriels, des entreprises colonisatrices et des autres centres du travail national, afin qu'ils puissent faire venir d'Europe, opportunément, les bras nécessaires aux développements de leurs industries respectives, et d'accord avec le décret du 19 novembre 1887 et autres dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 3. — Il sera adressé une circulaire aux associations et aux établissements agricoles et industriels de la nation, exposant les antécédents et vues de cette mesure.

Art. 4. — Que cette loi soit communiquée, etc., etc.

JUAREZ CELMANS.
ESTANISLAO ZEBALLOS.

BRÉSIL

Nous avons mentionné la révolution qui a éclaté au Brésil, le 15 novembre dernier (V. plus haut, p. 69 et s.), et donné le texte du manifeste du Gouvernement provisoire à la Nation. Voici le décret, rendu le même jour, au sujet de la constitution de ce Gouvernement :

Le Gouvernement provisoire, des Etats-Unis du Brésil, décrète :

Article premier. — Est proclamée, provisoirement, et décrétée, comme forme de gouvernement de la nation brésilienne, la République fédérative.

Art. 2. — Les provinces du Brésil, réunies par le lien de la fédération, sont constituées en Etats-Unis du Brésil.

Art. 3. — Chacun de ces Etats, en exercice de sa légitime souveraineté, décrètera, opportunément, la constitution définitive de ses corps délibérants et de son gouvernement local.

Art. 4. — En attendant que, par les moyens réguliers, on procède à l'élection du Congrès constituant du Brésil, ainsi qu'à l'élection des législatures de chacun des Etats, la Nation brésilienne sera régie par le gouvernement provisoire de la République, et les nouveaux Etats par les Gouvernements qu'ils auront proclamés et, à défaut de ceux-ci, par les gouverneurs, délégués par le Gouvernement provisoire.

Art. 5. — Les gouvernements des Etats fédérés adopteront, de suite, toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et la sécurité publiques et garantir les droits des citoyens, soit nationaux, soit étrangers.

Art. 6. — Si, dans un Etat quelconque, l'ordre public était troublé, et que le Gouvernement local n'eût pas le moyen de réprimer les désordres et d'assurer la paix et la tranquillité publiques, le Gouvernement provisoire interviendra pour, avec l'appui de la force publique, assurer le libre exercice des droits des citoyens et la libre action des autorités constituées.

Art. 7. — La République fédérative brésilienne étant la forme de gouvernement proclamée, le Gouvernement provisoire ne reconnaît ni ne saurait reconnaître aucun gouvernement local contraire à la forme républicaine, en attendant, comme il est de son devoir, le vœu de la Nation, librement exprimé par le suffrage populaire.

Art. 8. — La force régulière, représentée par les trois armes de l'armée et par la marine nationale, en garnison dans les diverses provinces, continuera à être subordonnée et sous la dépendance exclusive du Gouvernement provisoire de la République ; mais les Gouvernements locaux pourront décréter la formation d'une garde civique destinée à faire la police dans le territoire de chacun des nouveaux Etats.

Art. 9. — Tous les Départements de l'administration civile et militaire, jusqu'ici subordonnés au Gouvernement central de la Nation brésilienne, demeurent également subordonnés au Gouvernement provisoire de la République.

Art. 10. — Le territoire du municipe neutre demeure provisoirement sous l'administration immédiate du Gouvernement provisoire de la République, et la ville de Rio-de-Janeiro reste aussi, provisoirement, le siège du pouvoir fédéral.

Art. 11. — Demeurent chargés de l'exécution du présent décret, en ce qui leur incombe respectivement, les secrétaires d'Etat des divers départements ou ministères de l'actuel Gouvernement provisoire.

Rio-de-Janeiro, 15 novembre 1889.

Maréchal MANUEL DEODORO DA
FONSECA, chef du Gouverne-
ment provisoire ; SILVEIRA
LOBO, RUY BARBOZA, QUIN-
TINO BOCAIYUA, BENJAMIN
CONSTANT, WANDENKOLK.

*Message adressé, à S. M. Dom Pedro II, par le chef
du Gouvernement provisoire.*

Les sentiments démocratiques de la Nation, préparés depuis longtemps, mais

éveillés aujourd'hui par la plus noble des réactions du caractère national contre le système de violence, de corruption, de renversement de toutes les lois, exercé d'une façon incomparable (*textuel*) par le ministère du 7 juin, la politique systématique d'attentats, commis par le Gouvernement impérial, dans ces derniers temps, contre l'armée et la marine, une politique odieuse à la Nation, et hautement repoussée par elle, le mépris des droits de ces deux corps de la Nation qui, à toute époque, ont été, entre nous, la défense de l'ordre, de la Constitution, de la liberté et de l'honneur de la Patrie, l'intention, manifestée par les actes de vos ministres et avouée par leur presse, de les dissoudre et de les annihiler en leur substituant des éléments de pression officielle, qui ont toujours été, parmi nous, un objet d'horreur pour la démocratie libérale, — ont causé les événements d'hier, dont vous connaissez les détails et dont vous pouvez facilement constater le caractère définitif.

En présence de cette situation, nous avons le regret de vous dire, et nous ne le faisons que pour accomplir le plus pénible des devoirs, que la présence de la famille impériale dans la situation qu'a créée la situation irrévocable du 15 de ce mois serait absurde (*sic*), impossible et provoquerait des incidents fâcheux que le salut public nous impose la nécessité d'éviter.

Obéissant donc aux exigences pressantes du vote national, avec tout le respect dû à la dignité des fonctions publiques que vous venez d'exercer, nous sommes forcé de vous notifier que le Gouvernement provisoire attend, de votre patriotisme, que vous abandonniez le territoire brésilien avec votre famille, dans le plus court délai possible.

A cet effet, il vous est accordé un délai de vingt-quatre heures, et nous comptons que vous ne tenterez pas de le prolonger.

Votre transport et celui des vôtres, pour un port européen, seront effectués aux frais de l'Etat : le Gouvernement provisoire mettra, à cet effet, un navire à vos ordres, avec la garnison militaire suffisante ; votre embarquement se fera avec la plus grande sécurité, pour votre personne et celle de toute votre famille, dont la commodité et la sûreté seront l'objet des plus grands soins, durant la traversée ; la liste civile, que vous assure la loi, vous sera payée jusqu'à ce que la prochaine Assemblée constituante se prononce sur ce point.

Tous les ordres seront donnés pour que cette décision soit exécutée.

Le Pays compte que vous saurez imiter, dans votre soumission à ses désirs, l'exemple donné par le premier empereur, le 7 avril 1831.

MANUEL DEODORO DA FONSECA.

Le comte d'Eu écrivit la lettre suivante, qui fut insérée dans le *Journal officiel de la République fédérative du Brésil* :

Rio-de-Janeiro, 16 novembre 1889.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'exonérer de la charge de commandant général de l'artillerie, que j'exerçais depuis le 19 novembre 1865, et de m'accorder l'autorisation de quitter le pays.

J'ai la conscience d'avoir toujours servi loyalement la nation brésilienne, dans la mesure de ma force et de mon intelligence, et d'avoir toujours observé la justice vis-à-vis de mes subordonnés.

Je pars plein de regrets pour ce pays ainsi que pour tous mes camarades de l'armée.

Si ce n'étaient les circonstances qui, bien contre ma volonté, m'obligent à quitter le pays et qui sont bien connues de Votre Excellence, je serais prêt à continuer à servir, sous quelque forme de gouvernement que ce fût, la nation qui, pendant tant d'années, m'a accueilli dans son sein en me comblant d'honneurs, et me laissant d'impérissables souvenirs, et dont la prospérité et la gloire seront toujours un de mes vœux les plus ardents.

Dieu garde Votre Excellence illustrissime, senhor lieutenant-colonel Benjamin Constant Botelho de Magelhaes, ministre de la guerre.

GASTON D'ORLÉANS (comte d'Eu),
Maréchal de l'armée brésilienne.

Bannissement de l'Empereur et de sa famille.

Décret du 21 décembre.

Voici le texte du décret par lequel le gouvernement provisoire brésilien prononce le bannissement de l'empereur Dom Pedro et de sa famille, avec exclusion de tout droit à être propriétaire au Brésil ou à toucher une liste civile :

Le maréchal Deodoro Manoel da Fonseca, chef du gouvernement provisoire, constitué par l'armée et par la marine, au nom de la nation,

Considérant :

Que D. Pedro d'Alcantara, après avoir accepté ici le subside de 5,000 contos de reis, pour dépenses de son établissement en Europe, et exprimé ses remerciements en recevant des mains du général qui le lui a présenté, le décret où est consignée cette mesure, change maintenant de résolution et déclare refuser une telle libéralité ;

Que, tout en repoussant cet acte du gouvernement républicain, D. Pedro d'Alcantara prétend en même temps continuer à percevoir sa dotation annuelle et celle de sa famille, en vertu du droit qu'il présume que lui donne la loi ;

Que cette distinction entraîne la négation évidente de la légitimité du mouvement national et renferme des revendications aujourd'hui incompatibles avec la volonté du pays, exprimée dans toutes ses anciennes provinces, actuellement Etats, et avec les intérêts du peuple brésilien, désormais liés indissolublement à la stabilité du régime républicain ;

Que la cessation du droit de l'ancienne famille impériale à la liste civile est la conséquence immédiate de la révolution nationale qui l'a déposée, en abolissant la monarchie ;

Que le procédé du gouvernement provisoire maintenant, malgré cela, ces avantages au prince déchu, était simplement une mesure de bénignité républicaine, destinée à attester les intentions pacifiques et conciliatrices du nouveau régime, en même temps qu'un hommage rétrospectif à la dignité que l'ex-empereur avait occupée comme chef de l'Etat ;

Que l'attitude assumée présentement par D. Pedro d'Alcantara à ce sujet, présupposant la survivance de droits éteints par la révolution, contient la pensée de l'offenser et excite des velléités incompatibles avec la situation républicaine ;

Que, par conséquent, ont cessé les raisons d'ordre politique desquelles s'était inspiré le gouvernement provisoire, en fournissant à D. Pedro d'Alcantara le subside de 5,000 contos de reis, et en respectant temporairement sa dotation ;

Décède :

Article premier. — Dom Pedro d'Alcantara et sa famille sont bannis du territoire brésilien.

Art. 2. — Il leur est défendu de posséder des biens immeubles au Brésil, et ils devront liquider, dans le délai de deux ans, les biens de cette espèce qu'ils y possèdent.

Art. 3. — Est révoqué le décret du 16 novembre 1889, qui accorde à dom Pedro d'Alcantara la somme de 5,000 contos de reis, pour dépenses de son établissement à l'étranger.

Art. 4. — Sont considérées comme éteintes, à partir du même mois, les dotations de dom Pedro d'Alcantara et de sa famille.

Art. 5. — Sont révoquées les dispositions contraires.

Rapports avec la République Argentine.

Le 8 décembre, a été célébrée à Buenos-Aires une grande fête décrétée en l'honneur des Etats-Unis du Brésil par le gouvernement argentin.

Le Président de la République, M. Juarez Celman, et le ministre des affaires étrangères, M. Estanislao Zeballos, suivis d'un immense cortège, ont rendu visite au ministre plénipotentiaire du Brésil, le baron d'Alencar. Une procession civique, comptant plus de 80,000 personnes, où étaient représentés tous les corps constitués, les associations, ainsi que nombre de Sociétés étrangères, a défilé par les rues, avec un char allégorique, des bandes de musique, des drapeaux aux couleurs argentines et brésiliennes.

De splendides illuminations et des concerts ont eu lieu le soir. Par décision de la commission des fêtes, on a fondu les canons de bronze pris par les Argentins aux Brésiliens dans la bataille d'Ituzaingo en 1825, et un monument sera élevé avec ce bronze en l'honneur de l'événement.

Le gouvernement brésilien, en reconnaissance des démonstrations de sympathie du gouvernement argentin à l'occasion de la proclamation de la République des Etats-Unis du Brésil, a rendu le décret suivant :

Le maréchal Manoel Deodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire des Etats-Unis du Brésil, constitué par l'armée et la marine, au nom de la nation :

Considérant que le gouvernement de la République Argentine, par un acte d'exceptionnelle courtoisie et une haute démonstration de sa sympathie pour le peuple et le gouvernement des Etats-Unis du Brésil, vient d'ordonner la célébration d'une solennité officielle à l'occasion de l'avènement de la République brésilienne, désignant à cet effet le 8 du présent mois ;

Que cette preuve d'amitié et d'esprit américain supérieur constitue un nouveau gage de la sécurité et de la stabilité des cordiales relations existant entre le gouvernement et le peuple de la République Argentine et le gouvernement et le peuple des Etats-Unis du Brésil ;

Que cette affirmation de solidarité démocratique des pays de ce continent signale un nouveau progrès accompli pour la gloire commune des deux peuples et pour la victoire du principe républicain, base des institutions qui sont l'honneur et qui constituent la force des Etats américains ;

Que les opinions flatteuses du gouvernement argentin relativement au but de la révolution effectuée au Brésil, le 15 novembre dernier, et aux actes qui ont suivi cet événement, nous relèvent aux yeux du monde civilisé et fortifient dans la conscience nationale les hautes et nobles fins qui ont inspiré le glorieux mouvement de la transformation sociale et politique du peuple brésilien :

Qu'un acte si solennel de courtoisie internationale, méritant la gratitude du gouvernement et du peuple brésilien, nous impose le devoir de témoigner par une démonstration réciproque les sentiments de fraternelle amitié que nous inspirent le gouvernement et le peuple de la République Argentine ;

Décète :

Article premier. — Le 8 courant, le pavillon argentin sera arboré sur tous les établissements publics, forteresses et navires de guerre de la nation.

Art. 2. — Les navires de guerre nationaux se pavoiseront, et le pavillon argentin sera salué par une salve de vingt et un coups au lever du soleil, à midi et au coucher du soleil.

Art. 3. — Le soir, tous les édifices publics, monuments, places, jardins, dépendant de l'administration générale, seront illuminés.

Art. 4. — Une garde d'honneur sera postée, dès quatre heures du soir, devant la maison où demeure Son Excellence le ministre de la République Argentine, accrédité auprès du gouvernement brésilien, pour rendre hommage à ce ministre.

Art. 5. — Le ministre des Relations extérieures fera visite à Son Excellence

l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine pour exprimer, au nom du gouvernement provisoire, ses remerciements et, au nom de la nation, par délégation du chef du Pouvoir exécutif, ses vœux pour le bonheur de la République Argentine.

Art. 6. — Ce décret sera communiqué au ministre plénipotentiaire de la République Argentine, et transmis par télégraphe au ministre du Brésil à Buenos-Aires.

Art. 7. — Les gouverneurs des Etats, ainsi que le peuple brésilien tout entier, sont invités à s'associer à cette manifestation de sympathie et de reconnaissance.

Art. 8. — Copie du présent décret sera remise aux ministres de l'intérieur, de la guerre et de la marine pour que chacun l'exécute en ce qui le concerne.

Art. 9. — Le présent décret sera publié et conservé aux archives.

6 décembre 1889, 1^{re} année de la République. — Maréchal Manoel Deodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire ; Q. Bocayuva, Benjamin Constant Botelho de Magalhães, Eduardo Wandenkolk, Ruy Barbosa, Manoel Ferraz de Campos Salles, Aristides da Silva Lobo.

En vertu de ce décret, de grandes manifestations ont eu lieu à Rio.

Institution de Commissions militaires.

Le gouvernement provisoire a institué des commissions militaires pour juger les délits politiques. Voici le texte du décret, rendu à ce sujet le 23 décembre :

Le maréchal Deodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire constitué par l'armée et la marine, au nom de la nation, considérant :

Que la nation entière, par tous ses organes et dans toutes les couches sociales, a adhéré franchement à l'œuvre de la révolution du 15 novembre ; que le ralliement de toutes les opinions à la forme républicaine a institué le gouvernement provisoire gardien de la situation actuelle et l'a chargé de la défendre avec la plus grande énergie jusqu'à ce qu'il puisse remettre le pouvoir à l'Assemblée constituante chargée de voter la future Constitution des Etats-Unis du Brésil, que la réunion très prochaine de cette Constituante a été fixée pour une époque très prochaine (15 novembre 1890) ; que presque toutes les réformes libérales dont l'ajournement a provoqué la révolution, ont été déjà décrétées par le gouvernement provisoire qui prépare encore d'autres réformes et qui a donné toutes les preuves possibles de fidélité à la patrie et reçoit chaque jour des manifestations de la plus grande confiance ; que, dans ces circonstances, le plus grand des devoirs imposés au gouvernement est une fermeté absolue et une sévérité inexorable pour le maintien de l'ordre ; que toutes les possibilités d'une restauration se trouvant anéanties, toute tentative contraire au gouvernement provisoire ne serait autre chose qu'un acte de désordre ; que le gouvernement ne saurait permettre, sans commettre une trahison et une lâcheté, que le crédit de la République pût être à la merci des sentiments ignobles d'individus sortis de la lie de la société et qui voudraient semer la discorde et corrompre le soldat brésilien, qui s'est toujours montré généreux, désintéressé, discipliné et libéral ; que la perversité de ces menées peut occasionner les plus horribles malheurs,

Arrête :

Article premier. — Les individus coupables de conspiration contre la république et son gouvernement, ceux qui provoqueront par des paroles, des écrits ou des actes la révolte civile ou l'indiscipline militaire ; ceux qui répandront parmi les soldats des notions fausses, capables de les indisposer contre la république, seront jugés militairement par une commission nommée par le ministre

de la guerre et condamnés aux peines décrétées pour la sédition militaire (à être fusillés).

Art. 2. — Toutes les lois contraires sont révoquées.

Naturalisation des Étrangers résidant au Brésil.

Décret du 15 décembre.

Article premier. — Sont considérés comme citoyens brésiliens tous les étrangers qui résidaient déjà au Brésil à la date du 15 novembre 1889, sauf déclaration contraire faite par eux devant la municipalité respective dans le délai de six mois à partir de la publication du présent décret.

Art. 2. — Tous les étrangers qui auront résidé dans le pays pendant deux années, à partir de la date du présent décret, seront considérés citoyens brésiliens, sauf ceux qui s'exclueront de ce droit moyennant la déclaration mentionnée à l'article premier.

Art. 3. — Les étrangers naturalisés en vertu de ce décret jouissent de tous les droits civils et politiques des citoyens nés au Brésil, et pourront exercer toutes les charges publiques, excepté celle de chef de l'Etat.

Art. 4. — La déclaration mentionnée dans les articles 1 et 2 sera reçue par le secrétaire de la municipalité ou de la corporation qui le remplacera provisoirement, sur un registre spécialement destiné à cette fin et sera signé par le déclarant et par le secrétaire ci-dessus désigné.

Art. 5. — Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

On peut comparer le texte d'un Projet de loi préparé par le Gouvernement précédent et qui devait être soumis au Parlement :

Article premier. — Est considéré comme citoyen brésilien, pour tous les effets légaux et comme s'il était natif, tout étranger résidant dans l'empire pendant deux années consécutives et qui, six mois après ce temps et la promulgation de la présente loi, n'aurait pas déclaré qu'il veut conserver sa nationalité.

Art. 2. — La déclaration dont parle l'article précédent sera faite devant le juge de paix du district où réside le déclarant, en audience publique ordinaire ; le greffier en prendra acte sur un livre spécial ; cet acte sera signé par le juge, le déclarant et deux témoins résidant dans le même district.

Art. 3. — La preuve de la résidence ou non-résidence dans le territoire de l'empire pendant une durée de deux ans sera exhibée quand elle sera requise par quelque autorité, ou quand l'intéressé aurait lieu d'y recourir. Fera preuve légale l'attestation du curé de la paroisse, du sous-délégué de police ou du juge de paix de la paroisse ou du district où résidera le citoyen.

Art. 4. — Pour l'étranger âgé de moins de dix-huit ans, la déclaration dont parle l'article 2 sera faite seulement dans un délai de six mois après qu'il aura atteint cet âge.

BULGARIE

Voici ce que nous lisons dans le journal *la Bulgarie* du 2 janvier :

On sait qu'à la suite de la dénonciation par la Turquie des traités de commerce conclus en 1851 avec divers Etats d'Europe, le gouvernement bulgare les a également dénoncés, pour s'en tenir, en ce qui concerne les articles d'importation, au régime du tarif général.

Ce mode de taxation était loin de favoriser le commerce des manufactures et autres articles de provenance anglaise ; il était même onéreux pour cette catégorie de marchandises. En vue de mettre un terme à cet état de choses qui

résultait du défaut d'une entente, le gouvernement britannique vient de conclure avec notre pays un arrangement commercial, en vertu duquel le tarif général est remplacé par le système de l'estimation. Ainsi les articles d'origine anglaise n'acquitteront désormais qu'un droit de 8 p. c. ad-valorem, plus le droit d'échelle de 1/2 p. c., etc.

Cet arrangement commercial est entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier courant.

Voici, d'ailleurs, le texte officiel de cet instrument diplomatique :

Arrangement réglant les rapports de commerce entre la principauté de Bulgarie et le Royaume-Uni.

Art. 1. — Les marchandises britanniques, importées en Bulgarie seront soumises à un droit de douane de 8 9/10 ad-valorem, sans préjudice du traitement de la nation la plus favorisée soit au sujet des frais de transport, soit à tout autre point de vue. Elles paieront, en outre, le droit de 1/2 0/0 ainsi que les impôts communaux légalement établis en Bulgarie.

Art. 2. — Les spiritueux, le tabac, le sel, la poudre et tous autres articles qui, conformément aux lois du pays, sont assujettis au droit d'accise ou donnent lieu à monopole, acquitteront, outre les droits prévus au précédent paragraphe, les impôts fixés par les lois spéciales régissant la matière.

Art. 3. — Les produits du sol ou de l'industrie bulgare, importés dans le Royaume-Uni, acquitteront les mêmes droits auxquels sont assujettis les produits similaires des nations les plus favorisées.

Art. 4. — Le présent arrangement entre en vigueur le 1^{er} janvier n. s. 1890 et il est valable jusqu'au 1/13 janvier 1891 ; s'il n'est point dénoncé avant le 1^{er}/13 octobre 1890 par l'une des parties contractantes, il restera en vigueur jusqu'au 1/13 janvier 1892.

CONGO (Etat indépendant du)

Le 4 janvier ont été échangées à Bruxelles les ratifications du traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu le 16 novembre 1889 entre la Suisse et l'Etat indépendant du Congo.

EGYPTE

Reprise des relations commerciales entre l'Egypte et le Soudan. —

Lettre adressée à S. Exc. le ministre de l'intérieur, à la date du 30 novembre, par S. Exc. Riaz Pacha, président du Conseil.

Dans sa séance du jeudi 28 novembre dernier (5 Rabi Akhner 1307) le conseil des ministres,

Statuant sur la question du rétablissement des relations commerciales entre l'Egypte et le Soudan ;

Eu égard à l'amélioration de la situation à la frontière et considérant que la réouverture du commerce avec le Soudan donnerait une grande impulsion aux transactions commerciales et profiterait aux habitants de la Haute-Egypte,

A décidé de rétablir, à titre d'essai, les relations commerciales entre l'Egypte et le Soudan, sous la réserve que la mesure s'appliquera exclusivement : comme articles importés en Egypte, aux gommes et autres produits du Soudan ; comme articles exportés d'Egypte, aux tissus, cotonnades et autres produits manufacturés.

L'exportation des armes, poudre, munitions de guerre et des grains, demeure, comme par le passé, interdite d'une façon formelle et absolue.

Les autorités militaires sont chargées de délivrer les permis d'usage pour l'exportation des marchandises rentrant dans la première catégorie, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la contrebande des marchandises prohibées. Elles auront, à cet égard, à procéder à la saisie et à la confiscation des objets dont l'entrée au Soudan est interdite et que leurs propriétaires tenteraient d'y introduire frauduleusement.

Le Président du conseil des ministres,

Riaz.

La présente décision vient d'être communiquée au ministre de la guerre, afin d'en assurer l'exécution, et le ministère de l'intérieur est chargé d'y donner la suite voulue en ce qui le concerne.

ETATS-UNIS

Au Sénat, dans la séance du 15 janvier, M. Sherman, parlant au nom de la commission des relations extérieures, dépose une proposition en faveur du règlement par arbitrage des litiges qui se produiront entre les Etats-Unis et d'autres nations et qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique.

Cette proposition sera examinée plus tard.

M. Turpie demande que l'on reconnaisse immédiatement la République brésilienne. Il désire également que le congrès déclare qu'il ne sera permis à aucun gouvernement européen d'intervenir pour rétablir la monarchie ou l'empire dans l'hémisphère occidental ou pour y empêcher l'établissement d'une république. M. Turpie veut que toute tentative de ce genre soit considérée comme un manque d'amitié à l'égard des Etats-Unis, et il propose qu'on s'y oppose par tous les moyens.

Affaires de Samoa (1).

La convention relative à Samoa, conclue à Berlin, vient d'être publiée. Elle établit que les îles de Samoa sont territoire neutre et que les nationaux des puissances signataires y jouiront de droits égaux.

L'indépendance de Samoa est reconnue, aucune des trois puissances ne pourra exercer séparément sur l'île aucune autorité.

Maliotoa est reconnu comme roi. Une cour suprême est créée ; elle aura à sa tête un juge supérieur nommé par les puissances signataires.

Au cas où celles-ci ne réussiraient pas à se mettre d'accord sur le choix de ce juge, ce sera le roi de Suède et de Norvège qui le désignera.

Le traité s'occupe des conditions de la propriété foncière. Il restreint l'aliénation des terres par les indigènes et stipule la constitution d'une commission de trois membres qui décidera en ces matières. Chacune des puissances nommera un de ces membres.

Le district municipal d'Apia est délimité. Il est aussi pourvu à une administration locale. Le président du conseil municipal sera nommé par les puissances. En cas de divergence de vues, on s'en remettra encore pour ce choix au chef d'un des Etats suivants : Suède, Hollande, Suisse ou Brésil.

Le traité règle la perception des droits d'importation, fixe certaines taxes et signifie les conditions mises à la vente des armes à feu et spiritueux.

Le nombre des immigrants aux Etats-Unis pendant l'année qui a fini le 31

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 19, 153 ; IV, p. 253.

décembre, est plus faible d'environ 100,000 que l'année dernière où il s'est élevé à un peu plus d'un demi-million.

En 1882, 720,000 étrangers sont allés s'établir aux Etats-Unis ; c'est le chiffre le plus élevé qu'on ait atteint en une seule année, et depuis lors le mouvement a constamment diminué.

L'Allemagne continue de fournir le plus gros contingent, soit près de 100,000 immigrants par an ; ensuite viennent l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande et le Pays de Galles qui, cette année ont donné 140,000. La Norvège et la Suède ont envoyé cette année la moyenne ordinaire, c'est-à-dire 45,000 immigrants.

La statistique de l'immigration est régulièrement tenue aux Etats-Unis depuis soixante-dix ans. Il est ainsi établi que depuis 1820, les Etats-Unis ont reçu quinze millions d'étrangers. La Grande-Bretagne est comprise dans ce chiffre pour environ six millions ; l'Allemagne, pour quatre millions cinq cent mille ; la Suède et la Norvège, pour huit cent mille ; la France, pour trois cent mille ; l'Irlande seule, pour près de trois millions cinq cent mille.

Traité d'extradition anglo-américain.

I. Lettre de M. Blaine, secrétaire d'État, à M. Harrison, en lui transmettant le nouveau Traité d'extradition (1).

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-contre, pour que vous la soumettiez au Sénat, la Convention signée par moi, d'après vos instructions, et par le ministre de la Grande-Bretagne, avec l'autorisation du Gouvernement de Sa Majesté, au sujet de l'extradition des criminels réfugiés. Le seul arrangement qui existe entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour l'extradition de personnes accusées de crimes se trouve dans l'article dixième du traité d'extradition Webster-Ashburton (2). Elle n'envisage que les crimes de meurtre, d'attaques avec intention de meurtre, de piraterie, d'incendie, de vol, de faux et d'émission de valeurs fausses. On ne trouve un plus faible nombre de crimes dans aucun de nos traités d'extradition, si ce n'est dans celui de 1849 avec les îles Hawai, où la liste est la même. L'insuffisance d'un semblable arrangement avec un pays qui constitue le meilleur refuge pour nos criminels, s'est fait depuis longtemps sentir. Les crimes les plus dangereux pour l'ordre social ont été commis impunément ; leurs auteurs ont pu trouver la sécurité dans un pays voisin du nôtre et d'accès facile. De temps en temps on a essayé de remédier à cet état de choses, mais, pour une raison ou pour une autre, ces efforts ont été infructueux. L'échec du traité conclu à Londres en juin 1886, a laissé la voie ouverte à des négociations ultérieures, lesquelles ont abouti à la convention que je vous transmets aujourd'hui. Celle-ci est additionnelle au traité de 1842. Dans les quarante-sept années pendant lesquelles l'arrangement précédent a été en vigueur, il a été l'objet de fréquentes interprétations judiciaires. Il y a eu, à son sujet, toute une jurisprudence qu'on n'a pas cru à propos de modifier. La convention actuelle donne à la liste des crimes le développement qu'elle a dans nos traités d'extradition avec les autres Puissances. Le premier des crimes ajoutés est l'homicide sans préméditation, qui est compris dans le traité avec la Hollande, promulgué en juin dernier ; puis vient la contrefaçon ou l'altération des monnaies, ou la mise en circulation de monnaies contrefaites ou altérées, — crime grave qui, d'après la décision des Cours du Canada dans l'affaire de Truman Smith, en 1868, n'est pas compris dans le crime de falsification ou d'émission de valeurs falsifiées, interprétation à laquelle on s'est attaché depuis lors. Le détournement, le larcin, le fait de se procurer de l'argent ou des biens au moyen de fausses allégations, le fait de recevoir de l'argent, des valeurs ou autres biens, tout en sachant que ces biens ont été détournés, volés ou obtenus frauduleusement, sont des délits importants qu'il est d'usage d'insérer dans les

(1) Cette lettre, et le traité lui-même, ont été envoyés au Sénat.

(2) Cette Convention est du 9 août 1842.

traités d'extradition. Le détournement se trouve dans au moins quatorze traités d'extradition des Etats-Unis ; le larcin se trouve dans les traités avec la Hollande et le Péron, et, avec cette limitation que les biens et meubles volés seront d'une valeur de 25 dollars ou plus, dans les traités avec le Mexique et l'Espagne. Mais la limitation basée sur la valeur des objets volés est à la fois illogique et inutile. Il se produira fréquemment des cas où l'objet volé pourra être d'une petite valeur pécuniaire, mais d'une grande importance comme prouve ou à d'autres points de vue. En outre, les formalités relatives à l'extradition et le fait que le gouvernement qui la demande doit payer toutes les dépenses offrent, contre les demandes basées sur des intérêts frivoles, de meilleures garanties qu'une insignifiante limitation pécuniaire. Le fait de se procurer de l'argent ou des biens par escroquerie se trouve dans les traités avec l'Espagne et la Hollande, et le fait de recevoir de l'argent obtenu criminellement, ou frauduleusement, se trouve dans les traités avec la Belgique et le Luxembourg. L'importance qu'il y a à comprendre ce dernier délit dans un traité avec la Grande-Bretagne a été démontrée dans plusieurs cas de fugitifs qui ont cherché un asile au Canada. Il est énuméré dans les traités de la Grande-Bretagne avec la France, la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg, le Guatemala, le Salvador, l'Uruguay et le Mexique. Le fait de se procurer et celui d'obtenir de l'argent indûment sont deux délits d'une conséquence sérieuse pour le crédit commercial, et quelques-unes des plus célèbres affaires criminelles modernes ont soulevé ces questions. Non moins important est le délit de fraude commis par un consignataire, banquier, agent, représentant, dépositaire, ou par un directeur, membre ou fonctionnaire d'une société déclarée coupable par la loi des deux pays. Quelques-uns des plus fameux criminels, réfugiés au Canada après avoir commis aux Etats-Unis des crimes qui ont affecté d'une façon désastreuse les fortunes d'un grand nombre de personnes, se seraient trouvés privés d'asile, si cette disposition avait été en vigueur. Le faux témoignage ou la subornation de faux témoins se trouve dans le récent traité avec le Japon. Le rapt se trouve dans le traité de Webster-Ashburton, du 9 avril 1842. C'est le plus ancien des traités d'extradition. L'enlèvement, le vol d'enfants, le détournement, sont des délits communs. Le vol avec effraction est fréquemment compris dans les traités. La piraterie, tout simplement, ou la piraterie telle que la détermine le droit des gens, se trouve comprise dans presque tous les traités d'extradition des Etats-Unis. Dans le traité de 1842, auquel est additionnelle la présente convention, la piraterie est rangée parmi les délits pour lesquels on accorde l'extradition, mais comme les tribunaux d'Angleterre ont jugé que ce traité ne vise que la piraterie telle que l'ont déterminée les lois nationales restrictives, nous avons visé la piraterie selon le droit des gens. Les délits à bord des navires sont compris dans beaucoup de nos traités d'extradition. Les crimes et offenses en violation des lois des deux pays relatives à la suppression de l'esclavage et de la traite sont compris dans le traité avec l'Espagne. Sur ce point, il convient de faire attention à ce fait que notre gouvernement participe actuellement au Congrès international de Bruxelles, assemblé afin de prendre des mesures pour mettre fin à la traite en Afrique.

Par cette rapide revue de la liste des délits compris dans la présente convention, on voit que ce sont uniquement les délits communs punis par les lois de tous les Etats civilisés, et non ceux qui sont soumis aux lois pénales dans un pays particulier par suite de conditions spéciales à ce pays. La convention actuelle ne fait que placer nos relations d'extradition avec la Grande-Bretagne sur une base moderne, et elle est strictement conforme à la politique suivie par notre gouvernement dans ses rapports de même nature avec d'autres Puissances. L'article II de la Convention contient une stipulation contre la reddition de personnes qui doivent être jugées pour crimes politiques. L'article III dispose que les personnes extradées ne devront être jugées pour aucun délit autre que celui pour lequel l'extradition a été accordée. Cette dernière disposition est dans la plupart de nos traités récents, et est conforme à la décision récente de la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire Rauscher. L'article VIII dispose que

la convention ne s'appliquera pas à un crime commis ou à une condamnation prononcée antérieurement à la date à laquelle la convention entrera en vigueur. Ainsi, tout en étendant la liste des délits pour lesquels l'extradition est accordée, la présente convention contient toutes les garanties et limitations que le droit public et l'usage international réclament ou, même, admettent.

James G. BLAINE.

II. Convention d'extradition entre les États-Unis et Sa Majesté Britannique, additionnelle à l'article 10 du traité conclu entre les mêmes hautes Parties contractantes, le 9 avril 1842.

Considérant que l'article 10 du traité conclu entre les États-Unis et Sa Majesté Britannique, le 9 avril 1842, prévoit l'extradition des personnes accusées de certains crimes, et considérant que les hautes Parties contractantes désirent aujourd'hui que les dispositions du dit article soient étendues à certains crimes qui n'y sont pas compris, et s'appliquent aux fugitifs convaincus des crimes spécifiés dans le dit article et dans la présente convention, les hautes Puissances contractantes ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure une Convention à ce sujet :

Le président des États-Unis, James G. Blaine, secrétaire d'État ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni, Sir Julian Pauncefoot, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique aux États-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur la rédaction de ce qui suit :

Article premier. — Les dispositions du dit article 10 sont rendues, par la présente Convention, applicables aux crimes supplémentaires suivants : 1^o Homicide sans préméditation ; 2^o Falsification ou altération de monnaie ; émission ou mise en circulation de monnaies falsifiées ou altérées ; 3^o Détournement, larcin, fait de se procurer de l'argent, des valeurs ou d'autres biens par escroquerie, fait de recevoir de l'argent, des valeurs ou d'autres biens tout en sachant qu'ils ont été détournés, volés ou obtenus frauduleusement ; 4^o Fraude par un bailleur de fonds, banquier, agent, représentant, dépositaire, ou par un directeur, membre ou fonctionnaire d'une Société déclarée coupable par les lois des deux pays ; 5^o Faux témoignage ou subornation de faux témoins ; 6^o Rapt, détournement, vol d'enfants ou enlèvement ; 7^o Vol avec effraction, bris de maison ou de boutique ; 8^o Piraterie, telle que la définit le droit des gens ; 9^o Révolte, ou conspiration tendant à la révolte, de deux ou plusieurs personnes à bord d'un vaisseau en pleine mer contre l'autorité du capitaine, le fait de couler ou de détruire un vaisseau en mer ou d'essayer de le faire, le fait d'attaquer à bord d'un vaisseau en pleine mer avec l'intention de faire de graves blessures corporelles ; 10^o Crimes et délits en contravention des lois des deux pays relatives à la suppression de l'esclavage et de la traite.

L'extradition doit aussi avoir lieu pour participation à un quelconque des crimes mentionnés dans la présente Convention ou dans l'article 10 cité précédemment, pourvu que cette participation soit punie par les lois des deux pays.

Art. 2. — Un criminel fugitif ne devra pas être extradé si le délit au sujet duquel l'extradition est demandée a un caractère politique, ou s'il prouve que la demande d'extradition a, en réalité, été faite dans le but de

le punir pour un délit d'un caractère politique. Aucune personne livrée par l'une des deux puissances contractantes à l'autre ne devra être susceptible d'accusation, ou jugée ou punie pour un crime ou un délit politique, ou pour un acte connexe commis antérieurement à l'extradition. S'il s'élève quelque doute sur le point de savoir si une affaire quelconque rentre dans les dispositions de cet article, le jugement des autorités du gouvernement dans la juridiction duquel le fugitif se trouve à l'époque, sera décisif.

Art. 3. — Nulle personne, livrée par l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes, ne pourra être jugée pour aucun crime ou délit antérieur à l'extradition autre que le délit pour lequel elle a été extradée et jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de retourner dans le pays par lequel elle fut livrée.

Art. 4. — Tous les objets saisis, qui étaient en la possession de la personne extradée à l'époque de son arrestation, que ce soient des produits du crime ou du délit en question, ou que ce soient des pièces à conviction pour le crime ou le délit en question, devront, autant que faire se pourra et si une autorité compétente de l'Etat auquel est demandée l'extradition a ordonné la remise de ces objets, être rendus quand l'extradition aura lieu. Néanmoins, les droits des tiers en ce qui regarde les objets ci-dessus mentionnés seront respectés comme il convient.

Art. 5. — Si un individu, réclamé par une des deux hautes Parties contractantes en conséquence de la présente Convention, était aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances en raison de crimes ou délits commis dans leurs juridictions respectives, son extradition sera accordée à la Puissance dont la demande aura été faite la première. Les dispositions du présent article, ainsi que celles des articles 2 et 4, y compris la présente Convention, s'appliqueront à l'extradition pour les délits spécifiés dans l'article 10 cité plus haut aussi bien qu'à l'extradition pour les délits spécifiés dans la présente Convention.

Art. 6. — L'extradition de fugitifs, en vertu des dispositions de la présente Convention et du dit article 10, se fera, aux Etats-Unis et dans les domaines de Sa Majesté respectivement, conformément aux lois relatives à l'extradition en vigueur à l'époque dans l'Etat qui accorde l'extradition.

Art. 7. — Les dispositions du dit article 10 et de la présente Convention s'appliqueront aux personnes convaincues des crimes qui y sont respectivement énumérés et spécifiés, et qui n'auront pas vu le jugement porté contre eux exécuté jusqu'alors. Dans le cas où un criminel réfugié prétendrait avoir été condamné pour le crime pour lequel est demandée son extradition, une copie du registre de condamnation et du jugement du tribunal par lequel cette condamnation a été rendue, copie dûment certifiée authentique, devra être produite en même temps que la preuve que le prisonnier est bien la personne à laquelle le jugement se rapporte.

Art. 8. — La présente Convention ne s'appliquera pas aux crimes commis ou aux condamnations prononcées antérieurement à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur.

Art. 9. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication, conformément aux formalités prescrites par les hautes Parties contractantes et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes signifie son désir de la voir prendre fin, et pas plus longtemps ; en foi de quoi, les soussignés ont signé cette Convention et l'ont scellée de leurs sceaux.

Fait, en double, à Washington, le 12 juillet 1889.

James G. BLAINE,
Julian PAUNCEFOTE.

FRANCE

On lit dans le *Journal officiel* du 18 janvier :

On sait que le Parlement italien a voté, sur la proposition du gouvernement, une loi tendant à rapporter le tarif spécial établi à l'égard des marchandises de provenance française par le décret du 29 février 1888.

Cette loi a été mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1890, et, depuis cette époque, les produits français sont soumis au tarif général italien annexé à la loi de douane du 14 juillet 1887.

Le *Journal officiel* publie aussi la note suivante :

La convention de poste signée à Paris, le 24 septembre 1856, entre la Grande-Bretagne et la France, a été dénoncée par le gouvernement de S. M. britannique.

Conformément à la stipulation contenue dans l'article 37, cette convention doit prendre fin le 30 avril 1890.

Plusieurs discussions, relatives aux affaires étrangères, ont eu lieu à la Chambre des Députés.

Révolution du Brésil.

Dans la séance du 2 décembre, M. Gustave Hubbard a posé une question au Ministre des Affaires étrangères, au sujet des événements survenus au Brésil au milieu de novembre.

Je demanderai à M. le ministre des Affaires étrangères si le nouveau gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil s'est déjà mis en relations avec lui, soit par l'intermédiaire de nos agents, à Rio, soit par l'intermédiaire, à Paris, d'un envoyé spécial.

Je lui demanderai ensuite quelles instructions il a cru, à cet égard, devoir donner à nos agents ; et s'il croit que la reconnaissance officielle de ce gouvernement républicain, par la République française, soit prochaine, ou, dans le cas contraire, à quels événements il croit devoir subordonner cette reconnaissance.

Enfin, en présence des nouvelles contradictoires et alarmistes qui sont répandues, provenant de diverses sources et notamment de certaines agences d'informations allemandes, je demanderai à M. le ministre s'il a, de source certaine et provenant de nos agents, des éléments de renseignements qui puissent rassurer les nombreux intérêts français, spécialement au point de vue de la sécurité des opérations commerciales.

Telles sont les questions très précises que je soumets à M. le ministre, et j'attends les éclaircissements qu'il voudra bien nous donner. (*Très bien ! très bien !*)

M. le Président. — La parole est à M. le Ministre des Affaires étrangères.
Sur divers banes à droite. — Ne répondez pas !

M. Spuller, Ministre des Affaires étrangères. — Messieurs, en réponse aux questions très précises et très nettes qu'a posées M. Hubbard, je n'ai que très peu de mots à dire, dont le sens est déjà prévu par la Chambre.

Les évènements du Brésil qui ont donné lieu, comme vous le savez, à un changement complet dans les institutions de ce pays, se sont produits à la date du 16 novembre.

Le 17 novembre, une dépêche, de notre chargé d'affaires au Brésil, s'est croisée avec celle que j'avais envoyée moi-même pour être renseigné, le plus promptement possible, sur le caractère de la révolution qui venait d'éclater.

Notre chargé d'affaires, dans ce télégramme qui, passant par la voie anglaise, devait être, nécessairement, très bref, me faisait savoir, sommairement, qu'une révolution avait éclaté à Rio-de-Janeiro, que cette révolution avait un caractère militaire, que l'Empereur, venu de Petropolis, avait été invité à abdiquer et que la République avait été proclamée.

Notre chargé d'affaires ajoutait que je pouvais compter sur sa réserve et sur sa prudence. Je puis lui rendre ce témoignage qu'il n'a jamais manqué ni de l'une ni de l'autre ; et j'ai à le remercier aussi de l'exactitude avec laquelle il m'a, jour par jour, tenu au courant des faits. (*Exclamations sur quelques bancs*)

Permettez, messieurs ; je dois prononcer cette parole pour répondre à certaines insinuations qui ont paru dans différents journaux, et d'après lesquelles le chargé d'affaires de France n'aurait pas fait son devoir avec toute la diligence désirable.

Je suis heureux de lui envoyer d'ici l'approbation complète de sa conduite. (*Très bien ! très bien !*)

D'ailleurs, messieurs, au point de vue même des éclaircissements que je crois devoir donner à la Chambre, ce fait de la transmission quotidienne et régulière des dépêches et des télégrammes n'est pas sans importance.

Je vous ferai observer, en effet, qu'en temps de révolution, quand un pays est complètement bouleversé, s'il venait à se produire quelque interruption dans les communications d'un agent diplomatique avec son gouvernement, il n'y aurait point lieu de s'en montrer surpris. Eh bien ! lorsque j'affirme à la Chambre que j'ai reçu quotidiennement des dépêches de mon agent, c'est assez vous indiquer quel caractère ont pris les évènements, et, dans la régularité même des communications ininterrompues, vous trouverez, comme moi, une garantie d'ordre.

Je ne crois pas que ce détail soit indifférent à la Chambre. Toutes les dépêches que j'ai reçues m'en ont, en effet, apporté la confirmation : l'ordre n'a jamais été sérieusement menacé. L'embarquement de l'empereur dom Pedro et de sa famille s'est effectué sans soulever une trop vive émotion. La République, proclamée dans la capitale, l'a été également dans diverses provinces, et de toutes parts des adhésions sont venues au nouveau gouvernement. Les évènements se présentant de cette manière, et le Gouvernement ayant, dans sa proclamation, annoncé qu'il tiendrait tous les engagements contractés antérieurement par l'Empire, que tous les créanciers du Brésil pouvaient se rassurer, que tous les intérêts seraient sauvegardés, il restait à savoir quelle conduite il y avait à tenir en face de ce nouveau pouvoir, de ce pouvoir de fait.

On a parlé immédiatement de reconnaissance officielle ; mais une reconnaissance de ce genre, quelque disposés que nous fussions à l'accorder, nous ne pouvions la prévenir, nous n'avions aucune initiative à prendre à cet égard ; jamais une notification officielle ne nous a été faite ici par aucun chargé d'affaires spécialement désigné à cet effet.

Ce qui est arrivé simplement, c'est que le pouvoir de fait, qui s'est installé à Rio-de-Janeiro, s'est mis en communication avec notre agent, comme il l'a fait avec les agents de toutes les puissances, et par un accord qui n'a rien de surprenant, l'ordre régnant dans le pays, toutes les Puissances se sont trouvées unanimes pour entretenir des rapports d'affaires avec le pouvoir de fait qui a succédé au pouvoir impérial.

A ce moment, j'ai envoyé à notre agent une dépêche dont je puis donner connaissance à la Chambre.

Voici ce que j'écrivais, à notre agent, à la date du 23 novembre :

« Les premières déclarations, du Gouvernement provisoire, touchant le respect des engagements contractés par l'Empire, les principes d'ordre et de progrès sur lesquels il entend fonder des institutions républicaines, le calme dans lequel parait s'accomplir le changement de régime, seraient autant de raisons pour nous disposer à continuer, avec les Etats-Unis du Brésil, les bonnes relations que la France entretenait avec le gouvernement de dom Pedro.

« Nous ne pouvons cependant prendre d'initiative à cet égard. Il nous faudrait tout au moins savoir dans quels termes la notification officielle, requise par les usages internationaux, nous a été faite. Télégraphiez-moi la substance de la note qui vous a été adressée, et je vous enverrai des instructions en conséquence. »

Pendant que j'envoyais cette dépêche, M. le chargé d'affaires de France m'en adressait une qui répondait à toutes les questions que je lui avais posées. Il me faisait connaître de nouveau que le gouvernement du Brésil avait déclaré qu'il respecterait tous les engagements des Gouvernements antérieurs ; il me confirmait les nouvelles de pacification et d'ordre intérieur qu'il m'avait données déjà.

Après avoir consulté nos agents sur les dispositions des diverses puissances, j'ai cru, en présence de ces déclarations de notre chargé d'affaires, pouvoir autoriser celui-ci, et je l'ai autorisé en effet, à entretenir, avec le pouvoir de fait, les relations que ce Gouvernement avait paru solliciter.

J'ai reçu depuis, à la date du 29 novembre, un télégramme dans lequel M. le chargé d'affaires de France me dit que la démarche que je l'avais autorisé à faire, a été accueillie avec une grande satisfaction, et que le Ministre des Affaires étrangères du nouveau pouvoir l'a prié de transmettre au Gouvernement français l'expression de ses remerciements.

Voilà exactement où les choses en sont.

M. le chargé d'affaires de France, comme les représentants de toutes les Républiques d'Amérique, comme le chargé d'affaires de Suisse, a été autorisé à traiter des intérêts de nos nationaux et des affaires de notre pays avec le Brésil. Il n'y a pas eu jusqu'ici, en aucun sens, de notification officielle. Le Gouvernement du Brésil attend, je pense, le moment où il pourra remettre ses pouvoirs provisoires à l'Assemblée constituante qui doit être convoquée, et c'est alors seulement que viendra l'heure de la reconnaissance officielle, et qu'il y aura lieu d'y procéder.

C'est ce qui sera conforme aux précédents et ce que nous ne manquerons pas de faire avec un gouvernement qui se fonde sur le principe de la souveraineté nationale, sur le principe électif, et qui prend pour devise : *Ordre et Progrès*. (*Très bien ! très bien !*)

Par là, les relations que nous entretenions avec l'Empire du Brésil continueront avec la nouvelle République ; les intérêts de nos nationaux seront respectés et défendus, et la part légitime d'influence que nous pouvons espérer de maintenir et de développer au Brésil, cette part ne fera que s'accroître par le témoignage de respect que nous aurons donné dans ce pays à notre propre principe. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. le Président. — M. Hubbard ne demande pas à répondre, l'incident est clos.

La Convention monétaire latine.

Séance du 10 décembre

M. le Président. — J'ai reçu de M. Bourgeois (Jura) une demande d'interpellation qui est ainsi conçue : « Je demande à interpellier le Gouvernement sur la convention monétaire du 12 décembre 1885. »

Quel jour propose le Gouvernement pour la discussion de cette interpellation ?

M. Spuller, Ministre des Affaires étrangères. — Messieurs, ce n'est pas tout d'abord une interpellation que m'avait annoncée M. Bourgeois.

Il avait demandé à me poser seulement une question sur la convention monétaire, dans le dessein de savoir si le Gouvernement était, oui ou non, disposé à la dénoncer.

J'ai dit alors à M. Bourgeois que j'avais à en délibérer avec mes collègues avant de lui donner la réponse qu'il attendait.

Cette réponse, je la lui ai déjà fait connaître en particulier, et, puisqu'il paraît le désirer, je l'apporte à la tribune : le Gouvernement n'est pas disposé à dénoncer la convention monétaire.

Mais M. Bourgeois ne se contente plus aujourd'hui de m'adresser une question. Il vient de déposer sur le bureau de la Chambre une demande d'interpellation, dont M. le président vient de donner lecture.

Sur cette interpellation je n'ai, pour le moment, qu'une chose à dire, c'est que le Gouvernement estime qu'elle ouvre un débat dont il n'aperçoit pas les avantages et qui lui paraît comporter, dans le moment actuel, certains inconvénients que la Chambre appréciera. C'est à elle que nous nous en rapportons pour la fixation du jour de l'interpellation. (*Très bien ! très bien !*)

M. Bourgeois (Jura). — Messieurs, M. le ministre des affaires étrangères a oublié de dire que la convention, dont il s'agit, expire le 1^{er} janvier 1891, à la condition qu'elle sera dénoncée un an avant ce terme. En conséquence, nous n'avons plus que quelques jours devant nous pour prononcer cette dénonciation.

Or, il y a là un intérêt évidemment français, un intérêt économique que je tiens à rappeler à la Chambre : c'est que le métal argent perd constamment de sa valeur, et cette dépréciation, à un moment donné, produira en France un effet déplorable ; elle sera d'ailleurs persistante et fera subir au pays une perte considérable. Il s'agit donc ici d'une question économique au premier chef ; une dénonciation s'impose, et je demande à la Chambre de vouloir bien renvoyer l'interpellation à jeudi. Si même elle le voulait, je serais prêt à la discuter aujourd'hui.

Messieurs, nous allons avoir prochainement à dénoncer les traités de commerce, vous le savez tous.

M. Maurice Rouvier. Ministre des Finances. — Les deux questions n'ont aucun rapport entre elles !

M. Bourgeois (Jura). — Un nombre considérable de nos collègues sont, comme moi, d'avis qu'il faudra, de toute nécessité, dénoncer tous les traités de commerce arrivant à échéance en 1892. (*Marques d'assentiment sur divers bancs.*)

Eh bien, la convention monétaire touche de très près à nos traités de commerce, et si vous renvoyez la discussion de l'interpellation à un mois, vous enterrez absolument la question.

Pourquoi M. le ministre ne viendrait-il pas, dans un an, lorsqu'à ce moment quelqu'un de nous montera à la tribune pour demander la dénonciation d'un traité de commerce quelconque, avec l'Autriche-Hongrie, par exemple, pourquoi, dis-je, M. le ministre ne viendrait-il pas encore nous proposer le renvoi à un mois ? De cette façon, le terme de 1892 ne serait plus un terme exact ! (*Marques d'approbation sur divers bancs.*)

Le pays sait pertinemment qu'il faut que les traités de commerce soient dénoncés, et il entend qu'ils le soient... (*Oui ! oui ! sur plusieurs bancs.*)

M. le Ministre des Finances. — Mais cela n'a aucun rapport avec la convention monétaire !

M. Bourgeois (Jura)... — Eh bien, la question monétaire touche aux traités de commerce.

M. Jules Delafosse. — C'est ce qu'il faudrait prouver !

M. le Ministre des Finances. — Encore une fois, il n'y a aucun rapport entre la convention monétaire et les traités de commerce, et vous le savez bien.

M. Bourgeois (Jura). — On me dit : Vous savez bien que les deux questions n'ont aucun rapport ! Démontrez qu'elles ont un rapport entre elles.

Si M. le président m'accorde la parole, je le démontrerai en quelques mots.

M. le Président. — Je ne puis vous donner la parole que sur la fixation du jour de la discussion de l'interpellation ; mais vous avez le choix des arguments à faire valoir pour que votre interpellation soit discutée sans retard.

M. Bourgeois (Jura). — Parmi les arguments que l'on peut faire valoir, je me borne à vous indiquer l'un des principaux.

Vous vous rappelez que la Belgique n'a pas consenti immédiatement à adhérer à la convention de 1885 ; elle y est venue ultérieurement et en stipulant des conditions exceptionnelles qui l'autorisaient, lors de la liquidation — car la convention de 1885, messieurs, n'est, au fond, qu'une convention de liquidation — à rembourser à la France, non pas la totalité du solde de pièces belges de 5 fr. en argent dont le Gouvernement français serait détenteur après la compensation opérée, mais bien la moitié seulement de cette différence. La France et l'Italie se sont alors réservé la faculté de réclamer les mêmes conditions pour le règlement de leurs comptes réciproques.

Or, si nous nous reportons au rapport de M. Jules Roche, fait en 1885, nous constatons qu'il existait, dans les caisses françaises, à cette date, 700 à 800 millions d'argent étranger. Il en résulte que, si le solde entre l'Italie — je cite cette puissance à titre d'exemple — atteint 200 millions, l'Italie n'aura à rembourser à la France que 100 millions.

Or, vous savez, messieurs, que l'argent perd tous les jours de sa valeur : ce métal était déprécié de 22 0/0 en 1885, et aujourd'hui la dépréciation peut-être évaluée de 25 à 30 0/0. La conséquence de cette situation est des plus graves, vous en conviendrez, et mérite qu'on s'en préoccupe à bref délai. Il restera en France, au lendemain de la liquidation, dans les caisses des particuliers, des commerçants et dans les caisses publiques, 100 millions de pièces de monnaie italienne — c'est l'exemple que j'ai pris — qui ne seront pas remboursées et qui constitueront, pour nous, une perte de 25 0/0.

Si, au contraire, nous dénonçons la convention aujourd'hui, nous pourrions parfaitement en signer une autre qui mettra à néant la stipulation exorbitante que la Belgique nous a imposée en 1885, et rien ne s'opposera à ce que nous rédigeons cette nouvelle convention de façon à mettre un terme à la perte énorme qui nous incombe actuellement.

Cet argument suffit pour démontrer la nécessité absolue de renvoyer l'interpellation, non pas à un mois, mais à jeudi prochain. Elle est urgente, et je prie la Chambre de vouloir bien lui assigner cette date prochaine. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. Leydet. — Il est nécessaire que la Chambre soit bien fixée sur la possibilité de renvoyer l'interpellation à un mois sans qu'il en résulte aucun inconvénient au point de vue de la discussion et de la solution à intervenir.

Je désire beaucoup, pour ma part, ne pas refuser le délai demandé par M. le ministre ; mais, dans un mois, aurons-nous encore la faculté, le droit de discuter comme aujourd'hui ?

M. Maurice Rouvier, Ministre des Finances. — Je réponds à la question posée par M. Leydet.

Notre honorable collègue se préoccupe du point de savoir si, l'interpellation

n'ayant pas lieu avant la fin de l'année, il serait possible de la reprendre plus tard et de discuter dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui, c'est-à-dire sans que la question ait été engagée.

On peut, avant le 31 décembre 1889, dénoncer la convention monétaire. Si on use de ce droit, les effets de la convention prennent fin un an après ; si on n'en use pas, le droit de dénonciation n'est pas abandonné, il est simplement suspendu, et il reste toujours possible de dénoncer la convention, chaque année, avant le 31 décembre, à partir du 31 décembre prochain.

M. Leydet. — La convention se perpétuera par voie de tacite reconduction.

M. le Ministre des Finances. — La tacite reconduction n'engage la France et les puissances co-signataires que pour un an.

M. le ministre des affaires étrangères a fait connaître, à la Chambre, que le gouvernement n'avait pas l'intention de dénoncer la convention monétaire avant le 31 décembre 1889.

Le Gouvernement, en effet, a examiné la question, et il pense, autant par des raisons tirées de notre situation économique intérieure que dans l'intérêt de nos rapports avec les puissances étrangères, qu'il n'y aurait pas d'avantage à user de la faculté qui appartient à la France de dénoncer la convention avant le 31 décembre 1889. Il ne la dénoncera donc pas. D'ailleurs, à l'heure actuelle, personne, parmi les co-signataires de l'arrangement diplomatique dont il s'agit, ne paraît animé de dispositions différentes.

Le droit de la Chambre et celui du Gouvernement restent donc entiers, et il sera loisible, à l'une comme à l'autre, d'examiner, avec toute l'ampleur que comporte une question aussi grave, — car c'est une des plus importantes et des plus complexes qui puissent être soumises à un Parlement, — s'il y a lieu de changer d'attitude et de dénoncer la convention à la fin de l'année 1890.

En ce qui concerne l'échéance prochaine, M. le ministre des affaires étrangères a fait connaître les dispositions du Gouvernement, et les explications très nettes que j'apporte à la tribune, donnent, je pense, satisfaction à l'honorable M. Leydet.

En conséquence, nous vous demandons de ne pas dénoncer la convention cette année.

Le droit du Gouvernement et de la Chambre, je le répète, demeure intact pour examiner, l'année prochaine, s'il convient d'user de la faculté, qui leur appartient et qui appartient à tous les contractants, de dénoncer la convention de 1885 avant le 31 décembre 1890. (*Très bien ! très bien !*)

M. le Président. — M. Bourgeois demande que la discussion de son interpellation soit fixée à jeudi ; plusieurs de nos collègues proposent de la renvoyer à un mois.

Je mets aux voix le terme le plus éloigné, c'est-à-dire le renvoi à un mois.

La discussion de l'interpellation est renvoyée à un mois, par 270 voix contre 193.

Les pêcheries de Terre-Neuve.

Dans la séance de la Chambre des députés du 20 janvier, M. Flourens a adressé à M. le ministre des affaires étrangères une question sur les pêcheries de Terre-Neuve, en ces termes :

Messieurs, j'ai l'honneur de poser à M. le ministre des affaires étrangères, qui veut bien l'accepter, une question sur les pêcheries de Terre-Neuve.

Cette question est motivée par les empêchements que les sujets de Sa Majesté britannique à Terre-Neuve ont apportés à l'exercice des droits de pêche que la France possède sur une partie des côtes de cette île, et par l'intervention des officiers de la marine royale britannique qui, contrairement aux traités, ont enlevé des engins de pêche déposés par nos nationaux pour l'exercice de leur industrie.

S'il ne s'agissait, dans cette affaire, que de l'intérêt des armateurs qui ont pu être directement lésés, quelque dignes de considération et de sympathie que pussent être ces intérêts, je ne serais pas monté à cette tribune; mais il s'agit de l'existence et de la conservation de nos pêcheries de Terre-Neuve; il s'agit de la dignité et de l'indépendance de notre marine marchande; il s'agit, à une époque surtout où, sous des prétextes humanitaires et philanthropiques, on parle de faire revivre cet ancien droit de visite qui porte atteinte à la liberté des mers, il s'agit de sauvegarder ce principe que, la première dans le monde, la France a proclamé, fait prévaloir et respecter.

La Chambre, dont le patriotisme n'a reculé devant aucun sacrifice pour assurer le développement normal de nos forces navales, est convaincue qu'à quelque degré de perfectionnement que la science puisse amener nos moyens d'attaque et de défense sur mer, la meilleure sauvegarde de la France sera toujours le développement de nos populations maritimes. Elle n'ignore pas que, pour une portion notable, l'existence de ces populations maritimes est attachée à la conservation des pêcheries de Terre-Neuve; elle sait que c'est dans ces pêches, qui se prolongent pendant des saisons entières, sous des brumes éternelles et des ouragans incessants, que se forment ces existences de marins qui résistent ensuite à toutes les épreuves comme elles atteignent à tous les héroïsmes.

Elle voudra donc bien, j'ose l'espérer, m'accorder quelques instants d'attention et de bienveillance pour le développement d'une question qui, en raison du très grand nombre de faits accumulés, ne laisse pas que d'être assez complexe.

En 1743, le traité d'Utrecht, qui nous a enlevé l'Acadie et les derniers vestiges de notre empire du golfe du Saint-Laurent, que nous avions si rapidement conquis et si facilement colonisé, nous a laissé néanmoins, sur une partie des côtes de Terre-Neuve qui ont reçu le nom de « French-shore », des droits de pêche, qui, dès cette époque, ont été reconnus indispensables à l'existence des populations maritimes du nord-ouest de la France, de Dunkerque à Brest et à Nantes.

Tous les traités qui, depuis, se sont occupés de cette question — je citerai notamment le traité de Versailles de 1783 et les traités de Vienne de 1815 — ont confirmé l'existence de ce droit.

Quelles sont la nature et la portée de ce droit? C'est ce qu'il importe de bien préciser dès le début de cette discussion.

Si nous nous reportons aux différents textes que je viens de citer, nous arriverons à nous convaincre que ce droit, s'il est limité quant à l'étendue des côtes sur lesquelles il peut être exercé, s'il est limité quant à la saison pendant laquelle il est autorisé, est illimité quant à la nature et au genre de pêches qui peuvent être exercées; qu'il est absolu, exclusif de toute concurrence étrangère.

Pour démontrer à la Chambre l'exactitude de mon assertion sur ce point, je n'aurai qu'à lui lire la déclaration du roi Georges en date du 3 septembre 1783, qui a été annexée au traité de Versailles et qui fait partie intégrante de ce traité :

« Pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent pas naître de querelles journalières, Sa Majesté britannique prendra les mesures les plus positives pour obtenir que ses sujets ne troublent en aucune manière par leur concurrence les pêches des Français pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé sur les côtes de Terre-Neuve, et elle fera retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y seront formés. »

Ainsi, par cette déclaration, l'Angleterre prenait vis-à-vis de la France un double engagement. D'abord, elle s'opposerait de la manière la plus positive à ce que ses sujets habitant Terre-Neuve fissent une concurrence quelconque, troublassent par leurs opérations les opérations de pêche de nos nationaux; elle s'engageait en outre à faire supprimer et retirer tous les établissements

sédentaires appartenant à des nationaux britanniques sur toute l'étendue du French-shore.

Nos droits paraissent, à cette époque, si bien établis, si bien définis, que, certains optimistes s'écriaient, en parlant de la perte du Canada : « Que nous importe d'avoir perdu sur des terres un droit improductif, puisque nous avons conservé un droit infiniment plus précieux : le droit de pêche, qui, lui, est efficace et productif ! »

Malheureusement, la conservation de ce droit de pêche devait donner naissance à bien des conflits et à bien des négociations.

Je craindrais d'abuser des instants de la Chambre si je tentais de faire ici l'esquisse même sommaire et rapide de l'ensemble de ces négociations. Il y a seulement deux points que je me bornerai à retenir, parce qu'ils me semblent essentiels pour la démonstration que je poursuis en ce moment.

D'abord, à aucune époque, sous aucun Gouvernement, la France n'a permis que le caractère exclusif et absolu de notre droit fût, en théorie, mis en contestation. A aucune époque non plus, jusqu'à la saison de pêche de 1889, la France n'a permis que le caractère exclusif de ce droit fût, en fait, méconnu.

A l'appui de cette assertion, sans remonter bien haut, je pourrais citer les déclarations qui ont été faites à la tribune du Sénat par le Gouvernement à propos des questions posées par l'honorable amiral Véron en 1887 et en 1888 ; le Gouvernement y a affirmé de la manière la plus positive le caractère exclusif du droit, et ces déclarations ont été portées, par les soins de notre ambassadeur, à la connaissance du gouvernement anglais.

Voilà donc, messieurs, quelle est, en théorie, le terrain sur lequel le gouvernement français s'est toujours placé. Examinons maintenant quels ont été les faits.

En 1713 et en 1783, et même en 1814 et en 1815, le French-shore était presque complètement inhabité. Aux termes des différents traités passés à ces époques, il aurait dû rester inhabité, puisque, d'une part, en vertu de l'article 13 du traité d'Utrecht, les Français s'engageaient à n'y élever aucune construction permanente, à n'y avoir que des installations provisoires et temporaires qui devaient disparaître à la fin de chaque saison de pêche, et que, d'un autre côté, en vertu de la déclaration du roi Georges III, les Anglais s'engageaient d'une façon non moins explicite et absolue à ne tolérer de la part de leurs nationaux l'existence d'aucun établissement sédentaire.

Néanmoins, peu à peu, les habitants de Terre-Neuve sont venus, et en quantité considérable, s'établir sur le French-shore ; ils s'y sont introduits et glissés sous le couvert des services qu'ils rendaient à nos marins. Ils se sont fait tolérer en se chargeant de garder, pendant la morte-saison de pêche, le matériel et les approvisionnements que nos armateurs avaient intérêt à ne pas transporter chaque année de France à Terre-Neuve et de Terre-Neuve en France ; ils se sont fait accepter aussi en se chargeant d'aller chercher dans l'île les bois qui devaient servir à la construction des ateliers provisoires où se prépare et sèche la morue ; mais ils se sont fait agréer surtout en se chargeant de pêcher, pour nos marins et nos armateurs, les différents crustacés et poissons qui servent d'appât pour amorcer l'hameçon à l'aide duquel on prend la morue.

Ainsi, petit à petit, les habitants de Terre-Neuve se sont introduits et installés sur le French-shore comme auxiliaires de nos marins, sous le prétexte des services qu'ils rendaient à nos pêcheurs. Aujourd'hui, ils y sont en grand nombre et ils ne parlent de rien moins que de chasser et d'expulser tous les Français.

Préoccupés des conflits auxquels devait nécessairement donner naissance une situation aussi anormale et aussi contraire aux traités, animés l'un et l'autre d'un égal désir — il faut le reconnaître et le proclamer hautement — de tarir ces sources de difficultés, au mois de novembre 1883, les deux gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France posèrent les bases d'une convention nouvelle. Cette convention, qui donnait aux habitants de Terre-Neuve des avan-

tages considérables, devait calmer leurs appétits, assouvir leurs convoitises et prévenir les différends.

Cette convention a reçu l'approbation des deux gouvernements. Non seulement le gouvernement anglais l'a approuvée, mais, dans un discours du trône, dans un message de la reine d'Angleterre au Parlement, la reine s'est félicitée hautement d'avoir pu conclure un arrangement qui devait supprimer la cause de difficultés entre deux peuples voisins et amis.

Malheureusement, les sentiments qui animaient la reine d'Angleterre et son gouvernement n'étaient pas ceux qui guidaient le parlement de Terre-Neuve, et ce parlement était beaucoup plus préoccupé de satisfaire les convoitises de certains riches industriels que les désirs de sa gracieuse souveraine. Par ses refus successifs, il fit avorter la convention. Non content de ce premier succès et poussant plus loin ses avantages, il vota une loi qui a reçu le nom de *bill-boët*.

La boët est le terme générique dont on se sert dans ces parages pour désigner toute espèce d'appât destiné à amorcer les différents engins employés à la pêche. Par cette loi, le parlement de Terre-Neuve interdisait à tous les habitants de cette île de vendre à tous nos pêcheurs les appâts qui leur étaient nécessaires. Le but de cette prohibition ne pouvait pas être contesté et il ne l'était pas : c'était de nous rendre impossible la pêche sur le banc de Terre-Neuve. Il faut rendre cette justice au gouvernement anglais qu'il hésita longtemps à donner à cette loi l'approbation qui était nécessaire pour qu'elle devint exécutoire contre nous.

La diplomatie britannique eut des scrupules, — et on sait que la diplomatie britannique n'a pas des scrupules à la légère.

Le gouvernement anglais, qui se réclame volontiers des principes du libre échange, qui se targue de son attachement à ces principes et qui en tire, le cas échéant, des bénéfices appréciables, comprit ce qu'il y avait d'anormal et d'exorbitant à sanctionner une prohibition aussi sauvage et aussi monstrueuse. Sauvage et monstrueuse non seulement vis-à-vis des Français, puisqu'elle n'avait évidemment d'autre but que de leur nuire, que de rendre inefficace à leur détriment la clause d'un traité au bas duquel était la signature de la Grande-Bretagne, mais sauvage encore et monstrueuse vis-à-vis de la population de Terre-Neuve, population pauvre dont l'industrie et la fourniture des appâts était la principale ressource, à qui elle rapportait plus de 1 million par an, population qui se sentait exploitée et pressurée au profit de quelques riches industriels établis sur la côte et qui, pour la plupart, ne sont pas même habitants de Terre-Neuve, mais viennent des côtes de la Nouvelle-Ecosse ou des îles du Prince-Edouard. Le gouvernement anglais hésita donc, tergiversa pendant deux ans, mais finit par céder. Depuis quelques années, la Grande-Bretagne semble ne gouverner ses colonies qu'à la condition de leur obéir.

Le *bill-boët* fut ratifié. Cette ratification entraînait pour le gouvernement français de nouvelles obligations et de nouveaux devoirs, sous peine de laisser périliter une industrie dont j'ai signalé tout à l'heure à la Chambre l'importance nationale. Le gouvernement le comprit et agit avec promptitude et décision. Il fit procéder à une exploration méthodique des différentes baies du French-shore, fit reconnaître parmi ces baies celles qui présentaient le plus d'avantages pour la pêche de l'appât. Ce travail, confié à un officier supérieur très distingué, le commandant Humann, qui est aujourd'hui contre-amiral, a été publié par les soins du ministère de la marine et distribué aux chambres de commerce, qui l'ont porté à la connaissance des intéressés. Mais avoir constaté la possibilité de se passer du concours des habitants de Terre-Neuve pour la pêche de l'appât, après avoir déterminé les baies dans lesquelles cette pêche pouvait être exécutée, ce n'était là qu'une partie de la tâche qui incombait au gouvernement, et ce n'était peut-être pas la plus difficile.

En effet, la pêche de l'appât devait être coûteuse parce qu'elle nécessiterait des équipages plus nombreux et des engins particuliers, et elle ne pouvait pas être par elle-même lucrative, puisqu'elle ne pouvait s'exercer que pendant une

période de temps très courte, au moment où les navires banquiers viennent s'approvisionner à la côte. Mais le ministère de la marine se convainquit que si à l'industrie de la pêche de l'appât on joignait celle de la fabrication des conserves de homard, l'opération pouvait devenir fructueuse.

En effet, depuis quelques années, l'industrie de la fabrication des conserves de homard a pris une grande extension dans ces parages. Sur le French-shore, des fortunes considérables se sont faites rapidement. Si on consulte les états de statistique qui sont dressés chaque année par le gouvernement de Terre-Neuve, on arrive à reconnaître qu'en 1885 les exportations de Terre-Neuve, en conserves de homard, pour la France, se sont élevées à 144,000 kilogrammes; en 1886, à 185,000 kilogrammes; et en 1887, à 555,000 kilogrammes, représentant une valeur totale de 3 millions 500,000 francs.

Malgré les attraits que pouvaient exercer sur certains esprits les bénéfices à réaliser dans cette opération, le ministère de la marine eut beaucoup de peine à déterminer des industriels à exposer leurs capitaux dans cette entreprise.

Après de nombreuses démarches, on mit enfin la main sur un armateur de Nantes, M. Thubé, qui, avec deux associés, consentit à risquer l'entreprise.

M. Thubé se fit complètement l'homme de l'administration; il se mit en rapport direct avec les représentants du ministère de la marine; il suivit de tous points leurs conseils et leurs instructions, se soumit aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1887, émanant de M. Barbey, qui était alors, comme aujourd'hui, ministre de la marine.

M. Thubé se rendit au point indiqué et exerça son industrie exactement dans les conditions prescrites.

M. Thubé rendit ainsi des services appréciables. Il arriva, en fondant l'industrie nouvelle pour nous de la pêche de la boët, à approvisionner à l'instant opportun et en fort peu de temps plus de douze cents pêcheurs et vingt navires banquiers. C'était un premier service rendu à notre industrie de la pêche de Terre-Neuve.

De son côté, notre Gouvernement tenait, en 1888, scrupuleusement les engagements pris vis-à-vis de M. Thubé.

Sous la direction du ministère des affaires étrangères, le ministère de la marine et des colonies donna des instructions très fermes et très précises.

Le commandant de la division navale reçut l'ordre de faire respecter les droits exclusifs de nos nationaux; il s'en acquitta avec fermeté et modération.

Deux associés anglais, MM Andrews et Murphy, vinrent s'établir auprès de M. Thubé pour lui faire concurrence et entraver ses opérations. M. Thubé signala le fait au commandant de la division navale, qui se rendit sur les lieux et expulsa les intrus. Cet acte de vigueur fut approuvé sur toute la côte et produisit le meilleur effet; il fut approuvé non seulement par nos nationaux, mais même par les habitants de l'île de Terre-Neuve qui, ainsi que je l'ai dit, sont exploités, non moins que leurs crustacés ou leurs poissons, par ces industriels étrangers venant des côtes voisines.

Non seulement cet acte ne souleva que des approbations à Terre-Neuve, mais le gouvernement anglais lui-même reconnut la parfaite correction de cette manière de procéder. En effet, les sieurs Andrews et Murphy rédigèrent une protestation qu'ils adressèrent au gouvernement anglais. Celui-ci rejeta cette protestation. Les termes de cette décision méritent d'être mis sous les yeux de la Chambre, car ils définissent très bien, suivant moi, la situation juridique. La voici :

« J'ai l'honneur de vous demander, répond-on au nom du gouvernement anglais, de vouloir bien me faire savoir quel droit ces messieurs — Andrews et Murphy — ont sur les terrains où ils ont commencé à construire leur usine. » Ainsi le gouvernement anglais reconnaissait parfaitement que ses nationaux n'avaient à faire valoir aucun droit sur le French-shore où ils avaient construit leur usine.

Cette décision du gouvernement anglais est d'autant plus importante à noter que les réclamations des sieurs Andrews et Murphy étaient fondées sur une

distinction à la fois scientifique et juridique qui a cours parmi les politiciens de Saint-Jean à Terre-Neuve, qui fait la base principale de leur argumentation contre nous. « Les Français, disent-ils, ont le droit de pêcher, c'est vrai, mais n'ont que le droit de pêcher. Or, on ne pêche que des poissons. Les homards sont des crustacés : donc on ne peut pas pêcher des homards, et les Français n'ont pas le droit de capturer des homards. »

Cette distinction, un peu subtile, est en contradiction avec le texte des traités et avec l'application constante qu'ils ont reçue depuis 1713.

Mais je veux bien un instant me placer sur ce terrain du droit strict sur lequel témérairement peut-être nous appellent en ce moment les habitants de Terre-Neuve. J'admets un instant, quoique le fait ne soit pas exact, que nous n'ayons pas le droit de pêcher le homard sur le French-shore, il ne s'en suivrait nullement que les Anglais aient le droit d'exercer cette pêche. Le gouvernement anglais, d'une part, ne doit pas tolérer là des constructions d'établissements permanents. Or, les homarderies anglaises, à la différence des homarderies françaises, sont toutes permanentes.

D'autre part, le gouvernement anglais s'est formellement engagé à ne pas permettre que les pêcheurs britanniques troublassent par la concurrence, d'une façon quelconque, les opérations de pêche de nos marins à Terre-Neuve. Or, les homardiers de Terre-Neuve pratiquent leur industrie dans des conditions telles que non-seulement ils troublent les opérations de nos pêcheurs, mais qu'ils les rendent impraticables, impossibles.

En effet, ils placent à l'entrée des baies des casiers en bois grossièrement faits, pour prendre les homards. Ces casiers accrochent et déchirent au passage les sennes et les filets de nos pêcheurs, et les rendent inutilisables ; d'autre part, en établissant à l'entrée des baies, soit des trappes pour empêcher le saumon de sortir, soit des casiers, ils empêchent la morue d'entrer dans les baies du French-shore ; ils l'effrayent, et la morue gagne les bas-fonds où il devient impossible de la prendre.

Il faut savoir que la morue, à mesure qu'elle remonte vers le détroit du Labrador, sentant le fond diminuer, devient très méfiante et qu'il faut que le capitaine chargé de la pêche dans une baie emploie les plus grandes précautions pour qu'elle consente à entrer dans cette baie.

Les pêcheurs anglais, soit consciemment, soit inconsciemment, soit qu'ils veuillent ou non nous décourager par le peu de soin qu'ils apportent à la disposition de leurs engins de pêche, trappes ou casiers, effrayent le poisson et l'empêchent de pénétrer dans les baies.

Ainsi donc, si on se place sur le terrain du droit, le gouvernement français devrait, — ce serait son devoir strict et absolu — faire supprimer toutes les homarderies anglaises et faire interdire la pêche du homard, puisque, telle qu'elle est pratiquée, elle constitue une gêne et une entrave à nos opérations de pêche.

Quoi qu'il en soit, comme je l'ai expliqué tout à l'heure à la Chambre, en 1888 le droit exclusif des pêcheurs français avait été proclamé par le gouvernement français, il avait été respecté par le gouvernement anglais lui-même.

Il n'en a malheureusement pas été de même en 1889. En 1889 comme en 1888, le ministre de la marine s'est adressé à M. Thubé et lui a demandé de recommencer les expériences qu'il avait faites avec un résultat satisfaisant l'année précédente.

En 1889 comme en 1888, M. Thubé s'est mis dans la main de l'administration. Ils se sont rendu sur les points qui ont été arrêtés d'un commun accord, et il y a exercé son industrie dans les conditions qui ont été déterminées et spécifiées.

Mais en 1889, à la différence de ce qui s'est passé en 1888, quand il a réclamé le concours de la division navale française, quand il a signalé l'établissement des pêcheurs anglais établis à côté de lui et qui lui rendaient impossible, *impra-*

licable, l'exercice de son industrie, le commandant de la division navale a dû répondre qu'il n'avait pas d'instructions suffisantes et qu'il ne lui était pas permis de procéder à l'expulsion des pêcheurs.

Et pour se rendre compte de l'étendue du préjudice causé par cette décision, par cette abstention du commandant de la division française, par ce refus de l'aide et de l'assistance promises, il faut savoir que la constitution des baies de Terre-Neuve est telle qu'il est matériellement impossible que deux armateurs, fussent-ils de la même nationalité, y exercent concurremment la pêche.

C'est sur cette nécessité absolue, contrôlée par une expérience plus que séculaire, qu'est basée l'économie de tous les décrets, jusqu'au dernier datant du 22 mars 1862, actuellement en vigueur, qui ont réglementé la pêche sur les côtes de Terre-Neuve. Par conséquent, en autorisant la concurrence du pêcheur anglais vis-à-vis du pêcheur français, on ne rendait pas moins fructueuses les opérations du pêcheur français, on les rendait absolument impossibles.

J'ai sous les yeux les lettres, les réclamations et les protestations du commandant de pêche envoyé par M. Thubé, le capitaine Philippe. Il écrit au commandant de la division navale française de Terre-Neuve, aux commandants de nos différents croiseurs, le *Drac*, le *Bisson*, etc. ; il réclame l'aide et l'assistance promises, il signale les agissements des pêcheurs anglais qui ravagent et dépeuplent nos bancs de homards, agissements qui tendent à provoquer des rixes entre les hommes de son équipage et les hommes employés par les homarderies, qui sont en plus grand nombre et deviennent provocants ; il indique que la situation est si défavorable que, fait sans précédent dans les annales de Terre-Neuve et que les plus vieux pêcheurs ne se rappelaient pas avoir vu, l'équipage français ne peut pêcher assez de poisson pour amorcer les hameçons et même pour nourrir ses hommes.

Et cela se résume dans cette exclamation mélancolique d'un homme de Terre-Neuve : Je n'ai jamais eu plus d'Anglais sur le dos et moins de poissons dans le ventre.

Aux protestations, aux réclamations de M. Philippe se sont jointes les lettres adressées par M. Thubé aux ministres de la marine et des affaires étrangères ; le ministre de la marine renvoie au ministre des affaires étrangères ; ce dernier ne répond pas. Aux protestations de M. Thubé s'ajoutent les délibérations des chambres de commerce de Nantes et de Saint-Malo.

Cependant, à la suite des réclamations de M. Thubé ou de son capitaine, la division navale française était venue stationner devant la baie où M. Thubé exerçait ses opérations ; mais, à la nouvelle que la division anglaise approche, la division française lève l'ancre et disparaît à l'horizon.

Immédiatement apparaît la division navale anglaise. C'est d'abord le capitaine Walker, à bord de l'*Emeraude*, qui adresse une première sommation, que j'ai ici, au capitaine Philippe, d'avoir à cesser ses opérations de pêche qui constituaient, d'après lui, une concurrence illicite aux pêcheries anglaises.

Le capitaine Philippe ne tient pas compte de ces avertissements. Arrive le commandant Russel, à bord du navire le *Lys*, de la marine royale britannique, qui adresse une sommation nouvelle au capitaine Philippe. Celui-ci répond avec modération, mais dignité, qu'il ne connaît que les officiers de la division française, qu'il ne doit obéissance qu'à eux, qu'il est là en vertu des ordres de son patron, conformément aux instructions de son gouvernement, et qu'il ne quittera son poste que lorsqu'il en recevra l'ordre écrit des officiers français.

Le commandant Russel fait alors débarquer des hommes de son équipage et enlever les engins de pêche.

La Chambre me rendra, je l'espère, cette justice que je ne cherche pas à passionner le débat, que je me renferme dans la discussion calme et impartiale de nos droits.

Mais il m'est impossible de taire le sentiment que j'éprouve et que, j'en suis sûr, vous éprouvez tous au spectacle de la division navale française levant l'ancre à l'approche de la division navale anglaise, comme si elle n'était plus sûre de la légitimité de l'action qu'elle est appelée à exercer à Terre-Neuve, comme si

elle avait perdu confiance et dans sa force et dans son droit ; au spectacle, aussi, d'un capitaine de la marine marchande mis dans un poste qui a été désigné par le ministre de la marine — j'ai les pièces à mon dossier — qui répond que, placé là par son gouvernement, il ne peut se retirer que sur les ordres de ce gouvernement, et qui est obligé néanmoins de subir la mainmise étrangère.

Je n'insiste pas, messieurs, mais de l'ensemble des faits que je viens d'exposer, il me semble résulter avec évidence que le parlement de Saint-Jean-de-Terre-Neuve suit un plan méthodique et raisonné pour arriver à un triple résultat. D'abord il veut expulser complètement et définitivement les Français de toute l'étendue du French shore.

Il veut ensuite, en nous rendant impossible de nous procurer l'appât, ruiner et anéantir nos pêcheries sur le banc de Terre-Neuve. Il veut enfin supprimer la concurrence que la morue française fait sur certains marchés de l'Europe à la morue anglaise.

En 1887, l'application du *bill-boît* a été le premier pas dans cette voie. Il a été, suivant l'expression d'un orateur du parlement de Terre-Neuve qui s'est fait à ce moment l'interprète de sentiments qui étaient ceux de ses collègues, le premier acte de la pièce contre les abominables Français. On voulait nous rendre impossible la pêche par la suppression de l'appât. Nos marins ont détourné le coup et ils ont trouvé le moyen de se procurer de l'appât en dehors de l'intervention et du concours des habitants de Terre-Neuve.

En 1889, l'enlèvement des engins de pêche destinés à capturer le homard qui sert d'appât pour la pêche de la morue, par les officiers de la division navale anglaise, constitue le second acte.

En présence d'un plan conduit avec cet esprit de suite, on se demande si le Parlement français doit à son tour se désintéresser complètement de la question. Il ne s'agit pas, en effet, seulement, comme je le disais au début de mes observations, d'un intérêt personnel. Il ne s'agit même pas d'un intérêt exclusivement local, il ne s'agit pas seulement de l'intérêt de tous les armateurs, industriels ou fournisseurs, qui, à un titre quelconque, tirent bénéfice ou vivent de la pêche à la morue. C'est une pêche qui, bon an mal an, rapporte 30 à 40 millions à nos pêcheurs du littoral et pour laquelle on dépense en achats de vivres et approvisionnements, une dizaine de millions chaque année, mais il s'agit d'un intérêt supérieur, suivant moi : il s'agit de savoir si, cette pêche venant à disparaître, les 46,200 inscrits maritimes, pour lesquels elle constitue une ressource indispensable, pourront y suppléer et, s'ils ne peuvent y suppléer, et si ces inscrits maritimes sont obligés de s'expatrier, comment M. le ministre de la marine pourra les remplacer dans les cadres de ses équipages. Voilà la question.

La Chambre l'examinera et l'appréciera.

Quant à moi, je me borne à poser à M. le ministre des affaires étrangères une question bien simple et bien claire et à laquelle, je crois, il lui sera aisé de répondre.

Nous sommes arrivés au moment où les navires destinés à aller pêcher à Terre-Neuve terminent leurs armements et doivent quitter leur port d'attache. En 1888 et en 1889, le Gouvernement n'a pas suivi la même ligne de conduite ainsi que je l'exposais tout à l'heure à la Chambre. De cette contrariété de la manière d'agir dans les décisions du Gouvernement est née une grande irrésolution de la part des armateurs et une complète incertitude sur les résolutions à prendre.

Il s'agit de savoir si, en 1890 comme en 1888, le Gouvernement dira aux pêcheurs : Je vous donne ma protection et s'il les protégera, ou si en 1890 comme en 1889, le Gouvernement s'abstiendra et ne donnera pas aux pêcheurs et armateurs français la protection sur laquelle ils se croyaient jusqu'ici en droit de compter. Je reconnais que M. le ministre des affaires étrangères a le droit absolu de me faire sur ce point, sous sa responsabilité, devant la Chambre et le pays, la réponse qu'il jugera la plus opportune. Mais M. le ministre des affaires étrangères pensera comme moi qu'il faut absolument que les intéressés

soient fixés et qu'il n'est pas admissible qu'en 1890 comme en 1889 le Gouvernement dise aux armateurs : « Allez à tel endroit, j'y serai à côté de vous et je vous y protégerai » et refuse ensuite cette protection et livre nos nationaux à l'abandon, à la ruine et à la mainmise étrangère.

M. le ministre de la marine et M. le ministre des affaires étrangères voient très nettement le point sur lequel je pose exclusivement la question. Je désire savoir quelles sont les instructions données. Il ne m'appartient pas de préjuger, à aucun degré, la réponse que va me faire M. le ministre des affaires étrangères, mais j'ai lu dans certains journaux que M. le ministre des affaires étrangères devait me répondre qu'il avait l'intention de porter la question devant un arbitre ; dans d'autres journaux, j'ai lu qu'il avait l'intention de me répondre qu'il avait engagé ou qu'il allait engager des négociations.

Je voudrais prévenir toute équivoque et tout malentendu.

Ces deux réponses ne satisfont pas à la question précise que je pose.

Personne plus que moi n'est partisan de l'arbitrage, personne plus que moi ne désire le voir se généraliser, car c'est la manière la plus conforme à l'esprit de notre siècle de terminer les conflits entre peuples civilisés ; mais pour qu'il y ait arbitrage, il faut qu'il y ait matière qui puisse y donner lieu. Pour qu'il y ait matière à l'arbitrage, il faut qu'il y ait un droit contesté. Or ici, il ne s'agit pas d'un droit contesté, notre droit ne l'est pas, il n'est pas même contestable ; il s'agit de savoir si le Gouvernement a l'intention de faire respecter notre droit.

Si M. le ministre des affaires étrangères me répondait qu'il y a des négociations engagées, ce n'est pas pour obtenir de lui une déclaration de cette nature que je me serais permis de déranger M. le ministre des affaires étrangères ; ce que je lui demande, c'est de savoir si, nonobstant toutes négociations à engager ou engagées, dès à présent nos armateurs sont fixés sur l'étendue de leurs droits, sur les opérations qui leur seront permises dans la prochaine campagne de pêche.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, a répondu :

Messieurs, après l'exposé si clair, si complet, que vient de faire M. Flourens de la question qu'il s'était proposé depuis longtemps de m'adresser, il me semble que j'aurais le droit d'y répondre en très peu de mots. Je n'ai, en effet, rien à apprendre à la Chambre de plus que ce que vient de lui enseigner mon honorable collègue et prédécesseur au ministère des affaires étrangères.

Il a repris la question dans ses origines, il l'a suivie dans ses développements et finalement il l'a amenée au point où nous en sommes, pour me poser la question qui l'intéresse.

Cependant, en suivant ces développements, en les écoutant avec l'attention que mérite l'orateur, je me suis trouvé en dissentiment avec lui sur plus d'un point.

Il est dans cette affaire des côtés qu'il a volontairement négligés, ou plutôt qu'il a laissés dans l'ombre. Il en est d'autres, au contraire, sur lesquels il a particulièrement insisté. Ces points touchent à des questions d'une nature extrêmement délicate et je dirai sans détours que l'honorable orateur jouit de plus de liberté que je n'en ai moi-même pour les discuter dans tous leurs éléments.

La question des pêcheries de Terre-Neuve est très ancienne. L'honorable M. Flourens a rappelé que, depuis le traité de 1713, bien que nos droits n'aient jamais été contestés théoriquement, — car ils ne peuvent pas l'être sur le terrain des principes, — il y a eu constamment dans la pratique des incidents de fait qui ont amené des contestations pouvant aboutir même à de véritables conflits, mais qui se sont toujours jusqu'à présent, grâce aux dispositions conciliantes des deux gouvernements, terminées par des solutions à l'amiable.

Très vraisemblablement, tant que la situation actuelle durera, les même

causes de contestations subsisteront ; mais il faut espérer qu'en y apportant de part et d'autre un égal désir de conciliation, les mêmes solutions amiables réussiront à prévaloir.

Ce droit de pêche qui nous appartient à Terre-Neuve est une sorte d'usufruit dont nous jouissons dans un pays qui ne nous appartient pas, sur lequel nous n'avons pas une pleine souveraineté aux termes des traités. Nous n'allons à Terre-Neuve que pour y exercer — je me servirai d'un mot anglais, bien que l'usage de cette langue ne me soit pas familier — notre droit de « fishing », que pour y pêcher, et seulement pour y pêcher et cela pendant la saison, juste le temps nécessaire, passé lequel nos pêcheurs doivent rentrer chez eux. A cet égard, les dispositions des traités sont formelles.

Pendant très longtemps, pendant plus d'un siècle, depuis le traité d'Utrecht, les parages de Terre-Neuve où le droit de pêche nous est réservé ont été ainsi, dans l'océan Atlantique et dans le golfe Saint-Laurent comme une sorte de domaine spécial, qui n'était en quelque sorte habité, fréquenté, que pendant la saison de la pêche.

Un membre à droite. — C'est encore aujourd'hui comme cela.

M. Riotteau. — Il s'agit du grand banc. Le grand banc n'est pas Terre-Neuve.

M. le ministre des affaires étrangères. — Cependant personne n'ignore que la colonie de Terre-Neuve, car il ne s'agit aucunement des bancs, a pris un développement considérable, surtout depuis les derniers traités, ceux de 1815, qu'il y a aujourd'hui à Terre-Neuve toute une population fort active, très industrielle et même ambitieuse...

M. Riotteau. — Elle n'a aucun droit sur le grand banc ; c'est un terrain neutre.

M. le ministre. — ...qui supporte difficilement toute espèce de voisinage ; et je n'apprendrai à personne, pas même à ceux qui n'ont pas l'habitude d'aller à Terre-Neuve tous les ans, que cette population professe hautement la doctrine que Terre-Neuve appartient ou doit appartenir — je ne dis pas aux Anglais ni aux Français — mais aux Terre-Neuviens.

M. Riotteau. — Le grand banc n'a rien à voir dans la question ; c'est des rivages même du French-shore qu'il s'agit.

M. le ministre. — En effet, et quoi qu'il en soit de la doctrine en question, les traités subsisteront toujours dans leur intégrité, quelle que soit la destinée politique de Terre-Neuve.

Nul ne pourrait songer à violer les droits de la France sans s'exposer à de justes et nécessaires revendications. Personne ne peut avoir une pareille idée.

Il n'en est pas moins vrai qu'il est absolument impossible de ne pas tenir compte d'un phénomène relativement moderne, et dont les conséquences sont loin d'être épuisées, je veux parler de l'accroissement de la population de Terre-Neuve, des appétits et de l'ambition de cette population ; et la preuve que vous êtes obligés d'en tenir compte, je la trouve dans ce fait que les négociations dont a parlé M. Flourens, que nous avions engagées avec l'Angleterre en 1885, qui avaient obtenu l'assentiment du gouvernement de la reine Victoria et qui étaient annoncées comme devant mettre fin à des difficultés datant de plus d'un siècle, ont finalement échoué parce qu'elles se sont heurtées à la résistance du parlement local de Terre-Neuve, résistance dont le gouvernement de la métropole n'a pu triompher.

M. Burdeau. — Nous ne pouvons pas admettre une théorie semblable.

Plusieurs membres à gauche. — Nous ne pouvons donc pas nous faire respecter.

M. le ministre. — C'est assez vous faire voir, messieurs, que toutes ces questions sont complexes.

M. le Provost de Launay. — Nous ne sommes pas défendus à Londres pas plus dans cette question que quand il s'agit des bestiaux.

M. de Lamarzelle. — Tous vos prédécesseurs ont fait respecter nos droits.

M. le ministre. — J'étais obligé de faire remarquer à la Chambre que la question des pêcheries de Terre-Neuve a revêtu un caractère différent de celui qu'elle a longtemps présenté. Si vous ajoutez à cela un événement qui s'est produit il y a trois ou quatre ans et qui a changé en quelque sorte la nature et déplacé pour ainsi dire le point vif des difficultés qui, dans la pratique, ont toujours existé entre les deux pays, — je veux dire des tentatives faites récemment non seulement pour molester la pêche de la morue, mais aussi pour empêcher celle du homard, — vous comprendrez le caractère et la gravité des embarras nouveaux en présence desquels nous nous trouvons aujourd'hui.

C'est qu'en effet, messieurs, la pêche du homard à Terre-Neuve est de date toute récente. On ne le pêche guère que depuis 1883, et ce n'est, pour le dire en passant, que le petit côté de la question des pêcheries françaises. J'ai là sous les yeux le chiffre des bateaux et le nombre des hommes employés à cette pêche. La pêche du homard n'intéressait, et encore partiellement, l'année dernière, que 11 navires et 474 pêcheurs, au service de quatre armateurs seulement.

Comparez ces faibles chiffres aux chiffres des bateaux, au nombre des pêcheurs que la pêche de la morue continue à employer, car cette industrie que l'on dit si menacée va au contraire en se développant, tous les ans, ainsi qu'en témoignent les rapports des commandants de notre station navale, et vous verrez alors, réduite à ses véritables proportions, l'importance toute relative de la question qui nous est posée par l'honorable M. Flourens au nom de l'un des armateurs pour la pêche du homard.

En 1889, la pêche de Terre-Neuve a employé 9,581 pêcheurs et 797 navires ; c'est une augmentation sensible sur les chiffres des années précédentes.

En effet, voici la progression :

En 1887, la pêche à Terre-Neuve avait occupé 693 navires et 7,158 hommes ; en 1888, 836 navires et 8,949 hommes.

Nous sommes donc en droit de constater que la pêche à la morue, la grande pêche, comme on dit, est toujours florissante à Terre-Neuve.

Quant à la pêche du homard, on n'a guère songé à y recourir qu'en 1885, à la suite de la diminution momentanée de la morue, à cette date, sur la côte ouest. Nos pêcheurs et nos armateurs cherchèrent très légitimement dans l'exercice de la pêche du homard la source de nouveaux profits. Mais l'initiative intelligente et hardie qu'ils prirent à cet égard fut également, il ne faut pas se le dissimuler, l'origine et la source des difficultés nouvelles que M. Flourens vous a spirituellement fait connaître. Nos concurrents ont prétendu au droit de distinguer entre la morue, qui serait un poisson, et le homard, qui serait un crustacé.

Messieurs, le traité d'Utrecht, entre autres avantages, a celui de ne pas distinguer entre poissons et crustacés. Je crois que ceux qui l'ont rédigé, que les savants mêmes qui s'occupaient de ces matières à cette époque, ne distinguaient pas entre les différentes espèces vivant au fond de la mer. Dans notre opinion, cette distinction n'a jamais été faite par les traités qui établissent nos

droits, et tous les ministres des affaires étrangères se sont prononcés dans ce sens. Exprimée au Sénat en 1887, par l'honorable M. Flourens, et en 1888 par mon honorable prédécesseur, M. Goblet, cette opinion est toujours la nôtre, et je la reprends aujourd'hui avec la même netteté et la même conviction : le droit reconnu à la France est absolu, sans aucune restriction ; ce droit de pêche doit s'entendre du homard comme de la morue, comme de toutes les espèces vivant au fond de la mer, et nous avons le devoir de protéger ceux de nos marins qui exercent ce droit, sans s'occuper des distinctions que l'on essaye d'établir.

Mais, Messieurs, si je déclare à la tribune, sans aucune difficulté d'ailleurs, que telle est notre doctrine, il ne faut pas conclure que cette doctrine ne soit pas contestée. Tout au contraire, sur le terrain même des principes, dans le domaine théorique dont nous parlons tout à l'heure, on la conteste formellement. Le gouvernement anglais, je ne dis pas seulement le Parlement local de Terre-Neuve, conteste formellement aux pêcheurs français le droit de capturer le homard.

M. de Lamarzelle. — C'est nouveau, cela ?

M. le ministre. — Pas du tout ! Telle a toujours été la prétention du gouvernement anglais, depuis que la pêche au homard s'est développée.

M. Freppel. — Mais les traités ne distinguent pas.

M. le ministre. — C'est, en effet, notre opinion et tous nos efforts tendent à la faire prévaloir. Aussi bien, si le débat portait uniquement sur la différence qui peut exister en histoire naturelle, entre la morue et le homard, entre le poisson et le crustacé, le débat serait de peu d'intérêt ; mais nous sommes obligés d'en venir à l'examen des conséquences de cette distinction, qui offre un intérêt plus pratique. En effet, la pêche de la morue se fait, en camp volant, si vous me permettez cette expression, qui a si longtemps existé : on va, on vient, on prend le poisson, on le tranche, on le sale, on le fait sécher, puis l'on part, on s'en va et on ne laisse rien après soi.

Il n'en est pas de même du homard qui exige un tout autre apprêt, avec des installations toutes différentes.

Et c'est précisément une des questions sur lesquelles on négocie en ce moment ; c'est ce qu'on appelle la question des homarderies.

Cet échange de vues dont je vous entretiens, messieurs, dure déjà depuis quelque temps, puisque, dans le discours qu'il a prononcé en 1887 devant le Sénat, l'honorable M. Flourens déclarait à l'amiral Véron qu'il jugeait inopportun et imprudent de pousser plus loin l'examen de la question, attendu que des négociations étaient pendantes et qu'il convenait de leur laisser un libre cours. Eh bien, messieurs, ces négociations durent encore ; elle ne sont pas terminées, d'abord parce que toute négociation qui porte sur des questions de détail comporte une série d'examens faits à diverses reprises et à des points de vue différents ; mais aussi — et je veux l'ajouter tout de suite — parce qu'elles se compliquent souvent, trop souvent, de réclamations particulières.

M. de Lamarzelle. — Mais celui de nos nationaux auquel vous faites allusion, c'est vous-même qui l'avez engagé à aller à Terre-Neuve.

M. le ministre. — M. Thubé, puisque c'est de lui qu'il est question, m'a fait l'honneur de venir me voir, pour me tenir au courant de ce qui lui est arrivé cette année. J'ai écouté attentivement les explications qu'il me donnait, avec le sincère désir de le soutenir dans ses réclamations. Il m'a averti qu'au cours de la campagne de 1889, le capitaine de l'un de ses navires s'était trouvé en contestation avec un capitaine de croiseur anglais et que celui-ci aurait fait

connaître qu'il n'aurait plus à venir pêcher le homard en cet endroit l'année prochaine.

Ce propos était en effet très alarmant ; j'ai désiré m'enquérir afin de savoir si, véritablement, de telles paroles avaient été prononcées et si les instructions émanant du gouvernement anglais autorisaient ses officiers à tenir un pareil langage. Je me suis informé et voici ce qui m'a été répondu.

Il résulte d'une lettre adressée par le premier ministre de la reine à l'ambassadeur de France à Londres qu'on n'a trouvé nulle trace, ni au Colonial-office, ni au Foreign-office, d'aucun avertissement formel qui aurait été donné au commandant de la station navale.

Messieurs, je ne puis pas employer d'autres expressions que celle que je trouve dans le document qui m'a été envoyé de Londres. Je vous fais connaître la réponse qui m'a été faite.

Vous assurez qu'on a dit au commandant de M. Thubé qu'il ne pourrait plus revenir l'année suivante. J'ai fait connaître au gouvernement anglais, par l'ambassadeur de France, que ce propos avait été tenu et j'ai demandé si c'était en vertu d'instructions que ce commandant avait parlé ainsi. On me répond qu'aucune trace n'a été trouvée d'un avertissement.

Que voulez-vous que je vous dise ? Ce sont les paroles du premier ministre. Je ne peux pas répondre à sa place et me servir d'autres expressions que celles qu'il a déjà employées. Aucun avertissement formel n'a été donné par le commandant de la station navale de la Grande-Bretagne, soit au commandant de M. Thubé, soit à un autre citoyen français, pour leur interdire de reprendre cette année leurs opérations de pêche du homard.

Puisque aucun avertissement dans ce sens n'a été donné, je révoque en doute le point spécial, le fait particulier sur lequel M. Thubé avait appelé mon attention. Je dis que le propos qu'il m'a rapporté n'a pas été tenu et j'en conclus que la situation, pendant l'année 1890, sera la même que celle des années antérieures.

M. de Lamarzelle. — Alors nos nationaux ne seront pas protégés ?

M. le ministre. — Les avez-vous trouvés protégés lorsque le commandant Reculoux a fait disparaître les homarderies de M. Murphy ?

M. de Lamarzelle. — Oui, nos nationaux ont été protégés sous vos prédécesseurs.

M. le ministre. — Je ne désavoue nullement ce que mes prédécesseurs ont fait ; je déclare, au contraire, que, bien loin de répudier les instructions de M. Goblet et de M. Flourens lui-même, je les confirme, je les reprends et j'assure que celles que j'enverrai seront conçues dans les mêmes termes.

Qu'attendez-vous de moi et que voulez-vous que je vous dise de plus ? (Interruptions à droite.)

Vous ne voulez pas me laisser parler ?

M. de Lamarzelle. — Vous avez fait le contraire.

M. le ministre. — Nullement.

D'ailleurs, messieurs, pourquoi ne vous le dirais-je pas ? Si vous m'interrogez comme ministre des affaires étrangères, vous ne pouvez le faire que sur l'interprétation donnée aux traités ; si, au contraire, vous voulez m'interroger sur les faits, les incidents qui se produisent à Terre-Neuve, sans décliner aucune responsabilité, sans renier en quoi que ce soit ma solidarité avec M. le ministre de la marine, je vous fais observer que ce n'est pas à moi, mais au chef de l'officier, que vous incriminez que vous devez vous adresser.

M. Le Provost de Launay. — Votre ambassadeur est d'une faiblesse remarquable dans la défense des intérêts de nos nationaux.

M. le ministre. — On me dit que l'ambassadeur de France est d'une faiblesse remarquable dans la défense des intérêts de nos nationaux.

Messieurs, il était ambassadeur sous les ministères antérieurs; il a reçu les instructions des ministres qui m'ont précédé, comme il a reçu les miennes, et ces instructions n'ont pas varié, je dirai même qu'elles ne peuvent pas varier.

Il n'est pas de ministre des affaires étrangères qui puisse laisser mettre en contestation le droit de la France. Ce droit est absolu, sans restriction, et il ne peut s'exercer que dans des conditions parfaitement prévues.

Voilà pour la théorie, et M. Flourens a parfaitement exposé la question.

Mais, en fait, l'exercice de ce droit a constamment donné lieu à des contestations, à des conflits, qui ont été heureusement résolus à l'amiable. En 1885, on croyait être arrivé à une solution générale, à un arrangement définitif : loin de là; de nouvelles difficultés ont surgi qui ont motivé de nouvelles négociations, lesquelles se poursuivent, et puisqu'on a prononcé le mot d'arbitrage, — ce que je n'aurais peut-être pas fait, — il n'est pas impossible, en effet, qu'il devienne nécessaire pour trancher cette question de recourir à un arbitrage.

Sur la question qui nous divise, les uns disent oui : ce sont les Français; les autres disent non : ce sont les Anglais. Dans ces conditions, il faut bien admettre qu'il peut convenir, qu'il est même expédient et avantageux de recourir à un tiers arbitre. Sinon, messieurs, à qui laisseriez-vous la parole ?

Je vous mets au défi, vous qui m'interrompez, de le dire. Non ! Vous n'oseriez pas le dire.

Il n'est personne ici qui puisse admettre que si un arbitre, désigné d'un commun accord par les deux parties, acceptait la mission de trancher la question pendante entre la France et l'Angleterre, quelqu'un pût songer à se dérober à la sentence prononcée.

Si l'on doit en arriver là, messieurs, et je n'envisage ce fait que comme une hypothèse, si l'on doit en arriver là, du moins faut-il que les négociations se poursuivent entre les deux gouvernements, et en attendant je ne puis que vous dire que les instructions seront maintenues, conformes à celles qui ont été données jusqu'ici, et que nous veillerons, comme par le passé, à donner aux armateurs toutes les garanties qu'ils ont le droit de nous demander.

A droite. — S'il en est ainsi, les armateurs n'enverront personne !

M. le ministre. — Est-ce que ce sont là des questions que l'on peut résoudre à la tribune ? Quant aux questions de fait, messieurs, elles ne peuvent être débattues dans cette enceinte. On ne peut les apprécier que sur place. Jusqu'à ce jour, les armateurs sont allés à Terre-Neuve exercer leur industrie sous leur responsabilité.

M. Jules Delafosse. — Non ! ils sont allés à Terre-Neuve sous la protection du gouvernement français !

M. le ministre. — Ils y sont allés avec une juste confiance dans la protection que leur a toujours accordée le gouvernement français; pourquoi n'auraient-ils plus confiance dans ce gouvernement, puisque aucun fait nouveau ne s'est produit ?

M. Thubé ne nous a, en effet, apporté qu'un seul fait, à savoir qu'un capitaine de la marine anglaise aurait dit à l'un de nos capitaines de pêche : Vous ne reviendrez plus l'année prochaine. Mes instructions m'autorisent à vous le déclarer.

Or, on ne trouve aucune trace de ces instructions. Est-ce que je ne dois pas m'en tenir à la déclaration de notre ambassadeur à Londres ?

Dès l'instant que je vous apporte ces déclarations sur le fond, vous ne pouvez pas me conduire à envisager ici cette affaire par le menu détail et à dire si le gouvernement prendra des mesures pour que tels ou tels casiers soient placés ou non déplacés. Ce sont là des questions de fait, et ce n'est pas à cette tribune qu'on peut discuter des questions de ce genre.

M. Millerand. — Il fallait commencer par dire cela.

M. le ministre. — Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

M. Flourens m'a posé une question sur les instructions que je compte adresser aux commandants de nos croiseurs, de concert avec le ministre de la marine ; je lui réponds que ces instructions sont les mêmes qu'à l'époque où il avait l'honneur d'être ministre des affaires étrangères.

Il m'a demandé si je tiendrai la main à ce que ces instructions soient exécutées ; je lui réponds que j'y veillerai avec la plus grande fermeté.

Dans ces conditions, la Chambre voudra bien clore le débat, car elle peut s'en rapporter à la vigilance avec laquelle le Gouvernement n'a jamais cessé de défendre les droits de la France.

M. Flourens a de nouveau pris la parole :

Messieurs, je remercie M. le ministre des affaires étrangères des explications qu'il a bien voulu apporter à cette tribune, et je suis heureux de constater que nous sommes absolument d'accord et en parfaite conformité d'idées et d'intentions en ce qui concerne la sauvegarde des droits sur lesquels j'ai l'honneur d'appeler sa vigilante attention.

Cependant, dans les observations qu'il a présentées, il est deux points qu'il m'est impossible de laisser passer sans protester.

Le premier concerne l'opinion émise par M. le ministre des affaires étrangères relativement à la nature des droits qui nous appartiennent sur le French-shore. Il a dit que nous n'avions pas le droit de souveraineté à exercer sur cette côte.

Je crois que c'est là une erreur de droit, et une erreur de droit capitale.

Les traités que je citais et dont je rappelais le texte tout à l'heure à la Chambre nous ont donné certains droits sur le French-shore ; et par là même ils nous ont donné — sans quoi ils eussent été aussi frustratoires qu'illusoire — les moyens de faire respecter ces droits.

Les traités nous ont donné sur le French-shore la possibilité d'exercer certaines opérations de pêche, et par là même ils nous ont investis des droits de police nécessaires pour assurer l'exécution de ces opérations de pêche. C'est ainsi que nous possédons sur le French-shore une part de souveraineté.

Oui, la France pendant la saison où la pêche est exercée a un droit de souveraineté sur le French-shore, et c'est à ce titre que nous pouvons y envoyer une division navale ; c'est à ce titre que nos divisions navales évoluent dans les eaux du French-shore, comme dans les eaux territoriales françaises ; c'est à ce titre que nous pouvons débarquer sur ce French-shore des hommes en armes, que nos officiers peuvent y descendre pour arrêter, en cas de besoin, nos nationaux, comme les nationaux britanniques eux-mêmes. C'est à ce titre qu'ils le font en cas de délit de pêche, et qu'ils l'ont toujours fait. C'est à ce titre qu'ils peuvent supprimer tout établissement permanent qui serait construit sur le French-shore ; c'est à ce titre enfin qu'ils y possèdent un véritable pouvoir de juridiction indéniable et indéniable.

Dès lors, quel besoin avons-nous de nous adresser aux Anglais quand nos droits sont méconnus ? C'est à nous à les faire respecter.

Nous n'avons pas besoin d'engager des négociations avec le gouvernement anglais, et M. le ministre des affaires étrangères a mal lu le discours qu'il a cité et que j'ai eu l'honneur de prononcer devant le Sénat en réponse à M. l'amiral Véron.

Je n'ai pas dit que j'avais engagé des négociations, mais que des négociations avaient été engagées en 1883 pour arriver à des modifications nouvelles à introduire au droit résultant des traités ; qu'en ce qui concernait les atteintes signalées contre nos pêcheurs de la part des pêcheurs de Terre-Neuve, je m'étais adressé à mon collègue de la marine et que j'avais combiné avec lui les instructions nécessaires.

Cela veut-il dire que j'aie jamais pensé que nous devions avoir à Terre-Neuve une action isolée et indépendante de toute entente ? Cela veut-il dire que je critique la conduite suivie par M. le ministre des affaires étrangères quand il propose de soumettre à l'examen du gouvernement anglais et d'étudier de concert avec lui les difficultés de principe qui peuvent se produire ? Loin de là.

Je comprends parfaitement que nous ne pouvons pas vivre sur le « French-shore » dans un état d'hostilité brutale et violente avec le gouvernement anglais.

Le gouvernement anglais ne l'a jamais désiré et les instructions qu'il donne aux officiers qui commandent la division navale anglaise n'ont jamais consisté à leur enjoindre de se mettre en hostilité avec les officiers de la division navale française. Ces instructions leur ont ordonné, au contraire, de conserver une entente aussi cordiale, aussi intime que possible avec les commandants de notre marine.

De notre côté, je suis convaincu que M. le ministre de la marine donnera toujours à nos officiers, comme première instruction, de maintenir une entente aussi complète que possible avec les officiers de la division navale anglaise, qui, j'ai eu l'occasion de le constater moi-même, apportent dans leurs rapports avec nous la plus grande courtoisie. Mais, messieurs, cela n'empêche pas que lorsqu'une atteinte de fait est portée à nos nationaux, nous ayons le droit de la faire cesser même *manu militari*.

Ainsi, dans l'espèce que j'ai portée tout à l'heure à cette tribune, dans l'espèce du sieur Thubé, ce qui a donné naissance à tout l'incident, c'est la concurrence émanant d'un pêcheur anglais, le sieur Schagres, à l'égard de l'exploitation de Thubé.

Or, ce pêcheur anglais était installé dans une construction permanente, une homarderie qui appartient à un national français et qui, par conséquent, est construite en violation des clauses du traité d'Utrecht.

A aucune époque, toutes les fois que le gouvernement anglais nous en a prévenus ou que nous en avons été avisés de toute autre façon, nous n'avons toléré que nos nationaux conservassent des habitations permanentes sur le French-shore. Sommes-nous désarmés et devons-nous permettre cette grave infraction aux traités par ce seul fait qu'elle profite à un Anglais ?

Est-ce parce qu'elle est louée à un Anglais, à un industriel qui nous fait une concurrence illégale et illicite, que nous devons tolérer une construction permanente et, par suite, contraire aux traités ? Non, certes. Mais ce sont là des questions de police, ce ne sont pas des questions de négociations.

Il faut en outre bien se rendre compte de la nature des faits et des nécessités qui s'imposent à chaque gouvernement. Il est de toute évidence, étant donnée la politique que le gouvernement suit vis-à-vis de ses colonies, et en particulier vis-à-vis de ses colonies du Nord de l'Amérique, que, quelque claires, quelque lucides, quelque limpides que puissent être les clauses d'un traité, quelque favorable à nos prétentions que puisse être la décision d'un arbitre, jamais le gouvernement anglais n'assurera vis-à-vis de ses colonies l'odieuse de supprimer, d'entraver une industrie qui, comme je vous le faisais remarquer tout à l'heure, se chiffre par des millions de bénéfice.

En effet, des gens d'une compétence reconnue m'ont affirmé que l'industrie des conserves de homard pouvait rapporter 10 millions par an. S'il s'agit d'une somme aussi importante, il est, je le répète, de toute évidence que le gouvernement anglais n'assurera pas l'odieuse de faire cesser la concurrence anglaise et les troubles qui en résultent pour notre industrie.

C'est à nous, à nous qui avons à Terre-Neuve une division navale, qui y

envoyons des navires spécialement pour protéger nos nationaux et pour empêcher qu'il soit porté atteinte à nos droits, d'en assurer le respect.

Loin de moi la pensée d'émettre des critiques contre des négociations que je ne connais pas, que je n'ai pas à connaître. que je n'ai pas à juger, et qui peuvent être engagées entre le gouvernement français et le gouvernement anglais, négociations dont le résultat sera peut-être une amélioration du *statu quo* actuel par la précision de certains points douteux. Il serait, en effet, désirable, puisqu'il s'agit de la pêche du homard, que les deux gouvernements arrivassent à une entente pour protéger ce crustacé, comme il l'est dans les eaux territoriales françaises, contre les abus, les dévastations des pêcheurs.

Ce serait déjà un résultat important que d'empêcher cette ressource précieuse de disparaître par suite de l'impéritie des armateurs ou de l'inattention des deux gouvernements. Mais je prétends qu'en attendant le résultat des négociations, quelles qu'elles soient et quel qu'en soit le but, des instructions doivent être données aux armateurs pour la prochaine campagne de pêche.

M. le ministre des affaires étrangères m'objecte : « Mais les instructions que nous avons données cette année sont les mêmes qui ont été données les années précédentes. » Je vous en demande bien pardon, monsieur le ministre ; voici les instructions qui ont été données le 19 mars 1889 :

« Le présent bulletin a été délivré par le commissaire de l'inscription maritime à Binic, au sieur Philippe, capitaine du navire le *Laborieux*, conformément à la loi du 2 mars 1852, pour constater que ledit capitaine a le droit d'occuper dans le havre du Vieux-Férolle et Sainte-Geneviève, situé sur la côte ouest de l'île, la place avec ses dépendances (n° 142), dite n° 1, bâbord en entrant dans Brig-baie n° 2, île Fish, qui a été assignée audit navire, avec faculté de jouir de ladite place, sans trouble ni empêchement, jusqu'à l'année 1892 exclusivement. »

Ainsi on lui dit : Vous pouvez aller là, vous jouirez sans trouble ni empêchement de la place qui vous est concédée.

Voici maintenant la lettre que m'adressait ce même armateur, le 10 janvier 1890 :

« La réunion des armateurs qui envoient leurs navires à Terre-Neuve a eu lieu, en effet le 6 de ce mois, à Saint-Servan. Dans cette assemblée, j'ai demandé à M. le commandant Maréchal, qui assistait le chef de service de la marine en qualité de délégué du ministre, s'il était en mesure de me faire connaître la réponse du ministre de la marine à ma lettre du 13 décembre, lettre dans laquelle je priais le ministre de me faire savoir expressément si, en présence de l'inaction de la station navale d'une part, des empiètements anglais, d'autre part, enfin des communications du commandant anglais, je pourrais armer cette année, en pleine sécurité.

« Le chef de service de la marine, président, et le commandant Maréchal m'ont, tous deux, répondu qu'il leur était impossible de me donner un avis quelconque, puisqu'ils n'avaient rien reçu du ministre à cet égard. »

C'est précisément à raison de ce silence que je suis monté à cette tribune et que j'insiste auprès de M. le ministre pour obtenir une réponse.

Je conçois très bien que des négociations existent ; mais, qu'elles soient engagées ou non, il faut que des instructions claires et précises interviennent ; il faut que nos armateurs sachent quelles opérations leur sont permises, quelles opérations leur sont interdites, jusqu'où ils auront la protection du Gouvernement et le point précis où cette protection devra s'arrêter.

C'est à ce moment qu'il importe d'élucider ce côté de la question ; c'est dès à présent et non pas plus tard, sous peine d'être exposés à voir renaître en 1890 les mêmes conflits qu'en 1889, conflits dont je vous ai fait, je vous assure, un tableau bien abrégé et bien atténué.

Jusqu'à ce jour, la patience de nos marins et la fermeté de nos officiers ont empêché qu'il n'y eût des rixes et que les choses n'en arrivassent au point où, l'honneur des deux nations se trouvant engagé, il serait difficile, soit à l'une, soit à l'autre, de reculer.

Mais, monsieur le ministre des affaires étrangères, êtes-vous sûr qu'il en sera toujours ainsi? Le Gouvernement, ce me semble, ne peut pas échapper à toute responsabilité en se cantonnant dans le silence qu'il observe vis-à-vis des armateurs français, car vous voyez à quelles conséquences ce silence peut aboutir.

Quant à la situation de notre division navale, je n'insiste pas. Dans ma pensée, mieux vaudrait qu'elle restât à Brest ou à Cherbourg, plutôt que d'aller à Terre-Neuve pour y jouer encore un rôle peu conforme à la dignité de la marine française et à toutes ses traditions.

M. le Président. — L'incident est clos.

M. Jules Delafosse. — Mais M. le ministre de la marine a demandé la parole.

M. le président. — Permettez-moi de vous faire observer deux choses, monsieur Delafosse : c'est que d'abord vous n'avez peut-être pas qualité pour parler au nom de M. le ministre de la marine, et ensuite que la question étant adressée à M. le ministre des affaires étrangères, j'éprouverais quelque difficulté à donner la parole à M. le ministre de la marine.

M. le président. — M. La Chambre demande à transformer en interpellation la question qui vient d'être posée par M. Flourens à M. le ministre des affaires étrangères.

Il s'agit de fixer le jour où cette interpellation sera discutée.

Sur plusieurs bancs. — Tout de suite!

M. le président. — Il n'y a pas d'opposition à la discussion immédiate?

Un membre. — A un mois!

M. le président. — On n'insiste pas pour le renvoi à un mois!

La parole est à M. La Chambre.

M. La Chambre. — Messieurs, je ne veux pas retenir longtemps l'attention de la Chambre. Déjà la question vient d'être parfaitement élucidée par l'honorable M. Flourens.

Mais il me semble que nous ne pouvons, à aucun prix, laisser nos armateurs dans une indécision, dans une incertitude de laquelle ils ne savent comment sortir aujourd'hui.

On vient, messieurs, de tirer à l'hôtel de la marine, à Saint-Servan, les places qui sont affectées à chaque armateur pour aller exercer son industrie, soit de la pêche de la morue, soit de la pêche simultanée de la morue et du homard, sur les côtes qui lui sont réservées par les traités. Or, les places ayant été concédées sous l'autorité de M. le ministre de la marine, est-il admissible que nos armateurs expédient leurs navires sans savoir s'ils pourront s'y établir, sans savoir si le Gouvernement français viendra les protéger et leur garantir l'usage de ce qu'il leur a concédé?

M. Flourens est monté à cette tribune parce qu'il y a été appelé par un négociant de Nantes, qui s'est plaint de n'avoir pas été protégé l'an dernier dans l'exercice de ce droit. Défendant, à mon tour, les intérêts maritimes de Saint-Malo, je suis, ici, l'interprète des armateurs qui exercent la même industrie et qui m'ont chargé d'obtenir une déclaration précise de M. le ministre des affaires étrangères et de M. le ministre de la marine pour savoir si, oui ou non, ils peuvent partir en sécurité.

Je pose donc nettement cette question à MM. les ministres des affaires étrangères et de la marine.

Nos armateurs qui se disposent à expédier leurs navires à la pêche simultanée de la morue et du homard peuvent-ils en toute sécurité continuer leurs armements fort dispendieux?

Sont-ils certains de trouver libres les places qui leurs sont concédées par M. le ministre de la marine, à leur arrivée sur les lieux de pêche? Sont-ils certains de n'y trouver aucun concurrent étranger venant les empêcher de se livrer à leur industrie? Sont-ils certains enfin de trouver une protection efficace de la part du commandant de la station navale française, pour être protégés dans l'exercice de leurs droits?

Je vous demande, en vérité, s'il est possible de rester davantage dans le doute où M. le ministre de la marine et M. le ministre des affaires étrangères nous ont laissés depuis trop longtemps. Je leur demande donc une réponse catégorique.

M. le président. — La parole est à M. le ministre de la marine.

M. Barbey, ministre de la marine. — Messieurs, l'honorable M. La Chambre m'invite à monter à cette tribune et à donner mon appréciation sur la question que mon honorable collègue M. le ministre des affaires étrangères vient de traiter avec plus de compétence que je ne saurais le faire.

Messieurs, je n'éprouve aucun embarras à faire connaître à la Chambre mon opinion, qui est certainement la même que celle de mes prédécesseurs au département de la marine.

Oui, le droit de pêcher sur une partie de la côte de l'île de Terre-Neuve désignée par les Anglais eux-mêmes sous le nom de French-shore qui nous a été concédé par le traité d'Utrecht, qui a été confirmé par la déclaration du roi George et le traité de Versailles en 1783, est absolu, exclusif et sans réserve.

Nos nationaux, s'appuyant sur ces déclarations et sur ces traités, demandent sans cesse à nos croiseurs français qu'ils leur assurent la possibilité de pêcher le homard dans les places qu'ils ont choisies, sans être gênés par les pêcheurs anglais.

Les croiseurs anglais, principalement en 1889, ont soutenu que nos pêcheurs ne jouissent, en ce qui concerne le homard, d'aucun des privilèges résultant des traités et reconnus par le Gouvernement anglais.

Le homard, disent-ils, n'est pas un poisson; il ne se pêche pas.

Messieurs, je répète les déclarations des croiseurs anglais; voulez-vous vous donner la peine de les entendre?

Le homard, disent les croiseurs anglais, n'est pas un poisson. Il ne se pêche pas, il se capture; on se sert du mot anglais *catch*. La pêche du homard n'existait pas, en tant qu'industrie distincte, en 1717 pas plus qu'en 1783.

Il est facile de répondre à ces arguments quelque peu subtils.

Mais il n'appartient pas aux chefs de la division française de poursuivre à Terre-Neuve des négociations diplomatiques; leur rôle est d'agir, de protéger nos pêcheurs. Or, ils sont retenus par des instructions qui n'émanent pas seulement de l'honorable M. Flourens ou de l'honorable M. Spuller, mais qui ont existé de tout temps et qui leur enjoignent, en présence d'un croiseur anglais, de s'adresser à lui pour obliger les pêcheurs anglais à respecter les droits de nos nationaux.

De là des difficultés qui peuvent faire naître les incidents les plus regrettables. Nous jouissons d'un droit souverain qui s'exerce dans la souveraineté d'autrui, et, pour assurer l'exercice de ce droit, nous sommes obligés d'avoir recours à l'intervention de ceux-là mêmes qui le contestent.

Cette situation ne peut durer plus longtemps. Il faut que les malentendus disparaissent; il faut que les instructions données, après entente, par le ministre de la marine soient bien nettes et bien précises. Le commandant de la division navale de Terre-Neuve a le droit de les réclamer. Quand il les aura reçues, je vous répons qu'il les exécutera avec sagesse et fermeté.

Il est indispensable — et la Chambre tout entière partagera mon sentiment

— que lorsque notre pavillon se montre à Terre-Neuve, il y jouisse de la même autorité que sur tous les points du globe.

M. le président. — La parole est à M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. — Messieurs, je me borne à prendre acte des paroles que vient de prononcer M. le ministre de la marine, et je dépose sur le bureau de la Chambre un ordre du jour motivé.

L'ordre du jour suivant est déposé par MM. de Lamarzelle, Freppel et de Cassagnac :

« La Chambre des députés appelle l'attention du Gouvernement sur les droits acquis à la France par les traités relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve, et passe à l'ordre du jour. »

M. Boissy-d'Anglas et plusieurs membres à gauche demandent l'ordre du jour pur et simple.

L'ordre du jour pur et simple, mis aux voix, est adopté.

TUNISIE

Dans un discours prononcé à l'occasion du 1^{er} janvier, M. Massicault, résident général, a fait un exposé de la situation de la régence dont voici une analyse sommaire :

Au point de vue financier, la situation est bonne : le budget actuel se soldera en excédent. La réserve s'élève à 22 millions de piastres, et les impôts à recouvrer à 15 millions 1/2. Total, 37 millions 1/2. Ce résultat a été obtenu sans impôt nouveau ; et même de nombreux dégrèvements ont été opérés.

M. Massicault a rappelé ensuite que, depuis son arrivée en Tunisie, une vigoureuse impulsion a été donnée aux travaux de routes, d'aménagement des ports, aux études des voies ferrées, aux travaux municipaux, etc.

Passant à l'enseignement, le résident général a dit que le protectorat s'efforce d'amener les indigènes dans les écoles afin de faciliter les relations avec les Français. 69 écoles publiques, 6 écoles privées ont été ouvertes ; le nombre des élèves a plus que doublé depuis trois ans et s'élève à 8,702. Leur budget, qui était de 473,500 piastres en 1886, est aujourd'hui de 784,483 piastres, qui, avec les ressources personnelles du collège Sadiki, présentent un total supérieur à un million de piastres qui sont consacrées à l'enseignement.

Il a ensuite énuméré les progrès réalisés par le service des antiquités, par la nouvelle administration des postes tunisiennes, et a fait un tableau très rassurant de la situation militaire à la frontière tripolitaine.

De l'exposé fait par le résident général il résulte que les 80,000 hectares de terre achetés depuis trois ans par des Européens appartiennent presque totalement à des Français.

Si le mouvement ne s'accroît pas autant qu'on pourrait le souhaiter, les causes en sont connues.

Les colons demandent, et la résidence demande avec eux, la réforme monétaire ; la création d'une banque d'Etat qui abaisserait le taux trop élevé du crédit ; une convention douanière avec la France, qui ferait disparaître les taxes qui paralysent et découragent la colonisation ; enfin, la réforme de la loi d'immatriculation qui en rendrait l'application moins onéreuse. La réalisation de cet ensemble de mesures mérite d'être résolument poursuivie. On a dit que la Tunisie va à la ruine. Il suffit, pour répondre, d'opposer le passé de la Tunisie à son présent.

Le protectorat l'a prise, vis-à-vis de l'Europe, en état de faillite, et sa tutelle, depuis six ans, l'a refaite, émancipée et civilisée ; on a vu quelles sont ses finances, les travaux publics et l'enseignement. Le relèvement de l'agriculture

indigène s'est manifesté par les chiffres suivants : d'un maximum de 550,000 hectares ensemencés, elle a passé, malgré la sécheresse des dernières années, à une moyenne de 650,000 hectares. La comparaison entre l'exportation en 1878 et en 1889 n'est pas moins probante : de 16,292 quintaux d'huile, elle a passé à 73,353 ; de 73,919 quintaux de laines, à 147,599. L'exportation du bétail a passé de 4,768 têtes à 13,008 têtes. Enfin, le vignoble tunisien, qui n'existait pas, est aujourd'hui de 4,050 hectares qui ont produit cette année 32,600 hectolitres. Tout ceci indique que le pays est en plein élan et non en léthargie.

ITALIE

Abolition des droits différentiels à l'égard de la France.

Le projet de loi contenant cette abolition a été soumis le 3 décembre à la Chambre des députés. Il était précédé d'un *exposé des motifs* de M. Seisrith-Dolla, ministre des finances. Nous empruntons à l'*Indépendance Belge* une intéressante analyse de cet important document.

Les tarifs différentiels qu'il s'agit d'abolir ont été décrétés au mois de février 1888, en réponse aux mesures que la France avait jugé bon de prendre précédemment, afin de se prémunir contre les tarifs généraux italiens pour le cas où l'Italie n'aurait pas consenti, comme cela est arrivé, à renouveler le traité de commerce.

L'honorable ministre des finances se propose de démontrer que cet acte de représailles n'a été que d'une utilité fort discutable pour le commerce péninsulaire, et il commence à établir une comparaison entre le mouvement du trafic international italien avant et après la déclaration des hostilités. En prenant le chiffre de 100 comme exprimant la totalité des échanges durant la période quinquennale de 1883-1887, on a, pour les importations, les chiffres que voici : Autriche-Hongrie, 15 ; Belgique, 2 ; France, 21 ; Allemagne, 9 ; Grande-Bretagne, 21 ; Russie, 6 ; Suisse, 5 ; Turquie, 3 ; possessions anglaises d'Asie, 7 ; Etats-Unis et Canada, 4 ; pays divers, 7. Pour les exportations, on a : Autriche-Hongrie, 10 ; Belgique, 2 ; France, 40 ; Allemagne, 10 ; Grande-Bretagne, 9 ; Suisse, 10 ; Etats-Unis et Canada, 5 ; Etats de la Plata, 2 ; pays divers, 12.

Il résulte de ce tableau qu'avant la rupture, la France recevait 40 p. c. des exportations italiennes, tandis qu'elle n'importait en Italie que 21 p. c. des marchandises que cette nation retire de l'étranger. Il était évident que le plus grand dommage devait être du côté de l'Italie. Pendant l'année 1888, qui a suivi la rupture, les importations italiennes en France sont tombées de 40 à 20 p. c., c'est-à-dire qu'elles ont diminué de moitié, tandis que les importations françaises en Italie ne sont tombées que de 21 à 13 p. c. En chiffres moins absolus, l'exportation française en Italie est tombée de 181 à 149 millions et les exportations de l'Italie en France sont tombées de 335 à 182 millions : il y a donc une perte de 62 millions du côté de la France et de 153 millions du côté de l'Italie.

Ces calculs sont encore plus décisifs si l'on songe que l'exportation française en Italie ne représentait que 6 pour cent de la totalité de l'exportation française à l'étranger, tandis que les exportations italiennes en France représentaient, comme nous venons de le voir, 40 pour cent de la totalité du mouvement des échanges de l'Italie avec l'étranger.

Ce sont les vins italiens qui ont ressenti plus durement les effets de la guerre douanière. Ils ont été remplacés sur les marchés français par les vins d'Espagne, de Portugal et d'Algérie ; puis viennent les soies, les huiles, les fruits secs et les bestiaux. Du côté français, ce sont les denrées coloniales, les tissus de laine et de soie, les ferrailles, les porcelaines, la verrerie, les fers travaillés, les machines et la mercerie.

En somme, dans les commerces d'importation des produits manufacturés, les

barrières élevées à la frontière française ont profité à la Suisse, à l'Allemagne et au Royaume-Uni, mais il est bon de noter que l'accroissement qui s'est manifesté du côté de la Suisse représente précisément une partie de l'exportation française qui peut éviter les tarifs prohibitifs en passant par la Suisse. D'autre part, il n'est pas superflu de faire remarquer que le surcroît des importations allemandes en Italie n'a pas été compensé par une augmentation équivalente des importations italiennes en Allemagne, et cela non seulement parce que les articles qui abondent dans la Péninsule ne sont pas généralement recherchés sur les marchés de l'Empire, mais aussi parce que certains articles italiens, les vins par exemple et les huiles, sont très durement traités à la frontière germanique. Même le tarif anglais, qui est généralement calqué sur les doctrines libérales, est très dur pour certains articles, tels par exemple que les vins et les fruits secs. Fort heureusement, l'Amérique est venue au secours de l'Italie, et c'est le Nouveau Monde qui a bu une partie des vins et des huiles et qui a consommé une partie des denrées agricoles qui encombraient les fermes italiennes. D'une année à l'autre, l'exportation des vins italiens en Amérique s'est élevée de 245,000 hect. de vin, 40,000 quintaux d'huile d'olive, 38,000 kilos d'essence d'orange, et 116,000 quintaux de citrons et mandarines en plus.

Somme toute, la diminution des exportations italiennes en France n'a pas été compensée par une augmentation correspondante des marchandises italiennes importées dans les autres pays, qui cependant ont profité dans une très large mesure des empêchements opposés par les tarifs de guerre à l'introduction des articles français en Italie. Voilà la vérité qu'il fallait faire ressortir et que M. Seismit-Doda a eu le courage d'exposer au Parlement dans toute sa cruelle nudité.

Les partisans des doctrines protectionnistes s'efforcent de mettre en balance les pertes du commerce avec les avantages que le gouvernement retire de l'application des droits surélevés à la frontière. Or, cet avantage même est plus que problématique. Pendant les dix derniers mois de l'année dernière, le gouvernement a perçu en douane la somme de trois millions, à titre de tarifs différentiels. Or, le ministre fait très justement remarquer que ces trois millions constituent la somme que l'on sait, tandis qu'il n'est pas possible de calculer l'effet dépressif exercé sur le mouvement général du commerce par les tarifs différentiels; en sorte que les recettes manquées par suite de la guerre commerciale échappent à toute appréciation. On ne remarque pas que, pour dix kilogrammes de produits qui passent la frontière en payant les droits différentiels, il y en a au moins cinquante qui entrent avec des certificats d'origine d'une vérité douteuse, de telle sorte que la douane ne perçoit pas un sou de plus, le consommateur ne paye pas un sou de moins, et la concurrence du produit entré en fraude frappe injustement le négociant qui a eu la naïveté de se mettre en règle avec la loi. On ne peut pas voir la grande quantité de marchandises soustraites à toute espèce de droits par la contrebande qui fait perdre à l'Etat non seulement la surtaxe, mais la totalité du droit, en troublant par-dessus le marché les conditions normales des échanges et en condamnant le commerce honnête à des pertes considérables.

Voici, en substance, quelques-unes des considérations formulées par le député M. Finocchiaro Aprile, dans son rapport sur le projet de loi abolissant les droits différentiels, projet dont la commission est unanime à proposer à la Chambre l'approbation :

En prenant l'initiative du retour au système normal des tarifs, le gouvernement italien interprète exactement le sentiment public. Indépendamment de la convenance et du bénéfice momentané, une autre considération devait entrer en compte; cette considération est fondée sur l'expérience quotidienne que les systèmes trop restrictifs manquent leur but, et que la protection exagérée

porte une atteinte violente aux rapports économiques des divers Etats. Le système actuel a créé en Europe une situation insupportable et a rendu possible, surtout entre la France et l'Italie, une âpre lutte d'intérêts, dont les tarifs différentiels ne sont qu'une manifestation, et elle a rendu possibles aussi, en les augmentant là où elles existaient déjà, les défiances sur le terrain politique jusqu'au point de confondre presque les différends économiques et les différends politiques.

La commission, ajoute le rapporteur, croit que le Parlement en approuvant le projet fera un acte sage, patriotique et logique. Ce n'est pas en persistant à conserver les tarifs de guerre qu'on favorise le travail national. Les nécessités du moment peuvent seules les justifier. L'Italie comprend maintenant que la barrière des droits différentiels ne peut être un système normal dans ses rapports avec la France. En la supprimant, elle a d'ailleurs conscience de rendre hommage au vrai sentiment de la civilisation. Le Parlement, qui, il y a quelques jours, a appris avec satisfaction, par les déclarations de M. Crispi, que les relations politiques avec la France sont cordiales et amicales, secondera certainement le gouvernement dans l'œuvre de la pacification économique.

La question des rapports avec la France a été soulevée à propos de la discussion de l'adresse.

M. Imbriani a pris le premier la parole :

Il loue avant tout le ministère d'avoir proposé l'abolition des droits différentiels ; mais il croit qu'il faut aller plus loin et réduire les droits excessifs du tarif général.

Il n'est pas d'accord avec le gouvernement quant à l'amélioration des conditions économiques du pays. Il n'approuve pas non plus le passage de l'adresse qui attribue toute la renaissance de l'Italie au souverain, sans laisser aucun mérite au peuple ; il n'admet également pas qu'on puisse parler d'unité complète de la patrie, puisqu'elle n'est pas encore réalisée ; il affirme qu'on a suivi jusqu'ici une politique étrangère contraire aux intérêts et à la dignité de la nation.

Il approuve qu'on ait renoncé à la politique belliqueuse en Afrique ; mais il blâme les fournitures de fusils et d'argent faites à Ménélik et qui serviront à opprimer davantage ses peuples. Le gouvernement a violé, par le fait, les prérogatives parlementaires en prêtant 4 millions à Ménélik.

M. Imbriani déplore que la nation n'ait pas été consultée à propos de toute action du gouvernement en Afrique. Enfin, il demande pourquoi on n'a pas présenté à la Chambre les réformes que le gouvernement jugeait jadis essentielles, comme la réforme du Sénat et celle de l'indemnité des députés.

M. Louis Ferrari, député radical, a succédé à M. Imbriani :

Il propose de supprimer le mot « commerciaux » dans la phrase de l'adresse relative aux rapports commerciaux entre l'Italie et la France, afin, dit-il, qu'il ne semble pas qu'on veuille améliorer seulement les rapports commerciaux et non les relations politiques, comme toute la nation le demande.

M. Crispi a répondu :

Il nie que le mot que M. Ferrari veut supprimer ait le sens qu'il lui a attribué. Il affirme que les rapports politiques entre les gouvernements italien et français sont excellents, et qu'il n'existe entre les deux pays que des différends sur les questions économiques. Le gouvernement italien, le premier, a ouvert la voie pour leur solution.

M. Crispi fait observer que les tarifs différentiels italiens ont été la conséquence de ceux établis par la France dès février 1888 ; il espère que l'initiative spontanée de l'Italie sera secondée et contribuera à établir entre les deux pays voisins les rapports d'amitié que chacun désire, car personne ne saurait ne pas désirer que la France et l'Italie restent amies. S'il fallait donc accentuer cette pensée dans l'adresse en réponse au discours du trône, il ne s'y opposerait pas

Le rapporteur, M. Barazzuoli, s'est associé aux déclarations du gouvernement, sans s'opposer toutefois à l'amendement de M. Ferrari, dont, pourtant, il ne voit pas la nécessité.

M. Ferrari a pris acte des déclarations du gouvernement constatant l'amélioration des rapports politiques entre l'Italie et la France. Il s'en est déclaré satisfait et n'a pas insisté sur l'amendement.

M. Imbriani, malgré sa qualité d'opposant, a estimé qu'il était de son devoir d'exprimer son approbation pour les déclarations de M. Crispi.

Le 20 décembre, la Chambre des Députés a discuté le projet d'abolition des tarifs différentiels entre la France et l'Italie.

M. Cbiata a constaté avec plaisir que le projet n'a rencontré aucune opposition dans les bureaux et qu'il a contribué à améliorer les rapports italo-français. Il faut donc, dit-il, l'examiner plutôt au point de vue politique qu'économique.

M. Grimaldi, ministre du commerce en 1888, rappelle que le décret établissant en Italie les tarifs différentiels avait un simple caractère de défense provisoire. Il est heureux qu'on puisse l'abolir aujourd'hui, à la satisfaction réciproque de l'Italie et de la France.

Le projet d'abolition causera quelque dommage dans les finances et détruira beaucoup d'illusions quant aux bienfaits économiques que quelques-uns en attendaient. Néanmoins, M. Grimaldi donne son approbation à ce projet, en s'inspirant seulement de considérations politiques et dans l'espoir que cette abolition prouvera que le Gouvernement et le Parlement désirent avoir avec la France des rapports cordiaux.

Il croit devoir rappeler que le traité de commerce italo-français fut dénoncé par l'Italie, mais seulement après avoir reçu l'assurance officielle que la France le dénoncerait elle-même. Les accusations contre l'Italie, à ce propos, sont donc sans fondement. L'Italie a même fait en vain, pendant les négociations, les propositions les plus conciliantes en vue d'arriver à un arrangement.

M. Grimaldi conclut en souhaitant que d'autres démarches suivent celle-ci ; mais il déclare qu'il ne se fait pas trop d'illusions à cause des récentes déclarations du chef du Gouvernement français.

M. Grimaldi demande ce que l'Italie entend faire quant à la dénonciation de la convention monétaire.

M. Branca ne croit pas que le tarif général mérite les reproches qu'on lui a faits. Il engage le Gouvernement à ne pas s'attendre à de grandes compensations de la part de la France, à se borner à demander celles qu'on peut obtenir immédiatement et à tenir compte de l'échéance des traités de commerce. Il votera en faveur du projet.

M. Imbriani n'est pas d'accord avec ceux qui soutiennent que le tarif général italien est inoffensif. C'est précisément ce tarif qui a obligé la France à se défendre. Il remarque que le traité de commerce a été dénoncé par l'Italie : dire que la France en aurait fait autant est une supposition.

M. Imbriani loue le projet, qui est un acte de politique honnête du cabinet, dont les deux nations-sœurs retireront des avantages. Il blâme les journaux italiens et français qui entretiennent la division entre les deux pays, et il souhaite que le bon exemple donné par l'Italie lui ouvre un nouvel avenir de paix et de concorde avec la France, que tant de liens rattachent à l'Italie.

M. Pantano estime aussi que la responsabilité de la rupture des rapports commerciaux incombe à celle des parties qui a renoncé au traité. Il loue l'initia-

tive du cabinet et souhaite qu'elle ne demeure pas un fait isolé, et que le Gouvernement continue à tenir compte des vrais besoins du pays.

Le ministre des finances, M. Seismit-Doda, contrairement à l'opinion émise par M. Grimaldi, exprime la conviction déjà manifestée au Sénat par M. Magliani, que l'abolition des droits différentiels produira des effets économiques avantageux pour l'Italie. Le Gouvernement s'est inspiré des intérêts du pays en proposant cette abolition, sans se préoccuper de ce que fera la France : il pense qu'il serait peu digne de demander une compensation. Il observe avec plaisir que le marché français a accueilli favorablement la mesure prise par l'Italie. On en a la preuve dans la hausse de la rente.

En réponse à M. Branca, le ministre déclare qu'on tiendra grand compte des intérêts italiens lors de l'échéance des traités.

En ce qui concerne la convention monétaire, M. Crispi répondra.

M. Ellena conteste l'assertion de M. Pantano que la Chambre a voté, par surprise, le tarif général. L'orateur raconte les enquêtes qui ont précédé la réforme de l'ancien tarif et montre que les droits perçus par l'Italie sont, dans leur ensemble, plus modérés que ceux des autres pays. Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes. Le rendement des douanes, pour l'exercice courant, dépassera probablement les prévisions de plusieurs millions.

M. Ellena approuve le projet d'abolition des tarifs différentiels, mais il préférerait que le ministère lui donnât une autre signification ; il prouve que la perte immédiate pour les finances italiennes s'élèvera à environ 4 millions ; on aurait dû le laisser entendre pour augmenter les chances un peu douteuses que la France suive l'Italie dans la voie où elle s'est engagée. Il faut se préoccuper, avant tout, de préparer des jours meilleurs au commerce avec la France, sans se préoccuper des traités dont la conclusion semble à l'orateur très problématique. Il est difficile de prévoir ce qui arrivera en 1892, lors de l'échéance de tous les traités de la France, quoique le traité de Francfort n'ait qu'une influence indirecte sur le commerce italien ; mais s'il surgissait une lutte économique entre la France et quelque autre Etat, l'Italie aurait un grand intérêt à ne pas se trouver dans une guerre ouverte de tarifs. Pour cette raison aussi, l'orateur votera volontiers le projet.

M. Seismit-Doda, ministre des finances, répondant à M. Ellena, confirme que l'abolition des droits différentiels, non-seulement ne causera aucun dommage financier à l'Italie, mais aura pour elle des effets économiques avantageux.

M. Crispi déclare que l'abolition des tarifs différentiels était une nécessité politique, parce qu'ils ne pouvaient pas durer envers un Etat avec lequel l'Italie a intérêt à entretenir de bonnes relations. « Tant mieux, continue le président du conseil, si notre initiative est secondée, si notre parole est écoutée. Sinon nous ne pourrions certes pas nous reprocher ce que nous avons fait. La proposition du gouvernement témoigne qu'il veut montrer à l'Europe que l'Italie n'aime pas une lutte stérile. »

M. Crispi ne se dissimule pas que l'influence protectionniste en France s'opposera aux accords les plus utiles aux deux pays. Quoi qu'il en soit, l'Italie a fait son devoir. Partisan du libre-échange, M. Crispi appelle de ses vœux les plus ardents le moment où on pourra s'acheminer dans la voie de la liberté. Il ne fera pas d'autres déclarations politiques. La Chambre connaît déjà la pensée du Gouvernement, qui l'a formulée lors de la discussion de l'Adresse, en réponse au discours du trône.

Il ajoutera seulement que l'Italie ne peut pas changer sa politique, base sûre de la paix européenne. Il conclut en déclarant qu'il ne dénoncera pas la convention monétaire latine, et cherchera même à la prolonger, comme peut-être il n'aurait pas dénoncé, s'il avait été alors au pouvoir, le traité de commerce avec la France.

Le projet d'abolition des droits différentiels a été ensuite mis aux voix et approuvé par 170 contre 50.

Le Sénat a discuté, le 23 décembre, le projet d'abolition des droits différentiels :

M. Rossi déclare que la mesure proposée est noble, généreuse et digne d'une nation ayant conscience d'elle-même. Il recommande de ne pas confondre la question politique avec la question économique, avec laquelle les traités de commerce n'ont rien de commun.

Il combat le système des traités de commerce en affirmant que la défense de l'économie nationale est un acte de civilisation et d'humanité.

L'orateur démontre, chiffres en main, qu'il est faux que le tarif général italien soit plus lourd que le tarif général français.

Il conclut en disant que l'abolition des tarifs différentiels purifie l'atmosphère économique et que, du moment où l'on a proclamé qu'il fallait s'arrêter dans la voie des impôts, il ne reste plus qu'à suivre celle sur laquelle est basé le tarif général.

M. Boccardo conseille de s'en tenir à l'abolition des tarifs différentiels, sans engager l'avenir, car il n'est pas possible qu'un jour ne vienne pas où tous reconnaîtront l'opportunité d'abaisser les tarifs généraux.

Le ministre des finances, M. Seismit-Doda, réfute les doctrines économiques de M. Rossi.

Il allègue les convenances économiques financières et douanières qui conseillent d'abolir les tarifs différentiels. Il parle du grand développement que la contrebande a pris.

Sans rien abandonner des opinions qu'il a manifestées, comme député, et en souhaitant qu'on puisse remanier le tarif général, son devoir actuel est de faire respecter les lois existantes ; il croit qu'il serait prématuré de penser maintenant à modifier le tarif général. Il rappelle que l'Italie a résolu l'abolition des tarifs différentiels sans demander de compensations, mais elle ne désespère pas de voir se produire un retour de l'opinion publique française vers de meilleurs principes économiques, quoique le groupe résistant au courant actuel soit encore peu nombreux.

M. Majorana, rapporteur, est satisfait des déclarations du ministre des finances, mais il souhaite personnellement qu'on agisse sans retard.

M. Crispi dit que l'Italie entend pouvoir dire à la France que, quant à elle, l'état de guerre a cessé. Quand le Gouvernement a présenté, quand le Parlement a approuvé les tarifs différentiels, ils n'ont voulu prendre qu'une mesure temporaire. Le pays doit être sûr que le Gouvernement ne fera rien qui puisse être préjudiciable aux industries nationales.

Répondant à M. Rossi, il dit que les négociations relatives au cartel douanier avec la Suisse se rattachaient à celles relatives au tunnel du Simplon qui sont suspendues et non interrompues. Il espère qu'on aboutira bientôt à une solution favorable de la question de la répression de la contrebande.

M. Crispi conclut en disant que la loi abolissant les tarifs différentiels est aussi une loi politique ; elle fournit une preuve de notre bonne volonté. Il croit qu'il conviendrait aussi à la France d'en venir à une politique douanière plus conciliante. L'Italie abolit les tarifs différentiels sans demander de compensations. La France, maîtresse d'elle-même, fera ce qui convient le mieux à ses intérêts. M. Crispi invite le Sénat à voter le projet.

La discussion générale est close.

Les deux articles du projet, mis aux voix, sont approuvés.

Le projet est ensuite voté au scrutin secret, par 70 voix contre 4.

D'après les statistiques de la direction générale des douanes, les importations ont subi en 1889 une augmentation de 216 millions comparativement à 1888. En 1889, les importations se sont élevées à 1,390 millions, tandis qu'elles avaient été de 1,174 millions l'année précédente.

Les exportations ont augmenté de 58 millions. Elles ont été de 950 millions en 1889, au lieu de 891 en 1888. Néanmoins, l'excédent des importations sur les exportations en 1889 a dépassé de 457 millions celui de 1888, car il a été de 440 millions, alors qu'il avait atteint seulement le chiffre de 282 millions en 1888.

— On a distribué au Parlement un Livre vert sur les affaires de Crète ; il contient 87 documents allant du 6 avril 1888 au 18 novembre 1889.

Il ressort de ces documents que l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie ont été unanimes à conseiller à la Grèce d'user de modération et de prudence et à la Turquie d'employer tous les moyens pour faire cesser l'insurrection en Crète.

En ce qui concerne la France, le Livre vert contient une dépêche de M. Crispi au général Menabrea, datée de Naples 10 août 1889, l'informant que M. Mariani est venu lui dire que, par circulaire du 8 août, M. Spuller déclare qu'il a donné à la Grèce des conseils de prudence et qu'il conclut en demandant l'avis de l'Italie.

M. Crispi répondit que le gouvernement du Roi est d'avis de donner à la Grèce des conseils de modération et de prudence, et de conseiller à Constantinople d'employer tous les moyens de faire cesser l'insurrection en Crète, même par des concessions si les réclamations sont fondées.

M. Crispi ajouta que l'Italie n'a pas d'intérêts spéciaux dans cette question et qu'elle désire seulement la conservation de la paix. Elle serait heureuse de procéder d'accord avec la France à Athènes et à Constantinople.

M. Crispi tint le même langage aux chargés d'affaires de Russie et d'Autriche

SAINT-SIÈGE

Le Pape a prononcé, en latin, dans le Consistoire secret du 30 décembre, le discours dont voici la traduction française :

Vénérables frères,

Une consolation opportune Nous est venue naguère des lointaines contrées de l'Amérique comme aussi de la Suisse. En effet, ce que les catholiques désiraient souverainement pour qu'il leur fût donné d'avoir de grands Instituts à eux propres pour l'instruction de la jeunesse, ils viennent de l'obtenir par leurs propres efforts, en fondant à Washington, à Ottawa et à Fribourg des établissements de hautes sciences, où l'on retiendra pour règle sacrée d'unir l'intégrité de la foi à l'éclat de la doctrine, et de former les jeunes gens non moins à la religion qu'aux meilleures disciplines. Aussi conçoit-on combien il faut en savoir gré d'abord à la prévoyance et à la constance des évêques ainsi qu'à l'œuvre commune des particuliers. Il faut les louer les uns et les autres de ce que, unissant leurs desseins et leurs sollicitudes, ils aient assuré un si mémorable bienfait dont non-seulement l'Eglise, mais la patrie elle-même retire un grand avantage. Car, Vénérables Frères, Nous présageons de ces entreprises les fruits qu'elles produiront, et, en attendant, Nous Nous réjouissons vivement à la pensée que, dans les villes que Nous venons de mentionner, le catholicisme peut librement se développer, défendu qu'il est par la sauvegarde des lois et des hommes.

Ces événements heureux au dehors rendent de plus en plus pénible l'impression produite par ce qui arrive à l'intérieur. Ici, en effet, les adversaires ne se

lassent pas d'attaquer l'Eglise. Bien plus, ils manifestent chaque jour plus audacieusement leurs sentiments hostiles et ils ne rougissent point de rechercher la gloire jusque dans le crime. C'est ce que proclament assez haut les paroles proférées naguère par un homme public, alors que, dans une nombreuse réunion convoquée à dessein, il indiqua ouvertement ce que méditent et ce que veulent contre l'Eglise et le Pontificat romain, les gouvernants de la chose publique en Italie.

Dans le même sens se sont exprimées les voix par lesquelles, au mois de juin dernier, on a visé dans Notre ville, à l'aide de manifestations inusitées et retentissantes, non pas tant à honorer un transfuge, qu'à couvrir l'Eglise d'ignominie. On voit ainsi aisément que, des deux côtés, les desseins tendent au même but et que l'on se propose en commun de se déclarer ennemis de la religion des ancêtres et, sous les auspices et la conduite des sectes perverses, d'arracher, si c'était possible, du sein de l'Eglise tout le peuple italien. Vous connaissez, Vénérables Frères, ces sentiments pleins d'hostilité et d'audace. On a pris plaisir à attaquer les droits des Pontifes Romains dans la Ville de Rome, et à les diminuer tellement qu'on a dit de ne pas leur attacher plus d'importance qu'on n'attribue généralement à ceux des familles royales.

Quant à ce qu'on nous a arraché, on dit que c'est acquis aux nouveaux possesseurs de par un droit ferme et stable, comme si le droit pouvait jaillir de la force et de l'injustice.

Il est superflu, sans doute, de rappeler les titres tout à fait particuliers en vertu desquels le Siège apostolique revendique et ne cessera de revendiquer son droit sur la ville de Rome. Pas n'est besoin pareillement de rappeler la nature du principat civil des Pontifes romains, qui, par le fait qu'il est destiné à assurer d'une sauvegarde efficace la liberté et la dignité dues au ministère apostolique, a une cause qui lui est exclusivement propre et qui le distingue notablement du droit commun des royaumes. Mais nous ne pouvons ni ne devons à aucun titre garder le silence, alors que la puissance adverse dirige contre le Siège apostolique ses attaques, comme s'il s'en dégageait quelque chose de nouveau. Nous devons réclamer d'autant plus, que, dans la défense de Notre droit Nous ne Nous proposons pas comme fin de sauvegarder une chose terrestre, mais Nous visons à des intérêts plus grands et plus élevés.

Ce que Nous voulons, c'est que la foi chrétienne soit conservée intégralement comme elle doit l'être; car c'est l'intégrité même de cette foi qui est en jeu lorsque ceux qui sont à la tête du peuple assignent pour rôle au régime public de revendiquer sans limite, sans loi aucune, la suprématie de la raison humaine. Or, sans ambages, cela équivaut à rejeter complètement tout ce que Dieu a révélé et à se séparer entièrement de l'Eglise. Il ne s'agit donc pas seulement de faire en sorte que l'Etat n'ait de préférence pour aucune religion ou que l'égalité des droits soit assurée sans distinction à chacun, en quoi l'égalité devient inique et souverainement pernicieuse; mais on veut aussi outrager le catholicisme par une publique déclaration de guerre et unir ainsi les desseins et les efforts à ceux des pires ennemis de Jésus-Christ. Il semble à peine croyable que l'on en soit arrivé à ce point, et cela au sein de la nation italienne qui, par la grâce de Dieu, a vu briller de très bonne heure la lumière de la vérité chrétienne, et qui, pendant dix-neuf siècles, a éprouvé et gardé fidèlement les bienfaits les plus grands et vraiment particuliers de la bonté divine. Mais le fait est patent aux yeux de tous. Au reste, les ennemis n'agissent pas d'une façon moins menaçante qu'ils ne le disent, car ils s'efforcent, au contraire, par tous les moyens, de réaliser leurs desseins, et ils ne cessent point de faire converger au détriment de l'Eglise leurs institutions et leurs lois.

Les prochaines calendes de janvier doivent marquer, vous le savez, le commencement d'un nouveau droit pénal. Lorsqu'il en fut question, l'année dernière, dans l'assemblée des législateurs, Nous ne manquâmes pas de dénoncer, comme de juste, l'iniquité de ces mesures qui, sous prétexte de punir la licence des abus, visent réellement à diminuer la juste liberté du clergé, à entraver son action. Par là, disions-Nous, on soustrait à l'Eglise une grande partie de son

pouvoir, en tant que, de par son droit, elle est divinement constituée sous la forme de société parfaite et que, dans l'accomplissement de ses fonctions, elle ne doit être soumise à la puissance d'aucun homme. En même temps Nous Nous plaignîmes de ce que l'on fit injure à tout le clergé contre lequel, sans aucun motif plausible et au mépris du droit sacré de l'autorité, on portait des lois d'exception avec une sévérité exceptionnelle. Or, ces lois, sauf quelques légers changements, ont été approuvées et promulguées. C'est pourquoi, Nous souvenant de Notre devoir apostolique, Nous renouvelons, maintenant que l'injustice est perpétrée, les mêmes protestations que Nous fîmes lorsqu'on la méditait.

Mais à une attaque, vous voyez en succéder une autre contre l'Eglise; Nous voulons dire la loi portée contre les Œuvres pies, que des suffrages précipités ont récemment approuvée, et que l'on avoue devoir être un nouvel acheminement à de nouveaux méfaits, c'est-à-dire pour en venir à effacer des institutions publiques tout vestige religieux. Ce dessein est certes confirmé par la nature même de la loi, dont l'effet consiste surtout à détruire en partie et, en partie, à changer de forme et de caractère toutes les institutions fondées par la piété, à tel point qu'un si grand bouleversement semble devoir entraîner la ruine même de ces institutions.

Ce qui notamment n'est conforme ni à la piété ni à la justice, c'est que presque toutes les œuvres qui ont été instituées ou fondées par testament, en faveur du culte divin, ou pour les suffrages des défunts, ou pour la dotation des vierges aspirant à entrer dans les monastères, sont pour cela même déclarées caduques et abolies pour être converties à d'autres usages. Par là, on viole évidemment la volonté des fondateurs, attendu qu'ils ont consacré leurs biens à ces fins précises qui viennent d'être rappelées, et nullement à d'autres, lesquelles fins, en tant que concernant la religion, le soulagement des trépassés, la perfection de la vertu, sont tout aussi immuables et perpétuelles de leur nature, que les droits et les devoirs qui unissent l'homme à Dieu.

Nous ne saurions non plus passer sous silence la mesure en vertu de laquelle il est permis de comprendre la généralité, y compris les femmes, dans les commissions administratives du patrimoine des œuvres pies, tandis que les curés en sont exclus. On a déclaré vouloir qu'il en fût ainsi à cause de leur attachement bien connu envers leurs évêques et le Pontife romain, de telle sorte qu'on ne saurait douter dans quel esprit et dans quel but la loi dont Nous parlons a été imaginée par ses auteurs.

Ils disent, il est vrai, que la bienfaisance doit être laïque, pour qu'elle soit mieux acceptée, et que les nécessiteux sont accoutumés à recevoir dans un sentiment de honte et d'avilissement les secours qui leur viennent de la charité chrétienne. Mais il est déplorable qu'il se trouve parmi les chrétiens des gens qui errent si grandement dans l'appréciation de cette vertu, qui est la première et la reine de toutes les autres. En vérité, le désir sincère de soulager le prochain ne peut naître que d'une bienveillance intime, et celle-ci doit résider uniquement ou principalement dans le cœur de ceux qui dans chaque homme voient un autre soi-même et l'aiment comme un frère, qui considèrent les autres hommes comme venant du même père qui est Dieu, comme également rachetés par le sang de Jésus-Christ et appelés dans le ciel à la même félicité.

Bien plus, Jésus-Christ aime si ardemment les pauvres et les malheureux qu'il relie pour faite à lui la bienfaisance exercée à leur égard et comme étant obligé lui-même pour le bienfait reçu.

Pénétrés de ces sentiments, bien loin que la charité avilisse les esprits des pauvres, elle les élève, au contraire, à une éminente dignité de leur personne, telle que l'homme, sans la lumière de la doctrine céleste, ne pourrait même pas le concevoir. C'est en vain qu'on chercherait une telle charité en dehors de l'Eglise de Dieu, la seule que Jésus-Christ ait laissée héritière de sa sagesse, de sa discipline, de ses dons, et qui dans tous les temps a fourni de si grands témoignages de sa fidélité à suivre les conseils, à imiter les exemples de son divin fondateur. Y a-t-il quelque genre de misères auquel l'Eglise ne se soit

efforcée de subvenir non-seulement avec une maternelle pitié, mais aussi avec une prudence et une vigilance extrêmes ?

C'est ainsi que par son œuvre et son autorité ou, au moins, par ses conseils et sous sa protection, on a trouvé partout les soulagements opportuns aux diverses calamités, mais en plus grande abondance là où l'Eglise est plus prospère et le zèle des vertus chrétiennes plus ardent. L'Italie a excellé en ce genre, elle qui, gardant la foi catholique à travers les événements prospères ou adverses, a été de tous temps si féconde en bienfaits de ce genre.

On avait objecté aussi que les rentes des œuvres pies étaient mal administrées ou mal placées ; mais la lumière de la vérité a jailli de là même où les auteurs de la loi s'y attendaient le moins. L'enquête exécutée à ce sujet a splendidement réfuté la fausseté de pareille accusation.

Comme pour mettre le comble à ces violences, il est venu s'ajouter un autre attentat audacieux, par lequel ceux qui ont en main le pouvoir se sont immiscés jusque dans l'administration des choses sacrées. Vous comprenez aisément, Vénérables Frères, quel est ici l'objet de Notre discours. Nous voulons dire ce qu'ils ont décidé d'entreprendre, ces mois derniers, contre le vénérable frère Louis, évêque titulaire de Troade, ordinaire d'Aquaviva et Altamura. Vous savez tous ce qui a été fait contre lui ; on l'a d'abord privé des biens de l'un et l'autre siège, on l'a destitué de son poste, chassé de sa résidence, pendant que l'on donnait à un autre le gouvernement de ces Eglises, comme s'il s'agissait d'une affaire purement civile relevant de la juridiction et de l'arbitraire du pouvoir politique. Par ce fait on n'a pas seulement foulé aux pieds les lois de l'Eglise, mais on a violé aussi les droits natifs de Notre primat pontifical.

C'est pourquoi Nous Nous plaignons avec une grande douleur de pareille injure, pendant que, en vertu de Notre autorité apostolique, Nous condamnons et réprouvons ce qui a été décrété ou exécuté à ce sujet par la force. En ce qui concerne le clergé et le peuple de ces Eglises, Nous les avertissons dans le Seigneur de peser sérieusement ce que le devoir leur impose. De même qu'il est juste d'être soumis au pouvoir politique dans les affaires civiles, de même aussi, en ce qui concerne le gouvernement des âmes, ils ne peuvent être soumis qu'à Notre autorité et au droit légitime de leurs chefs hiérarchiques, s'ils ne veulent pas, ce qu'à Dieu ne plaise, se séparer eux-mêmes de ce centre de l'unité catholique.

Et maintenant, avant de désigner les évêques aux sièges vacants, Nous créons cardinaux de la sainte Eglise romaine, à la plus grande gloire de Dieu et pour l'utilité de l'Eglise, deux hommes éminents que cependant, pour de justes motifs, Nous réservons « in petto », Nous réservant de les publier à notre arbitre en un temps quelconque, avec les dispenses, les dérogations et les clauses nécessaires et opportunes. Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

Répondant à une adresse du cardinal Monaco La Valeta, doyen du Sacré Collège, le Saint Père a prononcé, le 24 décembre, le discours suivant, dont voici le texte d'après le *Moniteur de Rome* :

C'est dans les termes de la plus grande satisfaction que Nous accueillons les vœux de bonheur que forme pour Nous le Sacré-Collège en cette heureuse circonstance des fêtes de Noël ; et à Vous, Monsieur le Cardinal, qui, au nom de tous, avez porté la parole, ainsi qu'à tous vos collègues, Nous offrons, Nous aussi, en retour, les souhaits les plus sincères et les plus heureux. L'union, très étroite, que maintient avec Nous le Sacré-Collège des cardinaux et que Vous avez opportunément rappelée, exige cette parfaite correspondance de sentiments et cette réciprocité d'affection aussi bien dans les heureux que dans les tristes événements. Le vœu de paix que Vous Nous adressez ne saurait être ni plus conforme au mystère que l'on célèbre, ni plus adapté au besoin qu'on en éprouve. Ce souhait, il est doux de le répéter par les temps que nous traver-

sons et qui ne sont pas des temps de tranquillité et de paix, mais de persécution et de lutte.

L'Eglise, son action dans le monde, son sacerdoce, ses enseignements, ses droits sacrés, sont partout, et en Italie et à Rome plus qu'ailleurs, combattus, malmenés, bannis de la vie sociale, par tous les moyens dont disposent la puissance humaine et la plus fine astuce. Toutes les institutions catholiques, dans leur prodigieuse variété, depuis celles qui sont destinées au soulagement des maux nombreux de l'humanité, sont prises comme point de mire, dans le but de s'en emparer et d'en effacer tout caractère religieux et chrétien.

Nous signalons là des choses bien notoires, et chacun de vous embrasse, par la pensée, tant de faits qui sont la preuve la plus irréfragable de ce que Nous disons. Nous ne dirions même rien d'exagéré si Nous ajoutions que cette guerre est faite directement à Dieu lui-même, contre qui l'humaine raison ose se révolter témérairement, le juger et le provoquer, en quelque sorte, à entrer en lice. Cette audace diabolique, impuissante contre Dieu et contre son Christ, déverse sa haine profonde et exhale sa fureur satanique contre l'Eglise de Jésus-Christ et contre ses fils. C'est une lutte violente, acharnée, qui n'épargne rien, qui s'essaie à ébranler et, si c'était possible, à saper par la base l'œuvre divine du Rédempteur. — Les choses étant poussées à cette extrémité, il devient superflu de dire quelle est Notre condition et combien la rend plus sensible, de jour en jour, le manque de cette vraie liberté et de l'indépendance qui est indispensable au plein exercice du suprême apostolat.

Or, au milieu d'un tel déchaînement des ennemis extérieurs et tant qu'il ne plaira pas à Dieu de les humilier et de les abattre, qu'y a-t-il de plus désirable que cette paix divine annoncée aux hommes à la naissance du roi pacifique, que cette paix qui est le fruit de sa grâce et de sa charité et que l'on chercherait en vain à avoir du monde ? Si une aussi grande fureur de la part des ennemis nous assaille du dehors, ce sera une grande consolation si au moins, à l'intérieur, dans le sein de la grande famille catholique, la paix règne partout souverainement, grâce à la parfaite concorde des pensées, des volontés et de l'action, qui fait de tous les fidèles comme un seul corps, en vertu de la pleine harmonie entre le chef et les membres. Cette union est, par elle-même, la meilleure défense que l'on puisse opposer aux assauts et aux embûches des ennemis. Elle redouble et centuple les forces et, au milieu même des plus grandes violences, elle donne à l'esprit un calme serein et un courage invincible.

C'est un grand bien que, malgré les tentatives que l'on fait, le peuple catholique, comme Vous l'avez observé tout à l'heure, Monsieur le cardinal, reste unanimement uni à ses pasteurs et, par eux, au pasteur suprême et au Siège apostolique. Mais il est nécessaire de resserrer, de plus en plus, et de rendre indissolubles ces liens ; il est nécessaire de rappeler les peuples à la pratique fidèle et constante de la vie chrétienne.

Pour ces motifs, Nous avons déjà pensé à adresser de nouveau la parole à tous nos frères dans l'épiscopat, ce que Nous allons faire prochainement, afin de rappeler les grands devoirs qui sont imposés aux catholiques vivant au milieu de la Société par les circonstances spéciales des temps et par les grands périls auxquels est exposée leur foi, et, avec la foi, le salut éternel. Ces devoirs sont : l'amour de l'Eglise par dessus toute chose terrestre et témoigné par la preuve des faits, la profession ouverte et courageuse de la foi dont Dieu nous a fait don, la défense et la propagation de cette foi, dans la mesure qui peut appartenir à chacun : la parfaite concorde des esprits dans la pleine sujétion de tous aux pasteurs sacrés et dans l'amour réciproque entre eux tous ; la vie pleinement conforme aux préceptes de la loi de Dieu et de l'Eglise, lesquels se résument dans la charité.

Nous désirons ardemment que, grâce au bon vouloir de chacun et aux efforts réunis de tous, Notre parole produise en abondance les précieux avantages que Nous en attendons. Ce sera la plus grande consolation que Nos fils puissent Nous donner au milieu de tant d'amertumes, persuadé que Nous sommes que c'est

aussi le moyen le plus efficace pour hâter le jour des miséricordes, de la liberté et de la tranquillité de l'Eglise.

En attendant, qu'en ces jours de grâce et de salut la prière s'élève plus ardente que jamais de tous les cœurs catholiques vers le Rédempteur divin pour les grands besoins de son Eglise, lui qui a vaincu le monde et triomphé de l'enfer, qu'il daigne faire goûter aussi, à notre époque calamiteuse, les fruits inappréciables de sa victoire. Dans cet espoir, Nous exprimons, de nouveau, au Sacré-Collège des cardinaux, Nos vœux aussi pour la nouvelle année, et à chacun d'eux, ainsi qu'à tous les évêques et prélats ici présents, Nous accordons, du fond du cœur, la bénédiction apostolique.

SUISSE

Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant le mariage des ressortissants allemands en Suisse.

(Du 21 décembre 1889.)

Fidèles et chers confédérés,

Par circulaire du 12 juin 1884 (F. féd. 1884, III, 292), nous avons avisé les Gouvernements cantonaux, en nous référant au contenu d'une note du ministère d'Etat du grand-duché de Bade du 5 du même mois, note relative aux conditions requises des ressortissants badois pour contracter mariage à l'étranger, — qu'il nous paraissait inutile d'exiger à l'avenir des ressortissants badois qui désirent contracter mariage en Suisse la présentation des déclarations dont il est question aux articles 34 et 37 de notre loi du 24 décembre 1874 sur l'état-civil et le mariage (Rec. off., nouv. série, I, 474). Nous estimions que, lorsque le fiancé était badois, les cantons pouvaient se dispenser d'exiger ces déclarations.

Dès lors, une convention a été conclue entre la Suisse et l'Empire allemand, le 4 juin 1886, dans le but de faciliter les mariages des ressortissants des deux pays (Rec. off., nouv. série, IX, 92).

Cette convention vous a été communiquée par circulaire du 27 août 1886 (F. féd., 1886, III, 37). Bien qu'elle se rapporte à tous les ressortissants de l'Empire allemand, les instructions spéciales dont nous venons de parler au sujet du grand-duché de Bade sont restées en vigueur. En revanche, les ressortissants des autres Etats allemands ne pouvaient se marier en Suisse qu'après avoir obtenu, par l'intermédiaire de la légation allemande, un certificat établissant d'une manière officielle que leur mariage serait reconnu dans leur pays d'origine avec toutes ses suites légales.

Par note du 19 mars 1889, la légation impériale allemande a cru devoir nous faire observer que les considérations invoquées à l'appui de notre circulaire du 12 juin 1884 pouvaient s'appliquer non-seulement aux sujets badois, mais à tous les ressortissants allemands. La légation rappelait que la convention de 1886 avait pour but de « faciliter le mariage des ressortissants de l'un des deux pays domiciliés sur le territoire de l'autre pays ». Elle nous laissait le soin de voir si, dans ces conditions, il ne serait peut-être pas utile d'inviter les Gouvernements cantonaux, par une nouvelle circulaire, à faire de leur droit de dispense, également visé d'une manière générale dans la circulaire du 27 août 1886, un usage plus large que du passé en faveur des ressortissants de toutes les parties de l'Allemagne.

A teneur des articles 34 et 37 de la loi fédérale sur l'état-civil et le mariage, le droit de dispense en question appartient expressément aux Gouvernements cantonaux pour chacun des deux cas prévus dans ces articles. Nous croyons devoir vous transmettre le vœu exprimé par la légation allemande, en nous bornant d'ailleurs à vous le recommander dans le sens d'une appréciation

moins rigoureuse des divers cas spéciaux. Nous pouvons d'autant plus le faire que le système mis en pratique depuis 5 ans à l'égard des ressortissants badois n'a soulevé, que nous sachions, aucun inconvénient.

Notre circulaire du 27 août 1886 rappelait déjà que les ressortissants allemands qui voulaient se marier à l'étranger devaient remplir les conditions requises par les articles 28 à 40 de la loi allemande du 6 février 1875 sur la constatation de l'état des personnes et la célébration du mariage. Estimant qu'il conviendrait de mettre le texte de ces articles à la disposition de tous les officiers de l'état-civil de votre canton, nous avons l'honneur de vous le communiquer à cet effet au pied de la présente circulaire, de même aussi que celui d'un autre article à prendre également en considération, l'article 5 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870 sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande.

ANNEXE I

Extrait de la loi allemande du 1^{er} juin 1870 sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande.

Art. 5. — Le mariage avec un Allemand implique pour la femme le droit de cité du mari.

ANNEXE II

Extrait de la loi allemande du 6 février 1875 sur la constatation de l'état des personnes et la célébration du mariage.

TITRE III. — Des conditions à remplir pour contracter mariage.

Art. 28. — Pour contracter mariage, il faut le consentement et l'âge légal des fiancés.

L'âge légal du sexe masculin est vingt ans révolus, celui du sexe féminin, seize ans révolus. Des dispenses peuvent être accordées.

Art. 29. — Pour contracter mariage, les enfants légitimes, le fils, jusqu'à vingt-cinq ans révolus, et la fille, jusqu'à vingt-quatre ans, doivent obtenir le consentement de leur père; après le décès de leur père, le consentement de leur mère et, en outre, s'ils sont mineurs, celui de leur tuteur.

Si le père et la mère sont décédés, les mineurs doivent produire le consentement de leur tuteur.

Sont assimilés au décès du père ou de la mère, les cas où ceux-ci sont d'une façon permanente hors d'état de faire une déclaration et ceux où leur domicile est inconnu.

Le consentement du tuteur n'est pas exigé pour les mineurs qui, en vertu de la législation de leur pays, ne sont pas soumis à une tutelle.

Les lois des différents Etats déterminent les pouvoirs de la juridiction des tutelles ou du conseil de famille.

Art. 30. — Les dispositions de l'article précédent à l'égard des enfants légitimes privés de leur père s'appliquent aux enfants illégitimes.

Art. 31. — Pour les enfants adoptés, l'adoptant remplace le père (article 29). Cette disposition n'est pas applicable aux parties du territoire fédéral où l'adoption n'implique pas les droits de la puissance paternelle.

Art. 32. — Dans le cas de refus de consentement au mariage, les enfants majeurs ont droit de recourir aux Tribunaux.

Art. 33. — Le mariage est interdit :

1^o Entre parents en ligne ascendante ou descendante ;

2^o Entre frères et sœurs germains, consanguins ou utérins ;

3^o Entre alliés en ligne directe à tous les degrés, conjoint et descendants du conjoint, ascendants et conjoint des descendants :

Sans distinguer si les rapports de parenté ou d'alliance reposent sur la naissance légitime ou illégitime, et si le mariage constituant ces rapports subsiste encore ou non ;

4° Entre les personnes dont l'une a adopté l'autre, tant que dure l'adoption ;

5° Entre une personne divorcée pour adultère et son complice.

Dans le cas du n° 5, une dispense peut être accordée.

Art. 34. — Nul ne peut contracter mariage avant que sa première union soit dissoute ou déclarée nulle et non avenue.

Art. 35. — Les femmes ne peuvent contracter le second mariage qu'à la fin du dixième mois après la dissolution du mariage antérieur.

Une dispense peut être accordée.

Art. 36. — A l'égard des conséquences juridiques d'un mariage contracté contrairement aux dispositions des articles 28 à 35, sont applicables les prescriptions de la législation de chaque Etat particulier.

Il en est de même des effets de la contrainte, de l'erreur et du dol sur la validité du mariage.

Art. 37. — Pendant la durée de la tutelle, le mariage d'un pupille avec son tuteur ou ses enfants est interdit.

Si néanmoins le mariage a été contracté, il ne peut être attaqué comme nul.

Art. 38. — Les dispositions soumettant à une autorisation le mariage des militaires, des fonctionnaires et des étrangers ne sont pas modifiées par la présente loi. L'absence de cette autorisation est sans effet sur la validité du mariage contracté.

Il en est de même des prescriptions qui exigent, avant la célébration du mariage, la preuve de la fortune ou des garanties pour sa conservation.

Art. 39. — Toutes les prescriptions qui opposent au droit de contracter mariage d'autres restrictions que celles résultant de la présente loi sont abrogées.

Art. 40. — Le droit d'accorder des dispenses au mariage appartient à l'Etat seul.

Les Gouvernements des différents Etats règlent le mode d'exercice de ce droit.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

L'arbitrage international.

Dans sa séance du 19 décembre dernier, le Comité de l'*International arbitration and Peace Association*, présidé par M. Hodgson Pratt, a adopté les résolutions suivantes relativement au conflit diplomatique entre l'Angleterre et le Portugal au sujet de certains territoires situés dans l'Afrique orientale :

« 1° Pour le cas où les Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Portugal ne seraient pas à même de conclure une entente complète sur les questions en litige, il est désirable qu'elles soient immédiatement soumises à la décision d'un arbitre, qui, par sa situation même et son haut caractère, commanderait la confiance des deux nations. Cet arbitre serait assisté de juristes compétents, choisis parmi les Etats neutres n'ayant aucun intérêt dans la décision finale.

2° Attendu que les différends dont il s'agit comprennent dans une large mesure des points de fait sur lesquels ni l'un ni l'autre des deux Gouvernements contendants ne sont en situation d'arriver à une conclusion absolument juste et impartiale, une grande nation ne devrait être animée que du désir d'obtenir un règlement parfaitement équitable pour les deux parties intéressées.

3° Considérant que divers Gouvernements ont recouru à l'arbitrage et que cette tendance est très marquée, qu'elle se développe même chaque jour, témoin la France et la Hollande tout récemment pour une dispute de frontières dans la Guyane, et l'Allemagne et l'Espagne pour les Iles Carolines, il serait profondément regrettable que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne

voulût point reconnaître ce mode de procédure si rationnel et si conforme à l'équité, notamment dans une affaire où la disproportion de forces entre les deux Etats jetterait du discrédit sur celui qui est le plus puissant, si directement ou indirectement il se prévalait de ses avantages matériels.

4° Et s'il fallait un argument additionnel en faveur de cette procédure, on le trouverait dans ce fait, savoir : que le Portugal est représenté comme étant tout disposé à ce que ces questions soient décidées de cette manière, si la Grande-Bretagne le propose.

5° Copies de ces résolutions seront transmises au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, ainsi qu'à celui du roi de Portugal et à la presse. »

Congrès international de la propriété industrielle.

Il s'est tenu à Paris, du 3 au 10 août, sous la présidence de M. Teisserenc de Bort, sénateur.

Voici les résolutions adoptées :

DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS.

1° Il est impossible d'établir un critérium qui permette de distinguer les dessins et modèles industriels et les œuvres artistiques.

2° Il n'est pas nécessaire d'avoir deux lois différentes pour les dessins et modèles industriels et pour les œuvres artistiques.

MARQUES DE FABRIQUE. — NOM COMMERCIAL.

1° La marque est tout signe distinctif à l'aide duquel une personne ou un établissement distingue des produits de ceux de ses concurrents. Les marques peuvent être employées de deux façons différentes, comme marques de fabrique et comme marques de commerce.

2° A moins de convention contraire, publiée, la propriété de la marque suit le sort de l'entreprise dont elle sert à caractériser les produits.

3° Les droits du déposant doivent être limités au produit ou à la catégorie de produits pour lesquels la marque a été créée.

4° La loi doit punir pénalement la tromperie sur l'origine du produit. La création de marques municipales ou régionales destinées, à être apposées au lieu de fabrication est un des moyens les plus propres pour assurer la sincérité de l'origine du produit.

5° Il n'y a pas lieu d'exiger l'enregistrement du nom commercial et de la raison de commerce, mais il doit y avoir un enregistrement facultatif.

(Le congrès a en outre rejeté la proposition de sa commission tendant à établir une distinction pratique entre les marques de fabrique et les marques de commerce et la proposition recommandant un enregistrement spécial des récompenses obtenues dans les Expositions comme moyen d'empêcher leur usurpation. Il a également repoussé l'obligation pour les propriétaires de marques, de renouveler le dépôt dans un certain délai sous peine de déchéance du droit privatif, ou du moins de présomption d'abandon de ce droit).

BREVETS D'INVENTION.

1° Les brevets d'invention doivent être délivrés sans examen préalable, soit de la nouveauté, soit de l'utilité, soit de la moralité de l'invention, soit de la suffisance ou de l'insuffisance de la description et des dessins qui l'accompagnent, soit de la complexité de la demande.

2° Dans le cas où l'administration relèverait des irrégularités quelconques

dans la forme de la demande, le rejet n'en doit être prononcé qu'après discussion contradictoire avec le demandeur dûment appelé.

3° La description des inventions peut être, sur la demande des inventeurs, tenue secrète pendant une durée de six mois, à dater du jour du dépôt de la demande. De plus, que le breveté ait ou non demandé le secret, la loi doit lui réserver un droit de préférence, pendant un an, pour les perfectionnements relatifs à son invention.

4° Une invention ne doit pas être réputée nouvelle quand, dans le pays ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, elle aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

5° Le brevet d'invention ne doit avoir aucun effet contre les tiers qui exploiteraient déjà secrètement l'invention avant la date du dépôt de la demande du brevet. Le droit du possesseur ne peut être étendu, il ne peut être l'objet ni d'une cession ni d'une concession de licence. Le possesseur peut seulement le transmettre à la personne qui acquiert son établissement par succession ou testament.

6° On doit exiger que l'exploitation ait eu lieu dans le pays même ou le brevet a été pris.

7° A défaut d'exploitation, il faut au moins que le possesseur justifie qu'il a fait les préparatifs nécessaires pour exploiter.

8° Le principe d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable aux brevets d'invention.

9° Il n'y a pas lieu d'admettre le principe des licences obligatoires.

10° Il n'y a pas lieu de faire varier la durée des brevets d'après la nature des produits.

11° Il n'y a pas lieu d'adopter dans la durée des brevets un fractionnement analogue à celui qui est admis par la loi française, espagnole ou autre.

12° La durée des brevets doit être de 20 ans. La prorogation ne pourra être accordée qu'en vertu d'une loi et dans des circonstances exceptionnelles.

13° La prolongation d'un brevet entraîne la même prolongation pour les brevets de perfectionnement.

14° Les produits chimiques ou pharmaceutiques comme les procédés propres à les obtenir doivent être compris parmi les inventions brevetables.

15° Les contestations en matière de brevets d'invention seront portées devant les tribunaux ordinaires. Mais ils seront assistés d'un expert qui aura instruit l'affaire et d'un jury industriel qui se prononcera sur les questions de fait.

(Celle dernière résolution a été votée contrairement à l'avis de la section).

QUESTIONS INTERNATIONALES.

1° Le droit des étrangers d'obtenir un brevet ne doit pas être soumis à la condition de la réciprocité

2° La constitution d'un représentant pourra être exigée au cas où l'impétrant n'a pas son domicile réel ou élu dans le pays où le brevet a été demandé. Le mandat prendra fin par la délivrance du brevet. Toutes actions ultérieures seront exercées dans les termes du droit commun.

3° Le droit de se faire délivrer un brevet pour une invention déjà brevetée à l'étranger ne doit être accordé qu'à l'inventeur ou à ses ayants droits.

4° Les droits résultants des brevets demandés dans les différents pays pour un même objet sont indépendants les uns des autres et non pas solidaires en quelque mesure que ce soit.

5° Pour faciliter à l'inventeur le moyen de faire garantir ses droits simultanément dans les divers pays, il est désirable qu'on lui accorde un délai de priorité d'un an à partir du premier dépôt. L'inventeur devra adresser à un bureau international le titre très précis du brevet avec la date du dépôt original.

6° Il n'y a pas lieu d'interdire au breveté d'introduire des objets fabriqués à l'étranger et semblables à ceux qu'il a breveté.

7° Il n'y a pas lieu d'exiger du breveté la fabrication dans aucun des pays où il a obtenu son brevet.

(Cette résolution infirme les résolutions 6 et 7 votées dans une séance précédente au sujet des *brevets d'invention*).

8° Le passage en transit ne doit pas être regardé comme illicite.

Enfin le Congrès a voté cette résolution :

Il y a lieu, pour le Congrès, de procéder à la nomination d'une commission permanente internationale, avec sections nationales chargées de maintenir et de développer les principes de l'Union internationale de la propriété industrielle en même temps que de provoquer l'accession de nouveaux Etats.

Congrès monétaire international

Il a tenu sa première séance le 11 septembre.

Au nombre des membres du congrès se trouvent MM. Freemantle, sous-directeur de la Monnaie de Londres, et Murray, délégués officiels du gouvernement anglais; Tanaka, délégué du Japon; Ed. Tuck, délégué du commissariat général des Etats-Unis; Moret, ancien ministre des affaires étrangères d'Espagne; Allard, directeur de la Monnaie de Bruxelles; Vignon, chef du cabinet du ministre des finances, de Liron d'Airolles, Ruau, de Foville, Clavery, Clément Juglar, Gustave Roy; Scharling, député du Danemark, André Cochut, Lalande, etc.

M. Magnin, sénateur, gouverneur de la Banque de France, président du comité d'organisation, en ouvrant la séance, a donné lecture à l'assemblée d'une lettre, par laquelle le ministre des finances s'excuse de ne pouvoir prendre part aux travaux du congrès.

M. Magnin a lu ensuite le discours suivant que devait prononcer M. Rouvier :

Messieurs,

Je suis heureux de me trouver chargé de souhaiter la bienvenue aux membres du Congrès monétaire et je vous remercie tous d'avoir bien voulu répondre à notre appel. Je vous en remercie au nom du gouvernement de la République.

Ce n'est pas sans un sentiment de légitime fierté qu'il voit tant d'hommes occupant une place considérable dans les sciences, les lettres ou les arts, venir apporter ici, chaque jour, le concours de leurs lumières et de leur expérience.

Si je m'en croyais le droit, je vous en remercierais aussi au nom de tous ceux qu'intéresse le progrès économique et social des peuples, progrès si intimement lié à la solution des problèmes monétaires.

Plus on a creusé ces problèmes, plus on a été amené à reconnaître que ce n'est pas seulement la facilité des échanges qui en dépend, mais aussi le développement de la production qui peut, suivant les solutions adoptées, prendre un essor puissant ou se voir paralysé et atteint dans ses forces vives.

C'est cette vérité, mieux connue à notre époque qu'à aucune autre, qui par tout a attiré sur les questions monétaires l'attention des hommes d'Etat et des hommes de science.

Ces questions ont pris dans les dernières années un caractère d'actualité, je pourrais dire d'acuité tout spécial. On a vu la situation monétaire des différents pays profondément influencée par des causes diverses.

De brusques variations se manifestaient dans la production et surtout dans la valeur réciproque de l'or et de l'argent. Y a-t-il réellement dans ces faits

une action perturbatrice qui puisse expliquer les crises dont, à des degrés divers, tous les pays ont eu récemment à souffrir ?

Peut-on entrevoir dans telle ou telle solution un remède à cet état de choses qui préoccupe à bon droit les gouvernements et les peuples ? Telles sont les questions que le monde entier se pose. Elles ont déjà donné lieu à bien des recherches, à bien des discussions.

Beaucoup d'entre vous y sont intervenus, apportant des idées souvent opposées, mais toujours soutenues avec science et talent. Plus que jamais, nous devons continuer à les approfondir, cherchant à les éclairer chaque jour d'une lumière nouvelle.

Aussi, Messieurs, est-ce avec le plus vif intérêt et avec la certitude d'en tirer de précieux enseignements que nous suivrons vos savantes discussions. Elles feront faire, nous n'en doutons pas, un pas de plus à la science monétaire et prépareront, pour un avenir que nous souhaitons prochain, une solution.

L'assemblée a procédé ensuite à la constitution de son bureau qui se trouve ainsi composé :

Président d'honneur : M. Pellegrini, vice-président de la République Argentine ;

Président : M. J. Magnin, sénateur, gouverneur de la Banque de France ;

Vice-Présidents : MM. Léon Say, sénateur, Cernuschi, Dana Horton, de Laveleye, Lovasseur, Luzzatti, Max Wirth ;

Secrétaires : MM. Coste, Fernand Faure et Arthur Raffalovich.

M. Magnin a pris le fauteuil de la présidence, et, après avoir remercié le Congrès de l'honneur qui lui était fait, il a continué en ces termes :

Les Etats-Unis et la France ont convoqué en 1881, à Paris, une conférence monétaire internationale dans le but de « soumettre à l'acceptation des gouvernements représentés un plan et un système pour l'établissement, au moyen d'une convention internationale, de l'usage de l'or et de l'argent comme monnaie bimétallique. »

Bien que la plupart des gouvernements représentés se fussent déclarés en faveur du projet franco-américain, la Conférence dut, par suite de l'attitude de l'Angleterre, s'ajourner sans avoir atteint le résultat désiré.

Les instructions du gouvernement anglais à son délégué portaient qu'il devait : « se limiter à fournir à la Conférence les renseignements qu'on lui demanderait sur les lois et le système monétaire de l'Angleterre, mais qu'il devait s'abstenir de prendre part à la discussion sur le fond ».

La Conférence, dans sa treizième séance tenue le 8 juillet 1881, s'ajournait au 12 avril 1882, par une résolution motivée, adoptée par l'unanimité des membres votants. Elle ne s'est pas réunie à cette date ni plus tard ; mais que s'est-il passé depuis ?

Le désordre monétaire qui, on peut le dire sans témérité, date de 1873 et auquel la Conférence de 1881, si elle avait abouti, aurait pu porter remède, n'a fait que s'aggraver. L'écart de valeur entre l'or et l'argent s'est encore augmenté dans une large proportion. Les perturbations du change entre les pays monétalistes argent et les pays qui ne frappent que des monnaies d'or sont devenues plus intenses et plus fréquentes. Les perspectives, loin d'être rassurantes, sont faites pour effrayer les esprits prudents.

En effet, que les Etats-Unis viennent à abroger le Bland-Bill, que l'union latine soit dénoncée, et l'avilissement du métal blanc par rapport au métal jaune n'aurait pour ainsi dire plus de limite. Ce serait alors une terrible catastrophe monétaire et commerciale dans le monde entier.

Profitant de l'occasion que lui offrait l'exposition universelle, la France a provoqué la réunion du congrès monétaire qui ouvre aujourd'hui ses séances. Nos invitations ont de toutes parts reçu le meilleur accueil ; votre présence en

témoigne d'une façon évidente. Nous avons la satisfaction de voir ici pour la première fois les Américains du Sud siéger à côté des Européens et des Américains du Nord pour s'occuper ensemble de la plus importante des questions économiques : je veux dire de la question de la monnaie. Laissez-moi constater que nous sommes le premier Congrès monétaire universel qui se soit jamais réuni.

Nous osons espérer de bons résultats des discussions auxquelles nous allons assister ; cet espoir, nous le fondons sur le langage que tient actuellement l'Angleterre, bien différent de celui de 1881.

Il y a quelques semaines, le chef du gouvernement anglais, le marquis de Salisbury répondait les paroles suivantes à la grande députation de la Ligue bimétallique qui sollicitait l'appui du gouvernement pour la réalisation du système bimétallique universel (je cite la partie importante de sa réponse) :

« Je vais vous faire connaître un motif spécial qui fait que je désire très vivement ne pas préjuger la ligne de conduite que l'on pourra adopter éventuellement par un mot quelconque tombé aujourd'hui de ma bouche. J'ignore si vous avez été avisés que, pendant l'automne de l'année courante, on doit convoquer, à Paris, un grand Congrès international ayant pour objet l'examen de la question monétaire. Ce Congrès doit discuter précisément les questions que vous avez soulevées aujourd'hui devant moi : la cause de la baisse qu'a subie la valeur de l'argent, les remèdes qu'il conviendrait d'y apporter, et diverses autres questions monétaires de grande importance.

» J'espère bien que ce débat sera international et que l'Angleterre ne manquera pas d'y jouer son rôle.

» Car, laissez-moi vous le rappeler (et c'est par ces mots que je veux conclure) : Il ne vous incombe pas seulement de faire comprendre clairement cette question et de la faire discuter parmi les classes monétaires les plus influentes de notre pays et de chacune des parties de notre pays ; mais la décision à laquelle on s'arrêtera éventuellement dépendra nécessairement en grande partie de la mesure dans laquelle vous réussirez à exercer vos facultés de persuasion auprès des autres nations du globe.

« Faites donc en sorte que cette question ne soit pas entachée de préjugés insulaires. Engageons le débat avec le monde monétaire et le monde politique tout entier, et efforçons-nous de dégager des lumières que nous sommes tous en état d'y apporter, des leçons susceptibles de nous faire aboutir à un résultat certain et fécond. »

J'estime qu'il n'y a rien à ajouter à ces paroles. Je sortirais de mon rôle de président si je ne me bornais à appeler sur elles toute l'attention du Congrès, qui ne peut manquer d'y voir un pas fait vers une solution nécessaire et un bon augure pour l'avenir.

Après la séance officielle, le congrès a commencé ses travaux.

M. A. Coste a rendu compte de ce qu'avait fait le comité d'organisation ; il a présenté les rapports préparés par lui-même, par M. de Flais, M. Fernand Faure et M. de Foville.

M. Allard, directeur de la Monnaie de Bruxelles, a demandé qu'on entendit d'abord les représentants officiels du mouvement bimétallique en Angleterre et en Allemagne. L'attitude du cabinet anglais, l'accueil fait par Lord Salisbury et le chancelier de l'Echiquier à une députation composée de 500 personnes au mois de mai, donneraient de l'intérêt à cette communication, d'autant plus que le gouvernement anglais était représenté officiellement par deux délégués.

M. Grenfell a déclaré qu'il ne pouvait parler qu'en sa qualité privée, ni comme membre du conseil de la Banque d'Angleterre, ni comme trésorier du Club économique de Londres, car dans la Banque et dans le Club, la plupart de ses collègues ne partageaient pas ses idées. Il a exposé les difficultés que l'agitation organisée par la ligue bimétallique anglaise doit surmonter, l'encombrement

législatif et les préjugés des économistes, qui ne veulent pas se remettre à l'étude des questions nouvelles.

M. Arendt, secrétaire de la ligue allemande pour le bimétallisme international, a prétendu que la crise économique de 1873 était due à l'adoption de l'étalon or unique par l'Allemagne. L'agitation que ses amis ont entamée a fait suspendre, en 1879, la vente de l'argent démonétisé, mais ils n'ont pas réussi à obtenir que le gouvernement allemand prit l'initiative de convoquer une conférence internationale. Tout ce qu'ils ont gagné, c'est que l'empire suivrait l'Angleterre, si celle-ci entrait dans la voie de la réhabilitation de l'argent. L'Allemagne est devenue protectionniste par suite de la crise qu'a amenée l'adoption de l'étalon d'or. Aussitôt que l'Angleterre deviendra bimétalliste, on verra l'Allemagne revenir au libre échange. Le bimétallisme assurera la paix sociale à l'intérieur: c'est la panacée universelle.

M. Moret, ancien ministre des affaires étrangères d'Espagne, a insisté sur l'importance du congrès, sur la responsabilité qui lui incombe. Il a affirmé à la fois ses convictions libres échangeistes et bimétallistes.

M. Mannequin a exposé la doctrine des adversaires.

M. Cernuschi a comparé les deux métaux à deux oiseaux, l'un jaune, l'autre blanc, vivant heureux dans une même cage, dont le méchant monométalliste a ouvert la cage et qui se sont envolés; il a comparé l'argent au ballon captif, le rapport de un à quinze et demi représente le câble, qui est coupé aujourd'hui, et tout va à la dérive.

M. Coste a demandé le maintien du *statu quo* du monométallisme que la force des choses a établi; il a conseillé de limiter à 1,000 francs la force libératoire de l'argent, la moitié des transactions s'applique à des chiffres supérieurs à 1,000, il faut réserver l'argent pour la circulation nationale et faire de l'or la vraie monnaie internationale.

Enfin, M. Cernuschi a donné lecture de quelques articles d'une convention bimétallique, élaborée dans une réunion tenue chez lui. L'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et la France admettront l'or et l'argent au monnayage sans aucune limite de quantité et adopteront la proportion de 1 à 15 1/2 entre le poids du métal pur contenu dans l'unité monétaire en or et le poids du métal pur contenu dans la même unité en argent. La frappe sera absolument libre et gratuite.

La deuxième séance du congrès a eu lieu le 12 septembre.

M. Fournier de Flaix a constaté que les déclarations de MM. Grenfell et Arendt étaient peu encourageantes pour la réussite des efforts bimétallistes en Angleterre et en Allemagne. Les chances d'un traité international rétablissant le fameux 15 1/2 sont bien faibles. La France ferait une œuvre contraire à ses intérêts en s'y ralliant, et jamais un ministre n'aura le courage de proposer au Parlement la ratification d'un traité semblable. Les hommes d'Etat, qui en 1873 ont arrêté la frappe de l'argent, ont rendu un incomparable service à leur pays. M. Fournier de Flaix indique divers remèdes qui ont été proposés par des théoriciens allemands et anglais comme méritant l'attention.

M. Boissevain a exposé la situation monétaire de la Hollande. Il s'est déclaré partisan du double étalon; il a attribué à la démonétisation de l'argent par l'Allemagne, à l'arrêt de la frappe, à la rupture du rapport de 15 1/2 entre l'or et l'argent, tous les maux, toutes les crises.

M. Levasseur, de l'Institut, a demandé d'abord à rétablir la vérité sur les défi-

nitions. Lui et ses amis sont partisans de l'unité d'étalon monétaire. Les bimétallistes désirent la plénitude du pouvoir libérateur pour l'or et l'argent avec la liberté illimitée de la frappe. M. Levasseur a voulu d'abord écarter un certain nombre d'objections, qui attribuent à l'étalon d'or unique toutes sortes de maux imaginaires : aggravation des crises, baisse des prix, souffrances des classes ouvrières. Il a fait justice de toutes les allégations dans une allocution pleine d'une éloquence familière, qui a arraché des applaudissements même à ses adversaires. Il a montré que la baisse des prix, qui est un bienfait pour les consommateurs, est due surtout au progrès de l'outillage économique (machines, voies de communication, transport plus rapide, améliorations techniques); elle avait été précédée d'une hausse qui a suivi l'afflux d'or californien.

Dans la séance qui a eu lieu le jeudi 12 septembre, dans l'après-midi, M. Levasseur a continué son exposé. Il a rappelé les notions théoriques généralement admises, et démontré qu'avec un seul étalon monétaire les oscillations sont moins intenses et moins étendues, et que la stabilité de la valeur sera plus grande. Il ne croit pas à l'efficacité de la convention monétaire proposée par les bimétallistes entre les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Il croit invraisemblable que l'Angleterre et l'Allemagne y adhèrent; pour la France, ce serait une faute, car les Etats-Unis seuls en profiteraient.

Enfin, M. Levasseur se déclare en faveur du *statu quo* dans le sens indiqué par M. Coste. Il demande la liberté de la frappe de l'argent à une condition, c'est que celui qui veut faire frapper de l'argent remette à l'Etat la différence entre la valeur marchande du métal blanc et la valeur nominale de l'écu, — qu'il ajoute autant de fois 1 fr. 50 par exemple qu'il veut obtenir de pièces de 5 francs. Il y aurait un bénéfice pour le Trésor, et le public ne serait pas lésé par les spéculateurs.

M. Allard, directeur de la Monnaie à Bruxelles, a déploré la situation actuelle.

Selon lui, la grève de Londres serait due à la baisse du métal blanc. Il s'est plaint de la rareté de l'or, et il a cité comme exemple fait, qu'à Saint-Petersbourg la prime est de 35 0/0.

M. Arthur Raffalovich a répliqué que la baisse des prix est due à tout un ensemble de facteurs : ouverture du canal de Suez, progrès techniques, construction de chemins de fer. La démonétisation de l'argent y a une part, mais elle ne domine pas la situation. Quant à la prime sur l'or à Saint-Petersbourg, elle est due à la dépréciation du papier-monnaie, à l'exagération de la situation fiduciaire. Vouloir rétablir le 15 1/2, ce serait courir au-devant de perturbations extraordinaires, bouleverser les contrats. Il n'y a pas rareté d'or. M. Raffalovich a, en outre, attiré l'attention sur la situation monétaire de l'Autriche.

M. Lalande a parlé en faveur du double étalon.

Le Congrès a clos ses travaux le 14 septembre.

M. Fielden et le professeur Foxwell, de l'Université de Cambridge, professeur d'économie politique à l'Université de Londres, ont parlé comme bimétallistes.

MM. Haupt et Juglar, publicistes, ont parlé comme partisans de l'étalon monétaire unique.

Au cours de la séance, le président a donné lecture de la lettre suivante, adressée par M. Cernuschi, membre du Congrès :

« Je prends la liberté de vous remettre ci-jointe la somme de dix mille francs, en vous priant de la garder en vue d'un concours, que je vais ouvrir dans les termes suivants :

• Concours bimétallique. — Un prix de 10,000 fr. sera décerné à l'auteur du meilleur Mémoire sur la question de savoir comment se comporterait, dans le présent et dans l'avenir, la valeur réciproque du métal argent et du métal or si

Le système monétaire ci-après était simultanément introduit et pratiqué en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis et en France.

« 1^o Monnayage libre et gratuit pour le public.

« 2^o Unité monétaire bimétallique le *Juste*. Le Juste en argent au poids et à la finesse de la pièce de 3 francs. Le Juste en or au poids et à la finesse d'un dollar d'or des Etats-Unis.

« Les manuscrits devront être déposés sous pli cacheté, soit à la Banque de France, soit à la Banque d'Angleterre, avant le 1^{er} mai 1890, pour ensuite être transmis au très honorable M. Goschen, chancelier de l'Echiquier, qui voudra bien, je l'espère, accepter d'être juge de ce concours.

« Agréez, Monsieur le gouverneur, etc.

« HENRI CERNUSCHI »

Le Congrès a voté des remerciements unanimes à M. Cernuschi.

Sir Henri Meysey Tompson a déclaré qu'il ajoutait 100 livres sterling (2,5000 f. au prix institué par M. Cernuschi.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} janvier. — *Etudes diplomatiques. Fin du Ministère d'Argenson : suite du projet de Confédération italienne*, par le duc de Broglie. — *Du Danube à l'Adriatique : les différents cultes*. — *Un épisode de la vieillesse du duc de Wellington*, par G. Valbert.

15. — *La lutte entre Turenne et Condé*, par le duc d'Aumale. — *Du Danube à l'Adriatique : l'Eglise orthodoxe*. — *Etudes d'histoire religieuse : le christianisme et l'invasion des Barbares, la Cité de Dieu de Saint-Augustin*, par G. Boissier. — *Le désert de Gobi*, par M. de Tchihatchef. — *Un homme d'Etat américain. James G. Blaine et le Congrès des trois Amériques*, par C. de Varigny.

La Nouvelle Revue.

1^{er} janvier. — *La guerre des Hussites : Hussites et Tchèques. Expulsion des Allemands de la Bohême au XV^e siècle*, par J. Zeller. — *Le général Gourko*. — *La peur du Sultan*, par Sari. (Conclusion : le Sultan actuel réduit la Turquie au rang de vassale de l'Allemagne et il la conduira à sa ruine totale.) — *La France en Egypte* (Correspondance). — *Les grèves en Angleterre*, par T. Johnson. — *Politique extérieure : la Russie en face de l'Allemagne*, par Edg. Boulanger.

15. — *Notes sur le percement des isthmes de Panama et de Nicaragua*, par L. Détrouat. — *Un côté de la question algérienne : les indigènes musulmans*, par Paul Fontin-Clozel.

Revue britannique.

Janvier. — *Les corporations françaises au moment de leur suppression*, par G. d'Orcet. — *Le Tibet*, par P. de Tchihatchef.

Revue internationale.

10 décembre. — *M. Crispi, sa vie, son caractère, sa politique*, par un ita-

lien (événements de 1839). — *Notes sur l'armée prussienne en 1786* (récit d'officiers français contemporains).

23. — M. Crispi (extraits d'un journal de Crispi sur un voyage en Grèce, à Malte, à Gibraltar : préparatifs de l'expédition de Sicile). — *Notes sur l'armée prussienne en 1786* (fin). — *La crise italienne et ses causes*, par C. Usigli. (La conclusion est que l'Italie traverse une crise dont les causes sont anciennes et lui sont communes avec toutes les nations européennes; si l'Italie s'en est ressentie plus fortement, cela provient de ce qu'elle était trop jeune et de ce que son développement avait été trop hâtif.)

9 novembre. — *Le Code pénal et l'administration pénitentiaire sous Richelieu*, par le vicomte d'Avenel. — *La Turquie et la triple alliance*, par M. Petit. — *Bagdad et ses habitants*, par H. Mignot.

16. — *L'annexion du Kashmir*, par Monchoisy.

23. — *L'Empereur Don Pedro*, dans sa famille et dans ses voyages, par M^{me} Lydie Paschkof. — *M. Castelar à la Sorbonne*, par Em. Gebhart. — *L'indépendance des Etats-Unis : la participation de la France*, par A. Moireau (d'après le grand ouvrage de M. Doniol).

30. — *Aux Etats-Unis : le Centenaire de la Constitution*, par Girard de Rialle (détails intéressants d'après des documents inédits). — *Recherches nouvelles sur Talleyrand*, par Albert Malet.

7 décembre. — *La jeunesse de Calvin*, par A. Viguié. — *La défense de notre frontière italienne*, par A. Gervais. — *La vérification des pouvoirs*, par H. Pessard.

14. — *La politique commerciale de l'Italie*, par Giacometti.

21. — *A Tunis, traités et protectorat*, par Alfred Berl. — *La démocratie aux Etats-Unis*, par A. Moireau.

28. — *Orateurs parlementaires : M. Waldeck-Rousseau*, par J. Reinach. — *L'éducation morale à l'Ecole primaire*, par Elie Pécart.

Revue de droit international et de législation comparée.

1889, 3 et 4. — *Le Congrès de droit international sud-américain et les traités de Montevideo*, par P. Pradier-Fodéré. — *Le Congrès juridique de Lisbonne*, par Torrès-Campos. — *L'Arménie : les Arméniens et les traités*, par Rolin-Jacquemyns. — *Privileges et immunités des agents diplomatiques*, par E. Lehr. — *Notices sur divers points d'histoire du droit international*, par Ern. Nys. — *Nombreux comptes-rendus bibliographiques.*

5. — *Essai sur les relations diplomatiques entre l'Allemagne et l'Italie*, par Rolin-Jacquemyns (à propos des publications de M. de Martens). — *Notices.* — *L'enseignement des sciences sociales à l'Université de Bruxelles*; fondation à Bruxelles d'une Société d'études politiques et sociales.

Revue maritime et coloniale.

Décembre 1889. — *L'ouragan survenu à Samoa, le 16 mars 1889* (rapport d'un commandant anglais communiqué au Parlement britannique). — *Chronique : accroissement de la marine allemande en 1890.*

Janvier. — *Etude sur la préparation et le plan de l'opération sur Sontay*, par M. Régis, capitaine d'artillerie (c'est une des opérations qui ont illustré l'amiral Courbet). — *Les grandes lignes de l'organisation de la défense des côtes en Allemagne.*

Revue algérienne et tunisienne.

Décembre. — *La nationalité française en Algérie et en Tunisie*, d'après la législation récente, par E. Audinet, agrégé à la Faculté de droit d'Aix (fin d'un travail très utile). — *Régime pénal de l'indigénat en Algérie : le séquestre et la*

responsabilité collective, par L. Rinn, conseiller du Gouvernement. — *Nom-breuses décisions judiciaires*.

Annales de droit commercial.

1889, VI. — *La propriété littéraire aux Etats-Unis*, par Henry Cachard. — *Chronique espagnole de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel*, par Torrès-Campos. — *Le droit commercial et le Congrès de Lisbonne*. — *Congrès internationaux tenus pendant l'Exposition universelle*. — *Tables détaillées de l'année*.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Janvier. — *La procédure criminelle en Angleterre et en Ecosse*, par Lucien Guérin (étude approfondie). — *Chronique législative : France* (session ordinaire de 1889, 2^e partie). — *Comptes-rendus d'ouvrages*.

La Propriété industrielle.

1^{er} décembre. — *Dispositions législatives en vigueur dans les divers Etats de l'Union pour l'application des articles 6 à 10 de la Convention de 1883*. — *Etats-Unis* : Résumé des opérations du bureau des brevets pendant l'année fiscale finissant le 30 juin 1889. — *Grande-Bretagne* : Statistique de la propriété industrielle pour 1888. — *Lettre des Etats-Unis au sujet de la dépendance réciproque des brevets américains et étrangers*.

Le Droit d'auteur.

13 décembre. — *De la protection internationale des œuvres des arts figuratifs*. — *Le mouvement en faveur de la protection littéraire et artistique internationale aux Etats-Unis*.

Le Mémorial diplomatique.

7 décembre. — *Le Congrès pan-américain*. — *Le Portugal et la Traite* (analyse et extraits du mémoire publié par le ministère portugais, V. Archives, 1890, I, p. 15-56.)

14. — *Italie et France*.

21. — *Fin d'année*.

28. — *Réflexions de fin d'année*. — *L'arbitrage international*. — *Lettre et discours du Pape*. — *Compte-rendu de l'ouvrage récent de M. de Sybel sur la fondation de l'Empire allemand par Guillaume I^{er}*.

4 janvier. — 1889-1890 (examen d'ensemble de la situation politique : un sentiment de paix et de tranquillité domine aujourd'hui partout). — *La Révolution brésilienne* (documents divers). — *La mission de Talleyrand à Londres en 1792*, par Ch. de Moüy (à propos de la publication de M. G. Pallain, dont nous avons rendu compte).

41. — *Revue politique*. — *La situation politique en Hongrie*.

18. — *Le conflit anglo-portugais*.

L'Économiste français.

16 novembre. — *L'assistance publique et l'assistance privée*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Les chemins de fer, importance des capitaux engagés, comparaison avec les résultats; les relations avec le Canada, désir de les étendre et de les resserrer, forme cherchée; mouvement pour une loi fédérale sur les faillites). — *Ce qui restera de l'Exposition*, par G. Michel. — *Les idées économiques de M. de Bismarck*.

23. — Le Brésil : *La Révolution et la situation financière et économique*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement social*, par G. Michel. — *Le Congrès international des Sociétés coopératives de consommation*, par Ern. Brelay. — *Finlande : l'agriculture, le commerce, l'industrie, les finances*, par J. Chailley.

30. — *Le Congrès international des Sociétés coopératives de consommation*, par Ern. Brelay (analyse et appréciation des résolutions). — *Les idées économiques de M. de Bismarck*. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis (enquête sur le travail des femmes dans les grandes villes : l'Exposition de 1892)*. — *Les Ecoles de commerce et la loi militaire*, par F. Ravarin.

7 décembre. — *L'Etat indépendant du Congo : procédés de colonisation*, par J. Chailley. — *Le Chemin de fer canadien pacifique : historique, construction, exploitation*, par G. Kohn.

14. — *Un commencement de retour à la hausse générale des prix*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Congrès coopératif de la Grande-Bretagne*, par Ern. Brelay. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*. (Situation de l'agriculture ; admission de quatre nouveaux Etats ; l'Eglise catholique aux Etats-Unis, le Centenaire et le Congrès de Baltimore ; en 1790, il y avait environ 40,000 catholiques aux Etats-Unis ; il y en a aujourd'hui 9 millions).

21. — *Les probabilités d'intensité et de durée de la nouvelle hausse des prix*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le rétablissement de la circulation métallique en Autriche-Hongrie*. — *L'Etat indépendant du Congo* (2^e article), par J. Chailley (détails sur le chemin de fer projeté). — *La Convention latine*, par O. Haupt (question de la dénonciation de l'Union monétaire).

28. — *Le mouvement de la fortune privée en France depuis dix ans*, d'après les statistiques détaillées de l'enregistrement, par P. Leroy-Beaulieu. — *Un nouveau monopole : l'Etat fabricant d'allumettes chimiques*, par G. Michel. — *La situation politique et économique au Japon*, par T. Ourakami. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Le message du Président, le Congrès pan-américain, les affaires indiennes.)

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Décembre 1889. — *France* : Les emprunts en rentes depuis 1816 ; la caisse nationale d'épargne en 1888 ; le mouvement commercial en 1888 (rapport du président de la Commission permanente des valeurs de douane, il constate une amélioration sur 1887) ; les progrès de l'Algérie. — *Les caisses d'épargne postales en Europe*. — *Allemagne* : La Banque de l'Empire (analyse de la discussion d'une loi votée le 6 décembre) ; les revenus de plus de 3,000 marks en Prusse. — *Autriche* : le projet de budget pour 1890. — *Angleterre* : tableaux de son commerce avec ses Colonies ; les grèves en 1888 (rapport du *Board of trade*) ; la Trésorerie, le contrôle, le paiement des dépenses et les comptes (extrait de l'ouvrage de M. R. Stourm) ; la politique financière de Robert Walpole (extrait d'un livre publié récemment par John Morley). — *Suisse* : le monopole de l'alcool (extrait d'un rapport du Conseil fédéral). — *Italie* : exposé de la situation financière ; abolition des droits différentiels avec la France ; projet de budget pour 1890-91. — *Ets-Unis* : rapport du secrétaire du Trésor (propositions relatives à la question de l'argent).

Londres, Gastein et Sadowa, par le comte Vitzthum von Ekstædt, à Stuttgart, Cotta, 1889.

Sous le titre qui précède, un diplomate saxon, le comte Charles-Frédéric Vitzthum d'Ekstædt vient de publier, à Stuttgart, un gros volume de 520 pages, dans lequel il nous raconte les grands événements qui remplirent les années 1864, 1865 et 1866 ; la campagne austro-prussienne contre le Danemark et la campagne de sept jours audacieusement entreprise par la Prusse

contre l'Autriche, son alliée quelquefois et sa dupe toujours. Le comte de Vitzthum n'est pas un historien ordinaire; il était bien placé pour voir de près les événements; il a vécu une bonne partie des faits qu'il nous raconte, et, si tout n'est pas inédit dans ses volumineux récits, les contemporains y trouveront plus d'une de ces anecdotes piquantes qui sont comme le piment de l'histoire; nous croyons même que ce gros livre sera une mine où les historiens futurs pourront chercher avec fruit des renseignements sûrs et précis.

Les Vitzthum, luthériens de religion, sont d'une famille prusso-saxonne, qui a fourni des officiers distingués à l'armée prussienne et des diplomates fins, souples, expérimentés à la Saxe royale. Notre auteur a été successivement ministre du roi Jean à Londres, à Vienne, à Madrid, et, comme la plupart de ces diplomates des Etats allemands, il était d'une rare perspicacité et voyait d'autant plus clair et apprenait d'autant plus de choses qu'il avait l'air de se désintéresser de tout. Le comte vient d'atteindre sa soixante-dixième année; c'est l'âge où l'on aime à passer en revue ses souvenirs et, si l'on est comme lui un lettré, un diplomate amoureux de son art, on se plaît à raconter ce qu'on a vu, entendu, dit, fait ou pensé. Le livre de M. de Vitzthum confirme sur bien des points et complète sur d'autres les excellents articles que M. Rothaenel a publiés dans la *Revue des Deux Mondes*, et, si ces deux ouvrages réveillent en nous de pénibles souvenirs, ils nous offrent aussi d'utiles enseignements.

Le livre que nous signalons à nos lecteurs est trop touffu pour que nous puissions le résumer et le gentilhomme saxon, préoccupé de ne rien omettre dans un récit aussi intéressant, semble n'avoir pas eu le temps d'être court. Ses récits sont diffus et prolixes, pleins de détails superflus, de redites fatigantes, et, n'était l'intérêt extraordinaire d'un sujet qui touche de si près trois grands pays, on aurait peine à parcourir ces pages d'un texte serré et d'un style fort inégal. Au milieu de ce fouillis, il y a une chose que nous voudrions dégager, un point que nous tiendrions à mettre particulièrement en relief; c'est le rôle du Gouvernement de l'empereur Napoléon pendant cette grande crise qui a commencé par l'audacieux coup de force accompli contre l'innocent Danemark et a fini par le coup de tonnerre de Sadowna.

Le comte de Vitzthum nous prouve que l'éclat trompeur dont l'Empire s'entourait ne faisait pas illusion à tout le monde et qu'il se trouvait, en Allemagne surtout, des esprits clairvoyants qui apercevaient les pieds d'argile du colosse et jugeaient avec une impitoyable sévérité la situation. Le diplomate saxon a noté dans son journal les observations d'un diplomate ami, observations faites en 1865 au cours d'une rapide excursion à Paris. Ce personnage s'était exprimé ainsi : « En ce moment, la situation intérieure domine pour Napoléon toutes les questions étrangères. Il ne peut pas se dissimuler que l'eau lui monte jusqu'au cou. Il est comme un malade qui sait assez de médecine pour compter ses pulsations. Sa montre est en retard; il sait à quelle heure elle s'arrêtera, et il cherche vainement la clef pour la remonter. La formation d'un tiers parti, depuis 1815, a été fatale à tout Gouvernement français. Il le voit; Morny est mort, Walewski n'est pas Morny. Il devra céder au Mexique; il n'est pas de force à faire la guerre aux Etats-Unis et à renouveler le tour de force de 1859, pour rejeter au dehors le virus révolutionnaire. Il n'est pas militaire. Soiférino lui a appris qu'on ne peut pas renouveler une pareille aventure. Il n'a pas de généraux et ceux qui se donnent pour tels n'ont pas sa confiance. Ses ministres sont désunis et se méfient l'un de l'autre. C'est le règne de l'anarchie. Napoléon pourra-t-il, en faisant des concessions libérales, se maintenir encore quelques années? Cela est possible, mais peu vraisemblable. Il est malade, très malade. Et pourtant ce sont-là des choses dont ne se doutent pas les diplomates accrédités à Paris. »

Cet homme si « malade » était bien celui qu'il fallait au « Méphistophélès prussien » pour jouer le rôle apparent d'arbitre et celui de dupe réelle et inconsciente dans le grand drame qui allait se monter et dont la scène était alternativement à Paris, à Berlin, à Vienne et à Florence.

Le comte de Vitzthum écrit textuellement dans son livre au chapitre : *Væ*

victis : « L'empereur Napoléon m'a raconté plusieurs années plus tard que Bismarck, à Biarritz, lui avait promis toutes sortes de compensations; mais il n'y avait jamais eu de conventions écrites. Il y a lieu de penser qu'il s'était agi d'une rectification de frontières, surtout aux dépens de la Belgique. Mais on peut croire que Bismarck voulait surtout alors sonder Napoléon au sujet de l'Italie et de l'attitude éventuelle de la France. Car même à cette époque, et malgré la marée montante des embarras extérieurs, Napoléon III exerçait encore en Europe cette hégémonie, qu'il avait arrachée à Nicolas, qui avait été fondée par le traité de Paris et consolidée par la bataille de Solferino. Cette hégémonie dura dix ans. Mais, quand on disait que le centre de gravité de l'Europe était à Paris, ce n'était déjà plus qu'une fiction. Un homme politique clairvoyant et un connaisseur des hommes comme Bismarck ne pouvait plus douter un instant que le malade, dont il tâta le pouls, n'était ni physiquement, ni moralement, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, à la hauteur de la tâche qui lui était dévolue. Il n'y avait plus rien à craindre de ce rêveur irrésolu, épuisé par des émotions de toute sorte. Monter à cheval et défier le sort, comme il l'avait fait en 1859, Napoléon III n'en était plus capable. Bismarck put donc quitter Biarritz avec la ferme conviction que la France observerait une stricte neutralité, et, revenant à Paris, il put parler sans crainte de la rupture inévitable qui se préparait avec l'Autriche. »

Avant d'engager l'action, il nouait l'alliance avec l'Italie et, ce qu'il y eut de plus singulier, c'est que Victor-Emmanuel, avant de signer le traité d'alliance, demanda à Napoléon III son assentiment qui lui fut accordé sans peine et sur-le-champ. Ici, notre auteur, s'appuyant sur les confidences qu'il assure lui avoir été faites par M. Drouyn de Lhuys, nous expose ce qu'il appelle « le plan cynique de l'empereur qui se croyait fin ».

« Napoléon III, nous dit-il, espérait pêcher en eau trouble, et, sans avoir la hardiesse de risquer une guerre, il comptait retirer quelque profit de la crise européenne qui se préparait. S'il pouvait dégager la parole qu'il avait donnée à la légèreté en 1859, et obtenir de l'Autriche la cession de la Vénétie, c'était tout bénéfice, pourvu qu'on ne lui demandât pas de prendre part à la *quarta riscossa*. Il favorisait donc d'autant plus l'alliance italo-prussienne qu'il s'exagérait les forces militaires de l'Autriche et s'attendait à voir celle-ci infliger à la Prusse un sanglant échec. Il comptait apparaître alors comme le *deus ex machina*, sauver la Prusse de la ruine et se faire donner la frontière du Rhin comme prix de son intervention; tout cela sans avoir besoin de tirer l'épée. Ce faux calcul explique tous les tours et détours du Cabinet des Tuileries avant et après Sadowa. Le 8 avril, fut signé le traité secret entre la Prusse et l'Italie, et, le 4 mai 1866, fut donné l'ordre de mobiliser l'armée prussienne. »

Nous passons sur le récit détaillé, que fait l'auteur de la campagne de Bohême, de la bataille de Sadowa, de la déroute de l'armée autrichienne qui arriva désorganisée et démoralisée sous les murs de Vienne. Le jour où François-Joseph et le roi Jean, son compagnon d'infortune, arrivèrent à Schœnbrunn, le baron de Beust fut aussitôt appelé auprès des deux vaincus, et il fut décidé que le premier ministre saxon se rendrait aussitôt à Paris pour y invoquer l'intervention de Napoléon III.

Le comte de Vitzthum partit avec M. de Beust qui était muni d'une lettre autographe de François-Joseph pour pouvoir avec plus d'autorité entamer les négociations. Vitzthum s'arrêta quelques heures à Munich pour mettre en sûreté le Trésor royal de Dresde, les bijoux de la Couronne et des barils remplis de pièces d'or et d'argent que le roi Jean avait voulu dérober aux convoitises du vainqueur. Les bijoux furent dirigés sur Berne et les barils de monnaie d'argent expédiés au baron James de Rothschild, qui plus tard émit la prétention de rendre cette somme en francs pour gagner sur le change. M. de Vitzthum raconte d'une façon très piquante la querelle qu'il eut, à ce propos, avec le célèbre financier. Mais, passons! Les deux négociateurs arrivèrent à Paris, comptant fort peu sur le succès de leur mission.

Notre diplomate confirme ici les détails que le comte de Beust a donnés

dans ses Mémoires sur le déplorable état physique et moral de Napoléon III, accablé par le coup de foudre qui venait d'éclater. Malade, affolé, incapable de penser et de vouloir, il se plaignait et geignait comme un enfant, répétant sans cesse : « Je ne suis pas prêt. » Déjà le prince Henri VII de Reuss lui avait fait connaître les conditions de paix posées par la Prusse, et il s'y résignait tristement. M. Drouyn de Lhuys assura aux deux diplomates saxons que, le 5 juillet, il avait tout fait pour décider son maître, non pas à déclarer la guerre, c'était chose impossible, — mais au moins à faire une démonstration sérieuse.

« D'après toutes nos informations, disait Drouyn de Lhuys, l'armée du vainqueur de Sadowa était tellement épuisée qu'il nous eût suffi de placer 100,000 hommes sur la frontière pour nous permettre de dire le dernier mot dans les négociations de paix. Randon prétendait ne pas pouvoir envoyer plus de 40,000 hommes sur le Rhin. Je proposai de convoquer au moins les Chambres et de leur demander un crédit de 500 millions. Cette idée, acceptée d'abord par l'empereur, fut ensuite abandonnée sur le conseil de Rouher, de Lavalette et surtout du prince Napoléon, que plusieurs appelaient le mauvais génie de l'empire. J'offris ma démission, ne voulant pas endosser la responsabilité d'une politique que je ne pouvais ni comprendre ni approuver. L'empereur me pria de rester encore quelque temps en fonctions et me chargea d'envoyer Benedetti au quartier général prussien en lui recommandant d'agir avec la plus grande réserve. »

Les deux Saxons ne tardèrent pas à comprendre qu'ils perdaient leur temps et leur peine, et ils durent se décider à faire connaître à Vienne la triste vérité.

Nouveau Dictionnaire d'économie politique, publié sous la direction de MM. Léon Say et Joseph Chailley, 1^{re} et 2^e livraison, 1890, Paris, librairie Guillaumin.

Ce nouveau dictionnaire d'économie politique n'est pas une réédition de l'ancien dictionnaire de MM. Coquelin et Guillaumin, qui a eu un succès si mérité et qui est épuisé depuis longtemps. C'est une œuvre entièrement nouvelle, rédigée par les publicistes les plus autorisés sous la direction compétente de MM. Léon Say et Joseph Chailley.

Sa doctrine est celle de la grande tradition économique, qui, de Turgot et d'Adam Smith, est arrivée jusqu'à nous par J.-B. Say, Stuart-Mill et Bastiat, mise d'ailleurs au courant des dernières discussions ou constatations de la science.

La part la plus large a été faite aux préoccupations sociales de notre époque : l'association, la prévoyance, etc., y sont étudiées avec beaucoup de soin et sont l'objet d'articles nombreux.

Les questions économiques prennent, de nos jours, une importance telle dans les rapports internationaux que tous ceux qui, par profession, ont à s'occuper de ces rapports, doivent être au courant des problèmes économiques. Le Dictionnaire que nous annonçons leur rendra les plus grands services en leur fournissant des notions précises, exposées avec clarté et sobriété, sur les doctrines et sur les faits.

Voici les principaux articles publiés dans les deux premières livraisons :

Abondance, par M. André Liesse. — *Absentéisme*, par M. François Bernard. — *Accaparement*, par M. Arthur Raffalovich. — *Acquit-à-caution*. — *Admission temporaire*, par M. Georges Michel. — *Agents de change*, par M. Arthur Raffalovich. — *Agents naturels*, par M. André Liesse. — *Lois agraires et Agrarian Laws*, par M. Ch. Baye. — *Agriculture*, par M. François Bernard. — *Amortissement*, par MM. de Blignières et L. Foyot. — *Apprentissage*, par M. Hubert-Valleroux. — *Appropriation*, par M. Courcelle-Seneuil. — *Aristote*,

par M. Charles Benoist. — *Assistance*, par M. Emile Chevallier. — *Association*, par M. Hubert-Valleroux. — *Assurance*, par M. Michel Lacombe. — *Babeuf*. — *Bacon*, par M. Charles Benoist. — *Baye-hot*, par Mlle Sophie Raffalovich. — *Balance du commerce*, par M. Georges Michel. — *Banque*, par MM. Alfred Ney-marck et Léon Smith. — *Bastiat*, par M. A. de Foville. — *Beaux-Arts*, par M. Ed. Aynard. — *Bentham*. — *Berkeley*, par Mlle Raffalovich. — *Système de Bentham*, par M. Ch. Benoist. — *Bertin*, par M. Léon Say. — *Besoins*, par M. André Liesse. — *Bétail*, par M. François Bernard. — *Billet de Banque*, par M. Arnaudé. — *Blocus continental*. — *Bodin*. — *Böckh*. — *Boileau*, par M. E. Renaudin. — *Boisguibert*, par M. D. — *Boissons*, par M. Léon Poincard. — *Bourgeoisie*, par M. Henri Baudrillart. — *Bourse*, par M. Arthur Raffalovich. — *Budget*, par M. E. Dubois de l'Etang.

Par cette indication, on voit l'intérêt que présente l'ouvrage même pour ceux qui ne font pas leur spécialité de l'économie politique. Ajoutons que l'ouvrage est édité avec beaucoup de soin. L. R.

Paris en 1789, par Albert Babeau, un volume in-12 orné de gravures d'après des estampes de l'époque, Paris, 1889, Firmin-Didot.

Nous avons eu plusieurs fois occasion de signaler les travaux remarquables de M. Babeau, consacrés aux particularités de notre ancienne France, qui échappent souvent aux historiens et qui sont cependant essentielles à connaître pour avoir une idée de l'ancien régime, tour à tour vanté et décrié, plutôt que compris. Le présent volume est consacré à *Paris en 1789*, sujet particulièrement intéressant pour ceux qui viennent de voir le Paris de 1889.

L'auteur ne se borne pas à décrire la ville; il en caractérise les habitants en nous présentant le tableau de leurs mœurs, de leurs sentiments, de leurs passions.

M. Babeau n'a rien négligé pour donner au lecteur une idée de Paris et des Parisiens de 1789. Il a consulté de nombreuses sources contemporaines; il a mis à contribution les archives, les gravures et tous les modes de renseignements. Son livre est illustré: les gravures, en grand nombre, représentent des monuments, des costumes, des scènes populaires, et contribuent à donner une idée plus nette des détails de la vie parisienne, il y a cent ans. Enfin, le texte, très bien écrit, se lit avec agrément.

Voici les titres des chapitres qui donnent une idée de l'intérêt que présente le livre à bien des points de vue: I. *La Vie extérieure* (les rues, la foule, les voitures, le Pont-Neuf, le Palais-Royal, les théâtres, les boulevards, les modes). II. *La Vie intérieure* (les palais, les hôtels, les salons). III. *La Vie intellectuelle*. IV. *La Vie religieuse*. V. *La Vie administrative* (le palais de justice, l'hôtel de ville, la police). VI. *La Vie charitable*. VII. *La Vie industrielle*. VIII. *Statistiques et Comparaisons*. L'ouvrage se termine par une *Notice bibliographique* (indication des ouvrages à consulter sur le même sujet), et une *Table alphabétique*.

La Question des Consuls.

La Société belge des ingénieurs et des industriels a mis à l'étude les réformes à introduire dans l'organisation consulaire. Un rapport a été fait au nom du Comité d'études, il est signé de MM. Aug. de Lavalaye, président, et Wellens, rapporteur. Il a été discuté dans l'assemblée générale de la Société, qui s'est tenue au commencement d'octobre. Nous empruntons, à *L'Indépendance belge* du 24 octobre, l'analyse des considérations du rapport et des conclusions votées; on y trouvera des faits précis et des réflexions utiles à méditer par les négoc-

cients et industriels de tous pays, qui trouvent commode d'imputer à leurs consuls leurs insuccès commerciaux.

Le corps consulaire belge comprend aujourd'hui 27 consuls généraux rétribués ; ce nombre était de 6 à la date de 1857, c'est-à-dire de son organisation, et de 17 en mai 1878. Cette progression est-elle proportionnée aux circonstances ou aux exigences du service ? Le Département des Affaires étrangères l'affirme, mais son avis n'est pas partagé par les intéressés, c'est-à-dire le commerce et l'industrie : telle est aussi, après mûr examen, notre conviction.

Des 27 consuls généraux en fonctions, 9 résident en Europe, 3 dans l'Amérique du Nord, 3 dans l'Amérique du Sud, 6 en Asie, 2 en Afrique ; les 4 derniers ont leur résidence en Australie, dans les Indes Néerlandaises, dans les Canaries et à Zanzibar.

Les 9 consuls généraux habitant, l'Europe, sont répartis comme suit :

- 1 en Allemagne, avec résidence à Cologne ;
 - 1 en Angleterre, — — à Ramsgate ;
 - 1 en Italie, — — à Milan ;
 - 1 en Turquie, — — à Salonique ;
 - 1 en Espagne, — — à Séville ;
 - 1 en Autriche-Hongrie, avec résidence à Pesth ;
 - 2 en Russie, avec résidence à Moscou et à Odessa ;
 - 1 dans le grand-duché de Luxembourg, avec résidence à Luxembourg ;
- Les 3 consuls généraux, habitant l'Amérique du Nord, se trouvent :
- 1 aux Etats-Unis, avec résidence à Philadelphie ;
 - 1 au Canada, — — à Ottawa ;
 - 1 au Guatemala, — — à Guatemala.

Dans l'Amérique du Sud, les 3 consuls généraux sont répartis comme suit

- 1 dans la République Argentine, avec résidence à Buenos-Ayres ; il a le titre de ministre résident ;
 - 1 dans l'empire du Brésil, avec résidence à Saint-Paul ;
 - 1 au Chili, avec résidence à Santiago.
- Les 5 consuls généraux, résidant en Asie, se trouvent :
- 1 en Chine, avec résidence à Shang-Hai ;
 - 1 au Japon, — — à Yokohama. C'est le ministre plénipotentiaire au Japon qui en remplit les fonctions ;
 - 1 dans la Turquie d'Asie, à Beyrouth ;
 - 2 dans les Indes Anglaises : ils résident à Bombay et à Singapore.
- Les consuls généraux, au nombre de 3, en Afrique, résident :
- 1 en Egypte, avec résidence au Caire ;
 - 1 à Durben (Port-Nata) ;
 - 1 à Tanger (Maroc). C'est le ministre plénipotentiaire, en résidence à Tanger, qui remplit les fonctions de consul général.

Les 4 derniers consuls généraux résident, comme nous l'avons déjà dit, à Melbourne (Australie), Batavia (Indes Néerlandaises), Sainte-Croix de Ténériffe (Canaries), et Zanzibar.

Les consuls marchands, au nombre de 424, sont répartis comme suit :

- 216 en Europe ;
- 38 dans l'Amérique du Nord ;
- 47 dans l'Amérique du Sud ;
- 15 en Asie ;
- 8 en Afrique ;
- 39 dans les possessions anglaises ;
- 5 — — néerlandaises ;

- 8 dans les possessions françaises ;
- 8 — — espagnoles ;
- 1 — — danoises ;
- 4 — — portugaises ;
- 1 — l'Etat libre d'Orange ;
- 1 à Haïti ;
- 1 dans les Iles Hawaïennes ;
- 2 à Honduras.

Parmi les 246 consuls marchands existant en Europe :

La France en compte 35 : la Grande-Bretagne, 47 ; l'Allemagne, 29 ; l'Autriche, 5 ; le Danemark, 10 ; l'Espagne, 23 ; la Grèce, 11 ; l'Italie, 24 ; les Pays-Bas, 15 ; la Russie, 22 ; le Portugal, 16 ; la Roumanie, 6 : la Suisse, 3.

Des renseignements qui précèdent, il y a lieu de conclure que le maintien des consuls généraux rétribués est une nécessité qui ne peut soulever le moindre doute, eu égard aux services nombreux et importants qu'ils rendent.

Quant à la mission dont chacun des deux éléments formant le corps consulaire est chargé, elle est déterminée par l'arrêté royal de 1857 et par les règlements d'application qui y font suite.

Ces conclusions répondent aux premières questions, à savoir :

1° La Belgique doit-elle avoir des consuls rétribués ?

2° Quelle est leur mission et la limite de leur action ?

La troisième question est ainsi formulée :

Doit-on étendre le nombre des consuls ? En d'autres termes, les 27 consuls rétribués suffisent-ils pour rendre au commerce et à l'industrie tous les services que l'on doit attendre de leur concours ?

Il est évident, pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir commercial et industriel de la Belgique, que jamais, à aucune époque, l'industrie et le commerce de n'importe quel pays du monde n'ont subi et ne subissent encore constamment, soit dans leurs moyens de production, soit dans leurs moyens de transport, des améliorations ou transformations aussi grandes et aussi imprévues que de nos jours, et conséquemment jamais les relations que la Belgique entretient avec ces pays n'ont été exposées à des perturbations plus grandes et dont il importe de renseigner le commerce, rapidement et exactement.

L'obligation de multiplier et de renouveler les explorations dans des pays souvent très éloignés de la résidence des consuls généraux s'impose donc plus que jamais, et pour qu'elles soient tout à fait fructueuses, il ne suffit pas que les consuls rétribués énoncent dans des rapports les faits qui se sont accomplis, il faut qu'ils se renseignent aussi sur les mesures en préparation, qu'ils les jugent ou les apprécient et qu'ils en déduisent les effets qu'elles peuvent produire sur notre commerce et notre industrie.

A l'appui des considérations qui précèdent, nous nous bornerons à rappeler que, même dans les pays où une civilisation nouvelle a été introduite à une époque relativement récente, des changements importants s'opèrent avec une rapidité surprenante. Nous ne citerons qu'un seul exemple, celui que donne la Nouvelle-Zélande, pays dix fois plus grand que la Belgique, et qui était, il y a un demi-siècle à peine, encore livré à la barbarie : son gouvernement vient d'annoncer, au monde entier, qu'à l'exemple de l'Australie, il se propose d'ouvrir, prochainement, dans la capitale du Sud, une exposition internationale. Ce fait ne démontre-t-il pas, avec quelle rapidité des changements importants se réalisent dans de nombreux pays, à peine connus il y a quelques années, non-seulement au point de vue politique ou administratif, mais aussi au point de vue économique ?

Si, à l'étude constante de toutes ces questions, on ajoute celle des modifications apportées au régime douanier de beaucoup de pays, des revendications

de la classe ouvrière qui peuvent exercer une influence si grande sur le travail industriel, on doit, en toute sincérité, admettre que le nombre des consuls généraux, en fonctions, ne peut suffire pour remplir la tâche qui leur incombe. à l'entière satisfaction du commerce et de l'industrie ou dans les conditions prévues par l'arrêté royal organique du Corps consulaire.

En conséquence, il est indispensable d'augmenter le nombre des consuls généraux rétribués en fonctions.

Mais on peut se demander si, au lieu d'augmenter le nombre des consuls généraux rétribués, en conservant à tous les mêmes attributions, il ne serait pas préférable, et en tous cas plus économique, de créer une troisième catégorie de consuls, qui auraient plus particulièrement pour mission de faire les explorations prévues par l'arrêté royal de 1857, et de fournir au gouvernement, sur des questions déterminées, les renseignements qui doivent servir à l'éclairer et qu'il juge utile de communiquer au pays.

Pour remplir utilement ces missions, il est souvent indispensable que ceux qui en seront chargés aient fait une étude spéciale des ressources industrielles de notre pays, qu'ils connaissent les moyens de production qu'il possède et ceux créés pour faciliter les transports vers les marchés de consommation ; il faut aussi qu'ils puissent comparer tous ces détails à ceux similaires des autres pays avec lesquels la Belgique est en relation. Toutes ces connaissances spéciales se rencontrent surtout chez les ingénieurs sortis des écoles spéciales ou techniques, et pour ce motif, nous pensons que le gouvernement, en adoptant notre proposition, ferait chose utile en créant une troisième catégorie de consuls, et en appelant à ces fonctions, suivant les circonstances, soit des ingénieurs, soit d'anciens élèves sortis de l'Institut supérieur du commerce, à Anvers, ou même des officiers appartenant à des armes spéciales.

Quant à la dépense qui en résultera, elle sera minime, comparée surtout au service qu'il s'agit de rendre à l'industrie.

Il ne faut pas, d'ailleurs, se dissimuler qu'un pays comme la Belgique, petit par son étendue, mais important par ses moyens de production, ne peut échapper à l'obligation de s'imposer, au point de vue des consulats, une dépense relativement plus considérable qu'un grand pays comme la France ; elle est plus importante, par sa production, que la Belgique, mais, par sa population et ses colonies, elle possède déjà un marché de consommation très considérable et elle dispose, en outre, d'une marine militaire qui vient puissamment en aide aux missions dont le Corps consulaire de ce pays est chargé.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

Traité pour la répression de la traite

(14 septembre 1889)

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi d'Italie, mutuellement animés d'un désir sincère de coopérer à l'extinction du trafic des esclaves en Afrique, ont résolu de conclure un traité pour atteindre ce but, et, dans cette intention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, pair du Royaume Uni, chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie, Monsieur Thomas Catalani, commandeur des Saints Maurice et Lazare, chargé d'affaires de Sa Majesté à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord pour la conclusion des articles suivants :

Article premier. — Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi d'Italie, s'engagent à interdire tout commerce d'esclaves, que celui-ci soit fait par leurs sujets respectifs ou sous leurs pavillons respectifs, ou au moyen de capitaux appartenant à leurs sujets respectifs, et à qualifier ce trafic de piraterie. Leurs Majestés déclarent en outre que tout vaisseau qui essaierait de continuer

la traite des esclaves, perdra, par ce fait seul, tout droit à la protection de leur pavillon.

Art. II. — Afin d'entrer plus complètement dans la pensée du présent traité, les Hautes Parties contractantes conviennent que leurs navires de guerre pourront visiter tout vaisseau marchand appartenant à la nationalité de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, qui sera, pour des motifs plausibles, soupçonné de se livrer à la traite des esclaves, ou d'avoir été équipé dans cette intention, ou de s'être livré à la traite pendant le voyage dans lequel il aura été rencontré par lesdits croiseurs, et que ces croiseurs pourront saisir ces vaisseaux et les envoyer ou les emmener pour les faire juger.

Le dit droit mutuel de visite ne devra pas s'exercer dans la Méditerranée. De plus, la zone dans laquelle l'exercice du dit droit devra être borné, sera délimitée, au nord, par le 32^e parallèle de latitude nord ; à l'ouest, par la côte orientale d'Amérique, depuis le point où le 32^e parallèle de latitude nord rencontre cette côte jusqu'au 45^e parallèle de latitude sud ; au sud, par le 45^e parallèle de latitude sud, depuis le point où ce parallèle rencontre la côte orientale d'Amérique jusqu'au 80^e degré de longitude orientale, calculé sur le méridien de Greenwich ; et à l'est, par le même degré de longitude, depuis le point où il est coupé par le 45^e parallèle de latitude sud jusqu'à la côte de l'Inde.

Art. III. — Dans aucun cas, le droit mutuel de visite ne pourra être exercé sur les navires de guerre ou les vaisseaux munis de chartes des Hautes Parties contractantes, mais leurs croiseurs s'apporteront mutuellement assistance les uns aux autres dans tous les cas où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

Art. IV. — Toutes les fois qu'un vaisseau marchand appartenant à la nationalité de l'une des Hautes Parties contractantes aura été saisi par un croiseur de l'autre, conformément aux dispositions du présent traité, ce vaisseau marchand, aussi bien que le capitaine, l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront être à bord, seront menés aux lieux que les Hautes Parties contractantes ont respectivement désignés à cet objet dans le présent article, et ils seront remis aux autorités nommées dans cette intention par le gouvernement qui y exerce la juridiction, pour que des poursuites puissent être exercées contre eux devant les tribunaux compétents.

Tous les vaisseaux anglais saisis sur la côte occidentale d'Afrique par les croiseurs italiens seront emmenés et remis à la juridiction anglaise à Sierra Léone, ou seront remis à un croiseur anglais, s'il s'en trouve un dans les environs du lieu de la capture.

Tous les vaisseaux italiens saisis par les croiseurs anglais sur la côte orientale ou occidentale d'Afrique, dans la mer Rouge et sur la côte d'Arabie, seront envoyés au point le plus proche ou le plus facile d'accès des colonies, possessions ou protectorats d'Italie où existera un tribunal de la traite, ou seront remis à un croiseur italien, s'il s'en trouve un dans les environs du lieu de la capture.

Art. V. — Tout navire marchand, appartenant à la nationalité de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui sera visité et saisi en vertu des dispositions du présent traité sera, à moins de preuves du contraire, considéré comme s'étant livré à la traite des esclaves, ou ayant été équipé en vue de ce trafic, s'il se trouve à bord un ou plusieurs esclaves

autres que les esclaves domestiques attachés à la personne ou au service légitime de leurs maîtres, ou que les esclaves employés *bonâ fide* à la manœuvre du vaisseau ; ou si on trouve à bord des chaînes pour esclaves, des fers ou menottes, des planchers spéciaux de boue ou de sable placés comme pour servir de sièges aux esclaves ; une quantité d'eau en barils ou en réservoirs plus grande que celle qui est nécessaire à la consommation de l'équipage de ce vaisseau ; une chaudière ou autre appareil de cuisine de taille inaccoutumée, et plus grands, ou pouvant être rendus plus grands qu'il n'est nécessaire pour les besoins de l'équipage de ce vaisseau ; ou plus d'une chaudière ou autre appareil de cuisine, de taille ordinaire ; une quantité de nattes et de paillassons plus grande qu'il n'est nécessaire pour l'usage de ce vaisseau, à moins que ces nattes et paillassons ne soient portés sur le livre de bord comme faisant partie de la cargaison.

S'il est établi qu'un ou plusieurs esclaves autres que ceux qui sont spécialement exceptés dans le présent article, ou qu'un ou plusieurs des objets mentionnés ci-dessus se trouvent à bord, ou ont été à bord pendant le voyage au cours duquel le vaisseau a été saisi, ce fait sera considéré comme une preuve *prima facie* que le vaisseau était employé à la traite.

Art. VI. — Des poursuites seront exercées immédiatement contre le vaisseau saisi comme il a été établi ci-dessus, contre son capitaine, son équipage et sa cargaison, devant les tribunaux compétents du pays auquel il appartient, et ils seront jugés et condamnés conformément aux formes et lois en vigueur dans ce pays, et s'il résulte des poursuites que le dit vaisseau était employé à la traite des esclaves, ou équipé pour ce trafic, le vaisseau, son équipement et sa cargaison de marchandises seront confisqués, et le capitaine, l'équipage et leurs complices seront traités conformément aux lois selon lesquelles ils auront été jugés.

En cas de confiscation, le montant de la vente dudit vaisseau sera, dans le délai de six mois, à dater de l'époque de la vente, mis à la disposition du gouvernement du pays auquel appartient le vaisseau qui a fait la capture, afin d'être employé conformément aux lois de ce pays.

Art. VII. — Si un ou plusieurs esclaves, autres que ceux spécialement exceptés par l'article V du présent traité, ou un quelconque des objets spécifiés dans ce même article V, est trouvé à bord d'un vaisseau marchand, ou s'il est prouvé qu'esclaves ou objets se trouvaient à bord durant le voyage au cours duquel le vaisseau a été capturé, aucune compensation aux pertes, dommages et dépenses causés par la saisie de ce vaisseau, ne sera accordée en aucun cas, ni au capitaine, ni au propriétaire, ni à aucune personne intéressée dans l'équipement ou le chargement, même si une condamnation n'est pas prononcée contre le vaisseau, comme conséquence de sa détention.

Art. VIII. — Quand la sentence du tribunal compétent aura décidé qu'un vaisseau marchand saisi en vertu du présent traité n'était pas employé à la traite des esclaves ou équipé pour ce trafic, ce vaisseau sera rendu à son ou à ses légitimes propriétaires. Au cas où le tribunal compétent déciderait que la saisie, la détention ou les poursuites n'avaient pas de fondement raisonnable, le gouvernement du croiseur qui a fait la capture devra payer au gouvernement de la nation à laquelle appartenait le vaisseau capturé, une compensation variable selon le cas.

Art. IX. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se communiquer l'une à l'autre, quand elles en seront priées, et sans frais, des copies des poursuites engagées, et du jugement rendu, relativement aux bâtiments visités ou saisis en vertu des dispositions du présent traité.

Art. X. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'assurer la liberté immédiate de tous les esclaves qui seront trouvés à bord des vaisseaux saisis et condamnés en vertu des stipulations du présent traité.

Art. XI. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 septembre 1889.

(L. S.) SALISBURY.

(L. S.) T. CATALANI.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

FRANCE — ITALIE

CORRESPONDANCE

Relative à l'inviolabilité des Archives consulaires

(1887-1888) (1)

Le Chancelier du Consulat de France au Préfet de Florence.

Florence, 22 décembre 1887, 3 h. 30 du soir.

Monsieur le Préfet,

Aujourd'hui, à midi et demi, le préteur du premier mandement de Florence s'est présenté à la Chancellerie du Consulat de France, assisté d'un greffier, d'un huissier et accompagné de MM. Muratori et Constanti, avocats du sieur Elmélik, sujet français, ainsi que du sieur Giulio Feri, avoué du sieur Paoli.

Le préteur m'a exhibé un jugement du Tribunal de première instance de Florence, rendu par défaut le 20 décembre courant, contre M. le Consul de France, sur l'instance principale du sieur Elmélik, citoyen français, et du sieur Paoli, partie intervenante.

Il m'a requis de donner exécution à ce jugement, à savoir de lui indiquer où étaient les papiers de la succession Hussein, déposés en ce Consulat et dont l'inventaire est commencé depuis plusieurs jours.

En l'absence de M. de Laigue, j'ai dû répondre au magistrat qui m'exhibait le jugement dont il s'agit, que je ne pouvais me rendre à sa requête, que je ne pouvais permettre l'accès de la Chancellerie et encore moins la perquisition des papiers y déposés, sauf sur l'ordre de M. le Consul de France, et que je n'aurais cédé qu'à la force.

Malgré mes protestations et mes réserves les plus formelles, M. le préteur

(1) Extrait du *Livre Vert* déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés d'Italie le 9 février 1889. Cette correspondance a eu pour résultat un *Arrangement* du 8 décembre 1888 que nous avons publié, *Archives*, 1889, IV, p. 7.

du premier mandement, après avoir envoyé quérir la force publique, ordonna à un serrurier d'ouvrir de force la porte d'une pièce de la Chancellerie consulaire affectée aux dépôts judiciaires et aux archives, et y procéda à la saisie des papiers qu'il présuma appartenir à la succession Hussein, sur lesquels il apposa ses scellés.

M. le préteur procéda ensuite aux mêmes opérations en faisant ouvrir de force une autre pièce de la Chancellerie consulaire où se trouvaient, avec les papiers du Consulat, d'autres documents appartenant à la succession et qu'on inventorierait en ce moment.

Je n'ai pas besoin d'insister, pour vous faire apprécier, M. le Préfet, toute la gravité des faits que j'ai l'honneur de signaler à votre plus sérieuse attention.

Il appartient à M. de Laigue, en ce moment absent, de prendre les mesures qu'il croira utiles dans ces circonstances. Mais je manquerais à mon devoir, si je ne protestais aussitôt auprès de vous, M. le Préfet, contre cette violation de la Chancellerie consulaire, contre les perquisitions qu'on a cru pouvoir accomplir dans les archives du Consulat, ainsi que contre l'attitude peu correcte du préteur.

Il a été, d'ailleurs, pris acte par moi de tous ces faits, et les procès-verbaux que j'en ai dressés ont été signés par les personnes présentes à la Chancellerie au moment où s'accomplissait cette violation de la maison consulaire de France.

Veuillez agréer, etc.

LANGLADE.

**Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de Grâce
et de Justice.**

Rome, 27 décembre 1887.

Je dois appeler l'attention de Votre Excellence sur un incident récemment arrivé au Consulat de France à Florence.

Lors de la mort, à Florence, le 27 juin passé, du général Hussein-Pacha, de nationalité contestée, il surgit aussitôt entre le Consulat de France et le Consulat de Turquie, pour la liquidation de la succession, un conflit de juridiction. Les autorités locales, d'après les instructions émanées de mon ministère, n'y prirent aucune ingérence, et il se termina par l'abandon, par le Consulat de Turquie, de ses prétentions primitives.

La liquidation de la succession étant restée ainsi aux mains du Consulat de France, le titulaire du Consulat procéda, en personne, à la requête du mandataire du Bey de Tunis, héritier affirmé du général Hussein, à l'enlèvement des scellés et consigna les effets de la succession aux mains de ce mandataire lui-même. C'est pourquoi celui-ci les faisait mettre sous les scellés du notaire Giovanni Calletti; celui-ci, à son tour, enleva, à la requête toujours du mandataire du Bey, ses propres scellés, consigna les effets de la succession à M. de Laigue, Consul de France, qui, en étant devenu de cette manière le dépositaire, les transporta dans sa propre demeure. A la requête de personnes ayant des droits à faire valoir envers la succession, le Tribunal civil et correctionnel de Florence, par sentence du 20 décembre 1887, ordonna, entre autres choses, que l'on eût à procéder, dans les formes établies par le Code de procédure civile, à l'inventaire de l'actif héréditaire, remettant les parties à se pourvoir en justice, devant le préteur du premier mandement de Florence. Et c'est ici précisément que survint l'incident qu'il est de mon devoir de signaler à Votre Excellence.

Muni du jugement du Tribunal civil et correctionnel, le préteur du premier mandement se présenta, dans la journée du 22 décembre, à la résidence du Consul de France pour prendre en consignation les effets de la succession Hussein : ayant trouvé opposition auprès du Chancelier du Consulat, il fit, en l'absence du Consul, briser la porte d'une chambre assignée aux dépôts judiciaires et aux archives, mit sous sequestre les papiers présumés appartenir à la succession Hussein et les plaça sous ses propres scellés ; il accomplit les mêmes opérations dans une chambre de la Chancellerie consulaire. Naturellement le Consulat protesta.

Il n'y a pas de doute que le Préteur avait l'autorité et le devoir de procéder, en ce qui le concernait, à l'exécution de la sentence du Tribunal. Pourtant, en présence de l'opposition du Consulat de France, et puisque, par l'effet de cette opposition, l'exécution immédiate de la sentence n'était possible qu'en pénétrant de force dans les archives consulaires et en y procédant à des saisies et autres actes coactifs, il semble que le Préteur aurait dû s'arrêter en face de la disposition précise de l'article 5, premier alinéa, de la Convention consulaire entre l'Italie et la France du 26 juillet 1862. Cet alinéa est ainsi conçu : « Les archives consulaires seront inviolables et les autorités locales ne pourront, *sous aucun prétexte ni dans aucun cas*, visiter ni saisir les papiers qui en font partie ».

Il est vrai que le Procureur général de Florence rappelait, en cette circonstance, au Préfet, une circulaire du 5 novembre 1818, du Ministre Garde des Sceaux, laquelle reconnaissait que l'on pouvait exécuter des saisies et des sequestres dans les habitations consulaires ; mais, comme l'observe justement le Préfet, la même circulaire, dans sa partie finale, déclare que rien n'est innové à l'égard de l'immunité *des archives consulaires*. Rien ne saurait s'opposer à une prescription aussi précise et formelle que celle qui est contenue dans l'article 5 susdit de la Convention consulaire italo-française.

De toute manière, maintenant qu'à la protestation écrite par le Consulat de France se sont ajoutées les plaintes formelles de l'ambassade de France, il faut que Votre Excellence ait la bonté d'examiner attentivement cette affaire. Et dans le cas où Votre Excellence croirait incorrect ce qui a été fait par le Préteur, il serait utile que celui-ci, averti en temps opportun, reçût des instructions afin que la procédure ordonnée par le Tribunal de Florence puisse se continuer par la voie régulière et conformément aux Conventions internationales.

Quant à moi, pour atteindre ce but, je n'aurais aucune difficulté de mon côté à demander à l'Ambassade de France que M. de Laigue, étant démontré sa qualité de simple dépositaire à titre privé et par ministère notarié, soit invité à placer les effets de la succession en un lieu séparé et distinct de celui où se trouvent les archives consulaires. Il est clair qu'il convient de clore au plus tôt ce déplaisant incident. Je me permets donc d'adresser à Votre Excellence ma chaude prière pour une réponse la plus prompte possible.

CRISPI.

Le Ministre, par intérim, des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.
(Télégramme).

Rome, 5 janvier 1888.

Je réponds au télégramme de Votre Excellence, en date d'hier, relatif à l'incident dit de Florence.

L'enquête faite par le Ministre Garde des Sceaux vient d'établir que la manière d'agir du Préteur de Florence peut avoir été peu correcte au point de vue des convenances et de l'opportunité, mais qu'elle a été strictement conforme à la légalité.

L'article 5 de la Convention consulaire parle des archives en des termes tels que, selon l'avis autorisé du Procureur général du Roi près la Cour d'appel de Florence, ils impliquent que ce mot se rapporte à l'ensemble des papiers et des documents. Or, en ce sens, les archives n'ont pas été violées, notre Préteur s'étant limité à apposer ses scellés sur les papiers que le Chancelier lui indiquait comme appartenant à la succession Hussein. Il apparaît, au contraire, que le Consul de France a contrevenu de la manière la plus flagrante aux dispositions de ladite Convention. En effet :

1° Le Consul a procédé à l'apposition et à la levée des scellés sur les effets de la succession Hussein sans prévenir de cette opération l'autorité locale compétente, comme il est prescrit par l'art. 9 de la Convention.

2° Le Consul a fait l'inventaire des biens et effets du défunt sans que l'autorité locale eût reçu notification de cet acte contrairement au numéro 2 du même article.

3° Le Consul a refusé de reconnaître la sentence prononcée par le Tribunal local à la suite de la demande d'un créancier du défunt Hussein, en vertu du numéro 6 du même article.

4° Le Consul, s'il jugeait le Tribunal incompétent, aurait dû réclamer, comme il en a la faculté par l'article 7 de la Convention, au lieu de s'opposer à l'exécution de la sentence et de déclarer qu'il ne céderait pas même à la force.

Je transmets à Votre Excellence, par la poste, copie du rapport du Procureur général du Roi près la Cour d'appel de Florence, non sans ajouter que, pour faire acte de bonne amitié, je me propose de demander à mon honorable collègue de la justice la punition du Préteur pour avoir manqué du tact nécessaire dans l'exercice de ses fonctions.

Signé : CRISPI.

**L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim
des Affaires étrangères.**

(Télégramme).

Paris, 7 janvier 1888.

Je me suis empressé de communiquer, au Ministre des Affaires étrangères de France, le résultat de l'enquête faite sur l'incident de Florence. M. Flourens a reconnu que, si la conduite du Préteur de Florence n'a pas été pleinement correcte au point de vue de la convenance et de l'opportunité, celle du Chancelier français, qui remplaçait le Consul, n'a pas été, en quelque point, conforme aux prescriptions de la Convention consulaire, laquelle, d'autre part, donne lieu à des interprétations différentes. Cela étant, M. Flourens espère que, vu les bonnes raisons qui existent d'un côté et de l'autre, l'incident pourra être considéré comme terminé.

Signé : MENABREA.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.*(Télégramme).*

Rome, 8 janvier 1888.

J'ai l'honneur de répondre au télégramme de Votre Excellence, en date d'hier, relatif à l'affaire du Consulat de France à Florence. Je suis très satisfait des bonnes dispositions montrées par M. Flourens, mais nous ne saurions considérer l'incident comme clos. L'inconvenance commise par notre Prêteur a été immédiatement punie par le Ministre de grâce et de justice, de son initiative et avant que je lui en aie parlé. La punition infligée est l'admonestation ; selon nos lois, l'admonestation consiste en une réprimande pour erreur commise par un officier de l'Administration judiciaire dans l'exercice de ses fonctions et dans un avertissement qu'on lui donne d'avoir à ne plus y tomber. L'admonestation est insérée dans ses états de service et lui nuit dans l'avancement auquel il pourrait avoir droit. Cet acte de sévérité, de notre part, n'implique pas que l'incident soit terminé. Il reste encore un fait de la plus grave importance. Le voici : le Consul de France a manqué du respect dû à nos autorités judiciaires, en refusant de remettre les documents dont il était dépositaire.

Le Tribunal ne peut pas rester à mi-chemin dans sa procédure, et l'opposition illégitime qui en interrompt le cours, quelle qu'elle soit, constitue un attentat à l'autorité et à la majesté de la justice. Cet attentat, provenant d'un fonctionnaire d'un Etat étranger, ne saurait être toléré.

Veuillez vous exprimer en ce sens à M. Flourens, le priant de prendre les dispositions qu'il jugera opportunes pour la réintégration du droit violé et la réparation de l'offense faite à la justice italienne. Le Gouvernement du Roi a devancé celui de la République en frappant d'une peine sévère un magistrat coupable seulement d'avoir manqué de convenance. Nous pensons que le Gouvernement français n'hésitera pas, de son côté, à rappeler ses fonctionnaires à l'observation de leurs devoirs.

Signé : CRISPI.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.*(Télégramme).*

Rome, 8 janvier 1888.

J'insiste encore sur ce point que le Consul de France a contrevenu aux dispositions de l'article 9 de la Convention consulaire, en mettant la main sur des objets qui n'appartenaient pas à un sujet français. Il convient d'observer, qu'autant que cela est dès à présent éclairci, le général Hussein n'avait jamais reconnu l'état de choses établi par le Traité du Bardo. Il avait fixé sa résidence en Italie ; il y jouissait de la plénitude des droits civils que notre droit accorde aux étrangers dans le royaume. L'erreur du Consul de France a donc été double. Il a considéré Hussein comme un Français, bien qu'il fût Tunisien ; et en admettant que Hussein fût Français ou à considérer comme tel, le Consul a contrevenu aux dispositions de la Convention italo-française. Il est aujourd'hui constaté que Hussein est resté Tunisien. Or, il faut noter que l'Italie, par le Protocole du 25 janvier 1884, article 2, s'est expressément réservé toutes les immunités, avantages et garanties que lui assuraient les capitulations. les

usages et les traités, en maintenant en vigueur le Traité du 8 septembre 1868 entre l'Italie et la Tunisie. Nous ne reconnaissons donc pas et ne pouvons pas reconnaître la juridiction française sur les Tunisiens résidant en Italie. Cela étant, l'ingérence du Consul français, dans les actes de la succession Hussein, ne saurait être considérée par nous que comme l'ingérence d'un particulier, devenu propriétaire de papiers et d'effets, en vertu d'un acte passé par-devant notaire qui les lui confiait. Je prie Votre Excellence de porter son attention sur cette circonstance et d'y attirer l'attention du Ministre des Affaires étrangères de la République. CRISPI.

**L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim
des Affaires étrangères.**

(Télégramme).

Paris, 10 janvier 1888.

J'ai pris connaissance de votre télégramme d'hier, par lequel Votre Excellence me chargeait de résoudre à l'amiable toute question relative à l'incident en question sur la triple base suivante : 1^o avertissement donné au Préteur ; 2^o remise par le Consul, à l'autorité judiciaire, des papiers et effets de la succession qui ont donné lieu à l'incident ; 3^o renonciation, de notre part, à réclamer une punition de ceux qui sont en faute ; mais en tant que le Consul de France est la cause principale de l'incident, nous laissons au Gouvernement de la République le soin de décider de la convenance et de la justice du déplacement d'un Consul qui a méconnu l'autorité de la justice italienne. J'ai développé de mon mieux à M. Flourens les arguments exposés dans le télégramme de Votre Excellence et dans les documents annexés, en lui conseillant d'accepter cette solution, afin de ne pas prolonger une discussion qui pourrait nuire au succès d'autres affaires bien plus importantes que celle-ci ; mais M. Flourens n'a pas admis que le Consul, ou pour mieux dire le Chancelier, ait commis aucune irrégularité, quoiqu'il maintienne que le Préteur a violé les immunités garanties aux Archives des Consuls et insiste, en conséquence, pour le déplacement du Préteur, comme preuve que le Gouvernement du Roi reconnaît qu'il y a eu violation des immunités consulaires. Je lui ai répondu que nos jurisconsultes, lesquels jouissent, en matière de droit international, d'une autorité incontestable, étaient d'un avis opposé, et qu'en conséquence le Gouvernement ne pouvait s'écarter de leur opinion ; que, d'autre part, dans cette affaire, il ne fallait pas se borner à discuter des principes généraux, sur lesquels on pourrait raisonner indéfiniment sans arriver à s'entendre, mais qu'il était nécessaire, avant toute autre chose, d'examiner les faits tels qu'ils avaient eu lieu en réalité.

J'ai fait enfin remarquer à M. Flourens qu'il était urgent, et pour lui et pour nous, de clore cet incident, sauf à examiner plus tard s'il y aurait lieu de revoir nos Conventions sur quelques points. MENABREA.

**L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre « ad intérim »
des Affaires étrangères.**

(Télégramme).

Paris, 11 janvier 1888.

M. Flourens m'ayant dit que, puisque le Gouvernement du Roi, sur

l'avis de notre magistrature et sur celui du Conseil du contentieux diplomatique, insistait pour ne pas reconnaître que le Préteur avait violé les immunités consulaires, lui, de son côté, maintenait son opinion qu'il y avait eu violation, à en juger sur les rapports qui lui étaient déjà parvenus, j'ai prié le Ministre d'attendre d'avoir pris connaissance des documents que je dois lui communiquer avant de s'arrêter à une opinion aussi déterminée. Je n'ai pas voulu, en ce moment, entrer en discussion avec lui sur les points controversés, estimant meilleur d'attendre qu'il ait lu ces documents.

Nous avons donc renvoyé à plus tard notre conversation sur cette question qui menace de devenir ardente, à cause des journaux qui s'efforcent de l'attiser...

MENABREA.

Le Ministre « ad intérim » des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris

Rome, 13 janvier 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

La question actuellement pendante entre notre Gouvernement et le Gouvernement français au sujet de l'incident de Florence, est, à notre avis, beaucoup plus complexe qu'il ne semble au Gouvernement de la République, et de nature à ce qu'on ne puisse s'en faire un jugement droit si l'on ne l'examine d'abord attentivement dans tous ses éléments divers.

On a beaucoup parlé et l'on parle encore de procédure illégale du magistrat italien, lequel, en employant la force pour arriver à l'exécution d'un jugement du Tribunal, dans les locaux de la Chancellerie française, aurait violé l'immunité de ces locaux, contrairement à l'article 5 de la Convention consulaire du 6 juillet 1862.

Mais, si l'on veut être juste, il convient de regarder l'envers de la médaille, et de voir si, de son côté, le Consul de France n'est pas, le premier en cette affaire, sorti des limites précises que lui assignent la loi et le droit international, et en en sortant le premier, n'a pas lui-même provoqué l'acte dont on accuse et dont voudrait tenir pour seul responsable le Préteur de Florence.

C'est ce côté de la question qui, à notre sens n'a pas, jusqu'ici, été suffisamment envisagé par le Gouvernement de la République, et que je me propose d'éclaircir dans la présente dépêche. Votre Excellence voudra bien s'efforcer de le mettre le plus possible en évidence dans ses entretiens ultérieurs avec M. Flourens.

Voici les faits vrais :

1° Le général Hussein est mort à Florence le 27 juin de l'année passée. Sa nationalité, d'abord contestée, fut ensuite reconnue par l'autorité qui pouvait le plus facilement l'éclaircir, c'est-à-dire par le Consul de France. Les choses étant en cet état, c'est-à-dire Hussein étant reconnu pour Tunisien, quelle était, en premier lieu, dans l'éclat présent de notre droit interne et conventionnel, l'autorité légalement compétente pour prendre la gestion de cette succession d'un sujet tunisien ?

C'était certainement l'autorité italienne et cela, pour la bonne raison qu'il faut une Convention spéciale pour déférer cette sorte d'affaire à l'autorité consulaire étrangère ou à toute autre qui n'est pas positivement déterminée par notre Code de procédure civile, et aucune Convention de ce genre n'a jamais été conclue entre le Gouvernement italien et le Gouvernement tunisien.

Dans le Traité du 8 septembre 1868 (Traité non aboli et au contraire explicitement maintenu dans le Protocole du 25 janvier 1884 qui suspendit notre juridiction consulaire en Tunisie), il a bien été consacré un article, l'article 23, spécial à la matière des successions et à l'immixtion des Consuls, mais il ne vise que les successions de nos nationaux dans la Régence de Tunis et par là exclut manifestement les successions des sujets tunisiens en Italie; ces successions, par cela même, restent donc régies par l'article 19 de ce même Traité, lequel disposait que, quant à la jouissance des droits civils, les regnicoles (c'est-à-dire les Tunisiens) seraient soumis aux principes du droit civil et des autres lois en vigueur en Italie.

On ne pourrait donc contester que le Consul de France devait, aussitôt qu'il eut constaté chez Hussein la nationalité Tunisienne, abandonner à l'autorité italienne la gestion de sa succession.

Au contraire, aussitôt qu'il fut reconnu que Hussein était non pas sujet ottoman, comme on l'avait d'abord supposé, mais tunisien, on n'hésita pas à revendiquer pour lui la garde et l'administration de la masse héréditaire.

C'est là la première et la plus grave déviation du terrain de la légalité qui se soit produite dans cette affaire; c'est le fait fondamental sur lequel repose l'origine de toutes celles qui ont succédé, jusqu'à la dernière, que l'on a à regretter aujourd'hui et qui certainement ne se serait pas produite si l'on avait, dès le principe, laissé l'affaire suivre son cours naturel et légitime.

2° Cela ne suffit pas. En admettant (sans y croire) que la matière aurait été réellement de la compétence du Consul de France et qu'en conséquence on eût pu la traiter conformément aux dispositions de la Convention consulaire franco-italienne de 1862, quel eût été le premier devoir du Consul avant de procéder à la levée des scellés et à la confection de l'inventaire de la succession?

Incontestablement, il aurait dû inviter l'autorité locale à assister à cette opération (article 9, sections 1 et 2, de la Convention) et attendre, avant de passer outre, que 48 heures se fussent écoulées depuis cet avis.

Au contraire, le Consul de France a brisé les scellés, commencé l'inventaire, seul et sans en donner aucun avis à l'autorité locale.

3° Toujours en restant dans l'hypothèse que la Convention franco-italienne aurait été applicable dans l'espèce, de quelle manière le Consul aurait-il dû veiller sur les intérêts des créanciers éventuels de la succession?

Il aurait dû, selon l'article 9 déjà cité, n° 5, annoncer, par la voie des journaux, la mort de Hussein; inviter, par la même voie, à se présenter quiconque se serait prétendu créancier de la succession, et enfin s'abstenir de remettre cette succession aux héritiers ou à leurs mandataires, avant qu'il se fût écoulé six mois depuis cet avis.

Au contraire, le 16 octobre, trois mois ou à peine plus depuis la mort de Hussein, survenue, comme je l'ai dit, le 27 juin, il remettait, sans conditions, les papiers et les valeurs au sieur Santillana, mandataire du Bey de Tunis, héritier prétendu de Hussein.

4° Une fois cette remise faite au mandataire de l'héritier, le Consul cessait naturellement d'avoir aucun droit à s'ingérer ultérieurement dans cette affaire. Que s'il a plu à M. de Laigue de se rendre, comme il l'a fait, à la prière de ce mandataire et de se constituer à nouveau gardien et dépositaire,

taire des effets de la succession, évidemment il n'avait pu le faire qu'en sa qualité privée et non plus en sa qualité officielle de Consul de France.

Mais, au contraire, M. de Laigue, ayant une fois reçu chez lui, des mains du sieur Santillana, les effets de la succession, n'a pas hésité à s'arroger, de ce chef, les titres et *qualités de curateur et d'administrateur de l'hérédité*.

5° Lorsque le sieur Elmélik, un des plus forts créanciers de la succession (il réclame une créance de 7 à 800,000 livres), eut obtenu et signifié au Consul une saisie conservatoire de papiers et valeurs qu'il gardait, le devoir précis du Consul eût été de ne disposer d'aucun objet, sauf toutefois son droit, s'il estimait la saisie illégale, de s'adresser aux Tribunaux compétents pour la faire lever.

Au contraire, le Consul, au mépris de la saisie, alla jusqu'à briser les scellés, à confectionner l'inventaire et enfin à vendre une partie des objets saisis.

6° En sa qualité de simple dépositaire privé des choses de la succession, le Consul de France aurait dû naturellement, en se conformant simplement à l'esprit d'une règle que contient l'article 5 de la Convention consulaire, et que lui-même a invoquée, tenir ces choses entièrement distinctes des papiers et valeurs des autres successions qu'il administre, et les placer dans un local entièrement distinct de celui qui renferme les Archives consulaires.

Cette obligation qui lui incombait — remarquons-le — devait lui sembler d'autant plus étroite qu'il y avait eu une saisie, s'il entretenait véritablement la conviction que le fait de placer ces objets dans le local même des Archives avait pour effet de les soustraire, à raison de la prétendue inviolabilité de ce local, à toute action de l'autorité judiciaire italienne.

Au contraire, le Consul a confondu les choses qu'il détenait à titre privé avec celles dont il a la garde en tant que Consul, et il a renfermé les unes et les autres dans les deux pièces destinées (selon le dire du Chancelier) *aux dépôts judiciaires et aux archives*.

7° Quand le Préteur se présenta à la résidence du Consul pour y apposer les scellés et préparer l'inventaire des effets de la succession, comme il en avait l'obligation d'après le jugement du Tribunal devenu déjà exécutoire, le Consul ou celui qui, en son absence, en faisait fonction, aurait dû se soumettre à la chose jugée, retirer les effets du lieu réputé inviolable pour les mettre à la disposition du magistrat, et épargner à ce dernier la dure alternative d'employer la force ou de laisser inexécuté son propre mandat.

Au contraire, le Chancelier n'a pas voulu entendre raison, s'est révolté contre la loi et la chose jugée et a opposé un refus formel à la demande qu'on lui faisait de présenter les objets.

En vérité, ces faits constituent une série d'infractions à la loi et aux Traités suffisamment graves pour que, de leur ensemble, on puisse conclure qu'elles égalent au moins, si elles ne dépassent, la contravention unique (du Préteur), étant donné que cette contravention a amené l'inculpation et la punition de notre magistrat.

D'autre part, il est évident que c'est précisément cette grave accumulation d'infractions de la part du Consul de France qui a provoqué, comme conséquence dernière et en quelque sorte fatale, l'incident dont on voudrait tenir pour seul responsable le Préteur italien.

Comme je l'ai déjà déclaré, nous n'accepterions plus de discuter sur des mesures nouvelles à prendre contre ce magistrat, qui a été suffisamment

puni. Je laisse à voir au Gouvernement français, si la justice ne veut pas, que, de son côté, il ne laisse pas passer impunis des procédés irréguliers qui ont été les premiers écarts hors du chemin de la légalité. Toutefois, ce qui importe le plus, c'est qu'en tout cas, des instructions promptes et péremptoires soient envoyées afin que force reste à la loi et à l'autorité de la chose jugée.

C'est de ces principes que s'inspirait le télégramme que j'ai expédié hier à Votre Excellence. Je la prie de s'appuyer sur les nouveaux arguments que je viens de développer et d'insister, près de M. Flourens, pour obtenir une solution dans le sens indiqué.

CRISPI.

ANNEXES

Article IX de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris, le 26 juillet 1862.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire, dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Français, en Italie, ou un Italien, en France, sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables, ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires, nommés, ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, de la nation du défunt, auront le droit de procéder, successivement, aux opérations suivantes :

1^o Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le consul ou vice-consul à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération.

2^o Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ses actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3^o Ordonner la vente, aux enchères publiques, de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4^o Déposer, en lieu sûr, les effets et valeurs inventoriées, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire.

5° Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession *ab intestat* ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestat*, le paiement de leurs créances devrait s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables ; ou, enfin, dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux pays, les consuls ou vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables.

En tout cas, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6° Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront, sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestat*, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession, car, en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestations, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître, selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux.

Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ou agents consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors, de plein droit, la liquidation qui aurait été suspendue, jusqu'à la conclusion du litige.

7° Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs.

Article VII de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris le 26 juillet 1862.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existantes entre les deux pays, et contre tous abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir

recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, au gouvernement de l'Etat dans lequel ils résideraient.

Article V de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris le 26 juillet 1862.

Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Article II du protocole entre le ministre italien des affaires étrangères et l'ambassadeur de France pour suspendre en Tunisie l'exercice de la juridiction des tribunaux consulaires, signé à Rome le 25 janvier 1884 (1).

Sauf cette dérogation au régime actuel, il est expressément convenu que toutes les autres immunités, avantages et garanties assurés par les capitulations, les usages et les traités restent en vigueur.

Le maintien de ces immunités et garanties est intégral envers les personnes et résidences consulaires ; il doit, envers les particuliers, n'être assujéti qu'aux restrictions absolument nécessaires pour l'exécution en Tunisie des sentences que les nouveaux tribunaux rendront d'après la loi. Il n'est pas dérogé, quant à leur exécution en Italie, aux règles en vigueur pour l'exécution des jugements étrangers.

Le Sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères au Ministre de Grâce et de Justice.

Rome, 16 janvier 1888.

Honorable collègue,

Dans un entretien entre le général Menabrea et M. Flourens, dont un télégramme expédié cette nuit de Paris m'a rendu compte, je remarque que, entre le rapport du consul de France à Florence et nos propres informations, il existe certains désaccords plus ou moins importants. Je les signale à Votre Excellence pour qu'elle veuille bien vérifier l'exactitude de toutes les circonstances, même des moindres.

1° Le consul aurait, par lettre du 30 juin, informé les préteurs des 1^{er} et 2^e mandement de la mort du général Hussein. Cela serait donc conforme à la première partie de l'article 9 de la convention consulaire de 1862, entre la France et l'Italie. Toutefois, cela ne comprendrait pas la notification prescrite pour l'apposition des scellés, dont parle le n° 1 de cet article.

J'aimerais à être renseigné sur ce point : si la notification vient du consul de France ou de celui de Turquie, et si elle a lieu eu le 30, comme le dit le télégramme cité, ou le 29, comme le disent les autres informations venues de Florence.

2° Le préteur du troisième mandement aurait répondu que non-seulement il n'avait pas (à l'exemple de celui du premier mandement), le temps d'assister à l'apposition des scellés, mais qu'il invitait le consul à y procéder sans son intervention.

3° Le chancelier du consulat (et ce serait là une circonstance à nous favo-

(1) V. le texte entier de ce Protocole, *Archives*, 1885, I, p. 5.

nable), quand le préteur s'est présenté, aurait fermé la porte du consulat et opposé une résistance matérielle à l'accomplissement de son ministère.

4° Le préteur serait entré dans le consulat le chapeau sur la tête et la cigarette aux lèvres.

5° Le préteur aurait lui-même fouillé les archives, en les mettant en désordre.

Je serais aise que, d'urgence et même télégraphiquement, Votre Excellence voulût s'enquérir de la vérité de ces diverses circonstances.

DAMIANI.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Rome, 16 janvier 1883.

... La question principale a une autre et plus haute portée, et je tiens à ce qu'on n'en dévie pas. Il s'agit désormais de savoir si, depuis les événements de 1881, nos conventions avec la Tunisie sont demeurées en vigueur, comme le garantissent le traité du Bardo, entre la France et la Tunisie, et le protocole de 1884, entre la France et l'Italie, et si, en conséquence, ces conventions doivent, oui ou non, être respectées des autorités françaises. C'est là le point sur lequel j'appelle l'attention de Votre Excellence, et je la prie d'y attirer aussi celle du ministre des Affaires étrangères de France.

Le Ministre des Affaires étrangères de France à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Paris, le 18 janvier 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, les pièces relatives à l'incident de Florence, que j'ai reçues du consul français dans cette ville. Je vous retourne, en même temps, les pièces que vous avez bien voulu me faire remettre vous-même, et je vous remercie de cette communication.

Je ne doute pas que la lecture attentive des documents ci-annexés ne vous convainque et ne convainque M. Crispi de la légitimité de notre revendication. Ils jettent une lumière nouvelle sur les faits si regrettables que le rapport de M. le procureur du Roi a reproduits d'une manière parfois peu exacte ou incomplète.

Vous y verrez notamment que, si le consul français a procédé, en premier lieu, à la mise sous scellés, des effets de la succession Hussein, ce n'est qu'après avoir invité les autorités locales à venir y procéder. Le double refus qu'il a reçu, et dont l'un est rédigé dans une forme polie, dégage sa responsabilité du fait de s'être chargé d'une administration qui lui était formellement abandonnée.

Les incidents judiciaires qui se sont produits par la suite et dont je n'ai pas actuellement à m'occuper, ont abouti à un jugement par défaut dont l'exécution a motivé nos plaintes. Il est assurément très fâcheux que le préteur, en vertu dudit jugement, ait décidé, après avoir nommé deux notaires pour procéder à l'inventaire, qu'il se rendrait immédiatement avec son greffier, avec le sieur Elmélik et avec l'avoué de ce dernier, dans l'habitation du consul de France où avaient été transportés les effets de la succession Hussein. Le préteur, dans la rapidité de son action, avait averti tous

les intéressés et leurs ayants-droit, sauf le consul de France, qui s'est trouvé absent au moment de l'opération.

Les pièces ci-jointes indiquent comment cette opération a été accomplie. Il en résulte que nos archives ont été incontestablement violées, alors que la convention de 1862 interdit même de les *visiter* en quelque cas que ce soit. Nous n'admettons pas la distinction que l'on essaie de faire entre les papiers d'Hussein et nos archives proprement dites ; mais, en fait, ces dernières ont été violées. Les autorités italiennes n'ont pu reconnaître les papiers d'Hussein qu'en mettant la main sur les autres, car l'acte de trier et de choisir entraîne nécessairement l'obligation de prendre connaissance du tout et de comparer les parties. C'est ce qui a eu lieu, en effet, dans des conditions sur lesquelles les communications que j'ai l'honneur de vous adresser, me rendent inutile d'insister.

Je ne puis donc qu'approuver l'attitude prise par le chancelier de notre consulat, en l'absence de son chef. Il a protesté, suivant son devoir, contre un acte contraire aux principes généraux du droit des gens et aux prescriptions strictes de la convention italo-française de 1862.

Je me plais donc à espérer que le Gouvernement italien reconnaîtra qu'il nous doit une satisfaction. En tout cas, je ne puis croire, ainsi que je vous l'ai déjà écrit, par lettre du 15 janvier, que, sous quelque prétexte que ce soit, une nouvelle atteinte puisse être portée à nos archives avant que la négociation pendante, entre le cabinet de Rome et nous, soit arrivée à son terme. M. de Laigue me télégraphie cependant que le sieur Elmélîk a signifié à tous les intéressés citation pour assister au consulat, le 20 janvier, à la levée des scellés et à l'inventaire par notaire délégué. Cette opération aurait été, paraît-il, autorisée par une ordonnance du juge Tosini, en date du 12. Elle ne peut avoir lieu qu'à la condition de forcer de nouveau la porte de nos archives et de faire sauter nos propres scellés.

J'ai prescrit à M. de Laigue de s'opposer à un tel acte par tous les moyens de droit et de protester au nom de la convention de 1862, si, par impossible, il venait à s'accomplir. Je lui ai donné l'ordre de notifier au préfet qu'il avait reçu ces instructions et qu'il s'y conformerait.

Je télégraphie au comte de Moüy pour le prier de faire à M. Crispi une communication analogue, mais je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien télégraphier, dans le même sens, au ministre des affaires étrangères.

Agréez, etc.

FLOURENS.

ANNEXE A

Le Consul de France à Florence au Ministre des Affaires étrangères de France.

Florence, 23 décembre 1887.

Monsieur le ministre,

Voici l'exposé des faits qui ont précédé la violation de la chancellerie et des archives consulaires, survenue le 22 décembre 1887, après midi.

Léon Elmélîk, français, agent d'affaires, ancien mandataire de feu le général Hussein, condamné à deux ans de prison, trois ans d'exil, etc., par jugement correctionnel, rendu le 29 novembre dernier, à Livourne, mais frappé d'appel, se prétend créancier de la succession pour des sommes considérables. Or, les articles 909 2°, 930, 941, du code de procédure civile,

et 820, du code civil, exigent un titre exécutoire pour intervenir aux opérations d'inventaire après décès.

Loin de remplir ces conditions, Elmélik, par arrêt de la cour de Lucques, du 21 mars 1877, confirmé en cassation, à Florence, au commencement de ce mois, a été retenu débiteur jusqu'au jour où il aura présenté ses comptes de gestion.

Aussi, par ordonnances des 13 et 15 décembre, rendues sur opposition de l'administration et des intéressés, je lui ai interdit d'assister à l'inventaire, sauf recours au magistrat français seul compétent.

Loin de s'adresser à son juge naturel, Elmélik, au mépris de l'art. 9, 6^o, de la convention consulaire franco-italienne de 1862, qui admet le recours à l'autorité locale seulement lorsqu'il s'agit de nationaux ou de sujets d'une puissance tierce, m'a personnellement assigné devant le tribunal de Florence pour me faire dessaisir des papiers provenant de la succession, en opérer le séquestre, etc. Il importe de le remarquer : son assignation conçue en termes peu convenables devait être renouvelée avant de passer outre à jugement, attendu qu'elle ne m'avait pas été personnellement signifiée. Sous ce rapport, la jurisprudence constante des tribunaux est fixée. J'ajoute qu'au témoignage de tous les avocats présents à l'incident, la pratique florentine appuie la jurisprudence générale.

Aussi, étant assuré que l'exploit serait réitéré comme toujours, je n'étais pas tenu de comparaître, abstraction faite de ce que la procédure était nulle, vu la qualité de français du demandeur. C'est pourquoi j'avais été fort surpris de recevoir signification du jugement que le tribunal avait rendu avec une précipitation tout au moins hors de propos, et en recevant, avec une surprenante facilité, comme intervenant, certain Paoli, italien, prête-nom d'Elmélik. Néanmoins, par déférence pour l'autorité locale, j'allais faire opposition hier même, car je ne songeais même pas qu'il pût être procédé à une exécution sommaire dans ma chancellerie, en violation ouverte des traités et des principes généraux du droit des gens.

Les faits consignés dans les trois procès-verbaux ci-joints démontrent surabondamment que je m'étais abusé. Ces procès-verbaux sont d'ailleurs, eux-mêmes, appuyés de trois lettres, dont deux échangées entre le préfet et moi, et la troisième écrite par M. Langlade à ce même fonctionnaire.

J'ai, bien entendu, suspendu toutes les opérations de l'inventaire, respectant les scellés du préteur (juge de paix), quoique apposés en violation de tous droits.

D'autre part, il est bon de remarquer que le tribunal de Florence, ayant à juger entre Elmélik, condamné en police correctionnelle et le consul de France, non-seulement s'est départi des règles de procédure suivies avec le premier venu (renouvellement de l'assignation), mais a, sans hésiter, donné gain de cause, pour le fond, au demandeur, dont la moralité est d'autant mieux connue du tribunal, que le procureur du Roi actuel a longtemps occupé le siège de Livourne, et m'a personnellement et fort nettement exprimé son avis sur cet individu.

Dans une entrevue que j'ai eue ce matin avec le préfet, qui paraît fort préoccupé, je lui ai donné des détails très circonstanciés, non-seulement sur les faits relatés dans la protestation de M. Langlade mais aussi sur l'attitude inconvenante du préteur.

Veillez agréer, etc, etc.

DE LAIGUE.

ANNEXE B

F. Langlade, Chancelier du Consulat de France à Florence, à
M. Clavery, directeur des affaires commerciales et consulaires
au Ministère des Affaires étrangères, à Paris.

Florence, le 4 janvier 1838.

Dans tout ce que les journaux ont publié jusqu'ici sur ce qu'on est convenu d'appeler l'*incident consulaire*, il se trouve des détails qui, à part leur inexactitude, me paraissent dénaturer la situation telle qu'elle est en réalité et telle que nous devons l'envisager.

Il ne s'agit, en effet, de sauver autre chose que ceci : Y a-t-il eu, oui ou non, violation de nos archives ? Or, j'affirme que la violation a eu lieu, et voici comment :

Le 22 décembre, vers midi et demi, je fus averti par un avocat de ma connaissance que, dans un cabaret du voisinage, s'étaient réunis le préteur du premier mandement de Florence, un huissier, un greffier et trois avocats du sieur Elmélik, avec l'intention de venir s'emparer des papiers de la succession Hussein dont l'inventaire se poursuivait depuis le 20 octobre dernier. Je descendis immédiatement chez M. de Laigue ; il était absent. Je remontai aussitôt afin de fermer la porte des chambres où se trouvent déposés nos papiers de service et d'attendre la visite qui m'était annoncée. Je n'attendis que trois minutes ; mais ces minutes, je dois l'avouer, m'infligèrent la plus pénible des émotions. Je ne pouvais me rendre à l'idée de voir accomplir une action aussi brutalement imaginée.

Le préteur se montra presque aussitôt.

— Que désirez-vous, monsieur, lui dis-je ?

— Exécuter une sentence rendue par le tribunal de Florence.

— Et en quoi consisté cette exécution ?

— A séquestrer les papiers de la succession Hussein.

— Mais vous rendez-vous un compte bien exact de votre mission ? Du lieu où vous êtes et de son inviolabilité ?

Le préteur et ses auxiliaires se mirent à rire, ajoutant :

— Nous n'avons à nous occuper que des ordres émanés du tribunal.

— Et confirmés par le ministre, continua l'un des avocats de Elmélik, le sieur Muratori, le même qui, à huit jours de date, nous avait menacés de s'introduire au consulat avec la gendarmerie.

— De quel ministre parlez-vous, monsieur ?

— Vous le savez bien : de M. Crispi. Ne connaissez-vous pas sa circulaire ?

— J'ai pour M. Crispi tout le respect qu'il mérite ; mais fût-il ici lui-même, ce respect ne saurait me faire oublier mes devoirs, ni m'empêcher d'interdire l'accès des archives à quiconque se présente avec l'intention que vous manifestez.

— Ainsi, reprit l'huissier, vous refusez d'obéir aux injonctions des juges, au préteur du 1^{er} mandement ?...

— Mais qui êtes-vous ? (*Chi è lei ?*) dit alors sur un ton menaçant le préteur.

— Je suis le chancelier du consulat de France, gardien naturel des archives, et je vous déclare que vous n'y pénétrerez que muni d'un ordre formel du consul ou en employant la force.

— Ainsi vous refusez d'obéir à la loi ?

— Je me refuse à participer à un délit.

— Faites attention à ce que vous dites ; on pourrait bien vous faire changer d'avis à l'aide de certaines mesures...

— Sur ces mots, le prêteur se rapprocha de ceux qui l'accompagnaient et parut les consulter.

J'eus un instant la faiblesse de croire que les choses en resteraient là. Le prêteur revint bientôt vers moi.

— Je vous demande bien peu, me dit-il ; il vous serait si facile de me l'accorder ! je désire simplement voir les papiers, prendre quelques notes, rien de plus !

Le désir que j'avais de limiter ce fâcheux incident à des manifestations platoniques me fit attribuer ces dernières paroles à un sentiment pacifique auquel j'essayai de répondre de mon mieux.

— Ce que vous me demandez et qu'il vous semble facile d'obtenir, monsieur le prêteur, me paraît à moi non-seulement impraticable, mais tout à fait contraire à vos propres intérêts. En effet, n'avez-vous pas en France des consuls auxquels on accorde ce qu'on essaie de nous disputer ici ? Mon gouvernement ne sera-t-il pas fondé à leur imposer demain le traitement que vous voulez nous infliger aujourd'hui ? Votre action est aussi inconcevable qu'inopportune. Réfléchissez : c'est peut-être à l'heure même où deux délégués, envoyés par la France, arrivent à Rome chargés de ressources précieuses pour votre existence commerciale que vous allez violer les archives d'un consulat de France dont l'invioiabilité est garantie par une convention et par un *exequatur* signé de la main de votre Roi !

— Je ne suis ici, me répondit alors le prêteur et assez brusquement, qu'un magistrat qui exécute des ordres !

— Soit : je resterai alors le soldat qui fait respecter sa consigne.

— Vous ne voulez pas ouvrir les portes ?

— Non, monsieur.

— Huissier ! Allez chercher deux carabiniers (gendarmes).

— Et vous, dis-je en même temps à un agent de police en bourgeois, mis à ma disposition depuis quelques jours par la questure, faites monter deux gardes de sûreté.

Comme cet agent s'éloignait, l'avocat Muratori le suivit en lui recommandant d'informer le questeur de la présence du juge en chancellerie.

J'ajoutai :

— Suivez mes ordres, et rien de plus.

Les deux agents, bien entendu, ne se montrèrent pas ; seuls les carabiniers se présentèrent. Le prêteur me fit une nouvelle sommation.

— Vous forcerez les portes, lui dis-je, ou vous n'entrerez pas.

— Huissier, cria-t-il, allez chercher un serrurier.

Ici se trouve un détail des plus caractéristiques. Le serrurier arrivé, le prêteur se tourna vers moi demandant où se trouvaient les papiers qu'il cherchait.

— Il s'en trouve dans diverses pièces — et lui désignant une porte à laquelle j'assignerai le n° 1 pour la clarté de cet exposé, donnant le n° 2 à la pièce contenant nos dépôts et nos archives, j'ajoutai :

— Là, derrière cette porte, se trouvent réunies huit ou dix personnes, dont six avocats, qui assistent à l'inventaire des papiers du général Hussein. Si votre intention est de forcer les portes en vue de ces documents, je crois que c'est par celle-là (n° 1) que vous devez commencer.

Le prêteur me regarda avec fixité, se tourna vers ses compagnons et m'interrogeant une seconde fois :

— C'est par là, dites-vous, que je dois commencer ?

— Oui, monsieur.

— Alors, ajouta-t-il vivement en s'adressant au serrurier : Ouvrez cette porte-là ! (n° 2).

C'est-à-dire qu'il ordonna de crocheter celle exclusivement réservée aux archives, aux dépôts et à la garde du pavillon.

Le prêteur ne pouvait mieux révéler son intention formelle de pénétrer partout où bon lui semblerait. Au moment où le serrurier mettait son crochet dans la serrure, je courus ouvrir la porte derrière laquelle se faisait l'inventaire, en criant :

— Venez, messieurs, assister à la violation des archives !

L'une des premières personnes qui se montrèrent fut l'avocat Luchini, député au Parlement italien.

Il entra dans la pièce où avaient pénétré déjà les envahisseurs. Je lui dis :

— Vous pourrez constater, monsieur le député, que le prêteur tient à ce moment dans sa main des papiers appartenant à nos archives.

M. Luchini me répondit :

— C'est très grave ; mais n'ayez point d'inquiétude ; je cours chez le préfet.

La suite est inutile à raconter ; elle se trouve dans les procès-verbaux que je fis signer, séance tenante, par toutes les personnes présentes.

Un fait me paraît dominer ; c'est la violation des archives, parfaitement préméditée, exécutée avec sang-froid, malgré mes protestations au juge italien. La question juridique, la valeur du jugement, les droits du français qui l'avait provoqué : tout cela me semble subsidiaire et c'est dans le fait brutal des autorités italiennes, pénétrant par la force dans la pièce réservée à nos archives, que se résume la situation entière.

LANGLADE.

ANNEXE C

Le consul de France à Florence au Ministre des Affaires étrangères de France

Florence, 12 janvier 1888.

Monsieur le ministre,

Pour compléter mes précédentes informations, j'ai l'honneur de vous adresser un exposé détaillé des faits qui se sont passés, le 22 décembre dernier, lors de la violation de la chancellerie.

En sortant d'un petit restaurant voisin, où il « buvait et mangeait avec la partie », le prêteur s'est rendu directement Via Lamarmora. Loin de sonner à la porte toujours close de mon habitation privée, loin de chercher à me parler, il est entré avec ses auxiliaires par la grille du jardin, toujours ouverte de midi à 3 h. et à laquelle sont fixées deux plaques de cuivre bien apparentes, portant : 1° celle de droite : « La chancellerie est ouverte de midi à 3 h. » ; 2° celle de gauche : « Chancellerie du consulat de France ». Puis, le jardin traversé, il est allé droit à une porte d'escalier un peu difficile à trouver, quoiqu'au-dessus soit placé un écusson spécial.

Sur le palier du rez-de-chaussée, sur celui du premier, le magistrat a

pu et dû lire un écriteau à la main ainsi conçu : « Chancellerie au 2^{me} étage ».

Donc, malgré les assertions contraires, tout prouve qu'il accédait, en pleine connaissance de cause, à la chancellerie. Toutefois, si cette chancellerie ou même la maison d'un consul et surtout d'un consul de carrière sont inviolables selon les traditions du droit des gens et les principes toujours observés de la courtoisie internationale, mon chancelier, ferme mais prudent, s'est gardé d'invoquer ces règles et s'est retranché derrière la question de droit strict, chose d'autant plus correcte que, si « nul n'est censé ignorer la loi », le préteur, un magistrat, *doit* la connaître, et la loi, au cas particulier, c'est l'article 5 de la convention consulaire.

Arrivé au 2^{me} étage, le juge de paix voulut, comme on sait, être mis en possession des papiers de la succession.

Les procès-verbaux authentiques, appuyés de mes divers rapports et de la lettre explicative de M. Langlade à M. Clavery, ont fourni, ce semble, des indications précises et détaillées sur la scène qui s'ensuivit.

En droit, les archives sont inviolables et aucune perquisition n'y peut être effectuée.

En fait, le préteur, malgré l'opposition formelle du gardien attitré des archives, et sans une minute d'hésitation, a prescrit, avec l'intervention de la force armée, de crocheter la porte de l'*armoire à fenêtre* contenant les archives et dépôts. Une fois entré, il a naturellement dû fouiller les pièces pour reconnaître les papiers de Hussein. Quelques-uns étaient, mais non en évidence, épars sur une table ; il en a fait une liasse et les a scellés. Comment les a-t-on reconnus, sinon après examen ? De plus, il a bouleversé ou fait bouleverser un rayon entier contenant les papiers de l'Etat, de sorte qu'aujourd'hui, au lieu d'être symétriquement rangés sur ce rayon à droite de la pièce, en entrant, ils sont jetés pêle-mêle contre le mur de gauche. Est-ce, oui ou non, une manipulation des archives de notre gouvernement ?

Enfin, le procès-verbal des consuls du 26 décembre dernier, constate qu'après le départ du préteur et de ses hommes, la liasse contenant la correspondance de 1877 a été trouvée ouverte. Ni Votre Excellence, ni l'ambassade, ni aucun particulier, ni mon service n'ont provoqué de recherches dans cette liasse de documents remontant à plus de dix ans de date. Qui donc a opéré ce compulsoire inattendu ?

Conclusion : Les papiers d'Hussein étaient dans une *grande armoire fermée*, affectée aux archives. Cette armoire a été ouverte de force et c'est seulement après l'avoir fait crocheter que le préteur, laissé à lui-même, a pu les découvrir en faisant un tri.

Je ne parlerai point de l'attitude des autorités : il me sera toutefois permis de dire que le procureur général a, non sans un empressement significatif, accueilli les déclarations du préteur et n'a recouru ni à moi, ni à aucun des nombreux témoins, ce qui était son devoir. Qu'est-ce donc que cette enquête unilatérale ? Averti par une personne considérable de l'incorrection de sa conduite et de l'existence de documents authentiques irréfutables qu'on était prêt à lui soumettre, ce magistrat s'est borné à répondre : « Il est trop tard. »

On a même été jusqu'à nier que j'eusse convoqué l'autorité locale au vœu de l'art. IX de notre convention. Heureusement V. Exc. a la copie des

lettres originales par lesquelles, sous la date du 30 juin dernier, les deux juges ont refusé d'intervenir.

Le prêteur a aussi prétendu que le chancelier lui a remis, de bon gré, en les indiquant bénévolement, les papiers d'Hussein. Alors, si M. Langlade avait ainsi manqué à son devoir, ce qui n'est point, pourquoi le prêteur a-t-il recouru à des actes de violence d'autant plus inexplicables ?

Veuillez agréer, etc.

DE LAIGUE.

ANNEXE N° 1

Procès-verbal.

Ce jourd'hui, 22 décembre 1887, s'est présenté au consulat de France le sieur Tosini, prêteur du 1^{er} mandement de Florence, accompagné de MM. Muratori, avocat du sieur Léon Elmélik, sujet français, et du sieur Giulio Feri, avocat du sieur Paoli, ainsi que du sieur Costanti, avoué du dit sieur Elmélik, le dit prêteur, assisté d'un greffier et d'un huissier ;

Lequel a exhibé, à nous chancelier soussigné, un jugement par défaut rendu par le tribunal de Florence contre notre sieur consul et en faveur du sieur Elmélik et de Paoli, partie intervenante, rendu à Florence, le 20 décembre courant, en nous invitant à nous conformer à sa teneur et à remettre audit prêteur les papiers provenant de la succession de feu le général Hussein et déposés en cette chancellerie.

A laquelle réquisition, il a été répondu par nous, que le chancelier ne pouvait laisser pénétrer aucune autorité étrangère, ni permettre aucune perquisition dans les locaux où se trouvent déposés les archives et papiers de service, et que nous ne permettions l'accès dans les dits locaux, confiés à notre garde, sauf sur un ordre formel de notre sieur consul.

Sur l'insistance du dit prêteur, avons finalement déclaré que nous ne céderions qu'à la force ; à la suite de quoi le prêteur envoya quérir la force publique et deux carabiniers étant arrivés dans les locaux de notre chancellerie, le prêteur donna l'ordre à l'huissier de faire ouvrir par un serrurier la porte de la pièce destinée aux archives et dépôts judiciaires ; ce qui fut fait en présence du dit prêteur et malgré nos protestations.

Le dit prêteur étant entré dans la dite chambre, le cigare à la bouche et le chapeau sur la tête, les personnes présentes en la chancellerie et qui assistaient pendant ce temps dans une autre pièce à l'inventaire des papiers de la succession Hussein, furent appelées par nous pour assister et témoigner, au besoin, de cette violation de la chancellerie consulaire de France ; et ayant pénétré à notre suite, dans la pièce dont le prêteur avait fait forcer la porte, purent constater que le dit prêteur avait mis les mains sur des liasses de papiers déjà inventoriés et qui étaient déposés sur une table.

Le prêteur, sur l'observation à lui faite par M. Donati, avocat et administrateur de la succession Hussein, au sujet de l'attitude qu'il avait et du chapeau qu'il tenait sur la tête, se borna à répondre qu'il répondait à une impolitesse par une impolitesse.

Après quoi il a continué à verbaliser et à accomplir les opérations relatives à la saisie et à la recherche des papiers relatifs à la dite succession.

De tout ce qui précède avons pris acte, en demandant aux parties présentes de signer avec nous pour toute fin que de droit.

Signé : LANGLADE — CH. GANEM — SANTILLANA
— EUG. ROSA — PANATTONI — DONATI
— ANT. MUNZI — JULES FONTANIEU.

Florence, le 23 décembre 1887.

ANNEXE N° 2

Procès-verbal.

Après la rédaction du premier procès-verbal et ce même jour, 22 décembre 1887, en la chancellerie du consulat de France à Florence, par devant nous, chancelier soussigné, s'est présenté M. Tosini, préteur du 1^{er} mandement de Florence, accompagné de MM. Muratori et Costanti, avocats du sieur Elmilik, sujet français, ainsi que d'un greffier et d'un huissier, et nous a demandé s'il y avait d'autres papiers appartenant à la succession Hussein.

A quoi avons répondu, en présence des soussignés, qu'il y en avait dans une autre pièce de la chancellerie où se fait l'inventaire, que nous lui avons indiquée et qui était fermée à clef.

Là-dessus, le préteur a donné ordre que l'on procédât à forcer la porte de la dite pièce, malgré nos protestations renouvelées et formelles, réitérées en présence des personnes présentes que nous avons expressément requises de prendre acte de cette violation des locaux de la chancellerie qui a été accomplie sous leurs yeux.

Le préteur était ensuite entré dans la pièce dont il avait fait forcer la porte, accompagné des mêmes avocats du sieur Elmilik, a procédé à la saisie d'un sac de voyage encore ouvert et des papiers inventoriés et non inventoriés qui se trouvaient sur le bureau de M. Chéri Ganem, chancelier *ad hoc*.

Et ce, malgré les protestations à lui faites par le dit M. Chéri Ganem, auquel s'est joint M. Santillana, lequel a déclaré protester, au nom du gouvernement tunisien, contre la violation des papiers appartenant à un ancien ministre et fonctionnaire du dit gouvernement, et pouvant contenir des documents administratifs ou politiques de nature à intéresser ce dernier. Il a également protesté, au nom personnel du Bey en tant qu'héritier, en déclarant, en tant que besoin, que le consulat était saisi du règlement de la succession sur l'ordre et avec l'assentiment de S. A. le Bey et que cette interruption des opérations de l'inventaire nuisait aux intérêts de ce dernier, dont acte à la requête du sieur Santillana.

Et ont signé les parties présentes, à ce requises, avec nous chancelier.

Signés : LANGLADE — CH. GANEM — SANTILLANA
— DONATI — PANATTONI — EUG. ROZA
— JULES FONTANIEU — ANT. MUNZI.

Florence, le 23 décembre 1887.

ANNEXE N° 3

Procès-verbal (Extrait).

En ce moment, M. Langlade, chancelier du consulat et délégué par le consul pour la levée et l'apposition des scellés, est entré dans la pièce où nous procédions es-présences et qualités que dessus, aux opérations de l'inventaire et a demandé aux personnes présentes de le suivre dans une pièce contiguë de la chancellerie, afin de constater la violation des archives consulaires, par le préteur du 1^{er} mandement.

Sur quoi, les opérations ont été suspendues, vu l'impossibilité où nous nous trouvions de les poursuivre, et il a été fait par nous Ch. Ganem, chancelier *ad hoc*, délégué à la confection de l'inventaire de la succession Hussein, protestation formelle au préteur du 1^{er} mandement, contre la violation des papiers de la succession, la saisie par lui opérée des papiers inventoriés et l'interruption qui, par son fait, a été apportée aux opérations de l'inventaire, faisant toutes réserves que de droit et déclinant toute responsabilité pour les suites de ce que dessus.

Et avons, là-dessus, fermé à clef la pièce où se faisaient les opérations de

l'inventaire, en laissant ouverte et au même état où elle se trouvait la malle n° 2, à l'inventaire de laquelle nous procédions, ainsi que les papiers déjà inventoriés et d'autres non inventoriés qui se trouvaient sur la table nous servant de bureau.

Et ont signé avec nous, après lecture, les parties et les témoins qui sont MM. Antoine Munzi, agent d'affaires, âgé de 53 ans et Jules Fontanieu, employé de commerce, âgé de 62 ans, le premier, sujet italien, le second, français, témoins instrumentaires.

Signés: MASINI — DONATI — PANATTONI — SANTILLANA —
EUG. ROSA — JULES FONTANIEU — ANT. MUNZI
— CH. GANEM — LANGLADE.

Florence, le 23 décembre 1887.

ANNEXE N° 4

Le consul de France à Florence au préfet de Florence.

Florence, le 16 décembre 1887.

Monsieur le préfet,

Depuis qu'aux termes des conventions consulaires en vigueur, ma chancellerie a pris en main l'administration de l'hérédité de feu le général Hussein, sujet tunisien, j'ai eu, plusieurs fois déjà, l'occasion de recourir aux bons offices de votre service et, comme j'en étais assuré d'avance, j'ai obtenu un concours aussi courtois qu'éclairé.

C'est, néanmoins, avec un vif sentiment de regrets et non sans avoir longtemps hésité, que je me vois aujourd'hui contraint de signaler certains faits de caractère fâcheux.

Le sieur Léon Elmelik, citoyen français, agent d'affaires, descendu à l'hôtel de Milan, se livre à des manœuvres qui sont de nature, non seulement à troubler mes fonctions publiques, dont le paisible exercice est garanti, entre autres, par l'exequatur de S. M. le Roi, mais prend, en outre, une attitude qui, d'après le texte de l'ordonnance de 1778 constitue, sans nul doute, désobéissance à l'autorité française.

Non content de m'assigner personnellement devant le tribunal de Florence faculté qui lui est déniée par la loi (convention franco-italienne de 1862, art. 9, 6°), cet individu me signifie des exploits rédigés en une forme blessante, alors que tous les intéressés italiens ont bien voulu, récemment encore, me témoigner, par l'organe de leurs avocats, une confiance dont je m'honore.

Aussi, je le répète, quelque grand que soit mon regret d'avoir à révéler pareils agissements de la part d'un compatriote, je manquerais à l'un des devoirs qui m'incombent, si je ne recourais à vous, sans plus tarder, afin que vous veuillez bien prendre les mesures jugées les plus opportunes par votre expérience consommée des affaires.

Veuillez, etc.

DE LAIGUE.

**L'Ambassadeur du roi à Paris au Ministre par intérim
des Affaires étrangères.**

Paris, 18 janvier 1888.

... J'ai insisté pour qu'il reconnût la validité encore existante de notre traité de 1868 avec le Bey de Tunis. Il a dit que le protectorat français existait puisque le Bey de Tunis voulait bien l'accepter, ainsi que cela ne pouvait porter atteinte à nos engagements réciproques précédents. M. Flourens m'a répondu que la question de ce traité de 1868 pouvait être réservée.

... En ce qui concerne le Consul, je lui fait observer qu'après ce qui était arrivé, son maintien à Florence serait désormais impossible. M. Flourens m'a laissé entendre que plus tard il pourrait le déplacer. ...

MENABREA.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du roi à Paris

Rome, 20 janvier 1888.

(Télégramme)

Je m'empresse d'informer V. E. que le Préteur du premier mandement de Florence a été déplacé, par décret du Roi en date d'hier, ainsi que le Cr. Ressmaun a dû vous l'annoncer. Cette mesure a eu pour but d'empêcher de nouveaux rapports entre M. Tosini et le Consul de France, et de faciliter la continuation, dans de meilleures conditions, de la procédure relative à la succession de Hussein-Pacha, conformément au traité de 1868, d'après lequel M. Flourens, dans sa lettre d'aujourd'hui, a reconnu qu'elle devait être réglée. Après le blâme infligé dès le commencement au préteur pour avoir, au lieu de suspendre la procédure, forcé les portes des deux chambres du consulat, et après son déplacement, je crois que la France n'a plus rien à nous demander. J'attends toutefois de la loyauté de M. Flourens qu'il tienne la promesse dont V. E. m'a parlé dans ses télégrammes d'hier et d'aujourd'hui.

CRISPI.

L'Ambassadeur du roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères

Paris, 21 janvier 1888.

... Ce matin, j'ai donné communication verbale de votre télégramme d'hier à M. Flourens, lequel l'a accueilli avec beaucoup de plaisir et considère l'incident comme épuisé. Quant à ses promesses à notre égard, je lui ai rappelé qu'elles se rapportaient à la reconnaissance du traité de 1868 entre l'Italie et la Tunisie, et au consul de France à Florence dont la situation était devenue difficile et auquel il serait nécessaire d'assigner un autre poste en vue d'éviter, par la suite, d'autres incidents déplaisants relativement au traité de 1868. M. Flourens m'a confirmé ce qu'il a déclaré dans sa lettre, et en ce qui regarde le Consul, il reconnaît l'opportunité de lui donner une autre destination, mais il se réserve de le faire avec circonspection, parce qu'il ne voudrait pas un déplacement simultané du consul et du préteur, qui donnerait lieu à de nouvelles polémiques. Il fera annoncer dans les journaux, d'une façon officielle, la solution de l'incident et le déplacement du préteur, déplacement effectué en vue d'éviter les rencontres avec le Consul, et déclarera que le plus grand esprit de conciliation présidera aux négociations ultérieures pour les questions qui se rattachent à cette affaire.

MENABREA.

Le chargé d'affaires à Londres au Ministre par intérim des Affaires étrangères

Londres, 23 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

J'ai donné lecture à Sir Julian Pauncefote, Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign-Office, du télégramme de V. E. en date du 17 courant sur le

conflit entre le prêteur de Florence et le consul de France au sujet de la succession d'un sujet tunisien. Sir Julian Pauncefote a approuvé la manière de procéder de V. E., et m'a prié de le mettre à même d'envoyer copie de ce télégramme à Lord Salisbury qui se trouve à Hathfield. J'ai fait droit à sa demande.

CATALANI.

**Le Ministre du Roi à Lisbonne au Ministre par intérim
des Affaires étrangères**

Lisbonne, 24 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

En accusant réception du télégramme ministériel relatif à l'incident survenu à Florence, j'ai le devoir d'informer V. E. que ni le Ministre de S. M. Très-Fidèle pour les Affaires étrangères, ni aucun des hommes d'Etat ou de mes collègues, ne m'ayant parlé de cet incident, je n'ai pas pris l'initiative d'explications, à raison de la réserve que me prescrivait ce télégramme, lequel, m'est, par suite d'erreur de transmission, arrivé quelque peu erroné.

OLDOINI.

**L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim
des Affaires étrangères**

Paris, 2 février 1888.

(Télégramme)

M. Flourens reconnaît, de son côté, l'utilité d'explications sur la portée de l'article 5 de notre Convention consulaire; d'une discussion, par un échange de notes ou autrement, du mot « archives » et de l'étendue matérielle de l'inviolabilité, et enfin d'une défense faite aux Consuls de déposer dans les archives des objets qui y sont étrangers, défense appuyée d'une sanction au cas de contravention. Il m'a demandé de lui soumettre à cet égard des propositions par écrit. Afin que je les puisse faire en complet accord avec les idées de V. E., je la prie de me tracer une formule précise pour la définition des archives. Comme pénalité, je proposerais, suivant les indications de V. E., la suspension de l'inviolabilité.

MENABREA.

**Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur
du Roi à Paris.**

Rome, 10 février 1888.

(Télégramme)

Je réponds au télégramme de V. E. du 2 février. L'échange de notes devrait en principe exprimer nettement l'intention des deux parties de régler, d'une manière certaine, dans leurs rapports mutuels l'inviolabilité des Archives consulaires, établie par l'article 5 de la Convention consulaire de 1862. A cet effet les notes déclareraient : 1^o Les mots « archives consulaires » s'appliquent exclusivement aux papiers de chancellerie et autres concernant directement le service et aussi aux armatures, coffres-forts, meubles qui les renferment; 2^o il est expressément défendu de placer dans ces meubles et parmi les papiers des archives, des documents et objets qui (n') auraient (pas) (1) le caractère de papiers officiels et de chancel-

(1) Le texte italien ne contient pas de négation. Mais le sens l'impose. C'est sans doute une erreur typographique.

lerie; 3^e la contravention à ce règlement emporterait avec soi, de plein droit, la perte du privilège d'invioiabilité pour tout l'ensemble des Archives consulaires.

CRISPI.

L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Rome (probablement Paris), 2 mars 1838.

(Télégramme)

... Le Ministre des Affaires étrangères m'a dit que, conformément aux engagements pris avec V. E., il avait déjà invité le consul de France à Florence à rassembler tous les papiers qui se rapportent à la succession Hussein, pour les tenir, sous son sceau, à la disposition de l'autorité judiciaire...

MENABREA.

Le Préfet de Florence au Ministre par intérim des Affaires étrangères

Florence, 30 juin 1838.

J'ai l'honneur d'informer V. E. que M. de Laigue, a cessé, ces jours-ci, ses fonctions de consul de France à Florence et a quitté la ville, laissant la gérance du consulat au vice-consul.

GADDA.

Le Ministre des Affaires étrangères de France à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Paris, 29 février 1838.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par votre lettre du 10 de ce mois, et en vous référant à l'entretien que j'avais eu antérieurement avec V. Exc. au sujet de l'incident de Florence, vous m'avez fait l'honneur de me proposer d'expliquer, par un échange de notes ou par une déclaration, l'art. V de la Convention consulaire franco-italienne de 1862, à l'effet de régler, d'une manière sûre, l'invioiabilité des archives consulaires.

Le Gouvernement de la République n'étant pas moins désireux que celui du Roi de prévenir toute difficulté quant à l'interprétation de l'article en question, j'ai examiné avec le plus grand soin les propositions de V. Exc., et je m'empresse de lui faire connaître les résultats de cette étude :

L'article I de la déclaration proposée est ainsi conçu :

« Art. 1. — Les mots *archives consulaires* s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'aux armoires, coffres-forts et autres meubles qui les contiendront. »

Cette rédaction ne me paraît pas tout à fait conforme à l'esprit de l'article V de la Convention précitée.

Cet article, en effet, ne vise pas seulement les correspondances, les actes, les pièces de chancellerie et les meubles qui les contiendraient; mais évidemment le local dans lequel ces documents, ainsi que les tables de chiffres, les cachets, les registres, les dépôts ou autres objets, sont conservés à titre officiel. S'il en était autrement, dans le cas, par exemple, où l'autorité locale se présente à l'improviste, alors que des documents d'ar-

chives sont épars sur un bureau, sur des tables, sur des planches, etc., etc., et encore dans le cas où par une circonstance fortuite, toute ou partie des archives consulaires ne trouve pas matériellement place dans un meuble, et sont, momentanément ou non, à la portée de quiconque pénètre dans la salle qui leur est spécialement affectée, il faudrait admettre que les archives peuvent être visitées et saisies.

Cette interprétation serait, suivant moi, de nature à soulever des difficultés que nous avons précisément en vue de prévenir et il me semble d'un égal intérêt pour les deux gouvernements d'assurer, sans malentendu possible, le privilège de l'inviolabilité non-seulement aux meubles, mais au local distinct dans lequel se trouvent les papiers et documents se rattachant directement au service de la chancellerie.

Je proposerais donc la rédaction suivante :

« Art. I. — Les mots *archives consulaires* s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres, se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces. »

L'article II proposé par V. Exc. est ainsi formulé :

« Art. II. — Il est expressément défendu de placer dans ces meubles et parmi les pièces d'archives, des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère. »

Cette disposition, mise en harmonie avec la nouvelle rédaction de l'article I ne soulèverait, de la part du Gouvernement de la République aucune objection, et l'article II pourrait être rédigé ainsi :

« Art. II. — Il est expressément interdit aux agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives, des documents, et objets qui n'auraient pas ce caractère. »

L'article III projeté porte que « la contravention à cette disposition entraîne de plein droit la déchéance du privilège de l'inviolabilité des archives consulaires tout entières. »

Cette rédaction me paraît être en contradiction avec le principe même de l'inviolabilité que nous sommes d'accord pour chercher à garantir de la manière la plus sûre.

En effet, s'il me semble, comme à V. Exc., indispensable de recommander aux agents des deux pays de tenir compte, dans la mesure la plus stricte, des prescriptions contenues dans l'article II, il paraît impossible d'admettre que les autorités locales soient laissées juges, et aient la faculté de visiter les archives consulaires tout entières, d'y faire un tri et un choix, c'est-à-dire d'en prendre connaissance, dans le but de constater ou même de s'assurer que des pièces étrangères n'ont pas été mêlées aux pièces officielles.

Quel est, en effet, le but incontestable que les deux gouvernements se sont proposé avant tout, en arrêtant, d'un commun accord, les dispositions de l'article V de la Convention de 1862 ?

Ils ont tenu à pouvoir échanger avec leurs agents des correspondances, et à permettre à ceux-ci de conserver, par devers eux, en toute sécurité, les pièces qui intéressent soit l'Etat, soit les particuliers, et dont le caractère peut être absolument confidentiel. Tel est si évidemment l'esprit de la Convention qu'il y est formellement établi une distinction pour le cas

où les agents consulaires feraient le commerce, et qu'il leur est prescrit, dans cette hypothèse, de séparer complètement les papiers qui touchent à leurs affaires personnelles de ceux qui font partie de leurs archives.

La disposition de l'article III projeté, en faisant tomber de plein droit le privilège de l'inviolabilité que les deux gouvernements ont, de part et d'autre, un si grand intérêt à s'assurer réciproquement, irait donc à l'encontre des intentions qui ont inspiré la rédaction de la Convention de 1862, et présenterait, par conséquent, des inconvénients sur la gravité desquels j'ai à peine besoin d'appeler l'attention de V. Exc. La rédaction de l'art. III pourrait être remaniée comme il suit :

« Art. III. — Les instructions les plus formelles seront adressées par « les deux gouvernements à leurs agents respectifs en vue de leur pres- « crire de se conformer strictement à cette disposition »

Telles sont, Monsieur l'Ambassadeur, les observations que je crois devoir soumettre, à mon tour, à votre examen. Je vous serai très reconnaissant de vouloir bien me faire savoir, dans le plus bref délai possible, si elles vous semblent pouvoir faire, comme je l'espère, entre nos deux gouvernements l'objet d'un accord auquel je n'attache pas moins de prix que V. Exc.

Agréez, etc.

FLOURENS

**Le Ministre des Affaires étrangères de France au Ministre
du Roi à Paris.**

Paris, le 3 octobre 1888.

Monsieur,

J'ai examiné avec le plus grand soin les modifications que vous avez bien voulu me proposer, par votre lettre du 4 du mois dernier, d'apporter au projet de déclaration que le gouvernement de la République est disposé à échanger avec le gouvernement royal, en vue de fixer, à l'avenir, l'interprétation que devra comporter l'article V de la convention consulaire franco-italienne de 1862.

Je m'empresse de vous faire savoir qu'après avoir pris, à cet égard, l'avis de mon collègue de la justice, je ne vois que des avantages à accepter les modifications en question. Je ne ferai qu'une réserve en ce qui concerne l'addition proposée à l'article II, dont il m'a paru que la rédaction pouvait être modifiée sans inconvénient. Au lieu de ces mots qui pourraient donner lieu à des difficultés d'interprétation : « *Ce local doit être absolument et parfaitement séparé de n'importe quel autre local,* » je proposerai ceux-ci :

« La chambre ou les chambres constituant ce local, devront être parfaite-
« ment distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du
« consul. »

Si vous n'avez pas d'objection à accepter ce simple changement de rédaction, je vous serai reconnaissant de vouloir bien me le faire savoir le plus tôt possible, afin que nous puissions signer sans retard la déclaration dont vous trouverez une copie ci-annexée.

Agréez, etc.

René GOBLET.

**Déclaration interprétative de l'article V de la convention
consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862.**

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de

S. M. le Roi d'Italie voulant déterminer exactement la portée de l'article V de la convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, M. René Goblet, ministre des affaires étrangères de France d'une part, et M. Ressiman, ministre plénipotentiaire d'Italie d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente déclaration, convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les mots « *archives consulaires* » s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.

Art. 2. — Il est expressément interdit aux agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.

La chambre ou les chambres constituant ce local devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul.

Art. 3. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les deux gouvernements à leurs agents respectifs, en vue de leur prescrire de se conformer strictement aux dispositions énoncées à l'article précédent.

Si un consul, requis par l'autorité judiciaire locale d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient, se refuse à les livrer, l'autorité judiciaire recourra, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, à l'ambassade dont ce consul dépend.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtu de leurs cachets et de leurs signatures.

L'Ambassadeur à Paris au Ministre par intérim des Affaires.

Paris, 10 décembre 1888.

Monsieur le Ministre,

Dans un des entretiens que j'ai eus récemment avec M. Goblet, je n'ai pas manqué, conformément aux instructions que vous m'avez données de faire valoir près de S. E. les arguments exposés dans votre dépêche, pour l'amener à se ranger au désir exprimé par le ministre garde des sceaux de S. M., relativement à la rédaction de l'article 2 du projet de déclaration sur l'inviolabilité des archives consulaires.

M. Goblet n'a pas, malgré mon instance, cru pouvoir renoncer à la modification qu'il avait proposée à la rédaction de l'article 2, laquelle tend à substituer à la phrase « séparées de n'importe quel autre local », celle-ci « distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul ». Sur de nouvelles instances de ma part, S. E. a pourtant consenti à ajouter cette phrase : « et ne pourront être affectées à d'autres usages », phrase qui, à mon avis, répond, sinon dans la forme, du moins dans le fond, à la conception de S. E. M. le garde des sceaux.

En cet état des choses, et en m'autorisant de l'autorisation que V. E. m'a donnée, j'ai procédé, avec M. Goblet, samedi dernier, 8 courant, à la signature de la déclaration en question.

V. E. trouvera ci-joint l'original de cette déclaration destiné au Gouvernement du Roi (1).

MENABREA.

**Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur
du Roi à Paris.**

Roma, 31 janvier 1889.

Sa Majesté le Roi a signé, le 6 janvier courant, le décret qui rend exécutoire la déclaration du 8 décembre sur l'invioiabilité des archives consulaires (1).

Je vous envoie, par pli séparé, 50 exemplaires de ladite déclaration pour les distribuer aux agents du Roi en France.

CRISPI.

(1) Le gouvernement français a promulgué l'Arrangement dans le *Journal officiel* du 13 février 1889.

BULGARIE

M. le docteur Stransky, ministre des affaires étrangères, à M. le docteur Voulcovitch, agent diplomatique de Bulgarie à Constantinople.

Sophia, 5/17 janvier 1890.

Monsieur l'agent,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 décembre dernier, n° 1797, par laquelle vous m'avez donné le résumé d'une note-circulaire adressée le 12/24 décembre 1889 par le cabinet impérial de Saint-Petersbourg à ses agents pour être communiquée aux gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, concernant l'emprunt bulgare de 30 millions de francs conclu avec la Landerbank de Vienne, le 1/13 octobre 1889.

Comme cette note peut donner lieu à des interprétations diverses ou à des appréciations défavorables à notre pays, je crois devoir vous faire connaître les vues du gouvernement princier sur les questions qu'elle soulève au sujet des droits et des obligations attribués en la matière à la Bulgarie par le traité de Berlin.

Le droit de la Bulgarie de contracter des emprunts n'est infirmé par aucune des dispositions du traité de Berlin ; tout au contraire, il lui est absolument acquis en vertu des articles 102 et 123 de sa constitution approuvée par les représentants des puissances signataires de ce traité.

Les conditions auxquelles les chemins de fer de Tsaribrod-Sophia-Yakarel et de Yamboli-Bourgas ont été hypothéqués en garantie de l'emprunt dont il s'agit, constituent donc une affaire d'ordre purement intérieur : il appartient à la Bulgarie, seule juge de ses intérêts, de prendre tels engagements que lui permettent ses ressources financières et d'y répondre.

L'article 22 du traité de Berlin, qui a trait au paiement des frais de l'occupation russe, peut-il recevoir l'interprétation que lui donne le cabinet de Saint-Petersbourg en ce qui regarde la garantie assignée sur les lignes ferrées en question ?

L'obligation de construire la ligne internationale de raccordement a été stipulée, sans discussion, à la charge de la Principauté dans l'article 10 dudit traité. Ayant en vue cette obligation qui lui a été imposée avec l'assentiment de la Russie, le gouvernement bulgare a fait à l'époque tous ses efforts pour contracter un emprunt de manière à entreprendre et à mener à bonne fin la construction de la ligne traversant son territoire, sans grever le pays d'une charge immédiate trop lourde : mais il a rencontré toujours une opposition occulte qui fit échouer partout la conclusion d'un emprunt acceptable et le chemin de fer Tsaribrod-Sophia-Yakarel, fut construit avec les seules ressources de la Bulgarie par les soins de ce même gouvernement dont on a contesté la légitimité. Aussi bien, une partie de l'emprunt conclu aujourd'hui servira-t-il précisément à remédier à une situation qui a bouleversé l'économie du budget régulier du pays.

Quant à la voie ferrée de Yamboli à Bourgas, elle a été jugée indispensable pour la Roumélie orientale et personne jusqu'à présent n'a nié la grande utilité de cette ligne économique en vue du développement commercial et agricole de ces contrées.

Il est évident que ces deux chemins de fer, dont l'un a été commencé

en 1885 et achevé en 1888 et dont l'autre est en voie de construction depuis l'année dernière ne pouvaient être assignés en garantie pour les frais d'occupation de l'armée russe : le Traité de Berlin n'en fait aucune mention à ce titre.

D'ailleurs, le gouvernement impérial de Russie convient lui-même qu'il a conclu en 1883 avec le gouvernement princier de Bulgarie — lorsque deux membres de ce gouvernement étaient des généraux russes, MM. Soboleff et Kaulbars — une convention qui règle les conditions de paiement de la dette de notre pays afférente à ces frais d'occupation. Les annuités stipulées dans cette convention dont je vous envoie ci-joint copie pour plus ample information, ont été payées à la Russie jusqu'au mois de juillet 1886 et, depuis cette époque, les versements ont lieu régulièrement à la Banque nationale bulgare pour compte du gouvernement russe ; mais comme ce dernier ne veut point reconnaître notre gouvernement, il s'abstient de donner quittance, et le montant des annuités ainsi accumulées reste en dépôt à la Banque sus-mentionnée.

Par conséquent, il n'y a pas de raisons de croire à une insolvabilité de la Bulgarie et, pour notre part, nous nous refusons à croire que des craintes de cette nature aient pu être le mobile de la démarche du cabinet impérial de Saint-Pétersbourg pour justifier la priorité de garantie demandée en faveur de la créance relative aux frais d'occupation en Bulgarie. Au surplus, comme vous le verrez, Monsieur l'agent, ladite convention ne prévoit aucune garantie spéciale ni priorité quelconque à cet égard : elle est basée exclusivement sur les revenus généraux de la principauté.

En ce qui concerne la Roumélie orientale, il est inexact que la part revenant à cette province pour les frais d'occupation n'ait pas été réclamée. Les créances en question furent réclamées simultanément à Sophia et à Philippopoli. Toutefois M. Davidoff, agent diplomatique de Russie en Bulgarie, et M. le prince Tzérételev, consul général de Russie, leur déclarèrent formellement que, par suite d'un ukase de S. M. l'empereur Alexandre II, les sommes qui proviendraient de ce chef resteraient dans le pays et seront affectées à des œuvres d'utilité publique. S'appuyant sur cette déclaration, l'Assemblée provinciale de la Roumélie orientale avait accepté en principe cette dette ; mais lorsque le gouverneur général rapporta le vote de l'Assemblée à la Sublime Porte, celle-ci voulut examiner et traiter la question avec l'ambassade de Russie à Constantinople et le gouvernement impérial de Russie n'insista plus auprès du gouvernement rouméliote. C'est ainsi que la part revenant à cette province n'a jamais été réclamée. En Bulgarie, à partir de 1883, les annuités fixées par la convention étaient touchées par l'agence diplomatique de Russie à Sophia et pas un centime n'en fut envoyé en Russie : conformément à l'ukase impérial susmentionné, elles étaient employées dans le pays. Nous sommes persuadés que le gouvernement russe ne manquera pas de convenir de ces faits que nous venons de rappeler. Il résulte des considérations qui précèdent, que, envisagée au double point de vue des obligations internationales imposées à notre pays par le traité de Berlin et de l'engagement spécial pris par la principauté, en vertu de la convention de 1883, la créance de la Russie pour les frais d'occupation ne saurait bénéficier de la priorité à l'encontre du droit absolu de la Bulgarie de régir ses finances d'après ses propres

intérêts et suivant les modalités admises par tout Etat libre d'accorder des garanties hypothécaires pour certaines transactions et de n'en pas donner pour d'autres.

Les conditions de l'emprunt conclu par le gouvernement princier avec la Landerbank ont été approuvées par l'Assemblée nationale et sa légalité ne peut être contestée : elle est aujourd'hui, pour ainsi dire, consacrée par le succès qu'il a obtenu et qui est une preuve de la confiance qu'inspirent à l'étranger la Bulgarie et son gouvernement.

Cependant le Gouvernement impérial de Russie estime que le Gouvernement princier n'aurait pas le droit d'engager les ressources financières du pays parce qu'il ne serait pas un Gouvernement régulier, étant né de la Révolution et qu'il ne serait pas reconnu légitime par les puissances.

Tout le monde connaît les événements qui se sont déroulés en Bulgarie depuis le coup d'Etat du 9/21 août 1886 et l'on sait que la situation faite à la Principauté au point de vue international n'est pas l'œuvre des Bulgares.

En effet, à la suite de l'abdication du prince Alexandre, la Régence légalement constituée par lui avait été reconnue par toutes les puissances y compris la Russie qui avait accrédité auprès d'elle le général Kaulbars en qualité d'agent diplomatique de Russie. La lettre adressée le 1/13 septembre 1886 par S. E. M. de Giers à M. Natchevitch, ministre des affaires étrangères du gouvernement de la Régence, en fait foi. Or le gouvernement actuel de la Principauté émane de la Régence et sa légalité peut d'autant moins être mise en discussion qu'il tient également ses pouvoirs de la grande Assemblée nationale qui a siégé à Tirnovo en 1887.

Le gouvernement princier est le premier à regretter la situation où se trouve la Bulgarie au point de vue de ses relations internationales. Mais si l'on considère la mission qu'il a remplie jusqu'à ce jour dans la limite de ses droits et dans l'ordre de ses obligations, il avoue en toute franchise qu'il ne peut comprendre la portée de la récente démarche du cabinet impérial de St-Petersbourg ; il ose espérer que cette démarche n'est pas le prélude de nouvelles complications politiques. Aussi la Bulgarie croit-elle pouvoir compter toujours sur l'appui bienveillant de la Cour suzeraine et des grandes puissances pour écarter un nouveau déploiement de rigueurs qu'elle n'a ni provoquées ni méritées.

Voici le texte de la convention concernant le paiement par la Bulgarie à la Russie des frais d'occupation de la principauté par les troupes impériales russes :

Le gouvernement de Son Altesse le prince de Bulgarie et

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies désirant régler le mode de paiement à la Russie des frais d'occupation de la principauté par les troupes impériales russes, conformément aux stipulations du traité de Berlin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse le prince de Bulgarie ;

Le dirigeant du ministère des affaires étrangères de la principauté de Bulgarie, Kyriak A. Zankow, et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Son ministre des affaires étrangères secrétaire d'Etat, Nicolas de Giers ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le gouvernement princier de Bulgarie reconnaît devoir au gouvernement impérial de Russie à titre de frais d'occupation par les troupes impériales russes, conformément aux stipulations du traité de Berlin, la somme de dix millions six cent dix-huit mille deux cent cinquante roubles papier, quarante-trois kopeks.

Art. 2. — Le gouvernement princier s'engage à acquitter cette dette au moyen de versements successifs, échelonnés, comme suit :

Le 1/13 septembre 1883, quatre cent mille roubles ;

Durant les douze années de 1884 à 1895, tous les ans, huit cent mille roubles, payables en deux termes, le 1/13 janvier et le 1/13 juillet de chaque année, soit à chacun de ces deux termes quatre cent mille roubles.

Le 1/13 janvier 1896, quatre cent mille roubles et le 1/13 juillet de la même année les deux cents dix-huit mille deux cent cinquante roubles quarante trois kopeks restants.

Art. 3. — Les versements mentionnés à l'article 2 seront effectués par le gouvernement princier à la Banque nationale de Sophia, au nom et à l'ordre du gouvernement impérial, en lews (ou francs) d'après le cours du jour à la date des paiements.

Art. 4. — Le gouvernement impérial renonce à réclamer le paiement de quelque intérêt que ce soit sur le montant de la dette en question, aussi bien pour le temps écoulé depuis le commencement de l'occupation jusqu'à la date de la signature du présent arrangement, que depuis la date de cette signature jusqu'au complet acquittement de la dette.

Art. 5. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, dans un délai de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties l'ont signé en double expédition et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le seize juin mil huit cent quatre-vingt-trois.

Pour la Bulgarie :

(S) K. A. ZANKOW.

Pour la Russie :

(S) GIERA.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

RUSSIE

Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant concernant la Livonie, l'Esthonie et la Courlande

9 Novembre 1889 (1).

En vertu de notre oukase au Sénat dirigeant en date du 14 septembre 1885, la langue russe a été introduite pour la correspondance entre fonctionnaires et pour la rédaction des actes dans les administrations de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande.

Aujourd'hui nous avons reconnu bon de ratifier, à titre de supplément au règlement précité et à titre d'annulation de la loi du 26 mars 1877, des règlements sur l'emploi de la langue russe pour la correspondance des administrations municipales publiques des villes dans les provinces précitées, ainsi que pour les débats dans les conseils municipaux et nous avons ordonné en même temps de rédiger des indications spéciales pour la manière de procéder aux élections municipales dans les mêmes provinces pendant quatre ans, à partir de 1890.

En conséquence et conformément à l'avis du conseil des ministres, nous ordonnons, savoir :

1. En Livonie, en Esthonie et en Courlande, l'emploi exclusif de la langue russe est obligatoire non seulement pour la correspondance intérieure des administrations municipales publiques, mais pour les débats dans les conseils municipaux. On est autorisé en même temps jusqu'à nouvel ordre : a) à rédiger non seulement en russe, mais aussi en allemand, en lette ou en esthonien, les décisions et mesures prises par les administrations municipales publiques, qui doivent être portées à la connaissance générale, et b) à donner lecture des résolutions prises par les administrations locales dans la langue qui a été employée pour la rédaction de la raquête sur laquelle portait la résolution.

2. Les règlements énumérés dans le § 1 du présent oukase seront appliqués immédiatement à Riga, à Rével et à Mitau et elles le seront

(1) Il a été promulgué le 6 décembre.

dans les autres villes de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande, quand le ministre de l'intérieur le jugera nécessaire.

3. Pour les élections municipales auxquelles il sera procédé en 1890 pour un terme de quatre ans en Livonie, en Esthonie et en Courlande, l'action de l'observation à l'article 17 des règlements municipaux, tome II, première partie de l'édition de 1886 — est suspendue.

Le Sénat dirigeant prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce qui précède.

Gatchina, 9 novembre 1889.

ALEXANDRE.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Décret relatif aux successions des étrangers

28 décembre 1888 (1).

Léopold II, roi des Belges, souverain indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de notre Administrateur général du département des Affaires, nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Notre Administrateur général du département des Affaires étrangères est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires des biens dépendant de successions d'étrangers décédés au Congo, lorsqu'il ne se trouve sur les lieux aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire. Il détermine les règles à suivre pour la conservation, l'administration et la liquidation de ces successions.

Article II. — Notre Administrateur général du département des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1888.

LÉOPOLD.

FRANCE

Rapport à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'application de la loi du 26 juin 1889 et sur la naturalisation en 1889 (2).

Monsieur le garde des sceaux,

Une nouvelle et importante loi sur la nationalité est entrée en vigueur le 26 juin 1889. Il a paru intéressant d'examiner, dès cette année, les effets de cette loi et les résultats qui paraissent se dégager de ses premières applications. On précisera, par la même occasion, les conditions

(1) *Bulletin officiel* de décembre 1889.

(2) *Journal officiel* du 16 février 1890.

dans lesquelles fonctionne la naturalisation, car le rôle et la portée de cette institution ont été, tantôt exagérés, tantôt diminués, faute de renseignements statistiques suffisamment complets et détaillés.

En ce qui concerne la loi du 26 juin 1889, il faut distinguer deux ordres de dispositions. Les unes attribuent de plein droit la qualité de Français à des individus qui jusque là vivaient sur notre territoire en dehors de notre nationalité, et qui, désormais, seront Français sans qu'aucune mesure ait besoin d'être prise à leur égard. Les autres visent l'acquisition de la nationalité française, soit par décret, soit par voie de déclaration des intéressés, c'est-à-dire par la naturalisation ordinaire ou par une sorte de naturalisation de faveur mise à la disposition des étrangers qui se trouvent dans certains cas déterminés.

Le nombre des individus devenus Français par l'effet pur et simple de la loi ne peut être évalué qu'approximativement. D'après la statistique de 1886 (ministère du commerce), sur 1,126,531 étrangers établis en France, 431,423 étaient nés sur notre territoire. La loi du 26 juin 1889 déclare Français, sans faculté de répudiation, ceux qui sont nés d'un étranger né lui-même en France. Le nombre des répudiations ordinairement effectuées pour échapper au service militaire, était, d'ailleurs, extrêmement restreint.

Quant aux individus nés en France d'un étranger qui n'y est pas né, la nationalité française leur appartient désormais de plein droit lorsque, à leur majorité, ils sont domiciliés en France, sauf la faculté qui leur est réservée de décliner notre nationalité en prouvant qu'ils ont conservé celle de leurs parents et qu'ils ont répondu à l'appel sous les drapeaux dans le pays qu'ils revendiquent pour leur patrie. La différence essentielle entre le régime nouveau et la législation antérieure, c'est qu'autrefois ces individus avaient besoin d'acquérir la nationalité française soit en prenant l'initiative d'une déclaration qui ne pouvait être faite après vingt-deux ans, soit en se soumettant à la procédure de l'admission à domicile et de la naturalisation, tandis que, depuis le 26 juin dernier, tout individu né en France et qui s'y trouvera domicilié à sa majorité est Français sans avoir aucune formalité à accomplir. Il est présumé appartenir au pays où il est né et où il est établi ; c'est pour sortir de la nationalité française et non pour y entrer qu'il peut avoir à faire certaines démarches.

Le nombre des répudiations paraît devoir être assez faible. Autant en effet on acceptait volontiers le bénéfice des lois précédentes qui préservaient l'extranéité et par suite ne faisaient pas du service militaire une obligation formelle, autant, en présence des dispositions nouvelles sur le recrutement et sur la nationalité, les individus fixés en France hésiteront à décliner une nationalité dont ils recueillent en grande partie les avantages. Il convient d'ajouter que ces individus sont exclus par le législateur du droit de réclamer ultérieurement la qualité de Français par voie de déclaration et que le Gouvernement s'inspirera évidemment de l'esprit de la loi en leur refusant la faveur de l'admission à domicile ainsi que celle de la naturalisation.

Les répudiations de ce genre, comme d'ailleurs toutes les déclarations

relatives à la nationalité, sont actuellement vérifiées et, lorsqu'elles sont régulières, enregistrées à la chancellerie; le relevé qui en a été fait pour le second semestre de 1889 ne donne qu'un nombre de 49 répudiations. Mais l'application du régime nouveau peut, en cette matière, comporter pour les intéressés une période d'incertitude et de tâtonnements dont il y a lieu, si courte qu'elle soit, de tenir compte dans une mesure notable. La proportion indiquée ci-dessus ne doit donc pas être considérée comme normale, et les résultats de l'année courante seront seuls décisifs.

Admission à domicile et naturalisation. — Indépendamment des dispositions qui ont pour effet d'incorporer *de plano* dans la nationalité française un grand nombre d'individus, Français de fait, mais dont la situation restait indécise, la loi du 26 juin 1889 a voulu rendre la qualité de Français plus accessible à ceux qui, en la sollicitant, offraient des garanties particulières d'assimilation avec nos nationaux.

Parmi les modifications apportées au régime antérieur, les plus sensibles dans la pratique sont les suivantes : 1° l'étranger peut être dispensé du préliminaire de l'admission à domicile s'il justifie d'une résidence non interrompue pendant dix années; 2° le stage de l'admission à domicile est réduit à une année pour l'étranger qui a épousé une Française; 3° les enfants des étrangers naturalisés ou réintégrés sont, durant la minorité, naturalisés avec leurs parents, et, après la majorité, dispensés du stage s'ils forment leur demande en même temps que leurs parents.

Sous l'empire de la loi de 1867 le nombre total des admissions à domicile a été de 29,679.

En 1868 et 1869 il était de 303 et de 231. En 1887 et 1888 il s'est élevé à 3,974 et à 5,082.

Du nombre des admissions à domicile, il convient de rapprocher celui des naturalisations (l'Algérie non comprise). Quoiqu'un intervalle d'au moins trois ans séparât les deux mesures de l'admission à domicile et de la naturalisation, et que par suite une correspondance exacte ne puisse être établie entre les chiffres qu'elles ont présentés pendant une même période, on peut évaluer approximativement aux deux tiers le nombre des admis à domicile qui sont restés étrangers.

Le total des naturalisations comprises entre la loi de 1867 et celle de 1889 ne s'est en effet élevé qu'à 10,123 contre 29,679 admis à domicile.

En 1868 et 1869, le nombre des individus naturalisés n'était que de 159 et 80. En 1872 il était de 169, en 1873 de 137. En 1887 il a été de 1,522, et en 1888 de 1,959.

Pour 1889, le total des naturalisations (abstraction toujours faite de l'Algérie et des pays régis par des dispositions spéciales) a été de 2,943; mais il y a lieu de distinguer la période antérieure à la loi du 26 juin et celle qui a suivi.

Le nombre des naturalisations avant le 26 juin a été de 783. Il eût été sensiblement plus élevé si l'éventualité prochaine du vote de la loi n'avait fait ajourner la solution d'un certain nombre d'affaires.

Du 26 juin au 31 décembre 1889, il y a eu 2,223 naturalisations, chiffre très notablement supérieur à ceux que donnait l'application de la loi de 1867. Pendant la même période le nombre des admissions à domicile, qui avait été de 2,152 avant le 26 juin, est tombé à 471, un grand nombre de ceux

qui auraient sollicité cette mesure se trouvant dans le cas d'être naturalisés immédiatement.

Sur les 2,943 individus naturalisés en 1889, il y a 2,524 hommes et 419 femmes.

Sur les 419 femmes, 50 veuves ou célibataires ont été naturalisées isolément, 369 femmes ont été naturalisées avec leur mari. Le nombre des ex-Françaises, qui ont été réintégrées alors que leur mari était naturalisé, sera indiqué plus loin.

Des 2,524 hommes, 2,160 résidaient en France depuis plus de dix années, 407 étaient nés en France. Le nombre de ces derniers eût été plus considérable si l'on ne se montrait sévère pour les postulants qui, étant nés sur notre territoire, ont excipé de leur extranéité, lorsqu'on les appelait au service militaire,

Sur les 2.524 hommes, 1,401 étaient mariés à des ex-Françaises, 379 à des étrangers; total, 1,780 mariés contre 744 célibataires.

Avaient moins de 25 ans.....	89
De 25 à 30 ans.....	426
De 30 à 35 ans.....	550
De 35 à 40 ans.....	448
Avaient plus de 40 ans.....	1.011

Au point de vue de la condition sociale, on trouve 91 individus vivant exclusivement de leurs revenus, 142 exerçant des professions libérales, 389 industriels ou commerçants établis à leur compte, 324 employés de commerce ou d'administration, 884 ouvriers ayant un métier spécial, sur lesquels 713 sont occupés dans la petite industrie et 171 seulement dans de grandes usines, dans des chantiers ou des mines. Il y a 42 travailleurs agricoles et 61 marins pêcheurs, presque tous des bords de la Méditerranée. Le reste des individus naturalisés (591) n'a pu être classé avec certitude dans une des catégories qui précèdent.

Au point de vue du pays d'origine, si l'on fait abstraction des Alsaciens et des Lorrains annexés qui forment le contingent le plus élevé des naturalisés, on trouve que c'est l'Italie qui donne le chiffre le plus important (563). Viennent ensuite 453 Belges ou Luxembourgeois, 91 Suisses, etc. Il convient d'ajouter immédiatement que la proportion des étrangers fixés en France et qui deviennent Français par voie de déclaration est au contraire en faveur des Belges, et cela depuis l'important arrêt rendu par la cour de cassation le 7 décembre 1883.

Si l'on rapproche pour chaque nationalité le nombre des hommes naturalisés de celui des résidents du sexe masculin (statistique de 1886), ce sont les pays de race slave qui donnent la proportion la plus forte, puis successivement l'Autriche-Hongrie, la Grèce, les Etats scandinaves. Les pays voisins de la France donnent, au contraire, une proportion très faible : la Suisse 2,024 p. 1,000 résidants, la Belgique 1,692 p. 1,000, l'Espagne 0,467 p. 1,000 (21 naturalisations seulement en 1889 sur 44,888 Espagnols résidant en France). Ces résultats, qui paraissent inattendus, s'expliquent d'ailleurs facilement et par plusieurs raisons.

Réintégrations. — La loi du 26 juin 1889 ne paraît pas devoir influencer, même indirectement, sur les réintégrations. Cette influence ne s'est du moins pas encore manifestée d'une manière appréciable. Le nombre des

individus réintégrés dans la qualité de Français, en 1889, est de 3,680. Il avait été de 4,111 en 1887, et de 3,838 en 1888.

Sur les 3,680 réintégrés de 1889, il y a 2,469 femmes. De ces 2,469 femmes, 1,401 ayant perdu la qualité de Française en épousant un étranger ont été réintégrées lors de la naturalisation de leur mari, 86 après la dissolution du mariage, 524 femmes ont été réintégrées avec leur mari.

Mineurs. — D'après la loi nouvelle, les enfants mineurs des individus naturalisés ou réintégrés deviennent Français. Pour que cette disposition produise son effet, il faut que les parents ou les enfants soient nés en pays étranger. Elle est superflue lorsque les uns et les autres sont nés en France. Aussi le nombre des mineurs devenus Français par la naturalisation ou la réintégration de leurs parents ne s'élèverait-il qu'à environ 2,000 pour le second semestre de 1889 qui compte 1,456 ménages naturalisés ou réintégrés.

Déclarations pour obtenir la qualité de Français. — Déjà, sous la législation antérieure, certaines catégories d'étrangers pouvaient obtenir la qualité de Français par une simple déclaration. Ces déclarations étaient faites alors devant l'autorité municipale de la résidence des intéressés. Mais jusqu'à 1888, aucune mesure générale n'avait été prise pour les porter à la connaissance du Gouvernement, ni pour en contrôler la régularité. Aussi étaient-elles très souvent faites en dehors des cas prévus par la loi, et les intéressés se croyaient Français, alors que cette qualité ne leur eût pas été reconnue par les tribunaux. D'autre part, les individus qui avaient opté pour la nationalité française pouvaient invoquer cette option quand ils y avaient intérêt et la passer sous silence quand ils voulaient se soustraire aux charges qui en résultaient. Les autorités administratives ou judiciaires se trouvaient dans l'impossibilité de faire à l'égard de ces individus la preuve de leur nationalité, lorsque la commune où leur déclaration avait été reçue n'était pas connue.

Pour remédier à ces inconvénients, il fut décidé d'abord, en 1888, qu'on centraliserait au ministère de la justice, où elles seraient classées par ordre alphabétique, toutes les déclarations de nationalité. La loi du 26 juin 1889, en les soumettant, conformément à la décision du Gouvernement, à la formalité obligatoire de l'enregistrement à la chancellerie, vint donner une consécration légale et une sanction efficace aux mesures qui avaient été prises. Pour mieux en assurer l'application, le règlement d'administration publique du 13 août suivant confia le soin de recueillir ces déclarations aux juges de paix, qui sont plus compétents que la majorité des maires en matière juridique, et sur lesquels le contrôle de la chancellerie peut s'exercer plus directement. Le nombre des déclarations acquiescives de la nationalité française devait d'ailleurs diminuer considérablement sous la législation nouvelle puisque, comme on l'a expliqué plus haut, la qualité de Français appartient aujourd'hui de plein droit au plus grand nombre de ceux qui autrefois devaient recourir à une déclaration pour se la procurer.

Le service du sceau a relevé les chiffres suivants :

Déclarations en vue d'obtenir la qualité de Français :

1 ^o Faites devant les maires avant la loi du 26 juin 1889.....	3.971
2 ^o Faites devant les maires depuis la loi, mais avant le décret du 13 août.....	17
3 ^o Faites devant les juges de paix depuis le décret du 13 août et enregistrés avant le 1 ^{er} de la présente année.....	173
Total.....	4.161

Si l'on additionne les chiffres relevés ci-dessus (non compris celui des enfants mineurs d'individus naturalisés ou réintégrés), on trouve les totaux suivants :

Devenus Français par décret.....	6.623
Devenus Français en vertu de déclarations vérifiées au ministère de la justice.....	4.161
Total.....	10.784

Algérie. — La loi du 26 juin 1889 est applicable à l'Algérie.

On évalue à environ 100,000 le nombre des étrangers nés en Algérie et qui habitent actuellement une des trois provinces. En vertu de la loi de 1859, leurs enfants nés eux-mêmes en Algérie sont désormais irrévocablement Français. En outre, les enfants d'immigrés entreront de plein droit dans la nationalité française lorsque, nés en Algérie, ils y résideront à leur majorité. Enfin, la naturalisation des parents profite maintenant aux enfants mineurs.

Pour le surplus, le sénatus-consulte de 1865 continue de régir la naturalisation des étrangers comme l'admission des indigènes aux droits de citoyen.

En 1867-1868 et 1869 le nombre des naturalisations algériennes était de 466, de 432 et de 203. De 1867 à 1888, en vingt-deux années, leur nombre total a été de moins de 12,000 (11,750 environ), soit une moyenne de 524 par année.

En 1859 le nombre des naturalisés (en y comprenant 31 indigènes admis aux droits de citoyen), est de 1,546 individus sur lesquels 197 femmes. (Des 197 femmes naturalisées 174 l'ont été avec leur mari, 23 isolément).

Sur les 1,318 hommes naturalisés, défalcation faite des indigènes musulmans, 504 appartenaient à l'armée, 814 à la population civile.

Sur les 814 civils, 517 étaient célibataires, 184 étaient nés en Afrique, 630 hors d'Afrique. On comptait 438 Italiens, 104 Espagnols; 38 Maltais. La province de Constantine donne 334 naturalisations, Alger 281, Oran 199. La proportion est en sens inverse du nombre des étrangers résidant sur le territoire des trois départements.

Les professions exercées par les 814 naturalisés civils se répartissent ainsi :

Agriculture, commerce, industrie.....	257
Pêche maritime.....	406
Emplois divers.....	121
Professions libérales.....	12
Propriétaires et rentiers.....	18
Total.....	814

Le quart des indigènes admis aux droits de citoyen appartient aux professions libérales. Le surplus se répartit d'une façon à peu près égale entre les emplois publics, l'armée et l'agriculture ou le commerce.

Tunisie, Indo-Chine et colonies. — Le nombre des naturalisations tunisiennes, de 41 en 1888, a été de 47 en 1889.

L'Indo-Chine a donné :

10 naturalisations en 1886 ;

10 naturalisations en 1887 ;

33 naturalisations en 1888 ;

43 naturalisations en 1889.

Le nombre des naturalisations calédoniennes a été de six.

Dans les colonies où les dispositions des lois de 1867 et de 1889 ont été ou sont applicables, le nombre des affaires de ce genre est trop restreint pour qu'on puisse dresser utilement une statistique spéciale.

Je vous prie d'agréer, monsieur le garde des sceaux, l'hommage de mes sentiments respectueux.

Le Conseiller d'Etat,
Directeur des affaires civiles et du sceau
BARD.

FRANCE

Décret relatif à la défense des colonies

3 février 1890 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et du ministre de la marine ;

Vu l'article 9 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 27 janvier 1886 ;

Vu le décret du 14 mars 1889 portant rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie ;

Décète :

Article premier. — Le gouverneur général de l'Indo-Chine et les gouverneurs des colonies sont responsables, sous l'autorité directe du ministre chargé des colonies, de la garde et de la défense intérieure et extérieure des territoires placés sous leurs ordres.

Art. 2. — Les rapports entre les gouverneurs et les commandants des troupes et de la marine placés sous leurs ordres continueront à être réglés par le décret du 27 janvier 1886.

Les dispositions contraires à ce décret sont et demeurent abrogées.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 février 1890.

CARNOT.

(1) *Journal officiel* du 9 février 1890.

— Ce décret était ainsi motivé par le Rapport suivant du Ministre du Commerce et des Colonies et du Ministre de la Marine :

Monsieur le Président,

Les ordonnances organiques des colonies et les actes ultérieurs qui sont intervenus pour déterminer les attributions des représentants du pouvoir métropolitain dans nos possessions d'outre-mer ont posé le principe que le chef de la colonie a sous ses ordres les commandants des forces de terre et de mer et qu'il est responsable de la défense des territoires relevant de son autorité.

Cette règle a été maintenue par le décret du 27 janvier 1886 qui a défini les attributions du résident général civil en Annam et au Tonkin ; aucune modification n'y a été apportée par le décret du 14 mars 1889, portant rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie.

A la suite de ce décret et comme conséquence directe, est intervenu celui du 4 septembre 1889, transportant du ministère de la marine à celui du commerce et de l'industrie le budget des troupes stationnées dans les possessions d'outre-mer.

Dès lors le ministre de la marine n'a plus à intervenir dans la fixation des effectifs jugés nécessaires pour la défense de ces établissements ; il n'a plus d'avis à émettre sur les mouvements de troupes ordonnés par le Gouvernement ; il ne peut davantage déterminer les emplacements et l'importance des fortifications qu'il estimerait être indispensables à leur protection.

Tout contrôle, toute prévision lui échappant désormais, il ne saurait, dans ces conditions, conserver la responsabilité qui semble lui être attribuée par les termes du rapport qui précède le décret du 14 mars 1889.

Le ministre chargé des colonies a seul les moyens d'action et de contrôle nécessaires pour faire face à cette responsabilité ; il convient dès lors d'en décharger entièrement le ministre de la marine.

Tel est l'objet du présent décret, que nous vous prions, si vous partagez notre manière de voir, de revêtir de votre haute approbation.

FRANCE

Décret portant organisation de la justice au Tonkin.

(28 Février 1890) (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 17 août 1881, portant organisation de la juridiction française en Annam ;

Vu le décret du 8 février 1886, relatif aux attributions consulaires, et celui du 10 février 1886, relatif aux attributions judiciaires des résidents et vice-résidents, chefs de poste en Annam et au Tonkin ;

Vu le décret du 8 septembre 1888, relatif à l'organisation de la justice au Tonkin ;

Vu les décrets du 8 septembre 1888 et du 12 novembre 1889, relatifs au traitement, à la parité d'office et au costume des magistrats au Tonkin ;

Vu le décret du 17 juin 1889, portant organisation de la justice en Cochinchine ;

Vu le décret du 9 mai 1889, réglant l'organisation du personnel supérieur de l'Indo-Chine,

(1) *Journal officiel* du 1^{er} mars 1890.

Décrète :

TITRE I^{er}. — DE LA COMPÉTENCE.

Article premier. — La justice est rendue au Tonkin aux justiciables désignés aux art. 4 et 9 par deux Tribunaux de première instance siégeant l'un à Hanoï et l'autre à Haiphong, par les Tribunaux des résidences et par une Cour criminelle siégeant à Hanoï.

Art. 2. — La circonscription de la cour criminelle comprend tout le territoire du Tonkin.

Art. 3. — La circonscription du Tribunal de première instance de Hanoï comprend les territoires des villes et des provinces de Hanoï, de Bacninh, Sontay et Hung-Yen.

Celle du Tribunal de Haiphong comprend les territoires des provinces de Haiphong, Haïduong, Quang-Yen, Namdinh et Haininh.

Art. 4. — Les Tribunaux de Hanoï et de Haiphong connaissent, sur le territoire des concessions françaises, de toutes les affaires civiles et commerciales, quelle que soit la nationalité des parties en cause.

Dans le surplus des circonscriptions judiciaires desdits Tribunaux, ils connaissent des mêmes affaires :

Entre Européens et assimilés ;

Entre Etrangers de toute nationalité ;

Entre Européens ou assimilés et Etrangers de toute nationalité ;

Entre Européens ou assimilés et Annamites ;

Entre Etrangers, quelle que soit leur nationalité, et Annamites.

Art. 5. — Ils statuent en premier et dernier ressort :

1^o Dans les provinces de Hanoï et de Haiphong, sur toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 fr. en principal et sur les actions immobilières jusqu'à 100 fr. de revenu.

2^o Dans les autres provinces de leurs circonscriptions, ils statuent en premier et dernier ressort sur toutes les actions personnelles et mobilières d'une valeur supérieure à 150 fr. et ne dépassant pas 1,500 fr.

3^o En matière commerciale, leur compétence dans l'étendue de leurs provinces est celle des Tribunaux de commerce de la métropole.

Dans les autres provinces de leurs circonscriptions, le taux du ressort en matière commerciale est fixé comme il est dit au paragraphe 2 ci-dessus.

Art. 6. — Les attributions tutélaires confiées au juge de paix par la loi française seront exercées par les juges-présidents dans les provinces où siègent les Tribunaux et par les résidents dans les autres provinces du Tonkin.

Art. 7. — L'appel des jugements rendus en premier ressort par les Tribunaux de Hanoï et de Haiphong est porté devant la Cour d'appel de Saigon.

Art. 8. — Les résidents ou vice-résidents des provinces du Tonkin, autres que celles où siègent les Tribunaux de première instance, conserveront la connaissance des affaires personnelles mobilières et commerciales jusqu'à la valeur de 150 francs.

Leur jugement en ces matières sera en dernier ressort.

Art. 9. — En matière correctionnelle, les Tribunaux de Hanoï et Haiphong connaissent de tous les délits commis sur les territoires concédés à la France, quelle que soit la nationalité du prévenu ou de la partie civile. Dans le surplus des circonscriptions judiciaires desdits Tribunaux ils connaissent de tous les délits commis :

Par les Européens ou assimilés.

Par des Etrangers, quelle que soit leur nationalité.

Par les Annamites au préjudice des Européens, ou assimilés, et des Etrangers quelle que soit leur nationalité.

Art. 10. — Les Tribunaux de Hanoï et de Haiphong connaissent en outre de toutes les contraventions dans l'étendue des provinces de ce nom.

Dans les autres provinces du ressort des Tribunaux de première instance,

les résidents ou vice-résidents continueront à connaître en dernier ressort de toutes les matières de simple police.

Art. 11. — La Cour criminelle du Tonkin connaît, dans les conditions prévues aux art. 4 et 9, de tous les crimes commis sur le territoire du Tonkin.

TITRE II. — COMPOSITION DES TRIBUNAUX ET DE LA COUR CRIMINELLE.

Art. 12. — Les Tribunaux de Hanoï et de Haïphong se composent d'un juge-président, d'un juge-suppléant, d'un procureur de la République, d'un greffier et d'un ou plusieurs commis-greffiers, selon les besoins du service. Les greffiers remplissent de droit les fonctions de notaire dans les provinces où siègent les Tribunaux.

Art. 13. — La Cour criminelle se compose :

1^o D'un conseiller à la Cour d'appel de Saigon, président ;

2^o De deux magistrats pris parmi les juges-présidents ou juges-suppléants des Tribunaux du Tonkin ;

3^o De deux assesseurs désignés par la voie du sort parmi les citoyens français portés sur une liste dressée à cet effet ;

4^o D'un greffier ou d'un commis-greffier de l'un des Tribunaux du Tonkin.

Art. 14. — Le gouverneur général peut, sur la proposition du procureur général, appeler comme juges à la Cour criminelle, à défaut des magistrats du Tonkin désignés à l'article qui précède, des fonctionnaires en service au Tonkin et pourvus du grade de licencié en droit.

La liste des assesseurs comprend vingt citoyens français jouissant de leurs droits civils et politiques.

Elle est dressée chaque année par le gouverneur général, sur la proposition du résident supérieur du Tonkin et du procureur général près la Cour d'appel de Saigon.

Art. 16. — Les fonctions du ministère public près la Cour criminelle de Hanoï sont remplies par le procureur général, ou par l'un de ses substituts, ou par le procureur de la République près le Tribunal de Hanoï.

TITRE III. — DE LA PROCÉDURE ET DE LA LÉGISLATION EN GÉNÉRAL.

Art. 17. — Les Tribunaux de première instance et la Cour criminelle du Tonkin se conforment à la législation civile et criminelle en vigueur en Cochinchine, qui est déclarée applicable au Tonkin.

Art. 18. — Les débats devant la Cour d'appel de Saigon peuvent, en matière correctionnelle, avoir lieu et l'arrêt être rendu en dehors de la présence des parties, si celles-ci y consentent.

Art. 19. — La tenue de la Cour criminelle a lieu tous les quatre mois sans préjudice des sessions extraordinaires, qui sont, en cas de besoin, autorisées par le gouverneur général de l'Indo-Chine sur la proposition du procureur général.

Art. 20. — Dans les provinces du Tonkin non comprises dans le ressort des Tribunaux de première instance, la justice continuera à être rendue aux justiciables désignés aux art. 4 et 9 ci-dessus conformément aux dispositions des décrets des 8 et 10 février 1886.

Art. 21. — Le traitement, la parité d'office et le costume des magistrats du Tonkin restent fixés conformément aux dispositions des décrets du 8 septembre 1888 et du 12 novembre 1889.

Art. 22. — Sont abrogés le décret susvisé du 8 septembre 1888 relatif à l'organisation de la justice au Tonkin, ainsi que toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 23. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 28 février 1890.

CARNOT.

Rapport au Président de la République Française.

Paris, 28 février 1890.

Monsieur le Président,

Le décret du 8 septembre 1888, qui a créé au Tonkin les Tribunaux français, n'a pas déclaré justiciables de ces juridictions les Chinois habitant le protectorat.

Or, le traité du 6 juin 1884 avec l'Annam porte « que les étrangers de toutes nationalités seront placés sous la juridiction française et que l'autorité française statuera sur les contestations, de quelque nature qu'elles soient, entre Annamites et étrangers, de même qu'entre étrangers ».

Il résulte de ce texte que les Chinois devraient relever de la justice française. De plus, aux termes de l'art. 1^{er} du traité du 9 juin 1885 avec la Chine, ils peuvent se prévaloir de ce droit et, ainsi que l'ont déjà fait deux de leurs congrégations, demander à être soumis à notre juridiction, puisqu'ils doivent « jouir pour leur personne et pour leurs biens de la même sécurité que les protégés français ».

Il est urgent de remédier à cette situation ; aussi ai-je préparé dans ce but le projet de décret ci-joint.

J'ai cru devoir profiter de cette occasion pour délimiter d'une façon précise, ainsi que le prévoit l'art. 2 du décret du 8 septembre 1888, les circonscriptions respectives des Tribunaux du Tonkin et déterminer, au mieux des intérêts des justiciables et de notre protectorat, leur compétence *ratione materiæ et personæ*, tout en me conformant aux traités.

Dans cet ordre d'idées et en l'état actuel des communications, il m'a paru nécessaire de laisser aux résidents, en dehors des provinces où siègent les Tribunaux, la connaissance des affaires personnelles, mobilières et commerciales ne dépassant pas 150 fr. et aussi de leur réserver la connaissance de toutes les contraventions de police.

Pour les mêmes raisons, les résidents continueront à exercer dans leurs provinces respectives les attributions tutélaires conférées en France aux juges de paix.

Signé : TIRARD.

SAINT-SIÈGE

Lettre encyclique du Pape Léon XIII

10 janvier 1890.

Aux Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques et autres ordinaires ; en grâce et en communion avec le Saint-Siège apostolique.

LÉON XIII, PAPE.

DES PRINCIPAUX DEVOIRS DES CHRÉTIENS

Vénérables frères,
Salut et bénédiction apostolique.

Retourner aux principes chrétiens et y conformer en tout la vie, les

mœurs et les institutions des peuples, est une nécessité qui de jour en jour devient plus évidente. Du mépris où ces règles sont tombées, sont résultés de si grands maux, que nul homme raisonnable ne saurait soutenir, sans une douloureuse anxiété, les épreuves du présent, ni envisager sans crainte les perspectives de l'avenir.

Il s'est fait, sans doute, un progrès considérable quant à ce qui regarde les jouissances et le bien-être du corps, mais la nature sensible tout entière, avec les ressources, les forces et les richesses qu'elle met à notre disposition, tout en multipliant les commodités et les charmes de la vie, ne suffit pas pour rassasier l'âme, créée à des fins plus hautes et plus glorieuses. Regarder vers Dieu et tendre à Lui : telle est la loi suprême de la vie de l'homme. Fait à son image et à sa ressemblance, il est porté par sa nature même à jouir de son Créateur. Or, ce n'est par aucun mouvement ou effort corporel qu'on se rapproche de Dieu, mais par des actes propres à l'âme : par la connaissance et l'amour. Dieu, en effet, est la vérité première et suprême, et la vérité n'est un aliment que pour l'intelligence. Il est la sainteté parfaite et le souverain bien, vers lequel la seule volonté peut aspirer et tendre efficacement à l'aide de la vertu.

Mais, ce qui est vrai de l'homme, considéré individuellement, l'est aussi de la société tant domestique que civile. En effet, si la nature elle-même a institué la société, ce n'a pas été pour qu'elle fût la fin dernière de l'homme ; mais pour qu'il trouvât, en elle et par elle, des secours qui le rendissent capable d'atteindre à sa perfection. Si donc une société ne poursuit autre chose que les avantages extérieurs et les biens qui assurent à la vie plus d'agréments et de jouissances ; si elle fait profession de ne donner à Dieu aucune place dans l'administration de la chose publique et de ne tenir aucun compte des lois morales, elle s'écarte d'une façon très coupable de sa fin et des prescriptions de la nature. C'est moins une société qu'un simulacre et une imitation mensongère d'une véritable société et communauté humaine.

Quant à ces biens de l'âme dont nous parlons, et qui n'existent pas en dehors de la vraie religion et de la pratique persévérante des préceptes du christianisme, nous les voyons, chaque jour, tenir moins de place parmi les hommes, soit à cause de l'oubli dans lequel ils les tiennent, soit par le mépris qu'ils en font. On pourrait presque dire que, plus le bien-être physique est en progrès, plus s'accroît la décadence des biens de l'âme. Une preuve évidente de la diminution et du grand affaiblissement de la foi chrétienne, ce sont les injures trop souvent répétées qu'on fait à la religion en plein jour et aux yeux du public : injures, en vérité, qu'un âge plus jaloux des intérêts religieux n'eût tolérées à aucun prix.

Quelle multitude d'hommes se trouve pour ces causes exposée à la perte éternelle, il serait impossible de le décrire ; mais les sociétés elles-mêmes et les empires ne pourront rester plus longtemps sans être ébranlés, car la ruine des institutions et des mœurs chrétiennes entraîne nécessairement celle des premières bases de la société humaine. La force demeure l'unique garantie de l'ordre et de la tranquillité publique. Mais rien n'est faible comme la force, quand elle ne s'appuie pas sur la religion. Plus propre dans ce cas à engendrer la servitude que l'obéissance, elle renferme en elle-même les germes de grandes perturbations.

Déjà le présent siècle a subi de graves et mémorables catastrophes, et il n'est pas démontré qu'il n'y ait pas lieu d'en redouter de semblables. Le temps lui-même dans lequel nous vivons nous avertit donc de chercher les remèdes là où ils se trouvent, c'est-à-dire de rétablir dans la vie privée, et dans toutes les parties de l'organisme social, les principes et les pratiques du christianisme ; c'est l'unique moyen de nous délivrer des maux qui nous accablent et de prévenir les dangers dont nous sommes menacés. Voilà, Vénérables Frères, en quoi nous devons nous appliquer avec tout le soin et le zèle dont nous pouvons être capables.

C'est pourquoi, bien qu'en d'autres circonstances et toutes les fois que l'occasion s'en est présentée, nous ayons déjà traité ces matières, nous estimons utile d'exposer avec plus de détail dans cette lettre les devoirs des chrétiens ; devoirs dont l'accomplissement exact contribuerait d'une manière admirable à sauver la société. Nous sommes engagés, sur des intérêts de premier ordre, dans une lutte violente et presque quotidienne, où il est très difficile qu'un grand nombre d'hommes ne soient pas trompés, ne s'égarent et ne se découragent ; notre devoir, Vénérables Frères, est d'avertir, d'instruire, d'exhorter chaque fidèle, d'une manière conforme aux exigences des temps, afin que *personne ne déserte la voie de la vérité*.

On ne saurait mettre en doute que, dans la pratique de la vie, des devoirs plus nombreux et plus graves ne soient imposés aux catholiques qu'aux hommes mal instruits de notre foi, ou totalement étrangers à ses enseignements. Après avoir opéré le salut du genre humain, Jésus-Christ, commandant à ses Apôtres de prêcher l'Evangile à toute créature, imposa, en même temps, à tous les hommes l'obligation d'écouter et de croire ce qui leur serait enseigné. A l'accomplissement de ce devoir est rigoureusement attachée la conquête du salut éternel. *Celui qui croira et qui sera baptisé, sera sauvé ; celui qui ne croira pas sera condamné* (1). Mais l'homme qui a, comme il le doit, embrassé la foi chrétienne, est par ce fait même soumis à l'Eglise, sa mère, et devient membre de la société, la plus haute et la plus sainte, que, sous Jésus-Christ son chef invisible, le Pontife de Rome, avec une pleine autorité, a la mission de gouverner.

Or, si la loi naturelle nous ordonne d'aimer d'un amour de prédilection et de dévouement le pays où nous sommes nés et où nous avons été élevés, de l'aimer jusqu'à ne pas craindre d'affronter la mort pour sa patrie, à plus forte raison les chrétiens doivent-ils être animés de pareils sentiments à l'égard de l'Eglise. Car elle est la Cité sainte du Dieu vivant et la fille de Dieu lui-même, de qui elle a reçu sa constitution. C'est sur cette terre, il est vrai, qu'elle accomplit son pèlerinage ; mais établie institutrice et guide des hommes, elle les appelle à la félicité éternelle. Il faut donc aimer la patrie terrestre qui nous a donné de jouir de cette vie mortelle ; mais il est nécessaire d'aimer d'un amour plus ardent l'Eglise à qui nous sommes redevables de la vie mortelle de l'âme ; parce qu'il est raisonnable de préférer les biens de l'âme aux biens du corps, et que les devoirs envers Dieu ont un caractère plus sacré que les devoirs envers les hommes.

Au reste, si nous voulons juger de ces choses sainement, nous com-

(1) S. Marc. XVI, 16.

prendrons que l'amour surnaturel de l'Eglise et l'amour naturel de la patrie procèdent du même éternel principe. Tous les deux ont Dieu pour auteur et pour cause première ; d'où il suit qu'il ne saurait y avoir entre les devoirs qu'ils imposent de répugnance ou de contradiction. Oui, en vérité, nous pouvons et nous devons, d'une part, nous aimer nous-mêmes, être bons pour notre prochain, aimer la chose publique et le pouvoir qui la gouverne ; d'autre part, et en même temps, nous pouvons et nous devons avoir pour l'Eglise un culte de piété filiale et aimer Dieu du plus grand amour dont nous puissions être capables.

Cependant, la hiérarchie de ces devoirs se trouve quelquefois injustement bouleversée soit par le malheur des temps, soit plus encore par la volonté perverse des hommes. Il arrive, en effet, que parfois les exigences de l'Etat envers le citoyen contredisent celles de la religion à l'égard du chrétien, et ces conflits viennent de ce que les chefs politiques tiennent pour nulle la puissance sacrée de l'Eglise, ou bien affectent la prétention de se l'assujettir. De là des luttes et, pour la vertu, des occasions de faire preuve de valeur. Deux pouvoirs sont en présence, donnant des ordres contraires. Impossible de leur obéir à tous les deux simultanément : *Nul ne peut servir deux maîtres* (1). Plaire à l'un, c'est mépriser l'autre. Auquel accordera-t-on la préférence ? L'hésitation n'est pas permise.

Ce serait un crime, en effet, de vouloir se soustraire à l'obéissance due à Dieu pour plaire aux hommes ; d'enfreindre les lois de Jésus-Christ pour obéir aux magistrats, de méconnaître les droits de l'Eglise sous prétexte de respecter les droits de l'ordre civil. *Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes* (2). Cette réponse que faisaient autrefois Pierre et les Apôtres aux magistrats qui leur commandaient des choses illicites, il faut, en pareille circonstance, la redire toujours et sans hésiter. Il n'est pas de meilleur citoyen soit en paix, soit en guerre, que le chrétien fidèle à son devoir, mais ce chrétien doit être prêt à tout souffrir, même la mort, plutôt que de désertier la cause de Dieu et de l'Eglise.

Aussi, ce n'est pas bien connaître la force et la nature des lois, que de blâmer cette fermeté d'attitude dans le choix entre des devoirs contradictoires et de la traiter de sédition. Nous parlons ici de choses très connues et que nous avons nous-même déjà plusieurs fois exposées. La loi n'est pas autre chose qu'un commandement de la droite raison porté par la puissance légitime, en vue du bien général. Mais il n'y a de vraie et légitime puissance que celle qui émane de Dieu, souverain Seigneur et Maître de toutes choses, lequel seul peut investir l'homme d'une autorité de commandement sur les autres hommes. On ne saurait donner le nom de droite raison à celle qui est en désaccord avec la vérité et avec la raison divine ; ni, non plus, appeler bien véritable celui qui est en contradiction avec le bien suprême et immuable, et qui détourne et éloigne de Dieu les volontés humaines.

Les chrétiens entourent donc d'un respect religieux la notion du pouvoir, dans lequel, même quand il réside dans un mandataire indigne, ils voient un reflet et comme une image de la divine Majesté, ils se croient tenus de respecter les lois, non pas à cause de la sanction pénale

(1) S. Matth. VI, 24.

(2) Actes des Apôtres V, 29.

dont elles menacent les coupables, mais parce que c'est pour eux un devoir de conscience, *car Dieu ne nous a pas donné l'esprit de crainte* (1).

Mais si les lois de l'Eglise sont en contradiction avec la loi divine ; si elles renferment des dispositions préjudiciables à l'Eglise, ou des prescriptions contraires aux devoirs imposés par la religion ; si elles violent dans le Pontife Suprême l'autorité de Jésus-Christ, dans tous ces cas, il y a obligation de résister, et obéir serait un crime dont les conséquences retomberaient sur l'Etat lui-même. Car l'Etat subit le contre coup de toute offense faite à la religion. On voit ici combien est injuste le reproche de sédition formulé contre les chrétiens. En effet, ils ne refusent ni au Prince, ni aux législateurs l'obéissance qui leur est due ; ou, s'ils déniaient cette obéissance, c'est uniquement au sujet de préceptes destitués d'autorité, parce qu'ils sont portés contre l'honneur dû à Dieu, par conséquent, en dehors de la justice, et n'ont rien de commun avec de véritables lois.

Vous reconnaissez là, Vénérables Frères, la doctrine très autorisée de l'apôtre saint Paul. Dans son Epître à Tite, après avoir rappelé aux chrétiens *qu'ils doivent être soumis aux princes et aux puissances et obéir à leurs commandements*, il ajoute aussitôt *et être prêts à toutes sortes de bonnes œuvres* (2). Par là, il déclare ouvertement que, si les lois des hommes renferment des prescriptions contraires à l'éternelle loi de Dieu, la justice consiste à ne pas obéir. De même, à ceux qui voulaient lui enlever la liberté de prêcher l'Evangile, le Prince des Apôtres faisait cette courageuse et sublime réponse : *Jugez vous-mêmes s'il est juste devant Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu ; car nous ne pouvons pas ne pas dire ce que nous avons vu et entendu* (3).

Aimer les deux patries, celle de la terre et celle du ciel, mais de telle façon que l'amour de la patrie céleste l'emporte sur l'amour de la première et que jamais les lois humaines ne passent avant la loi de Dieu, tel est donc le devoir essentiel des chrétiens, d'où sortent, comme de leur source, tous les autres devoirs. Le Rédempteur du genre humain n'a-t-il pas dit lui-même : *Je suis né et je suis venu au monde afin de rendre témoignage à la vérité* (4) ; et encore : *Je suis venu apporter le feu sur la terre et que veux-je, sinon qu'il s'allume ?* (5). C'est dans la connaissance de cette vérité qu'est la suprême perfection de l'intelligence ; c'est dans la charité divine qui perfectionne la volonté, que résident toute la vie et la liberté chrétiennes. Cette vérité et cette charité forment le glorieux patrimoine confié par Jésus-Christ à l'Eglise, qui le défend et le conserve avec un zèle et une vigilance infatigables.

Mais avec quel acharnement, et de combien de façons on fait la guerre à l'Eglise, il est à peine nécessaire de le rappeler. De ce qu'il a été donné à la raison, armée des investigations de la science, d'arracher à la nature un grand nombre de ses secrets les plus cachés et de les faire servir aux divers usages de la vie, les hommes en sont venus à ce degré d'orgueil qu'ils croient pouvoir bannir de la vie sociale l'autorité et l'empire du Dieu suprême.

(1) II Timoth. I, 7.

(2) Tit. III, I.

(3) Acte des Apôtres IV, 19 20.

(4) S. Jean, XVIII, 87.

(5) S. Luc, XII, 49

Egarés par leur erreur, ils transfèrent à la nature humaine cet empire dont ils prétendent dépouiller Dieu. D'après eux, c'est à la nature qu'il faut demander le principe et la règle de toute la vérité ; tous les devoirs de religion découlent de l'ordre naturel, et doivent lui être rapportés ; par conséquent, négation de toute vérité révélée, négation de la morale chrétienne et de l'Eglise. Celle-ci, à les entendre, n'est investie ni de la puissance d'édicter des lois, ni même d'un droit quelconque ; elle ne doit tenir aucune place dans les institutions civiles. Afin de pouvoir plus commodément adapter les lois à de telles doctrines et en faire la norme des mœurs publiques, ils ne négligent rien pour s'emparer de la direction des affaires et mettre la main sur le gouvernail des Etats. C'est ainsi qu'en beaucoup de contrées le catholicisme est ou bien ouvertement battu en brèche, ou secrètement attaqué. Les erreurs les plus pernicieuses sont assurées de l'impunité, et de nombreuses entraves sont apportées à la profession publique de la vérité chrétienne.

En présence de ces iniquités, il est tout d'abord du devoir de chacun de veiller sur soi-même et de prendre tous les moyens pour conserver intacte la foi dans son âme, en évitant ce qui la pourrait compromettre et en s'armant contre les fallacieux sophismes des incrédules. Afin de mieux sauvegarder encore l'intégrité de cette vertu, Nous jugeons très utile et très conforme aux besoins de nos temps que chacun, dans la mesure de ses moyens et de son intelligence, fasse de la doctrine chrétienne une étude approfondie et s'efforce d'arriver à une connaissance, aussi parfaite que possible, des vérités religieuses accessibles à la raison humaine. Cependant il ne suffit pas que la foi demeure intacte dans les âmes ; elle doit de plus y prendre de continuels accroissements, et c'est pourquoi il convient de faire monter très souvent vers Dieu cette humble prière des Apôtres : Seigneur, *augmentez notre foi* (1).

Mais en cette même matière qui regarde la foi chrétienne, il est d'autres devoirs dont le fidèle et religieux accomplissement, nécessaire en tous les temps aux intérêts du salut, l'est plus particulièrement encore de nos jours. — Dans ce déluge universel d'opinions, c'est la mission de l'Eglise de protéger la vérité et d'arracher l'erreur des âmes, et cette mission elle la doit remplir saintement et toujours, car à sa garde ont été confiés l'honneur de Dieu et le salut des hommes. Mais quand les circonstances en feront une nécessité, ce ne sont pas seulement les prélats qui doivent veiller à l'intégralité de la foi ; mais comme le dit saint Thomas : « Chacun est tenu de manifester publiquement sa foi ; « soit pour instruire et encourager les autres fidèles, soit pour repousser « les attaques des adversaires (2). »

Reculer devant l'ennemi et garder le silence, lorsque de toutes parts s'élèvent de telles clameurs contre la vérité, c'est le fait d'un homme sans caractère ou qui doute de la vérité de sa croyance. Dans les deux cas, une telle conduite est honteuse et elle fait injure à Dieu ; elle est incompatible avec le salut de chacun et avec le salut de tous ; elle n'est avantageuse qu'aux seuls ennemis de la foi. Car rien n'enhardit autant l'audace des méchants que la faiblesse des bons.

D'ailleurs, la lâcheté des chrétiens mérite d'autant plus d'être blâmée, que souvent il faudrait bien peu de chose pour réduire à néant les accu-

(1) S. Luc XVII, 5.

(2) S. Thomas, 2, 2, q. II, art. II, ad. 2.

sations injustes et réfuter les opinions erronées ; et si l'on voulait s'imposer un plus sérieux labeur, on serait toujours assuré d'en avoir raison. Après tout, il n'est personne qui ne puisse déployer cette force d'âme où réside la propre vertu des chrétiens ; elle suffit souvent à déconcerter les adversaires et à rompre leurs desseins. De plus, les chrétiens sont nés pour le combat. Or, plus la lutte est ardente, plus, avec l'aide de Dieu, il faut compter sur la victoire. *Ayez confiance, j'ai vaincu le monde* (1). Il n'y a point à objecter ici que Jésus-Christ, protecteur et vengeur de l'Eglise, n'a pas besoin de l'assistance des hommes. Ce n'est point parce que le pouvoir lui fait défaut, c'est à cause de sa grande bonté qu'il veut nous assigner une certaine part d'efforts et de mérites personnels, lorsqu'il s'agit de nous approprier et de nous appliquer les fruits du salut procuré par sa grâce.

Les premières applications de ce devoir consistent à professer ouvertement et avec courage la doctrine catholique et la propager, autant que chacun le peut faire. En effet, on l'a dit souvent et avec beaucoup de vérité, rien n'est plus préjudiciable à la sagesse chrétienne que de n'être pas connue. Mise en lumière, elle a par elle-même assez de force pour triompher de l'erreur. Dès qu'elle est saisie par une âme simple et libre de préjugés, elle a aussitôt pour elle l'assentiment de la saine raison. Assurément la foi comme vertu est un don précieux de la grâce et de la bonté divine ; toutefois, les objets auxquels la foi doit s'appliquer ne peuvent guère être connus que par la prédication (2) : *Comment croiront-ils à celui qu'ils n'ont pas entendu ? Comment entendront-ils si personne ne leur prêche ?... La foi vient donc de l'audition, et l'audition par la prédication de la parole du Christ* (3).

Or, puisque la foi est indispensable au salut, il s'ensuit nécessairement que la parole du Christ doit être prêchée. De droit divin, la charge de prêcher, c'est-à-dire d'enseigner, appartient aux docteurs, c'est-à-dire aux Evêques que l'*Esprit-Saint* a établis pour régir l'Eglise de Dieu (4). Elle appartient par dessus tout au Pontife romain, Vicaire de Jésus-Christ, préposé avec une puissance souveraine à l'Eglise universelle et Maître de la foi et des mœurs. Toutefois on doit bien se garder de croire qu'il soit interdit aux particuliers de coopérer d'une certaine manière à cet apostolat, surtout s'il s'agit des hommes à qui Dieu a départi les dons de l'intelligence avec le désir de se rendre utiles. Toutes les fois que la nécessité l'exige, ceux-là peuvent aisément, non certes s'arroger la mission des docteurs, mais communiquer aux autres ce qu'ils ont eux-mêmes reçu, et être, pour ainsi dire, l'écho de l'enseignement des maîtres. D'ailleurs, la coopération privée a été jugée par les Pères du Concile du Vatican tellement opportune et féconde, qu'ils n'ont pas hésité de la réclamer. « Tous les chrétiens fidèles, disent-ils, surtout « ceux qui président et qui enseignent, nous les supplions par les « entrailles de Jésus-Christ et nous leur ordonnons, en vertu de l'auto-« rité de ce même Dieu Sauveur, d'unir leur zèle et leurs efforts pour « éloigner ces horreurs et les éliminer de la sainte Eglise » (5).

(1) S. Jean XVI, 33.

(2) S. Thomas, II-II. Quest. III, art. II, ad. 2.

(3) Rom. X, 14, 17.

(4) Actes des Ap. XX, 28.

(5) Const. *Dei Filius*, vers la fin.

Que chacun donc se souvienne qu'il peut et qu'il doit répandre la foi catholique par l'autorité de l'exemple, et la prêcher par la profession publique et constante des obligations qu'elle impose. — Ainsi, dans les devoirs qui nous lient à Dieu et à l'Eglise, une grande place revient au zèle avec lequel chacun doit travailler dans la mesure du possible à propager la foi chrétienne et à repousser les erreurs.

Les fidèles ne satisferaient pas complètement et d'une manière utile à ces devoirs, s'ils descendaient isolément sur le champ de bataille. — Jésus-Christ a nettement annoncé que l'opposition haineuse faite par les hommes à sa personne se perpétuerait contre son œuvre, de façon à empêcher un grand nombre d'âmes de profiter du salut dont nous sommes redevables à sa grâce. C'est pour cela qu'il a voulu non seulement former des disciples de sa doctrine, mais les réunir en société et faire d'eux et de leur harmonieux assemblage un seul corps *qui est l'Eglise* (1) et dont il serait le chef. La vie de Jésus-Christ pénètre donc tout l'organisme de ce corps, entretient et nourrit chacun de ses membres, les tient unis entre eux, et les fait tous conspirer à une même fin, bien qu'ils n'aient pas à remplir tous les mêmes fonctions (2). Il suit de là que l'Eglise, société parfaite, très supérieure à toute autre société, a reçu de son auteur le mandat de combattre pour le salut du genre humain *comme une armée rangée en bataille* (3).

Cet organisme et cette constitution de la société chrétienne ne peuvent souffrir aucun changement. Il n'est permis à aucun de ses membres d'agir à son gré ou de choisir la manière qui lui plaît le mieux de combattre. En effet, quiconque ne recueille pas avec l'Eglise et avec Jésus-Christ, dissipe (4) ; et ceux-là sont très certainement les adversaires de Dieu qui ne combattent pas en union avec lui et avec son Eglise.

Pour réaliser cette union des esprits et cette uniformité dans la conduite, si justement redoutées des adversaires du catholicisme, la première condition à réaliser est de professer les mêmes sentiments. Avec quel zèle ardent et avec quelle singulière autorité de langage saint Paul, exhortant les Corinthiens, leur recommande cette concorde ! *Mes frères, je vous en conjure par le nom de N. S. Jésus-Christ, dites tous la même chose ; qu'il n'y ait pas de division parmi vous ; ayez entre tous le plus parfait accord de pensées et de sentiments* (5). — La sagesse de ce précepte est d'une évidence immédiate. En effet, la pensée est le principe de l'action, d'où il suit que l'accord ne peut se trouver dans les volontés, ni l'ensemble dans la conduite, si chaque esprit pense différemment des autres. Chez ceux qui font profession de prendre la raison seule pour guide, on trouverait difficilement, — si tant est qu'on la trouve jamais, — l'unité de doctrine. En effet, l'art de connaître le vrai est pleine de difficultés ; de plus, l'intelligence de l'homme est faible par nature et tirée en sens divers par la variété des opinions ; elle est souvent le jouet des impressions venues du dehors ; il faut joindre à cela l'influence des

(1) Coloss. I, 24.

(2) Sicut enim in uno corpore multa membra habemus, omnia autem membra non eundem actum habent : ita multi unum corpus sumus in Christo, singuli autem alter alterius membra. Rom. XII, 4, 5.

(3) Cant. VI, 9.

(4) Qui non est mecum, contra me est : et qui non colligit mecum, dispergit. S. Luc. XI, 23.

(5) I Corinth. I, 10.

passions qui souvent ou enlèvent complètement, ou diminuent dans de notables proportions la capacité de saisir la vérité. Voilà pourquoi dans le gouvernement politique on est souvent obligé de recourir à la force, afin d'opérer une certaine union parmi ceux dont les esprits sont en désaccord.

Il en est tout autrement des chrétiens : ils reçoivent de l'Eglise la règle de leur foi ; ils savent avec certitude qu'en obéissant à son autorité et en se laissant guider par elle, ils seront mis en possession de la vérité. Aussi, de même qu'il n'y a qu'une église, parce qu'il n'y a qu'un seul Jésus-Christ, il n'y a et il ne doit y avoir entre les chrétiens du monde entier qu'une seule doctrine, *un seul Seigneur, une seule foi* (1). *Ayant entre eux le même esprit de foi* (2), ils possèdent le principe tutélaire d'où découlent, comme d'elles-mêmes, l'union des volontés et l'uniformité dans la conduite.

Mais, ainsi que l'ordonne l'apôtre S. Paul, cette unanimité doit être parfaite. — La foi chrétienne ne repose pas sur l'autorité de la raison humaine, mais sur celle de la raison divine ; car ce que Dieu nous a révélé, « nous ne le croyons pas à cause de l'évidence intrinsèque de la vérité, perçue par la lumière naturelle de notre raison, mais à cause de l'autorité de Dieu qui révèle, et qui ne peut ni se tromper ni nous tromper » (3). Il résulte de là que, quelles que soient les choses manifestement contenues dans la révélation de Dieu, nous devons donner à chacune d'elles un égal et entier assentiment. Refuser de croire à une seule d'entre elles équivaut, en soi, à les rejeter toutes. Car ceux-là détruiraient également le fondement de la foi qui nient que Dieu ait parlé aux hommes, ou qui mettent en doute sa vérité et sa sagesse infinie.

Quant à déterminer quelles doctrines sont renfermées dans cette révélation divine, c'est la mission de l'Eglise enseignante, à laquelle Dieu a confié la garde et l'interprétation de sa parole ; dans l'Eglise le docteur suprême est le Pontife romain. L'union des esprits réclame donc, avec un parfait accord dans la même foi, une parfaite soumission et obéissance des volontés à l'Eglise et au Pontife romain comme à Dieu lui-même. — L'obéissance doit être parfaite, parce qu'elle appartient à l'essence de la foi et elle a cela de commun avec la foi, qu'elle ne peut pas être partagée. Bien plus, si elle n'est pas absolue et parfaite de tout point, elle peut porter encore le nom d'obéissance, mais elle n'a plus rien de commun avec elle. La tradition chrétienne attache un tel prix à cette perfection de l'obéissance, qu'elle en a toujours fait et en fait toujours le signe caractéristique auquel on peut reconnaître les catholiques. C'est ce que saint Thomas d'Aquin explique d'une manière admirable dans le passage suivant :

« L'objet formel de la foi est la vérité première, en tant qu'elle est manifestée dans les saintes Ecritures, et dans la doctrine de l'Eglise qui procède de la vérité première. Il suit de là, que quiconque n'adhère pas, comme à une règle infaillible et divine, à la doctrine de l'Eglise, qui procède de la vérité première manifestée dans les saintes Ecritures, n'a pas la foi habituelle, mais possède autrement que par la foi les choses qui sont de son domaine. . . . Or, il est manifeste que celui qui

(1) Ephes. IV, 5.

(2) II Corinth. IV, 13.

(3) Concile du Vatican Const. *Dei Filius*, chapitre 3.

« adhère à la doctrine de l'Eglise, comme à une règle infaillible, donne
 « son assentiment à tout ce que l'Eglise enseigne ; autrement, si parmi
 « les choses que l'Eglise enseigne, il retient ce qui lui plaît et exclut ce
 « qui ne lui plaît pas, il adhère à sa propre volonté et non à la doctrine
 « de l'Eglise, en tant qu'elle est une règle infaillible (1). La foi de toute
 « l'Eglise doit être une, selon cette parole de saint-Paul aux Corinthiens
 « (I. Cor. I) : *Ayez tous un même langage et qu'il n'y ait pas de divisions*
 « *parmi vous*. Or, cette unité ne saurait être sauvegardée qu'à la condi-
 « tion que les questions qui surgissent sur la foi, soient résolues par
 « celui qui préside à l'Eglise tout entière, et que sa sentence soit
 « acceptée par elle avec fermeté. C'est pourquoi à l'autorité du Souve-
 « rain Pontife seul il appartient de publier un nouveau symbole, comme
 « de décréter toutes les autres choses qui regardent l'Eglise univer-
 « selle (2). »

Lorsqu'on trace les limites de l'obéissance due aux Pasteurs des âmes et surtout au Pontife romain, il ne faut pas penser qu'elles renferment seulement les dogmes auxquels l'intelligence doit adhérer, et dont le rejet opiniâtre constitue le crime d'hérésie. Il ne suffirait même pas de donner un sincère et ferme assentiment aux doctrines qui, sans avoir été jamais définies par aucun jugement solennel de l'Eglise, sont cependant proposées à notre foi par son magistère ordinaire et universel comme étant divinement révélées, et qui, d'après le Concile du Vatican, doivent être crues de *foi catholique et divine*. Il faut en outre que les chrétiens considèrent comme un devoir de se laisser régir, gouverner et guider par l'autorité des évêques, et surtout par celle du Siège Apostolique. Combien cela est raisonnable, il est facile de le démontrer. En effet, parmi les choses contenues dans les divins oracles, les unes se rapportent à Dieu, principe de la béatitude que nous espérons, et les autres à l'homme lui-même et aux moyens d'arriver à cette béatitude. Il appartient de droit divin à l'Eglise et, dans l'Eglise, au Pontife romain de déterminer dans ces deux ordres ce qu'il faut croire et ce qu'il faut faire. Voilà pourquoi le Pontife doit pouvoir juger avec autorité de ce que renferme la parole de Dieu, décider quelles doctrines concordent avec elle et quelles doctrines y contredisent. De même, dans la sphère de la morale, c'est à lui de déterminer ce qui est bien, ce qui est mal, ce qu'il est nécessaire et d'accomplir et d'éviter si l'on veut parvenir au salut éternel ; autrement, il ne pourrait être ni l'interprète infaillible de la parole de Dieu, ni le guide sûr de la vie humaine.

Il faut encore pénétrer plus avant dans la constitution intime de l'Eglise. En effet, elle n'est pas une association fortuitement établie entre chrétiens, mais une société divinement constituée et organisée d'une manière admirable, ayant pour but direct et prochain de mettre les âmes en possession de la paix et de la sainteté. Et comme seule elle a reçu de la grâce de Dieu les moyens nécessaires pour réaliser une telle fin, elle a ses lois fixes, ses attributions propres et une méthode déterminée et conforme à sa nature de gouverner les peuples chrétiens.

Mais l'exercice de ce gouvernement est difficile et donne lieu à de nouveaux conflits. Car l'Eglise régit des nations disséminées dans toutes

(1) 2. 2. Q. 5, a. 3.

(2) Ibid. Q. I, art. 10.

les parties du monde, différentes de races et de mœurs, qui, vivant chacune sous l'empire des lois de son pays, doivent à la fois obéissance au pouvoir civil et religieux. Ces devoirs s'imposent aux mêmes personnes. Nous avons déjà dit qu'il n'y a entre eux, ni contradiction, ni confusion ; car les uns ont rapport à la prospérité de la patrie terrestre, les autres se réfèrent au bien général de l'Eglise, tous ont pour but de conduire les hommes à la perfection.

Cette délimitation des droits et des devoirs étant nettement tracée, il est de toute évidence que les chefs d'Etat sont libres dans l'exercice de leur pouvoir de gouvernement, et non seulement l'Eglise ne répugne pas à cette liberté, mais elle la seconde de toutes ses forces, puisqu'elle recommande de pratiquer la piété qui est la justice à l'égard de Dieu et qu'ainsi elle prêche la justice à l'égard des princes. Cependant la puissance spirituelle a une fin plus noble, puisqu'elle gouverne les hommes en défendant *le royaume de Dieu et sa justice* (1) et qu'elle dirige vers ce but toutes les ressources de son ministère. On porterait atteinte à l'intégrité de la foi si l'on mettait en doute que l'Eglise seule a été investie d'un semblable pouvoir de gouverner les âmes, à l'exclusion absolue de l'autorité civile. En effet, ce n'est pas à César, c'est à Pierre que Jésus-Christ a remis les clefs du royaume des cieux. De cette doctrine sur les rapports de la politique et de la religion découlent d'importantes conséquences dont nous voulons parler ici.

Entre les gouvernements politiques, quelle que soit leur forme et le gouvernement de la société chrétienne, il y a une différence notable. Si la république chrétienne a quelque ressemblance extérieure avec les autres sociétés politiques, elle se distingue absolument d'elles par son origine, par son principe, par son essence. L'Eglise a donc le droit de vivre et de se conserver par des institutions et par des lois conformes à sa nature. Etant d'ailleurs, non seulement une société parfaite en elle-même, mais une société supérieure à toute société humaine, elle refuse résolument de droit et par devoir à s'asservir aux partis et à se plier aux exigences muables de la politique. Par une conséquence du même principe, gardienne de son droit et pleine de respect pour le droit d'autrui, elle estime son devoir de rester indifférente quant aux diverses formes de gouvernement et aux institutions civiles des Etats chrétiens, et, entre les divers systèmes de gouvernements, elle approuve tous ceux qui respectent la religion et la discipline chrétienne des mœurs.

Telle est la règle à laquelle chaque catholique doit conformer ses sentiments et ses actes. Il n'est pas douteux que, dans la sphère de la politique, il ne puisse y avoir matière à de légitimes dissentiments et que, toute réserve faite des droits de la justice et de la vérité, on ne puisse chercher à introduire dans les faits les idées que l'on estime devoir contribuer plus efficacement que les autres au bien général. Mais vouloir engager l'Eglise dans ces querelles des partis, et prétendre se servir de son appui pour triompher plus aisément de ses adversaires, c'est abuser indécemment de la religion. Au contraire, tous les partis doivent s'entendre pour entourer la religion du même respect et la garantir contre toute atteinte. De plus, dans la politique, inséparable des lois de la morale et des devoirs religieux, l'on doit toujours, et au premier chef, se préoc-

(1) Saint Matth. VI, 33.

cuper de servir le plus efficacement possible les intérêts du catholicisme. Dès qu'on les voit menacés, tout dissentiment doit cesser entre catholiques, afin que, unis dans les mêmes pensées et les mêmes conseils, ils se portent au secours de la religion, bien général et suprême auquel tout le reste doit être rapporté. Nous croyons nécessaire d'insister encore davantage sur ce point.

L'Eglise, sans nul doute, et la société politique ont chacune leur souveraineté propre ; par conséquent, dans la gestion des intérêts qui sont de leur compétence, aucune n'est tenue d'obéir à l'autre dans les limites où chacune d'elle est renfermée par sa constitution. De là il ne s'en suit pas, cependant, que naturellement elles soient désunies et moins encore ennemies l'une de l'autre. La nature, en effet, n'a pas seulement donné à l'homme l'être physique : elle l'a fait un être moral. C'est pourquoi de la tranquillité de l'ordre public, but immédiat de la société civile, l'homme attend le moyen de se perfectionner physiquement, et surtout celui de travailler à sa perfection morale, qui réside exclusivement dans la connaissance et la pratique de la vertu. Il veut en même temps, comme c'est son devoir, trouver dans l'Eglise les secours nécessaires à son perfectionnement religieux, lequel consiste dans la connaissance et la pratique de la religion véritable ; de cette religion appelée la reine des vertus, parce que, les rattachant à Dieu, elle les achève toutes et les perfectionne.

Dès lors ceux qui rédigent des constitutions et font des lois doivent tenir compte de la nature morale et religieuse de l'homme et l'aider à se perfectionner, mais avec ordre et droiture, n'ordonnant ni ne prohibant rien sans avoir égard à la fin propre de chacune des sociétés civiles et religieuses. L'Eglise ne saurait donc être indifférente à ce que telles ou telles lois régissent les Etats, non pas que ces lois appartiennent à l'ordre civil ou politique, mais en tant qu'elles sortiraient de la sphère de cet ordre et empiéteraient sur ses droits. Ce n'est pas tout. L'Eglise a encore reçu de Dieu le mandat de s'opposer aux institutions qui nuiraient à la religion, et de faire de continuels efforts pour pénétrer de la vertu de l'Evangile les lois et les institutions des peuples. Et comme le sort des Etats dépend principalement des dispositions de ceux qui sont à la tête du gouvernement, l'Eglise ne saurait accorder ni son patronage, ni sa faveur aux hommes qu'elle sait lui être hostiles, qui refusent ouvertement de respecter ses droits, qui cherchent à briser l'alliance établie par la nature même des choses entre les intérêts religieux et les intérêts de l'ordre civil. Au contraire, son devoir est de favoriser ceux qui ont de saines idées sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat et s'efforcent de les faire servir par leur accord au bien général.

Ces préceptes renferment la règle à laquelle tout catholique doit conformer sa vie publique. En définitive, partout où l'Eglise ne défend pas de prendre part aux affaires publiques, l'on doit soutenir les hommes d'une probité reconnue et qui promettent de bien mériter de la cause catholique, et pour aucun motif il ne leur serait permis de leur préférer des hommes hostiles à la religion.

On voit encore par là combien grande est l'obligation de maintenir l'accord entre les catholiques, surtout dans un temps où le christianisme est combattu par ses ennemis avec tant d'ensemble et d'habileté. Tous ceux qui ont à cœur d'être étroitement unis à l'Eglise, *colonne et fonde-*

ment de la vérité (1), éviteront facilement ces maîtres de *mensonge qui promettent la liberté, tandis qu'eux-mêmes sont les esclaves de la corruption* (2). Bien plus, rendus eux-mêmes participants de la divine vertu qui est dans l'Eglise, ils triompheront par la sagesse des embûches des adversaires, et de leur violence par le courage. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si et combien l'inertie et les dissensions intestines des catholiques ont favorisé le nouvel état de choses. Mais, on peut l'affirmer, les méchants seraient moins audacieux et ils n'auraient pas accumulé tant de ruines si la foi *qui opère par la charité* (3) avait été en général dans les âmes plus énergique et plus vivante, et s'il n'y avait pas un relâchement aussi universel dans la discipline des mœurs divinement établie par le christianisme. Puissent, du moins, les leçons du passé avoir le bon résultat d'inspirer une conduite plus sage pour l'avenir !

Quant à ceux qui prendront part aux affaires publiques, ils devront éviter avec le plus grand soin deux écueils : la fausse prudence et la témérité. Il en est, en effet, qui pensent qu'il n'est pas opportun de résister de front à l'iniquité puissante et dominante, de peur, disent-ils, que la lutte n'exaspère davantage les méchants. De tels hommes sont-ils pour ou contre l'Eglise ? On ne saurait le dire. Car, d'une part, ils se donnent pour professer la doctrine catholique, mais, en même temps, ils voudraient que l'Eglise laissât libre cours à certaines théories qui lui sont contraires. Ils gémissent de la perte de la foi et de la perversion des mœurs ; mais, à de tels maux, ils n'ont souci d'apporter aucun remède, et même il n'est pas rare qu'ils en augmentent l'intensité, soit par une indulgence excessive, soit par une pernicieuse dissimulation. Ils ne permettent à personne d'élever des doutes sur leur dévouement au Siège apostolique ; mais ils ont toujours quelques reproches à formuler contre le Pontife romain.

La prudence de ces hommes est bien celle que l'apôtre saint Paul appelle *sagesse de la chair et mort de l'âme*, parce qu'elle n'est pas et ne peut pas être soumise à la loi de Dieu (4). Rien n'est moins propre à diminuer les maux qu'une semblable prudence. En effet, le dessein arrêté des ennemis, et beaucoup d'entre eux ne craignent pas de s'en expliquer et de s'en glorifier ouvertement, c'est d'opprimer la religion catholique, la seule véritable. Pour réaliser un tel dessein, il n'est rien qu'ils n'osent tenter. Car ils savent très bien que plus ils feront trembler leurs adversaires, et plus ils auront de facilités pour exécuter leurs perverses entreprises. Par conséquent, ceux qui aiment la *prudence de la chair* et qui font semblant d'ignorer que tout chrétien doit être un vaillant soldat du Christ, ceux qui prétendent obtenir les récompenses promises aux vainqueurs en vivant comme des lâches et en s'abstenant de prendre part au combat, ceux-là non seulement ne sont pas capables d'arrêter l'invasion de l'armée des méchants, mais ils secondent ses progrès.

Par contre, d'autres, et en assez grand nombre, mus par un faux zèle ou, ce qui serait encore plus répréhensible, affectant des sentiments que dément leur conduite, s'arrogent un droit qui ne leur appartient pas. Ils

(1) I. Timoth. III, 15.

(2) II. Ep. S. Pierre II, I, 19.

(3) Galat. V, 6.

(4) *Sapientia carnis inimica est Deo ; legi enim Dei non est subjecta, non enim potest.* Rom. VII, 6, 7.

prétendent subordonner la conduite de l'Eglise à leurs idées et à leur volonté, jusque-là qu'ils supportent avec peine et n'acceptent qu'avec répugnance tout ce qui s'en écarte. Ceux-là s'épuisent en vains efforts et ne sont pas moins répréhensibles que les premiers. Agir ainsi, ce n'est pas suivre l'autorité légitime, c'est la prévenir et transférer à des particuliers, par une véritable usurpation, les pouvoirs de la magistrature spirituelle, au grand détriment de l'ordre que Dieu lui-même a constitué pour toujours dans son Eglise, et qu'il ne permet à personne de violer impunément.

Honneur à ceux qui, provoqués au combat, descendent dans l'arène avec la ferme persuasion que la force de l'injustice aura un terme, et qu'elle sera un jour vaincue par la sainteté du droit et de la religion ! Ils déploient un dévouement digne de l'antique vertu, en luttant pour défendre la religion, surtout contre la faction dont l'extrême audace attaque sans relâche le christianisme et poursuit de ces incessantes hostilités le Souverain Pontife, tombé en son pouvoir. Mais de tels hommes ont grand soin d'observer les règles de l'obéissance et ils n'entreprennent rien de leur propre mouvement. Cette disposition à la docilité, unie à la constance et à un ferme courage, est nécessaire à tous les catholiques, afin que, quelles que soient les épreuves apportées par les événements, *ils ne défailent en rien* (1). Aussi, souhaitons-nous ardemment de voir s'enraciner profondément dans les âmes de tous la prudence que saint Paul appelle *la prudence de l'esprit* (2). Dans le gouvernement des actions humaines, cette vertu nous apprend à garder un admirable tempérament entre la lâcheté, qui porte à la crainte et au désespoir, et une présomptueuse témérité.

Il y a une différence entre la prudence politique relative au bien général et celle qui concerne le bien individuel de chacun (3). Celle-ci se montre dans les particuliers qui, sous leur propre conduite, obéissent aux conseils de la droite raison ; celle-là est le propre des hommes chargés de diriger les affaires publiques, et particulièrement des princes qui ont pour mission d'exercer la puissance du commandement. Ainsi la prudence civile des particuliers semble consister tout entière à exécuter fidèlement les préceptes de l'autorité légitime. Ces mêmes dispositions et ce même ordre doivent se retrouver au sein de la société chrétienne, et cela d'autant plus que la prudence politique du Pontife Suprême s'étend à un plus grand nombre d'objets. En effet, il n'a pas seulement à gouverner l'Eglise dans son ensemble, mais encore à ordonner et à diriger les actions des citoyens chrétiens en vue de la réalisation de leur salut

(1) S. Jacques, I, 4,

(2) Rom. VII, 6.

(3) La prudence procède de la raison, à laquelle il appartient spécialement de conduire et de gouverner. D'où il suit que, dans la mesure où quelqu'un a part au maniement et au gouvernement des affaires, il doit être un homme de raison et de prudence. Mais il est manifeste que le sujet, en tant qu'il est sujet, et le serviteur, en tant qu'il est serviteur, ne doit ni régir, ni gouverner, mais être régi et gouverné. La prudence n'est donc pas la vertu spéciale du serviteur, en tant qu'il est serviteur, ni du sujet, en tant qu'il est sujet. Mais parce que l'homme, à cause de sa qualité d'être raisonnable, participe au gouvernement dans la mesure où la raison le détermine, il convient que, dans la même proportion, il possède la vertu de prudence. D'où il résulte manifestement que la prudence est dans le prince, comme elle est dans l'architecte au regard du bâtiment à construire, ainsi qu'il est dit au Livre sixième des Morales, et qu'elle est dans les sujets, comme elle est dans l'ouvrier employé à la construction.

(S. Thom., 2. 2. Q. 47 art. 12)

éternel. On voit par là combien il est indispensable qu'outre la parfaite concorde qui doit régner dans leurs pensées et dans leurs actes, les fidèles prennent toujours religieusement pour règle de leur conduite la sagesse politique de l'autorité ecclésiastique. Or, immédiatement après le Pontife romain et sous sa direction, le gouvernement des intérêts religieux du christianisme appartient aux évêques. S'ils ne sont pas placés au faite de la puissance pontificale, ils sont cependant véritablement princes dans la hiérarchie ecclésiastique, et comme chacun d'eux est préposé au gouvernement d'une Eglise particulière, ils sont, dit saint Thomas, « comme les ouvriers principaux de la construction de l'édifice » spirituel (1), et ils ont les membres du clergé pour partager leurs travaux et exécuter leurs décisions. Chacun doit régler sa vie d'après cette constitution de l'Eglise, qu'il n'est au pouvoir d'aucun homme de changer. Aussi, de même que, dans l'exercice de leur pouvoir épiscopal, les évêques doivent être unis au Siège Apostolique, de même les membres du clergé et les laïques doivent vivre dans une étroite union avec leurs évêques.

Quelqu'un de ceux-ci prêterait-il à la critique ou dans sa conduite, ou par les idées qu'il soutient, il n'appartient à aucun particulier de s'arroger à son égard l'office de juge, confié par N. S. Jésus-Christ au seul pasteur qu'il a préposé aux agneaux et aux brebis. Que chacun grave en sa mémoire le très sage enseignement du Pape S. Grégoire-le-Grand. « Les sujets doivent être avertis de ne pas juger témérairement la vie de « leurs supérieurs, alors même qu'il leur arriverait de les voir agir « d'une façon répréhensible, de peur que la perspicacité avec laquelle « ils reprennent le mal ne devienne en eux le principe d'un orgueil, qui « les fera tomber dans des actions plus coupables. Ils doivent être pré- « munis contre le péril de se constituer dans une opposition audacieuse « vis-à-vis des supérieurs dont ils ont constaté les fautes. Ceux-ci ont-ils « vraiment commis des actions blâmables, leurs inférieurs, pénétrés de « la crainte de Dieu, ne doivent les juger au-dedans d'eux-mêmes « qu'avec la disposition d'avoir toujours pour eux une respectueuse « soumission. Les actions des supérieurs ne doivent pas être frappées par « le glaive de la parole, même quand elles paraissent mériter une juste censure (2). »

Toutefois, ces efforts demeureront stériles si la vie n'est pas réglée conformément à la discipline des mœurs chrétiennes. Rappelons-nous ce que nos saints Livres nous disent de la nation des Juifs : *Tant qu'ils n'ont pas péché contre leur Dieu, leur sort a été prospère ; car Dieu hait l'iniquité. Mais quand ils se sont écartés de la voie que Dieu leur avait tracée, ils ont été vaincus dans les combats par un grand nombre de peuples* (3).

Or, la nation des Juifs était comme une ébauche du peuple chrétien, et les vicissitudes de leur ancienne histoire ont souvent été l'image prophétique de ce qui devait se réaliser plus tard, avec cette différence que la Bonté divine nous a enrichis et comblés de bienfaits plus considérables, et que les péchés des chrétiens sont marqués au cachet d'une plus coupable ingratitude.

(1) *Quodlib.* I, art. 14.

(2) *Reg. Pastoral.* P. III, cap. IV.

(3) *Judith* V, 21, 22.

Dieu n'abandonne jamais ni d'aucune manière son Eglise. Celle-ci n'a donc rien à redouter des attentats des hommes ; mais les peuples qui ont dégénéré de la vertu chrétienne ne sauraient avoir la même garantie. *Le péché rend les peuples misérables* (1). Si les âges passés ont éprouvé la force expérimentale de cette vérité, de quel droit le nôtre serait-il l'objet d'une exception ? On peut reconnaître à bien des signes que nous commençons à subir les châtements mérités par nos fautes. Que l'on examine l'état des sociétés modernes : un mal domestique en consume plusieurs ; Nous n'en voyons aucune qui soit parfaitement en sûreté. Si les factions des méchants devaient poursuivre leur marche audacieuse, s'il leur réussissait de grandir en influence et en puissance, comme ils progressent en méchanceté et en inventions artificieuses, il serait à craindre qu'ils ne vinssent à démolir les fondements mêmes que la nature a donnés à l'édifice social. Les seules ressources humaines seront impuissantes à prévenir de si formidables dangers, surtout à l'heure présente, où un grand nombre d'hommes ont rejeté la foi chrétienne et subissent la juste peine de leur orgueil.

Aveuglés par leurs passions, ils cherchent vainement la vérité. Elle les suit et ne leur laisse embrasser que l'erreur, et ils se croient sages lorsqu'ils appellent *mal le bien, et bien le mal*, lorsqu'ils mettent les ténèbres à la place de la lumière et la lumière à la place des ténèbres (2). Il est donc de toute nécessité que Dieu intervienne et que, se souvenant de sa miséricorde, il jette un regard compatissant sur la société humaine. C'est pourquoi nous renouvelons ici l'instance exhortation que Nous avons déjà faite, de redoubler de zèle et de persévérance, en adressant au Dieu clément d'humbles supplications et en revenant à la pratique des vertus qui constituent la vie chrétienne. Il importe, par dessus tout, d'exciter et d'entretenir la charité, qui est le fondement principal de la vie chrétienne et sans laquelle les autres vertus n'existent pas ou demeurent stériles. C'est pour cela que l'apôtre saint Paul, après avoir exhorté les Colossiens à fuir tous les vices et à s'approprier le mérite des diverses vertus, ajoute : *Mais, par dessus tout, ayez la charité, qui est le lien de la perfection* (3). Oui, en vérité, la charité est le lien de perfection ; car ceux qu'elle tient embrassés, elle les unit intimement à Dieu lui-même ; par elle, leur âme reçoit sa vie de Dieu, vit avec Dieu et pour Dieu. Mais l'amour de Dieu ne doit pas être séparé de l'amour du prochain, parce que les hommes ont été rendus participants de l'infinie bonté de Dieu et qu'ils portent en eux-mêmes l'empreinte de son visage et la ressemblance de son Etre. *Nous tenons de Dieu ce commandement : Que celui qui aime Dieu aime aussi son frère* (4). *Si quelqu'un dit : J'aime Dieu et qu'en même temps il haisse son frère, il ment* (5). Ce précepte sur la charité a été qualifié de *nouveau* par son divin auteur, non pas en ce sens qu'une loi antérieure ou la nature elle-même n'eût pas déjà commandé aux hommes de s'entr'aimer, mais parce que le précepte chrétien de s'aimer de la sorte était véritablement nouveau et sans exemple dans le monde.

(1) Proverb. XIV, 34.

(2) Is, V, 2.

(3) Coloss. III, 14.

(4) I. Ep. de S. Jean, IV, 21.

(5) *Ib.* 20.

En effet, le même amour dont Jésus-Christ est aimé par son Père et par lequel il aime lui-même les hommes, il en a imposé l'obligation à ses disciples et à ses sectateurs, afin qu'ils puissent n'être qu'un cœur et qu'une âme, de même que, par nature, Lui et son Père sont un. Personne n'ignore quelle a été la force de ce commandement, et avec quelle profondeur, dès le commencement, il s'implanta dans les cœurs des chrétiens et avec quelle abondance il a produit des fruits de concorde, de bienveillance mutuelle, de piété, de patience, de courage. Pourquoi ne nous appliquerions-nous pas à imiter ces exemples de nos pères ? Le temps même où nous vivons ne doit pas nous exciter médiocrement à pratiquer la charité, puisque les impies se remettent à haïr Jésus-Christ, que les chrétiens redoublent de piété à son égard et se renouvellent dans la charité, qui est le principe des grandes choses. Si donc quelques dissensions ont éclaté parmi eux, qu'elles disparaissent. Qu'elles cessent aussi ces luttes qui dissipent les forces des combattants sans profit aucun pour la religion ! Que les intelligences s'unissent dans la foi, les cœurs dans la charité, afin que, comme cela est juste, la vie tout entière s'écoule dans la pratique de l'amour de Dieu et de l'amour des hommes.

Nous ne voulons pas manquer ici d'exhorter spécialement les pères de famille à régler d'après ces préceptes le gouvernement de leurs maisons et la première éducation de leurs enfants. La famille est le berceau de la société civile; et c'est en grande partie dans l'enceinte du foyer domestique que se prépare la destinée des Etats. Aussi bien, ceux qui veulent en finir avec les institutions chrétiennes s'efforcent-ils de s'attaquer aux racines mêmes de la famille et de la corrompre prématurément dans ses plus tendres rejetons. Ils ne se laissent pas détourner de cet attentat par la pensée qu'une telle entreprise ne saurait s'accomplir sans infliger aux parents le plus cruel outrage, car c'est à eux qu'il appartient, en vertu du droit naturel, d'élever ceux auxquels ils ont donné le jour, avec l'obligation d'adapter l'éducation et la formation de leurs enfants à la fin pour laquelle Dieu leur a donné de leur transmettre le don de la vie. C'est donc une étroite obligation pour les parents d'employer leurs soins et de ne négliger aucun effort pour pousser énergiquement toutes les injustes violences qu'on leur veut faire en cette matière, et pour réussir à garder exclusivement l'autorité sur l'éducation de leurs enfants. Ils doivent, d'ailleurs, pénétrer celle-ci des principes de la morale chrétienne et s'opposer absolument à ce que leurs enfants fréquentent les écoles où ils sont exposés à boire le funeste poison de l'impiété. Quand il s'agit de la bonne éducation de la jeunesse, on n'a jamais le droit de fixer de limites à la peine et au labeur qui en résultent, si grands qu'ils puissent être. Aussi les catholiques de toutes nations qui, en dépensant beaucoup d'argent et plus encore de zèle, ont créé des écoles pour l'éducation de leurs enfants sont dignes d'être proposés à l'admiration de tous. Il convient que ce bel exemple soit imité partout où les circonstances l'exigent. Toutefois, et par dessus tout, qu'on tienne compte de l'influence exercée sur les âmes des enfants par l'éducation de famille. Si la jeunesse trouve au foyer domestique les règles d'une vie vertueuse et comme l'école pratique des vertus chrétiennes, le salut de la société sera, en grande partie, garanti pour l'avenir.

Nous croyons avoir indiqué aux catholiques de notre temps la conduite qu'ils doivent tenir et les périls qu'ils doivent éviter. Il reste maintenant, et c'est à vous, Vénérables Frères, que cette obligation incombe, que vous preniez soin de répandre partout Notre parole, et que vous fassiez comprendre à tous combien il importe de mettre en pratique les enseignements contenus dans ces Lettres. Accomplir ces devoirs ne saurait être une obligation gênante et pénible, car le joug de Jésus-Christ est doux et son fardeau est léger ; si toutefois quelques-uns de Nos conseils paraissaient d'une pratique difficile, c'est à vous d'user de votre autorité et d'agir par votre exemple, afin de décider les fidèles à faire de plus énergiques efforts et à ne pas se laisser vaincre par les difficultés. Nous avons souvent Nous-même donné cet avertissement au peuple chrétien. Rappelez-le lui ; les biens de l'ordre le plus élevé et les plus dignes d'estime sont en péril ; pour les conserver, il n'y a pas de fatigues qu'il ne faille endurer : ces labeurs auront droit à la plus grande récompense dont puisse être couronnée la vie chrétienne. Par contre, refuser de combattre pour Jésus-Christ, c'est combattre contre Lui. Il l'a nettement proclamé : il reniera aux cieux devant son Père ceux qui auront refusé de le confesser sur la terre (1). Quant à Nous et à vous tous, jamais, assurément, tant que la vie nous sera conservée, Nous ne Nous exposerons à ce que, dans ce combat, Notre autorité, Nos conseils, Nos soins puissent en quoi que ce soit, faire défaut au peuple chrétien : et il n'est pas douteux que pendant toute la durée de cette lutte, Dieu n'assiste d'un secours particulier et le troupeau et les pasteurs.

Pleins de cette confiance, et comme gage des dons célestes de Notre bienveillance, Nous vous accordons de tout cœur dans Notre Seigneur, à vous, Vénérables Frères, à votre clergé et à tout votre peuple, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 10 janvier de l'année 1890, de Notre Pontificat la douzième.

LÉON XIII, PAPE.

(1) Saint Luc IX, 26.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE.

Le *Moniteur de l'Empire allemand* a publié, le 5 février, deux rescrits de l'Empereur Guillaume concernant l'amélioration de la situation des ouvriers. Le premier est adressé à M. de Bismarck ; le second à M. de Berlepsch, le nouveau Ministre du commerce et de l'industrie, et à M. de Maybach, Ministre des travaux publics.

Voici le texte du premier :

Je suis résolu à prêter les mains à l'amélioration du sort des ouvriers allemands dans les limites qui sont fixées à ma sollicitude par la nécessité de maintenir l'industrie allemande dans un état tel qu'elle puisse soutenir la concurrence sur le marché international, et assurer par là son existence ainsi que celle des ouvriers. La décadence de l'industrie allemande, par la perte de ses débouchés étrangers, priverait de leur pain non-seulement les patrons, mais encore leurs ouvriers. Les difficultés qui s'opposent à l'amélioration du sort de nos ouvriers et qui proviennent de la concurrence internationale, ne peuvent être sinon surmontées, du moins diminuées que par l'entente internationale des pays qui dominent le marché international.

Convaincu que d'autres Gouvernements sont également animés du désir de soumettre à un commun examen les tentatives au sujet desquelles les ouvriers de ces pays ont entamé des négociations internationales, je veux que, pour commencer, mes représentants officiels en France, en Angleterre, en Belgique et en Suisse posent officiellement la question de savoir si les Gouvernements sont disposés à entrer en négociations avec nous dans le but d'amener une entente internationale sur la possibilité de donner satisfaction aux besoins et aux désirs des ouvriers qui ont trouvé une expression au cours des grèves des dernières années et dans d'autres circonstances.

Dès que ma proposition aura été acceptée en principe, je vous charge de convoquer tous les Gouvernements, qui s'intéressent dans la même mesure à la question ouvrière, à prendre part à une Conférence qui délibérera sur les questions soulevées.

Berlin, le 4 février 1890.

GUILLAUME.

Le second rescrit est ainsi conçu :

En montant sur le trône, j'ai fait connaître ma résolution de favoriser le développement de notre législation dans le sens que lui a donné feu mon grand-père, qui avait assumé la tâche de protéger les classes moins fortunées en s'inspirant de la morale chrétienne.

Les mesures que les pouvoirs législatif et administratif ont prises en vue d'améliorer la situation des ouvriers, tout en étant très précieuses et très heureuses, n'ont pourtant pas suffi complètement à la tâche que je me suis imposée.

Il faudra tout d'abord compléter la législation sur les assurances ouvrières. Ensuite nous aurons à examiner les dispositions de la loi actuelle sur la situation des ouvriers de fabrique, afin de donner satisfaction aux plaintes et aux aspirations des travailleurs dans ce qu'elles ont de légitime. L'examen de cette loi doit partir de ce principe, que c'est un des devoirs du Gouvernement de régler la durée et la nature du travail de telle sorte que la santé des ouvriers, les principes de la morale, les exigences économiques des travailleurs et leurs aspirations vers l'égalité devant la loi soient sauvegardés.

Dans l'intérêt du maintien de la paix entre patrons et ouvriers, il y aura lieu de faire voter des dispositions légales en vue d'assurer la représentation des ouvriers par des hommes jouissant de leur confiance et chargés du soin de régler leurs affaires communes et de défendre leurs intérêts dans les négociations avec les patrons et avec les autorités gouvernementales.

Une institution de ce genre facilitera aux travailleurs l'expression libre et pacifique de leurs vœux et de leurs griefs. Elle fournira aux fonctionnaires de l'Etat les moyens de se tenir renseignés d'une façon suivie sur la situation ouvrière, et de rester en contact avec eux.

Je désire qu'en ce qui concerne la protection économique à accorder aux ouvriers, les mines de l'Etat deviennent des institutions modèles. Quant aux mines privées, je désire qu'on arrive à l'établissement de relations organisées entre mes fonctionnaires miniers et ces entreprises, en vue d'une surveillance analogue aux inspections des fabriques.

Pour l'examen préliminaire de ces questions, j'arrête que le Conseil d'Etat se réunira sous ma présidence et les examinera en faisant appel aux personnes compétentes que je désignerai. Je me réserve de faire moi-même la désignation de ces personnes.

Parmi les difficultés de la réglementation de la situation des ouvriers dans le sens que je projette, les plus notables sont celles qui résultent de la nécessité de ménager les intérêts de l'industrie nationale dans sa concurrence avec l'étranger. J'ai donc avisé le chancelier de l'Empire de suggérer aux Gouvernements des Etats dont l'industrie tient avec la nôtre le marché universel, la réunion d'une Conférence pour aboutir à un règlement international arrêtant les bornes de ce que l'on peut exiger du travail des ouvriers. Le chancelier de l'Empire vous fera tenir copie de mon rescrit à vous adressé.

Berlin, 4 février 1890.

GUILLAUME.

— Le 14 février a eu lieu l'ouverture du Conseil d'Etat.

L'Empereur portait l'uniforme des gardes du corps.

A sa droite avaient pris place le prince de Bismarck et les Ministres d'Etat ; à sa gauche, M. Basse, Secrétaire d'Etat auprès du Conseil d'Etat, et son adjoint, le conseiller intime de légation Kaiser.

Les généraux et les Membres du Conseil se sont placés au hasard.

L'Empereur a prononcé le discours suivant :

Messieurs les Membres du Conseil d'Etat,

Vous savez, par mon rescrit du 4 de ce mois, que je désire connaître l'avis du Conseil d'Etat sur les mesures nécessaires à prendre pour arriver à mieux régler les conditions des classes ouvrières.

Etant donnée l'importance de la situation occupée par le Conseil d'Etat dans la monarchie, il vous appartient d'examiner mûrement les questions rentrant dans ce domaine et qui attendent une solution, avant que les Chambres soient saisies de projets de loi en ce sens.

Il appartient, conformément à la constitution, au pouvoir législatif de se prononcer en dernier lieu.

J'attache une grande importance à ce que le Conseil d'Etat, composé de personnes appartenant aux professions les plus diverses, possédant par suite l'expérience nécessaire, soumette à un examen sans parti pris les propositions au point de vue de leur utilité, de leur portée et de leur caractère pratique.

La tâche pour la solution de laquelle je vous ai invités à vous réunir ici est lourde et entraîne pour vous une grande responsabilité.

La protection à accorder aux ouvriers contre l'exploitation arbitraire et sans limites des forces du travail, les restrictions à apporter au travail des enfants, en prenant en considération les principes humanitaires et les lois de développement naturelles, en prenant aussi en considération la situation importante de la femme dans la famille au point de vue moral et économique, aussi bien que le ménage de l'ouvrier, et d'autres questions intéressant les classes ouvrières, peuvent recevoir une meilleure réglementation.

Les hommes compétents devront examiner jusqu'à quelles limites notre industrie peut supporter une surcharge des frais de production résultant de prescriptions plus rigoureuses en faveur des ouvriers, sans que l'activité rémunératrice des travailleurs en soit restreinte par suite de la concurrence sur le marché international. Dans ce dernier cas, il en résulterait, au lieu du progrès que je poursuis, une atteinte portée à la situation économique des ouvriers.

Afin de conjurer le danger, on ne saurait trop se prémunir de sagesse et de prudence. Il est d'autant plus important de trouver pour les questions qui s'imposent à notre époque une solution heureuse, qu'il existe un lien visible entre cette solution et l'entente internationale sur ces mêmes questions dont j'ai pris l'initiative.

Ce qui n'est pas moins important pour la consolidation des bons rapports entre patrons et ouvriers, ce sont les formes à employer pour garantir aux travailleurs qu'ils seront représentés par des délégués jouissant de leur confiance dans les négociations avec les patrons pour le règlement de leur champ d'activité commun et la sauvegarde de leurs intérêts.

Il y aura lieu de se préoccuper de mettre en communication les représentations des ouvriers avec les fonctionnaires de l'Etat préposés à l'inspection des mines; il faudra rechercher les règles capables d'assurer aux travailleurs l'expression sincère et pacifique de leurs vœux et de fournir aux autorités de l'Etat à la fois le moyen de se tenir constamment au courant des questions ouvrières grâce aux renseignements recueillis auprès des personnes directement intéressées, et la possibilité d'entretenir avec ces dernières les bonnes relations désirables.

Une étude très approfondie des hommes compétents n'est pas moins nécessaire pour assurer le développement progressif des exploitations par l'Etat, afin d'en faire des modèles destinés à assurer efficacement le bien-être des travailleurs. Je compte que le Conseil d'Etat apportera dans les travaux qui lui sont soumis en ce moment la fidélité et le dévouement dont il est coutumier.

Je ne méconnaiss nullement que, dans ce domaine, l'initiative de l'Etat seul ne saurait suffire pour mener à bien toutes les réformes désirables. L'action libre de l'Eglise et de l'école conservera un vaste champ, sur lequel ces deux institutions pourront appuyer et féconder l'activité de l'Etat, laquelle atteindra ainsi son plein développement.

Si nous réussissons, avec l'aide de Dieu, à donner satisfaction aux intérêts légitimes des classes ouvrières, ma gratitude royale et la reconnaissance de la nation seront assurées à votre travail.

Vous recevrez, sans retard, les projets qui doivent vous être soumis.

Je décide que ces projets devront être discutés par les Membres de la section

du commerce, de l'industrie, des travaux publics, des chemins de fer et des mines, ainsi que par ceux de la section de l'Administration intérieure. Un certain nombre de personnes compétentes seront également désignées par moi pour prendre part aux délibérations.

J'invite les Membres des deux sections sus-indiquées à se trouver, le 25 du mois courant, à onze heures, dans les locaux que je désignerai.

Je nomme premier rapporteur M. Miquel, premier bourgmestre de Francfort, et deuxième rapporteur M. Jencke, conseiller intime des finances.

Je me réserve de décider la convocation du Conseil d'Etat après que les sections auront terminé leurs délibérations, et je vous souhaite pour votre travail la bénédiction du Très-Haut, sans laquelle l'activité de l'homme ne saurait être féconde.

La Conférence du travail.

Voici le programme pour les délibérations de la Conférence relative à la réglementation du travail dans les établissements industriels et les mines, convoquée par l'Empereur d'Allemagne :

I. Réglementation du travail dans les mines.

1. Le travail dans la fosse doit-il être interdit :

- a. Aux enfants au-dessous d'un certain âge ?
- b. Aux femmes ?

2. Dans les mines où le travail ne se fait qu'au prix de certains dangers pour la santé, la durée des traits doit-elle être limitée ?

3. Dans l'intérêt général et afin d'assurer la régularité de la production du charbon, est-il possible de soumettre le travail dans les houillères à une réglementation internationale ?

II. Réglementation du travail du dimanche.

1. Faut-il interdire le travail en règle générale le dimanche, sous réserve des cas de force majeure ?

2. Quelles exceptions devraient être autorisées dans le cas de l'adoption d'une pareille interdiction ?

3. Les exceptions doivent-elles être déterminées par une entente internationale, par la loi ou par des règlements administratifs ?

III. Réglementation du travail des enfants.

1. Les enfants doivent-ils être, jusqu'à un certain âge, exclus des travaux industriels ?

2. Comment déterminer l'âge auquel cette exclusion viendra à cesser ? Est-ce dans toutes les branches de l'industrie ou dans certaines branches seulement ? Quelles restrictions à la durée du travail ou au mode du travail devraient être prévues pour les enfants admis au travail industriel ?

IV. Réglementation du travail des jeunes gens.

1. Le travail industriel des jeunes gens qui ont dépassé l'âge de l'enfance (I et II) doit-il être soumis à des restrictions ?

2. Jusqu'à quel âge ces restrictions sont-elles maintenues ?

3. Quelles restrictions devront être imposées ?

4. Pour certaines branches d'industrie, peut-on admettre des exceptions aux règles générales ?

V. Réglementation du travail des femmes.

1. Le travail des femmes mariées doit-il être limité le jour ou la nuit ?

2. Le travail industriel des femmes (femmes et jeunes filles) doit-il être soumis à certaines restrictions ?

3. Quelles restrictions sont à recommander dans ce cas ?

4. Des exceptions à la règle générale sont-elles à prévoir pour certaines branches d'industrie ? Lesquelles ?

VI. Exécution des décisions convenues.

1. Doit-on prendre des mesures en vue d'assurer l'exécution et la surveillance des prescriptions arrêtées par la Conférence ?

2. Des Conférences renouvelées ultérieures des représentants des puissances participantes sont-elles désirables, et quelles sont les questions à leur soumettre ?

— Voici, d'autre part, le texte de l'invitation adressée aux puissances :

Février 1890.

Par ordre de son Gouvernement, le soussigné a l'honneur de porter à la connaissance de Son E. que Sa Majesté l'Empereur propose la réunion de représentants des Puissances qui s'intéressent à l'amélioration du sort des ouvriers de mines et de fabriques, afin que ces délégués délibèrent sur les questions d'importance internationale consignées dans l'annexe ci-jointe.

Comme ces questions n'ont pas de caractère politique, elles semblent devoir être tout d'abord soumises à l'examen de spécialistes. Afin de faciliter l'ouverture et les délibérations de la Conférence, le Gouvernement impérial a fait dresser un programme dont le texte est joint à la présente note.

Le soussigné a l'honneur de prier Son E. ... de vouloir bien l'informer si le Gouvernement... est disposé à prendre part à la Conférence projetée, laquelle se réunira le 15 mars 1890 à Berlin.

Le soussigné croit devoir ajouter qu'une invitation identique a été simultanément adressée aux Gouvernements de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, du Roi des Belges, du Roi de Danemark, de la République française, de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, à la Confédération helvétique, à LL. MM. le Roi d'Italie, le Roi des Pays-Bas et le Roi de Suède et Norvège.

Le soussigné a l'honneur, etc.

On a distribué au Parlement anglais un *Livre bleu* contenant la correspondance échangée entre les Cabinets de Berlin et de Londres au sujet de la Conférence de Berlin.

Voici la traduction de la première note du *Livre bleu*, adressée le 8 février par le prince de Bismarck au comte de Leyden, chargé d'affaires d'Allemagne à Londres, et communiquée par celui-ci, le 12 février, à lord Salisbury :

La concurrence des peuples dans le commerce universel et la communauté d'intérêts qui en résulte, rendent impossible de créer avec succès des institutions ayant pour objet le bien des classes ouvrières d'un pays sans porter préjudice à la concurrence de ce pays avec les autres.

Des institutions de ce genre ne peuvent être établies que sur des bases adoptées en commun par tous les pays intéressés.

Les classes ouvrières des divers pays, en appréciant cet état de choses, ont établi des relations internationales qui ont pour but l'amélioration de leur situation. Mais leurs efforts à cet égard ne sauraient avoir des résultats favorables tant que les Gouvernements intéressés ne chercheront pas à arriver à une entente sur les questions les plus importantes concernant le bien-être des classes ouvrières, par la voie d'une discussion internationale.

Vous savez que les points les plus importants qui sont à l'étude se rapportent au repos du dimanche, à la restriction du travail des femmes et enfants et à une entente relative à la durée de la journée de travail.

Par ordre de Sa Majesté l'Empereur et Roi, je vous prie d'informer le Gouvernement de la Reine des intentions de l'Empereur et de le prier de nous

répondre s'il serait disposé, en principe, à aborder avec nous et avec les Gouvernements d'autres pays industriels une discussion de ce genre.

Nous élaborerons un programme détaillé à ce sujet aussitôt que nous aurons la certitude que le Gouvernement de la Reine est disposé à entreprendre avec nous un examen commun de la question.

Vous trouverez ci-joint le texte des instructions que nous avons reçues de l'Empereur.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette note et de ses annexes au Ministre des Affaires étrangères et à lui en laisser copie s'il le désire.

BISMARCK.

Lord Salisbury a répondu à cette invitation du chancelier allemand dans la note suivante adressée le 22 février à sir E. Malet, ambassadeur britannique à Berlin :

Le mémorandum ci-joint m'a été remis le 12 février par le comte Leyden. Je l'ai soumis à l'examen de la Reine, et je dois dire, en réponse à l'invitation de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, que le Gouvernement de la Reine prendra volontiers part à une Conférence convoquée pour examiner les graves questions qui ont trait au bien-être des classes ouvrières dans tous les pays civilisés, et dont la solution pourrait être facilitée par une coopération internationale.

Il est dit dans le mémorandum qu'un programme plus précis nous sera communiqué aussitôt qu'on aura obtenu l'assentiment de tous les Gouvernements intéressés. Je n'ai donc pas actuellement à indiquer en détail la direction que devront prendre les délibérations d'une Conférence de ce genre. Mais, par rapport à certains points spécialement mentionnés, il serait désirable d'appeler l'attention du Ministre des Affaires étrangères sur une ambiguïté d'expression.

Les mots (en allemand) « entente pour limiter la durée de la journée de travail » impliquent une politique de restriction directe, par voie législative, de la liberté des ouvriers adultes de travailler aussi longtemps qu'il leur plaît, et il est bon de faire observer que les principes de législation adoptés dans notre pays ne permettent pas au Gouvernement de la Reine de faire une proposition de ce genre au Parlement. Mais, s'il s'agit simplement de trouver des moyens pour faciliter la conclusion à l'amiable d'ententes à cet égard entre les patrons et les ouvriers, le Gouvernement de la Reine n'a pas d'objections à faire contre l'introduction de cette question dans le nombre de celles sur lesquelles la Conférence aura à délibérer.

Cette note, en l'absence de lord Salisbury, est signée par sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat.

Le Livre Blanc sur les opérations allemandes dans l'Afrique orientale.

Un nouveau *Livre Blanc* a été distribué au Reichstag dans le courant de janvier. Les documents qu'il contient se réfèrent aux combats de Saadani et de Pangani, à l'arrivée de Stanley et d'Emin Pacha, ainsi qu'à la série des opérations militaires contre les chefs rebelles Bushiri et Bana Heri.

Le major Wissmann écrit à la date du 11 novembre au chancelier :

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence des combats qui ont eu lieu à Pangani et à Saadani, combats que j'avais signalés télégraphiquement.

La mission anglaise à Mangila, aux environs de laquelle des rassemblements assez importants se formaient depuis quelque temps, ne nous prévint des mouvements de l'ennemi que lorsque leur nombre était déjà considérable.

Les rebelles, dont les forces peuvent être évaluées à environ 1,000 hommes, avaient fait occuper par 200 hommes une position fortifiée aux avant-postes.

Le lieutenant Schmidt, chef de la station de Pangani, les attaqua aussitôt

avec 100 hommes. Il surprit l'ennemi par une charge à la baïonnette, sans tirer un coup de fusil, de sorte que 30 des fugitifs qui cherchaient à gagner le large en passant par les petites portes, restèrent sur place, tandis que de notre côté nous n'eûmes que des blessés. Parmi les morts se trouve le principal instigateur de l'émeute de Pangani. De très belles armes, enrichies de garnitures en argent, trouvées après l'affaire, donnent à supposer qu'un certain nombre d'Arabes aisés ont pris part à la révolte. Grâce à cet heureux combat, nous avons sans doute obtenu que les grands chefs de l'intérieur continuent à rester neutres.

Les opérations contre Bana Heri, de Useguhha, dont j'avais prévu le commencement pour le 10 novembre, ont dû être avancées au 5 de ce mois, sur une demande de secours de la station de la mission française de Mandara située dans le Sud-Useguhha. Je décidai de marcher vigoureusement contre Bana Heri.

Après m'avoir arrêté pendant des mois par des négociations de paix, par des promesses non tenues, par des mensonges, il offrit son alliance à Buschiri, qui s'avancait avec le Waheha, mit tout Useguhha en mouvement, construisit partout des fortifications, menaça des chefs qui sont nos alliés et chercha principalement à faire cause commune avec le grand chef Simbodja, à l'ouest de Pangani.

Il prit ma patience pour de la faiblesse, et après la double défaite de Buschiri, il serait devenu le centre de la conspiration contre nous.

Je plaçai le corps expéditionnaire, composé de quatre compagnies, sous les ordres de Zelewski et fis distribuer des armes et des munitions à une grande caravane de Usekuma, dont le chef, Terekesa, très connu comme guerrier, était maintenant tout aussi disposé à tomber sur les Waseguhha qu'il l'était il y a un an à tomber sur les Allemands. A cette occasion, je rappelle que j'ai acheté à Terekesa mille sept cents bêtes à cornes, au prix moyen de 7 roupies 1/2, soit 11 marks, et que je les ai fait distribuer aux stations. J'ai pu très rapidement établir avec les Wasekuma les mêmes relations qu'avec les Mwapwa. Wasekuma est avec Waniamwesi la plus grande et la plus importante contrée du protectorat allemand; elle s'étend du lac Victoria Nyanza presque jusqu'à la grande route des caravanes vers Tanganyika.

Je donnai l'ordre à Zelewski de marcher sur Mandara, de pénétrer à deux journées de la côte vers le Nord, d'attaquer tous les villages et d'anéantir la résistance, s'il en trouvait. Il devait laisser avancer entre lui et la côte les six cents Wasekuma qui étaient en petits groupes, reconnaissables à des drapeaux noir-blanc-rouge, et envoyer en avant, sur son flanc gauche, la tribu des Wadoe et des Wakuara, qui comptait deux cents fusils.

Tous les irréguliers avaient reçu l'ordre de prévenir Zelewski chaque fois qu'ils ne seraient pas en état de s'emparer d'une position. Le corps expéditionnaire s'avança ainsi, en zig-zag, prenant un village fortifié après l'autre, encadré par les irréguliers, toujours en communication avec eux et les utilisant pour la poursuite. Il passa par Useguhha, et, conformément à mon ordre, il se trouva le 9 du courant à Saadani, où j'étais débarqué la veille avec une compagnie, soutenu par le corps de débarquement de la marine impériale. A Saadani nous avons essuyé le feu d'une patrouille forte de cinq hommes, qui s'est aussitôt retirée sur Ndumi.

Les habitants des villages situés le long de la côte s'enfuirent vers le Nord. Dans la nuit, une salve fut tirée, sans succès d'ailleurs, sur le camp, probablement par une troupe de fugitifs passant aux environs.

Le 9, dans l'après-midi, Zelewski arriva et rapporta qu'il avait trouvé tout tranquille jusqu'à Mandara, à la frontière Sud de l'Useguhha. A partir de là, il avait pris cinq villages, dont quelques-uns assez sérieusement fortifiés. Il avait eu deux morts et quatre blessés grièvement. L'ennemi avait subi des pertes considérables et s'était enfui vers le Nord. Les nouvelles annonçant que Saadani ne s'était pas repeuplé depuis notre attaque en juin, ont été reconnues fausses. Je décidai de surveiller la côte entre Pangani et Bagamoyo depuis Mkwadja; car depuis la destruction de Saadani, le commerce s'est porté sur ce point, qui,

d'ailleurs, est plus favorable pour une occupation durable. En conséquence, je décidai que M. de Gravenreuth marcherait lentement sur Mkwadja à la tête de la compagnie avec laquelle j'avais débarqué à Saadani et les Wasekuma, et qu'il serait suivi par Zelewski et son corps, après que ceux-ci auraient pris un jour de repos, ayant sur quarante-huit heures marché et combattu pendant trente-deux heures. Après avoir liquidé les affaires qui se sont accumulées à Bagamoyo et à Zanzibar, j'irai, le 13 de ce mois, également à Mkwadja pour y diriger les travaux de fortification et la continuation des opérations sur Pangani.

Après mon arrivée sur la côte, avant le commencement des opérations contre Useguhha, j'ai visité toutes les stations et trouvé leur état satisfaisant, même au point de vue sanitaire.

Le 20 novembre, le major Wissmann écrit, au sujet de la continuation des opérations dans l'Useguhha, et de la prise de Mkwadja, le 11 novembre :

On commença aussitôt les travaux de fortification, et comme le 13 ils étaient provisoirement assez avancés, le 14 le corps expéditionnaire continua sa marche vers le nord.

Je laissai comme garnison, à Mkwadja, deux officiers, trois sous-officiers et soixante hommes avec deux canons, et me dirigeai moi-même vers le nord, le 14, avec un petit corps de débarquement, accompagné du croiseur *Sperber*, dont le commandant m'avait prêté son bienveillant appui pour la construction de la station.

Le corps expéditionnaire avait pour mission de visiter et de soumettre, s'il y avait lieu, Makaroro, un grand village, très puissamment fortifié, qui depuis des années servait d'asile à des esclaves fugitifs. Ils y avaient résisté à toutes les attaques des Arabes et avaient même arraché au Sultan Saïd-Bargasch la reconnaissance de leur indépendance. Après cela, il devait se diriger vers la côte et descendre sur Kipumbwe. Peu de temps auparavant, on avait assassiné à Kimpumbwe un Nkida reconnu par moi ; on y avait aussi pillé une pirogue chargée de Pargani et portant de l'argent et des lettres du Commissariat.

Sur ma prière, le croiseur *Sperber* bombarda le village situé sur la côte pour faciliter le début du débarquement.

La compagnie de débarquement du *Sperber* et les miens, nous abordâmes, protégés par le vapeur *München*, qui, vu son faible tirant d'eau, avait pu s'avancer jusqu'à 150 mètres du village. Celui-ci s'étend vers l'intérieur ; par places il est entouré de murs avec des bastions. Il était abandonné.

Peu après arriva le corps expéditionnaire, dont le chef, Zelewski, avait accepté l'offre de soumission des gens de Makaroro, après qu'ils eurent exécuté ses conditions, qui consistaient à raser la Boma, à apporter des vivres et à livrer huit otages.

Le 15, le corps expéditionnaire marche sur Pangani. A l'annonce de la soumission d'Useguhha, des chefs étaient arrivés pour suivre cet exemple et demander des sauf-conduits. Il y avait là tout Bodej et la partie de l'Useguhha qui n'avait pas été traversée ; mais il n'y avait pas d'ambassade ni de Usambara, ni de Simbodja.

Arrivé le 17 à Zanzibar, j'appris que de petites bandes de brigands, composées de rebelles en fuite, avaient commis plusieurs attaques sur la route de Bagamoyo à Mwapwa. Il me parut nécessaire de remédier sans retard à cet état de choses.

Comme la grande caravane Wasekuma devait rentrer sous peu de jours, comme j'avais autorisé le correspondant américain Vizetelly à aller au-devant de Stanley avec une forte caravane, comme aussi d'autres caravanes ayant des marchandises pour les missions françaises et anglaises et enfin d'autres encore, composées d'Indiens et destinées à aller chercher de l'ivoire à Tabara, étaient prêtes à partir, je commandai à M. de Gravenreuth de les escorter avec cent hommes et de porter à Emin Pacha le secours que le comité Emin m'avait fait parvenir.

M. de Gravenreuth a pour mission de poursuivre les brigands avec sa troupe

et principalement avec les diligents Wassekuma, de chercher à connaître où se trouvent Buschiri et Bana Heri. Il doit aussi accompagner jusqu'à la côte Stanley et Emin Pacha, après leur avoir remis le secours, et, pendant ce retour, continuer à faire la chasse aux brigands.

Après avoir établi une surveillance sur Tangala (port important entre Tonga et Pangani), j'ai, pour établir un contrôle sérieux sur l'importation des armes et des munitions ainsi que sur l'exportation des esclaves, lancé une proclamation par laquelle je restreins la circulation des pirogues arabes à certains ports.

Les ports désignés par moi sont situés de telle façon qu'il n'y a pas à craindre que cette mesure porte des entraves au commerce. Les bateaux qui auraient besoin d'aborder sur d'autres points peuvent en recevoir l'autorisation par mes chefs de station.

Le contrôle des bateaux abordant la côte est maintenant rendu plus facile à la marine et à mes navires, et la surveillance de l'exportation des esclaves et de l'importation des munitions est aussi sévère que possible.

Le 28 novembre, le major Wissmann écrit que Simbodja, le chef le plus important sur la route de Pangani, après avoir énergiquement refusé d'entrer en relations avec Buschiri, a envoyé son fils à Pangani avec mission de déclarer qu'il avait l'intention de vivre en paix avec les Allemands :

« Toute la partie nord du territoire Useguhha, écrit M. Wissmann, s'est séparée de Bana Heri, les principaux chefs sont venus eux-mêmes à Pangani — Bana Heri se tient, paraît-il, au sud de Useguhha, et il n'a pas osé s'accorder avec Buschiri. Ce dernier se trouve également dans l'Useguhha ; et comme Bana Heri ne veut pas entendre parler de lui, il se propose d'aller chez Simbodja. Mais, comme il a été déjà dit, ce dernier refuse de le recevoir, et les chefs du nord de l'Useguhha refusent également de le laisser passer. En apprenant cette nouvelle, le lieutenant Schmidt, commandant à Pangani, a intimé l'ordre aux chefs amis et notamment aux gens de Makaroro de ne permettre, sous aucun prétexte, le passage de leur territoire à Buschiri, qui ne dispose que d'un peu plus de quarante hommes : mais de chercher plutôt à le cerner et d'en donner aussitôt avis à Pangani, afin que le corps expéditionnaire stationné à cet endroit puisse accourir et le faire prisonnier. Le lieutenant Schmidt a pris des mesures pour que Buschiri ne puisse pas s'échapper devant la marche de nos troupes. Comme Buschiri paraît avoir l'intention de se réfugier sur territoire anglais en passant derrière Pangani et Tonga et que pour accomplir ce projet il doit traverser le territoire de tribus amies, le procédé du lieutenant Schmidt a quelque chance de succès. Les Jumbes, anciens rebelles de Bagamoyo, se divisent également : une partie d'entre eux ont fait leur soumission à Pangani ; le reste des rebelles qui ont attaqué plusieurs petites caravanes et enlevé la poste anglaise, va être pourchassé par le baron de Gravenreuth, qui se joint à la caravane de Wasekuma. Les Mafiti et les Wabehe eux-mêmes nous ont fait parvenir, par l'intermédiaire de la mission française, leurs regrets de s'être laissé entraîner par Buschiri à nous faire la guerre. Ils nous demandent des sauf-conduits pour pouvoir venir eux-mêmes faire leur soumission.

Après cela, il est invraisemblable qu'une sérieuse hostilité se produise dans la partie nord de notre territoire ; mais il n'est pas possible, naturellement, de garantir que les rebelles qui fuient devant nous ne se livreront pas à quelques attaques contre de petites caravanes. Mais de pareils faits disparaîtront peu à peu et deviendront impossibles, si les indigènes s'y opposent.

Le major Wissmann rend compte ensuite très laconiquement de l'exécution de Buschiri.

Le *Livre blanc* reproduit aussi les deux lettres suivantes, qui se rapportent à l'arrivée de Stanley et d'Emin Pacha sur le territoire de protectorat allemand.

C'est d'abord la lettre du lieutenant Schmidt au major Wissmann :

Mpuapua, 10 novembre 1889.

L'arrivée d'Emin Pacha et de Stanley a eu lieu ce matin. La caravane se compose de Stanley avec le lieutenant Stairs, M. Jephson, le capitaine Nelson, docteur Parke, M. Bonny et le domestique allemand de Stanley, Hoffmann ; d'Emin avec plusieurs officiers, quelques Turcs, un Grec, Casati et enfin deux missionnaires du cardinal Lavigerie dont un Français et l'autre Allemand du nom de Schinze, natif de la province rhénane. Emin s'est immensément réjoui de votre très honorée lettre. Stanley a été très aimable et a déclaré qu'il se réjouissait des progrès que nous avons faits ici. La caravane de Wamamwesi, qui a rencontré l'expédition, a amusé tout le monde par ses saluts militaires et les bribes d'allemand au moyen desquelles elle annonçait la défaite des Arabes à Bagamoyo. L'installation de cette station et le choix de la position sont dignes de tous les éloges. Emin et Stanley sont venus déjeuner chez moi ; Emin n'a ensuite rendu visite avec Schinze. Nous avons convenu de passer une soirée à la façon allemande, et nous sommes déjà tous sur un pied d'intimité.

Les Anglais viendront demain. Le docteur Parke a déjà diné chez moi. Emin a abandonné toutes ses stations, sur l'ordre formel de retour qu'il a reçu d'Egypte. La suite compte encore 297 personnes, et, sauf quelques domestiques, se compose principalement de femmes et d'enfants. Les soldats ont refusé de le suivre et c'est pour ce motif qu'il a été impossible, comme Stanley l'eût sans doute désiré, de faire retourner la caravane par la sphère des intérêts anglais, vers Monbassa. Par suite du manque de porteurs, Emin a dû abandonner tous ses approvisionnements d'ivoire. Une partie en a été laissée en garde à des chefs sur lesquels on peut compter, et l'autre partie a été immergée dans le fleuve.

Emin prend le plus vif intérêt aux entreprises allemandes. Il vous serait très reconnaissant de lui permettre de visiter les places des côtes qui se trouvent entre nos mains. Je crois que sous plusieurs rapports, notamment pour ce qui concerne les enrôlements de troupes, il pourra donner de bons conseils.

Stanley se réjouit beaucoup de vous voir, et, dès les premières paroles, il a dit que parmi les indigènes habitant à l'ouest de Mpuapua il avait déjà entendu beaucoup parler d'Akili sin Aschera — votre nom — chez les indigènes. Il accepte avec reconnaissance l'offre d'user de votre bateau. Pour ce qui concerne la continuation de la marche vers la côte, j'ai conseillé à Stanley de prendre la route de Simbabwe ; mais il penche plutôt pour celle de Mamboia ; il se décidera d'ici à demain.

Signé : SCHMIDT.

Voici enfin la lettre qu'Emin adressa au major Wissmann dès son arrivée à la station commandée par le lieutenant Schmidt :

Mpuapua, 11 novembre 1889.

Très honoré Monsieur, je n'aurais pu facilement avoir une plus agréable surprise que de me voir, dès mon entrée dans les pays civilisés, salué précisément par vous, l'illustre explorateur. Je considère cela comme un heureux présage pour mes desseins futurs, et je me réjouirai en tout cas, si par mon expérience je puis être utile à la grandiose entreprise que vous dirigez. J'ai communiqué immédiatement à M. Stanley le contenu de votre aimable lettre ainsi que vos compliments pour lui, et il m'a chargé de vous remercier et de vous donner l'assurance qu'il se réjouit de renouer connaissance avec vous. De mon côté, j'ai à peine besoin de vous dire que j'attends avec impatience le moment où je pourrai vous exprimer mes meilleurs remerciements pour votre amabilité et pour l'accueil cordial que j'ai reçu dans cette station. Nous sommes arrivés ici, hier, et nous pourrions nous remettre en marche demain ou après-demain, de sorte que si des circonstances imprévues ne nous retardent pas, nous pourrions atteindre la côte vers le 5 ou le 6 décembre. Je vous donnerai alors en personne des détails sur notre voyage.

A mon grand regret, en arrivant ici, j'ai trouvé M. de Medom dangereusement malade ; mais j'espère que, grâce au traitement suivi, il pourra se remettre. La petite station est magnifique et M. le lieutenant Schmidt est le plus

aimable et le meilleur des hôtes. Pouvez-vous bien vous imaginer l'impression que j'ai ressentie en me trouvant pour la première fois, depuis 15 ans, sous la protection du drapeau allemand? J'espère que vous avez reçu de bonnes nouvelles du docteur Peters, car j'aurais beaucoup de peine s'il lui arrivait malheur en allant à ma recherche. Le courrier va partir à l'instant et j'ajourne tout le reste pour notre prochaine rencontre. Encore une fois mille remerciements pour votre bonté; prière de transmettre mes compliments à vos officiers. Dans l'espoir de vous voir bientôt,

Votre sincèrement dévoué,

EMIN.

Les Allemands à Zanzibar

Le chancelier de l'empire a reçu du major Wissmann des rapports datés du 20 janvier 1890 et qui contiennent les informations suivantes :

Le 2 janvier, le major Wissmann avait assez avancé la formation de sa base d'opération sur la côte, et ses préparatifs en vue d'une campagne prolongée contre Bouana-Heri.

Le 14 au matin, il put commencer l'attaque. Il n'avait avec lui que 500 hommes contre des forces trois fois supérieures, abritées par une position bien fortifiée. Sa troupe disposait de cinq canons. Le major rencontra bientôt un camp fortifié qui avait été abandonné par les ennemis. Le détachement qui marchait en tête pénétra dans ce camp à la baïonnette et sans tirer un coup de fusil, et commença immédiatement à diriger le feu de quatre pièces contre la partie visible de la *Boma*. Les obus et le feu des canonnières ne pouvaient pas faire beaucoup de mal à l'ennemi. A en juger d'après les détonations, les ennemis ne se trouvaient plus que dans la partie postérieure du camp, que les troupes allemandes visaient de leur mieux.

Après un feu de deux heures et après l'envoi d'un détachement chargé d'attaquer le flanc droit des ennemis, le feu de ces derniers sembla diminuer d'intensité. Ouaniamouesi s'était, en effet retiré. Deux autres détachements furent envoyés pour essayer de donner l'assaut au cas où la disposition du terrain l'aurait permis. A ce moment, le feu de l'ennemi devint plus nourri et plus meurtrier. Le sergent Tanner eut le bras emporté en chargeant un canon que j'avais pointé moi-même; il mourut le lendemain.

Lorsque les Soudanais avancèrent à la baïonnette en proférant des hourras, une violente fusillade partit de la forêt et je dus me porter en avant; mais, avant d'atteindre la hauteur, la fusillade avait cessé et on put hisser le drapeau allemand. L'assaut avait réussi. Cet engagement a été le plus vif qui se soit produit depuis le commencement des opérations dans ce pays.

L'ennemi s'est comporté bravement. La croyance à l'invincibilité de Bouana-Heri est détruite maintenant, surtout depuis que ses retranchements ont été pris d'assaut.

Mlembule était considéré jusqu'à présent comme inattaquable.

Dans un rapport du 28 janvier, le major Wissmann dit qu'il a visité, avec le directeur de la Société de l'Ouest africain allemand et M. de Saint-Paul Illaire, représentant général, toutes les stations de la société, en vue d'établir des factoreries dans toutes les stations importantes de la côte, de distribuer des semences de fruits oléagineux aux plus importants propriétaires d'esclaves et chefs de tribus de la région et d'acquérir des récoltes à des prix fixés par les deux parties.

Aucun fusil à baguette ne sera toléré que s'il est revêtu du timbre de la station correspondante. Au bout de trois mois, tout fusil nouvellement estampillé pourra être confisqué. Le fusil se chargeant par la culasse est interdit; à l'expiration d'un délai de trois mois il y aura lieu de saisir tout fusil se chargeant par la culasse et de punir le détenteur. L'importation des fusils se chargeant par la culasse est interdite, mais ces armes pourront être expédiées au dehors.

La société a demandé au consulat d'interdire aux Allemands résidant à Zan-

zibar de vendre ou de donner en cadeau des fusils se chargeant par la culasse. Le consul d'Angleterre a promis de faire faire des perquisitions domiciliaires chez les négociants et de punir avec la dernière rigueur tout sujet anglais entre les mains duquel on trouverait des fusils se chargeant par la culasse ou des munitions appropriées. Comme les caravanes prennent soin elles-mêmes de leur approvisionnement en armes et en munitions, on peut fixer un prix aussi élevé que possible et suivant la longueur de la route à parcourir.

Le major Wissmann s'est entendu avec le consul anglais sur tous les points, de manière que la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale agisse d'une façon analogue, et que l'on prenne des mesures semblables à Witu.

Le consul est prêt à soutenir les mesures prises contre le commerce des armes, l'exportation des esclaves et l'influence nuisible des Arabes. La tournée d'inspection qu'il a faite à Tonga a prouvé au major Wissmann que tout était en ordre.

A Pangani, il a formé une expédition à destination d'Ousambara, ayant à sa tête le lieutenant François Schmidt, M. Ehlers a accompagné cette expédition jusqu'à Simbodja; il était chargé de présents de l'empereur d'Allemagne.

Des habitants de Kissmaloué ont été condamnés à payer une amende de 4,000 roupies pour avoir pillé Dhan : 600 d'entre eux ont été exécutés. Sur le désir des habitants de la région, on y a établi des postes militaires et on leur a donné l'autorisation d'établir des moyens de transports.

A Saadiani, les postes ont appris que Bouana-Heri s'était retiré à l'intérieur. On a reçu des nouvelles annonçant qu'Abdallah, fils de Bouana-Heri, était grièvement blessé et que Jehasi, chef de son état-major, avait perdu la raison et avait été enchaîné. Les pertes de Bouana-Heri à Mlembule seraient considérables.

Les élections au Reichstag

Voici les résultats des 397 élections qui ont eu lieu pour le renouvellement du Reichstag.

Les députés élus se répartissent ainsi :

Conservateurs purs	68
Conservateurs libres	24
Nationaux-libéraux	40
Centre	106
Progressistes	70
Socialistes	36
Démocrates	10
Polonais	16
Guelfes	10
Alsaciens-Lorrains	14
Danois	1
Antisémites	4
Indépendants	2

Les partis gouvernementaux ont dont 132 voix et les partis de l'opposition de toute nuance 265 voix.

En faisant la comparaison de la force des différents partis dans les huit Parlements qui ont été élus depuis 1871, on obtient les chiffres suivants :

Conservateurs purs

1871	54	1881	50
1874	21	1884	76
1877	40	1887	78
1878	59	1890	68

Conservateurs libes

1871.....	38	1881.....	27
1874.....	33	1884.....	28
1877.....	38	1887.....	42
1878.....	36	1890.....	24

Nationaux-libéraux

1871.....	119	1881.....	45
1874.....	152	1884.....	50
1877.....	127	1887.....	96
1878.....	98	1890.....	40

Centre

1871.....	58	1881.....	98
1874.....	91	1884.....	109
1877.....	93	1887.....	101
1878.....	93	1890.....	106

Progressistes

1871.....	45	1881.....	59
1874.....	49	1884.....	61
1877.....	35	1887.....	31
1878.....	26	1890.....	70

Socialistes

1871.....	1	1881.....	12
1874.....	9	1884.....	22
1877.....	12	1887.....	11
1878.....	9	1890.....	36

Si l'on examine les huit parlements au point de vue des suffrages qu'ont obtenus les candidats des différents partis, on arrive aux résultats suivants :

Conservateurs purs

1871.....	536.257	1881.....	812.195
1874.....	353.395	1884.....	861.063
1877.....	522.965	1887.....	1.147.200
1878.....	742.303	1890.....	919.646

Conservateurs libes

1871.....	347.964	1881.....	381.781
1874.....	390.095	1884.....	387.687
1877.....	424.228	1887.....	736.389
1878.....	790.062	1890.....	457.936

Nationaux-libéraux

1871.....	1.128.289	1881.....	614.827
1874.....	1.394.020	1884.....	997.033
1877.....	1.446.363	1887.....	1.677.979
1878.....	1.206.137	1890.....	1.169.112

Centre

1871.....	718.258	1881.....	1.177.033
1874.....	1.438.792	1884.....	1.282.006
1877.....	1.316.599	1887.....	1.516.222
1878.....	1.368.417	1890.....	1.420.438

Progressistes

1871.....	348.833	1881.....	1.106.017
1874.....	458.067	1884.....	997.033
1877.....	420.718	1887.....	973.194
1878.....	380.007	1890.....	1.147.863

Socialistes

1871.....	101.927	1881.....	311.961
1874.....	351.670	1884.....	549.990
1877.....	493.447	1887.....	763.128
1878.....	437.158	1890.....	1.341.587

AUTRICHE-HONGRIE

L'accord élaboré par la conférence tchèque-allemande a été publié officiellement le 27 janvier. Il comprend les résolutions suivantes :

Le conseil de l'instruction publique se composera d'une section tchèque et d'une section allemande. Elles siégeront ensemble pour discuter les questions qui intéressent toutes les écoles de la Bohême, ainsi que la création d'écoles où la langue de l'enseignement sera celle de la minorité des habitants de la commune.

Le conseil de l'agriculture se composera également d'une section tchèque et d'une section allemande ; un comité directeur discutera les questions d'intérêt général ; le président sera nommé par l'empereur.

Une nouvelle chambre de commerce sera créée dans la Bohême orientale ; en même temps on procédera à une nouvelle délimitation des circonscriptions des chambres de commerce. Les circonscriptions judiciaires ne comprendront que des communes d'une seule et même nationalité ; des divisions administratives doivent également répondre, autant que possible, à la répartition des nationalités. On renonce à exiger de quinze des juges du tribunal supérieur de la Bohême la connaissance de la langue tchèque ; mais les vingt-six autres juges devront connaître les deux langues. Lorsqu'on aura établi la nouvelle division judiciaire, on modifiera l'ordonnance relative aux langues.

La réforme de la législation électorale de la Diète de Bohême sera la même pour les deux nationalités ; à la place des anciennes curies, on maintiendra l'ancienne curie des propriétaires fonciers, et l'on créera deux nouvelles curies, une pour les députés allemands et une pour les députés tchèques ; chacune de ces curies aura le droit de veto sur certaines questions.

Les députés qui ont pris part à la conférence se sont engagés formellement à soutenir l'opinion de l'accord ; en particulier, les députés allemands se sont engagés à siéger à la Diète.

Dès que l'accord aura été adopté par les coreligionnaires politiques des différents membres de la conférence, les décisions qu'elle a prises engageront toutes les parties, y compris le gouvernement.

BELGIQUE

Dans la discussion du budget de la guerre à la Chambre des représentants, à la séance du 11 février, M. Beernaert, ministre des finances, s'attache à démontrer la réalité de l'effectif de 130.000 hommes, constaté par les contrôles de chaque année ; les contrôles portent plus de 140.000 noms ; en supposant même un déchet de 7 p. c., la Belgique aurait encore le chiffre nécessaire à sa défense. Le ministre engage les membres de la Chambre qui auraient des doutes à se renseigner au ministère de la guerre où ils auront tous leurs apai-

sements. De plus, à l'heure du danger, la garde civique apporterait un contingent utile, surtout quand elle aura été réorganisée dans l'esprit du projet de loi que nous avons déposé l'an dernier.

Jamais la Belgique ne s'est trouvée dans des conditions de défense meilleures. Les réclamations du général Brialmont, qui veut un supplément de forces, sont dans la nature des choses ; elles s'expliquent par l'amour de l'armée, si naturel à ceux qui lui appartiennent. Et l'effort gigantesque des dépenses militaires qui pèsent sur l'Europe ne peut se continuer indéfiniment. Il ne serait pas sage d'engager dans cette voie de l'armement à outrance notre petite Belgique, pays neutre qui pousse jusqu'au scrupule le souci de sa neutralité.

Les 130,000 hommes jugés suffisants par les hommes les plus compétents, nous les avons ; et ils seront admirablement armés, grâce au nouveau fusil dont le ministre de la guerre vous a démontré la supériorité !

Notre système de défense, muni d'une artillerie puissante, sera à la hauteur de tous les progrès récemment réalisés ; et notre pays aura assuré sérieusement le respect de sa neutralité.

Discussion du Budget des Affaires étrangères à la Chambre des Représentants.

Séance du 4 février. — M. Slingeneyer se plaint de l'indifférence de nos représentants à l'étranger vis-à-vis du mouvement artistique belge. Nos artistes devraient obtenir des renseignements détaillés sur les besoins et les goûts artistiques des nations étrangères, sur les conditions qui s'offrent de faire connaître leurs œuvres. Ils sont abandonnés à eux-mêmes, à l'inverse de ce qui se passe en Italie, en France, en Allemagne, où ils sont renseignés d'une manière très détaillée sur tout ce qui peut amener l'expansion de leurs œuvres.

M. d'Andrimont demande une réorganisation pratique et sérieuse du service consulaire et il ne se lassera pas de la demander tant qu'on n'aura point fait droit à ses réclamations.

Il réclame une enquête minutieuse sur la situation de chaque consul, surtout sur celle des consuls marchands qui souvent ne se servent de leur titre qu'au mieux de leurs intérêts ; ce titre devient pour plusieurs un simple moyen de réclame.

Il s'élève contre la manie de déplacer, sans besoin réel, les consuls de carrière ; ces changements portent un sérieux préjudice à notre commerce.

L'orateur constate que, malgré ses observations, appuyées d'ailleurs par la Commission des examens diplomatiques, le Gouvernement nomme de simples candidats en philosophie et lettres à des postes où il appelle des ingénieurs et des officiers ; et il serait plus logique, ce lui semble, de nommer de préférence des docteurs en droit que leurs études spéciales ont mieux préparés à la carrière consulaire.

Il se rallie aux observations de M. Slingeneyer. A Montevideo, par exemple, où le goût artistique est très développé, pourquoi n'organiserions-nous pas une exposition ?

Il y aurait aussi quelque chose à faire pour nos nationaux en Australie.

M. de Mérode se félicite de la surveillance désormais exercée sur les agents d'émigration ; cependant, il faudrait réorganiser le transport des émigrants, établir notamment une séparation entre les deux sexes pour les personnes qui ne voyagent pas en famille.

M. Meyers tient de bonne source que la Bibliothèque nationale de Paris renferme des documents, chartes, cartulaires, etc., qui nous ont été enlevés lors de l'occupation française ; ils nous appartiennent en vertu des traités de 1815 et de 1839 ; l'orateur espère qu'on les réclamera. Peut-être serait-il bon de faire aussi des démarches auprès du British Museum, où se trouvent de nombreux sceaux des communes flamandes dont l'acquisition est au moins douteuse.

M. Helleputte n'est point, comme M. d'Andrimont, partisan d'une réorganisation du corps consulaire, lequel, d'après lui, répond dans son ensemble à tous les intérêts de notre industrie et de notre commerce.

L'orateur n'est guère partisan de la création de consuls spéciaux, et il trouve suffisant le nombre des consuls de carrière; gardons-nous de grever le budget de frais inutiles.

Il regrette que certains agents commerciaux prennent parfois de trop longs congés.

M. de Chimay, Ministre des Affaires étrangères, répond aux orateurs dans le même ordre où ils ont parlé.

Les consuls fournissent aux artistes tous les renseignements qui peuvent leur être utiles et ils continueront dans cette voie.

Quant à la réorganisation du corps consulaire, il ne peut l'accorder à M. d'Andrimont, telle que celui-ci la réclame.

En ce qui concerne les nominations de consul, le Ministre déclare s'efforcer d'adapter toujours l'homme à la situation qu'il doit occuper.

Il justifie le déplacement de certains consuls de carrière; il annonce qu'il sévirait contre ceux qui favoriseraient la concurrence étrangère; mais aucune plainte ne s'est produite.

Le Ministre répond ensuite brièvement aux observations de MM. de Mérode et Meyers.

Il fera des démarches pour faire rentrer le pays dans la possession des documents qui en auraient été soustraits; mais il ne peut pas garantir le succès de ses démarches.

— *Séance du 5 février.* — M. Snoy, rapporteur, s'élève contre l'inertie de nombre d'exportateurs belges; il lit plusieurs passages du *Recueil consulaire*, qui mettent en pleine lumière cette décourageante vérité; le consul du Maroc, entre autres, remarque que nous avons perdu, dans ce pays, du terrain au lieu d'en gagner; cette situation est due au manque de colonisation régulière, à l'apathie aussi des maisons de commerce qui négligent d'envoyer des voyageurs dans les pays étrangers.

On signale la même lacune au Caire, dans le Chili et au Pérou, où les Allemands, les Italiens, les Anglais se sont répandus et réalisent des bénéfices considérables; à Belgrade, où les capitalistes belges se sont laissé devancer par les Autrichiens; à Odessa, où nos exploitants de charbonnages pourraient trouver des débouchés, s'ils s'associaient en vue d'une entreprise commune; à Santiago, où notre consul constate le manque presque total de propagande en faveur des produits belges; au Japon, où les rares tentatives faites n'ont donné que des résultats peu appréciables.

En ce qui concerne la Chine, le baron Sadoine a constaté que notre commerce n'y est pour ainsi dire pas représenté!

M. de Decker réclame une mesure qui serait très favorable au développement de notre commerce: la réduction des frais de transport. Elle servirait surtout au commerce anversois, qui a maintenant à subir une si terrible concurrence. Les droits de pilotage devraient être réduits ou supprimés; il faudrait pour cela s'entendre avec les Pays-Bas. A-t-on pressenti, par la voie diplomatique, les dispositions du Gouvernement hollandais à cet égard?

Ses bonnes dispositions sont probables.

M. Tack se plaint que certains Belges soient considérés, en vertu des dispositions qui régissent le statut personnel, tantôt comme Belges par rapport à la loi belge, tantôt comme Français par rapport à la loi française, celle-ci ayant supprimé la faculté d'option autrefois laissée au Belge né sur le territoire français, il en résulte des difficultés en matière de milice. L'intervention du Ministre des Affaires étrangères serait ici très opportune.

Il est incroyable que des jeunes gens qui ont accompli leur temps de service dans l'un des deux pays puissent être en butte aux tracasseries de l'autre et se voir éventuellement considérés comme réfractaires ; il importe de mettre en concordance la législation de la Belgique et de la République française.

M. Jamme demande que le Gouvernement prenne l'initiative de la création d'un droit international en matière de milice ; un congrès de savants y arriverait facilement.

M. Anspach-Puissant sait que le Gouvernement s'occupe de faire cesser la contradiction signalée par M. Tack.

Il insiste sur la nécessité d'amener une entente internationale sur les questions de milice et d'indigénat, afin d'arriver à la suppression des anomalies constatées.

M. Carlier constate l'allure singulière de la Presse française au sujet d'une prétendue alliance avec l'Allemagne, en violation de notre neutralité.

Nous savons d'ailleurs que c'est une grossière erreur et notre participation à l'Exposition de Paris l'a montré clairement ; notre sympathie est égale à l'égard des deux pays. Depuis lors, on s'est ému de certains racontars, au sujet du départ d'un fonctionnaire bien connu.

M. de Chimay. — Personne n'a jamais cru un mot des fables de certaine Presse française. Le Gouvernement est libre et il entend rester libre.

Il respecte les engagements qu'il a pris, mais il n'en a pas d'autres à respecter. Il ne peut être atteint par la divulgation de certains documents, inexacts d'ailleurs ; il est loisible à un publiciste... j'allais dire marron, de faire argent de prétendues révélations. J'affirme, je répète que rien de semblable n'existe.

M. le Ministre répond ensuite brièvement, et dans un sens favorable, aux observations de M. Tack, mais il n'est point partisan de la convocation d'un Congrès de juristes qui trancherait définitivement les questions d'indigénat.

M. Jamme regrette ce manque d'initiative ; nous sommes dans un état de barbarie, au point de vue de cette question. Notre Gouvernement est merveilleusement en situation pour provoquer une entente internationale.

La discussion générale est close ; il est passé à celle des articles.

Les articles sont votés sans discussion.

L'ensemble du budget est mis aux voix par appel nominal et voté à l'unanimité des voix moins une.

— La *Question des Consulats* (1) a été traitée en détail dans le Rapport présenté à la Chambre des représentants par M. le baron Snoy au nom de la section centrale. Nous empruntons à l'*Indépendance Belge* l'analyse de ce travail.

La section a demandé au Gouvernement de lui indiquer le nombre des consuls marchands, leur profession respective, la nationalité des établissements industriels et des maisons de commerce qu'ils représentent en qualité d'agents commissionnaires, quand il s'agit, bien entendu, de fabricants similaires aux nôtres ; enfin le nombre de nos consuls marchands qui cumulent leurs fonctions avec un autre consulat.

Pour répondre au premier point, le département a dressé une liste d'où il résulte que nous avons 50 consuls marchands dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, 38 en France, 32 en Allemagne, 26 aux Etats-Unis, 25 en Italie, 23 en Espagne et en Russie, 21 en Egypte, Turquie et Barbarie, 16 aux Pays-Bas, 11

(1) Sur la question des Consulats en Belgique, v. plus haut, p. 252, l'analyse d'un Rapport de la Société belge des ingénieurs et des industriels.

au Brésil, etc.; nous n'en avons aucun en Serbie, dans le royaume de Siam... ni dans le grand-duché de Luxembourg.

Les renseignements du département des Affaires étrangères sur le second point (profession des consuls marchands) datent de la nomination de ceux-ci. Ils sont aujourd'hui au nombre de 436; il s'agirait donc de compiler autant de dossiers pour colliger des renseignements qui seraient surannés au moment de leur publication. Il est difficile de se tenir au courant des changements qui se produisent incessamment dans la situation personnelle de ces agents; et comme il faudrait, la plupart du temps, questionner les intéressés eux-mêmes, la mesure serait délicate et pourrait produire des froissements.

Les mêmes considérations expliquent l'impossibilité, quand il s'agit de fabrications similaires aux nôtres, de faire connaître la nationalité des établissements dont nos agents sont les représentants.

Leur position varie; ils représentent, tantôt des firmes européennes, tantôt d'autres firmes; ici, ils ne sont qu'associés, là ils opèrent pour leur propre compte. Et les variations qui signalent leurs personnes marquent aussi les articles dont ils trafiquent.

En ce qui concerne le quatrième point, de longues recherches souvent sont nécessaires pour arriver à indiquer ceux de nos consuls marchands qui, pour tel ou tel autre pays, exercent concurremment un mandat consulaire.

Ces réponses, on le voit, ne sont pas d'une netteté bien rigoureuse.

Aussi la section centrale insiste, en faisant remarquer que la question soulevée touche à la constitution même de l'édifice consulaire. Les partisans de la transformation d'un certain nombre de consulats marchands en consulats rétribués insisteraient de plus en plus dans ce sens, si le département ne prenait pas à cœur de compléter ses renseignements et de rassurer nos exportateurs sur l'entière indépendance de ceux qui sont chargés de défendre leurs intérêts à l'étranger. La section croit que le département saura donner satisfaction à nos commerçants tout en ménageant les susceptibilités des consuls.

Peut-être serait-il bon d'inviter ces derniers à faire connaître eux-mêmes, chaque année, au Gouvernement, la nature des opérations commerciales auxquelles ils ont accoutumé de se livrer. Le Gouvernement les apprécierait au point de vue des intérêts belges, et cet examen l'amènerait à l'une de ces alternatives: maintien de l'agent, ou son remplacement par un nouveau titulaire plus maître de son temps, ou nomination d'un consul rétribué quand un consulat serait exigé, d'une manière évidente, par l'expansion de nos intérêts en dehors de nos frontières.

Quant au point de savoir si la création d'un nombre notable de nouveaux consulats rétribués rendrait des services proportionnés à la dépense qu'entraînerait leur création, il a été longuement étudié par la section centrale.

Elle estime que leur nombre, consacré par le budget actuel, ne doit pas être tenu pour définitif. Des débouchés nouveaux peuvent s'ouvrir, imposant de nouveaux cercles d'exploration; d'autre part, les consuls de carrière, dont la mission consiste, entre autres, à contrôler les consuls marchands, trouvent dans l'incessante extension des voies de communication des facilités ignorées de leurs prédécesseurs et qui leur permettront d'exercer efficacement leur surveillance sur un territoire infiniment plus étendu qu'autrefois.

Le Budget des affaires étrangères a été discuté au Sénat dans les séances du 25 et du 26 février.

M. le prince de Chimay, ministre des affaires étrangères, constate avec satisfaction que la gestion de son département n'a donné lieu à aucune critique sérieuse.

A MM. Montefiore-Levi et T'Kint de Roodenbeke, rapporteur, il déclare qu'il est d'usage constant au ministère des affaires étrangères de toujours favoriser nos nationaux pour l'attribution des postes consulaires. On ne recourt aux services des étrangers que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement.

L'honorable ministre explique longuement diverses mutations dans le personnel consulaire.

Le programme de la conférence convoquée à Berlin par l'empereur d'Allemagne n'étant pas connu encore, il lui est impossible de dire dès à présent quelles instructions seront données aux délégués du gouvernement.

M. Balisau, revenant sur la question soulevée hier par M. Van Put, constate que le projet de l'empereur d'Allemagne est d'une grande âme; mais, ajoute-t-il, si j'avais eu l'insigne honneur de faire partie du conseil de l'empereur d'Allemagne, je lui aurais conseillé d'ajourner cette question. Sous la raison humanitaire, il y a une raison politique. La Belgique se doit à elle-même de ne pas jouer un rôle prépondérant dans ce débat. L'honorable M. Van Put a conseillé au gouvernement de prendre le rôle de médiateur dans cette noble question de la suppression de la guerre. L'honorable sénateur d'Anvers nous a conduit dans le domaine du rêve, et il est dans l'erreur lorsqu'il prétend que le militarisme est la cause du socialisme. Les Allemands sont des penseurs, ils discutent les droits de l'humanité plus que nous. Voilà pourquoi le socialisme existe en Allemagne dans des conditions qui ne devraient effrayer personne, car avant dix ans le socialisme sera gouvernemental.

Il ne faut pas jeter l'anathème au socialisme qui répond aux aspirations des classes ouvrières. Mais il faut écarter les utopies.

Si la Belgique pouvait faire ce que conseille M. Van Put, elle jouerait dans l'histoire du vingtième siècle un rôle sublime. Mais est-ce bien à elle de se mettre en avant, de s'interposer entre l'enclume et le marteau? C'est à l'empereur d'Allemagne que l'initiative appartient.

En ce qui me concerne, je dirai qu'il n'y a pas de militaristes en Belgique. Et ce n'est pas parce que nous voulons une armée capable de défendre notre pays que l'on peut dire de nous que nous sommes des militaristes.

M. de Brouckere. — Très bien!

M. Balisau. — Notre neutralité nous est garantie par les grandes puissances. Nous voulons une armée qui puisse défendre et faire respecter cette neutralité. Voilà tout notre militarisme! (Très bien, à gauche.)

M. Van Put se défend d'avoir voulu préconiser la prépondérance de la Belgique dans le débat.

Je croyais, dit-il, que la question que j'ai soulevée méritait l'attention du gouvernement comme elle avait mérité celle du Sénat et je ne m'attendais pas à une fin de non recevoir...

M. Beernaert, ministre des finances. — Il n'y a pas de fin de non-recevoir.

M. Montefiore Levi se félicite d'avoir attiré l'attention du ministre sur la question consulaire. Tout en s'inclinant devant la justesse de certaines déclarations de M. le ministre des affaires étrangères, il constate que beaucoup de critiques formulées par lui au cours de la précédente séance, restent debout.

L'ensemble du budget est adopté à l'unanimité des 47 membres présents.

Aux termes d'une déclaration échangée entre la Belgique et les Pays-Bas, les deux Gouvernements contractants s'engagent, à dater du 30 décembre dernier, à se remettre réciproquement et sans frais, après chaque recensement général de la population de leur territoire, des listes ou des bulletins individuels se rapportant aux citoyens de l'autre Etat compris dans lesdits recensements et portant autant que possible, les noms, prénoms, profession, état-civil, âge, lieu de naissance, demeure et nationalité déclarée par ces derniers.

Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des documents dont il s'agit ne préjugera pas les questions d'identité ou de nationalité.

(*Indépendance Belge* du 19 janvier 1890).

D'après le même journal, le partage, entre la Belgique et la Prusse, du territoire neutre de Moresnet (province de Liège) est un fait accompli.

Ce territoire, qui était resté sans appropriation depuis 1814, est divisé en deux parties à peu près égales quant à la superficie, mais non en ce qui concerne la population. La partie attribuée à la Prusse compte 1,500 habitants, tandis que celle qui devient belge n'en a que 1,200.

Mais il faut dire que la majeure partie des habitants du territoire actuel de Moresnet parlent la langue allemande; ne pas oublier non plus que cette population peut être considérée comme une population flottante, et qu'elle est surtout composée d'ouvriers qui ne tarderont pas à quitter Moresnet, l'exploitation minière de ce pays n'existant plus. On sait, en effet, qu'il n'y a plus à Moresnet qu'une laverie de minerais.

D'autre part, le territoire cédé à la Belgique serait plus vaste que celui obtenu par l'Allemagne. Les avantages seraient donc absolument équilibrés.

Ce qui retarde encore la solution de cette vieille question, c'est la rédaction d'un traité définitif, où seront notamment déterminées les conditions de nationalité des nouveaux Belges et des nouveaux Allemands, détermination assez délicate et à laquelle il convient de procéder avec soin.

Célébration du 25^e Anniversaire de l'inauguration du Roi.

Le projet de loi, contresigné par tous les Ministres, est ainsi libellé :

Article premier. — A l'occasion du 25^e anniversaire de l'inauguration de Sa Majesté Léopold II, il est institué une Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail.

Art. 2. — La Caisse jouira de la personnification civile.

Elle pourra recevoir par dons ou legs; mais les libéralités à son profit n'auront leur effet que pour autant qu'elles aient été autorisées dans les formes établies par l'article 76 de la loi communale.

Art. 3. — Il lui est alloué, à charge du Trésor public, un capital de deux millions de francs qui sera affecté à l'acquisition de titres de la Dette publique 3 1/2 pour cent. Ces titres seront inscrits en son nom au Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 4. — Les ressources de la Caisse seront affectées soit à encourager l'assurance contre les accidents du travail, soit à l'octroi de secours aux victimes de semblables accidents ou à leurs familles.

Art. 5. — L'administration de la Caisse sera réglée par arrêté royal.

Art. 6. — Il sera annuellement fait rapport de sa gestion au Ministre des finances. Ce rapport sera inséré au *Moniteur*.

Art. 7. — Un crédit extraordinaire de 2.000,000 de francs est ouvert au Ministère des finances aux fins de la présente loi; il sera couvert au moyen des ressources ordinaires du Trésor.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1890.

L'exposé des motifs du projet comprend la lettre suivante du Roi :

« Bruxelles, 1^{er} novembre 1889.

« Cher Ministre,

« Je suis extrêmement sensible aux sentiments que vous m'exprimez par votre lettre du 31 octobre. Veuillez remercier bien sincèrement de ma part le Conseil de sa résolution.

« Pendant une période de temps déjà longue, treize ans comme sénateur, vingt-quatre ans comme chef constitutionnel de l'Etat, j'ai donné pour but principal à ma vie d'accroître la prospérité et la sécurité de la Belgique. Le souci constant des conditions économiques d'un pays où les produits et les hommes s'accumulent à l'excès dans un cadre étroit, m'a conduit à désirer pour lui un champ d'expansion plus vaste, capable de fournir à tous ses enfants, ouvriers de la pensée ou des mains, les moyens de développer une activité

féconde. Personnellement frappé de ce qui s'accomplit d'efforts dans cette direction autour de nous chez toutes les nations de l'Europe, j'ai cherché à donner à mes compatriotes le moyen de tenter des entreprises de même nature, pouvant assurer au peuple belge un avenir digne d'un passé qui a eu ses jours de grandeur. Le pays n'a pas paru indifférent à l'accomplissement de ce dessein et j'ai maintenant l'espoir fondé que l'époque n'est plus éloignée où il en recueillera largement les fruits.

« Si j'ai toujours favorisé de toutes mes forces la poursuite de nouveaux débouchés qui sont indispensables à notre activité industrielle et dont dépendent tant de nos concitoyens, les uns pour faire fructifier leurs capitaux, les autres pour obtenir de leur travail un salaire rémunérateur, j'ai à me préoccuper au même degré des travailleurs qui, par suite d'accidents, ne peuvent plus que difficilement ou pas du tout pourvoir à leur existence.

« Je sais tout ce qu'ont fait pour les aider, tout ce que font dans ce but beaucoup de nos établissements industriels. Je sais aussi quel est, depuis quelques années, le développement remarquable des Sociétés de secours mutuels, et j'espère que bientôt une législation plus large viendra encourager de plus en plus l'esprit de prévoyance et de solidarité.

« Mais que d'infortunes individuelles, — souvent imméritées, — à secourir ! Que d'ouvriers incapables de travailler et manquant du nécessaire !

« Les grandes catastrophes provoquent chaque fois un élan généreux, même par delà les frontières, et le récent désastre d'Anvers en a fourni une nouvelle preuve, qui m'a vivement touché.

« Il n'en est pas de même des accidents isolés, qui trop souvent passent inaperçus.

« Il y a quelques années, les Sauveteurs belges, cette phalange de quatre mille citoyens d'élite, dont tant de Membres se sont dévoués, bien souvent au péril de leur propre vie, pour secourir leurs semblables, ont fondé une Caisse de secours au profit des blessés du travail. Leurs premiers fonds leur viennent du produit d'un carrousel militaire, de réunions publiques organisées dans l'intérêt de l'œuvre et de souscriptions particulières. C'est à une Caisse permanente du même genre, mais administrée ou contrôlée par l'Etat, que je vous demande de remettre les sommes que l'intention du Cabinet était de solliciter en vue de la célébration du 25^e anniversaire de l'inauguration de mon règne. Les intérêts pourraient en être distribués aux blessés du travail par une Commission dont je tiendrai à suivre les travaux.

« Peut-être les autorités provinciales et communales qui auraient partagé vos dispositions voudront-elles aussi, par l'intermédiaire de cette Caisse, faire parvenir aux blessés du travail les sommes qu'elles compteraient dépenser en réjouissances. Même, après cela, l'avoir de la Caisse au début serait encore modeste, mais une dotation lui serait acquise et de nouveaux dons permettraient sans doute d'étendre les bases de l'œuvre.

« Il ne s'agit point d'ailleurs de se substituer à l'initiative privée et à l'esprit de charité qui seront toujours plus féconds que toutes les institutions officielles. C'est un rôle auxiliaire, peut-être aussi celui d'un stimulant efficace que je voudrais voir remplir par la nouvelle Caisse.

« Les particuliers, j'en ai l'espoir, s'intéresseront à cette croix rouge en faveur des travailleurs malheureux. Les petits ruisseaux font les grands fleuves. Le devoir des classes riches est d'améliorer, autant qu'elles le peuvent, le sort de celles que la fortune a moins favorisées. Il y a là une action à la fois patriotique et fraternelle à exercer, capable de resserrer des liens sociaux, une tâche d'union, d'amour du prochain à poursuivre, spécialement de la part de ceux qui possèdent à l'égard de ceux dont la coopération est un élément vital de la production et, par conséquent, de la prospérité publique.

« Des actes de ce genre feraient naître plus de résignation d'une part, plus de confiance de l'autre, et nos multiples industries pourraient, dans ces conditions, lutter avec un surcroît d'énergie pour conquérir au travail national, sur toute l'étendue du globe, un domaine sans cesse grandissant.

« Je souhaite bien ardemment que toutes les autorités qui ont l'extrême bonté de penser à mon anniversaire veuillent bien le célébrer de cette façon. Nulle résolution de leur part ne saurait m'aller plus directement au cœur ; il n'en est pas dont je fusse plus reconnaissant à tous ceux qui voudront y apporter leur concours.

« Puissé-je voir la Caisse des blessés du travail s'enrichir pendant mon règne et ses ressources s'accroître au point de lui permettre de faire participer à ses bienfaits les familles des malades et des infirmes.

« Recevez de nouveau et transmettez au Conseil l'assurance de ma vive gratitude. Faites-lui part de mes vœux. Prêtez-moi, pour ce qui vous concerne, votre appui et croyez-moi, cher Ministre,

« Votre très affectionné,

« Signé : LÉOPOLD ».

BRÉSIL

Décret concernant la liberté des cultes.

(7 janvier 1890.)

Le maréchal Manuel Deodoro da Fonseca, chef du Gouvernement provisoire, etc., décrète :

Article premier. — Il est interdit à l'autorité fédérale, de même qu'à celle des Etats fédérés, d'expédier des lois, des règlements ou des actes administratifs établissant une religion ou l'excluant ; comme de créer des différences entre les habitants du pays, ou dans les services entretenus aux frais du budget, pour des motifs de croyances ou d'opinions soit philosophiques, soit religieuses.

Art. 2. — A toutes les confessions religieuses appartient en parfaite égalité le droit d'exercer leur culte, de se régir selon leur foi et de n'être pas contrariées dans les actes particuliers ou publics qui rentrent dans l'application du présent décret.

Art. 3. — La liberté ainsi instituée embrasse non seulement les individus pour les actes individuels, mais également les églises, les associations et les instituts dans lesquels ils se trouveront groupés ; à chacun appartient le droit de se constituer et de vivre collectivement selon son *credo* et sa discipline, sans intervention du pouvoir public.

Art. 4. — Est abolie la tutelle de l'Etat (*padroado*) avec toutes ses institutions, ses recours et ses prérogatives.

Art. 5. — A toutes les églises et toutes les confessions religieuses est reconnue la personnalité civile pour acquérir des biens et les administrer, dans les limites posées par les lois concernant la propriété de mainmorte ; à chacune est maintenu le domaine de son avoir actuel, aussi bien que des édifices de son culte.

Art. 6. — Le Gouvernement fédéral continue de fournir le traitement et l'entretien des fonctionnaires actuels du culte catholique ; il subventionnera pendant un an les chaires des séminaires, chaque Etat demeurant libre à son gré d'entretenir les futurs ministres de tel ou tel culte, sans contrevenir toutefois à ce que disposent les articles précédents.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires.

Salle des séances du Gouvernement provisoire de la République des Etats-Unis du Brésil, le 7 janvier 1890, 2^e de la République.

(Suivent les signatures de tous les membres du Gouvernement.)

Après avoir fait publier au *Diario official* une communication officielle du baron Aguiar de Andrada, ministre du Brésil à Lisbonne, portant notification du refus formel de dom Pedro de Alcantara d'accepter la provision de 5,000 contos qui lui avaient été attribuée et de sa prétention à percevoir la liste civile allouée par la loi budgétaire, le gouvernement provisoire a rendu le décret suivant :

Considérant que dom Pedro de Alcantara, après avoir ici accepté avec remerciement le subside de 5,000 contos pour provision en vue de son installation en Europe, lorsqu'il reçut des mains du général qui le lui présenta le décret dans lequel était consignée cette mesure, change aujourd'hui d'avis et déclare refuser une semblable libéralité ;

Qu'en rejetant cet acte du gouvernement républicain, dom Pedro de Alcantara prétend en même temps continuer à percevoir sa dotation annuelle et celle de sa famille en vertu du droit qu'il présume lui demeurer par force de loi ;

Que cette distinction comporte l'évidente négation de la légitimité du mouvement national et renferme des revendications incompatibles aujourd'hui avec la volonté du pays, exprimée dans toutes les anciennes provinces actuellement devenues les Etats, et avec les intérêts du peuple brésilien désormais indissolublement liés à la stabilité du régime républicain ;

Que la cessation du droit de l'ex-famille impériale à la liste civile est la conséquence immédiate de la révolution nationale qui l'a déposée en abolissant la monarchie ;

Que le procédé du gouvernement provisoire maintenant malgré cela ces avantages au prince tombé, était simplement une mesure de bénignité républicaine, destinée à attester les intentions pacifiques et conciliatrices du nouveau régime, en même temps qu'un hommage rétrospectif à la dignité qu'avait occupée l'ex-empereur comme chef de l'Etat ;

Que l'attitude prise à cette heure par dom Pedro de Alcantara à ce sujet, présupposant la survivance des droits éteints par la révolution, contient la pensée de la dégrader et qu'elle encourage des velléités incompatibles avec la situation républicaine ;

Qu'en conséquence ont disparu les raisons d'ordre politique dont s'était inspiré le gouvernement provisoire en fournissant à dom Pedro de Alcantara le subside de 5,000 contos et en respectant temporairement sa dotation ;

Décrète :

Article premier. — Sont bannis du territoire brésilien dom Pedro de Alcantara et avec lui sa famille.

Art. 2. — Il leur est interdit de posséder des biens immeubles au Brésil, et un délai de deux mois leur est fixé pour liquider ceux qu'ils y possèdent.

Art. 3. — Est rapporté le décret du 16 novembre 1889, qui accordait à dom Pedro de Alcantara 5,000 contos de provision pour son installation à l'étranger.

Art. 4. — Les dotations de dom Pedro de Alcantara et de sa famille seront considérées comme supprimées à partir du 15 de ce mois.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires.

Salle des séances du gouvernement provisoire, Etats-Unis du Brésil, le 21 décembre 1889, an 1^{er} de la République.

(Suivent les signatures).

Un décret a réglé les jours de fêtes nationales. — En voici le texte :

Le gouvernement provisoire de la République des Etats-Unis du Brésil, considérant :

Que le régime républicain se base sur le sentiment profond de la fraternité universelle ;

Que ce sentiment ne peut se développer convenablement sans un système de fêtes publiques destinées à commémorer la continuité et la solidarité de toutes les générations humaines ;

Que chaque patrie doit instituer ces fêtes selon les nœuds spéciaux qui attachent ses destinées aux destinées de tous les peuples ;

Décète :

Sont considérés comme jours de fêtes nationales ;

Le 1^{er} janvier, consacré à la commémoration de la fraternité universelle ;

Le 21 avril, consacré à la commémoration des précurseurs de l'indépendance brésilienne ;

Le 3 mai, consacré à la commémoration de la découverte du Brésil ;

Le 13 mai, consacré à la commémoration de la fraternité des brésiliens ;

Le 14 juin, consacré à la commémoration de la République, de la liberté et de l'indépendance des peuples américains ;

Le 7 septembre, consacré à la commémoration de l'indépendance du Brésil ;

Le 12 octobre, consacré à la commémoration de la découverte de l'Amérique ;

Le 2 novembre, consacré à la commémoration générale des morts ;

Le 15 novembre, consacré à la commémoration de la patrie brésilienne.

ESPAGNE

Dans la séance du 21 février, en répondant à l'interpellation des députés républicains sur la politique du gouvernement espagnol au Maroc, sur le projet des docks anglais à Gibraltar et sur les manœuvres de l'escadre britannique dans les eaux des îles Canaries, le ministre des affaires étrangères a déclaré que la politique espagnole est toujours le respect absolu du *statu quo* territorial et politique de cet empire, tout en faisant son possible pour accroître l'influence politique et commerciale de l'Espagne dans ce pays. Selon le ministre, la presse a beaucoup exagéré les agitations ordinaires des tribus arabes, que le sultan arrive toujours à dominer.

Le ministre a affirmé, en outre, que les manœuvres navales anglaises aux îles Canaries étaient sans importance, et que l'Espagne ne peut pas élever d'objection contre le projet de l'Angleterre d'établir des docks dans la partie du territoire qui lui appartient à Gibraltar par le traité d'Utrecht. L'Espagne a également le droit indiscutable d'augmenter, le jour où ses finances le permettront, les fortifications de Tarifa, d'Algesiras et ses positions à San-Felipe et à Santa-Barbara.

Le marquis Vega de Armijo a dit que les relations actuellement cordiales de l'Espagne avec l'Angleterre permettent d'espérer que cette puissance ne fera aucun nouvel empiètement sur les eaux et les territoires espagnols près de Gibraltar. A ce propos il rappelle les efforts que lui-même avait faits en 1882 avec succès pour mettre un terme à ces empiètements qui étaient une violation du traité d'Utrecht.

Le ministre a ajouté que le gouvernement, aussi bien que l'opposition, souhaiterait voir flotter le drapeau espagnol sur Gibraltar, mais que sa position lui impose plus de réserve en traitant ces questions. Quant aux fortifications de Ceuta et de la rive gauche espagnole du détroit, le gouvernement veillera à leur entretien et à leur développement, et si le droit de visite consacré par le traité de 1835 était prochainement aboli, comme il l'espère, le commerce espagnol avec le Maroc prendrait un grand essor.

Répondant ensuite à d'autres orateurs, le ministre a déclaré que le gouvernement ne peut tolérer l'exportation d'armes au Maroc.

Les républicains, après ces explications, ont retiré leur motion.

ÉTATS-UNIS

Le 29 janvier, à Washington, a eu lieu la reconnaissance officielle des Etats-Unis du Brésil par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le président de la République, M. Harrison, a reçu les lettres de créance de M. H.-G. do Ameral Valente, le nouveau ministre accrédité par le gouvernement provisoire du Brésil, et de M. Salvador Mendonça, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en mission spéciale aux Etats-Unis.

Les deux ministres et leurs quatre secrétaires, en brillant uniforme, ont produit un grand effet. La cérémonie a été empreinte d'une grande cordialité. M. Blaine a présenté les deux ministres, qui ont à leur tour présenté leurs secrétaires.

M. Valente, prenant la parole, s'est exprimé dans les termes suivants :

Monsieur le président, j'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence la lettre par laquelle le chef du gouvernement provisoire a bien voulu confirmer ma qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le nouveau gouvernement du Brésil forme les souhaits les plus ardents pour votre grande République, et je puis vous assurer que personnellement je ferai les plus grands efforts pour entretenir les relations d'amitié qui ont toujours existé entre nos deux pays.

Je suis très heureux, Monsieur le président, d'avoir une fois de plus l'occasion d'exprimer à Votre Excellence les vœux que le gouvernement et le peuple brésilien forment pour l'accroissement de la prospérité du peuple américain.

M. le président Harrison a répondu :

Monsieur le ministre, je vous reçois comme le représentant de la nouvelle République : c'est un devoir toujours agréable au gouvernement des Etats-Unis. La manière toute pacifique dont l'empire s'est changé en Etats-Unis du Brésil a été remarquée avec un profond intérêt par le gouvernement et le peuple de notre pays. L'arrivée au pouvoir du gouvernement provisoire de la République Brésilienne sans effusion de sang ni violence a été pour le peuple américain une source de vive satisfaction. J'ai confiance que c'est l'augure favorable d'une ère de paix, de progrès et de prospérité qui s'ouvre devant la République du Brésil. Parlant au nom du peuple de notre pays, je déclare que mon but le plus constant sera d'entretenir les rapports les plus amicaux avec votre gouvernement, d'accroître nos relations personnelles et d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux Républiques.

J'espère, Monsieur le ministre, que notre capitale vous offrira un séjour agréable, et je suis assuré que partout vous trouverez un chaleureux accueil.

M. Mendoça a ensuite prononcé l'allocution suivante :

Monsieur le président, le chef du gouvernement provisoire des Etats-Unis du Brésil, renouvelant les pouvoirs conférés jusqu'ici aux trois ministres reçus par Votre Excellence au mois de novembre dernier, a bien voulu me charger de la direction des affaires de la mission extraordinaire et spéciale auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Dans l'accomplissement de ma tâche, je m'efforcerai de mériter la confiance et l'estime de Votre Excellence et de votre gouvernement.

Après le changement des institutions survenu dans mon pays, qui en quelques heures a opéré la chute d'un empire sans qu'une seule existence humaine ait été sacrifiée, comme l'accomplissement d'une évolution politique née dans le même berceau que votre indépendance, je suis heureux, en vous remettant mes lettres de créance, d'assurer à Votre Excellence que la nation brésilienne est fière aujourd'hui de la place qu'elle occupe parmi les républiques de notre continent, toutes inspirées du même esprit de liberté, de paix et de civilisation, et que, pénétré des principes de cette communauté d'origine, le Brésil se fera un devoir de les observer dans toute leur étendue.

Le président Harrison a répondu :

Mon gouvernement est heureux, Monsieur le ministre, de vous recevoir en qualité d'envoyé extraordinaire pour la mission spéciale dont vous êtes chargé par le gouvernement provisoire des Etats-Unis du Brésil.

Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis est autorisé, avec pleins pouvoirs, à con -

férer avec vous sur le sujet spécial dont vous a chargé votre gouvernement. Vous serez reçu dans notre capitale avec toute la cordialité et la courtoisie que l'on doit à votre rang élevé.

— Le comité des relations étrangères du Sénat a, dans sa séance du 14 février, présenté son rapport sur le traité d'extradition avec la Russie.

L'article déclarant qu'un attentat contre la vie d'un souverain n'est pas un crime politique a été supprimé.

FRANCE

Le traité entre l'Italie et l'Ethiopie.

Il a donné lieu à une discussion dans la séance de la Chambre des députés du 23 janvier.

Le marquis de Breteuil a posé diverses questions au ministre des affaires étrangères.

En premier lieu, a-t-il dit, je demanderai à M. Spuller de vouloir bien me dire ce que c'est que l'Ethiopie.

On connaît bien l'Abyssinie ; elle a ses frontières marquées sur les cartes, mais l'Ethiopie n'en a pas.

Quelles sont donc les limites des possessions présentes et futures de l'Italie, étant donné que leur étendue peut avoir, suivant les appréciations, de 200,000 à plus de 600,000 kilomètres carrés ?

En second lieu, les Italiens auraient fait, disent-ils, disent leurs journaux, leur notification en se conformant au traité de Berlin ! Or, d'après le traité de Berlin, notification emporte prise de possession ou établissement d'un protectorat.

Nous pouvons donc nous demander si ces contrées vaguement déterminées, désignées sous le nom générique d'Ethiopie, seront placées dorénavant sous le protectorat ou sous la prise de possession de l'Italie ?

Et dans l'un et dans l'autre cas, faut-il comprendre dans ces régions, qui seraient ainsi passées d'un trait de plume sous la domination italienne, Zulla, la baie d'Adulis, l'île de Dissé, celle d'Ouda, sur lesquelles un traité passé en 1859, avec le roi du Tigré, je crois, — traité confirmé en 1887 par M. de Freycinet, avec l'empereur Johannès d'Abyssinie, — nous confère des droits, droits reconnus par l'Angleterre lors de son expédition contre Théodoros, et par l'Italie elle-même en 1886 ?

Il serait aussi intéressant de savoir, la Porte ayant fait des réserves formelles, lors de la stipulation de l'acte du congrès de Berlin, sur de nombreux points du littoral de la Mer Rouge lui appartenant et qui seraient aujourd'hui passés sous la domination italienne, si elle a maintenu ses réserves ou si elle s'est désistée de ses droits ; et, dans le cas de la négative, le gouvernement de la République s'est-il mis d'accord avec elle avant de donner son récépissé ?

En troisième lieu je demanderai à M. le ministre de vouloir bien nous dire quelle est, à l'heure actuelle, la situation faite à nos nationaux sur cette côte africaine et si nous avons encore à Massauah un consul, lequel était le seul agent français dont la juridiction s'étendait sur toutes ces contrées.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, a répondu en ces termes :

Messieurs, mon intention n'est pas de suivre M. de Breteuil dans tous les développements qu'il a donnés à la question qu'il vient de m'adresser. Au contraire, j'annonce à la Chambre, que je suis résolu à me renfermer exclusivement dans les explications que je puis lui fournir sur le point spécial qui a donné lieu à la question.

Il s'agit de la notification qui a été faite au ministre des affaires étrangères à la date du 12 octobre d'un traité entre le roi Ménélik et le roi d'Italie.

Voici dans quelle forme cette notification m'a été faite ; je prie la Chambre de vouloir bien l'écouter et d'en peser les termes :

« Monsieur le ministre, par l'article 17 du traité perpétuel entre l'Italie et l'Ethiopie, signé par S. M. le roi Ménélik le 2 mai 1889 et ratifié par S. M. le roi d'Italie le 22 septembre dernier, il a été stipulé que S. M. le roi d'Ethiopie consent à se servir du gouvernement de S. M. le roi d'Italie pour traiter toutes les affaires qu'il aurait avec d'autres puissances ou gouvernements. »

Et l'on demande au gouvernement français de vouloir bien donner acte de cette notification au nom de la République.

A la date du 20 octobre, huit jours après, le ministre des affaires étrangères a, dans des termes analogues, donné acte de la notification qui lui avait été faite.

M. Edouard Lockroy. — Sans réserves ?

M. le ministre des affaires étrangères. — Sans aucune espèce d'approbation.

M. Edouard Lockroy. — Mais sans réserves ?

M. le ministre. — Voici le texte : « Conformément au désir de M. le chargé d'affaires, acte est donné de cette notification, au nom du gouvernement de la République. »

On me demande si c'est sans réserves. J'ai l'honneur de faire remarquer que cette notification porte sur un article spécial d'un traité qui n'a jamais été communiqué. En effet, depuis lors, à diverses reprises, j'ai eu l'occasion — et c'est le point important du débat, — de demander communication du traité. Cette communication ne m'a jamais été faite et ne pouvait pas l'être.

J'ai pris soin de lire à la Chambre le texte de la lettre adressée au ministre des affaires étrangères, précisément pour lui faire bien comprendre que ce fameux traité n'est pas encore définitivement conclu. Il est fait mention de la signature du roi Ménélik à la date du 2 mai, de la ratification de S. M. le roi d'Italie le 29 septembre ; mais le traité lui-même a été remporté par les négociateurs du roi Ménélik pour le soumettre à sa ratification. En sorte qu'il est permis de dire que ce traité n'a jusqu'à présent qu'un caractère unilatéral. Il n'est pas venu à notre connaissance que les négociateurs du roi Ménélik aient pu jusqu'à présent le rejoindre à cause des hostilités qui règnent dans le pays ; le traité n'est donc pas ratifié.

M. Edouard Lockroy. — Vous en avez donné acte cependant !

M. le ministre. — J'ai donné acte d'une clause qui m'a été communiquée.

Je n'ai pas été seul à en donner acte. Je me suis renseigné. Acte a été donné de cette notification par les cabinets de Londres, de Madrid, de Bruxelles, de Berlin, de Lisbonne, de Stockholm, de Copenhague.

M. Edouard Lockroy. — Il n'a pas été donné par ceux de Constantinople et de Saint-Petersbourg.

M. le ministre. — Je n'ai pas la prétention de discuter ici les actes du cabinet de Saint-Petersbourg. Je n'ai à rendre compte que de ma conduite. Je le répète, j'ai donné acte de la communication ; mais je ne l'ai accompagné d'aucune espèce d'approbation. C'est, en somme, un pur et simple accusé de réception.

Quant au traité lui-même, j'attendrai qu'il m'ait été apporté et que j'en aie pris connaissance pour en discuter les conséquences, comme vient de le faire, sans le connaître, M. de Breteuil.

Je n'ai rien de plus à dire pour le moment.

M. Edouard Lockroy a demandé de transformer la question en interpellation.

Ce n'est pas, dit M. Lockroy, sur le traité même que je désire interpellier. C'est sur la façon dont vous avez donné acte de la communication qui vous a été faite. Je désire ensuite démontrer à la Chambre que vous avez donné acte d'un traité qui n'a jamais existé, qui n'existe pas, d'un traité de protectorat, alors qu'il n'a été question que d'un traité de commerce et d'amitié, selon la lettre adressée par le roi Ménélik au Président de la République, lettre qui vous a été transmise le 30 octobre dernier. Vous voyez que je suis au courant de la question.

Je crois donc, messieurs, que vous pourriez m'accorder le droit de parler, et, je le répète, je ne viens pas ici avec des intentions hostiles, mais seulement pour traiter une affaire qui intéresse à la fois et notre commerce extérieur et la sécurité de nos colonies.

M. le ministre. — M. Lockroy demande à interpellier le gouvernement dans les conditions qu'il vient d'indiquer. Le gouvernement demande que l'interpellation soit ajournée au moment où le traité en question sera connu.

La Chambre, consultée, a ordonné le renvoi demandé par le ministre.

Les relations commerciales avec la Turquie.

Dans la séance de la Chambre des députés du 27 février, M. Turrel a questionné le Gouvernement sur le traité de commerce franco-turc.

Il me faut tout d'abord, et pour moi et pour quelques intéressés, déclarer que, si cette question a attendu si longtemps, c'est que, le Gouvernement ayant engagé des pourparlers avec la Turquie, j'ai pensé qu'il était de règle prudente et élémentaire de ne pas le questionner avant que ces pourparlers aient abouti ou pris fin.

Voilà pourquoi je ne viens qu'aujourd'hui devant vous.

Ceux d'entre vous qui faisaient partie de l'ancienne Assemblée se souviennent que j'ai, dans le courant de l'année dernière, à cette tribune même, questionné M. le ministre des affaires étrangères, l'honorable M. Spuller, sur le point de savoir à quelle date, dans l'esprit du Gouvernement, expirait le traité turc. Et l'honorable M. Spuller me répondait dans la séance du 2 mars 1889 :

« Dans l'opinion du ministère des affaires étrangères, le traité turc prendra fin le 13 mars 1890 ; il n'a pas besoin, pour prendre fin, d'être dénoncé. »

La première question que je pose à M. le président du Conseil est celle-ci :

Le traité turc va cesser le 13 mars prochain, c'est-à-dire dans quelques jours. Je vous demande, monsieur le président du Conseil, si vous avez l'intention de le renouveler. Si les pourparlers qui ont eu lieu n'avaient pas existé, je bornerais là ma question. Le président du Conseil me répondrait qu'il ne veut certainement pas renouveler le traité turc, et descendrait de cette tribune ; alors, messieurs, tous ceux qui, comme une grande partie de mes collègues et de leurs électeurs, ont intérêt à l'augmentation de certains droits du tarif général, inféreraient, monsieur le président du Conseil, de votre réponse négative que la Turquie va être soumise au point de vue douanier seulement, avec la France, au régime du tarif général.

Mais, messieurs, ce que je sais des intentions du Gouvernement m'oblige à lui poser une seconde question et à demander à M. le président du Conseil quel est dans son esprit, après la cessation du traité et dans la situation où nous nous trouverons lorsque ce traité, n'existant plus, n'aura pas été renouvelé, le régime douanier qu'il compte appliquer aux produits turs à leur entrée en France.

A l'heure où je vous parle, nous sommes, au point de vue douanier — et j'insiste beaucoup sur ce mot — sous le régime du traité de 1861. Lorsqu'un navire français, portant des marchandises françaises, arrive en Turquie, voici ce qui se passe : s'il apporte des marchandises, et s'il veut les vendre, il doit payer un droit de 8 p. 100 *ad valorem*, et la quotité de ce droit est fixée d'après un tarif qui est annexé au traité même de 1861, de sorte qu'on fixe d'abord la valeur de la marchandise tout entière pour établir ensuite le droit de 8 p. 100 qui doit la frapper.

Si le navire français veut, au contraire, prendre des marchandises turques pour les importer en France, il doit payer à la Turquie, en partant, un droit d'exportation de 1 p. 100, lequel droit est aussi basé sur les évaluations du tarif.

Quant aux produits turs, lorsqu'ils arrivent en France — c'est écrit tout au

long à l'article 15 du traité de 1861, et vous ne le trouverez nulle part ailleurs — cet article, qui vise l'arrivée en France des marchandises turques, dit :

« Toutes les marchandises, produits du sol de l'empire ottoman, importées en France par des bâtiments ottomans seront traitées comme les marchandises similaires des pays les plus favorisés. »

Si bien qu'actuellement, et cela jusqu'au 13 mars 1890, notre tarif douanier avec la Turquie, à l'entrée en Turquie de nos produits français et à l'exportation des produits turcs par nos navires se rendant en France ou ailleurs, est réglé par le traité de 1861, suivant les tarifs annexés à ce traité et d'après un *quantum* inséré dans le traité même; tandis qu'au contraire à l'arrivée en France des produits turcs, le droit de douane est établi par cette clause générale du traitement de la nation la plus favorisée.

A ma seconde question, il y a, vous le sentez, deux réponses à faire, je ne voudrais pas les préjuger; mais enfin, on nous sommes sous le tarif général, et alors nous n'avons rien à dire, nous n'avons qu'à descendre de la tribune et à nous déclarer satisfaits, ou nous resterons encore, après le 13 mars, sous le régime de la nation la plus favorisée (article 15 du traité de 1861), et je n'ai pas besoin de vous signaler les dangers que présenterait un pareil système au point de vue de notre avenir commercial et de notre liberté économique.

Je m'adresse donc à M. le président du Conseil et je lui dis : « Voulez-vous, oui ou non, le renouvellement du traité? Si non, quel sera le régime douanier, en cas de non-renouvellement, après le 13 mars, qui sera appliqué à leur entrée en France à tous les produits turcs? (*Très bien! très bien!*) »

M. le président. — La parole est à M. le président du Conseil.

M. Tirard, président du Conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des Colonies. — Messieurs, dès 1885, nos prédécesseurs ont entamé des négociations avec le Gouvernement ottoman pour l'établissement d'un nouveau traité franco-turc. En 1887, les négociateurs se sont mis d'accord; un tarif *ad valorem* a été paraphé, signé par les négociateurs.

Nos prédécesseurs, cependant, n'ont pas donné suite à ce traité. Ils ont pensé qu'il échouerait devant le Parlement comme avait échoué le traité intervenu avec la Grèce et qu'il était, par conséquent, inutile d'aller plus loin.

M. Leydet. — Il a échoué à quatre voix de majorité.

M. le président du Conseil. — Lorsque nous sommes arrivés aux affaires l'année dernière, nous n'avons pas été sans nous préoccuper de cette situation, et nous nous sommes demandé si nous devons donner une suite aux négociations commencées. Nous ne l'avons pas pensé, parce que nous considérons que la question des traités de commerce doit être étudiée par le Parlement dans son ensemble. Nous avons tenu la main, en 1881, à ce que tous les traités qui lient la France à des puissances étrangères arrivassent à expiration à la même échéance, afin qu'à cette époque on pût, en tenant compte des faits accomplis pendant cette période de dix années, se prononcer en pleine connaissance de cause et décider s'il y avait lieu d'abandonner ou de continuer le système des traités de commerce.

Dans ces conditions, nous n'avons pas pensé qu'il fût possible de poursuivre des négociations qui ne pouvaient certainement aboutir assez tôt pour que les résultats en fussent soumis au Parlement avant le 13 mars prochain, c'est-à-dire avant une quinzaine de jours.

Il était impossible de songer à faire un traité isolé, alors que, comme je viens de le rappeler, la grosse question des traités de commerce était encore à l'étude. Cependant, nous avons dû nous préoccuper, comme l'honorable M. Turrel, de la situation dans laquelle allait se trouver le commerce français vis-à-vis de la Turquie.

L'honorable M. Turrel a parlé du traité de 1861. Je n'ai pas besoin de rap-

peler à la Chambre que la France et la Turquie sont liées par des traités qui remontent à plus de trois siècles. C'est en 1507, si je ne me trompe, que se place le premier traité. Il fut renouvelé à maintes reprises, sous François I^{er} et sous les divers rois de France. Jusque dans les premières années de la Restauration, on peut dire que la France a joui d'une situation absolument privilégiée dans cette extrémité de la Méditerranée, dans les Echelles du Levant. Cette situation, nous l'avons gardée pendant de longues années; puis, nous l'avons non pas perdue, mais partagée avec d'autres puissances, auxquelles la Turquie a garanti les mêmes avantages. Nous sommes aujourd'hui sur le pied d'égalité avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, le Portugal et diverses autres puissances.

Si nous n'avons pu conserver cette supériorité séculaire dont jouissait la France dans cette partie de l'Orient, dans les Echelles du Levant, il nous est apparu qu'il serait très pénible et fort grave de nous trouver dans une situation inférieure à celle des Puissances étrangères. *(Très bien! très bien! à gauche.)*

Nous avons dû rechercher quelle situation serait faite à notre commerce, au pavillon français, à l'expiration du traité de 1861. Dans ce but, non pas des négociations, mais des pourparlers ont été échangés avec le Gouvernement turc.

Par le traité de 1802, article 9, la Turquie a concédé à la France, et réciproquement, le traitement de la nation la plus favorisée. Ce traité a été confirmé par le traité de 1838, et, en 1861, ce n'est pas un traité nouveau qui est intervenu et a annulé les traités antérieurs: c'est un traité additionnel, qui s'ajoute à ceux qui existaient antérieurement, dont il confirme l'existence.

Forts de ces textes, nous avons demandé au Gouvernement turc comment il entendait traiter le pavillon français à l'expiration du traité de 1861, si, à cette date, nous n'avions pas la possibilité de renouveler le traité.

J'ai dans mon dossier une note, signée par notre chargé d'affaires et par le Gouvernement turc, de laquelle il résulte que le Gouvernement ottoman accordera à la France le traitement de la nation la plus favorisée...

M. Adolphe Turrel. — Monsieur le président du Conseil, pouvez-vous lire la note qui a été échangée entre le Gouvernement français et le Gouvernement turc?

Je n'ai pas pu me la procurer; je l'ai demandée en vain, elle ne m'a pas été communiquée. La Chambre en entendrait la lecture avec intérêt.

M. le président du Conseil. — Très volontiers, si M. le ministre des affaires étrangères n'y voit pas d'inconvénients.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères. — Nullement.

M. le président du Conseil. — Voici cette note :

« M. le chargé d'affaires de la République à Constantinople à M. le ministre des affaires étrangères de Turquie.

« Constantinople, le 48 janvier 1890.

« Votre Excellence a bien voulu constater avec moi qu'il y avait lieu, pour nos deux Gouvernements, de définir le régime auquel seront soumises les importations françaises en Turquie, à partir de l'expiration prochaine du traité spécial et additionnel du 29 avril 1861 et jusqu'à la mise en vigueur des nouveaux arrangements commerciaux destinés à le remplacer.

« Dans l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir, hier, à ce sujet, avec elle, Votre Excellence a reconnu que, conformément aux anciens traités, les produits français importés dans l'Empire ottoman continueront, pendant la période ci-dessus indiquée, à bénéficier du traitement de la nation la plus favorisée.

La communauté de vues qui existe, à cet égard, entre le Gouvernement de la République et celui de S. M. I. le sultan se trouve ainsi explicitement établie.

« Comme nous en étions convenus avec Votre Excellence, je me suis empressé de donner connaissance de cette déclaration à Son Excellence M. Spuller, en ajoutant qu'il ne restait plus qu'à consacrer, par un échange de notes, l'entente de l'ambassade et de la Sublime Porte sur la question.

« Je serais, en conséquence, très obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir qu'elle a pris acte de la présente communication.

« IMBERT. »

Voici la réponse :

« Son Excellence Said-Pacha, ministre des affaires étrangères, à M. Imbert, chargé des affaires de France.

• Constantinople, le 30 janvier 1890.

« Monsieur le chargé d'affaires,

« En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 17 janvier, j'ai l'honneur de vous déclarer qu'à l'expiration du traité de 1861, le commerce français bénéficiera du traitement appliqué aux autres nations les plus favorisées, en attendant la conclusion d'un nouvel acte qui aura lieu, nous aimons à l'espérer, dans le plus bref délai.

« SAÏD-PACHA ».

Je ne crois pas qu'il puisse subsister l'ombre d'un doute : l'interprétation que nous donnons au traité de 1802 et aux traités antérieurs est confirmée de la façon la plus ferme par l'empire ottoman. (*Tres bien! tres bien! à gauche.*)

Aurons-nous un réel intérêt à conserver cette situation dans les Echelles du Levant ?

Je me sers à dessein de cette expression ; car vous savez que la Turquie ne comporte pas seulement le territoire turc proprement dit ; il comprend également les provinces vassales, notamment l'Egypte. Or, j'ai entre les mains deux traités, dont l'un, qui n'est pas encore signé, mais ne tardera pas à l'être, nous en sommes informés, est conclu par l'empire d'Allemagne.

Par ce traité, le commerce allemand jouira d'une situation absolument égale à celle que nous aurions eue, si nous avions poursuivi les négociations entamées en 1883 et continuées jusqu'en 1887 par nos prédécesseurs.

L'autre traité, qui est signé, passé entre l'Angleterre et l'Egypte, accorde à l'Angleterre des faveurs dont nous serions absolument privés si nous n'avions pas le traitement de la nation la plus favorisée.

Dans le traité passé avec l'Allemagne il est spécifié, non pas en termes vagues, mais littéralement, que le traité s'applique à la Porte, à la Bulgarie et à l'Egypte. De telle sorte que si nous étions déchus du traitement de la nation la plus favorisée, les droits de ce vieux pavillon français, qui, pendant tant de siècles, a navigué presque seul dans la partie de la Méditerranée qui baigne les rives de l'empire ottoman, serait désormais écarté. Nous ne serions plus dans la situation privilégiée d'autrefois, plus même sur un pied d'égalité : nous serions absolument dépossédés.

Quelle serait alors notre situation ? Je le demande à l'honorable M. Turrel. S'il le sait, je lui serai bien obligé de me l'indiquer. Quant à moi, je n'en sais rien : c'est absolument l'inconnu.

La plupart des puissances ont un tarif général et des tarifs conventionnels ; en Turquie, il n'existe pas, à proprement parler, de tarif général. Cette puissance n'a de tarifs qu'avec les puissances avec lesquelles elle a signé des conventions ; tout le reste est laissé à l'appréciation, je n'ose pas dire à l'arbitraire de la douane. Il n'existe aucun texte légal dont les négociants qui font des affaires dans ce pays puissent se recommander en cas de difficultés.

Voilà dans quelles conditions éminemment fâcheuses, la France se trouverait placée. Il nous a paru impossible d'accepter cette situation, et c'est pour cette raison que nous avons demandé à la Porte de vouloir bien nous reconnaître

par une déclaration formelle le traitement de la nation la plus favorisée. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Je ne fuis pas le débat et je vais au-devant de l'objection qui touche l'honorable M. Turrel, ainsi qu'un certain nombre de membres de cette Chambre représentant des départements viticoles.

Il est certain, ainsi que vous avez pu le voir par l'échange des notes, que ce traitement de la nation la plus favorisée est réciproque et durera jusqu'en 1892. Dans deux ans, lorsque nous serons libres en ce qui concerne les traités, que nous n'aurons plus à les renouveler, nous pourrions relever tous les droits de notre tarif général.

Nous pourrions le faire dès à présent; mais il est certain que nous serons obligés d'appliquer à la Turquie le traitement de la nation la plus favorisée et de lui maintenir pendant deux ans encore le traitement concédé par les traités de 1881 à l'Espagne et au Portugal.

Je reconnais que la situation est très intéressante pour les viticulteurs. La fabrication du vin de raisins secs leur a fait une concurrence redoutable; aussi le Parlement ne s'est pas montré indifférent aux conditions qui étaient faites à la viticulture française.

Il convient, d'autre part, d'envisager les besoins de la consommation — car, enfin, cette fabrication du vin de raisins secs ne se serait pas improvisée dans notre pays avec tant de succès si son établissement n'avait pas répondu à un véritable besoin de la consommation. Il faut se rappeler qu'avant l'apparition du phylloxera notre récolte était de 60 millions d'hectolitres et qu'elle est descendue jusqu'à 23 millions. Or, la consommation atteint 43 millions d'hectolitres: on a donc été obligé de rechercher un moyen artificiel de faire du vin. La fabrication au moyen du raisin sec donne un vin très sain, tout le monde le reconnaît; les Comités d'hygiène, consultés sur ce point, ont été unanimes à reconnaître que le vin de raisin sec est une boisson qui n'est nullement nuisible pour la santé publique... (*Mouvements divers.*)

M. Salis, *ironiquement*. — Même quand il est additionné d'acide sulfurique ?

A droite. — Il n'existe pas dans le commerce de vin de raisins secs pur.

M. le Président du Conseil. — Par conséquent, si cette fabrication a pris de grands développements, cela tient aux besoins de la consommation.

Mais enfin, messieurs, est-ce que vous croyez véritablement qu'après les précautions prises, c'est-à-dire les droits établis par la loi de finances de 1889 frappant les raisins secs à leur entrée en France, après les précautions édictées par la loi Griffé...

Quelques membres à gauche. — Elle n'est pas appliquée!

M. le président du Conseil. — ... qui imposent à tous les marchands de vin de raisins secs l'obligation de faire connaître l'origine de leurs produits. croyez-vous que, réellement, on n'ait pas fait des efforts pour donner satisfaction aux viticulteurs du Midi?

Je veux bien qu'il y ait sur ce point des intérêts qui ne sont pas entièrement sauvegardés, et je le déplore; mais s'il est absolument impossible de donner, dès à présent, aux viticulteurs du Midi la satisfaction qu'ils demandent, à ces viticulteurs qui nous sont si sympathiques, je demande si un délai de deux ans peut entrer en balance avec les intérêts considérables que je viens de signaler, s'il est possible d'accepter que, dans ce pays d'Orient, dans la Porte-Ottomane, en Egypte et dans toutes les provinces qui dépendent de cet Empire, nous perdions tout notre commerce, les 4 millions de produits fabriqués que nous envoyons en Turquie, les 20 millions que nous envoyons en Egypte et ceux que nous envoyons en Bulgarie et dans d'autres provinces? Est-ce qu'il est possible de perdre le bénéfice de cette situation, de céder ainsi cette place que nous avons toujours occupée seuls, je ne saurais trop le répéter, pendant si long-

temps, et que nous partageons aujourd'hui avec quelques autres puissances? Est-il possible que nous l'abandonnions d'une manière complète à nos rivaux?

Messieurs, le Gouvernement ne l'a pas pensé et il fait appel au patriotisme de la Chambre pour maintenir haut et ferme le drapeau de la France dans ce pays, où il a flotté si longtemps. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs au centre et à gauche.*)

M. le président. — La parole est à M. Turrel.

M. Adolphe Turrel. — Messieurs, M. le président du Conseil a eu raison de faire appel à notre patriotisme, à celui de l'Assemblée tout entière. Il sait très bien qu'on ne fait jamais en vain appel à un pareil sentiment dans une Assemblée comme celle-ci.

Mais c'est justement à cause de ce sentiment qu'il m'est absolument impossible de laisser passer, sans présenter quelques observations qui me paraissent indispensables, la réponse qu'il vient de me faire. Avec une habileté que je me plais à reconnaître, M. le président du Conseil a d'abord agité le spectre de l'Allemagne, des prétendus avantages qu'elle allait obtenir d'un traité nouveau, et, en second lieu, il a voulu faire dévier le débat sur la question des raisins secs.

Je ne le suivrai pas sur ce terrain. Ce n'est pas seulement de cela qu'il s'agit, messieurs; les raisins secs sont peu de chose dans une question de cette gravité.

Un membre à gauche. — Alors, vos électeurs ne seront pas contents!

M. Adolphe Turrel. — Je parle ici pour dire la vérité, pour dire ce que je pense, sans autre souci que celui du devoir.

M. le président du Conseil a déclaré à la Chambre que, dans son esprit comme dans l'esprit du Gouvernement, en interprétant les anciens traités qui nous lient avec la Turquie, il résultait de cette interprétation qu'*in æternum*, pour toujours, nous étions liés, au point de vue douanier, avec la Turquie par la clause de la nation la plus favorisée; et il vous a cité dans le traité de 1802 la clause de la nation la plus favorisée contenue dans l'article 9.

J'aurais désiré qu'il nous lût, non pas le traité dans son entier, mais simplement un autre article, l'article 7 de ce traité, qui réserve absolument, qui laisse hors de cette clause la question des tarifs douaniers. Il faut que la Chambre le connaisse. Elle agira ensuite sous sa responsabilité, comme elle l'entendra. Je l'aurai du moins prévenue.

« Art. 7. — En attendant qu'il soit pris de concert de nouveaux engagements relativement aux droits de douane, on se conformera à cet égard, dans les deux pays, aux anciennes capitulations. »

MM. Félix Faure et Edouard Lockroy. — Ce n'est pas le texte exact, monsieur Turrel!

M. Adolphe Turrel. — Permettez! j'ai deux copies, j'ai pu faire une erreur.

M. Edouard Lockroy. — Je n'en ai qu'une, mais c'est la bonne.

M. Adolphe Turrel. — Eh bien, je vous prie de la lire, monsieur Lockroy.

M. Edouard Lockroy, lisant. — En attendant qu'il soit pris de concert de nouveaux arrangements sur les discussions qui ont pu s'élever relativement aux droits de douane, on se conformera à cet égard, dans les deux pays, aux anciennes capitulations. »

M. Adolphe Turrel. — C'est exact! c'est bien cela!

Messieurs, il me semble que c'est net.

M. Deloncle. — Lisez l'article 9 ! lisez la fin !

M. Adolphe Turrel. — Permettez, messieurs, je ne viens pas à cette tribune pour discuter et interpréter un traité : c'est l'affaire du Gouvernement. Je présente les observations que je crois devoir présenter ; la Chambre sera avertie, et elle fera dans l'avenir ce qui lui plaira.

Voici le texte de l'article 9 :

« Art. 9. — La République française et la Sublime-Porte ayant voulu, par le présent traité, se placer dans les Etats l'une de l'autre sur le pied de la puissance la plus favorisée, il est entendu qu'elles s'accordent respectivement dans les deux Etats tous les avantages qui pourraient être ou avoir été accordés à d'autres puissances, comme si lesdits avantages avaient été expressément stipulés dans le présent traité. »

Or, il faut que vous sachiez, messieurs, que la question du tarif douanier a été soumise, contrairement aux affirmations de M. le président de Conseil, aux fluctuations de tous les traités, et laissée en dehors de la clause qu'on invoque. Le tarif douanier avec la Turquie, après 1802, a été modifié en 1838 par un tarif annexé au traité de cette époque et rédigé en 1839.

Tandis que nos relations politiques restaient soumises à une fixité complète, nous voyons le tarif douanier modifié en 1850. En 1856, après le traité de paix, on a le soin de réserver la question douanière, et enfin nous arrivons aux changements du traité de 1861. Mais ce qu'il m'importe de dire ici, c'est que, sous l'apparence d'une interprétation des anciens traités, le Gouvernement a conclu en réalité un arrangement nouveau, une convention nouvelle, sous sa seule responsabilité et sans nous consulter.

Pour ma part, monsieur le président du Conseil, je ne saurais approuver cette manière d'agir. Permettez-moi de me demander si en le faisant vous ne dépassez pas les limites extrêmes de vos droits.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères. — Nous protestons formellement.

M. Adolphe Turrel. — Je maintiens mon affirmation. En ce qui touche l'entrée en France des produits turcs, je défie M. le président du Conseil et M. le ministre des affaires étrangères de me montrer, soit dans les capitulations de 1740 que j'ai là, soit dans les traités de 1802 ou de 1838, quoi que ce soit qui règle les droits d'entrée des produits turcs en France et leur assure ce traitement de la nation la plus favorisée.

En voulez-vous la preuve ? La voici. En 1861 il a été conclu — M. le président du Conseil l'a dit à cette tribune — un traité additionnel, c'est-à-dire qu'on a fait à cette époque, non pas un traité nouveau, mais un traité qui venait s'ajouter aux anciens traités déjà existants. On a dit que le traité de 1861 constituait un acte additionnel aux anciennes capitulations et au traité de 1838. Or, permettez-moi de vous faire observer qu'on n'ajoute que ce qui manque. Si la clause du traitement douanier le plus favorable avait existé implicitement dans les précédents traités, notamment dans celui de 1838, on ne l'aurait pas insérée dans celui de 1861. (*Marques d'assentiment sur divers bancs.*)

Est-ce que l'on a inséré dans ce traité additionnel une chose qui n'existe pas, qu'on ne trouve nul part dans les anciens traités ?

Voici l'article qui nous régit aujourd'hui, mais qui cessera de nous régir, que vous le vouliez ou non, le 13 mars prochain, et que je vous demande la permission de vous lire :

Traité du 29 avril 1861 :

« Art. 15. — Toutes les marchandises, produits du sol de l'empire ottoman, importés en France par des bâtiments ottomans, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés. »

Voilà, messieurs, pour la première fois, appliqué aux marchandises turques

à leur arrivée en France le traitement de la nation la plus favorisée. Et puisque ce traité de 1861 est un article additionnel...

M. Edouard Lockroy. — Non ! il est confirmatif !

M. Adolphe Turrel. — Mon cher collègue, une affirmation n'est pas un argument, et je vous demande la permission de poursuivre ma discussion jusqu'au bout.

Je dis que pour la première fois mention est faite dans ce traité de la clause pour les produits turcs de la nation la plus favorisée, et que cette clause est subordonnée aux mêmes conditions de durée que tout ce qui est contenu dans ce traité. Et cela est si vrai que, lorsque le traité aura pris fin, vous n'aurez plus avec la Turquie les avantages qu'elle vous donne dans le traité de 1861 ; malgré votre nouvelle convention, vous ne pourrez pas faire entrer vos marchandises en Turquie avec le traitement aussi favorable que la clause de la nation la plus favorisée produira pour elle. Et la Turquie le sait bien.

M. le président du Conseil. — Je vous demande pardon ! L'Autriche a un traité absolument analogue au nôtre.

M. Adolphe Turrel. — Voulez-vous me permettre de continuer, monsieur le ministre, et de vous dire pourquoi la Turquie accepte avec plaisir votre manière de voir ? C'est au fond le traité de 1861 que vous proposez, en réduisant les avantages qu'il nous conférerait.

En effet, j'ai pris deux chiffres que je tiens à soumettre aux méditations de la Chambre.

On a conclu ce traité de 1861 dont vous avez accepté et voté la prorogation.

En ce qui concerne notre commerce, voici les résultats économiques de cette convention de 1861, que vous maintenez en fait :

En 1862, nos exportations en Turquie sont de 50,042,825 fr.

Les importations de la Turquie en France sont de 104,432,367 fr.

En 1888, nos exportations en Turquie tombent à 47,536,905 fr.

Les importations de la Turquie en France augmentent et arrivent à 115,803,309 fr.

Ainsi donc, à l'heure où je parle, nous en envoyons pour 3 millions de moins. En résumé, la Turquie nous envoie en produits le double de ce qu'elle reçoit de nous. (*Très bien ! sur plusieurs bancs.*)

M. Félix Faure. — Il y a beaucoup de matières premières.

M. Adolphe Turrel. — Voilà la façon dont le traité de 1861 a été favorable à notre industrie et à notre commerce ; voilà ce que vous voulez maintenir. Je n'insiste pas.

Mais je ne veux pas terminer ce débat sans vous dire le véritable caractère que j'entends lui donner pour aujourd'hui. J'ai voulu déclarer que, en ce qui me concerne — car je ne parle qu'en mon nom personnel — il ne m'était pas possible d'admettre que, dans l'état économique où nous nous trouvons, le Gouvernement qui désire au fond faire un nouvel arrangement, le fasse et nous dise qu'il interprète les anciens traités, tandis que son interprétation a une élasticité telle qu'en réalité c'est un nouveau traité qu'il conclut.

C'est ce que M. le président du Conseil a fait ; je le regrette, quant à moi, mais je ne veux pas mettre la Chambre en demeure de se prononcer sur une question aussi grave, après un débat aussi sommaire ; les affaires de cette importance ne se jugent pas aussi vite. Il faudrait pour cela rechercher les textes, et les recherches de cette nature ne se font pas avec cette célérité. Nous n'avons pas entre les mains la correspondance qui a été échangée à cet égard, et je ne crois pas, pour ma part, que, pour une simple question à un ministre, on puisse mettre une Assemblée en face de ce dilemme : d'accepter ou de

repousser une théorie aussi complexe, aussi controversée. (*Très bien! très bien!*)

Et comme la solution du Gouvernement est très grave dans ses conséquences, comme j'estime, quant à moi que dans l'avenir, après 1892, — car enfin vous venez, monsieur le président du Conseil, de découvrir un nouveau traité de Francfort qui vous lie pour toujours avec la Turquie par la clause de la nation la plus favorisée, — comme j'estime, dis-je, que ce nouveau traité, vous allez le suspendre comme une épée de Damoclès sur la tête des négociateurs de 1892, je veux qu'alors, quand notre liberté économique sera entravée, il puisse être dit que quelqu'un est venu apporter sa protestation. Du reste, messieurs, la question se présentera devant vous, vous vous prononcerez. La Commission des douanes va augmenter les tarifs dont l'insuffisance est reconnue et à cette occasion nous aurons peut-être la satisfaction de démontrer plus clairement que nous ne le faisons aujourd'hui à M. le président du Conseil combien sa théorie est regrettable à tous égards. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche*).

M. le président. — La parole est à M. le président du Conseil.

M. le président du Conseil. — Messieurs, je voudrais répondre un seul mot à l'honorable M. Turrel.

M. Turrel pense que le Gouvernement a outrepassé son droit et qu'il a fait un traité nouveau. C'est une erreur absolue : le Gouvernement n'a jamais varié, et non-seulement le Gouvernement actuel, mais tous les Gouvernements, toutes les administrations des affaires étrangères qui se sont succédé, tous les négociateurs avec la Turquie ont considéré que la clause de 1802 avait force et vigueur, et si M. Turrel avait lu l'article 1^{er} qui forme le préambule du traité de 1861, il verrait que ce que j'ai avancé était l'exacte vérité; ce traité n'a été qu'un acte additionnel qui n'enlevait rien aux anciennes stipulations.

M. Adolphe Turrel. — Lisez cet article, vous y verrez que tout y est maintenu, sauf ce qui est modifié. (*Rires sur divers bancs*.)

M. le président du Conseil. — Or, qu'est-il arrivé? Nos prédécesseurs étaient si bien convaincus, — comme nous le sommes d'ailleurs, — qu'il ne pouvait y avoir de difficulté sur ce point, que l'on n'avait jamais, pour ainsi dire, posé la question; et c'est pour la première fois, lorsque, il y a deux ou trois mois, M. Turrel est venu au ministère des affaires étrangères, et auprès de moi, consulter la valeur de cette clause derrière laquelle nous nous abritons aujourd'hui pour conserver le traitement de la nation la plus favorisée, en présence des traités nouveaux que la Porte vient de signer avec les puissances que j'indiquais tout à l'heure, c'est lorsque nous avons constaté cette interprétation que nous avons voulu, — je vous demande pardon de l'expression, — en avoir le cœur net.

C'est alors que nous avons dit à notre chargé d'affaires à Constantinople : Veuillez demander au ministre des affaires étrangères de Turquie comment il interprète le traité et quelle sera la situation qu'il entend faire aux marchandises françaises, à l'expiration du traité de 1861. C'est alors qu'il y a eu échange de notes, échange d'explications si vous voulez, mais nullement traité nouveau. Croyez-vous donc que nous soyons assez peu soucieux de la Constitution dont nous avons la garde pour conclure un traité qui ne serait pas soumis au Parlement? (*Rumeurs à droite*.) Vous ne le pensez pas et personne ne saurait avoir une semblable pensée.

Nous avons fait, je le répète, un acte patriotique et, en demandant que la France fût traitée comme les autres puissances à l'expiration du traité de 1861, nous avons fait, je crois, une chose bonne et utile pour le pays. (*Très bien! très bien! à gauche*.)

Les obsèques de M. Mariani, ambassadeur de France près le Gouvernement italien, ont eu lieu le 1^{er} février, dans un petit village près de Bagneux. Du discours prononcé par M. Spuller, Ministre des Affaires étrangères, pour rendre hommage à la mémoire du défunt, nous extrayons le passage qui se réfère au rôle de M. Mariani en Italie :

Mais nulle part M. Mariani n'a fait preuve de plus d'esprit diplomatique, au sens élevé de ce mot, que dans sa mission politique, à Munich d'abord, où il se fit observateur attentif et critique judicieux de tout ce qui était à portée de son regard clairvoyant et de son jugement éclairé; à Rome, enfin, où il arriva dans des circonstances fort difficiles, obligé, si l'on peut parler ainsi, de reprendre les choses à pied d'œuvre pour substituer un état d'opinion plus calme à une effervescence trop souvent sans cause, mais non pas sans péril. Que M. Mariani ait réussi dans cette mission, qui pourrait mieux l'attester que le concert d'éloges et de regrets qui s'est élevé de tous les points de l'Italie, dès que sa mort soudaine a été connue? Cette mort, on l'a pleurée comme un malheur public et ce n'est pas seulement la voix du monde officiel qu'il faut entendre ici, mais celle de la nation tout entière : des honneurs souverains ont été décernés au représentant de la France, à l'ambassadeur de la République. Nous sommes profondément touchés de ces démonstrations sympathiques à l'adresse de notre pays; mais ce qui est fait pour nous toucher plus profondément encore, c'est cette émotion générale, c'est ce cortège fait par le peuple romain à Mariani, en qui l'Italie a voulu reconnaître et saluer un ami d'autant plus sûr, qu'elle le savait incapable, pour se la concilier, de trahir ses devoirs envers sa propre patrie. M. Mariani remplissait ainsi le vrai rôle du véritable ambassadeur; il était un lien entre les deux nations; à toutes les deux, il servait, sans rien abandonner des devoirs de sa charge, d'interprète autorisé et fidèle, il était par excellence un agent de paix et de rapprochement : noble mission qui convenait à ce noble cœur, car c'est grâce à son action bienveillante, grâce à l'aménité, à la courtoisie de ses rapports de tous les jours avec les hommes de tous les partis, que notre ami avait réussi à se créer en Italie la situation éminente que sa fin prématurée a tout à coup révélée. Il avait aimé l'Italie au temps de sa jeunesse; son cœur avait battu pour son relèvement, pour sa liberté; il l'avait suivie de loin dans ses transformations diverses, se rendant compte, avec un large esprit politique, qu'il portait dans l'étude des grands intérêts des peuples et du développement de leurs destinées, des aspirations ardentes et passionnées de cette jeune nation qui a grandi si vite au milieu des faveurs inespérées de la fortune. Il comprenait toutes ces velléités, toutes ces inquiétudes, toutes ces ardeurs, il les jugeait de haut; mais il se gardait d'en faire le texte de récriminations inutiles qui auraient rendu impossible la mission qu'il s'était donnée, de ramener les esprits à la claire vision des réalités; son attitude était, à elle seule, comme un conseil de tous les jours; sans jamais rien envenimer, il recommandait par son calme de s'en tenir à la prudence qui est la meilleure conseillère des peuples aussi bien que des hommes, et par là il ne répondait pas seulement au secret désir des meilleurs esprits, mais à des sympathies enracinées plus profondément qu'on ne le croit dans le cœur même de la nation. C'est là ce que l'on a vu, comme un éclair de lumière subite, le jour même de sa mort, et c'est ce qui nous autorise à proclamer devant son cercueil qui va disparaître que Mariani a été enseveli dans son triomphe.

Sénégal.

La situation financière du Sénégal n'est pas brillante; il ressort, en effet, des déclarations du gouverneur, à la séance d'ouverture du Conseil général de cette colonie, que les prévisions de recettes s'élevaient, pour l'exercice 1889, à 3,087,474 francs, mais que ces mêmes recettes n'ont donné que 2,598,000 francs, ce qui constitue une moins-value de 489,474 francs, à laquelle, pour connaître exactement le déficit, il faut ajouter une somme de

277,362 fr. 72 provenant des restes à payer sur exercice clos et des dépenses non régularisées. Le déficit total est donc de 766,836 francs.

Comme il ne paraît pas, d'ailleurs, que la crise commerciale dont souffre le Sénégal doive prendre fin à bref délai, l'Administration de la colonie a cru devoir élaguer toutes les dépenses qui ne lui paraissaient pas répondre à un besoin réel ou qui ne revêtaient pas le caractère d'urgence; mais, malgré ses efforts pour arriver à équilibrer le budget de 1890, il restait encore à trouver une somme de 239,238 fr. 76, et dans ce but elle réclamait du Conseil général des ressources nouvelles.

Cette assemblée s'est mise à l'œuvre, et, approuvant d'une part des augmentations d'impôts et supprimant d'autre part des dépenses, elle est arrivée à l'équilibre du budget qui vient d'être arrêté à 2,356,301 fr. 19 en recettes et en dépenses.

L'Administration avait proposé, afin de combler le déficit, d'augmenter la plupart des impôts, et entre autres les droits sur les boissons et les tarifs sur toutes les marchandises importées dans la colonie; le Conseil a approuvé presque toutes ces propositions qui assurent une recette supplémentaire de 400,000 francs environ. Mais à son avis, cette somme devra servir de gage à un emprunt de 3 millions, à amortir en douze années, et qui sera affecté à mettre définitivement à jour la situation financière et à entreprendre les grands travaux de la colonie.

Un point très important du discours du gouverneur mérite une attention toute spéciale. On sait que depuis quelques années une émigration considérable, qui a même pris des proportions inquiétantes, éloigne les populations indigènes de la banlieue de Saint-Louis. Le gouverneur croit que, si l'élévation de l'impôt personnel qui a été porté de 1 fr. 50 à 3 francs n'en est pas la cause unique, elle en a été la cause déterminante.

Les rapports de nos administrateurs et de nos chefs de cantons, dit M. Clément-Thomas, sont unanimes à cet égard, en ce qui concerne le premier arrondissement.

Il faut considérer, en effet, que la situation dans nos deux arrondissements est bien dissemblable.

Dans le premier, c'est-à-dire dans la banlieue, le haut Walo et le Dimar, nous avons affaire à des populations imbuës de préjugés, esclaves de la tradition et d'une grande pauvreté, ne comptant que sur les produits de leur récolte pour trouver leurs moyens d'existence.

Que la récolte vienne à manquer, c'est la misère dans toute l'acception du mot.

Et elle a été très grande en 1888; en 1889, l'hivernage trop sec a fait avorter les cultures. On réclamait néanmoins aux victimes de cette situation un impôt double; les indigènes ont alors perdu la tête et cherché leur salut dans la fuite. L'Administration fait actuellement de sérieux efforts pour les ramener. Elle a lancé sur la trace des fugitifs une mission de chefs indigènes choisis avec discernement, afin de leur apporter ce qu'elle appelle « la bonne parole ». Le gouverneur condamne donc le principe de l'impôt personnel et croit aussi qu'il nous faut changer de système politique et renoncer à l'Administration directe.

C'est en substituant un système de protectorat libéralement appliqué au régime de l'annexion et de l'administration directe, que nous éviterons ces émigrations désolantes qui menacent de créer un désert autour de nous.

Or, je vous le demande, Messieurs, que deviendrait le commerce de Saint-Louis le jour où cette éventualité se réaliserait?

Avec les Peulhs disparaîtraient tous les troupeaux de la banlieue. Avec les Wolofs disparaîtraient les champs d'arachides et de mil qui alimentent les escales de Rao, de MPal, de Dagana, etc.

Je me hâte d'ajouter que le département, saisi par moi de ce projet de désannexion, lui a donné sa complète approbation.

Mon intention est de constituer les cantons actuels du premier arrondissement en provinces comprenant chacune plusieurs cantons sous le protectorat et la suzeraineté de la France, à l'instar de ce qui a été fait pour le N'Diambour et le Guick-Mérina, provinces dans lesquelles se trouvent nos plus fidèles sujets, où nous sommes mieux obéis et surtout plus aimés que dans un canton quelconque de la banlieue, parce que nous n'y heurtons pas de front les us et coutumes des indigènes, parce que nous nous contentons d'y exercer nos droits de suzeraineté sans leur imposer notre réglementation européenne, nos mœurs administratives et judiciaires qu'ils ne comprennent pas, pour lesquelles ils ne sont pas mûrs et qu'ils considèrent comme des tracasseries.

A la tête de chaque province sera placé un chef nommé par le gouverneur. Il est bien entendu que, avant d'abandonner l'administration directe de ces pays, toutes les réserves de droit seront faites en ce qui concerne la propriété des terrains nécessaires à la colonie pour l'avenir.

Le Conseil général a adopté les vues de l'administration, sauf pour le deuxième arrondissement (Dakar), où d'ailleurs l'impôt personnel se perçoit sans difficulté.

Le Journal officiel du Sénégal et dépendances a publié l'arrêté suivant :

Les territoires du 1^{er} Arrondissement, actuellement annexés, sont désannexés à compter du 1^{er} janvier 1890 et placés sous le régime du protectorat.

Sont réservés comme propriétés de la France les postes de Matam, Saldé, Podor, Aéré, Dagana, avec les villages sis sous leurs murs et leurs lougans ; le poste télégraphique de N'Diaen ; le poste de M'Pal avec un rayon de 200 mètres ; le poste de Richard-Toll avec un terrain d'un rayon de 600 mètres sur la rive occidentale de la Taouey ; le poste de Mérinaghen avec un terrain d'un rayon de 400 mètres sur la rive occidentale du lac de Guiers (Panié-foul) ; le camp de N'Diogo avec un rayon de 100 mètres ; le poste de Lamp-sar avec un rayon de 150 mètres ; le barrage de Lampsar et les bâtiments de la prise d'eau, à Makhana, avec un rayon de 300 mètres ; le poste de la barre avec un rayon de 100 mètres ; les terrains à coquilles de la route de Diaoudoune, du kilomètre 9 au kilomètre 12^k500, sur une largeur de 1 kilomètre de chaque côté de la route, et le Tound-Touli, du kilomètre 247 au kilomètre 250, sur une largeur de 1 kilomètre à droite de la voie ferrée en allant à Dakar ; une bande de terrain de 50 mètres de largeur de chaque côté de l'emprise de la voie ferrée et un rayon de 300 mètres autour des gares ; l'île de Sor, le village de Leybar avec le terrain limité au nord, à l'est et à l'ouest par des marigots, au sud, par une ligne allant directement de l'est à l'ouest et partant du pont de Gandon ; l'ilot de Eabaguèye ; les salines de Koumette et Gandiole ; toutes concessions régulièrement délivrées.

Des traités déterminant la constitution des pays annexés et le *modus vivendi* qu'ils devront adopter dans leurs relations entre eux et avec la France seront ultérieurement passés.

Saint-Louis, le 13 janvier 1890.

CLÉMENT-THOMAS.

GRANDE-BRETAGNE.

La session du Parlement a été ouverte le 11 février. Le discours du trône, dont suit la traduction, a été lu par le Lord Chancelier :

My Lords et Messieurs,

Mes relations avec les autres puissances continuent à avoir un caractère amical.

Un corps de troupes commandé par un officier portugais a été envoyé pendant l'automne dernier à la colonie de Mozambique sur un territoire où des établissements anglais avaient été créés et où habitent des tribus indigènes que j'ai prises sous ma protection. Une collision sanglante a eu lieu et l'on a commis des actes incompatibles avec le respect dû au pavillon britannique. Le Gouvernement portugais a promis, sur ma demande, de retirer ses forces militaires du territoire en question.

Une conférence des puissances qui désirent la suppression de la traite, a été convoquée à Bruxelles par le Roi des Belges. J'espère fermement que les résultats de ses délibérations contribueront au succès de la grande cause dans l'intérêt de laquelle elle s'est réunie.

Une convention commerciale a été conclue avec le Khédive d'Egypte, et un arrangement provisoire pour le règlement des questions fiscales urgentes a été signé avec le Gouvernement bulgare. Des documents concernant toutes ces questions vous seront présentés.

La convention que j'ai conclue avec l'Empereur d'Allemagne et la République des Etats-Unis au sujet du gouvernement des îles Samoa vous sera soumise en même temps que le protocole de la conférence de Samoa, ainsi qu'un traité conclu avec les Etats-Unis relativement à la modification de la loi sur l'extradition entre les deux pays; ce dernier traité attend encore la ratification du Sénat des Etats-Unis.

La situation troublée du Swaziland a nécessité des mesures propres à améliorer l'administration de ce territoire, dont l'indépendance a été reconnue par la convention de Londres. De concert avec le Président de la République sud-africaine, j'ai envoyé un commissaire chargé de se renseigner au sujet des intentions des Swazis, ainsi que de celles des colons blancs.

J'attendrai avec intérêt le résultat de la conférence qui s'occupe de l'importante question de la fédération des colonies australiennes, j'accueillerai favorablement toute mesure mûrement étudiée et de nature à unir plus étroitement ces grandes colonies et à augmenter leur prospérité et leur puissance.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Le projet de budget pour faire face aux frais du gouvernement du pays pendant cette année vous sera soumis.

Il a été établi en prenant dûment en considération l'économie et les nécessités du service public.

My Lords et Messieurs,

L'amélioration continue dans l'état de l'Irlande et la nouvelle diminution du nombre des crimes agraires ont permis de restreindre considérablement l'étendue dans laquelle il est nécessaire de réprimer certaines infractions à la loi par des mesures sommaires. On vous soumettra des propositions pour augmenter, avec les précautions financières nécessaires, le nombre des propriétaires qui occupent eux-mêmes leur propriété, et pour étendre à l'Irlande les principes du self government qui ont déjà été adoptés en Angleterre et en Ecosse, autant que leur application peut contribuer à l'amélioration du bien-être national des populations de ce pays, et plus particulièrement des districts pauvres.

Un projet de loi tendant à faciliter et à rendre moins coûteuse la transmission de la propriété foncière en Angleterre vous sera soumis de nouveau. Il vous sera présenté en même temps un projet dont l'adoption aura pour effet de diminuer les frais qu'entraîne à présent le vote des lois d'intérêt local pour l'Ecosse.

Une loi tendant à améliorer le mode de perception de la dime et à faciliter le rachat de cet impôt vous sera également soumise.

J'ai nommé une Commission qui devra faire une enquête sur les moyens les plus propres à améliorer la situation économique dans laquelle se trouvent les habitants de certaines parties de la Haute-Ecosse ainsi que de quelques îles écossaises.

Votre attention sera appelée de nouveau sur une loi assurant la responsa-

bilité des patrons en cas d'accident, ainsi que sur un projet tendant à améliorer la procédure de la liquidation des Sociétés en faillite.

On vous soumettra des propositions tendant à développer et à modifier la législation sur la santé publique dans la métropole et sur les logements des classes ouvrières ainsi qu'un projet de loi destiné à améliorer les réglementations relatives aux Caisses d'épargne et aux Sociétés de secours mutuels. Votre attention sera attirée sur l'organisation introduite à présent dans les camps et casernes, et on vous demandera de prendre des mesures pour perfectionner la répartition de mes troupes et améliorer la situation au point de vue de l'hygiène et du bien-être.

Je vous recommande avec ferveur à la sollicitude du Dieu tout-puissant pour qu'il vous guide et vous assiste dans l'accomplissement de votre haute mission.

— Dans la séance de la Chambre des Lords du 11 février, Lord Ramsay propose l'adresse en réponse au discours du Trône. Il espère que le différend avec le Portugal, ancien ami et allié de l'Angleterre, sera prochainement réglé à la satisfaction mutuelle des deux pays. Il approuve la politique de lord Salisbury.

Lord Swadbroke parle dans le même sens.

Lord Granville se plaint du retard apporté à la convocation du Parlement. Il est heureux de constater la présence de lord Salisbury, l'un de ses Membres les plus éminents, et il espère que le premier Ministre est maintenant complètement rétabli. Il ne veut pas employer un ton hostile à propos des affaires portugaises, mais la question intéresse une nation avec laquelle l'Angleterre est depuis longtemps en excellents rapports. L'attitude de l'Angleterre à cet égard a été critiquée par la Presse continentale. C'est un devoir pour l'opposition de discuter la question avec un grand calme.

Lord Granville regrette que le traité du Congo n'ait pas ratifié les dispositions de l'article qui assignait le Shire aux Portugais et qui attribuait aux Anglais la presque totalité du territoire aujourd'hui en litige, ce qui aurait résolu d'avance le différend actuel. Mais l'attitude des conservateurs a empêché cette ratification.

L'orateur désire des explications sur les arrangements en cours entre les représentants du Portugal et le consul anglais, M. Johnson, en vue de résoudre le conflit.

Le ton de la dépêche de lord Salisbury aurait pu être plus modéré pour ne pas irriter sans nécessité un petit pays fier de sa position coloniale.

L'orateur demande s'il est vrai que la flotte exécutera des manœuvres dans la Méditerranée, sans nécessité et au risque de porter ombrage aux puissances voisines.

Il critique ensuite le programme législatif et annonce qu'il posera une question au sujet de la convention relative aux primes sur les sucres.

Lord Salisbury remercie lord Granville de sa gracieuse allusion au rétablissement de sa santé, mais il n'accepte pas que le fardeau de deux portefeuilles soit trop lourd, et c'est aux résultats qu'il faut juger les Ministres. Il est heureux de voir que lord Granville ne trouve rien à critiquer dans la politique étrangère du Gouvernement.

En ce qui concerne la question de l'enseignement, il conviendra de l'envisager d'après les ressources financières. Quant à l'envoi du général Simmonds auprès du Vatican, aucun obstacle légal ne s'opposait à sa mission qui intéresse Malte où l'Angleterre est obligée de maintenir la religion catholique.

Passant aux affaires du Portugal, lord Salisbury dit :

« Nous regrettons beaucoup d'avoir un différend avec un ancien allié, et je

crois que lorsque la correspondance diplomatique sera soumise à la Chambre, on constatera que le Portugal a été averti à plusieurs reprises depuis deux ans et qu'il nous était impossible d'accepter ses demandes au sujet des territoires occupés par les tribus placées sous notre protection ou occupés par des colons anglais sur les rives du Shire et du lac Nyassa. Nous désirons terminer pacifiquement l'affaire ; c'est pourquoi on ne pouvait admettre que le Portugal envoyât le major Serpa Pinto avec 4,000 hommes et des canons.

« Croire qu'il aurait mieux valu procéder plus lentement est une erreur. Selon moi, il y aurait eu danger à donner plus de temps à l'examen de nos demandes. On aurait ainsi risqué que la décision passât des conseils des hommes d'Etat aux conseils populaires dans la rue, ce qui pouvait amener des collisions et porter atteinte à notre pavillon. Je crois que l'avis unanime de la Chambre sera qu'il nous était impossible de permettre aux indigènes de l'Afrique de croire que nous sommes incapables de défendre nos protégés et les marchands qui ont formé des centres de colonisation.

« Pour éviter des complications, nous avons cru nécessaire d'exercer une pression plus grande dans l'intérêt du Portugal et dans celui de l'Angleterre.

« Quant à M. Johnson, aucunes propositions officielles ne lui furent faites lorsqu'il passa par Lisbonne, impliquant l'abandon de nos colonies sur le Shire et le Nyassa ».

Le marquis de Salisbury ne sait pas s'il y aura des manœuvres à Gibraltar. Il est trop tôt encore pour décider l'endroit où ces manœuvres auront lieu.

La ratification de la convention relative aux primes sur les sucres n'est pas obligatoire jusqu'à la fin de l'année prochaine ; nous avons toujours dit que cette ratification doit dépendre de la coopération des producteurs principaux de sucre ; l'état de choses n'est pas aussi favorable que l'année passée. Le Gouvernement s'est expliqué, je ne veux pas dire dans un langage énergique, mais dans un langage net sur cette question. L'esprit protectionniste est aussi plus fort dans le Gouvernement des Etats-Unis, et le Brésil n'est pas disposé à adopter notre façon de voir à ce sujet. Il est donc impossible de promettre la présentation prochaine d'un bill à ce sujet.

L'orateur justifie, en terminant, la déclaration d'après laquelle l'état de l'Irlande s'est amélioré.

L'adresse est adoptée et la séance est levée.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Le 12 février, Sir James Fergusson, répondant à M. Cremer au sujet de l'incident anglo-portugais, a déclaré qu'il espère que la publication de la correspondance diplomatique diminuera beaucoup l'irritation que l'action de l'Angleterre a créée chez le peuple portugais.

Les relations des deux Gouvernements sont toujours amicales. Le Portugal a demandé à soumettre la question à un arbitrage ; mais le Gouvernement anglais considère qu'on ne peut avoir recours à l'arbitrage dans les circonstances présentes.

Au cours de la discussion de l'adresse en réponse au discours du Trône, M. Gladstone a dit qu'il n'est pas disposé à critiquer la conduite du Ministre des Affaires étrangères, bien qu'il regrette le conflit diplomatique survenu avec un ancien allié, le Portugal. Il y avait lieu d'agir et mieux valait agir promptement ; mais il y a lieu de critiquer le langage dans lequel les justes demandes de l'Angleterre ont été transmises.

M. Smith, premier Lord de la Trésorerie, a répondu qu'il est heureux de voir que M. Gladstone approuve généralement le Gouvernement dans sa politique étrangère. Il a parlé ensuite du différend anglo-portugais dans le même sens que Lord Salisbury la veille à la Chambre des Lords.

Dans la séance du 24 février, Sir J. Fergusson, répondant à M. Campbell, dit que la nomination d'un envoyé extraordinaire auprès de Léon XIII pour traiter des affaires ecclésiastiques dans l'île de Malte n'a nul rapport avec le

désir du Pape d'entretenir des relations diplomatiques. Aussi le Gouvernement, en chargeant le général Simmons d'une mission spéciale qui intéresse le bien-être des Maltais, ne s'est-il pas départi de la réserve qu'il a jusqu'à présent observée au sujet de la nomination d'un représentant permanent auprès du Vatican.

M. Cuninghame Graham propose un amendement tendant à déclarer qu'en présence du désir manifesté par les classes ouvrières en Europe de voir limiter par des lois la durée des heures de travail, il y a lieu de faire discuter la question par les représentants de l'Angleterre aux conférences de Berne et de Berlin.

MM. Atherley, Jones Philipps et Beaufoy appuient l'amendement de M. Cuninghame Graham qui est combattu par MM. Bradlaugh et Samuel Smith. Ces derniers font valoir que la limitation des heures de travail abaisserait le commerce anglais sur les marchés étrangers.

Sir J. Fergusson déclare que le Gouvernement ne peut que prendre une part restreinte à la discussion, en présence des invitations de la Suisse et de l'Allemagne à des conférences ouvrières. Ces invitations nécessitent des négociations provoquées par les modifications qui peuvent s'offrir, c'est ainsi qu'aujourd'hui le Cabinet a été informé que la Suisse ajournait sa conférence à cause de la réunion proposée par l'Allemagne.

Le Gouvernement a répondu à l'invitation de l'Allemagne dans un sens qui n'est pas hostile, mais il ne saurait accepter l'amendement de M. Cuninghame Graham parce qu'il faut qu'il ait toute sa liberté d'action pour négocier. Lord Randolph Churchill combat l'amendement comme n'ayant aucun rapport avec l'adresse, mais il estime que la question de la conférence de Berlin doit faire l'objet d'une discussion spéciale.

L'amendement est rejeté par 198 voix contre 87.

Dans la séance du 27 février, Sir James Fergusson, répondant à une question de M. Bryce, a donné les renseignements suivants sur les affaires de Crète :

Les derniers rapports des consuls anglais, basés sur leurs propres observations, constatent que le calme le plus parfait règne dans les districts de Crète. « Un étranger, dit l'un de ces rapports, n'aurait pu se douter qu'il s'était passé des actes anormaux ».

Les enquêtes faites dans les villages établissent, d'une façon générale, l'absence de toute plainte à l'exception de celles présentant un caractère ordinaire.

Il paraîtrait donc qu'il y a cessation d'actes de pillage et de violence, s'il n'y avait sur des points isolés quelques agents de police ou des soldats détachés tués à coups de fusil.

Des écrits incendiaires sont répandus dans les villes. On y accuse les troupes d'atrocités, mais l'enquête faite par le consul et un officier naval anglais démontre que ces accusations sont dénuées de fondement.

Des télégrammes des 20 et 27 février disent que des Crétois qui s'étaient réfugiés en Grèce n'ont pas été inquiétés à leur retour par les autorités, bien qu'ils aient été impliqués dans les derniers troubles.

Le consul turc au Pirée a publié un avis portant qu'à l'exception de seize personnes, nominativement indiquées, tous les réfugiés peuvent rentrer en Crète.

Le Cabinet n'a pas connaissance que le Gouvernement turc ait l'intention de modifier son récent firman, mais le vali de Crète a publié une circulaire qui donne des explications sur ce firman, et le consul d'Angleterre fait connaître que si les instructions du gouverneur général étaient exécutées, il resterait peu de sujets de plainte à l'égard de ce firman ; il ajoute qu'en dehors des excitations de quelques hommes politiques, la situation générale serait plus favorable.

Le Traité de commerce Anglo-Égyptien.

Le Parlement a reçu communication de la correspondance qui a été échangée entre les Gouvernements anglais et égyptien, relativement au nouveau Traité de commerce conclu entre les deux pays.

Le Traité a été signé le 29 octobre dernier par le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement du Khedive et Sir Evelyn Baring.

L'article 1^{er} de la Convention dit : « Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande et l'Égypte.

« Les sujets britanniques en Égypte, et les Égyptiens dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande auront la liberté de venir librement avec leurs navires et leurs cargaisons dans toutes les villes et ports de l'autre pays auxquels les indigènes sont ou seront autorisés à venir, et jouiront respectivement des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation dont jouissent ou pourront jouir les indigènes, sans avoir à payer aucune taxe ou impôt plus onéreux que ceux que paient ces derniers. »

La convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1890, et sera maintenue pendant dix ans, à partir de cette date.

« Au cas où aucune des deux parties contractantes n'aura notifié douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans son intention de mettre fin à la présente convention, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des parties contractantes aura donné avis de sa cessation ».

En ce qui concerne les colonies, l'article XV dit :

« Les stipulations de la présente convention seront applicables, pour autant que les lois le permettent, à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté britannique, à l'exception de celles qui sont désignées ci-après, c'est-à-dire du Dominion du Canada, de Terre-Neuve, du Cap, du Natal, des Nouvelles-Galles du Sud, des colonies de Victoria, Queensland, Tasmanie, de l'Australie du Sud, de l'Australie occidentale et de la Nouvelle-Zélande, à moins toutefois que les stipulations de la présente convention ne soient rendues applicables aux colonies ou possessions étrangères nommées ci-dessus au nom desquelles avis aura été donné à cet effet au Gouvernement égyptien par le représentant de Sa Majesté britannique au Caire, endéans l'année qui suivra la signature de la présente convention ».

Le 15 février, quatorze Sociétés de la paix, réunies en Congrès à Londres, ont adressé à Lord Salisbury et à M. Serpa-Pimentel la déclaration suivante :

Les soussignés, au nom des Sociétés qu'ils représentent, expriment ici leur ferme espérance qu'en vue d'une solution juste et pacifique des questions soulevées par le conflit présentement survenu entre la Grande-Bretagne et le Portugal, les Gouvernements de ces nations s'accorderont à recourir à une médiation ou à un arbitrage, conformément à l'esprit de l'article 12 de l'Acte général de la Conférence africaine adopté à Berlin en février 1885, acte signé par les représentants des deux pouvoirs qui sont en conflit.

Finalement, et sans entrer dans aucun examen du fond, les soussignés regrettent profondément que les actes d'hostilité survenus entre les officiers portugais et certaines tribus indigènes sur les territoires disputés en question aient été considérés par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique comme comportant, pour ces tribus et pour les sujets britanniques qui habitent l'Afrique du Sud, un danger qui rendit nécessaire l'ultimatum contenu dans la note adressée au Gouvernement portugais le 10 janvier 1890.

ITALIE.

L'Occupation de Keren et de l'Asmara.

On a distribué au Parlement un *Livre vert*, relatif à l'occupation de Keren et de l'Asmara. En voici un résumé :

Le 14 octobre 1888 le comte Antonelli, par un télégramme d'Assab, conseillait de hâter l'occupation de l'Asmara.

M. Crispi lui répondit le même jour qu'on espérait que tout serait prêt pour une pointe vers Asmara à la fin de novembre.

Le 19 octobre 1888, le général Bertole-Viale exposait au Président du Conseil les préparatifs qui étaient nécessaires, suivant le général Baldissera, pour l'occupation de l'Asmara.

La dépense, pour cette occupation, était prévue en la somme de 3 millions. Le Ministre de la guerre ajoutait que, ne voulant pas laisser passer la saison favorable, il avait pris les dispositions pour l'effectuation des mesures nécessaires, y compris le nolis d'un navire pour l'envoi en Afrique des forces indispensables en temps utile.

Le 22 octobre, M. Crispi communiquait au général Bertole-Viale les télégrammes adressés la veille au comte Antonelli. Il l'avisait qu'on avait décidé d'exécuter le plan établi, d'une façon compatible avec les conditions financières.

On ajoutait que les faits s'étant développés rapidement, l'on n'avait pas eu le temps de préparer tout ce qui était nécessaire à l'exécution du plan complet.

Le second télégramme se terminait ainsi :

« Soyez sûr que le Gouvernement n'abandonnera jamais ni vous ni Ménèlik ».

Le 23 octobre, M. Crispi assurait au général Bertole-Viale que l'on four nirait les moyens pour « la protection de nos possessions en Afrique ».

Dans le télégramme du 24 novembre 1888, M. Crispi invitait le comte Antonelli à avertir Ménèlik que les dispositions pour une action militaire ayant été données, on attendait que lui aussi avançât.

Le Président du Conseil, communiquant le 20 décembre 1887 au général Bertole-Viale une lettre de Belheneita, relevait la convenance que nos forces en Afrique sortissent de l'inertie.

Dans sa lettre du 29 novembre, le comte Antonelli donne des nouvelles des conditions de l'Abyssinie. Il annonçait que le roi du Choah considérait comme certaine l'invasion du Négus et était décidé à se battre contre l'envahisseur.

Il confirmait que Ménèlik était prêt à envoyer une mission ayant à sa tête le degiac Makonnen, gouverneur de Harrar, proposé par le comte Antonelli lui-même.

Le comte Antonelli exprimait la conviction que le Négus ne pouvait envahir de sitôt le Choah et qu'il devait plutôt aller surveiller les mouvements des Derviches qui avaient envahi la province limitrophe du Dombea.

Le 3 janvier 1889, le Ministre de la guerre exposait ses observations au Président du Conseil au sujet d'un mouvement de nos troupes vers l'Asmara.

Le 16 janvier 1889, M. Crispi lui répondait en lui démontrant la convenance d'effectuer l'entreprise de l'Asmara, quoiqu'elle ne fût pas sans risques, parce qu'on devrait éviter que l'ennemi n'occupât cette position et que les amis ne nous tournassent le dos à cause de notre action.

Le 9 janvier, le Ministre de la guerre écrivait qu'à son avis on pouvait ordonner la marche sur l'Asmara.

Le général Baldissera, à un télégramme du Ministre de la guerre, répondait le 9 janvier :

« Nos soldats accueilleront avec joie l'ordre de marcher. »

Il disait qu'il exécuterait la marche et ajoutait qu'il n'apercevait pas dans l'entreprise de dangers sérieux.

Le 14 janvier, le Ministre de la guerre ordonnait la marche sur l'Asmara.

Le 18 janvier, on ordonnait la suspension de la marche à la suite de nouvelles reçues par le Ministère des Affaires étrangères.

Le Ministre de la guerre exposait, le 23 janvier, les motifs qui lui faisaient regarder la marche comme non opportune.

Le 26 janvier, le Ministre de la guerre recevait un télégramme du général Baldissera qui disait qu'il était convenable de reconnaître la position de Keren.

Le général Bertole-Viale approuva la reconnaissance.

Les nouvelles des déflections et des défaites subies par les partisans du Négus étant arrivées à Rome, M. Crispi, par une lettre du 12 février 1889, insistait sur la convenance d'aller de l'avant.

Le général Bertole-Viale répondait le 18 février, en exposant les motifs de nature militaire et financière qui lui faisaient croire non opportune l'occupation de l'Asmara.

Au commencement d'avril, les télégrammes du général Baldissera confirmaient la nouvelle de la mort du Négus.

Le 29 avril, le consul Branchi envoyait un mémoire favorable à l'occupation de l'Asmara.

Le 3 juin, le général Baldissera annonçait que le drapeau italien avait été hissé sur le fort de Keren.

Les nombreux documents de cette période concernent les bruits que l'on recueillait au sujet de la situation de l'Abyssinie.

Le 23 juillet, le général Bertole-Viale disait à M. Crispi que rien, au point de vue militaire, ne s'opposait à l'occupation de l'Asmara.

Telle était aussi l'opinion du général Baldissera.

M. Crispi, le même jour, répondait que son avis était qu'on devait immédiatement ordonner, par télégramme, l'occupation de l'Asmara.

Le même jour, le général Bertole-Viale ordonnait au général Baldissera d'occuper l'Asmara.

L'ordre était exécuté le 3 août.

Suivent un rapport topographique du capitaine Toselli et le rapport du général Baldissera, du 16 juin 1889, sur l'occupation de Keren et la capture de Barambaras Kafel.

Le dernier document est un rapport détaillé du général Baldissera de la marche sur l'Asmara et en même temps une étude sur la situation intérieure de l'Abyssinie.

Le général concluait en louant vivement la conduite des officiers et des soldats.

— Dans la séance de la Chambre des députés du 22 février, M. Imbriani développe son interpellation sur la dissolution du comité de Trieste et Trente qu'il taxe d'illégale et d'arbitraire.

M. Crispi répond qu'il a toujours été convaincu qu'un gouvernement est d'autant plus respecté à l'étranger qu'il sait mieux se faire respecter à l'intérieur.

Le gouvernement qui ne sait pas réprimer les partis subversifs n'est pas digne de rester à la tête d'un pays.

M. Crispi rappelle le but de l'association qui a été dissoute. Il est du devoir du gouvernement de prévenir les crimes et d'empêcher qu'on ne trouble les bons rapports de l'Italie avec les nations étrangères.

C'est ce devoir qu'il a accompli. Il est étrange que les provocations adressées à une puissance étrangère viennent de l'extrême-gauche qui a toujours passé pour vouloir le désarmement.

Une politique semblable ne pourrait que compromettre l'unité de la patrie et ses institutions.

M. Crispi dit que son intention est de les défendre même en payant de sa personne.

M. Imbriani réplique avec vivacité au milieu des murmures de l'assemblée.

PAYS-BAS

Dans sa séance du 28 janvier, à la première Chambre des Etats Généraux des Pays-Bas, le ministre des affaires étrangères a donné lecture d'une dépêche l'informant que l'arbitre invité à résoudre la question de délimitation du Surinam et de la Guyanne française présentait des objections à l'acceptation de l'arbitrage.

On sait que l'arbitre choisi par les deux parties était l'empereur de Russie.

Le dossier de l'affaire de la délimitation de la Guyane, qui fait l'objet de la contestation entre les Pays-Bas et la France, avait été remis entre les mains du Czar. Les journaux hollandais ont annoncé que le Czar avait refusé l'arbitrage qui lui était demandé, à cause de certaines difficultés survenues au dernier moment.

La nouvelle est exacte ; mais ce que les journaux hollandais oublient de dire, c'est que les difficultés survenues ne sauraient être imputées à la France ; celle-ci, en effet, s'était remise d'une façon absolue à l'arbitrage du Czar, tandis que le gouvernement des Pays-Bas avait formulé des réserves que l'empereur de Russie ne pouvait accepter.

ROUMANIE

Dans la séance du Sénat du 4 février (N. S.), M. Aurelian, ancien ministre du commerce, développe une interpellation relative à la création d'une Société nationale de navigation sur le Danube.

M. Aurelian insiste sur les efforts des Hongrois pour s'émanciper économiquement de la tutelle autrichienne et pour créer une marine marchande magyare. M. Barross, le ministre hongrois, tient à sauvegarder les intérêts de ses nationaux, non seulement sur le Danube hongrois, mais aussi sur le *Bas-Danube*.

La Serbie et la Russie cherchent, elles aussi, à accaparer le trafic sur le Danube. Enfin l'orateur a reçu une lettre de Sofia qui lui apprend que les Bulgares étudient également le projet de création d'une Société nationale de navigation. Pourquoi resterons-nous, Roumains, seuls indifférents en présence de cette émulation ? Chacun se rappelle la lutte soutenue par la Roumanie, lorsque la Conférence de Londres essaya de nous enlever le Danube. L'heure est venue de prouver à l'Europe que nous avons eu raison de nous opposer à cette tentative, que nous voulons profiter de la voie fluviale à laquelle nous avons attaché un si grand prix.

Il faut que le pavillon roumain flotte sur le Danube.

M. Al. Marghiloman, ministre des travaux publics, dit, qu'au point de vue économique, il est certain que la création d'une marine commerciale roumaine s'impose.

La marine ne pourra qu'alimenter les chemins de fer qui, dans un avenir prochain, seront en mesure d'accaparer le trafic de l'Europe orientale, en le canalisant vers la mer. Reste à savoir s'il vaut mieux que l'Etat crée une flotte, ou bien qu'il en donne la concession à un entrepreneur. Le ministre se prononce pour la deuxième alternative. L'Etat ne pourra pas exploiter,

d'une manière rémunératrice, le transport par eau, car il est déjà obéré par une foule d'autres administrations.

M. Marghiloman pense donc qu'il vaut mieux que l'Etat se mette en relations avec des capitalistes qui seraient disposés à créer une Société de cette nature, non seulement fluviale, mais aussi maritime, afin de transporter nos céréales directement à Anvers et à Marseille. Le gouvernement est prêt à encourager par une subvention toute formation commerciale en vue de la création d'un service de navigation.

Si son appel reste sans écho, alors il sera forcé de venir demander les crédits nécessaires au Parlement.

M. P. S. Aurelian prend acte avec satisfaction de la déclaration ministérielle.

L'incident est clos.

SUÈDE

Le 23 février, a été soumis à la Diète le rapport de la commission financière relatif à la dénonciation des traités de commerce.

Le ministre d'Etat a exprimé la conviction que la prolongation des présents traités n'était pas possible, mais il considère comme mal choisie la date proposée pour la dénonciation.

Le ministre des affaires étrangères a exposé, de son côté, qu'il n'y avait aucun motif de dénoncer avant 1891 le traité de commerce avec la France. Il a fait remarquer qu'il pourrait advenir que la Norvège, elle, ne dénonçât pas ce traité, ce qui créerait de grands embarras à l'exportation suédoise. Il a ajouté qu'il était tout prêt à prendre les mesures nécessaires à la dénonciation du traité pour les deux parties de la monarchie.

La Chambre haute a décidé, par 83 voix contre 46, d'inviter le gouvernement à dénoncer les traités de commerce avec la France et l'Espagne, de telle façon que ces traités cessent d'être en vigueur à partir du 1^{er} février 1892.

La seconde Chambre a adopté la même résolution par 148 voix contre 93.

SUISSE

La Conférence ouvrière de Berne.

Voici le programme des questions qui devaient être traitées à la conférence de Berne. Ce programme a été communiqué par le gouvernement suisse à tous les gouvernements qui ont, en même temps, reçu une invitation à la conférence qui doit se réunir le 5 mai :

1. Interdiction du travail du dimanche.

1. Dans quelle mesure y a-t-il lieu de restreindre le travail du dimanche ?
2. Quelles sont les exploitations ou les méthodes d'exploitation pour lesquelles, d'après leur nature même, l'interruption ou la suppression du travail est inadmissible et le travail du dimanche doit, par conséquent, être permis ?
3. Y a-t-il dans ces exploitations des mesures à prendre au point de vue du repos dominical des ouvriers pris séparément ?

II. Fixation d'un âge minimum pour l'admission des enfants dans les fabriques.

1. Y a-t-il lieu de fixer un âge minimum pour l'admission des enfants dans les fabriques ?
2. L'âge minimum doit-il être le même dans tous les pays, ou bien doit-il être fixé en ayant égard au développement physique plus ou moins précoce de l'enfant, suivant les conditions climatiques des divers pays ?

3. Quel âge minimum doit être fixé dans chacun de ces deux cas ?

4. Peut-on admettre des exceptions à l'âge minimum une fois fixé, s'il y a diminution du nombre des jours de travail ou de la durée de la journée ?

III. *Fixation d'une durée maximum de la journée pour les jeunes ouvriers.*

1. Y a-t-il lieu de fixer une durée maximum de la journée pour les jeunes ouvriers ?

Doit-on y comprendre les heures de l'enseignement scolaire obligatoire ?

2. Cette durée maximum de la journée doit-elle être échelonnée suivant diverses classes d'âge ?

3. Combien d'heures de travail (sans ou avec les pauses effectives) doit comprendre la journée maximum dans l'un ou dans l'autre cas (chiffres 1 et 2) ?

4. Entre quelles heures de la journée doit être réparti le temps du travail ?

IV. *Interdiction d'occuper les jeunes gens et les femmes dans les exploitations particulièrement nuisibles à la santé ou dangereuses.*

1. Est-il nécessaire de restreindre l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les exploitations particulièrement nuisibles à la santé ou dangereuses ?

2. Les personnes de ces deux catégories doivent-elles être exclues de ces exploitations ? Absolument (les jeunes gens jusqu'à quel âge ?) ou bien en partie (les jeunes gens jusqu'à un certain âge ? les femmes à certaines époques ?) ou bien la durée du travail des jeunes gens et des femmes dans ces exploitations doit-elle être réduite ?

Quel est le minimum des exigences à adopter dans les deux derniers cas ?

3. Quelles sont les exploitations nuisibles à la santé ou dangereuses auxquelles doivent s'appliquer les dispositions ci-dessus (chiffres 1 et 2) ?

V. *Restriction du travail de nuit pour les jeunes gens et les femmes.*

1. Doit-on exclure absolument ou en partie les jeunes gens du travail de nuit ?

Jusqu'à quel âge doit durer cette exclusion ?

Quelles sont les conditions dans lesquelles on peut les admettre en partie ?

2. Les femmes doivent-elles, sans distinction d'âge, être exclues du travail de nuit ?

En cas d'admission, y a-t-il lieu de statuer certaines restrictions ?

3. Quelles sont les heures de la journée de travail qui rentrent sous la dénomination du travail de nuit : en d'autres termes, quand commence et finit le travail de nuit ?

VI. *Exécution des dispositions adoptées.*

1. A quelles catégories d'exploitation (mines, fabriques, ateliers, etc.) sont applicables les dispositions adoptées ?

2. Doit-on fixer un délai pour l'exécution des dispositions adoptées ?

3. Quelles sont les mesures à prendre pour assurer l'exécution des dispositions adoptées ?

4. Doit-on prévoir les conférences, se renouvelant périodiquement, de délégués des États participants ?

5. Quelles tâches doit-on assigner à ces conférences ?

— Au sujet de cette conférence, le conseil fédéral a, le 25 février 1890, adressé la note-circulaire suivante aux gouvernements des États industriels de l'Europe.

« Le 15 mars de l'année dernière (1), reprenant un projet dont nous avons déjà entretenu plusieurs gouvernements en 1881, nous avons invité les États industriels de l'Europe à se faire représenter à une conférence qui se réuni-

(1) V. la circulaire, *Archives*, 1889, II, p. 77.

rait à Berne au mois de septembre suivant pour examiner l'opportunité d'une entente internationale sur la réglementation du travail et la protection des ouvriers. Par note-circulaire du 12 juillet (1), les mêmes Etats ont été informés que nous croyions devoir ajourner la conférence au printemps de cette année.

« Le 28 janvier, nous en avons fixé la date au 3 mai prochain et nous avons arrêté le programme proposé par nous comme base de discussion.

« Le jour même où nos circulaires étaient expédiées de Berne, le 3 février, paraissait à Berlin le rescrit de S. M. l'empereur Guillaume II, chargeant S. A. le prince de Bismarck, chancelier de l'Empire, de sonder les dispositions des autres Etats à l'égard d'une conférence qui se réunirait à Berlin pour s'occuper des dispositions intéressant le sort des ouvriers.

« Cette coïncidence imprévue a donné lieu à des pourparlers entre la Suisse, l'Allemagne et les autres Etats. Le gouvernement impérial allemand nous a fait part de son intention d'inviter les Etats à Berlin déjà pour le milieu de mars; il a exprimé le désir que nous renoncions pour le moment à la conférence de Berne, la réunion simultanée de deux conférences ne lui paraissant pas dans l'intérêt de la chose.

« Préoccupés avant tout de la réussite de l'œuvre que nous avions d'abord prise en mains, et sincèrement désireux de voir couronner de succès les efforts entrepris dans le même but par S. M. l'empereur d'Allemagne; tenant compte en outre, d'une part, de ce qu'une répartition du travail entre les deux conférences n'a pas paru possible; d'autre part, de ce que plusieurs des Etats qui ont accepté notre invitation ont aussi donné leur acquiescement à la conférence de Berlin, nous n'avons pas hésité, dans ces circonstances, à déferer au désir qui nous était exprimé, désir partagé d'ailleurs par d'autres gouvernements, et à renoncer, pour le moment, à donner suite à notre initiative.

« En portant ces faits à la connaissance de Votre Excellence, nous avons donc l'honneur de l'informer que la conférence convoquée à Berne pour le 3 mai n'aura pas lieu. Si heureux que nous eussions été d'offrir à cette conférence notre hospitalité, nous trouvons un motif de satisfaction dans notre ferme espoir que la cause de la protection des ouvriers fera, à la conférence de Berlin, un sérieux pas en avant.

« Nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le ministre, les assurances de notre haute considération. »

— Par note du 17 février, le consulat général des Pays-Bas à Zurich annonce que son gouvernement a décidé d'accéder, à partir du 1^{er} juillet prochain, pour ses colonies de Surinam et de Curaçao, à la convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

En conséquence, le conseil fédéral a pris acte de cette déclaration d'accession et l'a communiquée aux autres Etats faisant partie de l'union, savoir :

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Brésil, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Italie, Norvège, Portugal, Serbie, Espagne, Suède et Tunisie.

— Le conseil fédéral a reçu deux notes identiques, l'une de Bruxelles, l'autre de Lisbonne, lui demandant s'il accepterait éventuellement le rôle d'arbitrage en cas d'un différend possible entre l'Etat libre du Congo et le Portugal, à propos de la délimitation de leurs frontières respectives en Afrique.

Le conseil fédéral a décidé d'accepter cette mission arbitrale.

Voici les explications que l'*Indépendance belge* donne sur les causes qui ont décidé les deux pays à avoir recours à cet arbitrage les renseignements suivants :

Il y a quelque temps un différend a surgi entre les deux Etats au sujet de

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 342.

la délimitation de leurs frontières respectives dans la partie méridionale de l'enclave territoriale dite de Kabinda, que possède le Portugal, entre le bas Congo et le Congo français.

Le Portugal voulait percevoir les droits de sortie à prélever sur les marchandises d'exportation d'une factorerie hollandaise établie à Ponta da Iabe, localité côtière située au sud de Kabinda. L'Etat du Congo prétendait que la région faisait partie de son domaine et que, en conséquence, les droits de sortie dont il s'agit lui revenaient.

A la suite des pourparlers diplomatiques que provoqua ce conflit de prétentions, les deux gouvernements résolurent de délimiter exactement, une fois pour toutes, leurs frontières respectives, non seulement en ce qui concerne l'enclave de Kabinda, mais encore à l'égard du parallèle de Nokki, où la province portugaise d'Angola confine à l'Etat libre.

Le Portugal et l'Etat libre espèrent régler directement, et sans froissement, cette question de délimitation. Mais, comme ils tiennent à ce qu'aucun nuage ne vienne altérer leurs bons rapports, ils ont décidé qu'au cas où ils n'arriveraient pas à se mettre d'accord, ils soumettraient leur différend aux bons offices d'un arbitre. C'est en prévision de cette éventualité que le conseil fédéral est chargé de s'entremettre plus tard, s'il y a lieu, entre les deux Etats.

Une commission de délimitation, désignée par le Portugal et le roi Léopold, est déjà nommée et entamera ses travaux sur les lieux au mois d'avril, en commençant par l'enclave de Kabinda. Si elle ne s'entend pas, la question sera déferée immédiatement au conseil fédéral suisse.

— Par office du 17 janvier, le conseil d'Etat de Genève, transmettant une lettre du comité de la Croix-Rouge se plaignant de l'emploi abusif fait de cet emblème dans le but de réclames commerciales, a demandé au conseil fédéral si la question de la réglementation de l'emploi de la Croix-Rouge est du ressort de la confédération, signataire de la convention, ou du ressort des cantons.

Le conseil fédéral a répondu qu'il ne croit pas que la confédération soit compétente pour restreindre l'usage de la Croix-Rouge comme marque de fabrique ou de commerce. La convention du 22 août 1864 n'est, en effet, valable que pour le temps de guerre et la loi fédérale du 19 décembre 1879 sur la protection des marques de fabrique et de commerce n'interdit pas, mais autorise, au contraire, l'usage des armoiries nationales comme marques de fabrique et de commerce; il ne serait guère possible d'en être autrement pour un emblème international. Les cantons ne sont pas compétents pour légiférer sur cette matière, aux termes de l'article 64 de la Constitution.

TURQUIE

Commerce de la Turquie.

La direction générale des douanes de l'Empire ottoman vient de publier les données statistiques (dressées suivant les échelles d'exportation) relatives au commerce extérieur de la Turquie pendant l'exercice financier 1304 (1^{er} mars 1888 au 28 février 1889). Voici les chiffres :

	<i>Exportations.</i>	
	Année 1303.	Année 1304.
	Valeurs en piastres.	
Allemagne.....	216.443	1.410.219
Angleterre.....	357.444.096	500.348.993
Autriche-Hongrie.....	99.314.441	115.463.563
Belgique.....	203.332	476.554

Bulgarie.....	2.292.447	31.598.253
Danemark.....	4.778	592.333
Egypte.....	87.764.786	85.408.580
Espagne.....	113.777	792.888
Etats-Unis.....	12.761.221	15.609.331
France.....	420.701.323	426.472.890
Grèce.....	59.107.993	46.419.324
Hollande.....	10.244.777	36.986.333
Italie.....	33.461.094	38.939.888
Monténégro.....	695.662	529.410
Perse.....	1.206.352	1.264.828
Roumanie.....	13.094.436	19.618.001
Russie.....	28.909.993	29.416.109
Samos.....	381.497	319.047
Serbie.....	623.110	63.124.442
Tunisie.....	381.832	143.001
Total.....	4.128.913.090	1.354.653.989

Importations.

Allemagne.....	3.801.886	2.994.194
Angleterre.....	851.811.828	797.646.824
Autriche-Hongrie.....	384.770.685	345.523.796
Belgique.....	42.912.698	38.817.782
Bulgarie.....	50.974.064	96.576.772
Danemark.....	9.000	5.889
Egypte.....	1.770.423	2.034.424
Espagne.....		25.597
Etats-Unis.....	15.596.127	8.180.973
France.....	242.483.204	252.052.425
Grèce.....	37.739.234	31.835.714
Hollande.....	2.878.097	2.425.028
Italie.....	48.976.354	46.837.888
Monténégro.....	1.282.028	1.036.189
Perse.....	53.452.540	55.487.899
Roumanie.....	25.902.642	47.313.683
Russie.....	226.155.330	204.816.172
Samos.....	29.581	34.547
Serbie.....	7.006.132	5.789.180
Suède.....	2.689.722	2.924.278
Tunisie.....	10.353.524	3.306.410
Total.....	2.010.595.299	1.945.665.364

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Unification des heures

Cette question a été discutée à la *Société de Géographie de Paris*, dans sa séance du 21 février. Nous empruntons à M. G. Depping l'analyse des observations échangées sur ce sujet fort intéressant.

M. de Nordling, ancien ingénieur en chef de la compagnie d'Orléans, ancien directeur général des chemins de fer de l'Empire d'Autriche, entretient la Société d'une question à l'ordre du jour dans l'ancien et dans le nouveau monde, à savoir l'unification des heures. A cette réforme on en rattache souvent une autre, celle de la notation des heures. Mais M. de Nordling commence par l'écartier. Nos heures sont notées de 1 à 12, puis on recommence la nota-

tion pour les heures du soir ; or, il s'agirait de noter de zéro à 24, au lieu de deux fois 12. Afin d'échapper à l'éternelle distinction entre les heures du matin et celles du soir, on dirait la 13^e heure au lieu de 1 heure après midi, et ainsi de suite. Ce progrès ou cette innovation est, paraît-il, en grande faveur en Amérique ; nous viendra-t-elle un jour ? C'est possible, mais pourtant ce n'est guère probable.

L'unification des heures répond du moins à un besoin actuel qu'on ressent de plus en plus dans tous les pays. Le problème à résoudre est double : l'unification intérieure et l'unification internationale.

L'unification intérieure, c'est l'adoption, pour la vie civile, de la même heure que pour les chemins de fer et les télégraphes ; la substitution à la multitude d'heures locales d'une heure normale unique, généralement l'heure de la capitale ou d'un méridien choisi. Cette réforme s'est accomplie en Angleterre, en Suède et dans la plus grande partie de l'Amérique du Nord, à la satisfaction générale. M. de Nordling dit qu'elle s'impose également chez nous.

Quant à l'unification internationale, plusieurs systèmes sont en présence. Le plus répandu est celui de l'heure universelle, que l'orateur repousse comme trop contraire à la nature : car dans ce système le soleil est traité en quantité négligeable. M. de Nordling ne voit de solution satisfaisante que dans un système transactionnel, celui des zones ou, selon une expression consacrée, des *fuseaux horaires*, inauguré par les Américains. Le globe serait divisé en vingt-quatre fuseaux, marqués par des lettres : A, B, C, etc. (1) ; l'heure du second fuseau avancerait d'une heure juste sur celle du premier ; l'heure du troisième avancerait d'une heure juste sur celle du second, et ainsi de suite tout autour du globe. Dans huit fuseaux sur les vingt-quatre, le système américain fonctionne déjà réellement, savoir en Angleterre, en Suède, au Japon, et dans les cinq fuseaux américains. L'Allemagne et l'Autriche font mine de s'y rallier.

M. de Nordling pense que la France ne pourra pas se tenir longtemps à l'écart d'une réforme qui a l'air de vouloir faire le tour du monde.

Le F. Alexis, qui ne peut assister à la séance, adresse une note dont la conclusion est que l'enseignement populaire de la géographie réclame une solution de la question, comme l'ont fait le service maritime ou le service des chemins de fer, la télégraphie, la météorologie et d'autres sciences spéculatives ou pratiques.

Pour nous autres, professeurs, il importe, dit-il, « que la cartographie scolaire sache à quoi s'en tenir pour le méridien de départ dans ses projections des cartes murales et des atlas, ainsi que pour le numérotage des latitudes ».

Il faut en outre que « par suite d'une réglementation internationale des heures et de la division du globe en fuseaux horaires, les élèves soient intéressés à la notion, aujourd'hui purement scientifique ou spéculative des longitudes, notion qui deviendrait pratique en se greffant sur celle des heures relatives des divers pays du monde. »

Quant au P. Tondini de Quarengli, représentant de l'Académie des Sciences de Bologne, qui plaide pour l'heure universelle et pour que le méridien initial choisi soit celui de Jérusalem, il craint que le système américain des fuseaux horaires n'entraîne l'adoption du méridien qui a obtenu la presque majorité au Congrès de Washington, à savoir le méridien anglais, celui de Greenwich.

M. Caspari, ingénieur-hydrographe, soutient que cette question de l'unification des heures n'a pas l'importance qu'on veut bien lui donner. Elle n'a d'utilité pratique que pour les chemins de fer. Quant à l'unification des divers méridiens, il faut mettre en balance la gêne qui en résulterait pour les pays disposés à faire la réforme à leurs dépens, avec les avantages que ces pays pourraient en tirer. Le lendemain du jour où nous, Français, aurions changé notre méridien, nos éditeurs, nos libraires, nos détaillants seraient obligés de renouveler leur

(1) Le fuseau A comprendrait les Iles Britanniques, les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Espagne, le Portugal, etc. Le fuseau B : la Suède, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, etc., etc.

stock et, en attendant, nous serions inondés de cartes allemandes, qui, depuis 1870, portent le méridien de Greenwich, tandis qu'auparavant elles portaient le méridien de Paris ou celui de l'Île-de-Fer. Conervons donc notre méridien national, dût-on nous taxer de retardataires, comme le craint M. de Nordling, parce que nous n'aurons pas consenti à sacrifier le méridien de Paris pour adopter un méridien étranger.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} février. — *La lutte entre Turenne et Condé*, par le duc d'Aumale. — *La Société dans les prisons de Paris pendant la Terreur*, par V. du Bled. — *Le voyage du capitaine Binger dans la boucle du Niger*, par G. Valbert.

15. — *Etudes diplomatiques. Fin du Ministère d'Argenson. Ambassade du maréchal de Noailles en Espagne, neutralité de l'Empire*, par le duc de Broglie. — *Paysages historiques de France. Une excursion à la Grande-Chartreuse*, par Ed. Schuré. — *Les fouilles de l'acropole d'Athènes*, par Maxime Collignon. — *Les Facultés françaises en 1889; la vie et l'organisation intérieures*, par Louis Liard. — *Les progrès de la science économique depuis Adam Smith*, par M. Block.

La Nouvelle Revue.

1^{er} février. — *La question afghane*, par J. Le Hutin. — *Les souffrances de l'Alsace-Lorraine*, par Memor. — *Portraits et médaillons du second Empire*, par Corentin Guyho. (M. Schneider, le cardinal Donnet, M. Belmontet, Nogent-Saint-Laurens.) — *La diffamation en Angleterre*, par T. Johnson. — *Le pont sur la Manche*, par Villemont (article très favorable à l'entreprise).

Le Correspondant.

10 février. — *Les curés avant 1789*, par l'abbé Sicard. — *La guerre et le droit international* (à propos de la traduction d'un ouvrage posthume de Sir H. Sumner Maine). — *L'anthropologie criminelle*, par L. Proal. — *Souvenirs de la Côte d'Afrique*, par de Mandat-Grancey. — *L'éducation militaire sous l'ancien régime*, par A. Babeau.

Revue internationale.

15 janvier. — *La triple alliance et l'Italie*, par H. de Geffken. (Article qui a surtout pour but de répondre à l'appréciation de la Triple alliance par un article de *the Contemporary Review* qui a eu un grand retentissement et qui a été attribué à M. Gladstone. La conclusion de l'auteur est qu'en accédant à l'alliance austro-allemande, l'Italie n'a fait que suivre ses intérêts bien entendus.) — *L'avenir de la Papauté*, par E. de Laveleye. — *M. Crispi*, par un Italien (expédition de Sicile).

15 février. — *M. Crispi*, par un Italien (suite de l'expédition de Sicile). — *Trois explorateurs du Continent africain: Stanley, Emin, Casati*, par Ph. Porena. — *Un coup d'œil sur la question irlandaise*. — *La question des banques d'émission en Italie*.

Revue politique et littéraire.

4 janvier. — *L'industrie française à l'étranger: le nouveau port de Lisbonne*. — *La France et l'Italie*, par E. Cavaglion.

11. — *Croquis parlementaires: le comte de Mun*, par Sybil. — *La France*

et l'Italie : politique et commerce, par Giacometti. — *Chenonceau : plusieurs siècles d'histoire*, par J. Darmsteter.

18. — *L'évolution économique : la question des traités de commerce*, par E. Jamais, député. — *Les Colonies allemandes en 1890*, par A. Rambaud. — *L'impératrice Augusta, impressions et souvenirs*, par M. Potel.

25. — *Quia absurdum? La politique italienne*, par A. Philis. — *Amédée, duc d'Aoste*, par Ch. Bigot.

Revue maritime et coloniale.

Février. — *Histoire d'une flotte du temps passé : Chroniques maritimes d'Anvers de 1804 à 1814*, par M. Kéraval, capitaine de frégate. (Détails intéressants sur les efforts de Napoléon pour faire d'Anvers un port militaire de premier ordre en même temps que pour réorganiser la marine.) — *Chronique : Accroissement de la marine anglaise en 1889; nouvelles règles anglaises pour les saluts; accroissement de la flotte des Etats-Unis (analyse du dernier rapport annuel au Congrès du secrétaire d'Etat pour la marine); budget de la marine allemande pour 1890-91.*

Le Droit d'auteur.

15 janvier. — *La protection des droits d'auteur dans le Dominion du Canada et la Convention de Berne*. — Démarches tendant à la conclusion d'une convention littéraire et artistique entre la France et les Etats-Unis. (Elles n'ont malheureusement pas abouti.)

La Propriété industrielle.

1^{er} janvier. — *De la protection internationale des marques de fabrique ou de commerce (enregistrement international)*, par L. Renault. — *La législation sur la propriété industrielle en Suède.*

1^{er} février. — *De l'enregistrement international des marques de fabrique*, par L. Renault (fin du travail). — *Règlements anglais sur les marques de fabrique.*

Le Mémorial diplomatique.

1^{er} février. — *Revue politique (question des traités de commerce en France, la loi sur les socialistes en Allemagne).*

8. — *Revue politique (les rescrits de l'Empereur d'Allemagne). — La France et la Russie (à propos de la brochure du baron Stoffel).*

15. — *Les Rescrits de Guillaume II. — La question du Dahomey.*

22. — *Revue politique (finances italiennes). — Le comte Andrassy*, par Ch. de Moüy.

L'Économiste français.

4 janvier. — *La situation de l'Algérie et les projets du Gouverneur-général*, par P. Leroy-Beaulieu. (L'Algérie a fait, depuis 1881, de réels progrès.) — *Le Conflit anglo-portugais sur le Zambèze : le partage de l'Afrique, les positions respectives*, par J. Chailley. — *Le commerce des céréales de la Russie. — Le commerce français et les chemins de fer turcs et bulgares*, par R. Coste, député de la nation française à Salonique.

11. — *Le développement de la navigation intérieure en France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis : la question de l'argent, les affaires indiennes*, par J. Chailley. — *La Bulgarie : sa situation économique et commerciale.*

18. — *Les capitaux et les emplois dans la situation des principaux marchés européens*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Un essai de monopole de l'alcool : la loi sur les spiritueux en Suisse, son but et ses résultats*, par G. Michel. (L'exemple ne serait pas encourageant.) — *Le Conflit anglo-portugais dans le Zambèze :*

le Conflit, les causes apparentes et les raisons décisives, les chances de solution, par J. Chailley. — *Le budget russe de 1890*, par A. Raffalovich. — *La situation du commerce extérieur et les prix* (d'après le rapport de M. Teissierene de Bort). — *Notre situation monétaire jugée par les Anglais*, par O. Haupt.

25. — *Le commerce extérieur de la France en 1889*. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis : la tempérance et les lois prohibitives, la dette de l'Etat de Virginie*, par J. Chailley. — *Lettre de Suisse : Idée générale du Code fédéral des faillites; les divorces en Suisse (nombre excessif, plus grand que dans n'importe quel autre pays.*

1^{er} février. — *La Commission des douanes et les traités de commerce*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre en 1889*. — *La dernière expédition de Stanley : les origines, le voyage, les résultats*, par J. Chailley. — *La place de Rio-de-Janeiro en 1889*, par de Santa-Anna Néry.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Janvier. — *France* : les ministres des finances depuis cent ans (l'instabilité ministérielle n'est pas une invention de nos jours); recettes des chemins de fer en 1889 et 1888 (il y a une différence de 80 millions en faveur de la première année); le commerce extérieur en 1889 (il a été environ de 7 milliards 800 millions et présente, comparativement à 1888, des excédents de 68 millions de francs à l'entrée et de 362 millions à la sortie); monnaies fabriquées en 1889; les caisses d'épargne privées en 1887; les recettes des théâtres et spectacles de Paris 1848-1889 (en 1848, 3,353,411 fr.; en 1889, 22,138,998 fr.). — *Angleterre* : le commerce extérieur du Royaume-Uni (importations et exportations de 1886-1889); les progrès de la richesse publique (travail de M. Robert Giffen, communiqué à la Société de statistique de Londres); les budgets ouvriers (d'après une enquête du Board of Trade). — *Belgique* : le budget pour l'exercice 1890; le commerce extérieur en 1888; la réglementation du travail industriel (loi du 13 décembre 1889). — *Allemagne* : projets de budgets de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe. — *Suisse* : table de mortalité pour la population suisse, établie par le bureau fédéral de statistique. — *Prusse* : budget pour 1890. — *Etats-Unis* : la question de l'argent (rapport du secrétaire du Trésor au Congrès). — *Inde anglaise* : situation financière. — *Le taux de l'escompte en Europe*. — *La production et le monnayage des métaux précieux dans le monde entier* (1885-1888). — *Les émissions publiques en 1889* (c'est le chiffre le plus élevé qui ait été atteint depuis 1871 : 42-7 milliards.

Février. — *France* : la réforme du notariat; recettes et dépenses comparées des exercices de 1877 à 1888; les familles de sept enfants; les tables de mortalité des Compagnies françaises d'assurances; les vignes et le phylloxera en 1890 (rapport de la Commission supérieure dont voici la conclusion : nulle part la défense et la reconstitution ne sont menées avec plus de vigueur que dans notre pays, et si nous avons été les premiers frappés, nous serons également les premiers à recueillir les fruits de nos recherches et de notre persévérance, en achevant une œuvre qui intéresse à la fois la santé publique, les finances de l'Etat, la fortune de millions de propriétaires, et la subsistance de plusieurs millions de travailleurs. Si la reconstitution se poursuit dans la même progression, en quatre ans, la France dont le vignoble actuellement est déjà le plus grand du monde, reviendra à son maximum); les profits procurés à l'Etat par les chemins de fer; les grèves en 1886 et 1887. — *Tunisie* : la situation de la régence en 1890. — *Allemagne* : les rescrits impériaux et la question ouvrière; projet de budget de la Prusse pour 1890. — *Belgique* : le produit des impôts en 1889; le commerce extérieur en 1889; le budget de la ville de Bruxelles. — *Autriche-Hongrie* : les recettes budgétaires de l'Autriche en 1889 et 1888; le budget hongrois en 1889. — *Italie* : le commerce extérieur (1880-1889). — *Le marché de l'argent* (extrait d'un travail de M. Haupt).

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

		Pages
1880		
Janvier . . .	23 <i>Grande-Bretagne — Turquie.</i> Convention pour la répression de la traite.	136
1882		
Juin	5 <i>France.</i> M. de Freycinet à M. Morton (situation militaire des Français aux Etats-Unis).	148
1884		
Juin	7 <i>France.</i> M. Billot à M. Morton (situation militaire des Français aux Etats-Unis).	149
Novembre .	13 <i>Etats-Unis.</i> M. Vignaud, chargé d'affaires des Etats-Unis à Paris, à M. Frelinghuysen (situation militaire des Français aux Etats-Unis).	141
1886		
Octobre . .	12 <i>Etats-Unis.</i> M. Palmer à M. Bayard (situation militaire des Français aux Etats-Unis).	149
—	23 M. Bayard à M. Palmer	150
—	— M. Bayard à M. Mac Lane.	150
Novembre .	11 M. Mac Lane, ministre à Paris, à Bayard.	150
Décembre .	4 M. Palmer à M. Bayard.	151
1887		
Avril	30 <i>Etats-Unis.</i> M. Bayard à M. Mac Lane.	152
Mai	18 M. Mac Lane à M. Bayard.	153
Juillet . . .	21 <i>Allemagne — Paraguay.</i> Traité de concession réciproque des droits de la nation la plus favorisée.	5
Décembre .	16 <i>France.</i> Le consul de France à Florence au préfet de Florence.	282
—	22 Le chancelier du consulat de France à Florence au préfet de Florence.	262
—	23 Le consul de France à Florence à M. Flourens	274
—	27 <i>Italie.</i> M. Crispi au ministre de la justice (incident de Florence)	262
1888		
Janvier . .	4 <i>France.</i> M. Langlade, chancelier du consulat à Florence, à M. Clavery, directeur des affaires consulaires de France	276
—	5 <i>Italie.</i> M. Crispi au général Menabrea.	263

		Pages
Janvier. . .	7 Le général Menabrea à M. Crispi.	264
—	8 M. Crispi au général Menabrea.	265
—	— M. Crispi au général Menabrea.	265
—	10 Le général Menabrea à M. Crispi.	266
—	11 Le général Menabrea à M. Crispi.	266
—	14 <i>Etats-Unis</i> . M. Mac Lane à M. Flourens.	155
—	12 <i>France</i> . Le consul de France à Florence à M. Flourens.	278
—	13 <i>Italie</i> . M. Crispi à M. Menabrea.	267
—	16 M. Crispi à M. Menabrea.	273
—	— Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères au ministre de grâce et justice.	272
—	18 <i>France</i> . M. Flourens à M. Menabrea.	273
—	— <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Crispi.	282
—	20 M. Crispi à M. Menabrea.	283
—	21 M. Menabrea à M. Crispi.	283
—	23 Le chargé d'affaires à Londres à M. Crispi.	283
—	24 Le ministre du roi à Lisbonne à M. Crispi.	284
—	— <i>Etats-Unis</i> . M. Mac Lane à M. Bayard.	154
Février. . .	10 <i>Italie</i> . M. Crispi à M. Menabrea.	284
—	15 <i>Etats-Unis</i> . M. Bayard à M. Mac Lane.	161
—	24 M. Bayard à M. Stewart.	162
—	29 <i>France</i> . M. Flourens à M. Menabrea.	285
Mars. . . .	2 <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Crispi.	285
—	— <i>Etats-Unis</i> . M. Mac Lane à M. Bayard.	164
—	7 M. Mac Lane à M. Bayard.	165
—	23 M. Mac Lane à M. Bayard.	166
—	29 M. Bayard à M. Stewart.	167
Avril. . . .	26 <i>France</i> . M. Flourens à M. Mac Lane.	168
—	27 <i>Etats-Unis</i> . M. Mac Lane à M. Bayard.	167
Juin. . . .	11 <i>Equateur — Suisse</i> . Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.	8
—	22 Arrangement provisoire sur l'extradition.	9
—	30 <i>Italie</i> . Le préfet de Florence à M. Crispi.	285
Octobre. . .	3 <i>France</i> . M. Goblet à M. Menabrea.	287
Décembre. .	10 <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Crispi.	288
—	28 <i>Etat du Congo</i> . Décret relatif aux successions des étrangers.	296
—	— <i>Etats-Unis</i> . Extrait du message du président Cleveland.	169
1889		
Janvier. . .	31 <i>Italie</i> . M. Crispi à M. Menabrea.	289
Juillet. . .	3 <i>Belgique — Suisse</i> . Traité de commerce.	129
—	— <i>Suisse</i> . Message du Conseil fédéral sur le traité de commerce avec la Belgique.	131
Septembre. .	14 <i>Grande-Bretagne — Italie</i> . Traité pour la répression de la traite.	257
Novembre. .	9 <i>Russie</i> . Oukase impérial concernant la Livonie, l'Esthonie et la Courlande.	295
—	14 <i>Belgique — France</i> . Déclaration relative à l'extradition.	135
—	— <i>Portugal</i> . Mémoire sur l'abolition de l'esclavage et de la traite des noirs.	15
25 novembre/7 décembre	<i>Turquie</i> . Firman impérial pour la Crète.	174
Décembre. .	3 <i>Etats-Unis</i> . Message du président Harrison au Congrès.	57
—	30 <i>Turquie</i> . Loi pour la répression du trafic des esclaves noirs.	173

1890

Janvier. . .	5/17	Bulgarie. M. Strausky, ministre des affaires étrangères, à M. Voulcovich, agent diplomatique à Constantinople.	292
—	10	Saint-Siège. Encyclique du Pape.	306
Février. . .	3	France. Décret relatif à la défense des Colonies.	302
—	28	Décret organisant la justice au Tonkin.	303

